

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

UN FRÈRE DE MASSIMO D'AZEGLIO :

LE P. TAPARELLI D'AZEGLIO

(1793-1862)

Sa vie, son action et son œuvre

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

por Robert JACQUIN

PARIS (VI^e)

P. LETHIELLEUX, LIBRAIRE-ÉDITEUR

10, rue Cassette, 10

1943

Nom du Candidat : **JACQUIN**

Prénoms : **Robert**

(souligner le prénom usuel)

Date de la soutenance : **1943**

Numéro d'ordre : n°

(Ces deux mentions seront complétées par le service du Secrétariat de la Faculté)

JACQUIN (Robert). — Un frère de Massimo D'Azeglio : le P. Taparelli D'Azeglio (1793-1862), sa vie, son action et son œuvre.— *Paris*, Lethielleux, 1943, in-8°, VIII-406 p., 9 pl. h. t.

Th. Let. Paris, 1943.

N°

JACQUIN (Robert). — Un frère de Massimo D'Azeglio : le P. Taparelli D'Azeglio (1793-1862), sa vie, son action et son œuvre.— *Paris*, Lethielleux, 1943, in-8°, VIII-406 p., 9 pl. h. t.

Th. Let. Paris, 1943.

N°

JACQUIN (Robert). — Un frère de Massimo D'Azeglio : le P. Taparelli D'Azeglio (1793-1862), sa vie, son action et son œuvre.— *Paris*, Lethielleux, 1943, in-8°, VIII-406 p., 9 pl. h. t.

Th. Let. Paris, 1943.

N°

JACQUIN (Robert). — Un frère de Massimo D'Azeglio : le P. Taparelli D'Azeglio (1793-1862), sa vie, son action et son œuvre.— *Paris*, Lethielleux, 1943, in-8°, VIII-406 p., 9 pl. h. t.

Th. Let. Paris, 1943.

N°

JACQUIN

du Candidat :

Robert

nom :

(insérer le prénom aussi)

1943

de la soutenance :

n° d'ordre :

(Les deux mentions seront complétées par le service du secrétariat de la Faculté)

JACQUIN (Robert). — En tête
de Massimo D'Aleghio : le P. Tapparelli
D'Aleghio (1793-1893), sa vie, son ac-
tion et son œuvre. — Paris, Leblond,
1943, in-8°, 7111-406 p., 9 pl. h. r.

Tr. Lat. Paris, 1943.

N.

JACQUIN (Robert). — En tête
de Massimo D'Aleghio : le P. Tapparelli
D'Aleghio (1793-1893), sa vie, son ac-
tion et son œuvre. — Paris, Leblond,
1943, in-8°, 7111-406 p., 9 pl. h. r.

Tr. Lat. Paris, 1943.

N.

JACQUIN (Robert). — En tête
de Massimo D'Aleghio : le P. Tapparelli
D'Aleghio (1793-1893), sa vie, son ac-
tion et son œuvre. — Paris, Leblond,
1943, in-8°, 7111-406 p., 9 pl. h. r.

Tr. Lat. Paris, 1943.

N.

JACQUIN (Robert). — En tête
de Massimo D'Aleghio : le P. Tapparelli
D'Aleghio (1793-1893), sa vie, son ac-
tion et son œuvre. — Paris, Leblond,
1943, in-8°, 7111-406 p., 9 pl. h. r.

Tr. Lat. Paris, 1943.

N.

UN FRÈRE DE MASSIMO D'AZEGLIO :

LE P. TAPARELLI D'AZEGLIO

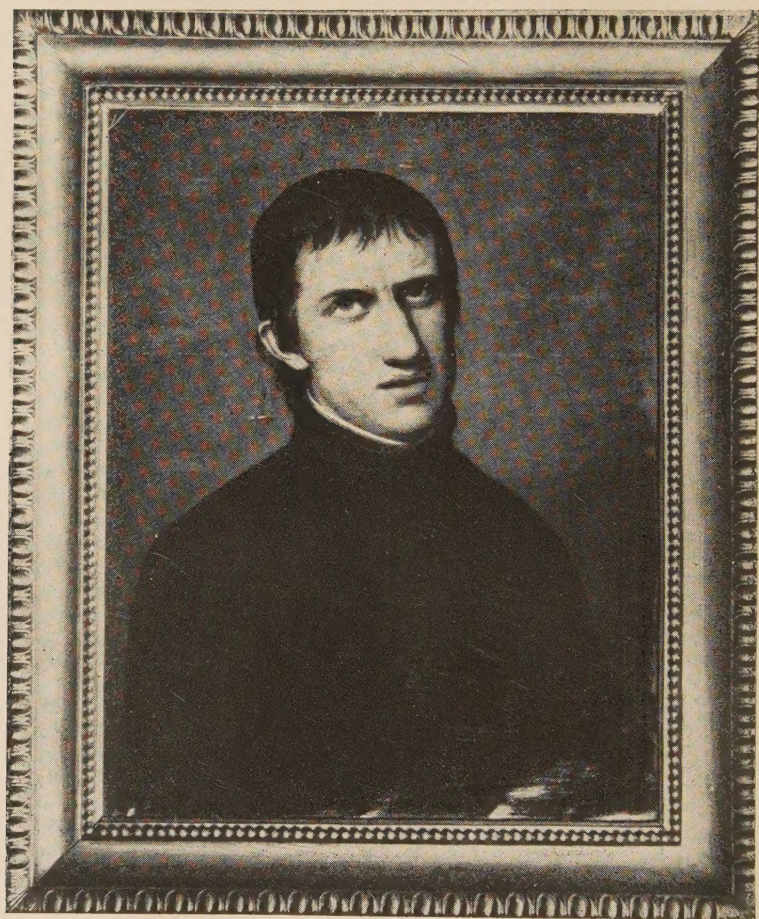
(1793-1862)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PLANCHE I

(voir p. 35)



Portrait de Taparelli (à l'âge de vingt-et-un ans, avant son entrée au noviciat) exécuté en 1814 par Landi. (Au château *Roccolo di Busca*.)

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

UN FRÈRE DE MASSIMO D'AZEGLIO :

LE P. TAPARELLI D'AZEGLIO

(1793-1862)

Sa vie, son action et son œuvre

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par Robert JACQUIN

PARIS (VI^e)

P. LETHIELLEUX, LIBRAIRE-ÉDITEUR

10, rue Cassette

1943



INTRODUCTION

Ceux qui, une fois ou l'autre, ont lu le titre d'un livre de Taparelli, concevront aisément qu'on puisse étudier son œuvre, comme celle de n'importe quel autre penseur, mais sans doute se contenteraient-ils volontiers de savoir que Taparelli était un jésuite italien du XIX^e siècle. On entend trop de gens se demander si la vie vaut la peine d'être vécue, mais il est rare qu'un auteur se demande si une vie vaut la peine d'être écrite, et souvent le public se charge de résoudre pour lui la question, en montrant par son indifférence qu'elle ne vaut pas la peine d'être lue. Pourtant, sans être Chrémès, il me semble que rien d'humain ne devrait être étranger à l'homme, et qu'en toute vie il y a matière à d'utiles réflexions. Et si le personnage dont on raconte l'histoire appartient à une époque agitée, sa biographie peut avoir une portée étendue.

Afin de rassurer le lecteur que ces raisons n'auraient pas convaincu et qui les prendrait pour des excuses, disons tout de suite qu'en Taparelli l'homme, absolument inconnu en France, est intéressant ; ajoutons que, psychologiquement, il est nécessaire de goûter combien il est sympathique, avant de s'engager dans l'étude de ses ouvrages, dont le principal, tout au moins, est quelque peu rébarbatif.

Dès 1868, l'historien Cesare Cantù écrivait que Taparelli mériterait une biographie (Alcuni italiani contemporanei, vol. I, p. 351). En 1879, la Civiltà Cattolica dit qu'on attend la publication d'une vie de « quell' uomo insigne » (Ser. X, vol. XI, p. 89), mais laisse entendre qu'elle ne sera pas prête de sitôt. Ce projet n'eut pas de suite. Et depuis, tous ceux qui en Italie ont parlé de Taparelli, réclament à l'envi pour lui l'honneur d'une monographie. Tous aussi, ils font remarquer que l'histoire du Risorgimento a été longtemps étudiée d'une façon unilatérale : les représentants du camp opposé au mouvement libéral ont été maintenus dans

l'ombre, ou si on les en a parfois retirés, c'était pour les caricaturer. Heureusement ces préjugés sont passés de mode et l'on en vient aujourd'hui aux réhabilitations nécessaires. Taparelli a par lui-même droit de cité dans l'histoire de cette période, et non pas seulement parce qu'il est frère de Massimo D'Azeglio. L'Osservatore Romano du 27 février 1932, en souhaitant lui aussi une monographie, ajoute gracieusement : « come quelle di cui son maestri i Francesi ». Le livre que je présente aujourd'hui est donc attendu depuis longtemps. Répondra-t-il adéquatement à ce désir unanime ? Je n'ose l'espérer ; du moins puis-je assurer qu'il est l'aboutissement d'un travail consciencieux auquel j'ai consacré mes loisirs pendant une douzaine d'années. Le sujet n'est pas épuisé. Je n'ai pas non plus la prétention d'avoir fait quelque chose de définitif, mais je crois avoir atteint le degré d'approximation qu'on est en droit d'exiger pour les recherches de ce genre. J'ai voulu attirer l'attention sur Taparelli, dont les écrits ne sont pas assez étudiés chez nous, j'ai frayé le chemin à ceux qui feront de sa doctrine l'objet d'études ultérieures plus complètes et leur ai facilité la besogne en mettant entre leurs mains un instrument de travail. Peut-être réformeront-ils certaines de mes assertions ; tant mieux, si la vérité doit y gagner.

Certaines questions qui concernent plutôt l'œuvre de Taparelli, comme son action pour la renaissance de la philosophie d'Aristote et de saint Thomas, et ses idées sur le principe des nationalités, sont inséparables de circonstances de fait et elles ont donc été laissées dans la trame de sa vie.

En terminant cette introduction, je me souviens de cette pensée de Pascal : « Certains auteurs parlant de leurs ouvrages disent : mon livre, mon commentaire, mon histoire, etc... ; ils feraient mieux de dire : notre livre, notre commentaire, notre histoire, etc., vu que d'ordinaire il y a plus en cela du bien d'autrui que du leur ». On peut d'ailleurs appliquer à tout cette remarque : qu'avons-nous que nous n'ayons reçu, de Dieu ou des hommes ? Je remercie donc ici tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, m'ont aidé, directement ou indirectement. En particulier, je ne puis pas ne pas nommer le P. Pirri, jadis attaché à la Civiltà Cattolica, et le professeur E. Di Carlo, de l'Université de Palerme, qui, par leurs ouvrages, dont je me suis souvent inspiré, et les renseignements

qu'ils ont bien voulu me fournir oralement, m'ont été d'un très grand secours. Les Carteggi de Taparelli, édités par le P. Pirri, sont une mine d'informations que j'ai largement exploitée et sans laquelle toute la documentation que j'ai réunie par ailleurs n'aurait pu être mise convenablement en valeur ; pour une grande partie de la biographie, je n'ai guère fait qu'enchâsser les lettres de ces Carteggi dans leur contexte historique.

La publication d'un livre suggère, comme la vue d'un nouveau-né, des questions auxquelles l'avenir donnera seul une réponse ; du moins est-ce une joie que de l'attendre.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

(voir la bibliographie, *infra*, p. 375 et suiv.)

- C. C. = *La Civiltà Cattolica*, que, pour simplifier, je nomme parfois dans le texte : la *Civiltà*.
- C. E. = Taparelli. *Corso elementare del natural diritto ad uso delle Scuole*. Cité généralement d'après la traduction française de l'abbé Ozanam.
- E. C. = Taparelli. *Esame critico degli ordini rappresentativi nella società moderna*. Cité généralement d'après la traduction française du P. Pichot.
- P. = Pirri. *Carteggi del P. Luigi Taparelli D'Azeglio*. En général, je ne mentionne pas les sources de Pirri (dans son volume elles sont indiquées au bas de chaque lettre). — Je renvoie à Pirri même pour les lettres déjà publiées antérieurement. — A moins de mention contraire, le texte original des lettres que je cite est en italien.
- S. = Taparelli. *Saggio teoretico di Dritto Naturale appoggiato sul fatto*. Les références sont données d'après l'édition de Rome, 1928. — A moins d'indication contraire, les citations en français sont faites d'après la quatrième édition de la traduction publiée à Tournai chez Casterman.

N. B. = Les *notes* sont renvoyées à la fin du volume (p. 271 et suiv.)

PREMIÈRE PARTIE

La Vie, L'Époque, Le Milieu

CHAPITRE PREMIER

Famille, enfance, adolescence

Souche en Bretagne. — Branche dauphinoise. — Le bienheureux Aymon. — L'évêque de Saluces, Jean-Marie Taparelli. — Les parents de Prospero : Cesare Taparelli et Cristina Morozzo di Bianzè. — Ses frères Roberto et Massimo D'Azeglio. — Tableau généalogique.

Séjour en Toscane. — En pension à Sienne, puis élève à Florence. — Retour à Turin. — A l'Université. — Nomination à Saint-Cyr. — Sursis. — Éveil de la vocation au sacerdoce. — Nomination à l'École militaire de Saint-Germain. — Voyage à Paris. — Exemption définitive. — Retour à Turin.

On lit à la page 30 du registre des actes de baptême de l'année 1793 de l'église métropolitaine Saint-Jean-Baptiste à Turin :

Tapparelli di Azeglio Maria Giuseppe Prospero Luigi Stanislao Gio figlio degl' Illmi. Sig.^{ra} Marchese D. Cesare e Marchesa Cristina Morozzo gliⁱ Tapparelli di Azeglio nato e batt^o li 24 Novembre 1793. Pad.ⁿⁱ. L' Illmi. Sig.^{ra}. Conte Prospero Balbo di Vinaglio² e Marchesa Luiggià Morozzo di Bianzè.

C'est donc le 24 novembre 1793 que Marie-Joseph-Prosper³-Louis-Stanislas-Jean Taparelli⁴ d'Azeglio naquit (et fut baptisé) à Turin, et non le 24 octobre, comme le porte l'arbre généalogique conservé à la *Casa Cavassa* de Saluces, dont nous aurons occasion de reparler ; cette même date erronée (24 octobre) est aussi celle que donne l'article nécrologique publié par le P. Raffaele Ballerini⁵ dans la *Civiltà Cattolica* le 26 septembre 1862⁶.

Massimo D'Azeglio raconte dans ses *Souvenirs*⁷ qu'à la mort⁸ de son frère Roberto il eut l'occasion d'examiner les papiers de famille et qu'il apprit ainsi son origine bretonne, ajoutant avec malice : « peut-être est-ce pour cela que nous avons tous la tête un peu dure ». Il y aurait eu en Bretagne une famille et un château du nom de *Brenier Chapel* ou *Capel*⁹ ; la famille aurait été transplantée plus tard en Dauphiné¹⁰. Quand Charles d'Anjou, frère

du roi de France saint Louis, descendit en Italie, ou peut-être même avant, un membre de cette famille vint en Italie, et sans qu'on puisse savoir ni pourquoi ni comment, il s'établit à Savigliano¹¹ et s'y maria. Parmi ses descendants, il y eut un Georges qui de Chapel, Capel, était devenu Taparel¹². Au xvi^e siècle, un certain Brenier, combattant contre les Impériaux, sous les ordres de M. de Thermes¹³ qui était alors à Savigliano, voyant que la famille Taparelli avait les mêmes armes¹⁴ que les siennes, reconnut qu'ils avaient une souche commune, et pour mieux s'en assurer il demanda quel était le saint préféré de la famille. On lui répondit que c'était sainte Marie-Madeleine¹⁵, pour qui précisément les siens avaient aussi une dévotion particulière.

Massimo D'Azeglio relate encore sur les origines de sa famille une autre version, quelque peu différente, due à Agostino Della Chiesa¹⁶ dans sa *Descrittione del Piemonte*¹⁷ ; les Taparelli seraient très anciens à Savigliano ; ils étaient du parti guelfe. Guglielmo et Oddone sont nommés avant 1240¹⁸.

Un neveu de Massimo D'Azeglio et de Prospero Taparelli (le fils de leur frère Roberto), Emmanuel D'Azeglio¹⁹, nous rapporte lui aussi les traditions qui avaient cours au sujet des origines de la famille et il cite tout au long un vieux manuscrit qui semble bien être celui-là même auquel s'est référé Massimo et dont voici les principaux passages :

... les Tapparelli nos ancêtres tiraient leur origine d'un bourg de Bretagne, en France, nommé Tapello-Bernier ou Ternier, pour les distinguer des autres lieux de la même province appelés Tapella, comme cela se vérifia lorsque M. de Montegians était à Turin et en Piémont. Ce seigneur avait avec lui plusieurs gentilshommes bretons dont quelques-uns s'appelaient Tapella, ce qui porta quelques-uns de nos conseigneurs à s'informer si ces Tapella étaient de notre maison ; ils reconnurent qu'ils n'en étaient pas, mais bien les Tapella Bernier.

Je rapporterai le fait suivant de l'an 1539, quand M. de Montegians commandait en Piémont pour le roi de France. Ce seigneur qui possédait la terre de Segone en France, sur les confins de la Bretagne, avait amené avec lui une compagnie de 100 cavaliers, dont le porte enseigne, qui s'appelait M. Bernier de Late, vint loger à Carmagnole. Mon frère, qui en était chanoine, ayant remarqué que la couverture des mulets de cet officier avait les armoiries de notre famille, le dit à quelqu'un, qui le rapporta à M. de Late. Là dessus il envoya quérir le chanoine, et après lui avoir fait mille caresses, il lui demanda qui il était. Je suis, répondit-il, chanoine de l'église de cette ville et de la famille Tapparelli. L'officier lui demanda à voir ses armoiries, et, après les avoir examinées, il lui dit qu'elles étaient les mêmes que les siennes.

Il lui demanda ensuite d'où venait notre famille : il répondit qu'il avait ouï dire qu'elle venait de Bretagne, d'un lieu appelé la Tapella.

Il lui demanda encore quelle était la principale fête de notre famille. Il répondit que c'était celle de S^{te} Madeleine que nos ancêtres avaient toujours célébrée avec beaucoup de solennité. L'officier dit alors que nous étions certainement du même lieu, c'est-à-dire la Tapella-Bernier, et que ceux de sa famille célébraient la même fête en Bretagne.

E. D'Azeglio cite ensuite un autre manuscrit, dont je transcris quelques lignes :

... La dite famille fixée en Piémont par Gioffredo, père de Georges... est originaire de Bretagne, province du royaume de France, où l'on voit encore les armoiries Tapparelli dans le château nommé la Chapelle, que la famille possède en fief avec ses juridictions.

Le nommé Goffredo ou Geoffroy, venu en Piémont avec un rang déjà très distingué, et une suite après lui, s'arrêta dans la ville de Savillan, près de la Vrait²⁰, et s'y étant marié, acheta des biens-fonds considérables, et depuis ce temps-là, on a toujours vu la dite famille augmenter soit en réputation soit en richesses.

E. D'Azeglio continue :

Ces deux anciens mémoires paraissent avoir été vus par mon bisaïeul, le C^{te} Robert Tapparelli de Lagnasco, qui... s'était activement occupé de recherches sur l'origine bretonne de la famille par l'intermédiaire d'un abbé Didier à Paris en 1778 et d'un C^{te} de Revigliasco en 1785. Mais il me paraît que le résultat de ces investigations ait été peu concluant... Revenant un instant sur l'origine bretonne de la famille j'observe qu'une singulière répétition de noms de baptême a lieu à deux époques différentes entre la famille Bernier, qu'on aurait déterrée en Bretagne, et nous autres. En 1273, on parle de Geoffroy Bernier en France et en même temps je trouve Geoffroy Tapparelli à Savillan, père de Georges et grand-père de Petrino. Plus tard en 1413 je trouve Roland Bernier avec plusieurs Bretons, formant partie de la garnison de la Bastille à Paris. Et je rencontre le nom de Roland parmi les Tapparelli établis à Grenoble. Car, si rien n'est venu prouver la filiation bretonne, puisque les armoiries Bernier étaient différentes des nôtres, nous avons par contre eu une branche de la famille établie à Grenoble, où même ils possédaient un assez beau fief, celui de Veynes. Comment et pourquoi cette branche s'établit à Grenoble est également un mystère. On en parle de 1334 à 1442, et il paraît qu'elle s'éteignit en une fille, qui épousa un noble Jacques de la Vilette. Elle s'appelait Briaude Tapparel et son père Humbert. Outre les recherches pratiquées sans résultat par mon bisaïeul, j'ai eu la curiosité pendant mon séjour en Angleterre²¹ de les renouveler, par l'intermédiaire de la mère du prince de Latour d'Auvergne, qui était bretonne, et ensuite, aidé par le Duc de Persigny, qui, prenant grand intérêt aux recherches héraldiques et de famille, me mit en relation avec des archivistes, entr'autres M. de Stadler à Paris. Grâce à ces acolytes nous fouillâmes dans tous les Breniers possibles, dont les uns portaient sur leurs armoiries : d'or à la bande d'azur chargée de 3 croix ancrées d'argent, coltisées²² de gueules; d'autres : d'argent à la fasce de gueules, accompagné de 6 quinte-feuilles de même²³. Mais tout cela ressemble peu à nos armoiries. Quant aux Tapparelli de Grenoble j'ai reçu à peu près les mêmes documents qu'avant. J'ai donc renoncé à toute ultérieure investigation²⁴.

— Nous pouvons en faire autant.

Parmi tous les membres de la famille antérieurs à la fin du XVIII^e siècle, le plus célèbre fut le bienheureux Aymon Taparelli, de Savigliano, comte de Lagnasco, fils de Guyon et de Lucie, qui

naquit vers la fin du xiv^e siècle et vécut près de cent ans. Il entra chez les Frères Prêcheurs. Sa science théologique lui valut d'enseigner à l'Université de Turin, où quatre siècles plus tard fut élève son arrière-neveu Prosper Tapparelli. Ses talents d'orateur firent que le duc Amédée IX de Savoie le nomma prédicateur de la cour ; il le prit même comme directeur de conscience. Aymon remplit aussi la charge d'Inquisiteur général (l'hérésie des Vaudois faisait rage) en Lombardie supérieure et en Ligurie. Ses contemporains le considéraient comme un saint. Il mourut en 1495 et fut enterré dans l'église Saint-Dominique de Savigliano. Quand cette église cessa de servir au culte, sous le gouvernement français, ses cendres furent transportées au château de Genola (l'une des propriétés de la famille Tapparelli), « où elles paraissent avoir été négligées, car on les retrouva de notre temps dans la bibliothèque et tout à fait mises de côté. On en fit ensuite don à l'église Saint-Dominique de Turin, où elles ont reçu une sépulture convenable »²⁵. En 1856, Pie IX approuva le culte qu'on lui rendait *ab immemorabili*²⁶ et son office a été inséré au *Propre* des diocèses de Turin et de Saluces et dans celui de l'Ordre de Saint-Dominique. Le P. Tapparelli lui consacra un article à cette époque dans la *Civiltà Cattolica*²⁷ ; il saisit cette occasion pour exhorter ses compatriotes piémontais à garder l'unité religieuse et il cite à ce propos une phrase empruntée aux *Ultimi casi di Romagna* de son frère Massimo, qu'il appelle « un illustre rejeton de la famille du Bienheureux » et qu'il est sans doute fort aise de pouvoir pour une fois approuver. Le 5 avril 1862, écrivant à son autre frère, Robert, il lui demande une relique « del nostro Beato Aimone »²⁸.

Un autre oncle éloigné de Prosper digne d'une mention particulière fut le P. Cesare Tapparelli, jésuite comme lui, missionnaire au Mexique, qui, au début du xvii^e siècle, versa son sang pour la foi à Angelopoli (*Puebla de los Angeles*). Ainsi, lorsque le jeune Prosper, come nous le verrons plus tard, se sentit attiré vers les missions, il pouvait trouver au sein même de sa famille un magnifique modèle.

Signalons enfin Jean-Marie Tapparelli, dominicain, qui fut nommé évêque de Saluces en 1568 par Pie V et qui mourut en 1581²⁹. Il a laissé aux archives de l'évêché de Saluces un intéressant journal manuscrit, où il raconte sa visite pastorale du diocèse et son voyage *ad limina* ; il mentionne l'entrevue qu'il eut en 1574 à Turin avec Henri III, revenant de Pologne pour prendre possession du trône de France devenu vacant par la mort de son frère Charles IX³⁰, et l'ostension solennelle du Saint Suaire à Turin en 1578, à laquelle il prit part ainsi que saint Charles Borromée.

Il est temps d'arriver aux parents de notre Prosper. Son père était César Tapparelli, comte de Lagnasco, Genola et Cortandone, marquis de Montanera et d'Azeglio. Ce personnage nous est bien connu, grâce à une précieuse biographie due à la plume de sa femme et que Massimo prit pour guide³¹ dans la rédaction des pages qu'il lui a consacrées³². C'était un homme d'une trempe peu commune. Doué d'une grande fermeté de caractère, il se

montrait inexorable sur les principes et il était très sévère pour ses enfants, qu'il tenait dans une étroite sujétion et qu'il éduqua à la manière spartiate, mais son cœur était d'une indicible bonté. Il aurait donné son sang pour épargner une peine à sa famille, comme aussi il l'aurait laissé sacrifier tout entière sous ses yeux, plutôt que de trahir son devoir et son honneur. Ce soldat était le type parfait des preux, dont il possédait toutes les vertus à un degré éminent : la loyauté, la fidélité, la noblesse et la délicatesse des sentiments, le courage allant jusqu'à l'héroïsme. Il naquit en 1763 et entra très jeune dans la carrière militaire. Massimo nous a raconté la façon si originale dont son père se présentait pour la première fois à celle qui était destinée à devenir son épouse. Voulant paraître devant sa fiancée sous le jour le plus défavorable afin de ne produire chez elle aucune illusion qu'elle aurait à regretter plus tard, il vint en tenue fort négligée à l'entrevue qu'on leur avait ménagée. Après quelques mots aimables, il tira de sa poche un papier, en disant : « Voici, Mademoiselle, mon portrait moral, que vous ne pourriez juger d'un coup d'œil, comme pour l'aspect physique » ; et il tourna poliment les talons, ajoutant, sur le point de sortir, que si, après avoir bien vu ce qu'il était vraiment, elle ne changeait pas d'idée, il serait heureux de se donner à elle pour la vie en devenant son mari. On devine l'étonnement de la jeune fille. Elle lut le papier : c'était une longue liste de défauts, qu'elle prit au sérieux, et elle était déjà sur le point de renoncer au mariage espéré, quand ses parents la rassurèrent. Ils savaient bien ce qu'il fallait penser de tout cela ; ils s'amuserent de la candeur de leur fille et de la spirituelle simplicité de leur futur gendre. On rappela celui-ci, on lui fit fête, on lui déclara qu'on avait pleine confiance dans sa prochaine conversion, et le mariage eut lieu. La vie conjugale inaugurée après de si inquiétants préliminaires dura quarante-deux ans, jusqu'à la mort de César survenue le 26 novembre 1830 (d'après la page 24 des *Ricordi* de Massimo³³ ; le 29 novembre 1831, d'après la page 445 des mêmes *Ricordi* ! — C'est la première de ces deux dates qui est la vraie).

César prit part aux guerres que soutint le Piémont contre l'invasion française. Fait prisonnier, il fut conduit à Montbrison, puis à Feurs dans le Forez. Il fut porté comme mort. D'après un passage du *Dizionario biografico*³⁴, que cite son fils Prosper³⁵, on ouvrit alors son testament : il y interdisait à sa famille de porter le deuil s'il était mort pour la patrie. Prosper ajoute que son père emportait toujours à l'armée le livre des Machabées, dans une petite édition Elzévir. Au bout de deux mois, sa femme apprit qu'il était encore en vie. Par l'intermédiaire du ministre du roi en Suisse, on obtint qu'il serait libéré, à condition qu'il prit l'engagement de ne plus servir. Mais il refusa la promesse qu'on lui demandait de ne pas se battre pour son pays et il prolongea ainsi de six mois sa captivité. Après le traité de Cherasco (1796) il put retourner chez lui. Sa femme alla au devant de lui et ils se rencontrèrent à l'Hospice du Mont Cenis.

Rentré dans la vie privée, César s'occupa de sa famille, de ses affaires,... et du complément d'instruction qu'il jugeait utile de

donner à son épouse, ce à quoi il employa quatre heures par jour pendant quatre ou cinq ans !

Après la bataille de Marengo et la réunion définitive du Piémont à la France³⁸, tout espoir étant désormais perdu, il prit le parti de s'éloigner des lieux qui lui rappelaient son malheur et il décida d'aller s'établir avec sa famille à Florence. Dans son bureau, en face de sa table de travail, il plaça une vue de Turin, faite à la gouache, sur le cadre de laquelle était gravé ce mot plein d'amertume : *Fuit*. Il retourna à Turin en 1807³⁷. Il fit deux voyages à Paris, en 1809 et en 1810, pour accompagner successivement ses deux fils Robert et Prosper nommés par Napoléon, l'un auditeur au Conseil d'État, l'autre pensionnaire à l'École militaire de Saint-Germain. Sur l'un des papiers officiels³⁸ rédigés à cette occasion, il est désigné sous la qualification suivante : « ancien aide de camp du roi de Sardaigne, ... émigré rentré, est dévôt et ne se mêle de rien ».

Pendant la captivité de Pie VII à Savone (1809-1812), le marquis D'Azeglio avait, non sans grave danger, recueilli des aumônes³⁹ destinées au Pape et il put ainsi lui faire parvenir des secours assez considérables⁴⁰. En outre, à leur passage à Turin, il recevait chez lui les prélats et les prêtres que l'on conduisait dans les divers lieux d'exil qui leur étaient assignés ; il dut même bien souvent loger dans les chambres contiguës les gendarmes qui servaient de gardiens à ces malheureux. La générosité dont il fit preuve en ces circonstances lui occasionna une dépense que certains ont estimée à un million de lires italiennes, mais dont le montant atteignit sans aucun doute au moins six cent mille lires⁴¹. Chaque année (en 1811, 1812, 1813), il allait passer quelques jours à Fenestrelle, pour y visiter certains de ses amis détenus dans le fort par ordre de l'empereur, tels que le chanoine florentin Giuseppe Mancini, plus tard archevêque de Sienne⁴². Le cardinal Pacca raconte dans ses *Mémoires*⁴³ qu'en quittant Fenestrelle pour Fontainebleau en février 1813, il s'arrêta quelques heures à Rivoli pour s'y reposer et qu'il y trouva le marquis D'Azeglio. Celui-ci était venu de Turin afin de lui offrir tout l'argent qui pouvait lui être utile pour le voyage jusqu'à Paris. Pacca, qui était suffisamment pourvu, déclina ce don, mais il en conserva toujours le plus reconnaissant souvenir. Aussi quand, après la chute de l'Empire, César Taparelli séjourna quelque temps à Rome, nous voyons que le cardinal Pacca entretenait avec lui d'étroites relations⁴⁴. Et lorsque ce même cardinal fut l'hôte du *Gesù Nuovo* à Naples, au cours de l'année scolaire 1830-1831⁴⁵, il dut trouver avec joie le fils de son ancien bienfaiteur, le P. Luigi Taparelli, qui, à cette époque, était Provincial.

Après la première abdication de Napoléon, le roi Victor-Emmanuel I^{er} quitta Cagliari et arriva le 20 mai 1814 à Turin. César Taparelli lui fit présent du grand carrosse de gala tout doré qui avait servi le jour de son mariage et c'est en cet équipage que le monarque fut conduit triomphalement jusqu'à une heure du matin à travers les rues illuminées de la ville. Pie VII, enfin libéré, fit son entrée à Rome le 24 mai. Le roi de Sardaigne s'empressa de lui faire parvenir par un envoyé spécial ses félicitations pour

son heureux retour dans la capitale de ses États ; il députa pour cette mission le marquis D'Azeglio ; celui-ci devait rester provisoirement à Rome jusqu'à l'arrivée du marquis di San Saturnino, choisi pour représenter d'une manière stable la cour de Sardaigne auprès du Saint-Siège⁴⁶. En 1815, quittant la Ligurie (où il s'était réfugié pendant les Cent-Jours à cause de l'invasion de Murat) pour revenir à Rome, Pie VII descendit de voiture à Campomorone et le marquis D'Azeglio, au nom de son souverain, complimenta le pape et l'invita respectueusement à honorer Turin de sa visite⁴⁷.

Pendant la longue période de troubles qu'on venait de traverser, César Taparelli avait bien mérité de sa patrie⁴⁸. Aussi les titres et les honneurs vont-ils désormais pleuvoir sur lui. Il fut successivement nommé : major général (15 juin 1815), grand de deuxième ordre (« *Piccolo Grande* » !) de la cour (19 décembre 1815), major général d'armée (18 février 1816), inspecteur supérieur des instituts de bienfaisance publique (21 mars 1820), chevalier grand-croix de l'Ordre de Saint-Maurice (15 août 1820), conseiller d'État (9 novembre 1822), membre de l'Académie royale de peinture et sculpture (9 avril 1823), grand de la couronne (14 novembre 1828). Il était en outre décurion de la ville de Turin, et décurion honoraire de celle de Gênes,... et il est probable que nous omettons quelques autres dignités !

Dans un domaine tout différent, César Taparelli peut être considéré comme l'un des pionniers de ce qu'on appelle aujourd'hui « l'Action catholique ». Il a en effet été très intimement mêlé à ce groupement de propagande si intéressant que fut « *l'Amitié chrétienne* », devenue plus tard « *l'Amitié catholique* ». Un capitaine suisse, Nicolas de Diessbach⁴⁹, né à Berne le 15 février 1732, d'abord calviniste, puis incrédule, enfin converti au catholicisme à Nice, devenu veuf, s'était fait jésuite ; vers 1775 il avait fondé à Turin, pour lutter contre l'esprit de l'*Encyclopédie*, une association dont l'apostolat s'exercerait surtout par la diffusion de bons livres. Il mourut en 1798. Un de ses disciples de prédilection, prêtre d'une insigne vertu, Brunone Lanteri⁵⁰, né à Coni le 12 mai 1759, et mort à Pignerol le 5 août 1830, fondateur des *Oblati di Maria Vergine*, après avoir été son confident et son collaborateur, continua au milieu des diverses classes de la société piémontaise son œuvre pour la défense de la foi et des droits de l'Église, qu'il fallait protéger contre les erreurs du temps. En 1811, il dut s'éloigner de Turin par ordre du comte Bigot de Préameneu, ministre des cultes, et les réunions de « *l'Amitié chrétienne* » furent ainsi provisoirement suspendues (la dernière date du 25 mars). Son exil prit fin en 1814, mais la première assemblée ne put avoir lieu, pour divers motifs, que le 3 mars 1817, à six heures du soir, dans la maison du marquis Taparelli D'Azeglio, rue du théâtre d'Angennes, porte 19, après six années d'interruption. Ce jour-là on décida de détacher de « *l'Amitié chrétienne* » une branche composée exclusivement de laïques, mais restant sous son contrôle. Les fins de ce nouveau rameau étaient identiques à celles de la société mère : il s'agissait toujours de neutraliser l'influence néfaste des philosophes du XVIII^e siècle, principalement au moyen de

saines publications ; mais sa méthode était distincte. Pour continuer efficacement l'œuvre entreprise par Diessbach au siècle précédent, une certaine transformation était devenue nécessaire. L'« *Amitié chrétienne* » était une association clandestine, imitant en cela la tactique des adversaires, tels que les Francs-Maçons ; d'ailleurs, dans les derniers temps, vu le despotisme napoléonien, la loi du secret s'imposait ; les circonstances étant changées, on y renonça désormais, et tout se passa au grand jour. Le premier noyau fut recruté par les vieux « *Amis chrétiens* ». C'était une élite d'hommes qui, par leur valeur morale et religieuse et la profession ouverte de sages principes, étaient capables d'exercer autour d'eux une action salubre. Ils appartenaient à l'aristocratie de la ville⁵¹. Le membre le plus zélé, l'animateur infatigable était le marquis D'Azeglio, qui remplit bientôt les fonctions de secrétaire⁵². Joseph de Maistre se fit inscrire au mois de novembre 1817⁵³. A son instigation, on adopta, après discussion, le nouveau nom d'« *Amitié catholique* ». Cependant ces militants rencontrèrent bientôt de graves obstacles. On ne tarda pas à les représenter comme constituant une secte dangereuse pour l'État. César D'Azeglio fut même menacé d'être empoisonné ou poignardé ! Au début, le roi s'était montré très favorable, mais il était faible, irrésolu et mal entouré. La calomnie fit son chemin. Les intrigues réussirent à changer les dispositions du roi. Il voulut d'abord qu'on prit un autre nom ; les respectueuses représentations du marquis D'Azeglio l'empêchèrent d'insister sur ce point. Cependant l'opposition qu'on rencontrait chez lui devenait de plus en plus forte. La situation officielle des membres les plus en vue de l'« *Amitié catholique* » était évidemment incompatible avec les préventions royales. La dissolution sembla inévitable. Elle fut décidée au printemps de 1827. L'« *Amitié catholique* » avait vécu dix ans, au cours desquels elle avait distribué des centaines de milliers de volumes.

César Taparelli D'Azeglio voulut aussi répandre la bonne doctrine au moyen du journalisme. C'est ainsi que dès 1802, pendant son exil volontaire à Florence, il avait fondé un bulletin mensuel, *L'Ape*, « *Gazzetta degli Amici cristiani* », qui dura environ une quinzaine d'années. En 1820, à Turin, il eut l'idée de lancer une revue. Le premier numéro de *L'Amico d'Italia*⁵⁴ parut en février 1822. Il était mensuel, au moins au début, de format assez modeste (petit *in-octavo*) ; chaque fascicule comprenait une cinquantaine de pages. Azeglio le dirigeait et le rédigeait presque entièrement lui-même. Il avait sollicité la collaboration d'écrivains de renom, tels que Rosmini et Manzoni. Dès le 28 septembre 1820, il avait écrit à ce dernier⁵⁵. Nous n'avons pas la réponse de Manzoni, mais une seconde lettre d'Azeglio⁵⁶ nous apprend qu'elle n'était pas favorable. A ces nouvelles instances, Manzoni répondit par sa célèbre lettre sur le *Romantisme*⁵⁷. C'était une fin de non recevoir ; il est probable que le point de vue littéraire n'était qu'un prétexte et que ce refus courtois devait avoir d'autres motifs. — Il faut avouer que le périodique, du point de vue de l'information, n'offrait qu'un intérêt relatif. Les *Memorie di Religione, di Morale e di Letteratura*, fondées à Modène par Baraldi au début

de l'année 1822, lui firent une sérieuse concurrence. Le pauvre *Amico d'Italia*, en dépit du dévouement admirable de son directeur, végéta tant bien que mal et mourut en 1829 ; on en était arrivé au seizième volume de la collection.

A l'automne de 1830, César Taparelli, relevant de maladie, accompagna sa femme à Gênes où elle allait passer l'hiver pour y trouver un climat plus doux que celui de Turin. Après quelques jours d'amélioration, il eut une rechute qui mit sa vie en danger. Ses fils Roberto et Massimo accoururent à son chevet. Il mourut le 26 novembre, tout chargé de mérites, âgé de soixante-sept ans et neuf mois. Il fut enseveli à Gênes dans l'église des Capucins (près de la *Villetta Di Negro*) ; sa tombe est située devant la table de communion, à gauche en regardant le maître-autel ; son épouse devait l'y rejoindre huit ans plus tard.

Tel fut César Taparelli : forte personnalité, aux allures peut-être un peu rudes et austères à cause du fond de tendresse contre lequel il se défendait (je ne vois d'ailleurs pas bien pourquoi il croyait devoir se raidir contre ses affections parfaitement normales), mais noble figure qui s'élève au-dessus du vulgaire et commande l'admiration et le respect ; une manière de héros cornélien. Ses enfants, chez qui l'on retrouve tel ou tel trait de son caractère, avaient de qui tenir et pouvaient être fiers de leur père.

Son épouse, Cristina Morozzo di Bianzè, née en 1770, était digne de lui, douée des plus précieuses qualités d'esprit et de cœur, faite entièrement selon son désir comme s'il l'avait créée de ses propres mains, ainsi qu'il l'écrivait en 1807 à un ami. Elle était, nous apprend-il, pieuse, discrète et magnanime. Dans ses *Souvenirs*, Massimo parle d'elle avec une vénération profonde. Nous aurons l'occasion de mentionner plus bas quelques lettres bien touchantes d'elle, adressées l'une à son mari et les autres à son fils Prosper quand celui-ci entra dans la Compagnie de Jésus. Elles nous laissent voir ses sentiments délicats et élevés. La commotion qu'elle ressentit en recevant la nouvelle de la mort de son mari, qui en réalité, on s'en souvient, n'était que prisonnier, compromit irrémédiablement sa santé. Son organisme fragile ne put résister à de telles secousses. Le système nerveux fut ébranlé et resta pour toujours atteint. Sa maladie présentait d'étranges symptômes : convulsions, agitation, crampes, tiraillements des muscles, périodes de mutisme durant plusieurs mois, sensibilité si aiguë que le bruit, la plus légère trépidation causaient de vives douleurs à la poitrine⁵⁸. Mais ces infirmités n'abrégèrent pas la vie de Christine Taparelli, qui mourut seulement le 22 février 1838.

César et Christine Taparelli eurent huit⁵⁹ enfants : d'abord un garçon, dont le prénom ne nous est pas connu, qui mourut dans les langes ; — puis Roberto (1790-1862) ; — Metilde (1791-1813), d'une beauté et d'une bonté angéliques ; elle épousa le comte Pallio di Rinco et mourut dans sa vingt-deuxième année ; — Prospero (1793-1862) ; — Enrico (1794-1824), qui mourut capitaine d'artillerie, après une courte vie assez malheureuse. Sa nature malade était due aux angoisses subies par sa mère avant sa naissance. Esprit un peu lent, studieux, doué pour les sciences exactes, mais impressionnable, changeant, irrésolu. Il était mélan-

colique et défiant de soi. Par son caractère, il ne ressemblait en rien à ses frères. Le sentiment de son infériorité le rendait envieux et irritable. En un mot, on peut dire qu'il était neurasthénique⁶⁰; — Giuseppe Luigi (1796-1798); — Melania⁶¹ (1797-1807); — Massimo (1798-1866).

Ainsi seuls Roberto, Prospero et Massimo eurent une vie de durée normale et, comme pour compenser la disparition prématurée des autres, ces trois frères sont restés célèbres, chacun pour des motifs divers.

Robert⁶² était né le 24 septembre 1790 et avait suivi dans ses premières années les vicissitudes de sa famille. Le 7 mars 1809, Napoléon avait nommé auditeur au Conseil d'État « Taparelli Azelio aîné »⁶³. Robert réussit à se faire exonérer du service militaire : « Pendant ce trimestre, un seul conscrit a été autorisé par le conseil de recrutement à se faire remplacer, à savoir le S. Taparelli Azelio Robert, de la classe de 1810, auditeur au Conseil d'État. Ce remplacement a eu lieu en suite d'une autorisation spéciale de S. E. le Ministre Directeur général de la conscription en date du 23 mars 1809 »⁶⁴. Son père le conduisit lui-même à Paris. On lit dans l'*Almanach Impérial*, année 1810 (p. 107) : « Auditeurs (service ordinaire) près les Ministres des Finances et du Trésor public et près la section des Finances : ... Taparelli de Zey⁶⁵, rue Jacob, n° 18 » ; année 1811 (p. 117) : « ... Taparelli Dezey, 2^e classe, près l'administration des ponts et chaussées au delà des Alpes » (c'est sans doute alors qu'il fut chargé pendant neuf mois d'inspecter les travaux d'assèchement des Marais Pontins); année 1812 (p. 119) : « Taparelli Azelio, 1^{re} classe, ministère de l'Intérieur ». — Une feuille de « renseignements sur les six auditeurs proposés par M. le Ministre de la Police pour des places de commissaires spéciaux »⁶⁶ est, en ce qui concerne « Taparelli Azelio », ainsi libellée : « ...attaché successivement aux sections des finances et de la guerre, ensuite aux ponts et chaussées au delà des Alpes, le 30 janvier 1812⁶⁷ attaché au ministère de la police ».

Par décret rendu à Königsberg⁶⁸ il fut nommé, le 15 juin 1812, commissaire spécial de police à Lavembourg⁶⁹. Une note⁷⁰ du ministre de la police générale du 17 juillet le prévient « qu'il sera admis à son audience lundi prochain 20 de ce mois à midi » ; une autre note⁷¹, du 20 juillet, l'informe « qu'il sera admis à prêter entre les mains de Son Altesse princière le prince archichancelier de l'Empire, le serment prescrit ... jeudi prochain 23 du courant onze heures du matin ». (Le procès-verbal de la réception du serment par Cambacérès a été conservé)⁷². Mais dès le 21 juillet, par une lettre assez plate⁷³, Robert Taparelli d'Azeglio, rue du Colombier, n° 22, faubourg Saint-Germain, demande au duc de Rovigo (Savary), ministre de la police, de ne pas aller à Lauenbourg, à cause de ses très mauvais yeux. Un « Rapport à Son Excellence »⁷⁴ confirme cette requête : « Plusieurs auditeurs nommés commissaires spéciaux de police exposent à Votre Excellence que leur santé s'oppose à ce qu'ils se rendent de suite à leur destination... M. Taparelli d'Azeglio s'excuse sur son incapacité pour la fonction, n'ayant que 21 ans et ne connaissant pas la langue alle-

mande : il a d'ailleurs les yeux malades ». En marge on lit cette annotation : « Il faut le leur accorder ». Le 29 juillet il fut répondu à M. Taparelli d'Azeglio : « Je consens à ce que vous différiez votre départ pendant trois semaines : ce délai me paraissant suffisant pour vous procurer les soulagemens dont vous avez besoin »⁷⁵ ! Cependant le Directeur général de la Police à Hambourg s'inquiétait ; le 5 août il écrivit à son chef hiérarchique : « ... Il serait bien important, Monseigneur, que MM. les Commissaires spéciaux de Lauenbourg ... fussent à leur poste »⁷⁶. Au bas de la page une annotation d'une autre main se rapportant au commissaire de Lauenbourg dit : « Il lui a été permis de différer son départ de 3 semaines le 29 juillet. Ce délai est expiré, mais on n'a pas encore avis qu'il se soit rendu à son poste ». Cette fois il fallut bien se décider à partir ; le passeport⁷⁷ est daté du 22 août. Robert nous apprend lui-même, dans un mémoire manuscrit composé le 19 février 1816⁷⁸, qu'il séjourna à Lauenbourg et dans les provinces adjacentes jusque vers le 10 septembre 1813 ; à cause d'un malheur survenu dans la famille⁷⁹, il obtint une permission temporaire de se rapatrier. La bataille de Leipzig des 18 et 19 octobre ayant forcé les Français à évacuer l'Allemagne, il eut la chance de ne pouvoir être rappelé à son poste.

Vers la fin de l'année 1814, Robert se maria avec Costanza Alfieri di Soslegno⁸⁰, dont il eut deux enfants : Mélanie, qui épousa Salvatore Pes di Villamarina et mourut en mai 1841 après une longue maladie, et Emmanuel⁸¹ (1816-1890), en qui s'éteignit la famille d'Azeglio⁸² (en ce sens qu'il en a été le dernier descendant en ligne masculine).

Compromis dans l'insurrection libérale de 1821, à la grande douleur de son père, Robert se tira d'affaire en allant d'abord passer quelques mois en Suisse, puis en se réfugiant à Paris auprès de son beau-père qui y était ministre de Sardaigne⁸³. Il y resta jusqu'en 1826. Rentré à Turin, il se consacra aux études artistiques. Charles-Albert, par décret daté du 19 juin 1832⁸⁴, le nomma gentilhomme de chambre honoraire et le chargea de la direction des musées et des objets d'art des palais royaux, office qu'il conserva jusqu'en 1854. A partir de 1836 il commença la publication, en fascicules, de son grand ouvrage sur la *Reale Galleria* de Turin, qui fut ensuite édité en quatre volumes dont le dernier parut en 1846⁸⁵.

Il s'occupa aussi, avec un admirable dévouement, d'œuvres philanthropiques. Afin de développer l'instruction populaire, il fonda trois institutions⁸⁶ qu'il fit vivre de ses propres deniers. Il a lui-même expliqué ses initiatives et le motif qui les avait inspirées, dans une lettre (en français) du 27 février 1842 à son fils⁸⁷ : « Ayant reconnu que le grand moyen de régénération, que le besoin social le plus impérieux de notre condition nationale, est l'instruction du peuple, c'est vers ce but si important et si noble que j'ai tourné toute mon activité... je crois bien faire de te dire que, sans compter mon concours pécuniaire et personnel à différens établissemens consacrés à l'éducation primaire, j'ai fondé dès l'année 1835 une école pour l'enfance qui se bornait jusqu'ici à 50 filles, et que depuis la mort de la chère Mélanie⁸⁸ je l'ai aug-

mentée de 50 autres qui sont venues remplacer, sinon dans le cœur du père, dans celui du chrétien, l'unique fille que le ciel m'avait donnée. J'ai promu dans le faubourg du Pô à l'avantage des enfants de sexe masculin une salle d'asile, qui y sera ouverte incessamment... et en outre une autre école dirigée par les Frères des Écoles chrétiennes, de sorte que les enfants des deux sexes y seront secourus et élevés depuis deux ans jusqu'à quatorze ou quinze, où les uns comme les autres pourront entrer en condition de gagner leur vie. La formation des maîtresses destinées à mon établissement et à la salle d'asile, nous donne aussi une occupation plus particulière dans ce moment au Chev. Boncompagni et à moi. Nous avons partagé la besogne. Pour mon compte je vais tous les soirs, hors le dimanche, leur faire une leçon de grammaire, leur apprendre à lire, écrire, etc. La Reine nous a permis de prendre ces maîtresses dans son établissement des Rosines... »⁸⁸. L'entretien de ces trois écoles était évidemment une très lourde charge. Pour ne pas abandonner ses pauvres, Robert avait dû, d'après une lettre de son frère jésuite adressée à un autre religieux le 15 mai 1849, vendre ses voitures, ses chevaux, son argenterie ; « il vendrait davantage, dit le P. Taparelli, s'il trouvait acheteur, et maintenant il cherche à emprunter de l'argent à 8 % d'intérêt »⁸⁹. Ainsi, Robert lui-même le laisse clairement entendre, les asiles devaient être dans la pensée de leurs promoteurs un moyen d'action sur les générations montantes, dont on se servirait pour former en elles la conscience nationale. En fait, la cause des asiles fut patronnée surtout par les libéraux qui en firent une machine de guerre à opposer au courant conservateur. C'est pourquoi le P. Carlo Curci les jugea sévèrement dans trois articles de la *Civiltà Cattolica*⁹¹ ; mais ses appréciations étaient fortement exagérées, ce qui n'a rien d'étonnant quand on connaît son tempérament bouillant assez porté aux excès. Aussi Robert fut piqué au vif. Il se plaignit amèrement dans une lettre à son frère⁹², alors rédacteur à la *Civiltà Cattolica*, accusant cette revue de parler des écoles infantiles sans les connaître (« *Delle scuole infantili, scusatemi, ma ne parlale come se non le conoscesti* »). Après un long et vigoureux plaidoyer en faveur de cette institution salubre, il conseille un peu plus de discernement à la revue incriminée, pour qu'elle n'aille pas contre le but qu'elle se propose ; mais il croit pouvoir mettre son frère hors de cause, car il n'a pas reconnu son style (« *Dallo stile m'è parso che non si stava in famiglia* ») (les articles de la *Civiltà* n'étaient pas signés). Cette impression était exacte puisque les articles étaient du P. Curci. Quelques mois plus tard, Cesare Cantù⁹³ faisant écho aux protestations de Roberto se plaisait à reconnaître que le P. Taparelli avait émis un jugement bien différent sur les asiles, et celui-ci dans sa réponse⁹⁴ confirma cette divergence d'opinion d'avec le P. Curci.

Roberto fut nommé sénateur le 3 avril 1848. Il ne semble pas que la vie politique ait présenté pour lui beaucoup d'attrait. Dès la première année, sa femme, étant en villégiature avec lui, avoue⁹⁵ qu'elle n'a pas réussi à le persuader de rester dans la capitale ou d'y retourner pour l'ouverture du Sénat (il n'y a rien de nouveau sous le soleil !) ; elle dit qu'il est dégoûté et qu'il voudrait

s'en aller encore plus loin, afin de ne plus entendre parler de tant de choses qui l'ennuient au suprême degré. Mais son frère Prosper l'adjura avec éloquence de rester à son poste⁹⁶ ; ses arguments ne manquent pas de force ; voici, quant au sens, à quoi ils se ramènent : « tu veux abandonner la vie publique : je ne te le déconseillerais pas en des temps plus calmes, quand cela ne consiste qu'à porter une couronne, mais aujourd'hui c'est porter les armes, car un parti s'est donné comme programme d'abattre la religion ; nous sommes certains qu'elle ne périra pas, mais nous ne sommes pas sûrs qu'elle subsistera en Italie. Ce serait donc une sentinelle de moins à la porte du temple, au moment même où il est assailli. Supporte les ennuis inhérents à ta charge par amour de Celui qui a fondé la religion au prix de son sang. D'autant plus que tu as engagé ta responsabilité en ouvrant toi-même la voie aux nouveautés politiques en faveur de la liberté du peuple ; tu as ainsi contracté une obligation spéciale de les endiguer dans les limites du bien : celui qui s'est chargé de restaurer une maison branlante est coupable si, en remuant les matériaux, il ne prend pas toutes les précautions voulues pour que ceux-ci ne tombent pas sur les habitants. L'ambition pousse bien des gens du monde à faire des sacrifices et toi tu refuserais ton dévouement à la cause de Dieu ? ».

Il ne saurait être question ici d'entrer dans le détail de son activité politique. Roberto mourut à la fin de l'année 1862, peu de temps après Prospero. Sa vie avait été assez remplie, encore qu'il ait joué un rôle plus effacé que son jeune frère Massimo.

Massimo D'Azeglio est un personnage trop connu pour qu'il soit opportun de raconter ici sa vie par le menu⁹⁷ ; il nous suffira donc de rappeler brièvement les étapes principales de sa carrière. Il naquit à Turin le 24 octobre⁹⁸ 1798. Après avoir débuté comme officier au régiment de *Royal-Piémont*, il donna libre cours à ses dispositions pour la peinture et mena une vie d'artiste. S'étant établi à Milan, il se maria en 1831 avec la fille aînée d'Alessandro Manzoni, Giulia⁹⁹, dont il eut une fille, Rina (diminutif d'Alessandrina)¹⁰⁰. Il devint veuf au bout de trois ans. Pour élever plus facilement son enfant, il épousa... la veuve du frère de sa belle-mère, Luisa Blondel, née Maumari¹⁰¹. Le ménage ne fut pas heureux ; Massimo et sa femme¹⁰² vécurent séparés, tout en restant en correspondance¹⁰³. Massimo, qui avait un beau talent littéraire, publia deux romans historiques, *Ettore Fieramosca* en 1833 et *Niccolò de' Lapi* en 1841. Son premier écrit politique, qui est aussi son œuvre capitale, *Degli ultimi casi di Romagna* (il s'agit de l'insurrection de Rimini, toute récente) parut en mars 1846¹⁰⁴. Massimo devint bientôt l'un des principaux chefs de *Risorgimento*. Colonel dans l'armée du général Durando¹⁰⁵, il est blessé à la jambe, le 10 juin 1848, sur le mont Berico, en défendant Vicence assiégée par le maréchal Radetzky. Après le désastre de Novare (23 mars 1849), Charles-Albert avait abdiqué en faveur de son fils Victor-Emmanuel II. Celui-ci fit bientôt appel à D'Azeglio (mai 1849) comme Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères. La conclusion de la paix avec l'Autriche était laborieuse, à cause de l'opposition de la Chambre des députés. C'est

alors (novembre) que D'Azeglio lance le fameux *Manifesto di Moncalieri*, où il expose le programme du gouvernement ; le traité fut approuvé par une nouvelle Chambre. En octobre 1850, Cavour reçut le portefeuille du Commerce et de l'Agriculture, auquel il ajouta quelques mois après celui des Finances. Il était à prévoir que l'introduction d'une personnalité aussi tranchée au sein du ministère donnerait naissance à des difficultés. D'Azeglio supporta tant bien que mal Cavour jusqu'à l'incartade de mai 1852 : Cavour avait pris l'initiative de faire devant la Chambre des déclarations qui engageaient le cabinet dans une voie nouvelle. Le *connubio* était rompu. Rattazzi étant devenu président de la Chambre, Massimo crut devoir se retirer. Chargé par le roi de former un nouveau ministère, il exclut Cavour de la combinaison, mais il ne peut gouverner sans son rival qui a la majorité à la Chambre. Au bout de cinq mois, il se décide à lui céder la place. « Je quitte mon banc de quart ; à un autre ! écrit-il à son ami Rendu¹⁰⁶. Cet autre que vous connaissez est d'une activité diabolique, et fort dispos de corps comme d'esprit ; et puis cela lui fait tant de plaisir ! » C'est ainsi que, une combinaison Balbo-Revel ayant échoué, Cavour lui succéda le 4 novembre 1852 comme Président du Conseil ; il le resta presque sans interruption jusqu'à sa mort (1861).

Massimo va jouer pendant quelques années, à l'égard du gouvernement, un rôle de conseiller. Rendu à la vie privée, il se trouve dans une situation de fortune peu brillante : il vend ses chevaux (ce qu'il appelait devenir fantassin) ; il se remet aussi à la peinture. Il s'établit à Turin, non dans la maison paternelle, occupée par Robert, mais dans un petit appartement annexé à l'Académie Albertine des Beaux-Arts, dont il devient directeur. Il passe une partie de l'année 1853 à voyager en France et en Angleterre. Le roi le nomme sénateur. Au début de 1855, il se montre très chaud partisan de l'expédition de Crimée qui devait aller renforcer les armées française et anglaise déjà aux prises avec les Russes depuis plusieurs mois. Un décret royal du 28 mars 1855 lui confia la direction de la *Real Galleria*, à la place de son frère Robert démissionnaire¹⁰⁷. A la fin de cette année, avec Cavour, il accompagna Victor-Emmanuel II à Paris et à Londres. Après la guerre de Crimée, on voulut l'envoyer au Congrès de Paris (1856) pour représenter la Sardaigne ; après des hésitations, il refusa¹⁰⁸. Cavour y alla à sa place. En 1857, il se fait construire une villa sur les bords du lac Majeur (rive ouest) près de Cannero (province de Novare), afin de pouvoir peindre, lire, écrire et méditer en paix. Mais l'année 1859 le rappelle à l'action : Cavour, auquel il se rallie complètement, lui confie une mission à Rome, puis à Paris et à Londres. Après le soulèvement des Romagnes, il est envoyé à Bologne avec le titre de commissaire du roi et il est à cet effet promu major général. Il fait une entrée triomphale dans la ville. Après l'armistice de Villafranca il revient à Turin. C'est alors qu'il publie, en français, à Paris, un opuscule intitulé : *De la politique et du droit chrétien au point de vue de la question italienne*. L'année suivante il est gouverneur à Milan. Mais il n'approuve pas la tournure que le gouvernement donne aux événements : il démissionne et prend l'attitude d'un mécontent. Ce sont désor-

mais les années de vieillesse. Dans les premiers mois de 1863, il commence à rédiger ses *Souvenirs*¹⁰⁹. Au soir du 2 décembre 1865, à Cannero, il est pris par la fièvre. Quelques jours après il part pour Turin, où il arrive au soir du 9 décembre. Il avait les poumons gravement atteints. Bientôt tout espoir de guérison fut perdu. Il reçut la visite d'un prêtre milanais de ses amis qui prépara son âme à la mort. Il s'éteignit le 15 janvier 1866 à cinq heures du matin, ayant à son chevet le marquis Carlo Stefanoni.

Tels sont, sans compter Prosper sur lequel nous n'avons encore rien dit, les personnages les plus marquants appartenant aux dernières générations de l'illustre famille Taparelli. Tous ils provoquent la sympathie et sont bien attachants. Leur physionomie morale est parfaitement différenciée, mais ils ont ceci de commun qu'une certaine originalité de bon aloi, un air de famille très particulier, les distingue aisément du reste des mortels. Cette impression n'est pas sans fondement. En effet Massimo, parlant de son grand-père paternel, nous apprend qu'il n'était pas sans avoir « quelque singularité de caractère, comme on dit, ajoute-t-il, que nous en avons tous dans notre maison. Même dans le vieux Piémont, je ne puis le cacher, la race Taparelli avait la réputation de ne pas avoir précisément le cerveau où tout le monde l'a »¹¹⁰.

Peut-être le lecteur nous saura-t-il gré de récapituler sous forme d'arbre généalogique¹¹¹ (voir page 16) les renseignements fournis ci-dessus.

Prosper, né à Turin le 24 novembre 1793, passa ses premières années dans sa ville natale.

Au printemps de 1800, son père alla s'établir avec sa famille à Florence¹¹². On habita d'abord « una meschina casa in Mercato Nuovo », puis au Casin de' Nerli sur l'autre rive de l'Arno, et enfin au palais Pitti-Gaddi¹¹³. Le train de maison était réduit, mais il semble qu'on jouissait encore d'une certaine aisance. En effet, César Taparelli loua la villa Billi, près de S. Domenico di Fiesole¹¹⁴ ; Pie VII, passant par Florence à l'automne de 1804 pour se rendre au sacre impérial, permit de faire célébrer chaque jour la messe dans l'oratoire privé à Florence et à Fiesole ; on alla deux fois prendre les eaux aux Bagni di Lucca (aux environs de Lucques)¹¹⁵.

A Florence la famille D'Azeglio vécut dans la société d'émigrés français, de Piémontais comme Prospero Balbo¹¹⁷ et sa famille et aussi du célèbre poète tragique Vittorio Alfieri, qui y mourut en 1803. Ce petit groupe constituait un cercle assez fermé où tout était commun, les idées (au moins sur certains points), les souvenirs, les espoirs, voire les ressources.

César Taparelli avait mis les trois aînés de ses garçons, Robert, Prosper et Henri, en pension à Sienne, au collège Tolomei, qui, à cette époque, était tenu par les Scolopes¹¹⁸. Les élèves appartenaient en général à un milieu aristocratique, et Prosper eut pour condisciples le futur ministre des Affaires étrangères de Sardaigne (de 1834 à 1847), conservateur et absolutiste, Clemente

Roberto TAPARELLI DI LAGNASCO († 1788) épousa successivement :

1^o Cristina Taparelli di Genola

2^o Matilde Caisotti di Casal Grasso

Cesare Taparelli D'Azeglio
(1763-1830)

épousa :

Cristina Morozzo di Bianchè
(1770-1838)

Ils eurent huit enfants :

Enrichetta, mariée à Prospero Balbo
(recteur de l'Université de Turin,
parrain de Prosper Taparelli)

Cesare Balbo (l'écrivain)

Prospero Balbo

1^o Un fils mort au berceau

2^o

Roberto (1790-1862) ;

épousa

Costanza Alfieri di Sostegno

Melania,

mariée à Salvatore Pes Di Villamarina
(ministre plénipotentiaire à Paris)

Emanuel Pes Di Villamarina

Salvatore Pes Di Villamarina e D'Azeglio¹¹²

3^o

Metilde (1791-1813), mariée au comte Pallio di Rinco

4^o

PROSPERO
(1793-1862)

5^o

Enrico (1794-1824).

6^o

Giuseppe Luigi (1796-1798).

7^o

Melania (1797-1807).

8^o

Massimo (1798-1866).
épousa successivement :

1^o Giulia

(fille aînée de Manzoni)

2^o la belle-sœur
de sa
belle-mère :

Luisa Maumari

(veuve d'Enrico

Blondel, frère

d'Enrichetta,

première femme

de Manzoni).

Alessandrina

mariée à

Matteo Ricci

Clotilde Coronaro
Carolina Ciccolini

Solaro Della Margarita (1792-1869)¹¹⁹, Antonio Brignole Sale (1786-1863), de Gênes, qui parcourut brillamment la carrière diplomatique¹²⁰, Guglielmo Moffa di Lisio (1791-1877), l'un des chefs du mouvement de 1821, Giacinto Provana di Collegno (1794-1856), qui prit part à la campagne de Russie, fut mêlé à l'insurrection de 1821, combattit pour la cause de la liberté en Portugal en Espagne, en Grèce, et, vers la fin de sa vie, fut quelque temps ministre et ambassadeur.

À l'Institut Pendola (pour les sourds-muets) de Sienne, on conserve les programmes des *Académies* (séances littéraires et artistiques) du collège Tolomei. Tous ces noms d'enfants éveillent en nous une impression de vie, comme l'odeur d'un champ au printemps. Celui du jeune Prospero Taparelli se trouve sous les rubriques suivantes dans ce palmarès devenu un nécrologe : 5 décembre 1802 : danse ; 1803 : danse, dialogue, exposition de dessin et d'écriture à plusieurs caractères ; 1805 : danse, expositions diverses, écriture ; septembre 1806¹²¹ : Prospero est cité pour cinq exercices différents.

Après l'année 1806, le nom de Prospero Taparelli n'apparaît plus parmi ceux des élèves qui participaient aux *Académies*. C'est qu'alors il fut interdit aux Piémontais (citoyens français du département du Pô) de faire éduquer leurs enfants à l'étranger. Sienne c'était l'étranger. César Taparelli dut retirer ses fils du collège Tolomei ; il les garda chez lui. Ils continuèrent donc leurs études à Florence (...où ils étaient d'ailleurs également à l'étranger), chez les Pères des *Scuole Pie* de San Giovannino, au commencement de la *via Larga*¹²².

Prosper conserva toute sa vie un excellent souvenir de ses maîtres de Sienne et de Florence. En 1848, dans le *Cittadino* de Palerme¹²³, il rappelle ses études chez les Scolopes, qu'il qualifie de « savi e dotti e santi istitutori » et qu'il garde « in cara e riverente memoria ». Un peu plus tard, il fit d'eux un éloge ému dans la *Civiltà Cattolica*¹²⁴, s'estimant heureux d'avoir pu admirer à S. Giovannino la sagesse des Canovai, des Inghirami, des Baldo-
vinetti¹²⁵, des Bernardini, après avoir reçu les premiers éléments au collège Tolomei de Sienne, par les soins des Ricca, des Fiocchi, des Giorgi et de tant d'autres, plutôt pères que maîtres, dont il ne peut répéter le nom sans gratitude et sans tendresse.

Ce séjour en Toscane, qui prit fin en 1807, laissa une agréable impression dans le cœur de Prosper. La Toscane c'est pour lui une seconde patrie. Il la nomme la « cara e gentil mia Toscana »¹²⁶ ; il dit que depuis sa jeunesse passée sur les bords de l'Arno, tout ce qui rappelle la Toscane lui a toujours été très cher¹²⁷. Ces années furent sans doute profitables à Prosper : il lui fut ainsi loisible de corriger l'empreinte qu'il devait à ses origines piémontaises, en adoucissant ce qu'elle pouvait avoir de trop rugueux ; son esprit eut l'occasion de s'affiner à bonne école.

Ainsi la famille D'Azeglio vivait à Florence dans une tranquillité et un bonheur relatifs, quand un décret obligea les sujets de l'Empire appartenant aux départements récemment annexés, à prêter serment de fidélité à leur nouveau maître et à rentrer chez eux s'ils avaient émigré¹²⁸. César Taparelli, déjà tenu par son

serment envers son souverain, désireux d'éclairer sa conscience, écrivit à Victor-Emmanuel I^{er}, alors en Sardaigne, pour lui demander ce qu'il devait faire. Il quitta aussitôt Florence, pour faire preuve de bonne volonté, et attendit quarante jours à Parme¹²⁹ la réponse du roi. Celui-ci lui fit savoir qu'il ne voulait pas augmenter le nombre des victimes de son propre malheur ; il lui conseillait donc de prêter le serment exigé, car sa femme avait plus que jamais besoin d'un si bon mari et ses enfants d'un si bon père ; d'autant plus que le monarque n'était plus sûr d'avoir encore du pain pour lui-même et ses fidèles courtisans. César Taparelli pensa donc à sa famille. Il partit pour Turin et il fit une adhésion temporaire au gouvernement français,

J'ai eu la bonne fortune de mettre la main sur quelques documents très intéressants¹³⁰, qui nous donnent de précieux renseignements sur les tentatives que fit en vain le marquis D'Azeglio pour obtenir du gouvernement impérial la permission de rester à Florence. Il écrivit une lettre au ministre plénipotentiaire de France en Étrurie¹³¹, accompagnée d'un mémoire, particulièrement savoureux, sur l'état de santé de sa femme. La lettre est ainsi conçue¹³² :

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de présenter à Votre Excellence le triste tableau de la situation de mon épouse. Malgré la peine que j'éprouve à m'éloigner d'elle, je crois devoir obéir au décret impérial, et je vous prie de vouloir bien me faire expédier le passeport pour Turin. Vous avez bien voulu me dire, que au besoin vous rendriez justice à la conduite que je tiens ici : c'est à ce moment que je vous prie de la faire en transmettant ma demande. Il me paraît que le genre de vie très obscur que je mène devrait me mettre à l'abri de toute imputation, et je n'ai même voulu chercher à me justifier dans le mémoire ci-joint, parce que je crois que réellement personne ne s'occupe de moi personnellement, et que je ne suis compris dans le décret, que comme tous ceux qui sont dans le même cas. Néanmoins comme des personnes qui me sont attachées, et que probablement leur tendresse allarme sans raison, m'écrivent dans un autre sens, je vous serai vraiment reconnaissant, si en donnant des informations sur la vérité de mon exposé, vous voudrez ajouter celles que vous jugerez à propos pour faire connaître que mon séjour ici n'a rien de contraire à mes devoirs envers le Gouvernement.

J'ai l'honneur d'être avec respect

De Votre Excellence

Votre très humble et très obéissant serviteur

César TAPARELLI.

Florence, ce 21 8 bre 1807.

Voici maintenant le texte du mémoire, qui constitue un document psychologique de quelque importance :

Madame Christine Taparelli a commencé à être incommodée dès l'hyver de 1800¹³³, de manière que dès lors on lui conseilla d'essayer un voyage en Italie pour rétablir sa santé. Elle y vint en effet sur la fin de mai¹³⁴,

et elle était déjà à Florence à l'époque de la bataille de Marengo¹³⁵. Le temps n'a fait qu'aggraver ses maux, et sans en détailler ici la longue et fastidieuse histoire, il suffira de remarquer que l'hiver a toujours été pour elle la saison la plus pénible, et que dès 1802 les médecins lui conseillaient de le passer à Naples. Le sort de ce royaume alors mal assuré¹³⁶ nous détourna de suivre un conseil qui d'ailleurs nous rapprochait du séjour du Roi de Sardaigne¹³⁷ ; nous venions de renoncer à toute relation avec la Maison de Savoie, et nous ne voulions pas qu'un tel voyage fit soupçonner notre fidélité à tenir les engagements que nous venions de prendre.

Depuis la fin de 1804 le mal de Madame Taparelli s'est fixé principalement au diaphragme, où elle a une douleur permanente. Cette douleur se fait sentir surtout quand elle veut parler, et peu à peu elle a fait de tels progrès que depuis plus de deux ans elle ne peut parler que six à sept jours de suite, et est ensuite forcée au silence pour deux mois et davantage : de sorte qu'elle n'a peut-être pas deux mois dans toute l'année pendant lesquels elle puisse parler, et toujours avec douleur. Cette infirmité a encore un caractère plus pénible, en la faisant souffrir au moindre bruit, qui aussitôt répond au lieu de la douleur, et se communique au cerveau. Rarement elle peut assister à la leçon de piano de sa fille¹³⁸ pour cette raison, et si on déplace un peu brusquement une chaise, si un joueur frappe la table en jouant, on la voit aussitôt tressaillir, et elle s'en ressent quelquefois fort longtems, si ces coups ont été violens, ou continués. Elle a dû par conséquent s'exiler absolument de la société, ne pouvant espérer ni prétendre que tout le monde y observe les égards minutieux que son état exige. Cette sensibilité est telle que si elle est dans une chambre qui porte sur le plancher, on est obligé de marcher très doucement, et légèrement sur la pointe des pieds, pour lui épargner de nouvelles souffrances, que lui cause le balancement produit par l'élasticité du plancher.

Elle a été plusieurs fois des mois entiers sans pouvoir aller en voiture ; quelquefois elle le peut, pourvu que ce soit à jeun : le plus léger déjeuner est plus que suffisant à l'y tourmenter excessivement. Le malheur qu'elle a eu de perdre une fille¹³⁹, qui était restée à Turin auprès de sa belle-mère¹⁴⁰, a augmenté la force de ses maux, et depuis sept à huit semaines elle n'avait plus mis le pied en carrosse. Voyant que la mauvaise saison s'approchait, et que si on n'essayait pas de lui faire recouvrer au moins ce qu'elle avait perdu dernièrement, l'hiver la trouverait absolument sans forces, et deviendrait menaçant pour elle, j'ai voulu essayer de la ranimer par quelque séjour à la campagne et la société de quelques amis qu'elle n'avait pas vu depuis longtems. Heureusement on pouvait aller jusques à Lucques par l'Arno et par le lac de Bientina qui communique au fleuve et à la ville par deux débouchés, et je me suis hasardé à un voyage qu'elle n'aurait jamais pu achever par terre¹⁴¹. L'expérience m'en a convaincu ; car le manque d'eau nous ayant forcés de débarquer à une lieue de Lucques, ce court trajet fait en voiture l'a tourmentée plus même que je ne l'aurais cru, quoique fait au pas, et qu'elle fit même arrêter quelquefois la voiture pour se reposer.

Comme il ne s'agit pas ici d'une consultation médicale, j'omets une multitude de circonstances, qui prouveraient toujours plus combien son existence physique est pénible et digne de pitié. Mais j'ajouterai seulement que ce que j'en ai dit est de la plus grande notoriété, et que s'il

le fallait j'en trouverais dans Florence deux cens témoins. Je présente ci-joint la déclaration des Docteurs en Médecine, qui confirme mon assertion¹⁴² ; et si tous ceux que j'ai consultés, malheureusement sans aucune utilité, étaient interrogés, ils concourraient à rendre témoignage de la véracité de cet exposé.

Il résulte évidemment de tout ce qui a été dit, que Madame Taparelli s'exposerait à aggraver ses maux, et peut-être même à des conséquences funestes par un plus long voyage : que son état habituel d'infirmité ne lui permet pas d'habiter un climat plus froid : qu'il exige des soins continuels, et que les affections lui étant plus nuisibles encore que toutes les impressions physiques, il est nécessaire qu'elle continue son séjour en Toscane, et qu'il soit permis à son époux de retourner auprès d'elle. C'est ce que j'espère obtenir par cette simple et véridique narration, que je prie Monsieur le Ministre Plénipotentiaire de S. M. I. et R. de mettre sous les yeux de S. E. Monsieur le Sénateur Ministre de la Police Générale¹⁴³.

Malgré la persuasion intime, où je suis, que la réponse en sera conforme à ma demande, je vais me rendre à Turin pour y remplir les conditions du décret. Je n'ai ni pension, ni emploi des cours étrangères, avec lesquelles je n'ai aucune relation depuis que j'en ai pris l'engagement positif avec le Gouvernement français en 1802. Je l'ai toujours gardé religieusement¹⁴⁴, et tous mes soins se sont réunis à soigner une épouse chérie, et malheureuse, et à l'éducation de mes enfans. Leurs heureuses dispositions pour le dessin¹⁴⁵ ont pu être cultivées dans cette ville, où les bons artistes sont assez nombreux pour qu'aucune autre ne puisse lui être comparée, à la réserve de Paris, et de Rome. S'ils étaient obligés de retourner à Turin, ce talent serait absolument perdu pour eux, puisque dans cette ville on manque de bons maîtres en ce genre. Certainement ce ne peut être là l'intention de l'Empereur, qui protège les arts.

Quelques affaires d'intérêt pécuniaires sollicitent encore mon prompt retour en Toscane. M'étant engagé dans une société de commerce, permise par le Code Napoléon¹⁴⁶, sans quoi je n'aurais eu garde d'y entrer, il me serait nuisible de ne pas suivre de près mes affaires. Ce motif ne peut qu'être valable, puisque les loix l'approuvent expressément : et je me flatte que réuni aux précédens, surtout à la considération de l'état de mon épouse qu'il ne dépend pas de moi de faire cesser, il m'obtiendra de S. M. I. et R. la permission de revenir auprès d'elle ; et je prie de nouveau Monsieur le Ministre Plénipotentiaire de prendre s'il le faut, telles informations qu'il jugera nécessaires, soit sur ma véracité, soit sur ma conduite personnelle. Il ne pourra que me rendre un témoignage favorable, et je ne doute pas que la réponse de S. E. Monsieur le Ministre de la Police Générale ne soit conforme à ma demande. Je prie Monsieur le Ministre Plénipotentiaire de vouloir bien la solliciter.

CÉSAR TAPARELLI.

Le destinataire transmet fidèlement cette requête à Fouché, comme il résulte de la lettre suivante :

Florence, le 27 8bre 1807.

Le Ministre Plénipotentiaire de France près S. M. la Reine Régente d'Etrurie à Son Excellence Monsieur le Ministre de la Police Générale.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence le mémoire de MM. Taparelli, de Ceva, de Barera, et de Gros, qui m'ont été envoyés à l'occasion du décret qui rappelle dans leurs foyers les habitants des dépts. au delà des Alpes.

Mr. Taparelli est déjà parti pour Turin pour faire preuve de sa bonne volonté. Je n'ai jamais vu sa femme, mais je puis certifier d'après le bruit public qu'elle est dans un état de santé horrible.

.....

J'ose espérer que Votre Excellence voudra bien me faire un mot de réponse et me donner ses ordres au sujet de ces différentes personnes.

L'issue de ces démarches nous est connue par ce qu'écrivit Massimo : « Il y avait un terme fixé par le décret pour le rapatriement des émigrés. Le temps pressait, et notre mère reçut de son mari un avis lui disant qu'il fallait retourner avec la famille à Turin »¹⁴⁷. On était à la fin de décembre. Deux voitures quittèrent Florence par la porte San Gallo¹⁴⁸ ; dans l'une étaient M^{me} Taparelli et sa fille Metilde, dans l'autre les quatre garçons, sous la surveillance de l'abbé Moni, de Lucques, qui depuis peu de temps était leur précepteur. Ces voitures appartenaient à Pollastri, entrepreneur de transports alors connu dans toute l'Europe. Elles étaient traînées par des mulets, qui assourdisaient les voyageurs du bruit de leurs grelots. On passa par Bologne, Plaisance et Milan, et après quinze ou vingt jours on arriva enfin à Turin. Massimo ajoute que la mauvaise saison, le froid, les brumes lombardes, et surtout la douleur de devoir aller là où l'on ne veut pas et se mettre entre les mains d'un maître étranger, avaient rendu ce voyage particulièrement pénible à sa malheureuse mère, qui était à bout (« *sfnita* »)... Pourtant elle vécut encore une trentaine d'années. A Turin, on retrouvait le riche *palazzo* abandonné sept ans auparavant ; le petit Prosper n'avait que six ans et six mois quand il l'avait quitté : en avait-il gardé un souvenir bien net ? Je ne sais, mais je me l'imagine faisant avec ses frères son petit tour de propriétaire, et se consolant de la tristesse des temps par l'inventaire des biens de famille.

Pour aimer les hommes, j'essaye de retrouver en eux l'enfant qu'ils ont été. Malheureusement nous n'avons que peu de renseignements nous permettant de conjecturer quel genre d'enfant devait être Prosper. Massimo qui, en dépit des différences très profondes qui les opposaient, s'entendait mieux avec lui qu'avec ses autres frères, nous dit¹⁴⁹ qu'il était le plus doué d'eux tous, qu'il était toujours prêt à se sacrifier et qu'il avait un caractère d'une fermeté inébranlable. Son tempérament était bouillonnant, passionné, impétueux. Prosper avait parfois des accès de colère effroyables ; il ressentait vivement toutes les aspirations, tous les désirs de l'humaine nature. Mais, à force de vertu, il parvint à se maîtriser ; sa victoire fut complète et définitive.

Prosper nous apprend lui-même¹⁵⁰ qu'il avait pris l'habitude de fumer, au grand désespoir de son père, qui, dit-il, ne pouvait pas plus sentir le tabac que... la république ; les remontrances

paternelles étaient appuyées par Mathilde qui ne supportait pas la fumée et aurait fait une scène si son frère avait eu l'audace de lui en envoyer une bouffée au visage ; le médecin venait à la rescousse avec une série d'arguments péremptoires ; ses amis poussaient dans le même sens, et un vieil habitué de la maison lui conseillait de montrer plus d'obéissance à son père, de condescendance pour sa sœur et de docilité au professeur de santé¹⁵¹.

Bientôt César Taparelli renonça aux services de l'abbé Moni, qui avait accompagné les garçons de Florence à Turin, et, au bout d'un certain temps, il prit Don Andreis, de Dronero. Celui-ci resta cinq ans chez les Taparelli et y enseigna le latin. César s'occupait de l'instruction de ses fils ; il leur lisait et commentait des morceaux choisis des principaux auteurs italiens : Dante, le Tasse, Pulci, l'Arioste, etc. furent ainsi passés en revue. Il leur faisait faire des narrations, qui souvent consistaient à décrire ce qu'ils avaient vu au cours d'une promenade. Ces promenades étaient de longues excursions, ou plutôt de véritables marches militaires d'entraînement. Elles étaient aussi très instructives, car César en profitait pour parler un peu de tout à ses enfants, leur donner des leçons de choses qu'on ne trouve pas dans les livres, développer en eux le sens de l'observation, et, comme on dirait aujourd'hui, leur apprendre à « se débrouiller ». C'est souvent chez le marquis D'Azeglio que se réunissait l'Académie des « *Concordi* »¹⁵², groupant des jeunes gens tels que Roberto D'Azeglio, Cesare Balbo, Luigi Ornato, Luigi Provana del Sabbione et qu'on a pu considérer comme le berceau du mouvement néo-gueffe. Prosper fut « aspirant »¹⁵³ ; le 17 mars 1808, on lut le cinquième chant d'un poème épique composé par lui.

Prosper suivait le cours de philosophie à l'Université de Turin, quand le préfet du département du Pô, le général Alexandre Lameth, avertit César Taparelli que son fils Prosper était nommé à l'école militaire de Saint-Cyr¹⁵⁴. Voici la teneur du décret de nomination¹⁵⁵, signé de Napoléon¹⁵⁶ :

Au Palais des Tuileries, le 7 mars 1809.

Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, etc., etc., etc.

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} :

Sont nommés élèves-pensionnaires à notre École impériale militaire de St-Cyr.

les Srs. taparelli Azelio, cadet, âgé de 13 à 14 ans¹⁵⁷.

.....
tous, de nos départemens au delà des Alpes.

ARTICLE 2 :

Notre Ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Une circulaire du 16 mars expédiée aux parents leur faisait observer que la sollicitude qu'ils mettraient à exécuter le désir

de Sa Majesté serait d'un excellent effet pour leur famille ; ils étaient invités à conduire eux-mêmes leurs enfants à Saint-Cyr, autant que cela leur était possible ; une formule imprimée très détaillée leur donnait l'indication précise du trousseau.

Le même jour Robert était nommé auditeur au Conseil d'État¹⁵⁸. Cette double nomination arriva comme une bombe sur la famille D'Azeglio. Quelle désolation ! Napoléon prévoyait de la résistance, mais il était décidé à ne pas revenir sur sa décision, comme il résulte de la lettre qu'il envoyait le même jour à Maret¹⁵⁹ (Ministre Secrétaire d'État) :

Monsieur Maret, je vous envoie deux décrets qui nomment auditeurs et élèves à St-Cyr quelques jeunes gens des Départemens au delà des Alpes. Ces nominations ne doivent pas être connues. Vous en remettrez la note au Prince Borghèse¹⁶⁰ qui prendra des mesures pour que les élèves nommés à St-Cyr s'y rendent promptement de gré ou de force, sous peine d'être déshérités et d'avoir le sequestre sur leurs biens. Le prince prendra les mêmes mesures pour que ceux qui sont nommés auditeurs se rendent sur le champ à Paris. Vous communiquerez de même au ministre de la Police, ces nominations et les notes ci-jointes relatives aux individus, en lui faisant connaître mes intentions. Ce sont des familles riches du Piémont qui se tiennent à l'écart et que je veux forcer à venir à Paris. Le ministre s'entendra avec le Directeur de la Police à Turin, en y mettant le degré de force nécessaire pour que cela réussisse sans délai. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

à Paris le 7 mars 1809¹⁶¹.

« En 1808, Napoléon voulant se réserver la disposition de tous les bâtimens du château de Fontainebleau, transporta l'École spéciale militaire à Saint-Cyr, dont les locaux étaient devenus vacants par suite de l'envoi du Prytanée à la Flèche »¹⁶². Pour entrer à Saint-Cyr, il fallait¹⁶³ avoir « 16 ans au moins et 18 au plus ». On pouvait « être élève aux frais du gouvernement, ou pensionnaire » ; pensionnaire si les parents se soumettaient « à payer 1.200 francs par an ». Il paraît que l'État tirait un avantage sérieux des élèves payants. Les candidats d'aujourd'hui seraient peut-être tentés d'envier l'heureux temps où l'admission à Saint-Cyr était facile à obtenir et l'examen préalable fort peu redoutable, bien plus, où, sans avoir pris la moindre initiative on se trouvait un beau jour, comme Prosper Taparelli, nommé à Saint-Cyr¹⁶⁴ ! Mais il y avait le revers de la médaille. Un ancien Saint-Cyrien, devenu pasteur protestant, Jacques-François Martin, a raconté¹⁶⁵ avec esprit son entrée à Saint-Cyr en 1812 et il a tracé un sombre tableau de cette école. La lecture de ce récit est fort amusante, mais on conçoit que le séjour à Saint-Cyr devait l'être beaucoup moins. Le régime y était très dur, les brimades odieuses, les duels fréquents. C'était une vie d'enfer : « ...on ne sort qu'une fois de l'école militaire, et c'est le plus beau jour de la vie ! »¹⁶⁶

Le jour même (7 mars 1809) où il nommait Prosper Taparelli à Saint-Cyr, Napoléon vint visiter cette école. « Il se montra médiocrement satisfait de son inspection »¹⁶⁷ et écrivit à ce sujet une lettre sévère au général Clarke, ministre de la Guerre.

César Taparelli conduisit aussitôt à Paris Robert, appelé au Conseil d'État, mais il réussit à obtenir pour Prosper un sursis d'un an¹⁶⁸. Nous verrons que, même à l'expiration de ce délai, Prosper n'entra jamais à Saint-Cyr¹⁶⁹. En mars 1809, Prosper n'était pas insensible à l'attrait de la gloire militaire¹⁷⁰, au prestige de la capitale de l'Empire, à la fascination qu'un homme tel que Napoléon exerçait sur l'imagination de tous les adolescents d'Europe. Il est probable qu'en apprenant le résultat des instances paternelles il éprouva un certain regret de rester à Turin au lieu d'aller à Saint-Cyr et qu'il regarda avec un peu d'envie son frère aîné partir pour Paris.

Prosper faillit aussi être page¹⁷¹. En effet, on trouve aux *Archives Nationales*¹⁷², dans une « Note pour des Auditeurs », à propos de « Taparelli Azelio aîné » (Robert), cette mention : « il est le frère de celui qui est proposé pour Page », et dans une « Note pour des Pages », qui reproduit les six mêmes noms que le décret de nomination à Saint-Cyr du 7 mars, on lit : « Taparelli Azelio, cadet, 13 à 14 ans. La fortune de sa famille est de 70.000 francs de rente environ, elle ne tient au gouvernement par aucun lien, ce jeune homme a commencé son éducation à Florence, il a un frère et une sœur ». Il ne faut pas s'étonner outre mesure de la simultanéité de ces deux orientations incompatibles, les différents services des administrations s'ignorant réciproquement. Les cas de ce genre étaient ...alors très fréquents. Cependant il semble bien que dans cette affaire tout soit venu de l'Empereur en personne. On peut donc supposer qu'il a brusquement changé d'avis et que, voulant satisfaire le besoin le plus urgent, il ait décidé d'envoyer à Saint-Cyr les six sujets qu'on lui proposait pour pages à la suite de la demande qu'il avait faite au prince Borghese¹⁷³. A défaut de renseignements, nous en sommes réduits à des hypothèses.

Mais bientôt se produisit l'événement qui changea le cours de la vie de Prosper. Pendant l'été de 1809 il se sentit appelé à l'état ecclésiastique. Dans la lettre du 3 janvier 1815 à Pio Brunone Lanteri, déjà citée¹⁷⁴, après avoir rappelé les goûts « mondains » qu'il avait encore à peine cinq ans et demi auparavant, il ajoute : « ...je ne comprends pas, sinon par un miracle de la grâce, comment j'ai tellement changé ma façon de penser et comment l'aspect de ces objets a subi une si grande variation dans mon esprit. Je me souviens pendant le Triduum que j'ai fait... après trois jours de méditations, je me trouvais avec exactement la même façon de penser, plein des mêmes bagatelles, des mêmes objets ; et le dernier soir, en me confessant, mon rêve s'est pour ainsi dire évanoui et en ce moment je me suis résolu à l'état ecclésiastique, et j'ai ressenti depuis cet instant germer en mon cœur la semence de la vocation où je me trouve maintenant »¹⁷⁵. Rien de plus net que ce récit de Prosper. Comment expliquer alors que sa mère fasse remonter cette vocation au séjour qu'il fit à Paris à partir du printemps de l'année suivante¹⁷⁶ ? Peut-être Prosper n'a-t-il révélé qu'à ce moment-là son attrait nouveau, sans parler de sa « conversion » (au sens de Pascal), qui eut lieu vers le mois de juillet 1809¹⁷⁷ ?

PLANCHE II

(voir p. 22)

au Palais des Euclois le 7. Mars 1809.

Exp. de 16 Mars
au M. de Piquet

Cal

Napoléon Empereur du français Roi d'Italie; Protecteur
de la Confédération du Rhin, &c. &c. &c.

de 8 mar

donné à S. G.

en copie en

de la copie & un autre

pour S. G. & P.

Boyle

Avoir dicté au Dictateur le qui suit :

article 1^{er}.

Sont nommés Officiers pensionnaires à notre Ecole
Impériale militaire d'Et. G. :

Le S^{te} Taparelli aglio, Cadet, agé de 13 à 14 ans.

Baron de Probesi, agé de 14 ans environ.

Provana Odigues (jeune), agé de 14 ans environ.

Piero (cadet) id.

Jeune la maroncia (cadet)

Mommi-Pollon, agé.

Tous, de nos départements au delà des Alpes.

article 2.

Notre ministre de la Guerre est chargé de
l'exécution du présent décret.



Handwritten signature.

Décret du 7 mars 1809, nommant Taparelli à l'Ecole de Saint-Cyr.

(Archives Nationales, AF iv 365, pl. 2672.)

PLANCHE III

(voir p. 23)

  Monsieur Maret, je vous envoie deux ducs
qui nomme auditeur et d'ici à St Cyr quelques jeunes gens
du département andal de algar. Ces nominations ont
deux par être connues. Pour en remettre la note au
Père Borghin qui prendra des mesures pour qu'ils soient
renvoyés à St Cyr l'y envoie promptement de l'ici ou de
fora, sous peine d'être déshonorés et d'avoir la signature sur
leur bourse. Le prince prendra les mêmes mesures pour qu'
aucun qui sera nommé auditeur de l'ordonnance sur le change
à Paris. — Pour les autres, de même au ministre de
la Police, les nominations de la note ci-jointe relatives aux
individus, en lui faisant connaître pour l'information. Ce
sont du famille rich de Pinosa qui se tiennent à l'écart
ce qu'il veut pour à venir à Paris. Le ministre s'occupera
avec le directeur de la Police à Tunis, en y mettant le digne
de force suffisante pour qu'ils s'occupent sans délai. Surtout, j'
prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. à Paris le 7 mars 1809.



Lettre de Napoléon à Maret, 7 mars 1809.
(Archives Nationales, AF iv 365, pl. 2672.)

Quoi qu'il en soit, sa vocation faillit être compromise. En effet, le sursis d'un an dont il jouissait étant sur le point de se terminer, il fut l'objet d'une nouvelle mesure administrative. Le 15 février 1810, Napoléon signait un décret nommant élève pensionnaire à l'École spéciale de Saint-Germain « Taparelli Azellio (Robert) »¹⁷⁸. Il est certain qu'il y a ici une confusion de prénoms et qu'il s'agit de Prosper : la lettre de Bigot de Préameneu citée plus bas¹⁷⁹ enlève absolument tout doute à ce sujet ; d'ailleurs Robert était alors au Conseil d'État depuis l'année précédente et il y resta jusqu'en 1812¹⁸⁰. La même erreur est reproduite, comme il est naturel, sur trois autres papiers se rapportant à cette nomination¹⁸¹. Le ministre de la Guerre lui-même hésitait sur l'identité de Robert et de Taparelli cadet, ainsi qu'en témoigne la lettre suivante (conservée à l'*Archivio di Stato* de Turin, Bureau des Écoles militaires), adressée au prince Borghese, gouverneur général des départements au delà des Alpes :

Paris, le 28 février 1810.

MONSEIGNEUR,

Au mois de mars de l'année dernière, l'Empereur nomma élèves pensionnaires à l'école militaire de Saint-Cyr les jeunes..... Taparelli-Azelio, ... tous six habitant avec leurs familles les départements au delà des Alpes. Sa Majesté a bien voulu approuver que les trois autres restassent provisoirement auprès de leurs parens, sur les rapports qui lui furent faits que ces jeunes gens étaient trop faibles pour supporter les exercices de l'école militaire. Je prie Votre Altesse Impériale de faire examiner si actuellement ces trois jeunes gens sont en état de se rendre soit à l'école de Saint-Cyr soit au Prytanée de la Flèche. L'Empereur vient de nommer par un décret du 15 de ce mois pensionnaire à la nouvelle école militaire de Saint-Germain un jeune homme du nom de Taparelli-Azelio, désigné sous le prénom de Robert, comme étant du département de [un mot illisible]. J'ignore si c'est le même que celui compris dans le premier décret du mois de mars 1809. Son père paraissait habiter Turin. Je prie Votre Altesse Impériale de me transmettre les renseignements qu'Elle se sera procurés à cet égard. Je suis avec un respect sincère,

Monseigneur,

de Votre Altesse Impériale

le très humble et très obéissant serviteur.

Le Ministre de la Guerre,

duc de Feltre.

L'École militaire spéciale de cavalerie de Saint-Germain-en-Laye avait été créée par décret du 8 mars 1809 et organisée par un autre décret du 17 mai suivant, daté du camp impérial de Schoenbrunn. Elle dura jusqu'au 1^{er} août 1814. Napoléon « espérait y attirer les jeunes gens des grandes familles nobles et riches restées hostiles à son gouvernement, ou rebutées par le régime si rude de Saint-Cyr et les difficultés d'admission à l'École Polytechnique »¹⁸². Pour en écarter la classe peu aisée, on n'y accor-

dait, à la différence de Saint-Cyr, aucune place gratuite ; chaque élève devait payer une pension annuelle très élevée (le double de celle de Saint-Cyr) : 2.400 francs ; la valeur du trousseau à fournir était d'environ 700 francs. « Lorsque, dans un des départements réunis à la France, une famille ne démontrait pas un dévouement absolu à l'empereur, pour la rattacher au système, on envoyait à celui des fils qui avait l'âge requis l'ordre de se rendre à Saint-Germain. C'était un système d'otages bien organisé »¹⁸³. Pour les élèves appartenant à l'aristocratie des pays conquis, on créa un cours spécial de grammaire française ; notamment pour les Italiens et les Allemands. Le commandement de l'École fut confié le 8 août 1809 au général Clément de la Roncière ; celui-ci quitta Saint-Germain pour Turin, quand il y fut nommé à la 27^{me} division militaire le 20 août 1812. L'École fut ouverte le 15 octobre 1809 ; il n'y avait au début que 25 élèves présents ; le 16 janvier 1810, ils étaient 74, le 20 mars : 98, les entrées se faisant par série de 3 ou 4, 6 jeunes gens, rarement plus ; le 1^{er} août 1810, l'École comprenait 113 élèves et c'est seulement alors qu'elle commença à fonctionner régulièrement. Les élèves y étaient astreints à la vie du soldat, logeant en chambrées et mangeant à la gamelle. « Procédant de l'École de Saint-Cyr, qui avait formé le noyau de l'École de cavalerie, les élèves de Saint-Germain ne tardèrent pas à en prendre les mœurs turbulentes et un peu farouches ; ils en exagérèrent même le côté violent et se montrèrent généralement indisciplinés et moins laborieux encore que leurs camarades d'infanterie »¹⁸⁴. « Ils se voyaient à la veille d'être officiers et n'aspiraient qu'au moment où, versés dans leurs régiments, la guerre leur fournirait l'occasion de se bien battre, et ils s'imaginaient que le courage devait les dispenser de toutes les autres vertus militaires »¹⁸⁵. Les permissions de sortie étaient pour ainsi dire inexistantes. On réussissait cependant à introduire des objets de contrebande, en particulier du saucisson. Les duels entre les élèves étaient fréquents, pour les causes les plus insignifiantes et en dépit des consignes les plus sévères : le sang était répandu avec tant de profusion sur les champs de bataille qu'on en arrivait à trouver tout naturel de le répandre même ailleurs. « Faute d'emplacement propice, les querelles se vidaient la nuit, dans les chambrées, sous les yeux mêmes des camarades, favorisant toujours l'isolement des combattants : les armes étaient des compas attachés au bout de manches à balai ou de bâtons quelconques. Plusieurs élèves perdirent la vie dans ces rencontres »¹⁸⁶.

Les mémoires d'un ancien élève¹⁸⁷, entré à l'École le 8 septembre 1810, nous dépeignent le genre de vie que Prosper Tapparelli pouvait s'attendre à trouver à Saint-Germain : « On m'introduisit dans une espèce de vestiaire, où je déposai mes habits civils pour prendre l'uniforme de la maison. Il n'était pas beau : un frac vert à pans assez longs, des culottes courtes vertes et des bas bleus ; c'était là le petit uniforme : lorsqu'on exerçait dehors à pied, on y ajoutait de grandes guêtres montant au-dessus du genou, et pour monter à cheval de grandes bottes à l'écuyère, raides, épaisses et non moins longues. La grande tenue était plus

belle : le frac vert à revers et retroussis écarlates ; les revers fuyants laissaient voir le petit gilet blanc de l'ancienne tenue militaire ; la culotte en peau blanche avec manchettes de bottes en percale, les grandes bottes, le casque et l'armement de dragon, fusil et sabre droit ». De la cour intérieure du château « l'on n'apercevait qu'une faible portion de la voûte céleste. C'était le lieu où les élèves prenaient leurs ébats, qui consistaient à se promener comme celles-ci à donner un coup de griffe ou de dent à l'imprudent qui se serait approché de trop près de ces animaux mal-faisants. Les imprudents, à Saint-Germain, c'était ce qu'on appelait en style d'école les conscrits, les nouveaux venus, surtout ceux qui avaient un air bonasse ; c'était sur eux que s'exerçait l'imagination perverse des anciens ; on leur donnait comme choses obligatoires des messages ridicules qui leur attireraient des résultats déplaisants ; on leur imposait mille travaux ou corvées qui n'entraient pas dans leurs devoirs réguliers, mais qui soulageaient d'autant les anciens. Ces terribles anciens s'attribuaient d'étranges privilèges ». Pendant l'hiver « on donnait deux couvertures de laine à chaque élève ; or les cinq anciens prenaient régulièrement une couverture à chacun des cinq conscrits¹⁸⁹. Dans telle autre chambre c'étaient sur la nourriture que les anciens exerçaient leur tyrannie... Pour améliorer leur destinée, les anciens avaient généralement établi qu'on choisirait les morceaux de viande par ancienneté ; c'était condamner les conscrits à un régime tout à fait pythagoricien. Mais, dira-t-on, comment les conscrits acceptaient-ils bénévolement cet ingénieux système de vexation dont je ne décris que quelques détails ? Hélas ! parce qu'on se révolte beaucoup plus facilement contre les lois les plus sages que contre les coutumes les plus oppressives. Puis c'étaient des abus dont on devait profiter à son tour ; on n'était pas toujours conscrit, on devenait ancien, et on rendait avec usure aux nouveaux venus tout ce qu'on avait reçu à son début ».

Cette fois il fallut partir¹⁹⁰. César Taparelli prit avec son fils Prosper la route de Savoie, du Lyonnais et de Bourgogne pour se rendre à Paris, où ils retrouvèrent Robert. Ils y restèrent environ sept mois¹⁹⁰. Je ne sais s'ils étaient déjà arrivés à l'époque du mariage de Napoléon et de Marie-Louise (2 avril 1810) et s'ils assistèrent aux fêtes et aux illuminations qui eurent lieu avec tant de pompe à cette occasion. En tous cas, ils étaient sûrement là au moment de l'exil (au mois de juin) des treize « cardinaux noirs » et César Taparelli, qui avait la religion du devoir, tressaillit sans doute à la vue du bel exemple de fidélité donné par ces prélats. — Alexandre Manzoni, dont la fille Giulia, alors âgée de quinze mois, devait épouser plus tard Massimo D'Azeglio, vivait en ce temps à Paris (c'est précisément le jour même du second mariage de Napoléon qu'à l'église Saint-Roch il retrouva la foi de son baptême), mais rien ne permet de supposer que César Taparelli D'Azeglio et le célèbre écrivain se soient connus dès 1810.

Il est bien évident qu'en venant à Paris, César Taparelli avait l'intention d'éluder une fois encore, si possible, les ordres de l'empereur. Les premiers jours, aucune démarche ne pouvait aboutir à un résultat efficace, car, après ses noces, Napoléon fit un voyage à Saint-Quentin et aux Pays-Bas ; il fut absent jusqu'au 1^{er} juin. Au fond de son cœur, Prosper ne renonçait pas à sa vocation ; il était même disposé à s'en aller tout de suite comme missionnaire en Amérique, s'il avait pu faire annuler sa nomination à Saint-Germain. En effet, dans une lettre inédite au P. Roothaan du 20 janvier 1841 (conservée aux Archives générales de la Compagnie de Jésus), il déclare qu'étant encore séculier il devait partir avec Mgr Flaget pour le Kentucky. Lorsque le diocèse de Bardstown eut été créé le 8 avril 1808 (le siège fut transféré à Louisville en 1841), M. Flaget (1763-1850) en avait été nommé évêque. Il s'était embarqué pour l'Europe à l'automne de 1809 ; il séjourna environ six mois en France. Dès le commencement de 1810, après quelques semaines données à sa famille, il se rendit à Saint-Flour, où il espérait trouver des jeunes prêtres ou des clercs qui consentiraient à l'accompagner dans le Kentucky et à se dévouer aux missions. « Le prélat rencontra également ailleurs de bienveillantes sympathies, et il fut assez heureux pour se former une petite troupe pleine d'ardeur et de courage »¹⁹¹. C'est dès son arrivée à Paris que Prosper Taparelli dut faire la connaissance de Mgr Flaget, revenu de Saint-Flour : en effet, le 10 avril, celui-ci s'embarquait à Bordeaux pour Baltimore (...emportant les cadeaux utiles que M. Émery, supérieur de Saint-Sulpice, lui avait donnés en se séparant de lui : une boîte d'aiguilles et le *Cuisinier Bourgeois* !) ; il y fut sacré le 4 novembre. Il emmenait avec lui quelques collaborateurs qui s'étaient offerts à lui pour le suivre dans son voyage et se consacrer à l'apostolat sur la terre d'Amérique. Prosper n'était pas du nombre, malgré son désir, puisque sa nomination à l'École de cavalerie tenait toujours.

Les choses traînèrent en longueur. César se démenait et cherchait des appuis parmi les amis influents qu'il pouvait avoir. Il fit tant et si bien qu'il obtint finalement gain de cause¹⁹². Les renseignements recueillis de la bouche de son domestique Gulino par Soli-Muratori¹⁹³, nous apprennent que la puissance de l'argent ne fut pas étrangère à cette victoire diplomatique : « con denari ». Le comte Bigot de Préameneu, ministre des Cultes, adressa le rapport suivant¹⁹⁴ à l'empereur, le 20 octobre 1810 :

SIRE,

Par un décret du 15 février dernier Votre Majesté a appelé à l'école militaire de S. Germain le S. Prosper Taparelli appartenant à une famille distinguée de Turin.

Depuis M. l'Archevêque de Turin¹⁹⁵ m'a exposé, à plusieurs reprises, que ce jeune homme avait pour l'état ecclésiastique une vocation éprouvée par ses parens depuis six ans¹⁹⁶ ; son père est venu m'attester lui-même ces faits et me déclarer qu'il ne le croyait propre à aucun autre état.

M. l'Archevêque de Turin ajoute que, par la faiblesse de sa complexion et de sa vue¹⁹⁷, il est incapable de suivre avec succès la carrière des armes et qu'il n'en est pas moins éloigné par tempérament que par goût.

Le Ministre de la Guerre à qui j'ai communiqué la réclamation faite par le S. Taparelli a été d'avis que j'en fisse le rapport à Votre Majesté.

J'ai l'honneur de lui proposer d'autoriser le S. Taparelli à retourner dans son pays pour y reprendre ses études ecclésiastiques.

Je suis avec un profond respect,

Sire,

De Votre Majesté Impériale et Royale,

Le très obéissant, très dévoué et très fidèle serviteur et sujet.

BIGOT DE PREAMENEU.

L'empereur se montra bon prince et il signa cette apostille en tête du rapport qui lui était soumis : « Au palais de fontainebleau, le 22 8^{bre} 1810. Accordé ». Le contrôle des élèves de Saint-Germain¹⁹⁸, après avoir mentionné que Taparelli d'Azeglio fut admis dans cette école comme pensionnaire par décret du 15 février 1810, signale qu'il « ne rejoindra pas », sa nomination ayant été annulée par décision de l'empereur, du 22 octobre 1810. Ainsi César Taparelli et son fils Prosper, tout heureux de ne pas avoir rencontré plus de difficultés de la part de Napoléon, reprirent sans tarder le chemin de Turin.

Il n'est pas téméraire de penser que Prosper avait été frappé par le dynamisme religieux inattendu qu'il avait trouvé chez nous¹⁹⁹, comme le cardinal Pacca, qui, dans ses *Mémoires*, a fait un touchant éloge de la France.



CHAPITRE II

Les débuts de la carrière ecclésiastique

Le Collège de Novare

Le Rectorat du Collège Romain

Étudiant en théologie. — L'incident Bessone. — Retraite à *Sant' Ignazio*. — L' « Académie ». — Attrait pour la Compagnie de Jésus. — Séjour à Rome. — Catéchiste à *Santa Maria in Cappella*. — Quelques détails sur la reconstitution de la Compagnie, sur le noviciat de *Sant' Andrea del Quirinale* et ses hôtes les plus illustres. — Adieux au monde. — Séjour à Turin et à Gênes.

L'enfant. — Le collège de Novare. — Ordination de Taparelli. — Son ministère d'éducateur. — Les troubles de 1821. — Fondation d'un collège à Chambéry.

Vicissitudes du Collège romain. — Débuts difficiles. — Le jeune Pecci. — Premiers efforts pour la restauration de la philosophie scolastique.

Débarrassé du cauchemar que devait être la perspective de Saint-Germain et des batailles dans les rangs des armées impériales, perspective si contraire à la direction qu'il entendait donner désormais à sa vie, Prosper, à peine rentré à Turin, prit la soutane (le 24 novembre, jour anniversaire de sa naissance). Il reçut bientôt les ordres mineurs des mains de son archevêque, M. della Torre, à qui il devait d'avoir échappé aux serres de l'aigle. Nous savons par une lettre écrite en 1843 à Gioberti qu'il fréquentait l'Oratoire de saint Philippe Neri¹. Il suivit les cours de la Faculté de théologie. Les états nominatifs de cette Faculté, signés du doyen Bruno, que j'ai recopiés à l'*Archivio di Stato* de Turin (Instruction Publique), le mentionnent comme élève externe en 1811-1812, 1812-1813, 1813-1814 (ici on spécifie qu'il est « bachelier en lettres ») et les rapports des professeurs (*ibid.*) lui sont très favorables (1812-1813) : Bruno (théologie dogmatique) et Bessone (histoire ecclésiastique) le rangent parmi ceux qui se sont le plus distingués, Bardi (Écriture Sainte) lui doit « le témoignage d'une satisfaction particulière ». Prosper juge que ses quatre dernières années de théologie n'ont pas été mauvaises et il confesse qu'il passait pour l'un des premiers².

Un incident survint au cours d'histoire ecclésiastique et d'institutions canoniques, dont le titulaire s'appelait Bessone³. En ce temps-là, le *citoyen* professeur était obligé par le gouvernement d'enseigner les *quatre articles* gallicans, formulés par Bossuet et

votés le 19 mars 1682 par l'Assemblée du Clergé de France. Brunone Lanteri, dont il a déjà été question à propos de César Taparelli⁴, composa une réfutation qu'il fit recopier en plusieurs exemplaires et qu'il distribua secrètement à un certain nombre d'élèves, parmi lesquels était Prosper Taparelli. Celui-ci étudia cet écrit, s'en imprégna et, quand il crut le moment venu, il attaqua publiquement la doctrine que l'Université tentait d'imposer. Le professeur, pris à l'improviste, fut réduit au silence et, cette année-là, on ne parla plus des fameux articles. On chercha, mais en vain, qui avait inspiré cette réfutation⁵.

La famille Taparelli passait les vacances à Revigliasco, près de Moncalieri ; Prosper allait à la chasse avec ses frères et don Andreis ; il accomplissait des exercices physiques destinés à développer l'adresse et la force : Massimo écrit⁶ qu'il se le rappelle très bien faisant en soutane le saut périlleux.

« Dans la vallée de Lanzo, qui relie la capitale piémontaise à la Savoie, au pays de Bessans, un peu au-dessus de Lanzo même, à 900 mètres d'altitude, s'érige en piton, au confluent de deux couloirs, celui de la *Stura* et celui de *Coassolo*, un sanctuaire qui a toute une histoire. Dédié à saint Ignace de Loyola, — d'où son nom de *Sant' Ignazio*, — il fut construit au xvi^e siècle, sur cette crête surplombant la vallée, par les bonnes populations du lieu, mille fois protégées dans leurs besoins et leurs périls par l'illustre fondateur de la Compagnie de Jésus. En 1677, le sanctuaire, dont la renommée allait grandissant, fut confié aux Pères Jésuites ; qui en firent un centre de pèlerinage, extrêmement fréquenté, jusqu'en 1768, date de la suppression de la Compagnie de Jésus en Piémont. Avec le départ des Pères le sanctuaire et la propriété attenante, — c'est-à-dire toute la colline que recouvrait une forêt touffue de chênes rouvres, — passèrent au domaine archiépiscopal ; et petit à petit, faute de chapelains, attachés de façon fixe au service de l'église, la vogue du pèlerinage tomba, s'éteignit. Ce fut don Guala, fondateur et supérieur du *Convitto Ecclesiastico*⁷, qui au début du xix^e siècle, le ressuscita. Il comprit vite que ce lieu solitaire, charmant et d'une rare fraîcheur, était tout désigné pour recueillir, à la saison chaude, les âmes de prêtres et de laïcs qui désireraient méditer en face de Dieu les grandes vérités de la foi. Il l'obtint sans difficulté de l'archevêque de Turin, Mgr Buronzo, et dépensa 80.000 francs de sa poche pour rafraîchir l'église et le logis délabrés, multiplier les chambres de retraits, aménager commodément le cloître intérieur, et surtout ouvrir, de Lanzo au seuil du sanctuaire, une route carrossable de huit kilomètres, qui supprimerait tout transport de voyageurs à dos de mulet. Puis, nommé recteur du sanctuaire, il inaugura dès 1810 l'œuvre des Retraites. Ordinairement au cours de l'été, on donnait à *Sant' Ignazio* deux retraites sacerdotales et deux retraites laïques. A ces dernières prenaient surtout part les Messieurs de la société de Turin ou leurs fils, mais aussi des gens aux bourses moins fortunées pour lesquels des associations religieuses de la ville, l'*Opera pia di San Paolo* en tête, soldaient les frais de séjour. A la mort de don Guala, ce fut le bienheureux Cafasso qui prit l'œuvre en mains, et, sous l'impulsion de sa sainteté, elle connut un essor

remarquable... »⁸. C'est là qu'en l'été 1813, au cours des vacances attristées par la mort de sa sœur Metilde, survenue au mois d'août, Prosper fit, sous la direction de l'abbé Guala, une retraite de huit jours, avec Enrico et Massimo ; il en profita sans doute plus que ce dernier, qui, pour passer le temps, s'était amusé à composer un sonnet qu'il écrivit au crayon sur une porte.

A cette époque, Prosper faisait partie d'une « Académie » (nous dirions plus modestement aujourd'hui un cercle d'études) composée de quelques jeunes clercs, tels que Gianolio, Fantolini, Bravo, Campin, Fiorito, Loggero (qui, par manière d'amusement, en avait rédigé le volumineux cérémonial), Simonino, Ugo, Borgarelli, Chiavero, et un peu plus tard Perrone⁹, qui fréquentaient probablement les conférences de Guala¹⁰. Il semble bien qu'il y jouait un rôle prépondérant. Cette Académie était peut-être recrutée parmi les membres de l'« *Amitié anonyme* »¹¹, qui avait précisément pour but d'assurer une formation religieuse plus parfaite à l'élite du jeune clergé. Dans une lettre adressée de Rome le 26 septembre 1814¹² à ses anciens compagnons de Turin Taparelli fait un éloge judicieux de l'amitié et de sa bienfaisante action sur les aspirants au sacerdoce.

Pendant ces quelques années d'études théologiques qui touchaient à leur fin, la vocation de Prosper avait eu le temps de mûrir. Elle se précisa en 1814. Son directeur spirituel, Brunone Lanteri, avait beaucoup d'estime pour la Compagnie de Jésus ; c'est sans doute sous son inspiration que Prosper conçut le désir d'y entrer¹³. Clément XIV l'avait supprimée en 1773 par le bref *Dominus ac Redemptor*, mais on disait que Pie VII avait l'intention de la ressusciter. Ce bruit n'était pas sans fondement. Le rétablissement de l'illustre Compagnie avait été décidé en principe au cours de l'année 1813, à Fontainebleau (cette ville tient décidément une grande place, si l'on peut ainsi s'exprimer, dans la vie du P. Taparelli, puisque c'était déjà là que Napoléon avait apposé sa signature libératrice sur la supplique transmise par Bigot de Préameneu : cf. *supra*, p. 29). Le cardinal Pacca, sorti de Fenestrelle, s'y entretenait souvent avec le pape des maux faits à l'Église, surtout par la corruption de l'enseignement, maux qui s'étaient accrus d'une manière effrayante depuis la suppression de la Compagnie de Jésus. Pie VII lui manifestant le désir de rétablir cette Compagnie, si la Providence le ramenait à Rome, le secrétaire d'État le confirma dans cette résolution.

Pie VII étant rentré à Rome le 24 mai 1814, le marquis César Taparelli D'Azeglio y fut aussitôt envoyé comme ministre par *interim* du roi de Sardaigne¹⁴. Il partit avec ses fils Prospero et Massimo¹⁵. L'équipage se composait de deux voitures. Les routes étaient très animées et le double courant des Italiens qui rentraient et des Français qui partaient, leur donnait l'aspect d'une fourmilière, selon la jolie comparaison de Massimo. On arriva tard dans la nuit, le 9 juin. A l'approche de la ville, au *Ponte Molle*¹⁶, et plus loin, en suivant l'antique *Via Flaminia*, à la hauteur de la *Villa di Papa Giulio*¹⁷, on voyait encore les arcs de triomphe en toile crépie érigés pour fêter l'arrivée du pape, deux semaines auparavant. On s'arrêta *Piazza Mignanelli* (à côté de la *Piazza*

di Spagna) et l'on descendit au *palazzo* qui occupait le fond de la place et qui était alors une hôtellerie. Fatigués de ce long voyage, les Taparelli n'avaient encore dormi que quelques heures, lorsque de grand matin ils furent réveillés en sursaut par une bruyante musique. On jouait du clavier et du tambour sous les fenêtres. C'était une aubade pour souhaiter la bienvenue à Son Excellence, qui dut inaugurer ses fonctions en jetant une poignée d'écus comme expression de ses remerciements. Le cardinal Pacca, secrétaire d'État¹⁸, vint saluer l'envoyé royal, qui fut reçu par le pape le 14 ; soit ce jour-là, soit peu après, Prosper eut la faveur d'être admis à l'audience pontificale.

Rome était dans l'allégresse. L'orage était passé ; on se retrouvait tout heureux d'être encore en vie ; chacun affrontait l'ouvrage avec une ardeur... nouvelle, pour remettre les choses en place. Le ministre prit un logement en rapport avec sa dignité, au *palazzo Fiano*¹⁹, sur le *Corso*. Avant tout, il convenait de visiter Rome ; c'est ce qui fut fait, d'abord sous la conduite d'un vieil antiquaire à cheveux blancs, tout de noir vêtu, nommé Visconti, puis sous celle d'un jeune peintre, Malvotti, gai compagnon.

Les vestiges du passé, si glorieux fût-il, ne suffisaient pas à l'enthousiasme de Prosper. Une âme généreuse comme la sienne voulait connaître des valeurs plus hautes encore ; il les trouva dans l'exercice de la vertu suprême de charité. Dans une lettre du 12 juillet à son ami intime, Luigi Gianolio²⁰, il manifeste son admiration pour les prêtres qu'il voit parcourir les hôpitaux, les prisons, les casernes. Il parle d'une association, dont les cadres sont composés d'une vingtaine d'ecclésiastiques, qui, les jours de fête, réunit un grand nombre de garçons de dix à vingt ans ; le matin, ceux-ci assistent à la messe ; l'après-midi, divisés en plusieurs groupes, ils vont dans les différents quartiers de la ville visiter les pauvres infirmes, ils les peignent, les nettoient, les aident, leur font une bonne lecture, leur suggèrent une pieuse pensée ; après quoi, ils vont jouer dans les jardins et, au retour de cette promenade, ils finissent leur journée par une petite prière. Pendant ce temps, d'autres ecclésiastiques, appartenant à cette même œuvre, vont sur les bords du Tibre rassembler les bateliers et les conduisent à *Santa Maria in cappella*²¹ pour leur faire un peu de catéchisme. Ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il était déjà entré en relations avec le promoteur de tout ce dévouement, Luigi Felici, ancien jésuite, fondateur de la *Pia Unione del S. Cuore* et de la *Pia Unione di S. Paolo Apostolo*²² (toujours existante) et que le 6 juillet il avait été agrégé à la première de ces deux associations, en attendant de l'être à la seconde le dernier jour du même mois ; le diplôme qu'il reçut alors précisa son champ d'apostolat auprès des soldats et des mariniers²³. Il était adjoint à Gabriel Ferretti (cousin de Pie IX), son ancien condisciple au collège Tolomei de Sienne, qui devint cardinal et fut secrétaire d'État en 1847.

Cependant Pie VII et le cardinal Pacca n'oubliaient pas les conversations qu'ils avaient eues à Fontainebleau au sujet de la Compagnie de Jésus. Pacca demanda les ordres du Saint-Père, en lui rappelant que le 31 juillet l'Église célébrait la fête de saint

Ignace. On voulut hâter l'événement, mais le délai était vraiment un peu court : c'est seulement le 7 août, jour octave de la fête, que la bulle *Sollicitudo omnium Ecclesiarum* rendit la vie à la Compagnie de Jésus ; la lecture de ce document eut lieu dans la vieille chapelle *dei Nobili*, au *Gesù*, en présence du pape et de dix-huit cardinaux.

Aussitôt Prosper s'aboucha avec qui de droit. Sa mère lui écrit le 9 septembre une lettre²⁴, signée « ta tendre maman » : « ce que je t'ai déjà dit, je te le répète ; jamais tu ne trouveras chez moi d'opposition, lorsque, réglé par l'obéissance, tu prendras ta résolution ; tu es entouré de plus grandes lumières ; tu as papa, son avis doit peser dans la balance, aussi je m'en remets entièrement à lui qui, par sa sagesse et par l'expérience qu'il a étant sur les lieux, est à même de mieux juger les choses. Seulement souviens-toi qu'un état de grande perfection exige un grand courage ; celui-ci s'obtient par la prière, l'humilité et le renoncement à la volonté propre. Je prie le Ciel de te donner ces saintes dispositions... ». Elle ajoute un billet de quelques lignes pour son mari, car elle éprouve le besoin d'épancher un peu son cœur : «... cet enfant béni, dans sa dernière lettre, m'annonce une décision presque totale pour sa vocation. Mon cœur l'avait pressenti dans notre dernière étreinte ; il y a déjà du temps que je me prépare à ce sacrifice... J'étais si tranquille quand Prosper était avec nous, il me semblait que ce petit ange devait nous attirer les plus grandes bénédictions du Ciel ; certes, il le fera également où qu'il soit... ». Après avoir exprimé sa résignation, elle termine sur une note plus gaie : « malgré cela, ma santé est bonne et j'ai même des heures d'allégresse, tu sais bien que je ne cesserai de rire qu'un quart d'heure après ma mort... ».

Prosper se fait accepter par le P. Provincial²⁵ ; il ne lui manque plus que le consentement paternel ; il espère l'obtenir ; en attendant l'ouverture du noviciat, il prépare un examen d'entrée portant sur ses études de théologie et de philosophie ; le P. Panizzoni lui a fixé un certain nombre de questions sur lesquelles il sera interrogé ; il est donc très occupé ; il s'excuse auprès de son ami Gianolio d'écrire si peu et demande de garder encore secret son projet. Mais le 26 septembre, il envoie une longue lettre²⁶ à tous les clercs « académiciens » de Turin, où sa joie transparaît, car il est presque sûr que son rêve va bientôt se réaliser. Il prend un ton badin pour leur annoncer qu'il ne retournera pas à Turin, car il est sur le point de succomber à la tentation que lui envoie saint Ignace. Mais qu'on n'aille pas aussitôt courir la cité et dire : « Oh ! *sastu ? l'Abatin Zey a l'à veuja d'fese Giusuita* ». (Cette phrase de dialecte piémontais signifie : « Oh ! tu ne sais pas ? le petit abbé d'Azeglio a envie de se faire jésuite ».). Il faut que chacun mette cette nouvelle dans sa poche et que la poche ne soit pas trouée, car si, en ce qui le concerne, sa décision est prise, toutefois il lui manque encore l'autorisation formelle de son père (qu'il appelle « Monsieur », suivant l'usage respectueux du temps : *il Sig. Padre*). Ce dernier point paraît le préoccuper un peu, car il en parle trois fois ; il est donc probable que César Taparelli se montrait hésitant. — Prosper s'intéresse toujours à l'Académie ; il donne des

conseils à ses membres et leur lègue des souvenirs. Il est impossible de vivre à Rome sans être chargé d'une multitude de « commissions » : démarches à faire auprès des diverses administrations de la Curie pour obtenir des dispenses, des privilèges, etc. Prosper, dont le temps est très limité à cause de l'examen qu'il doit subir prochainement, a trouvé le moyen de se débarrasser des requêtes importunes : il prie ses amis de lui indiquer, quand ils sollicitent un service pour une tierce personne, s'ils désirent sincèrement que cette demande soit prise en considération ; en ce cas il y donnera suite ; mais si, n'osant refuser, ils ont accepté par pure politesse de la lui transmettre, il fera la sourde oreille.

César Taparelli avait écrit à sa femme au sujet de la détermination qu'il fallait prendre. Dans sa réponse²⁷ elle lui expose les sentiments divers qui agitent son âme. Elle a fait à Dieu le sacrifice de son fils. Elle veut laisser celui-ci libre de suivre son attrait. Mais elle préfère ne pas le revoir avant son entrée en religion, afin de ne pas retourner le fer dans la plaie. Quelques jours après, elle envoie à Prosper une lettre émouvante²⁸, où elle fait preuve d'une admirable élévation d'esprit ; elle y joint pour César un mot qui laisse voir ce mélange de faiblesse et de force qu'on trouve chez les mères. Tout cela reste profondément humain sous le triomphe éclatant de la grâce. César finit par dire à son fils le « oui » si impatiemment attendu. Prosper profita des derniers jours qui lui restaient pour poser devant le peintre Landi²⁹. Massimo dit³⁰ que ce portrait est une des belles œuvres de cet artiste, qui d'ailleurs n'en a pas fait tant ; il précise que le tableau est en la possession de son neveu Emmanuel. Aujourd'hui cette toile est conservée au château de *Roccolo di Busca* (entre Saluces et Coni) ; je dois à l'exquise amabilité du marquis Salvatore Pes Di Villamarina e D'Azeglio, arrière-petit-neveu de Prosper³¹, d'avoir pu en insérer une reproduction dans ce volume. Figure méditative et mélancolique, qui fait penser celui qui la contemple, comme une image mortuaire. Les yeux ont quelque chose d'inquiet et de tourmenté et semblent regarder dans l'au-delà. On a l'impression que le front est contracté et l'on devine l'habitude de la réflexion. Tel devait être Prosper à l'époque de sa majorité.

Le 10 novembre³², il écrit sa dernière lettre à ses amis de Turin, avant d'entrer au noviciat : c'est une sorte de testament par lequel il dispose en leur faveur de sa bibliothèque, comme il leur avait déjà donné des images pieuses le 26 septembre ; il est permis de trouver qu'il y a un peu d'étroitesse d'esprit dans la manière minutieuse dont il règle ces questions de si petite importance.

Rien d'intéressant comme l'histoire de la seconde naissance de la Compagnie de Jésus, après une interruption d'une quarantaine d'années. Un grand nombre d'anciens jésuites, qui vivaient en prêtres séculiers, voyant se réaliser l'espoir qu'ils avaient toujours caressé dans leur cœur, demandèrent avec empressement à rentrer dans la société où ils avaient passé leurs premières années de vie religieuse. Il serait bien touchant de pouvoir nommer parmi eux, comme certains l'ont fait, le P. Alberto di Montauto, âgé de plus de cent-vingt-six ans !... malheureusement le fait est controuvé³³. Des *Pères de la Foi*³⁴ se réunirent aux jésuites,

dont ils n'étaient, si l'on peut ainsi s'exprimer, que des succédanés. Tous les âges étaient donc représentés, depuis les vénérables témoins des anciens jours jusqu'aux jeunes recrues pleines d'ardeur dans le genre de Prosper Taparelli.

La maison où allait entrer Prosper est située à *Monte Cavallo*³⁶, à côté du palais du Quirinal. C'est un bâtiment contigu à la petite église de forme elliptique *Sant' Andrea*, qui fut reconstruite en 1678 par le Bernin et qui était son œuvre de prédilection. Le noviciat³⁶ avait été établi là en 1566, sous le généralat de saint François Borgia. Saint Stanislas Kostka y mourut le 15 août 1568 (c'est dans sa cellule, transformée en chapelle, que le futur Léon XIII célébra sa première messe le 1^{er} janvier 1838) ; saint Louis de Gonzague y demeura quelque temps. Le 11 avril 1668, un jeune homme de vingt-quatre ans, passant pour Français et déclarant se nommer Jacques de la Cloche, y demandait son admission. Bientôt le P. Oliva, général, eut la surprise de recevoir une lettre du roi d'Angleterre, Charles II, lui révélant que le nouveau venu était Jacques Stuart, son fils naturel³⁷ ; le monarque fit venir Jacques à Londres pour s'entretenir avec lui de sa conversion prochaine au catholicisme, puis il le renvoya à Rome ; ayant appris par lui les besoins de *Sant' Andrea*, il ne tarda pas à faire bénéficier le couvent de ses libéralités. Quelques mois après l'abolition de la Compagnie de Jésus, l'établissement passa aux mains des Lazaristes. En 1798, puis en 1810, il fut occupé par les soldats français ; la vérité historique oblige à dire que l'état lamentable où ils le laissèrent en partant ne leur fait guère honneur ; les frais de restauration s'élevèrent à la jolie somme de 16.000 écus.

Pie VII, le jour même où il reconstituait la Compagnie de Jésus, fit restituer Saint-André à ses anciens propriétaires ; le P. Panizzoni en prit aussitôt possession ; la remise lui en fut faite par Mgr Belisario Cristaldi, avocat fiscal de la Révérende Chambre apostolique. Dès les premiers jours de novembre 1814 arrivèrent à Saint-André huit pères de l'antique Province du Mexique, qui jusqu'alors vivaient retirés au *Monte Caprino* (sur le flanc sud du Capitole). Ils apportaient avec eux de l'argent, des livres, des vêtements, du linge, des meubles, des ustensiles de ménage, des ornements liturgiques, voire des instruments de physique. Dans le monde chacun d'eux avait pris l'habitude de considérer comme propriété individuelle ce qui était à son usage ; les supérieurs durent s'employer à réformer prudemment ces abus. A ce noyau primitif et à quelques anciens Pères de la Foi s'ajoutèrent bientôt les nouveaux novices, dont certains étaient déjà prêtres, d'autres de tout jeunes gens, tels que Prosper Taparelli et François Xavier Patrizi³⁸. Un jeune prélat, le prince Carlo Odescalchi, devait être du nombre. Il avait été inscrit, et son nom était déjà marqué sur l'armoire des serviettes à l'entrée du réfectoire, à la loge du concierge, sur la porte de sa cellule. L'accès du noviciat, avant que celui-ci fût officiellement constitué, était permis à la pieuse curiosité des bienfaiteurs, actuels ou possibles. La princesse Vittoria Odescalchi, sœur de Carlo, vint visiter la maison. Elle ignorait totalement le projet de son frère. Aussi fut-elle bouleversée en voyant son nom. Elle était encore bien

jeune et sa mère, en mourant, l'avait confiée à son frère pour qu'il pourvût à son avenir. Le pape se rendit à ces raisons et s'opposa à l'entrée de Carlo au noviciat. Mais on ne pensa pas à faire disparaître tout de suite le nom d'Odescalchi : d'où nouvel incident. Le soir, le pape était en train de dîner, quand un des prélats présents lui dit, sans aucune mauvaise intention : « Saint-Père, je suis allé aujourd'hui à Saint-André, et parmi les noms des novices, j'ai vu celui de Mgr Odescalchi ». « Est-ce possible ? » s'exclama Pie VII, il aurait dû m'en dire quelque chose ! ». Bien qu'il fût déjà fort tard, le prélat, Mgr Annibale Ginanni, alla chez Mgr Odescalchi pour le prévenir du mécontentement du pape. Le lendemain matin, Mgr Odescalchi s'empessa de se rendre à l'audience de Pie VII pour lui expliquer l'équivoque et lui assurer qu'il ne ferait rien qui ne fût selon ses désirs. Ce n'est que vingt-quatre ans plus tard, en 1838, que le cardinal Odescalchi, après avoir renoncé à la pourpre, entra dans la Compagnie de Jésus³⁹.

Prosper Taparelli fut reçu au noviciat dès l'ouverture, le soir du 12 novembre⁴⁰ (*à partir de ce moment il s'appellera Luigi*⁴¹). La cérémonie inaugurale solennelle se déroula dans une atmosphère de Pentecôte. La messe pontificale fut chantée par Mgr Stefano Menocchio, sacriste du pape, dans la chapelle magnifiquement ornée. Le P. Panizzoni⁴², un de ces vieillards dont la mort semble ne plus vouloir (il avait quatre-vingt-cinq ans), remplaçant à Rome le P. Général (Brzozowski), alors en Russie, présidait. Massimo, faisant de lui un tableau peu flatteur, dit⁴³ qu'il était petit, voûté, à moitié aveugle, avec des yeux chassieux que la joie de ce beau jour remplissait de larmes, et un peu retombé en enfance. Au moment où le postulant devait s'avancer, voilà le Père qui tend les bras et se dirige vers... Massimo pour l'embrasser tendrement ! Il y avait « erreur sur la personne ». Cela mit une note gaie, et le jeune mécréant qu'était déjà Massimo, s'amusa fort de cette méprise. Quoi qu'il en soit, il faut croire que le bon vieillard n'était pas tellement ramolli, à voir la manière dont il sut se débrouiller pour remettre l'Ordre sur pied ; toutefois il est vrai qu'une longue habitude peut suppléer la vigueur défaillante ; il est vrai aussi qu'il n'était pas seul.

Il fallait créer des cadres. On ne pouvait évidemment les recruter que parmi les Pères qui avaient appartenu à la Compagnie avant la suppression ; ils étaient donc tous très âgés. Nous connaissons déjà celui qui avait été choisi comme recteur et maître des novices : c'était le P. Luigi Felici⁴⁴, fondateur de la Pieuse Union de Saint-Paul. Ce respectable vieillard (il avait soixante-dix-huit ans) avait fait profession le 15 août 1773, la veille de la publication du bref qui abolissait la Compagnie. Or, en ces jours-là, il devint complètement aveugle. On nomma à sa place le P. Stefano Bosio, qui avait trois ans de moins. Celui-ci était à San-Remo et n'arriva que vers le 20 novembre ; l'interim fut assuré par le P. Gaetano Simoncini, vice-préposé de la *Casa Professa*, qui avait fait profession en même temps que le P. Felici. Le *socius* du maître des novices était le P. Giacomo Bottini. Le ministre de la maison était un Mexicain, le P. Jean-François

Arrieta, âgé de soixante-dix ans. Un autre Mexicain, le P. Prendis, eut la charge de procureur. Tous ces noms nous laissent indifférents ; pour le P. Luigi Taparelli, comme ils devaient être chargés de souvenirs pendant toute sa vie !

Le 30 novembre, la fête de saint André fut célébrée en grande pompe. Vers le soir, Pie VII vint visiter le noviciat. Après avoir prié dans l'église, il fut reçu au grand salon, où un trône lui avait été préparé et où toute la communauté fut réunie. Le P. Panizzoni lui offrit une splendide gerbe de fleurs. Le pape exhorta les novices à imiter les exemples des anciens et s'entretint longuement avec les supérieurs ; il dit aussi quelques mots à certains novices qu'il connaissait, parmi lesquels il n'est pas téméraire de ranger Luigi Taparelli. En souvenir de cette visite et en témoignage de gratitude pour la reconstitution de la Compagnie, on apposa... près de l'endroit où était jadis le buste en marbre de Clément XIV, l'inscription suivante due au P. Antonio Stefano Morcelli :

PIO VII PONTIFICI MAXIMO
PARENTI OPTIMO INDULGENTISSIMO
SOCIETAS IESU
POST DIUTURNAS CLADES IN PRISTINAM DIGNITATEM
NUTU EIUS RESTITUTA
AD MEMORIAM TANTÆ BENEFICENTIÆ
DEDICAVIT
PRIDIE KAL. DEC. AN. MDCCCXIV
QUO ILLE DIE
NOVOS IGNATII CONDITORIS ALUMNOS
AUSPEX FAUSTITATIS INVISIT
ET MAIORUM EXEMPLA REFERRE IUSSIT

La retraite de rentrée commença le soir de ce même jour. Le P. Bosio, recteur, donnait les *Exercices*, qui durèrent un mois tout entier pour les novices déjà prêtres, dix jours seulement pour les autres.

Il fallait faire revivre d'anciennes traditions, improviser de nouvelles pratiques, juger des usages importés du monde. Tout n'était pas d'égale gravité dans les décisions à prendre : c'est ainsi que la Consulte provinciale eut à résoudre les questions épineuses qui se posaient à propos du petit déjeuner du matin⁴⁵ (l'affaire était d'ailleurs plus sérieuse qu'il ne paraît au premier abord, car, pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer ici, elle engageait les principes) ; les Pères Consultants eurent la sagesse de répondre : « *usque ad adventum Patris Nostri Generalis*⁴⁶ *nihil innovetur* ».

D'après une liste publiée le 19 mai 1815, il y avait à Saint-André, outre une vingtaine d'anciens Pères, quarante-trois novices « scolastiques » (étudiants ; vingt et un d'entre eux étaient prêtres), et vingt-sept « coadjuteurs » (en d'autres termes : « frères convers »), donc en tout environ quatre-vingt-dix personnes à nourrir : il fallut bientôt penser à faire des économies. On s'était d'ailleurs montré un peu trop large dans le recrutement des « coadjuteurs » (c'était nécessaire, vu le grand nombre de vieillards à

soigner) et tôt ou tard plus de la moitié d'entre eux quittèrent la Compagnie ; celle-ci n'eut qu'à y gagner. Tout n'était pas parfait et l'office des supérieurs n'était pas exempt de soucis.

Le 11 février 1815 arriva un hôte de marque : l'ancien roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel IV⁴⁷. Né le 24 mai 1751, il eut pour précepteur (à l'instigation de Benoît XIV) le futur cardinal Gerdil ; en 1775 il épousa Marie-Clotilde-Adélaïde de France, sœur de Louis XVI, née le 23 septembre 1759 ; il monta sur le trône en 1796, à la mort de son père Victor-Amédée III. Dépouillé de ses États par suite de l'invasion française, il connut quelques années de vie errante : vers la fin de 1798, par Parme et Modène, il atteignit Florence où il eut, à la Chartreuse, une émouvante entrevue avec Pie VI ; à Livourne, il s'embarqua pour Cagliari où il resta six mois ; après être retourné à Florence, par Arezzo, Cortone et Pérouse, il gagna Foligno où il rencontra le nouveau pape, Pie VII, qui venait de débarquer à Pesaro, le 17 juin 1800. Il le suivit à Rome, où il arriva le 5 juillet. Il alla ensuite à Naples, séjourna à Rome au printemps de 1801, puis retourna à Naples, où la reine mourut en odeur de sainteté le 7 mars 1802. Le 4 juin de cette année, il renonça à sa couronne en faveur de son frère Victor-Emmanuel I^{er}. Il vécut dès lors à Rome. Devenu à peu près aveugle, il décida de se retirer, avec une modeste cour, à Saint-André du Quirinal. On l'y admit comme un véritable novice, le 11 février 1815, bien qu'il gardât l'habit séculier (il fut revêtu de l'habit religieux sur son lit de mort). Pendant les récréations, il ne dédaignait pas de faire part de son expérience à ses jeunes confrères⁴⁸. Vers le milieu de mars, à cause de l'invasion de Joachim Murat, il s'enfuit à Civitavecchia, prêt à passer en Sardaigne. Il tomba gravement malade et, devant le danger, rédigea son testament. Le P. Bosio accourut à son chevet. Il guérit cependant et revint à Rome en juin. Pie VII lui envoya une *sedia gestatoria* pour qu'il pût remonter plus commodément de la voiture à ses appartements de Saint-André. Il mourut le 5 octobre 1819⁴⁹. A cette occasion, le Général de la Compagnie, Th. Brzozowski, écrivait de Polotsk le 20 octobre à Joseph de Maistre : « Les bienfaits innombrables dont il nous a comblés et la constante bienveillance dont il nous a honorés, sont connus de tout le monde. Il y a mis le comble en voulant passer les dernières années de sa vie dans une maison de notre ordre, qu'il a édifiée par l'exercice continuuel de toutes les vertus ». Quand un autre Général, le P. Beckx, se plaignit à Victor-Emmanuel II, le 24 octobre 1860, des vexations dont la Compagnie était victime, il pouvait essayer de faire honte à la conscience du monarque régnant, en rappelant la piété de son prédécesseur⁵⁰.

Jeune novice, Luigi Taparelli n'oublie pas ses amis de Turin. Il leur écrit et il désire recevoir des lettres d'eux, mais d'eux seuls et non de toute espèce de personnes qui n'ont rien d'intéressant à lui dire, car, ne possédant plus rien en propre, il n'ose être trop à la charge de la maison dont il fait partie⁵¹ (en ce temps, c'est le destinataire qui payait le port des lettres à leur réception). Il écrit à Brunone Lanteri qu'il a une « paire de joues » semblables à celles qu'il avait étant enfant à Florence⁵².

Nous avons vu⁵³ qu'à Paris, en attendant que Napoléon réglât son sort, Prosper rêvait de partir aux missions. Devenu religieux, il n'abandonne pas cette idée : « ... vous verrez d'après le décret de S. M. Catholique⁵⁴ que les missions ont été rétablies ; oh ! frères bien-aimés, si le Seigneur Jésus daignait un peu m'honorer d'une si sublime vocation ! oh ! si je pouvais aller là-bas consumer ma vie dans mes sueurs ou dans mon sang ! Priez pour cela ce Dieu bon qui m'a déjà comblé de tant de bienfaits, car celui-ci serait vraiment le couronnement de tous les autres »⁵⁵. Ce n'était pas là de pieuses mais vagues et passagères aspirations conçues dans un moment de particulière ferveur ; c'était une idée réfléchie, entretenue par une âme ardente et qui faillit se réaliser. Il fut sur le point de partir avec Mgr Dubourg pour la Louisiane⁵⁶. M. Dubourg⁵⁷ avait quitté la Louisiane après la paix conclue entre les États-Unis et l'Angleterre⁵⁸ et il était arrivé à Rome le 15 septembre 1815. Aussitôt le pape le nomma évêque de la Nouvelle-Orléans. Il fut sacré le dimanche 24 septembre 1815 en notre église nationale Saint-Louis des Français par le cardinal Doria, assisté de l'ancien évêque de Saint-Malo et de l'évêque de Terracine. Il s'embarqua le 28 juin 1817 à Bordeaux. « Mgr Dubourg avait obtenu des Lazaristes, à Rome, quatre ou cinq Pères à qui il se proposait de confier la direction de son séminaire ; il avait rencontré à Milan quelques ouvriers empressés de se dévouer, sous sa conduite, au travail des missions ; sa petite troupe se composait en outre de quatre sous-diacres et de plusieurs jeunes clercs »⁵⁹. Si Luigi Taparelli n'était pas du nombre, c'est peut-être à cause de sa santé chancelante (d'ailleurs ses supérieurs ne lui auraient probablement permis de partir que pour une mission qui fût dirigée officiellement par la Compagnie) ; en effet, la « paire de joues » était trompeuse, car après quelques mois passés à la maison de probation, Luigi était tombé gravement malade. On avait dû l'envoyer à Tivoli⁶⁰, au carnaval de 1816. Une lettre du P. Panizzoni nous apprend qu'il en était revenu (après Pâques) très abattu, continuellement fiévreux et crachant d'une façon inquiétante, et que deux de ses frères et une de ses sœurs étaient morts phtisiques⁶¹ ; il ajoute qu'on perdrait beaucoup en le perdant, car c'est un jeune homme qui donne de très grands espoirs⁶². C'était la première manifestation du mal que Luigi Taparelli traîna toute sa vie, laquelle dura cependant soixante-neuf ans⁶³. Du point de vue scolaire, Luigi était un sujet brillant. Son professeur de rhétorique à Saint-André, le P. Giuseppe Petrucci⁶⁴, avait pour lui une singulière estime. Répondant au P. Patrizi⁶⁵ qui lui avait parlé d'un élève doué de qualités telles que s'il le connaissait cela lui ferait oublier Taparelli, il écrit : « vraiment c'est beaucoup dire, c'est tout dire ; mais je suppose de votre part quelque prévention ou exagération »⁶⁶. Deux poésies latines de ce même P. Petrucci⁶⁷, montrent également la profonde admiration qu'il avait pour son jeune disciple. La première est adressée au P. Bonvicini (surnommé *Longarenus*) à Tivoli, pour lui annoncer l'arrivée de Taparelli malade ; la seconde est envoyée à Taparelli lui-même (*Telesinus* ; je ne vois pas la raison de cette appellation), alors en convalescence à Turin. Nous avons un spécimen

du talent littéraire de Luigi : c'est l'interminable chant (en italien) composé en l'honneur de son père, que j'ai déjà cité⁶⁸ ; mais j'en fais grâce au lecteur.

En mai 1816, Luigi fut donc envoyé dans sa famille, à Turin, où il resta jusqu'à l'automne⁶⁹. Pendant ce séjour, ses supérieurs le chargèrent de sonder le terrain pour les fondations que comportait le rétablissement de la Compagnie en Piémont⁷⁰. Au début de novembre, sa santé étant « ormai perfetta » comme il dit avec exagération⁷¹, il arrivait à Gênes, où (à *Sant' Ambrogio*) allait s'ouvrir un noviciat⁷². C'est là que le 13 novembre 1816, deux ans après son entrée à *Sant' Andrea del Quirinale*, Luigi fit ses premiers vœux ; il envoya un compte rendu de la cérémonie à son ami Patrizi, au noviciat de Rome⁷³ où le même jour avait lieu une cérémonie semblable. Dans une autre lettre à ce même confrère⁷⁴, où il parle des « *Indipeli* », transparaît encore son désir des missions. De cette même époque date une lettre très intéressante, car elle nous donne des renseignements détaillés sur les études faites jusqu'alors par Taparelli⁷⁵. Elle est adressée au P. Luigi Fortis, Provincial d'Italie, qui lui avait posé des questions sur ce point. Heureuse société, où les chefs cherchent à être éclairés ! On compare souvent la Compagnie de Jésus à l'armée ; le rapprochement est assez exact, mais il y a une différence notable, parmi bien d'autres : c'est qu'on y a le souci très vif d'utiliser les compétences et de mettre « *the right man in the right place* ». Taparelli répond « *senza umiliazioni e candidamente* » ; en effet, il n'avait pas trop mauvaise opinion de sa valeur, ce qui était d'ailleurs pleinement justifié. Voici le résumé de cet inventaire intellectuel : « En rhétorique, encore que je n'aie pas étudié très à fond les préceptes, il me semble que j'ai des connaissances suffisantes, même pour enseigner dans quelque ville de province ; — la « veine » pour écrire, je l'ai plus copieuse que soignée⁷⁶. Pour la poésie, j'aurais de l'inclination naturelle ; mais je l'ai négligée depuis plusieurs années ; je crois cependant que si ma santé me permettait de m'y appliquer un peu, j'y réussirais suffisamment. Outre l'italien et le latin, qu'il me semble, vu mon âge et mes conditions de vie, connaître plus que médiocrement, j'ai étudié l'hébreu, assez pour lire sans grande peine les livres historiques. En grec, j'avais presque terminé les conjugaisons quand je suis tombé malade. Je sais assez bien le français⁷⁷ et je ne le parle pas mal. Je parle aussi un peu espagnol, assez pour comprendre et me faire comprendre. Le cours de philosophie je l'ai fait très mal⁷⁸. L'éthique je ne la connais même pas⁷⁹, si ce n'est le peu que j'en ai vu en théologie. J'ai fait aussi avec beaucoup de négligence le cours de physique et de mathématiques (de ces dernières il ne me reste que très peu d'idées). Pour la théologie, comme l'ordre des traités enseignés était en ce temps-là très irrégulier à l'Université de Turin, j'ai été privé de plusieurs traités très importants, tels que *De Deo*, *De Trinitate*, *De Gratia*. Je note que tout en étudiant apparemment à l'Université, je me servais de la *Theologia Wirceburgensis*⁸⁰. Vu l'éducation très soignée qui m'a été donnée par mon père, j'ai reçu avec plus d'abondance que l'usage ne le comporte les éléments d'histoire et de géographie. Pour la

musique et le dessin, j'ai quelque habileté et une inclination peu commune ». On voit donc que Taparelli avait bénéficié d'une instruction qui, au premier abord, pourrait paraître assez solide. Mais si on la compare à l'érudition et à la richesse de doctrine dont il fit preuve plus tard en ses écrits, elle est peu de chose. En réalité, tout cela, en dépit de quelques bons éléments, n'était que fragmentaire et superficiel. Taparelli arriva, par un labeur personnel acharné, à compléter sa formation première et à devenir un maître d'une science consommée. Et si l'on réfléchit à l'état pitoyable de sa santé, en particulier de ses yeux, et aux occupations dont il fut chargé, on demeure confondu.

Le marquis Cesare D'Azeglio avait été chargé par le roi de Sardaigne de demander le retour des jésuites en ses États. Un acte royal du 20 février 1816 avait admis le rétablissement des congrégations religieuses. Dès lors rien d'étonnant que Luigi, tout jeune religieux, ait été investi par ses supérieurs des fonctions de procureur de la Compagnie auprès du gouvernement sarde. A ce titre, il eut affaire au roi lui-même, à Gênes, puis à Turin⁸¹, où il s'était rendu en quittant Gênes. Sur l'invitation du ministre Borgarelli, il présenta en 1817 un rapport⁸² sur un projet de collège à Chieri, qui d'ailleurs n'eut pas de suite.

*
* *

L'enfant a quelque chose de troublant et de mystérieux, comme tout ce qui est inachevé ; appétit de savoir qui veut tout comprendre, il est lui-même pour nous un être inexplicable ; par son manque de défense il provoque le respect, comme tout ce qui est faible ; par le caractère irréfléchi de ses fautes il incline à l'indulgence, exigeant le pardon et ne pardonnant rien ; innocence qui s'ignore, champ de bataille où se livrent dans l'ombre des combats inconscients, vertu sans mérite, il déconcerte notre âme de lutteurs ; par les souvenirs qu'il rappelle, il fait qu'en l'aimant on s'aime un peu soi-même ; il est un besoin dans un monde aigri ; par l'espoir qu'il incarne, il console du présent, page toute blanche où nous voulons recommencer notre vie ; il gêne parfois, comme la vérité ; s'il nous admire, nous en rougissons comme d'un bien volé, nous en sentant indignes ; s'il s'éloigne de nous, nous sommes inquiets, car son jugement est droit ; il nous force à être véridiques, car il nous croit ; ses yeux qui se laissent lire veulent lire dans les nôtres ; nous lui avons appris ce que vaut son sourire : il s'en sert pour nous vaincre, et réussit toujours ; nous voudrions fixer le charme qu'il dégage : en le voyant grandir nous sommes attristés, car il devient pour nous le signe du temps qui passe. Pour ceux qui consacrent leur vie à l'éducation des enfants, cette tristesse est mitigée, car s'ils voient avec regret s'éloigner ceux qu'ils ont formés, ils voient aussi avec joie les générations se renouveler sans cesse et donner l'impression d'un éternel printemps. Et ce n'est pas leur seule joie, et la joie n'est pas le seul bienfait qu'ils reçoivent de ce contact : leur dévouement trouve dès ici-bas sa récompense, car ils conservent ainsi leur fraîcheur d'âme,

leur spontanéité originelle et restent toujours jeunes d'esprit et de cœur jusqu'en leur vieillesse même. Et en pénétrant l'âme de l'enfant, à la fois si simple et si complexe, ils plongent leurs regards en pleine nature humaine, encore préservée des enveloppes mensongères qu'elle revêtira. Les efforts qu'ils font pour être compris de leurs jeunes disciples, leur donnent une expérience psychologique et des habitudes mentales que rien ne peut suppléer. Comme la tâche maternelle a la douceur d'un repos, leurs peines elles-mêmes deviennent un objet de désir et un besoin⁸³. — Une des grandes tristesses de l'enfant qui commence à devenir un homme, c'est de s'apercevoir qu'il y a autour de lui des gens qui ne l'aiment pas. Heureux celui qui alors a senti tout près de lui, se penchant sur lui pour se donner pleinement, une âme de cristal, toute rayonnante d'amour divin et dont la seule présence le rend meilleur, un cœur sincère et fidèle, riche de sentiments généreux et délicats, qui lui prouve que le dernier mot de la sagesse n'est pas de se résigner à être éternellement déçu, mais qu'au delà de l'amour inquiet parce qu'il a peur de perdre, il y a la paix d'une union dont le circuit passe par le ciel.

Luigi Taparelli reçut la grâce d'offrir à la jeunesse les prémices de son zèle dans un collège à Novare.

Un décret du prince Eugène, vice-roi d'Italie, en date du 14 mars 1807, avait créé à Novare un lycée, qui fut inauguré solennellement le 11 janvier 1808 et qui dura jusqu'à la fin de l'Empire. Dès son arrivée en Piémont, Victor-Emmanuel remit en vigueur la législation scolaire antérieure à l'invasion française ; toutes les écoles secondaires et supérieures étaient donc placées de nouveau sous l'autorité suprême du *Magistrato della Riforma*, créé au XVIII^e siècle par Charles-Emmanuel III pour réformer les études, comme son nom l'indique, institution qui n'est pas sans analogie avec l'Université impériale de Napoléon ; le 22 octobre 1814, le roi institua le *Real Collegio di Educazione*⁸⁴ (devenu plus tard *Convitto Nazionale*) pour remplacer le susdit lycée ; à la tête de ce collège, ouvert en 1816, était placé provisoirement l'abbé Longoni, qui avait dirigé un collège à Monza : il ne devait que préparer la voie aux jésuites et il offrit plusieurs fois sa démission avec insistance. Le conseil municipal, dans sa séance du 8 juillet 1817, émit à l'unanimité le vœu que les jésuites prissent en main le collège ; dès le lendemain le *sindaco* Cattaneo informait le ministre Borgarelli de ce vote⁸⁵. Consulté, le censeur de l'Université de Turin, Viotti, qui était très bien disposé pour la Compagnie de Jésus, formula un avis favorable à ce projet et pressa le ministre de décider le souverain à le réaliser sans retard ; il s'offrit même de pressentir la Compagnie indirectement : le 10 septembre, muni du consentement royal, il s'adressa au Procureur de la Compagnie auprès de la cour, le P. Taparelli, pour lui faire des propositions dans le sens indiqué⁸⁶. Le P. Fortis, Provincial d'Italie, ne montrait guère d'enthousiasme : il prévoyait les difficultés qu'on aurait à reprendre un établissement tenu depuis plusieurs années par des personnes étrangères à la Compagnie ; d'autant que celle-ci était, à cette date, encore très pauvre en sujets. Viotti revint à la charge. Finalement, un peu à contre-

cœur, les supérieurs de Rome acceptèrent, mais en posant plusieurs conditions : le collège serait régi en toutes choses selon les méthodes de la Compagnie (en particulier, les dortoirs seraient divisés en alcôves, de façon que chaque élève eut sa chambrette) ; — on attendrait quelque temps pour en assumer la direction ; — on recevrait : 1° une rente fixe pour l'entretien des religieux, afin qu'ils ne fussent pas à la charge des élèves ; 2° une somme suffisante pour les travaux de restauration indispensables ; 3° une maison de campagne pour la villégiature des pensionnaires ; 4° un capital destiné à faire construire plus tard un nouveau collège. Toutes ces conditions furent acceptées. Le 26 novembre, le P. Taparelli déclarait officiellement que la Compagnie s'engageait à envoyer après Pâques trois de ses sujets, nombre qui devait s'accroître ensuite selon les besoins. Viotti transmet cette réponse au ministre, avec avis motivé ; le ministre en fit rapport au roi et, le 6 janvier 1818, celui-ci confiait le collège de Novare à la Compagnie de Jésus. Des réglemens financiers destinés à couvrir les dépenses grevèrent la province et la ville de Novare (ainsi que la province de Vigevano). Le 25 février 1818, le ministre Borgarelli pria le censeur Viotti d'avertir l'abbé Longoni qu'il était autorisé à résigner ses pouvoirs à la Compagnie de Jésus. Le 26 mai, le P. Taparelli prit officiellement possession du Collège. Il avait été envoyé à Novare comme « ministre » (économe) et devait, malgré son ignorance des choses pratiques, présider aux travaux d'aménagement ; ce contact avec les réalités concrètes ne pouvait que lui être profitable en corrigeant ce que sa formation livresque avait peut-être de trop rigide et absolu ; il semble qu'il ne s'acquitta pas trop mal de sa mission. Le P. Fortis, après s'être, selon sa propre expression, cassé la tête pendant deux mois, était parvenu à trouver tout de même quelques sujets à placer à Novare : le P. Desprotti, de Gênes ; le P. Silvetti, de Monza ; le P. Cagna, de Reggio ; le P. Rava, de Bénévent. Peu après arriva de Gênes le P. Serafino Sordi. Le supérieur de la petite communauté devait être le P. Rava. Jusqu'à la fin de l'année scolaire, l'abbé Longoni resta recteur du Collège. Un des premiers soins des jésuites fut de faire disparaître les traces du passé. Au dessus de la grande porte d'entrée, il y avait une inscription, datant de 1808, qui rappelait la fondation sous Napoléon. On voulut la supprimer, car ce souvenir était pénible : profitant de la construction d'une archivolté, on retourna la pierre et l'on y fit graver une nouvelle inscription :

VICTORIO EMANUELI I REGI
INCLITO PIO BENEFICO
QUI ANNO MDCCCXIV
NOVARIENSE LYCEUM
RESTITUENS AUGENS SPLENDIDIUS EXORNANS
URBEM NOVO CUMULAVIT BENEFICIO
RERUM PUBLICARUM CURATORES
MONUMENTUM DICARUNT
ANNO MDCCCXVIII

Les jésuites ne furent pas inactifs. Peu à peu ils firent les transformations matérielles nécessaires et arrivèrent à donner un bel aspect à une maison qui auparavant était si sale qu'on ne pouvait y mettre le pied sans dégoût ; il fallut aussi améliorer les conditions hygiéniques qui, dans les premières années, étaient déplorable. Ils adoptèrent les règlements établis par Longoni en 1815, en y ajoutant quelques dispositions qu'ils jugeaient nécessaires, vu le désordre qui régnait au collège : c'est ainsi que les élèves n'étaient jamais autorisés à prendre un repas en ville et qu'ils devaient passer leurs vacances non en famille, mais à la maison de campagne d'Oleggio⁸⁷. La corruption des mœurs était grande. On sépara les plus âgés et les plus suspects, on redoubla de vigilance, on refusa les élèves provenant d'autres institutions, et l'on mit la hache à la racine du mal en renvoyant tout de suite une vingtaine de pensionnaires. Les anciens, non habitués à cette discipline de fer, étaient en état de sédition latente : il fallut donc séquestrer en quelque sorte les nouveaux, pour les préserver, en leur donnant un horaire particulier, de manière qu'ils ne rencontrassent pas leurs aînés. Ce régime de rigueur fut un peu adouci quand on crut voir chez les pensionnaires les premiers germes de la piété, à la suite d'une retraite qui leur fut prêchée, durant la semaine sainte 1819, par le P. Gianotti, venu à Novare pour le carême. On avait aussi changé de recteur ; le nouveau, le P. Cicconi, arriva vers la fin d'octobre 1818 ; il était peu fait pour cette charge ; son principal mérite fut d'enlever l'administration des finances au P. Taparelli, qui n'y entendait rien, ainsi qu'il le confesse lui-même. Au P. Cicconi succéda, le 3 novembre 1819, le P. Fornasari ; avant son arrivée, le P. Taparelli donna publiquement lecture des méthodes, pratiquées en d'autres collèges de la Compagnie, que l'on entendait introduire, et invita ceux qui n'avaient pas l'intention de s'y plier à se retirer tout de suite. Le P. Taparelli était la cheville ouvrière ; il fut puissamment aidé dans sa tâche par un prêtre, nommé Angelo Remaggi, qui entra ensuite chez les Servites de Marie à Florence. Ordonné sous-diacre le 26 février, diacre le 18 mars et prêtre le 25 mars 1820, par son grand-oncle maternel le cardinal Morozzo⁸⁸, évêque de Novare, en la chapelle de l'évêché, le P. Taparelli fut nommé recteur du Collège le 22 novembre 1822.

Les mesures prises par les Jésuites pour remettre sur pied l'établissement, étaient impopulaires. Les exclusions nombreuses⁸⁹ encore qu'insuffisantes, qu'ils avaient dû faire pour le bien commun avaient soulevé un *tolle* général ; leur sévérité était jugée excessive ; on critiquait leurs principes pédagogiques ; leurs innovations ne plaisaient pas à l'opinion publique. Leurs adversaires habituels excitaient à plaisir la mauvaise humeur et se livraient à une campagne de dénigrement. Les murs du collège étaient couverts d'inscriptions injurieuses et menaçantes ; parfois même on jetait des pierres contre les fenêtres. Certains parents retiraient leurs enfants.

De plus, il y eut bientôt une nouvelle administration municipale, avec laquelle on ne tarda pas à se brouiller. Son opposi-

tion systématique fut cause de démêlés continuels. Les jésuites prétendaient garder leur liberté et ils durent lutter contre l'ingérence de la commune. Celle-ci ne s'acquittait pas de ses obligations pécuniaires. Les jésuites, mis ainsi dans l'embarras, en étaient réduits à faire des dettes. En outre, les édiles ne cessaient de se plaindre au pouvoir central, à Turin. Par bonheur, le gouvernement ne prêtait qu'une oreille distraite à leurs récriminations.

Comme on le voit, toutes ces difficultés rendaient le travail singulièrement pénible et ingrat. Cependant, peu à peu, les religieux prirent de l'ascendant sur la jeunesse ; grâce à l'heureuse action de certains Pères, l'hostilité primitive diminua parmi les élèves ; les mauvais furent réduits au silence, ou tout au moins devinrent moins effrontés ; il y eut quelques « convertis » qui voulurent, par leurs bons exemples, exercer un apostolat salutaire sur leurs camarades ; les résultats obtenus chez les plus petits étaient bien consolants ; on s'efforça d'apaiser le mécontentement des familles. Quoi qu'il en soit de l'efficacité discutable de tel ou tel procédé, et malgré certains échecs, il semble bien que le collège était devenu méconnaissable.

On donna aussi une vigoureuse impulsion aux études qui, paraît-il, en avaient un sérieux besoin ; on établit des récompenses, divers moyens d'émulation, des séances littéraires, etc.

Le personnel domestique devait, lui aussi, être énergiquement réformé : il était trop nombreux, insubordonné et manquait de conscience professionnelle ; on en licencia une partie et les autres furent contenus en de justes limites ; on ne leur permit plus de s'emparer des restes de la table des élèves dont ils faisaient vivre « la moitié de Novare » ; on supprima les pourboires.

Survinrent les troubles consécutifs à la révolution qui éclata en mars 1821 à Turin⁹⁰. Un vent de Fronde soufflait sur Novare. La turbulente jeunesse des écoles avait d'autres préoccupations que les études. Les maîtres rencontraient de la résistance ; l'insolence des élèves augmentait chaque jour. On réussit à « tenir » tant bien que mal, avec deux jours d'interruption seulement à l'entrée des rebelles⁹¹. Les « philosophes » avaient décidé de ne pas s'agenouiller pour la prière qui se disait au début des classes, mais ils avaient eu l'imprudence d'ourdir leur complot sous les fenêtres du collège et ainsi le P. Taparelli put les devancer. Au sortir de l'école, ils passaient au corps de garde, au café, à l'Hôtel de Ville. On décida d'anticiper les vacances de Pâques (cette fête était très tardive : elle tombait le 22 avril) et de renvoyer à une date ultérieure les exercices spirituels qui pour l'instant étaient supplantés par les exercices militaires. — Mais les familles s'inquiétaient et l'on dut bientôt céder à leurs craintes, surtout quand, au matin du 7 avril, on apprit que trois portes de la ville étaient déjà fermées et que les ponts avaient été minés. On se retira donc avec les pensionnaires quelque temps à Oleggio mais le P. Ministre Taparelli resta, avec un de ses confrères, à Novare. Enfin, l'ordre étant rétabli, on put rentrer à Novare ; il fallut se montrer indulgent pour ceux dont la conduite avait été répréhensible pendant la période tragique qu'on venait de traverser.

Les *Scuole Regie* de Novare, qui étaient fréquentées par le externes, avaient une vie distincte et indépendante de celle du *Convitto*. Cette dualité n'était pas sans inconvénients. Le zélé censeur de l'Université de Turin, Viotti, qui toujours poussait et encourageait sans réserve les jésuites, prévenant même leurs désirs, voulait étendre de plus en plus leur influence en les introduisant dans les *Scuole Regie*, au fur et à mesure des postes vacants. Cette pénétration n'était pas du goût des professeurs séculiers qui, payés par le gouvernement, ne sentaient nullement le besoin de se mettre sous la coupe des jésuites ; par leurs intrigues ils firent bien voir leur déplaisir. Néanmoins le *Magistrato della Riforma*, estimant que cette infiltration était trop lente, précipita les événements et le 5 août 1821 nomma le P. Taparelli Préfet des Écoles de Novare⁹². Mais cette décision fut mal accueillie et resta inopérante. Le Préfet en exercice, Delfrate, protesta et put continuer ses fonctions pendant toute l'année scolaire 1821-1822, d'ailleurs nominalement plutôt qu'effectivement. En attendant de pouvoir ranger les *Scuole Regie* sous l'autorité exclusive et incontestée des jésuites, sans perdre haleine, Viotti, toujours hardi, méditant une réforme de l'enseignement dans le Piémont, s'était adressé au P. Taparelli⁹³ afin d'inviter les jésuites de Novare à préparer un nouveau règlement pour les *Scuole Regie* de cette ville. Ce règlement fut approuvé par lettres patentes du roi, du 23 juillet 1822⁹⁴. Il ne comprenait pas moins de 205 articles et semblait fait plutôt pour des couvents, tant il insistait sur les devoirs religieux et sur le rôle de l'autorité ecclésiastique. Le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'il ne péchait pas par excès de discrétion. Il n'est pas inouï, paraît-il, que la police ait eu à rechercher si tel ou tel étudiant se conformait bien à tel ou tel article du règlement. Dans l'intention de Viotti, ce statut devait servir de modèle pour un décret général visant toutes les écoles du royaume. Enfin, le 7 octobre 1822, Delfrate donnait sa démission de Préfet des Écoles de Novare et le P. Taparelli entra en charge sans plus tarder⁹⁵ ; ce fut pour ces écoles le commencement d'une plus grande prospérité.

Le 28 octobre 1822, le roi Charles-Félix, de passage à Novare pour se rendre au Congrès de Vérone, reçut une délégation du *Convitto*.

Vers la fin de 1822, le P. Taparelli fut mêlé à la fondation d'un collège à Chambéry. Les jésuites avaient dirigé dans la capitale de la Savoie jusqu'en 1729 un collège fondé en 1564 par le duc Emmanuel-Philibert. — Un arrêté du gouvernement français du 3 frimaire an XII (25 novembre 1803) avait créé une École secondaire communale, qui fut inaugurée le 1^{er} prairial suivant (21 mai 1804) et installée dans l'ancien couvent de la Visitation⁹⁶, acquis par la ville le 7 février 1804 ; elle devint Collège en 1810-1811 ; puis Collège royal à la fin de 1815 avec un personnel ecclésiastique et laïc. Le 5 février 1821, Joseph de Maistre, qui alors était à la tête de la Grande Chancellerie de Turin, écrivit au richissime général comte Benoît Le Borgne de Boigne : « V. E. se rappelle lpeut-être une conversation où elle me donna quelque latitude à l'égard de l'établissement des Jésuites en Savoie. Mes recherches

ont produit le mémoire ci-joint⁹⁷ que V. E. prendra *ad referendum*. Il me semble que je me porte mieux, mais quand on écrit de son lit, il ne faut pas se vanter »⁹⁸. L'année suivante, le général de Boigne inondait la ville de Chambéry de ses libéralités ; une donation très importante était faite en faveur du collège⁹⁹ ; l'insigne bienfaiteur et la municipalité étaient d'accord pour faire appel aux jésuites. Ce vœu fut soumis au roi, dont le consentement fut obtenu sans peine. Le 13 avril 1822, le syndic (maire) de Chambéry adressa une requête au P. Fortis, général (depuis le 18 octobre 1820) de la Compagnie de Jésus. Le P. Fortis hésita d'abord, car il n'avait que peu de sujets disponibles, surtout parlant le français. Il accepta toutefois après avoir décidé d'y envoyer des Pères appartenant à la province de Suisse. Les patentes royales du 30 juillet 1822 ayant autorisé la ville de Chambéry à recevoir les générosités du comte de Boigne, y compris la somme destinée au Collège, et approuvé la venue des jésuites, le ministre, comte Roget de Cholex, et le P. Général engagèrent les négociations de détail ; enfin le ministre demanda au P. Fortis de déléguer un membre de la Compagnie qui allât voir les choses sur place, pour tout organiser, et avec qui l'on pût se concerter pour les travaux à faire exécuter ; sans quoi l'on risquerait de faire fausse route et de dépenser inutilement. Le P. Fortis acquiesça au désir si légitime qu'on lui exprimait et le 26 octobre avertit le gouvernement que le P. Taparelli se rendrait à Chambéry pour étudier de près la question et s'entendre avec l'administration communale ; le 2 novembre, le ministre fit savoir combien ce choix lui était agréable, vu les mérites distingués du P. Taparelli et le succès avec lequel il s'était déjà occupé de faire aboutir des affaires semblables. Une semaine après, s'adressant au P. Taparelli lui-même, il lui dit que la municipalité se réjouit d'une telle désignation et il lui annonce qu'on a pris toutes les dispositions pour le recevoir chez le chanoine Rochaix, directeur des Dames de la Congrégation de Saint-Joseph. Le P. Taparelli quitta Novare quelques jours plus tard. Il s'arrêta le 25 novembre à Turin. Le P. Grassi, recteur du Collège *del Carmine*, terminait une lettre où il exposait au P. Général le projet caressé par Viotti de confier à la Compagnie le Collège universitaire qui venait d'être fondé à *S. Francesco di Paola*. Le P. Taparelli ajouta un *post-scriptum* pour appuyer chaudement cette proposition. Le bouillonnant censeur lui en parla lui-même, en le priant de la recommander au P. Général. Aussi, le lendemain, à mi-chemin de Suse, le P. Taparelli écrivait au P. Fortis que cette maison d'étudiants serait une pépinière de bons catholiques et il lui faisait remarquer avec clairvoyance que la magistrature, la diplomatie, l'enseignement, etc., partant de l'Université comme d'un centre, corriger celle-ci c'était du même coup porter remède à tout le reste. Ses conseils furent écoutés et l'entreprise décidée. — Il paraît qu'à Turin, en voyant le P. Taparelli, plusieurs personnes s'étaient écrié, avec une franchise peu aimable : « Vous ! pour diriger le premier établissement à Chambéry ! » et qu'ils croyaient avoir la berlue, surtout l'abbé Guala¹⁰⁰. — Le 29 novembre, le P. Taparelli était à Chambéry, où il fut reçu très cordialement par son

hôte (le chanoine Rochaix), l'archevêque et le gouverneur. Il examina les locaux et se déclara satisfait. Après avoir tout préparé, il ne lui restait plus qu'à recevoir les ratifications de l'administration civique et il décida qu'il partirait le 9 ou le 10 décembre de la bonne ville de Chambéry, dont l'esprit religieux, si différent de celui de Novare, l'avait rempli de consolation. Cependant des difficultés ne tardèrent pas à surgir à propos de deux points de règlement auxquels les jésuites tenaient beaucoup : les élèves nouveaux devaient être âgés de moins de douze ans et n'avoir jamais été dans un autre collège. Le général de Boigne avait été chargé de discuter avec le P. Fortis : « Ecco a fronte due generali », écrivait le 12 janvier 1823 à ce dernier le P. Taparelli, de Novare, où il était retourné après avoir aidé la Compagnie à essaimer en Savoie. Finalement tout s'arrangea et le collège s'ouvrit vers la fin de cette année.

En ce même temps, le P. Taparelli fit des démarches pour introduire à Novare des *Ignorantelli* (c'est sous ce joli nom qu'on désignait les Frères des Écoles chrétiennes, sans doute par allusion aux enfants dont ils s'occupaient), mais elles n'aboutirent pas.

Le rectorat du P. Taparelli approchait de sa fin. Le P. Provincial Pavani écrivait le 17 mai 1823 au P. Général : « Il P. Rettore Taparelli veramente è santo, prudente e di maniere le più soavi, unite ad una certa religiosità ». Il ajoutait cependant qu'il manquait peut-être un peu de fermeté à l'égard de ses confrères ; cette timidité était sans doute un effet de la jeunesse du recteur et de sa déférence pour les plus âgés. Toutefois, bien qu'il n'eût qu'une trentaine d'années, le P. Taparelli allait être appelé à une plus haute destinée. Le P. Dassi lui succéda le 15 octobre 1824.

*
* *

Quand, après la tourmente révolutionnaire, la Compagnie de Jésus fut remise sur pied¹⁰¹, le vieux P. Panizzoni¹⁰² ne se contenta pas des maisons déjà obtenues dans la Ville Éternelle : sa gourmandise, bien légitime, le poussait à vouloir aussi l'antique Collège Romain¹⁰³. A cette fin, il fit agir le marquis Patrizi¹⁰⁴, sénateur de Rome, et le prince Altieri, qui présentèrent une supplique au pape. Mais trop d'obstacles s'opposaient à cette restitution et la demande resta sans effet. Le bon Père était persuadé que la réponse serait affirmative ; tellement qu'il avait déjà écrit sur une feuille de papier les noms des sujets qu'il destinait à chacun des cours de cette Université et à chaque emploi domestique. Il fallut attendre. Pie VII étant mort le 20 août 1823, le cardinal Annibal Della Genga fut élu pape le 27 septembre et prit le nom de Léon XII. Le 5 janvier suivant, il promettait le Collège Romain au général des jésuites. Le bruit courut bientôt que dès la prochaine rentrée scolaire, les jésuites y reprendraient leur enseignement. Les Romains ne sont pas habitués à une telle rapidité ; aussi beaucoup d'entre eux restaient-ils sceptiques. Mais les adversaires de la Compagnie sentaient bien que le danger était réel.

L'un d'eux présenta au pape de longues considérations tendant à prouver que pour mille raisons il fallait continuer ce qui se faisait depuis une cinquantaine d'années. Le pape l'écouta jusqu'au bout sans l'interrompre ; à la fin, il lui demanda : « Avez-vous autre chose à dire ? » — « Non, Saint-Père », répondit-il. Le pape le congédia aussitôt. Le 17 mai 1824¹⁰⁵, par le Bref apostolique *Cum multa in urbe*, Léon XII, réalisant ainsi le désir inefficace de son prédécesseur¹⁰⁶, rendait à la Compagnie de Jésus le Collège Romain, avec l'église Saint-Ignace, l'oratoire *Caravita* contigu, les musées, la bibliothèque, l'observatoire, etc... ; il fondait en outre des chaires d'éloquence sacrée et de physique et chimie, et enjoignait l'ordre de publier, en temps voulu, des observations astronomiques « et alia in rei literariæ utilitatem ». C'est le cardinal Pacca qui avait été désigné pour faire, le 1^{er} octobre, la remise du Collège Romain au P. Fortis, général de la Compagnie, mais il eut un empêchement et fut remplacé par le cardinal Pedicini. La cérémonie eut lieu avec toute la pompe qu'on devine ; on échangea des discours en latin. Hélas ! derrière cette belle façade, il y avait, comme en toute chose humaine, les « petits côtés ». Les occupants¹⁰⁷, qui vidaient les lieux à regret, agirent avec mesquinerie, pour entraver plus ou moins l'exécution du Bref pontifical. Le cardinal Pedicini fit, le 11 octobre, un rapport plein d'amertume au pape, à qui il exposa en détail les incidents désagréables survenus dans l'accomplissement de sa mission : on avait essayé de le laisser entièrement de côté, de faire traîner les choses en longueur et de retarder ainsi la réouverture. Certains objets avaient été emportés ; on avait gardé les clefs de plusieurs pièces. La mauvaise volonté de l'économe était évidente. Mais les jésuites n'ont pas exhalé la moindre plainte. Le cardinal demande des instructions précises sur un point particulier : le partage équitable de la pharmacie, objet de contestation de la part du séminaire qui ne voulait rien oublier. Léon XII répondit dès le lendemain, de sa propre main. Il ne s'étonne pas trop que quelques difficultés se soient rencontrées ; en ces circonstances elles étaient presque inévitables. Il se montre assez indulgent pour la mauvaise humeur, trop naturelle, de ceux qui doivent abandonner un si bel établissement. Quant au partage de la pharmacie, qu'on le fasse de manière à contenter les uns et les autres. Il suggère qu'on ait recours à l'arbitrage de Conti : c'est lui qui a visité et reconstitué cette pharmacie l'année précédente ; il est donc parfaitement au courant de la question ; et, indépendamment de sa compétence professionnelle, ses qualités le recommandent tout spécialement¹⁰⁸. Ainsi fut fait. L'inventaire de l'expert Alessandro Conti, commencé avant le 23 octobre, dura jusqu'au 10 novembre. Un travail si consciencieux méritait le succès : l'affaire s'arrangea.

Dans la seconde quinzaine d'octobre, une affiche imprimée, apposée sur les murs de la ville, attirait la curiosité des passants : on annonçait que l'après-midi du second jour du prochain mois de novembre, les cours du Collège Romain reprendraient sous la direction de la Compagnie de Jésus. Les étudiants étaient priés de se faire inscrire « tanto la mattinata dalle ore 14 fino alle ore

17, quanto il dopo pranzo dalle ore 20 fino alle ore 23 »¹⁰⁹. — En effet, le 2 novembre, la *prolusione* (leçon inaugurale) fut lue en présence du Souverain Pontife et de plusieurs cardinaux et prélats ; les classes commencèrent dès le lendemain matin¹¹⁰.

Le corps professoral avait été recruté parmi l'élite de la Compagnie ; les provinces les plus reculées elles-mêmes avaient été mises à contribution pour le fournir. Le P. Taparelli, après avoir fait la profession solennelle, fut nommé recteur de l'illustre établissement supérieur le 8 décembre 1824 : il n'avait que trente et un ans¹¹¹, mais ses supérieurs avaient su apprécier sa rare valeur.

Il n'est pas sans intérêt de connaître le nom de plusieurs collaborateurs de Taparelli qui jouissaient d'une certaine notoriété et dont quelques-uns atteignirent ensuite une réelle célébrité : le préfet des études était le P. Finetti ; parmi les professeurs, le P. Perrone¹¹² enseignait la théologie dogmatique ; le P. Pianciani la physique et la chimie, le P. Grossi la langue grecque. Dans les rangs des auditeurs, on pouvait remarquer un tout jeune homme (il n'avait pas quinze ans) à l'œil vif, à l'intelligence éveillée, pour qui le P. Taparelli avait un certain penchant : il s'appelait Vincenzo Gioacchino Pecci et devait plus tard entrer dans l'histoire sous le nom à jamais mémorable de Léon XIII. Le P. Taparelli le désigna comme répétiteur de philosophie pour le Collège germanique¹¹³. Une lettre du 25 août 1854 nous montre que le futur pape n'avait pas oublié son ancien supérieur¹¹⁴.

Les membres de la Compagnie de Jésus reconstituée depuis dix ans seulement, avaient évidemment reçu des formations bien diverses. On ne pouvait donc espérer dès le début l'uniformité parfaite d'orientation. Aussi les premières années du nouveau Collège Romain furent-elles des années d'observations, d'expériences, de tâtonnements. Avec ténacité le P. Taparelli s'efforça de rendre au Collège sa pureté primitive de doctrine.

A la mort du P. Général Fortis (27 janvier 1829), le provincial d'Italie, nommé vicaire général de la Compagnie, désigna un vice-provincial en la personne du P. Roothaan, mais celui-ci, étant à Turin, fut suppléé en cette charge jusqu'à son arrivée (à la fin de février) par le P. Taparelli, qui était déjà consultant provincial. Le rectorat de ce dernier devait d'ailleurs durer à peine cinq ans. En effet, nommé provincial à Naples, le P. Taparelli quitta le Collège Romain en octobre 1829 et le P. Dassi lui succéda, comme il lui avait déjà succédé à Novare.

C'est au cours de son rectorat du Collège Romain que Taparelli conçut un idéal auquel il resta fidèle toute sa vie et pour la réalisation duquel il commença une action efficace et ininterrompue : la renaissance de la philosophie scolastique.

La philosophie dite *scolastique* parce qu'elle était classique dans les écoles du Moyen Âge, avait brillé d'un éclat incomparable avec saint Thomas d'Aquin (1226-1274), dont le génie avait réussi à lui incorporer la doctrine d'Aristote. Elle n'avait pas tardé à connaître, dans les siècles suivants, une période de décadence, due peut-être, en partie tout au moins, à l'abus de ses méthodes, à ses subtilités exagérées, aux bizarreries de son vocabulaire, et qui fut suivie d'une longue période de léthargie

profonde. Le feu n'était pas tout à fait éteint, il couvait sous la cendre et pouvait être ranimé¹¹⁵. Il y eut parfois des reprises assez brillantes mais sans lendemain. Les dominicains avaient conservé discrètement le thomisme¹¹⁶ qui était pour eux un héritage familial. Parmi les nations d'Europe, l'Espagne plus que toute autre lui fut fidèle, encore qu'elle n'ait guère manifesté cette fidélité par des œuvres de quelque importance. Mais cette vie latente, entretenue presque exclusivement¹¹⁷ dans le silence des monastères, avait toutes les apparences de la mort. A juger les choses dans l'ensemble, on peut dire que la scolastique était à peu près tombée dans l'oubli et l'abandon ; ceux qui la connaissaient, d'ailleurs très mal, affectaient de l'ignorer ou ne lui trouvaient qu'un intérêt rétrospectif : c'était une curiosité historique de plus à classer dans le musée des doctrines. Tout le monde sait que Léon XIII voulut la ressusciter et qu'il y réussit. L'encyclique *Æterni Patris* (1879) fut le point de départ de tout un large mouvement de retour au thomisme. Obéissant aux ordres du Souverain Pontife, les universités catholiques, les séminaires¹¹⁸, les ordres religieux se mirent en devoir d'apporter chacun, à un rythme accéléré, leur contribution à cette œuvre commune de restauration, dont les résultats s'épanouissent aujourd'hui sous nos yeux. On vit surgir toute une floraison de revues spécialisées, de chaires, d'académies, de travaux divers, d'éditions de saint Thomas, etc. Si ces productions ont une grande valeur par leur contenu doctrinal, il n'en est pas moins vrai qu'elles n'offrent guère d'intérêt pour l'historien : à quoi bon recenser les manifestations de ce retour général au thomisme après qu'il eut été déclenché officiellement par le chef suprême de l'Église ? Au contraire, si cette décision de la hiérarchie a été précédée par l'initiative privée de précurseurs, ce sont ceux-ci qui méritent de retenir notre attention. Ces précurseurs ont existé¹¹⁹, et parmi eux, en première ligne, Taparelli, d'abord comme recteur du Collège Romain¹²⁰, puis comme provincial à Naples¹²¹, enfin comme rédacteur à la *Civiltà Cattolica*¹²².

Notons d'ailleurs tout de suite qu'il ne faudrait pas vouloir à tout prix chercher quel est celui « qui a commencé » et, après avoir établi une succession chronologique, s'efforcer de tracer une sorte d'itinéraire intellectuel. En réalité, ces idées de réforme étaient « en l'air ». Souffrant des mêmes maux, plusieurs penseurs ont pu ressentir les mêmes besoins et désirer les mêmes remèdes, sans qu'il y ait eu entre eux de dépendance bien marquée, et même sans que les efforts de certains aient eu une portée réelle. Cependant, l'honneur de la priorité est jalousement revendiqué par tel ou tel groupement spirituel. Quoi qu'il en soit, il importe d'éliminer dès le début des erreurs trop grossières. C'est ainsi, par exemple, que, d'après Gonzalez, « le nom de Gaétan Sanseverino est le premier qui se présente à l'esprit lorsqu'on parle de la restauration de saint Thomas dans l'Italie moderne »¹²³. On pourrait trouver à cette assertion un sens très juste : par l'importance de ses livres, Sanseverino est en effet le plus connu, et comme tel c'est son nom qui se présente le premier à l'esprit. Malheureusement Gonzalez veut dire qu'il a été le premier dans

l'*histoire* même de cette restauration, car il ajoute que c'est sous l'impulsion de Sanseverino qu'ont été écrits certains traités élémentaires qu'il cite. La *Civiltà Cattolica*¹²⁴ n'a aucune peine à réfuter une aussi lourde erreur. — En tenant compte de toutes les données du problème, d'ailleurs assez embrouillé, il semble bien qu'on puisse présenter ainsi le rôle de Taparelli :

A l'époque où Taparelli sortait de l'adolescence, la scolastique était toujours négligée et méprisée et en fait à peu près prohibée. La philosophie chrétienne dévoyée s'était engagée dans un labyrinthe. Chaque professeur avait son propre système, en général plus ou moins inspiré par le cartésianisme. Tout cela constituait un ensemble disparate et déconcertant, une vraie tour de Babel. Lui-même il avait reçu cette instruction chaotique : « Io fui allevato nelle dottrine moderne... »¹²⁵. Ses maîtres, formés aux vieilles écoles, imbus de préjugés contre la philosophie scolastique, avaient subi des influences étrangères à la tradition de l'Église. Il avait pour eux du respect,... un peu comme on en a pour des ruines, mais son intelligence n'était pas satisfaite de leur enseignement ; il s'en contentait faute de mieux, non sans certain malaise plus ou moins inconscient¹²⁶. On aurait pu lui appliquer le verset du Psaume : « *Super omnes docentes me intellexi* » (CXVIII, 99). Il ne pouvait pas non plus recevoir grand'chose des jeunes gens de sa génération, car s'il y en avait parmi eux qui faisaient concevoir les plus belles espérances, leur culture était évidemment bien maigre. Toutefois il est certain que Taparelli novice avait été au moins initié à la philosophie d'Aristote, ce qui oblige à nuancer ce que nous venons d'écrire plus haut. Une poésie latine¹²⁷, composée par lui pendant qu'il était à Gênes¹²⁸ et adressée à Petrucci¹²⁹, nous le prouve ; il s'y amuse de la terminologie scolastique qui devait être bien barbare pour un humaniste tel que Petrucci, mais ce ton plaisant ne permet pas de préjuger quelle estime il pouvait avoir pour la doctrine elle-même.

Suivant son propre témoignage¹³⁰ il se convertit au thomisme en 1825, alors qu'il était recteur du Collège Romain, où l'on avait renoncé à la méthode scolastique depuis le milieu du siècle précédent. Les motifs de ce changement nous sont connus grâce à un opuscule manuscrit, conservé aux archives de la *Civiltà Cattolica*, et intitulé : *Osservazioni sugli studi del Collegio Romano*¹³¹, qui est d'une importance capitale pour la solution du problème qui nous occupe. En voulant faire face aux devoirs de sa charge, Taparelli avait subi une crise de conscience. Il avait touché du doigt les graves inconvénients résultant de la diversité des doctrines adoptées. Chaque année les élèves devront-ils demander à leur nouveau professeur : « Quel vent souffle cette année ? » Devront-ils changer d'opinion d'une demi-heure à l'autre, en changeant de cours ? A quelle comédie n'ont pas assisté les « Méta-physiciens », pour qui de 21 heures à 22 h. 30¹³² les idées sont acquises, à 22 h. 30 deviennent innées pour une demi-heure, et devant qui le professeur proclame en pleine classe : « Notez bien que je vous dis ceci en tant que métaphysicien et cela en tant que physicien » ! Taparelli vit donc clairement la nécessité supérieure de faire l'unité. Après avoir éliminé les différentes hypo-

thèses¹³³, il conclut résolument que la seule voie possible est le retour à saint Thomas ; c'est chez lui une conviction pleinement mûrie. D'ailleurs cette antique et vénérable philosophie est bien celle qui est voulue par les Constitutions de la Compagnie, dont les prescriptions sur ce point sont malheureusement tombées en désuétude. Dans un autre écrit¹³⁴, il donne des directives précises pour les diverses parties de la philosophie, en recommandant certains points particuliers en rapport plus étroit avec la foi ou la science.

Le P. Curci (1810-1891) raconte dans ses *Mémoires*¹³⁵ qu'à son arrivée au Collège Romain, à l'automne 1829, la scolastique y était toujours tournée en dérision et officiellement proscrite et qu'on y enseignait n'importe quoi, à condition de dénigrer ce maudit aristotélisme, désigné sous le nom de *Peripato*. Mais un de ses condisciples, originaire de Turin, Ippolito Marchetti, lui fit en cachette une merveilleuse révélation : la Providence avait fait entrer dans la Compagnie de Jésus un filet du courant de la tradition antique ; lui, Marchetti, avait eu la grâce de le connaître et il était prêt à faire, sous le sceau du secret le plus absolu, l'initiation du jeune Curci ; il ajoutait, pour calmer ses inquiétudes, que les supérieurs étaient consentants, bien plus, qu'ils priaient pour que Dieu leur donnât le moyen de pouvoir communiquer à tous, indistinctement, la doctrine qu'ils osaient à peine, pour l'instant, livrer à quelques-uns comme un produit interdit. D'ailleurs on voyait bien que Marchetti ne parlait pas en son seul nom. De fait, bientôt le P. Taparelli, recteur, fit appeler Curci, et, après plusieurs observations et recommandations, il lui confia pour quelques semaines un manuscrit d'une soixantaine de pages contenant la moelle de la philosophie scolastique, encore bannie, mais qu'il fallait remettre en honneur. La persécution furieuse à laquelle celle-ci se heurtait, ne permettait pas de la propager au grand jour ; il fallait donc, provisoirement, en faire l'objet d'un enseignement ésotérique et recruter ainsi, un par un, des disciples occultes, mais fervents, qu'on soumettait à la discipline de l'arcane. Le P. Curci ajoute que le P. Taparelli avait reçu du P. Serafino Sordi ce mystérieux manuscrit. Taparelli avait été pour la première fois en contact avec Sordi au noviciat de Gênes¹³⁶ en 1816-1817. Ils se retrouvèrent ensuite en 1820 à Novare¹³⁷, où Sordi enseignait les mathématiques. Ils restèrent toujours en relations ; ils avaient l'un pour l'autre une estime et une amitié réciproques. Mais il ne semble pas que les conversations que Taparelli a pu avoir avec Sordi à Gênes et à Novare aient laissé en lui une empreinte durable¹³⁸. En effet, dans la lettre au P. Beckx déjà citée, Taparelli n'indique aucunement ses rapports avec Sordi à l'origine de son acheminement vers le thomisme ; toutes les fois qu'il parle de ce revirement, il l'attribue aux réflexions personnelles qui lui étaient suggérées par l'état d'anarchie intellectuelle où se trouvait le Collège Romain dont il avait la responsabilité. Il existe aux archives de la *Civiltà Cattolica* un opuscule manuscrit¹³⁹ (en deux exemplaires de rédaction légèrement diverse ; j'en ai trouvé une troisième à Fiesole) dont le contenu semble bien correspondre à celui dont parle Curci ;

il est intitulé : *In che consiste essenzialmente quella che chiamasi filosofia degli scolastici*. Quelques indices font supposer qu'il a été composé à Rome vers le milieu de 1829. Les corrections y sont nombreuses. Il est possible que Curci, brochant sur un fond de vérité, ait par erreur attribué à Sordi un travail que celui-ci n'avait fait que revoir. Le souci qui y domine consiste, comme dans la lettre à Rosmini dont il sera question plus loin¹⁴⁰, à trouver une nouvelle confirmation de la scolastique chez les savants et les philosophes modernes les plus en vue. Le nœud de tout le système péripatéticien, d'après l'auteur, n'est autre que le principe de l'hylémorphisme¹⁴¹ ; toutes les conceptions philosophiques ne sont que des applications ou des conséquences de ce principe de la matière et de la forme (nous dirions, d'une façon plus générale, de l'acte et de la puissance).

En 1827, le P. Tomei, titulaire de la chaire de logique au Collège Romain, étant tombé malade, le P. Fortis, général, proposa au P. Pavani, provincial, de nommer à cette chaire le thomiste avéré qu'était le P. Sordi. Dans sa réponse, le provincial se montre perplexe : enlever le P. Sordi de Reggio serait produire là-bas un vide difficile à combler (toutes les administrations connaissent ce tourment, ... si ce mot n'est pas un peu fort ; leurs principes de solution diffèrent) ; d'autre part, on ne sait trop comment suppléer le P. Tomei, et pourtant il le faut bien. En outre, et c'est ceci qui nous importe, si l'on introduisait le P. Sordi au Collège Romain, il s'élèverait un « *gran rumore* », qui serait le fait de deux ou trois professeurs ou même plus, tant était grande la prévention contre le P. Sordi parce qu'il était thomiste¹⁴². Que le général décide donc lui-même. C'est ce que fit le P. Fortis : le malheureux professeur dont l'état de santé laissait à désirer, dut continuer à faire son cours, aidé par d'autres (« *sollevato nella fatica da altri* » ; on ne dit pas en quoi au juste consistait cette aide), pendant l'année scolaire 1827-1828. En 1829 le P. Dmowski lui succéda.

Nous savons déjà que le Collège Romain ne constituait pas un milieu homogène. L'opposition la plus forte que Taparelli rencontra dans ses projets de réforme, venait d'un Belge, le P. Corneille Van Everbrœck. Un autre adversaire acharné de Taparelli était le P. Antonio Ferrarini. C'est lui très probablement qui est visé tout au long d'un opuscule manuscrit de Taparelli, *Osservazioni sulla filosofia*, datant sans doute de 1829 (conservé aux archives de la *Civiltà Cattolica*) ; Taparelli y passe au crible l'enseignement de la métaphysique et il se montre atterré à la vue du précipice où risque de tomber la Compagnie si elle s'abandonne à la liberté effrénée de philosophe ; par une discussion serrée, il défend courageusement sa thèse ; il souhaite qu'on veuille bien se donner la peine d'étudier à fond les anciens pour ce qui est de la logique et de la métaphysique (il spécifie bien qu'il ne s'agit pas de la physique mathématique et expérimentale) et d'essayer de les comprendre, avant que de les honnir.

Peut-être était-ce un bien pour le triomphe même de la scolastique que le P. Sordi n'ait pas été nommé au Collège Romain : il avait reçu de Buzzetti¹⁴³ le thomisme tout fait, sans effort, et

étant, comme on dit vulgairement, tout d'une pièce, il aurait voulu l'imposer de force, sans discernement ni prudence. Très rigide (c'était un défaut de famille, car son frère Domenico l'était autant que lui, sinon plus), un peu fanatique, il aurait compromis la cause du thomisme en le rendant odieux par ses précipitations et ses maladresses. La tactique du recteur Taparelli était lente, mais plus habile et plus sûre : il faisait tomber peu à peu les préjugés, savait attendre et tourner un obstacle au lieu de le heurter de front, il interprétait avec bénignité ce qui était contraire à la doctrine qu'il jugeait vraie, cherchait à concilier le plus possible le thomisme avec ce qu'il y avait de meilleur dans la pensée moderne, en montrant qu'il n'y avait pas entre eux de contradiction, mais plutôt affinité et harmonie. Malgré cette tendance « irénique », il semble bien qu'il ait su toujours éviter tout danger sérieux de syncretisme.

La scolastique avait aussi ses partisans sincères au Collège Romain. Le P. Curi (1771-1846), le 7 mars 1828, en la fête de saint Thomas d'Aquin, parla, non sans chaleur, du Docteur angélique et de sa doctrine. Il eut le malheur de profiter de l'occasion pour rappeler les dispositions législatives, si l'on peut dire, de la Compagnie à sujet. Le P. Van Everbroeck (il est vrai qu'il était professeur de controverses !) se plaignit au P. Général et plaida l'incompétence du P. Curi, qui, étant préfet spirituel, n'avait pas à donner de directives aux professeurs.

Le 28 novembre 1828 Rosmini arrivait à Rome, où il demeura jusqu'au début de l'été. Il était lié avec le marquis Cesare D'Azeglio, mais il n'avait pas encore fait la connaissance de son fils jésuite, malgré le vif désir qu'il en avait¹⁴⁴. Ce plaisir lui fut bientôt accordé, car une lettre datée de Rome, 4 février 1829, à Cesare nous apprend qu'ils se fréquentaient¹⁴⁵. A cette époque Rosmini était lui aussi entiché de saint Thomas¹⁴⁶. Aussi n'est-il pas étonnant que Taparelli se soit tourné vers lui pour avoir des éclaircissements sur la théorie péripatéticienne de la matière et de la forme ; c'est l'objet d'une lettre qu'il envoya le 19 juillet 1829 à Albano, où Rosmini était en villégiature¹⁴⁷. Il commence par dire que les obligations de sa charge le forcent souvent à s'occuper d'études, non spéculativement, mais plutôt du point de vue pratique. Il en vient à parler de la matière et de la forme, malheureusement bannies ; mais il croit découvrir çà et là chez les auteurs les plus récents des aveux implicites : les agents, les forces chimiques, le principe vital, la synergie, etc. qu'on trouve si fréquemment chez les auteurs les moins matérialistes, ne sont-ils pas l'équivalent du fameux principe actif des scolastiques ? On a beau dire que cela n'exprime qu'un fait et non une cause : le fait suppose la cause. Il faudrait donc extraire des auteurs en vogue toutes les confessions de ce genre : on verrait alors que de la forme on nie plutôt le nom que la réalité. Il demande là-dessus l'avis de Rosmini et le prie de lui indiquer en quels auteurs il conviendrait de rechercher ainsi le principe hypermécanique. Enfin, il s'excuse de troubler les vacances de Rosmini, mais il ne peut attendre son retour à Rome, car les circonstances exigent la réponse la plus prompte¹⁴⁸. Celle-ci ne se fit pas attendre :

PLANCHE IV
(voir p. 25)

Décret du 15 février 1810, nommant Taparelli à l'Ecole de Saint-Germain
(Archives Nationales, AF iv 436, pl. 3272, n. 2.)

à Paris, le 15 février 1810

Napoléon Empereur des Français, Roi d'Italie,
Protecteur de la Confédération du Rhin, etc.
Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 2

Sont nommés Elèves pensionnaires à l'Ecole
spéciale de St. Germain les Srs :

1. M. Taparelli (nommé) 25
2. M. de la Roche (nommé) 25
3. M. de la Roche (nommé) 25
4. M. de la Roche (nommé) 25
5. M. de la Roche (nommé) 25
6. M. de la Roche (nommé) 25
7. M. de la Roche (nommé) 25
8. M. de la Roche (nommé) 25
9. M. de la Roche (nommé) 25
10. M. de la Roche (nommé) 25
11. M. de la Roche (nommé) 25
12. M. de la Roche (nommé) 25
13. M. de la Roche (nommé) 25
14. M. de la Roche (nommé) 25
15. M. de la Roche (nommé) 25
16. M. de la Roche (nommé) 25
17. M. de la Roche (nommé) 25
18. M. de la Roche (nommé) 25
19. M. de la Roche (nommé) 25
20. M. de la Roche (nommé) 25
21. M. de la Roche (nommé) 25
22. M. de la Roche (nommé) 25
23. M. de la Roche (nommé) 25
24. M. de la Roche (nommé) 25
25. M. de la Roche (nommé) 25
26. M. de la Roche (nommé) 25
27. M. de la Roche (nommé) 25
28. M. de la Roche (nommé) 25
29. M. de la Roche (nommé) 25
30. M. de la Roche (nommé) 25
31. M. de la Roche (nommé) 25
32. M. de la Roche (nommé) 25
33. M. de la Roche (nommé) 25
34. M. de la Roche (nommé) 25
35. M. de la Roche (nommé) 25
36. M. de la Roche (nommé) 25
37. M. de la Roche (nommé) 25
38. M. de la Roche (nommé) 25
39. M. de la Roche (nommé) 25
40. M. de la Roche (nommé) 25
41. M. de la Roche (nommé) 25
42. M. de la Roche (nommé) 25
43. M. de la Roche (nommé) 25
44. M. de la Roche (nommé) 25
45. M. de la Roche (nommé) 25
46. M. de la Roche (nommé) 25
47. M. de la Roche (nommé) 25
48. M. de la Roche (nommé) 25
49. M. de la Roche (nommé) 25
50. M. de la Roche (nommé) 25
51. M. de la Roche (nommé) 25
52. M. de la Roche (nommé) 25
53. M. de la Roche (nommé) 25
54. M. de la Roche (nommé) 25
55. M. de la Roche (nommé) 25
56. M. de la Roche (nommé) 25
57. M. de la Roche (nommé) 25
58. M. de la Roche (nommé) 25
59. M. de la Roche (nommé) 25
60. M. de la Roche (nommé) 25
61. M. de la Roche (nommé) 25
62. M. de la Roche (nommé) 25
63. M. de la Roche (nommé) 25
64. M. de la Roche (nommé) 25
65. M. de la Roche (nommé) 25
66. M. de la Roche (nommé) 25
67. M. de la Roche (nommé) 25
68. M. de la Roche (nommé) 25
69. M. de la Roche (nommé) 25
70. M. de la Roche (nommé) 25
71. M. de la Roche (nommé) 25
72. M. de la Roche (nommé) 25
73. M. de la Roche (nommé) 25
74. M. de la Roche (nommé) 25
75. M. de la Roche (nommé) 25
76. M. de la Roche (nommé) 25
77. M. de la Roche (nommé) 25
78. M. de la Roche (nommé) 25
79. M. de la Roche (nommé) 25
80. M. de la Roche (nommé) 25
81. M. de la Roche (nommé) 25
82. M. de la Roche (nommé) 25
83. M. de la Roche (nommé) 25
84. M. de la Roche (nommé) 25
85. M. de la Roche (nommé) 25
86. M. de la Roche (nommé) 25
87. M. de la Roche (nommé) 25
88. M. de la Roche (nommé) 25
89. M. de la Roche (nommé) 25
90. M. de la Roche (nommé) 25
91. M. de la Roche (nommé) 25
92. M. de la Roche (nommé) 25
93. M. de la Roche (nommé) 25
94. M. de la Roche (nommé) 25
95. M. de la Roche (nommé) 25
96. M. de la Roche (nommé) 25
97. M. de la Roche (nommé) 25
98. M. de la Roche (nommé) 25
99. M. de la Roche (nommé) 25
100. M. de la Roche (nommé) 25

*Le ministre des Cultes du
Roi, Joseph Capelle de
Lyon, appelé à l'ins-
truction de l'École
militaire de Strasbourg
il effectue la tâche
assignée à son poste dans
son 13^e voyage par le
rapport de ce jour
au Ministre des Cultes*

Ministère des Cultes

Rapport

A S. M. l'Empereur et Roi,
Protecteur de la Confédération du Rhin, &c. &c. &c.

Au palais de Fontainebleau,
le 22. 8^{bre}. 1810.

Paris, le 20 8^{bre} 1810

Assisté

N

De

*Exp. le 8^{bre} du 8^e
M. de Laquiere de
des cultes*

P

Par un décret du 15 février dernier Votre Majesté
a appelé à l'école militaire de Strasbourg le 1^{er} Prosper

elle est datée du 22¹⁴⁹. En dépit de sa longueur démesurée, elle ne dut guère être utile au destinataire : Rosmini se déclare pleinement de son avis, mais, quand il s'agit de dire quels auteurs il faudrait lire pour y recueillir des affirmations concordantes, il se contente de diviser les philosophes en matérialistes et idéalistes et de poser qu'en chacune de ces deux classes on pourrait puiser des témoignages intéressants, sans citer de noms propres ! Ne nous étonnons donc pas que l'anthologie projetée par Taparelli n'ait jamais vu le jour.

En ce même mois de juillet 1829, la province d'Italie eut un nouveau chef en la personne du P. Sineo della Torre : c'était un ennemi déclaré de l'aristotélisme. On peut deviner la guerre qu'il avait l'intention de lui faire, en lisant la lettre envoyée l'année précédente au P. Ferrarini¹⁵⁰, un autre ennemi d'Aristote que nous connaissons déjà¹⁵¹. Certes, il ne manque pas de franchise ni de vigueur ! Du coup, le temps de rectorat de Taparelli est révolu ; Taparelli avait lancé la campagne ; il pouvait s'en aller à Naples, car il laissait des continuateurs. Ceux-ci dépassèrent la mesure. L'ancien recteur déplora leur intempérance de langage ; à Rome il avait déjà souffert beaucoup d'excès de ce genre, qui avaient peut-être empêché le bien de se faire. Après son départ, la scolastique ne fut pas en régression au Collège Romain, mais bien plutôt en progrès assez accusé, encore que l'opposition ne désarmât pas.

Peut-être n'est-il pas téméraire de penser que la victoire splendide remportée par le thomisme vers la fin du siècle à la suite de l'encyclique *Æterni Patris* de Léon XIII, a eu son lointain point de départ dans l'activité déployée par Taparelli sous les yeux du jeune Pecci, élève au Collège Romain¹⁵². Taparelli aurait ainsi, sans le savoir, inspiré, ne fût-ce que pour une faible part, l'acte pontifical qui eut une répercussion si profonde sur la culture ecclésiastique contemporaine.

CHAPITRE III

Le provincial de Naples et le professeur à Palerme

Réforme de l'enseignement. — Le thomisme à l'honneur. — L'organisation scolaire. — Les collèges de Bénévent et de Lecce. — L'inspection du P. Ferràri. — Taparelli déchargé de ses fonctions.

Taparelli professeur. — L'épidémie de choléra de 1837. — Massimo D'Azeglio en Sicile. — Visite du czar : Taparelli indésirable.

La Province napolitaine avait été détachée de la Province d'Italie le 11 janvier 1822. Elle eut pour premier Provincial le P. Vulliet, auquel succéda le P. Taparelli au début d'octobre 1829¹. A peine nommé, Taparelli vint s'installer au *Gesù Nuovo*. Il était précédé d'une réputation déjà grande ; aussi les Napolitains lui firent-ils bon accueil. Il semblait que tout irait bien. La première chose dont il eut à s'occuper fut la réforme de l'enseignement. Il souffrait de voir la philosophie chrétienne désorientée et les conséquences qui en résultaient ; il estimait que seul le thomisme était capable de régénérer le monde malade ; il voulut donc donner une vigoureuse impulsion aux études thomistes. Ainsi, incorrigible et intrépide, malgré les déboires du Collège Romain, il revint à la charge ; l'expérience semblait ne lui avoir rien appris. Il avait un programme précis : ramener tout aux règles énoncées par la *Ratio studiorum*, malheureusement trop délaissées. A cette fin, il commença par dissoudre le scolasticat établi par son prédécesseur et envoya les jeunes étudiants à Rome ; il y avait parmi eux, en rhétorique, Matteo Liberatore, qui devait devenir un philosophe célèbre. Ce petit coup d'État ne plut pas à tout le monde. Au début de l'année scolaire suivante, en octobre 1830, le scolasticat de Naples fut ouvert de nouveau. Taparelli alla lui-même reprendre ses sujets à Rome. Entre temps, il avait éloigné du *Collegio Massimo* (je le nomme ainsi par anticipation, car il ne fut appelé *Massimo* qu'en 1832) certains professeurs. Ainsi le meilleur professeur de philosophie, Biagioli, avait été mis à la tête du collège de Bénévent en novembre 1829. On en devine la raison : il était trop enclin aux théories modernes ; *promoveatur ut amoveatur*. Taparelli, qui disposait de jeunes collaborateurs gagnés à la scolastique, leur confia les chaires à pourvoir. Giuseppe De Rosa (né en 1803) eut celle de logique ; — celle de métaphysique échut à Enrico Borganelli (né en 1805), qui avait été élève du Collège Romain sous Taparelli et qui par ses manières enjouées savait rendre agréable une matière aride ;

on aurait pu le surnommer *Doctor Jucundus* ; — Giuseppe Agostino Castello (né en 1807), exceptionnellement doué, avait lui aussi étudié au Collège Romain du temps de Taparelli ; tout en enseignant à Naples la physique et les mathématiques, il fut un défenseur enthousiaste du thomisme ; malheureusement la mort vint le prendre à l'âge de vingt-sept ans. — Le fougueux P. Domenico Sordi² professa l'éthique et le droit naturel ; il passait pour être le porte-parole de son frère Serafino resté dans l'Italie du nord. Il fut la cheville ouvrière dans l'œuvre de propagande thomiste. Sa chambre devint un point de ralliement, un sanctuaire où le culte de saint Thomas pouvait s'exercer en sécurité : on y apportait des chaises ; si celles-ci ne suffisaient pas, on s'asseyait sur le lit ; à sept ou huit, on y passait trois ou quatre heures par jour à lire les *Complutenses*³. Là au moins le thomisme était vengé ; on s'en donnait à cœur joie. Cet enseignement acroamatique livré en marge de la règle comme une marchandise de contrebande, fut jugé inopportun et dangereux par certains. En effet, on pouvait discerner deux partis dans la Province napolitaine : des conservateurs, gens d'âge assez mûr pour ne plus vouloir s'adapter aux nécessités de l'heure présente, s'accrochant avec ténacité au *statu quo* qui avait permis de vivre jusqu'alors et au sacrosaint principe : *quieta non movere*, résistant par conséquent à toutes les innovations, y compris celle qui consistait à faire renaître le lointain passé. A quoi bon exhumer le cadavre de la scolastique ? De l'autre côté, le parti du mouvement ; mais en allant de l'avant, les progressistes, dans leur impatience, manquaient parfois de mansuétude (ils traitaient les antipéripatéticiens de *mezzi uomini*) ; D. Sordi, qui, aux yeux de tous, en était comme l'incarnation et le symbole, se rendait antipathique par son sectarisme. Il se croyait une mission. Son audace me rappelle... de très loin, celle des *Circoncillions*, *salva reverentia*. Il devint vite le point de mire des critiques. On le disait trop bien vu du Provincial, protégé par lui, le suivant comme son ombre et exerçant sur lui une certaine influence, allant jusqu'à le faire tomber dans la partialité. C'était à tort sans doute. Taparelli était un homme circonspect, ne cédant pas à la première impression ; il savait juger les choses avec sérénité ; il écoutait volontiers les conseils donnés librement par ceux qui n'étaient pas de son avis et il en tenait compte ; on eût dit qu'il avait adopté la règle de conduite dictée par saint Louis à son fils Philippe : *stes potius pro causa adversarii tui, donec constet tibi de veritate*. Ses décisions étaient le fruit d'une sérieuse réflexion. Il désapprouvait l'intransigeance du P. D. Sordi et il dut sans doute plus d'une fois contenir et modérer son ardeur⁴. Il l'aimait mais ne le suivait pas aveuglément ; de Sordi il aurait pu dire ce qu'Aristote disait (mais en grec sûrement !) de Platon : *amicus... sed magis amica veritas* ; en l'occurrence la vérité c'étaient les limites à garder normalement pour ne pas manquer à la charité fraternelle. Quoi qu'il en soit, c'est le brouillon P. D. Sordi qui, malgré sa bonne volonté, est principalement responsable de l'échec partiel du plan de réintégration thomiste imaginé par Taparelli. L'illuminisme est toujours néfaste. L'intolérance de Sordi étant devenue elle-

même intolérable⁵, les plaintes des mécontents affluèrent à Rome auprès du Général ; la paix domestique était troublée.

Trois monographies inédites de Taparelli datent à peu près de cette époque⁶. La première, intitulée : *Parallelo sinottico delle dottrine liberali in Filosofia, in Politica, in Religione*, n'est que le développement d'une esquisse faite en 1824 : *Parallelo di Principii Giansenisti e Liberali*. L'auteur montre que toutes les erreurs sont apparentées. Le second opuscule, *Dialogo filosofico*, vraisemblablement de 1832, a pour personnages : le comte de Maistre, la nouvelle philosophie du xix^e siècle, l'atomisme du xviii^e, le « 1150 » (c'est-à-dire l'auteur des *Dialoghetti*, Monaldo Leopardi, père de Giacomo) et l'expérience. C'est un plaidoyer pour les doctrines péripatéticiennes. Le troisième écrit, légèrement postérieur aux précédents, est une ébauche incomplète de cours élémentaire de philosophie moderne. Taparelli recueille les vérités éparses chez les spiritualistes ; il ne dédaigne pas certaines expressions éclectiques à la mode, mais ce n'est qu'un artifice pour mieux insinuer les principes de l'aristotélisme.

Le P. Général Roothaan se montrait satisfait des thèses inculquées aux étudiants de Naples ; mais le noyau thomiste napolitain ne le fut peut-être pas autant de lui. En 1820, la vingtième Congrégation générale, la première depuis le rétablissement de la Compagnie, avait remis en vigueur toutes les constitutions anciennes et chargé le Général de revoir l'antique *Ratio studiorum* de 1599 pour l'adapter aux besoins actuels ; mais le P. Fortis n'eut pas le temps de mener à terme ce travail⁷. En 1829, la vingt et unième Congrégation (decr. 15) confia la même tâche au nouveau Général, le P. Roothaan. A cet effet, celui-ci réunit une commission spéciale qui élaborait un rapport : *Observationes quibus innititur accommodatio Rationis studiorum*⁸. Le P. Taparelli, comme les autres Provinciaux, envoya son avis sur le schéma de la nouvelle *Ratio*. Il existe aux archives des jésuites de la province de Naples un long mémoire en latin, écrit par un professeur du *Collegio Massimo*, par ordre du Provincial : c'est une mise en garde contre le mal irréparable qu'on allait commettre si l'on ne s'en tenait pas fidèlement à l'antique philosophie. La *Ratio* du P. Roothaan, par l'importance donnée à la théologie spéculative et par le respect qu'elle recommandait pour le Docteur Angélique⁹, favorisait le thomisme ; mais ce n'était vraiment pas assez pour les thomistes purs. Taparelli fut déçu.

Une question qui se posait à Naples était celle du manuel de philosophie qu'il convenait d'adopter après avoir supprimé les manuels en usage, car un cours dicté ne suffisait évidemment pas. On délibéra. Enfin, le P. Borgianelli fut invité à composer un cours à l'aide des notes dont il se servait en classe. Le texte fut rédigé à la hâte, et il y eut quelques intrigues pendant la revision. Le P. Roothaan fit savoir qu'il ne le jugeait pas assez au point pour être imprimé. C'était en effet une compilation un peu indigeste. — Nous savons que pendant son provincialat de Naples, Taparelli avait raflé tous les exemplaires de Goudin¹⁰ qu'il avait pu trouver chez les bouquinistes, mais qu'aussitôt après son

départ, en 1833, ils furent condamnés à un *auto da fé*. En y repensant, il en riait encore dix-sept ans plus tard¹¹ !

Parmi les griefs faits à la cellule thomiste de Naples, il y avait l'accusation de bannésianisme¹². Pouvait-il y avoir plus grave injure pour des jésuites ? Taparelli s'empessa d'affirmer qu'il en avait toujours entendu parler « avec horreur » (*con orrore*). Le P. Borgianelli entra lui aussi en lice et fit sagement remarquer que si à Naples on était disciple de saint Thomas, on ne l'était pas pour autant des auteurs thomistes, qui souvent l'ont mal compris. Pour cette fois on fut quitte. Le procès de tendances aboutit à un non-lieu. Mais les escarmouches répétées ne présageaient rien de bon.

Donnons maintenant un coup d'œil au reste de l'organisation scolaire. Les locaux des diverses classes inférieures du collège étant trop dispersés, il convenait de les grouper. Pour subvenir aux frais, François I^{er} donna un subside de mille ducats qui, certes, n'avait pas été mendié par le Provincial, car dès son arrivée à Naples, Taparelli avait pris la résolution de ne jamais rien demander aux Bourbons. Mais les nouvelles salles manquaient de fenêtres et devinrent de véritables fours crématoires pendant l'été, d'où mécontentement bien légitime des familles. — Pour les élèves d'humanités et de rhétorique, il fut décidé qu'on donnerait de préférence des sujets de devoirs attrayants par leur actualité. — On eut recours à quelques petites industries pour exciter l'émulation des élèves. — On publia des coutumiers. — Le P. Taparelli veillait lui-même personnellement au détail des études.

La population scolaire était d'environ huit cents élèves, mais très inégalement répartis, beaucoup moins nombreux dans les hautes classes. L'aristocratie ne se sentait guère attirée vers le Collège des jésuites parce que celui-ci, étant gratuit, était fréquenté par des élèves de toute condition. On redoutait aussi de voir les enfants trop poussés à la dévotion. Un certain nombre d'élèves émigraient chaque année après avoir terminé leurs classes de grammaire, car les parents estimaient bien inutile de pousser plus loin leurs études littéraires, leur seule ambition étant de faire obtenir à leurs fils un emploi quelconque dans une administration, ce qui était chose facile. On trouvait que la langue maternelle et les sciences étaient trop négligées. Les mathématiques étaient enseignées en latin. Les professeurs, en dépit de leur réelle valeur, manquaient le plus souvent de brillant extérieur. Enfin, on n'avait pas grande vénération pour des noms célèbres, tels que celui de Galluppi¹³.

Le *Convitto dei Nobili*, dû au Provincial précédent, fut ouvert par le P. Taparelli le 3 novembre 1829 (il comprenait alors six internes ; leur nombre s'éleva ensuite jusqu'à vingt-deux au cours de cette année et à trente-sept l'année suivante) et inauguré solennellement le 3 décembre en présence du cardinal Luigi Ruffo et de l'élite de la société napolitaine. Taparelli vint y installer sa demeure. Les pensionnaires du *Convitto* avaient des classes particulières, distinctes de celles des externes du Collège. Le *Con-*

villo n'ayant pas de maison de campagne, le Provincial autorisa des promenades et des excursions hebdomadaires. Le 6 avril 1831, S. M. Ferdinand II vint visiter le *Convitto* ; à cette occasion, il rétablit la décoration du *Lys d'Or*. Le roi se rendit ensuite aux locaux de *San Sebastiano* et au *Gesù Nuovo*¹⁴.

Taparelli avait la manie inquiétante de commander des travaux dont on ne voyait jamais la fin : on construisait, démolissait, reconstruisait ; un vrai travail de Pénélope qui obligeait à contracter de fortes dettes. Il rêva de fonder une *Casa Professa*, mais dut y renoncer. Il eut un jour l'idée d'ouvrir une rangée de boutiques en creusant le mur de la rue *San Sebastiano* et de les louer pour en tirer profit. Certains eurent peur que le mur ne s'écroulât et les choses en restèrent là. Pendant qu'on préparait à *San Sebastiano* les locaux destinés au noviciat qui devait y être transféré, surgit une bonne aubaine : le gouvernement proposait spontanément à la Compagnie le couvent et l'église *San Vincenzo alla Sanità*, confisqués après la conjuration du frère Angelo Peluso¹⁵. L'offre était tentante mais l'acceptation délicate, vu les circonstances. On trouva donc un prétexte pour refuser.

L'apostolat des jésuites à Naples avait pour caractéristique le ministère exercé parmi les humbles. C'est ainsi qu'ils se chargèrent de l'instruction catéchistique et du soin spirituel de cette œuvre admirablement conçue qu'était le *Reale Albergo dei Poveri*, dans les vastes bâtiments du *Reclusorio*, véritable cité de la misère. — On rétablit la *Missione urbana*, qui consistait à s'en aller prêcher sur les places publiques ; le résultat fut très consolant : de nombreuses conversions furent le fruit de cette évangélisation de plein air. On reconstitua aussi la Congrégation de la *Sciabica*, dont le but était de gagner les âmes (d'où son nom signifiant : filet de pêcheur) grâce à l'action bienfaisante exercée par des gens du bas peuple sur des individus de même condition, dans des milieux où les religieux n'auraient pu pénétrer.

Il faudrait dire un mot de la procession qui se déroulait à l'occasion de la fête de saint Ignace de Loyola, l'un des patrons de la ville et du royaume de Naples : chaque année, on portait solennellement la statue d'argent de saint Ignace, encadrée par des officiers de la garde royale, du trésor de *San Gennaro* au *Gesù Nuovo*, et quelques jours plus tard on la reconduisait au *Duomo* avec la même pompe. L'armée, à pied ou à cheval, et les élèves des écoles tenues par les jésuites y participaient. Le Provincial marchait au milieu de l'État-major. Les musiques militaires exécutaient leur répertoire et au *Gesù* jouaient l'hymne composé par Taparelli (et non par Bonanno, comme certains l'ont dit), avec les paroles de Borghi. Il paraît que la piété des enfants et même celle des soldats touchaient jusqu'aux larmes les spectateurs.

Bénévent était sur le territoire de la province de Naples, et par conséquent sous la juridiction du P. Taparelli. A la différence du clergé local, le cardinal Bussi, archevêque, manifestait aux jésuites une sympathie sans bornes et une confiance aveugle ; en toutes choses il prenait leur avis et le suivait. Il n'y avait pas de moyen plus sûr pour leur faire des ennemis, car c'est naturellement sur eux que retombait l'odieux de ses décisions. Les cha-

noines, que le cardinal laissait de côté¹⁶, dépités de voir leur rôle de conseillers usurpé par d'autres, étaient particulièrement bellicieux. Des jeunes gens, éconduits par les Pères, étaient furieux de ce que, n'étant pas admis aux ordres, ils étaient astreints au service militaire¹⁷; ce fait, à lui seul, prouve que le jugement porté sur leur vocation par les jésuites était assez éclairé. La population s'en mêlait. On allait jusqu'à rendre les jésuites responsables des fautes d'orthographe de leurs élèves. On trouva des médecins complaisants pour décrier leur système pédagogique du point de vue hygiénique; ce grief était sans doute un peu forcé, mais il n'est tout de même guère facile d'admettre que le mauvais état sanitaire était imputable au climat, « *cælo humido et caliginoso* »¹⁸ ! Au cours de l'année 1831, cette aversion empira. Le cardinal Bussi avait chargé les jésuites de diriger en fait son séminaire, tout en laissant à la tête de l'établissement un recteur séculier qui ne fût qu'un prête-nom; mais bientôt celui-ci voulut goûter la douceur du pouvoir; de là des heurts, des incidents. Certains exploitèrent la situation pour envenimer les choses et semer la zizanie. On nota un revirement chez le cardinal. Cela ne pouvait durer. Les Pères préférèrent cesser leur ingérence et se retirer tout à fait du Séminaire. Mais le recteur, laissé à lui-même, était absolument incapable de gouverner la maison, qui fut bientôt la proie d'un beau désordre. La faute en retomba sur les jésuites qui n'étaient plus là ! On les transforma en boues émissaires. A tout cela s'ajoutaient de vieilles difficultés, toujours pendantes, avec une confrérie laïque qui avait son siège dans leur église et une contestation au sujet de la commende de Sainte-Sophie. Sur ces entrefaites, Grégoire XVI ayant supprimé l'impôt sur le vin, dont la recette revenait en partie au Collège, le conseil municipal profita de l'occasion pour couper les vivres aux jésuites en leur refusant désormais toute subvention, ce qui les réduisit à une réelle pauvreté. Les *carbonari* attisaient la haine contre eux. On leur fit comprendre qu'on souhaitait leur départ¹⁹. Les moyens employés étaient suffisamment clairs : on apposait des affiches sur les portes du Collège, où l'on menaçait les Pères des pires supplices et où l'on avait représenté les armes qui serviraient au massacre. La populace, si crédule dans l'Italie méridionale, faisait courir le bruit que le Collège était miné et qu'on le ferait sauter; ou bien qu'on y ferait irruption la nuit pour s'emparer des immenses richesses qu'on le supposait recéler²⁰. Il ne faudrait pas s'imaginer que tous les habitants de la bonne ville de Bénévent nourrissaient à l'égard des jésuites des sentiments aussi dépourvus d'aménité : la partie la plus saine des citoyens les aimait et exaltait leurs mérites. D'ailleurs cela n'était pas nouveau. La Compagnie de Jésus a toujours été un signe de contradiction; c'est là, pour ainsi dire, une clause prévue dans le testament de son fondateur.

Vers cette même époque, plusieurs villes s'adressent aux jésuites pour leur demander de fonder des collèges. Ainsi Foggia, encore sous le coup de l'enthousiasme suscité par une mission que les Pères venaient d'y prêcher, se déclare prête à les recevoir pour leur confier l'éducation de ses enfants, mais la souscription ouverte

pour recueillir l'argent nécessaire ne rapporte rien. Lecce avait, pour le même objet, commencé des négociations qui étaient en suspens depuis longtemps. En 1831, un rapport minutieux, faisant miroiter des conditions très avantageuses, fut présenté à Taparelli. Celui-ci, ayant dû faire, à l'automne, un voyage à Tarente, décida de se rendre à Lecce. Dès qu'on apprit son arrivée imminente, ce fut une explosion spontanée de joie indescriptible, que notre esprit plus froid comprend difficilement. Toutes les classes de la société rivalisèrent dans cette démonstration de respect et d'affection. L'évêque, le chapitre, les représentants de la municipalité et du gouvernement provincial, les notables, vinrent à sa rencontre, en une magnifique cavalcade, suivie d'une foule innombrable. Taparelli distribuait les remerciements, les encouragements, les promesses ; il espérait que l'autorisation royale sollicitée par Lecce depuis deux ans, ne tarderait plus à être octroyée. Elle fut accordée un an après, en octobre 1832. Taparelli retourna donc à Lecce au début de décembre 1832 pour prendre possession du Collège. Il s'était fait accompagner de deux « scolastiques », Antonio Veneziani, pour examiner la situation financière, et Gianbattista Jazeolla, ancien architecte, pour aviser aux travaux de restauration. La subvention annuelle de quinze cents ducats fut jugée très insuffisante. Taparelli déclara que si l'on n'augmentait pas cette somme, il repartirait aussitôt. Le conseil municipal l'assura que le Collège avait en caisse deux mille ducats. Taparelli se contenta de cette affirmation, mais quand on eut pris possession du Collège, on n'y trouva pas un centime : tout était disparu. Le bon Père protesta, mais ne reçut que de belles paroles. Les plans de Jazeolla furent agréés par qui de droit et bientôt on se mit à l'œuvre. Pendant ce temps, pour établir dès le principe et intégralement les méthodes propres de la Compagnie sans rencontrer d'obstacles, Taparelli eut recours au procédé de la *table rase* : il licencia tout le personnel enseignant et aussi tous les élèves, dont la moralité, en général, laissait d'ailleurs à désirer. On devine si cette mesure draconienne fut bien accueillie. Les professeurs, se voyant à l'improviste privés de leur gagne-pain, donnèrent libre cours à leur instinct de conservation, qui s'exprima par des imprécations et des menaces. Jusqu'à preuve du contraire et pour autant qu'on puisse juger ces choses à distance, reconnaissons franchement que Taparelli avait tort et que sa façon d'agir manquait non seulement d'élégance, mais aussi d'équité. Il était sans doute de bonne foi et s'abritait derrière l'intérêt général, à qui l'on pourrait si souvent appliquer l'apostrophe célèbre de M^{me} Roland à la liberté : « Que de crimes on commet en ton nom ! ». Quant aux familles, elles se répandirent en réclamations véhémentes, trouvant que les droits les plus sacrés des parents étaient violés. Elles opinaient qu'on aurait pu au moins faire un essai, au lieu de se livrer à cette expulsion universelle. On laissa crier les professeurs. Aux familles on répondit que le lycée de Bari était assez grand pour recevoir les élèves renvoyés du collège de Lecce. Taparelli offrait généreusement de payer les frais qui en résulteraient et, pour faciliter les choses, il alla lui-même à Bari s'aboucher avec la direction du lycée.

Les familles, pour la plupart, semblèrent accepter cette proposition, mais quand l'heure vint de la mettre en pratique, elles se montrèrent récalcitrantes. Il fallait donc tenter autre chose. Taparelli et ses compagnons quittèrent l'évêché où ils résidaient, et allèrent s'établir au collège, certains que sous leur discipline de fer les élèves auraient d'eux-mêmes demandé à partir. Par malheur, les élèves se pliaient très docilement ! Taparelli, résolu à s'en défaire à tout prix, prescrivit un examen sévère pour les classer suivant leur valeur. Le résultat de cet examen fut désastreux : tous, sauf deux que Taparelli garda comme ses propres élèves de logique et qu'il confia à Jazeolla pour les mathématiques, furent relégués dans les classes élémentaires de grammaire. Cette fois-ci, les familles irritées durent céder. — Restait l'affaire de l'ancien corps enseignant qui ne se décidait pas à admettre la solution si simple qu'on lui imposait. Les professeurs n'avaient aucunement l'intention de démissionner et un beau jour, après s'être concertés, ils envahirent le Collège, forcèrent le portier à donner le signal habituel et allèrent chacun à sa classe comme pour y faire le cours. On les invita poliment à se retirer et à ne pas se mettre dans un mauvais cas par une violation si flagrante de domicile. Ils répondirent qu'ils ne renonceraient à leur chaire qu'après en avoir été dépossédés par l'autorité royale. (Du point de vue juridique cette position était insoutenable, car le roi, en confiant aux jésuites le collège, les avait laissés libres d'organiser toutes choses comme ils l'entendaient²¹, mais *summum ius, summa iniuria*). Ils continuèrent à occuper les lieux. On dut appeler la force publique pour faire évacuer le Collège.

Il y avait près de trois mois que le Provincial était à Lecce ; sa présence étant nécessaire à Naples, il regagna la capitale, après en avoir fait venir le P. Pedemonte pour le remplacer. Les dépenses engagées étaient considérables et les revenus très maigres. Taparelli était à peine parti que le Ministère de l'Instruction publique enjoignait aux jésuites de payer à l'ancien personnel la moitié de son traitement. Il fallut recourir à un emprunt. S. M. Ferdinand II étant venu à Lecce, visita le Collège, mais le bienveillant intérêt dont il daigna l'honorer ne releva pas les finances. Pedemonte allait toujours de l'avant. Acculé à la faillite, il écrivit des lettres pressantes à son Provincial. Celui-ci ne donnait pas signe de vie : nous allons en voir la raison.

Pour l'exposé de ces faits, nous avons surtout suivi Volpe (*op. cit.*), mais dans les sources manuscrites auxquelles il a puisé on sent de l'hostilité contre Taparelli ; peut-être ne sont-elles pas absolument impartiales. Après l'attaque, il faudrait pouvoir lire la défense. A distance il n'est guère aisé de se former une opinion. Le fait que les successeurs de Taparelli revinrent à certaines idées qui avaient été conçues par lui, devrait nous faire supposer que son administration n'était pas aussi discutable qu'on pourrait le croire. Quoi qu'il en soit, si l'on s'en tient à ce qui vient d'être raconté, Taparelli était un supérieur médiocre, peu doué pour les choses de l'ordre temporel. Certains ont estimé à tort ou à raison (n'étant pas compétent, je me garderai bien de me prononcer) que ses principes mêmes en matière d'admi-

nistration étaient absurdes et que leur application constituait une plaie inguérissable pour le budget. Poussant trop loin le désintéressement, il acceptait que ses religieux employés dans les collèges fussent de simples administrateurs de biens qui auraient dû être la propriété de la Compagnie, au risque de les faire passer aux yeux du public comme des fonctionnaires de l'État, des instruments entre les mains du pouvoir civil. Il choisissait très mal les « procureurs » et en changeait à tout instant ; chacun de ceux-ci laissait en partant un déficit plus grand que celui qu'il avait trouvé en arrivant. L'un d'entre eux (Curci) ne savait même pas distinguer les pièces de monnaie et il s'amusa lui-même de ses propres bêtises, parfois lourdement préjudiciables à la Compagnie. Un ouvrier étant un jour venu se faire payer par lui, se rendit vite compte de cette ignorance crasse et se tournant vers son fils, il dit : « Regarde ce que fait le Procureur, car ces Révérends Pères savent très bien lire, mais en calcul ils ne connaissent rien ». Bref, sous le gouvernement de Taparelli, la Province de Naples était devenue un chaos où tout, sauf les études, allait à la dérive. Cela se savait à Rome. Or le *iriennium* du Provincial devait expirer le 1^{er} octobre 1832 et en principe ne pas être renouvelé. Quelque temps avant cette date, le P. D. Sordi, toujours aussi dépourvu du sens de l'à-propos, écrivit une longue lettre²² au P. Roothaan, où il louait sur le mode dithyrambique l'expérience, la prudence, le tact consommé du P. Taparelli, et il implorait le Général de vouloir bien proroger un provincialat aussi fécond et bienfaisant. Sous une autre signature on aurait pu croire que c'était ironique. Bien plus, Sordi avait suggéré à d'autres Pères de faire la même pétition, sans se douter qu'il allait ainsi contre le but visé. Consulté par le général, le P. Tessandori répondit dans le même sens²³. Quant à Taparelli, à l'insu de qui tout cela se tramait, il s'apprêtait au contraire à se retirer et reconnaissait avec humilité le bien-fondé des accusations contre lui qui pleuvaient à Rome²⁴. Les choses en étaient là quand il dut, ainsi que nous l'avons dit plus haut, partir pour Lecce. Pendant son absence, à Naples tout était de plus en plus bouleversé. Il en avait des échos. Bientôt le Général lui fit part de ses inquiétudes²⁵. On courait à grands pas vers la catastrophe. Le concert de lamentations redoublait. Une cabale où étaient entrés le duc di Gualtieri et le prince della Scaletta s'était formée contre le Provincial. Celui-ci, revenu à Naples depuis quelques semaines, soumit au Général un plan de redressement financier, probablement utopique, conçu par le P. Sordi. Le P. Roothaan n'y vit pas très clair, mais il crut le moment venu de contrôler de près l'administration fantaisiste de l'excellent P. Taparelli : il décida d'envoyer à Naples un Visiteur qui se renseignerait scrupuleusement sur tous les points incriminés, écouterait les doléances des uns et des autres et, sans faire acception de personnes, enverrait à Rome le résultat de son enquête²⁶. Pendant toute la durée de l'inspection, l'autorité du Provincial était suspendue. Le Visiteur choisi, Giuseppe Ferrari, et son compagnon Francesco Saverio Patrizi²⁷, furent munis d'instructions très précises²⁸ : dans ces documents officiels, il n'est pas du tout question de thomisme.

Le P. Taparelli reçut cette nouvelle d'une façon très édifiante. Il n'en fut aucunement ému, comme s'il n'avait pas été en cause, et il s'empressa de remercier le P. Roothaan²⁹ ; il est vrai que la mesure prise par le Général était l'unique moyen de sortir d'une impasse. Le P. Taparelli, toujours d'une bonne humeur inaltérable, vint recevoir, le 16 avril 1833, les Visiteurs à la porte du *Gesù*, leur abandonna ses appartements et eut la délicate pensée de s'éloigner pour leur laisser plus de liberté. Ceux-ci menèrent rondement l'instruction. Le dossier de cette affaire contient deux volumineux rapports, assez sévères, rédigés par Patrizi. Le premier a trait à l'administration ; il est divisé en trois parties : récapitulation de l'état financier ; causes de la ruine ; remèdes. Le second, plus général, comprend six chapitres, concernant : la direction ; la formation des sujets ; les ministères spirituels ; les écoles ; le *Convitto* ; les relations avec l'extérieur. L'impression d'ensemble est traduite par cette constatation : tous sont unanimes à louer la vertu et la sainteté de Taparelli, mais tous aussi blâment en tout ou en partie son gouvernement. Une sentence aussi tranchée était-elle bien fondée ? Sans doute Taparelli n'était pas très riche en talents administratifs. Un esprit spéculatif obligé de quitter les idées abstraites pour s'occuper de choses contingentes y apporta souvent des vues chimériques ; un pur « intellectuel » devenu chef est parfois un fléau. Mais tout de même il ne semble pas que Taparelli ait été entièrement dénué de sens pratique. A part le côté pécuniaire, et malgré certaines tares, son séjour à Naples fut pour cette Province plus fructueux qu'on ne pourrait le supposer d'après les rapports des Visiteurs. Le P. Ferrari et son assistant ont peut-être reçu avec trop de confiance, sans en faire la critique, les dépositions défavorables qui manquaient de sérénité. En reconsidérant la question avec le recul du temps, il est permis de soupçonner leurs jugements d'avoir été un peu prématurés et de les rectifier sur certains points. Le 21 mai, les deux Pères déposèrent leurs conclusions, qui furent adoptées par le Général. Ils estimaient nécessaire le rappel de l'« ottimo P. Taparelli », nécessaire aussi, et peut-être encore davantage, celui du P. Sordi dont les menées pour faire prolonger la durée du provincialat de Taparelli avaient exaspéré les esprits³⁰. Le P. Ferrari propose comme recteur du *Convitto dei Nobili*, à la place du P. Taparelli qui s'était réservé cette fonction, et comme préfet des études à la place du P. Borgianelli, le Visiteur adjoint, Patrizi. La partie du rapport de Patrizi relative aux études s'étend sur la redoutable question du *Peripato*, que nous connaissons déjà.

Nous arrivons à l'épilogue de toute cette affaire. Ainsi informé, le P. Roothaan agit sans plus tarder et avec fermeté. Le 25 mai il écrivit la lettre suivante³¹ : « Le temps est venu où je crois devoir vous décharger de l'autorité que vous détenez depuis déjà plus de trois ans. Le P. Ferrari est destiné à vous succéder ; je joins ici sa nomination, que vous voudrez bien remettre au dit P. Visiteur, en faisant aussi connaître cette décision aux supérieurs, etc. Vous aurez pour quelque temps ce que vous désirez de longue date, la vie de simple « ouvrier », office à exercer suivant vos forces

dans la Province de Sicile, à laquelle vous êtes accordé *ad tempus*³². J'écris par le même courrier au P. Spedaliéri, Provincial. Je vous souhaite un bon voyage, et que votre santé aille en s'améliorant par ce changement, comme cela est arrivé avec les changements précédents ». Le P. Taparelli lui répondit immédiatement, le 28 mai. Il le remercie « con la più viva effusione di cuore » tant de l'exonération de sa charge que de sa nouvelle destination. La nostalgie des missions le reprend³³ ; il profite de l'occasion pour rappeler au Général le désir qu'il lui a déjà plusieurs fois manifesté jadis³⁴. Le nouveau Provincial, le même jour, témoigne au Général combien le P. Taparelli était heureux (« oltremodo contento ») d'être ainsi soulagé et combien aussi, en cette circonstance comme toujours, il l'avait édifié. Il ajouta : « Mais moi... oh ! quelle différence il y a entre savoir relever les erreurs d'autrui et savoir les réparer ! ». C'est vrai ; néanmoins il fit reflourir les finances et son action lénifiante calma peu à peu la tempête soulevée contre les aristotélisants. A la fin de l'année scolaire, les principaux collaborateurs de Taparelli furent dispersés et mis hors de combat, sauf Borgianelli ; le P. D. Sordi fut appliqué à des « cose agibili », suivant l'expression de Curci. Les anti-thomistes avaient une idée fixe : ne pas laisser une seule pierre de l'édifice scolastique construit par Taparelli. Ils s'apprêtaient à livrer l'assaut final. Mais à la première « argumentation » mensuelle qu'il présida, le P. Ferrari fut émerveillé de l'habileté des protagonistes, qui était la meilleure réclame pour ceux qui les avaient formés ; il félicita et encouragea les maîtres et les élèves, en disant qu'au Collège Romain il n'avait jamais rien vu de semblable. Il voulut examiner les cours ; on lui fit remarquer que les doctrines enseignées n'étaient ni barbares ni baroques, mais qu'elles étaient celles des grands scolastiques jésuites et de saint Thomas, que saint Ignace reconnaît comme docteur propre de la Compagnie. Il dut en convenir ; à partir de ce jour, ses idées évoluèrent dans un sens favorable au réveil du thomisme. *Græcia capta ferum victorem cepit*, a dit Horace. Devenu Assistant d'Italie en 1853, il donnera en 1855 son appui à ceux qui travaillaient pour la cause du thomisme³⁵.

L'apostolat thomiste de Taparelli à Naples, tronqué par la mésaventure racontée ci-dessus, fut le prélude de l'École qui, après quelques vicissitudes, put se glorifier de compter Libérateur, Sanseverino, De Grazia, et bien d'autres encore.



Les années que Taparelli, rentré dans le rang, passa en Sicile³⁶, furent fécondes. Déchargé des responsabilités qui absorbent l'activité d'un chef, il put travailler à son aise, accumuler ainsi des connaissances variées et nous faire bénéficier du fruit de ses études et de ses méditations.

Dès le début de l'année scolaire 1833-1834, le P. Taparelli fut, au *Collegio Massimo*³⁷ de Palerme, préfet spirituel et préfet de la

Congrégation mariale. Ses compétences musicales le firent désigner comme maître de chapelle. La connaissance qu'il avait de la langue française, comme tout Piémontais cultivé, et qu'il avait pu perfectionner pendant son séjour à Paris³⁸, lui valut de faire le cours de français institué en 1838 ; à cette occasion, il publia une grammaire française élémentaire³⁹. Il professa aussi et surtout le droit naturel et il devint en cette matière un maître incomparable qui connut un plein succès ; tous les étudiants de l'Université venaient spontanément assister à ses leçons au Collège, où ils entendaient réfuter les auteurs de leurs manuels. Le P. G. Romano écrivait le 12 janvier 1840 au P. Roothaan que Taparelli avait un nombre « prodigieux » d'auditeurs, et quels auditeurs ! *Carbonari*, esprits forts et indépendants, ayant déjà de la barbe au menton, qui peu à peu se laissaient apprivoiser⁴⁰. Taparelli faisait donc œuvre très utile. D'après le P. Casagrandi, le fait d'avoir été élève de Taparelli constituait ce que nous appelons une « référence »⁴¹. L'enseignement de Taparelli fut prolongé par son grand ouvrage, le *Saggio*⁴². Si l'on ajoute à cela diverses prédications et le ministère du confessionnal, on verra que Taparelli avait une vie assez remplie⁴³. Écrivant à Massimo, à l'approche de l'année 1841, « ce qui n'est jamais arrivé depuis que le monde est monde », il dit qu'il est toujours « occupatissimo » (comme aussi « lietissimo » et « infermiccio ») et qu'il n'a jamais un moment d'ennui⁴⁴. Massimo, qui le visita en Sicile⁴⁵, a décrit spirituellement comment son frère était sans cesse dérangé dans son travail⁴⁶ ; c'est un genre de supplice qu'il n'a pas été le seul à savourer. Néanmoins, il trouva moyen de se créer des loisirs et de les employer en donnant libre cours à son attrait pour les beaux-arts⁴⁷.

Dans les premiers jours de juin 1837, le choléra fit son apparition à Palerme. L'épidémie fut épouvantable et dura jusqu'au mois de novembre, après avoir fait plusieurs dizaines de milliers de victimes. Dès le début du mal, le P. Taparelli, en proposant les points de la méditation à la communauté réunie, montra que le choléra était un châtement pour les coupables, un creuset pour éprouver les bons, une pierre de touche pour les vrais apôtres et les dignes fils de la Compagnie. Quelle occasion de pratiquer les plus belles vertus et d'exercer un zèle méritoire, de se hausser jusqu'à la charité suprême qui consiste à sacrifier sa vie pour le prochain ! Il faut mourir tôt ou tard, bon gré ou mal gré, mais y a-t-il une mort plus précieuse aux yeux de Dieu que celle qui s'offrait dans les circonstances présentes à ceux qui, en s'exposant au danger par amour de leurs frères, devenaient vraiment des martyrs de la charité ? Ces considérations, faites avec une conviction profonde et une force éloquente, enflammèrent les cœurs et l'on affronta courageusement le péril. Taparelli joignit l'exemple à la parole. Il recueillit de l'argent et ouvrit un hôpital, où, tenant à peine debout, il servit lui-même jusqu'à la fin de l'épidémie, forçant ainsi l'admiration de tous les citoyens⁴⁸.

Vivant d'une vie intellectuelle très intense, Taparelli était, semble-t-il, bien dans sa voie ; pourtant il gardait toujours son désir d'être missionnaire. En 1841, âgé de quarante-huit ans, il

écrit encore au P. Roothaan⁴⁹ : «... je vois avec envie tous ceux qui partent et je dis en moi-même : *novissimi primi et primi novissimi*. Je devais partir, encore laïque, avec Mgr Flaget pour le Kentucky⁵⁰, puis avec Mgr Du Bourg pour la Louisiane⁵¹, et je suis ici : *digna factis recipimus* ! ».

Dès 1834, le P. Taparelli avait invité, mais en vain, son frère Massimo à venir à Palerme⁵², après la mort⁵³ de sa femme, Giulia Manzoni, espérant que la distraction produite par ce voyage lui serait salutaire. En août 1841, il invita⁵⁴ pour un motif analogue, mais en vain aussi, Robert et sa femme Constance qui venaient de perdre leur fille Mélanie trois mois auparavant⁵⁵. En novembre de cette même année, il invita encore ses deux frères Massimo et Roberto⁵⁶. Le 11 décembre, Massimo écrit à Roberto⁵⁷ et lui parle de ce projet ; il a été touché par la réflexion que lui a faite Prospero : « Serait-il possible que je doive partir pour l'autre monde sans t'avoir revu ? ». Quelle consolation ce serait de se retrouver tous les trois, les seuls enfants encore en vie de la nombreuse famille Azeglio ! Qu'en pense Robert ? Qu'il décide et qu'il combine le « coup de tête ». Le rêve caressé par Prospero ne se réalisa qu'en partie, car seul Massimo, accompagné de sa seconde femme⁵⁸, se rendit en Sicile, au début de l'année suivante⁵⁹. Les époux Azeglio débarquèrent à Palerme le 4 février 1842 et ils y séjournèrent trois semaines, jusqu'au 26 février, logés à l'*Hôtel de France*, piazza Marina. A peine eut-il déposé ses bagages, Massimo demanda à son hôte s'il connaissait le P. Taparelli. On lui répondit que c'était un *pezzo grosso* et l'on ajouta : « c'est le cousin de la duchesse de Berry ! »⁶⁰ Dès le surlendemain de son arrivée, Massimo écrivit à Roberto une longue lettre⁶¹ lui relatant ses premières impressions. Après un brin de toilette, Massimo s'était aussitôt dirigé vers le Collège où résidait le P. Taparelli, et lui avait fait dire qu'une personne venant de la part de son frère de Turin le demandait. « J'attendais en me promenant dans le couloir. Il parut enfin et me fit entrer dans sa cellule, tout en compliments, et nous restâmes ainsi un moment sans qu'il me reconnût. Finalement je lui dis qui j'étais, et il me fit une fête que tu ne peux imaginer. Moi aussi, à vrai dire, j'aurais eu de la peine à le reconnaître et quoique dans l'ensemble il n'aille pas mal, il est cependant d'un aspect bien changé, le pire que tu puisses imaginer. Il n'a plus de dents devant et cela influe sur sa voix et sa prononciation. Puis il a une espèce de rhumatisme ou de fluxion semi-chronique aux dents, à cause de quoi il a toujours la tête enveloppée dans un capuchon noir qui ne lui donne pas bonne mine. Cependant il est gai, et m'a demandé de tes nouvelles comme et autant que tu peux l'imaginer. Chaque jour il fait sa promenade sur une petite mule qu'il s'est achetée avec l'argent que nous lui avons envoyé »⁶². Massimo eut à cœur de subvenir aux besoins que son frère jésuite ne pouvait satisfaire. Il essaya de savoir tout ce qui lui serait utile ou agréable, afin de le lui procurer. Prospero souffrait beaucoup du froid aux pieds : Massimo lui commanda aussitôt une chancelière où l'on introduisait une bouillotte d'eau chaude. « Je lui donnerai un gilet et des caleçons de laine que j'ai avec

moi, et qu'on ne trouve pas ici, et j'espère arriver à le réchauffer... Pauvre frère, si je pouvais le laisser avec moins de privations ! Il a une chambre telle que mon garçon d'écurie en a une meilleure, mais à cela il n'y a pas de remède. Ses confrères m'ont dit que sa santé s'était améliorée depuis son arrivée en Sicile. Imaginons-nous ce que cela devait être. Il est vrai qu'il ne reste jamais au lit, mais il semble un mort qui marche, et il vit d'un jaune d'œuf dans le café le matin, et un croûton, deux œufs et un peu de bouillon au dîner, et rarement un autre café à l'œuf le soir. Comment il réussit à se tenir debout, Dieu le sait. Et il ne faut pas dire qu'il ne travaille pas. Il a son livre dont il écrit le quatrième tome⁶³, et puis le cours de droit naturel, le cours de français, oui, la grammaire, les conjugaisons, etc., etc., et puis un autre dont je ne me souviens plus. Il prêche souvent, donne des retraites, a la direction spirituelle du Collège, confesse ; en somme, il fait ce qui fatiguerait deux hommes bien portants. L'essentiel c'est que lui-même il est très content, et si ce contentement n'est pas sur sa figure en couleur rose, il se révèle au moins par sa bonne humeur et par une sérénité qui sur un visage de si triste apparence fait encore plus d'impression ». Massimo dit aussi que le seul plaisir de Prospero était le *violicebalo*, instrument de musique de son invention⁶⁴. « Je me suis aperçu de son regret de ne pas pouvoir le faire bien construire. Comme tu peux croire, je lui ai dit de dépenser autant qu'il le fallait, et je crois que si je n'avais pas les moyens je vendrais pour cela mon habit, mais, grâce au ciel, je les ai. Il a été si content, le pauvre, de pouvoir ainsi aller de l'avant, que ce matin, quand je suis allé le voir, vers huit heures, je l'ai trouvé déjà tout occupé avec le facteur d'orgues ou de pianos à prendre des mesures et à faire des calculs, et il m'a dit tout joyeux que bientôt on se mettrait à l'œuvre ».

Deux semaines plus tard, de son côté Prospero écrit à Roberto⁶⁵ : « Quelle consolation inattendue ! Tandis que j'étais en train de causer avec mes confrères, j'ai été averti qu'on m'appelait à ma chambre, et c'était Massimo. Tu sais déjà toute notre première rencontre, puisqu'il te l'a écrit ; mais tu ne peux savoir toute ma consolation, car personne ne peut te la décrire, pas même moi qui l'ai éprouvée. Après tant d'années⁶⁶ ! et je l'ai trouvé si affectueux... Il ne m'a refusé qu'une seule consolation, l'espérance de pouvoir un jour t'embrasser toi aussi ici à Palerme. Est-il possible que ton bedon soit si lourd que tu ne sois pas capable de faire cinq jours de voyage ! Mais je ne veux pas désespérer... Je t'avais écrit une autre lettre en novembre ; mais tu ne l'as probablement pas reçue, parce que... je ne te l'ai pas envoyée, l'ayant perdue puis recherchée en vain. Maintenant, au lieu de la mienne, tu as dû en recevoir de Massimo, Dieu sait combien ; après il viendra lui-même et te dira de vive voix ce qui ne s'écrit pas. Comme nous avons parlé de toi... je voudrais parler avec toi, je voudrais m'ouvrir à toi comme je me suis ouvert à Massimo, je voudrais t'entendre et te revoir et t'embrasser. Tu te trouverais ici dans un monde à moitié nouveau, mais un monde favorable aux étrangers, monde d'admirateurs au milieu desquels Massimo se promène

comme un demi-dieu⁶⁷... Si tu savais quelles sollicitations j'ai eues de gens qui voulaient le voir, faire sa connaissance, lui parler ! Je me suis fait prier moi aussi et j'ai su vendre mes bonnes grâces en les distribuant avec économie ». Il parle ensuite de l'édition de son *Saggio*⁶⁸ et dit que Massimo a trouvé qu'il avait été un « buon uomo » en le faisant imprimer à la seule condition d'en recevoir cinquante exemplaires. Une des satisfactions que lui a procurées l'arrivée de Massimo, c'est d'avoir pu terminer son instrument de musique⁶⁹ : « Tu le verras en son temps et j'espère que tu seras content ! Mais mon espoir est que tu viennes toi-même l'entendre à Palerme et en faire l'expédition ». Durant ce séjour à Palerme, sa belle-sœur assista, quoique protestante, à une retraite qu'il prêchait à des religieuses⁷⁰. Elle prit part aussi à une réception chez les jésuites⁷¹.

Le soir du 26 février, les époux Azeglio s'embarquaient pour Messine ; ils devaient ensuite faire un voyage le long de la côte orientale de l'île, jusqu'à Syracuse. Vers la fin de mars ils regagnèrent le continent. De Naples Massimo donne encore à Roberto⁷² quelques précisions sur tout ce qui concerne leur frère. Ses supérieurs pourvoient, ou du moins ont l'intention de pourvoir à toutes les nécessités dues à son mauvais état de santé (Massimo a l'impertinence d'ajouter : « à l'estime qu'ils ont pour lui, à la manière dont ils parlent, on voit qu'ils ont dû me dire la vérité »⁷³), mais dans un pays de climat chaud on ne trouve que des vêtements fort légers et on ne connaît pas certains raffinements « nel genere scaldatorio » ; d'ailleurs, pour les choses de ce genre, il faut une ingéniosité pour ainsi dire féminine que ces Pères, habitués « alla grossa », ne peuvent avoir. Ainsi (je cite littéralement) « ses supérieurs eux-mêmes ne savaient pas trouver le moyen de lui réchauffer les pieds, non par mauvaise volonté ou négligence... »⁷⁴. La chancellerie donnée par Massimo⁷⁵ a été aussitôt copiée par tous les jésuites frileux du couvent. D'ailleurs Prospero ne demande que très peu et trouve mille raisons pour ne pas vouloir profiter même du peu qu'on lui offre parfois. Massimo continue avec force détails : « S'il veut digérer le peu qu'il mange, il faut qu'il chevauche ; il est donc obligé de sortir, même s'il pleut » ; Massimo lui fait faire un grand manteau imperméable. « Je voulais lui donner un appareil pour préparer son café, mais il dit que ce n'est pas permis. Je lui enverrai d'ici un réveille-matin qu'il désire. Je ne voulais pas le lui donner, de peur qu'il ne dorme encore moins qu'il ne dort ; mais il m'a expliqué (et j'en suis persuadé) qu'ainsi son court sommeil sera plus tranquille. Afin de subvenir à tous les besoins qui se feraient sentir, je lui ai ouvert chez mon banquier de Palerme un crédit de cinq mille francs... Il aura de quoi faire la dépense de l'instrument, qui est son seul dada⁷⁶. Je lui ai proposé de demander pour lui aux supérieurs qu'on le laisse venir pour passer avec nous quelques mois. Je crois que changer un peu d'air et de vie et travailler moins lui serait profitable. D'abord il ne voulait pas, puis il s'est décidé. Mais il veut faire lui-même la demande, et il est presque certain qu'on ne la lui refusera pas. Nous avons convenu qu'il m'écrirait la

réponse et si c'est oui, comme je le crois, il partira au milieu du mois d'août. Comme je ne voudrais pas qu'il fit le voyage seul, à moitié malade comme il est et pas habitué à se tirer d'affaire, j'irai le prendre et je le conduirai à Milan⁷⁷... Le projet est beau, nous verrons s'il réussira ». Hélas ! non. En effet, dès le 28 février, deux jours après le départ de Massimo, le P. Taparelli avait écrit au Père Général pour solliciter la permission désirée⁷⁸. Après avoir exposé au P. Roothaan l'invitation de Massimo et la réponse négative qu'il avait d'abord cru devoir lui faire, le P. Taparelli ajoutait que sa belle-sœur était calviniste et qu'elle aurait besoin, ainsi d'ailleurs que son mari, qu'on lui parlât à cœur ouvert des questions religieuses⁷⁹. (Il n'est pas téméraire de penser qu'il s'était aperçu aussi de la désunion du ménage Azeglio⁸⁰ et qu'il voulait s'efforcer d'y remédier). Toutefois le P. Taparelli savait bien que des raisons très fortes militaient contre ce voyage ; ces raisons lui semblaient même supérieures à celles qui auraient légitimé son absence, « d'autant plus, ajoutait-il, qu'on ne sait généralement pas que ma belle-sœur est hérétique ; à la manière dont elle a écouté chaque jour mes prédications, on la croit au contraire une fervente catholique. On croirait donc que je vais à Milan par amour de la patrie, et vous savez, mais pas complètement, combien cet amour est nuisible ici. Malgré cela, puisque le bien de deux âmes sur lesquelles peu d'autres pourraient avoir autant d'influence que moi, mérite d'être pris en considération, j'ai voulu vous écrire à ce sujet... ». Le bon Taparelli terminait par cette réflexion, vraiment généreuse à l'égard de son chef : « Le refus de cette permission peut encore présenter un autre avantage : c'est de faire paraître moins dur celui que vous devriez éventuellement opposer à d'autres ». Le P. Roothaan trancha rondement la question : « Comment serait-il possible, très cher Père, que vous pussiez faire ce voyage à Milan ? ! De grâce ! La simple espérance de convertir votre belle-sœur ne peut pas contrebalancer les très graves motifs en sens contraire. »⁸¹

Massimo laissa sa femme à Sorrente et retourna à Palerme, où il arriva au matin du 21 juillet. Il en repartit le 4 août⁸². Quelques lettres à Luisa nous renseignent sur ce second séjour en Sicile⁸³. « J'ai trouvé Prosper mieux que cet hiver, et sans son capuchon xiv^e siècle... il dit qu'il regrette beaucoup que tu ne sois pas venue⁸⁴. — Nous faisons chaque jour notre promenade avec Prosper, en sortant à quatre heures et demie : si je n'étais pas habitué au soleil, cette fois-ci je m'y habituerais⁸⁵. — Nous continuons, Prosper et moi, chaque jour (sauf le vendredi, car il est occupé) nos promenades à dos d'âne, en faisant des bavardages interminables ; et je ne puis te dire la félicité des heures que nous passons ensemble ; félicité d'autant plus grande qu'il la partage avec moi. Quel rare accord de vertu, de belles qualités et de généreuses pensées dans cette âme ! Un cœur plein de tendresse, un esprit très lucide qui aplanit et éclaireit les questions les plus ardues ; un sacrifice de soi-même, immense et continu, sans vanterie, et désormais sans effort ; de la fermeté et de la gravité, tempérées par la douceur et la suavité des manières ; toujours

serein, et tandis qu'il est quémandeur, ingénu et simple comme un enfant ! C'est curieux qu'alors qu'il a une foi si vive, et moi tout à l'opposé, nous sommes pourtant presque toujours d'accord sur les questions sociales qui en dérivent, et souvent il me dit : « Il me semble que tu m'as volé mes paroles, dans tel chapitre de mon livre ». Je t'avoue que, lorsqu'il dit cela, je prends à deux mains ma modestie par les cheveux, parce qu'elle a une grande envie de m'abandonner.

« Le matin, je le vois une petite heure, entre son cours et le repas, Quand je le quitte, il prend une poche de toile et va dans un coin de sa chambre, où il garde le sac d'avoine de sa petite mule, la remplit et la lui porte avant d'aller au réfectoire. Il a toujours en train quelque travail manuel, soit pour l'instrument⁸⁶, soit pour se procurer une petite commodité quelconque ; et il travaille avec de méchants bouts de fer, des couteaux brisés, des scies estropiées, en sorte que son ingéniosité est vraiment curieuse à voir. Ces jours-ci, son étagère à livres menaçait de tomber : il a mis aussitôt deux petites colonnes ou poutres qui la soutiennent. Comme il n'a pas de persienne à sa fenêtre, il s'est fait un rideau de toile qui monte et descend au moyen d'un contrepoids. L'autre soir, il travaillait avec de la colle de pâte et un petit morceau de carton pour faire un couvercle à son verre de table. Quelle vraie grandeur il y a dans cette simplicité ! Tous les soirs, quand nous rentrons de promenade, je fais porter au Collège des glaces : il faut voir comme il se régale⁸⁷ ! — Tandis que vous autres vous couriez à quatre chevaux sur la route de Vico⁸⁸, moi je m'en allais modestement sur mon âne, avec mon bon Prosper, avec qui j'ai parcouru tous les environs de Palerme, en sentant croître chaque jour l'admiration et l'affection que j'ai pour lui ; et en me comparant à lui, je me sens chaque jour devenir plus petit. Lui aussi il me montre une vraie tendresse, qui est pour moi un grand bonheur. Et moi qui pendant tant d'années avais cru qu'il s'inquiétait très peu de nous ! La pensée qu'après mon départ de Palerme il n'aurait plus sa glace le soir me chagrinait fort. Il ne voulait pas que j'en parle au supérieur ; mais j'ai tant prêché que je l'ai persuadé de me laisser faire, et ainsi je pourrai lui laisser cet héritage, qui, avec la chaleur formidable d'ici, n'est pas à mépriser. Je le laisserai approvisionné le plus possible de sucre, de gelée de coings et autres denrées coloniales ; ainsi je pourrai penser qu'au moins j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour qu'il ne soit pas privé. Ton réveille-matin fait son office admirablement ; il m'a dit de te dire qu'il pense à toi chaque fois qu'il regarde l'heure. Ce matin, nous sommes allés ensemble chez celui qui fait l'instrument⁸⁹, pour diriger les travaux ; on voit que la réussite de cette invention est sa première pensée en matière profane. Il m'a dit l'autre jour qu'il avait gagné de l'argent avec son troisième tome⁹⁰, et qu'après être resté sans en avoir pendant tant d'années, ça lui faisait impression de se trouver si riche. Je lui ai demandé quelle était la somme. Devine. Cinq écus ! — Hier soir, le collège étant vide parce que tous étaient sortis pour aller à une fête de saint Ignace⁹¹, nous sommes allés à l'endroit où est

le piano et nous avons fait de la musique, un peu chacun, jusqu'à dix heures ; j'ai chanté, encore que je le pusse difficilement à cause d'un reste de rhume... J'ai obtenu du supérieur de Prosper qu'il le laisse venir dîner avec moi demain ; il viendra avec le compagnon d'étiquette. Puisque le tête-à-tête est ainsi rompu, j'ai eu l'idée d'inviter Granatelli, Amari et Daita⁹²... Je ferai en sorte que le cuisinier fasse bien les choses ; il y aura punch au milieu du repas, des glaces à la fin, Bordeaux, Champagne ; en somme on ne regarde pas à la dépense. »⁹³

Massimo avait été séduit par la fascination qu'exerce si souvent la Sicile. Il garda la nostalgie de l'île tricuspidée. Après la rupture de la vie conjugale, il décida de passer quelque temps à Palerme. Il y arriva vers la fin de septembre 1844 et il y resta un peu plus d'un mois (jusqu'au 4 novembre)⁹⁴, choyé par son frère et par ses amis, qu'il trouve d'une hospitalité vraiment miraculeuse. La seule source d'information⁹⁵ que nous ayons sur ce dernier séjour de Massimo, est une lettre à sa femme, datée de Naples, 6 novembre⁹⁶ : « j'ai laissé Prosper en bien meilleure santé qu'il y a deux ans. Durant mon séjour, il a été presque toujours à la campagne, aux *Colli*⁹⁷ et cet air lui a fait beaucoup de bien ; mais, pour nous voir, il me fallait faire chaque jour huit milles... Il est venu deux fois dîner avec moi, à onze heures du matin, et s'est commandé son petit repas à sa manière ; parmi les autres commandes, il me dit : « je voudrais aussi une bouteille de Champagne, que j'aime bien et dont je ne bois jamais ». Tu comprends comment travaille notre saint ! Beltrani⁹⁸ et Granatelli appellent ces repas : les orgies du P. Taparelli ». — Le P. Taparelli ne pensait pas qu'à ses « orgies ». S'il acceptait avec joie de se divertir un peu en compagnie de son frère qui avait besoin de distraction dans la sombre période qu'il traversait, il avait des préoccupations bien plus hautes : il était très inquiet pour l'éducation religieuse de sa jeune nièce Rina, alors âgée de onze ans, fille du premier lit de Massimo, qui était entre les mains de Luisa, protestante. Il aurait voulu la voir confiée à Roberto et à sa femme Costanza, mais ce souhait ne se réalisa pas⁹⁹.

En mai 1845, Taparelli dut aller consulter un oculiste à Naples¹⁰⁰, où jadis il avait été Provincial et d'où, l'on s'en souvient, il avait été expédié en Sicile. A Palerme il s'était rendu indispensable, à tel point que son Provincial écrivit à cette occasion au Général pour le mettre en garde contre... une tentative de rapt possible de la part du Provincial napolitain¹⁰¹ !

Rentré à Palerme, Taparelli écrivit en juin un article intitulé : *Sullo stato del cattolicesimo in Russia*, destiné au *Gerofilo Siciliano*¹⁰². C'était un compte rendu d'un livre anonyme : *Persécution et souffrances de l'Eglise catholique en Russie*, paru à Paris en 1842¹⁰³. Taparelli y décrivait sans ménagements les atroces persécutions du gouvernement russe contre les catholiques. Or, un « tiré à part » de cet article parut avec un peu de retard, précisément quand le czar Nicolas I^{er} et la czarine étaient en visite à Palerme¹⁰⁴ ! Le caractère inopportun de l'opuscule lui assura un succès fou : on se l'arrachait pour le lire avec une avidité incroyable. Les uns

exaltaient le courage de l'auteur, qui ne méritait pas cette admiration, car la coïncidence était imprévue et donc involontaire¹⁰⁵ ; d'autres, sans plus de raisons, blâmaient le manque de courtoisie et la témérité. On prétendit que le czar gardait sur sa table le brûlant article ; il n'en visita pas moins le *Gesù*, église des jésuites. On fit courir le bruit que Taparelli avait été arrêté, banni, voire décapité¹⁰⁶ ! Il n'en fut rien : peut-être le czar jugeait-il que la clémence était le moyen le moins inefficace d'atténuer la force des accusations ? S'il faut en croire un auteur allemand de l'époque, Taparelli, à l'arrivée des souverains russes, se serait retiré chez les jésuites de Messine¹⁰⁷.

CHAPITRE IV

Au tournant de l'Histoire

Le scandale de la *Nazionalità*. — Discussion avec Massimo et Roberto D'Azeglio, Cesare Balbo, Solaro della Margarita, Gioberti. — Entrevue de Taparelli avec Minghetti, Silvani et Pantaleoni à Rome. — Révolution en Sicile. — L'attitude des Jésuites. — Suppression de la Compagnie en Sicile. — Taparelli arrêté et relâché. — Voyage dans l'Italie du nord. — Retour à Palerme. — Départ pour Naples.

C'est en Sicile que Taparelli avait commencé *ex abrupto* sa carrière d'auteur, « dopo aver logorata la gioventù nelle malattie e nella educazione dei fanciulli »¹. Parmi ses écrits qui datent de cette période, il nous faut parler d'une « Note » sur la *Nationalité*², publiée en des circonstances assez troubles, qui provoqua certaines réactions et ternit un moment la vive amitié régnant entre Prosper et ses deux frères. Analysons d'abord son contenu :

Chaque siècle a son idole (nous dirions aujourd'hui sa *mystique*) ; le xix^e siècle ne rêve que de progrès politique et, au premier rang de ses préoccupations, il place la nationalité indépendante.

Qu'est-ce donc, du point de vue philosophique, que la nationalité ? C'est ce qui fait qu'une multitude est dite nation. Et qu'est-ce qu'une nation³ ? C'est un groupement d'hommes de même origine (il ne s'agit pas nécessairement d'êtres issus d'une souche unique, mais aussi d'une société qui maintient son unité en s'assimilant des éléments allogènes parfaitement fondus), qui, par suite, parlent la même langue et forment une société publique, une communauté régie par les mêmes institutions, contenue entre des limites territoriales naturelles.

Les deux premières conditions énoncées constituent l'essence de la nationalité, car la consanguinité qui fonde l'unité physique et le lien spirituel résultant de la langue, rapprochent la nation de la source de toute existence sociale, la société domestique (dont la *patrie* n'est qu'une extension). Au contraire, les formes de gouvernement, qui sont d'ailleurs plus variables, ne rejoignent la société domestique qu'indirectement : il faut d'abord que celle-ci soit englobée dans une société plus large. Quant aux frontières, leur importance est relativement moindre. Les deux derniers éléments sont donc plutôt des propriétés, nécessaires puisqu'on ne peut s'en passer absolument, mais accidentelles et contingentes dans leurs modalités, puisqu'un peuple peut les changer sans perdre pour autant sa nationalité distincte⁴.

Passons à l'examen des divers problèmes moraux qui découlent de là. La question fondamentale à résoudre est celle-ci : est-ce un devoir pour les peuples que de tendre à parfaire leur nationalité ? — Pour répondre, il faut évidemment savoir d'abord s'ils sont en possession du critérium permettant de reconnaître en fait la nationalité, et ensuite s'ils ont les moyens propres à la développer.

Nous ne pouvons entrer dans le dédale de la discussion, parfois subtile, de l'auteur. Voici l'essentiel de ses conclusions⁵ :

Même à notre époque, le vulgaire est incapable d'avoir là-dessus des connaissances explicites ; la seule contribution à l'unité nationale qu'on puisse raisonnablement attendre de lui, c'est que chacun agisse suivant les lois de l'ordre dans la situation où la Providence l'a placé⁶. Si l'on veut éviter l'anarchie, l'élite elle-même ne devra se mêler de ce genre d'affaires que sous la direction des pouvoirs publics. C'est en effet aux gouvernants qu'incombe le soin de l'unité nationale. Celle-ci est, sans nul doute, un bien réel, voulu par la nature et vers lequel les peuples tendent instinctivement, mais il ne faut le rechercher que par des moyens légitimes.

Nous arrivons ainsi à une autre question, particulièrement brûlante au moment où écrivait Taparelli : la nationalité comporte-t-elle nécessairement l'indépendance juridique ? Répugne-t-il absolument à la nature d'une nation que celle-ci, au lieu de constituer à elle seule un état, dépende officiellement d'une autre nation, ou tout au moins d'un prince étranger ? (Il s'agit, bien entendu, du point de vue spéculatif, abstraction faite de l'opportunité pratique). — La réponse, au premier abord paradoxale, est négative. Souvent, en effet, il existe des droits antérieurs, et tout droit doit être respecté. (Le droit est d'ailleurs le véritable intérêt vital, encore plus pour les peuples que pour les individus, car ceux-ci, en toute hypothèse, conservent leur être physique régi par les lois physiologiques, tandis que les peuples, en tant que sociétés de familles, ne consistent que dans un ensemble de relations morales et juridiques). Dès lors, il faut distinguer les divers cas : si une nation jouit déjà de l'indépendance complète, elle a le droit de la garder, de la protéger contre l'agresseur, etc. Si elle n'y est pas encore parvenue⁷, elle ne pourra la revendiquer que dans les limites du droit, car l'indépendance n'est pas le bien suprême : c'est le droit qui prépare la nationalité ; il est le grand instrument d'association, en prédisposant les éléments parfois disparates, comme le principe vital combine dans l'unité organique des substances chimiques diverses. Donc, si une nation est tenue dans une sujétion injuste, elle aura le droit de conquérir son indépendance ; mais si, par suite d'un droit reconnu *ab antiquo*, enregistré authentiquement dans les conventions internationales, elle se trouve dans une dépendance relative, l'autorité qui la gouverne pourvoyant à son bien, elle devra savoir attendre, sans vouloir accélérer à tout prix l'évolution normale par des bouleversements brutaux qui violeraient la justice, car les peuples n'ont pas un droit illimité à disposer d'eux-mêmes ; elle pourra tendre doucement vers son autonomie au moyen de sages compromis, d'ajustements prudents qui harmoniseront tous les droits

existants. Les aspirations sentimentales, les instincts collectifs, le triomphe de la force doivent être subordonnés à l'impératif rationnel. C'est là une règle d'or. De même que les individus sont tous égaux devant la loi, de même les peuples ont tous le droit d'obtenir justice en tenant compte des faits ; or les faits comprennent certainement aussi les droits objectifs en vigueur qui interdisent la sécession⁸. C'est précisément l'immutabilité de la justice, au-dessus de toutes les vicissitudes, qui assurera une certaine constance dans un monde où les situations concrètes sont contingentes et variables : si l'on supprime la norme idéale du droit, la barque flottera au gré d'une mer perpétuellement agitée. Et que dire si le gouvernail est à la disposition de toutes les mains⁹ ?...

Dans la pensée de son auteur, cet écrit était primitivement destiné à l'*Antologia Italiana*¹⁰, qui venait d'être fondée par Predari et servait d'organe aux libéraux modérés ; mais les supérieurs de Taparelli en interdirent d'abord la publication « pour n'offenser aucun parti », et ne l'autorisèrent qu'à contre-cœur, quand Taparelli leur eut expliqué qu'il l'insérerait comme une simple note¹¹ dans le *Saggio*. Or, il parut au début de 1847 à Gênes¹², à l'insu de Taparelli, qui en fut le premier surpris et congut aussitôt quelque inquiétude¹³. (Nous verrons que ses appréhensions se réalisèrent et au-delà). Que s'était-il donc passé ? Voulant publier une nouvelle édition de son *Saggio* dans l'Italie septentrionale, Taparelli avait probablement envoyé la Note à un ami chargé de négocier l'affaire, et celui-ci, abusant de la confiance que Taparelli avait placée en lui, s'était permis, on ne sait dans quelle intention, sans lui demander son consentement et sans même l'avertir, de la faire imprimer à part ; la préface, très élogieuse pour Taparelli, précise qu'il s'agit d'une simple note « da aggiungere con altre, tutte di mano dell' autore, all' edizione quarta del *Saggio* medesimo che si sta divisando ». Taparelli était devant un fait accompli.

A ce moment, Massimo se trouvait justement à Gênes, sur le point de s'embarquer pour Rome. En janvier précédent, il avait fait paraître un opuscule qui eut une diffusion énorme, remua profondément l'opinion¹⁴ et fut un véritable événement : les *Ultimi Casi di Romagna*¹⁵. A propos du soulèvement de Rimini en 1845, il attaqua le gouvernement pontifical. Son frère jésuite lui avait, à cette occasion, écrit une très longue lettre¹⁶ de reproches. Prosper exprimait le regret de ne pas avoir vu préalablement le manuscrit, selon la dernière volonté de leur mère¹⁷ ; il déclarait le livre inopportun par le ton irrespectueux : c'est un cri de révolte ; il entreprenait ensuite une discussion serrée et terminait en faisant appel, d'une façon bien touchante, au souvenir de leurs parents¹⁸. A cette lettre, qu'il trouvait « affectueuse » et digne de l'« excellent homme »¹⁹ qu'était son frère, Massimo avait répondu le 15 juin²⁰. Prospero lui avait écrit encore une fois, le 3 juillet,²¹ convenant que leur désaccord était plus apparent que réel et mettant les choses définitivement au point. Après une dernière lettre, très conciliante, à Roberto et à Massimo²², on pouvait considérer l'incident comme clos. Or, à peine ce malentendu était-il apaisé depuis six mois qu'un nouveau sujet de mécontentement

allait naître : la note sur la *Nazionalità* semblait à Massimo une sorte de défi²³ ; il se croyait visé²⁴. Pour comble de malheur, l'auteur, contrairement à son habitude, avait ajouté²⁵ au nom de Taparelli celui d'Azeglio, mettant ainsi en relief aux yeux du public la parenté qui les unissait tous deux²⁶. C'était un scandale ! Sous le coup de la première impression, bien désagréable, Massimo, écrivant le 31 janvier 1847 à Predari²⁷, accuse les jésuites d'avoir poussé son frère à écrire ce factum, qui, d'après lui, est une approbation de l'occupation autrichienne. Trois jours plus tard, dans une lettre à sa femme²⁸, il exhale encore sa mauvaise humeur : « le Père Taparelli m'en a fait une bonne... Je te dis que c'est une chose à ne pas croire ; et les ultras eux-mêmes se signent... J'ai commencé par me creuser la cervelle pour comprendre comment les jésuites veulent ainsi, de gaité de cœur, finir de se ruiner dans l'opinion ; puis je me suis dit : « Imbécile ! l'archevêque de Milan²⁹ qui ne voulait pas d'eux, est mort ; il y a les quatorze millions de Mellerio³⁰ à attraper ; ils veulent être réadmis à Milan et retourner à Brera³¹ : c'est facile à comprendre ». Mais je suis profondément affligé que mon frère soit l'instrument d'une telle infamie et que mon nom y soit attaché... Je te prie et je te charge de dire à qui tu voudras que mon frère, je le crois bon, honnête, mais circonvenu par des gens qui ne le sont pas, et rendu complice de leur coquinerie ; et que, quoi qu'il en soit, je désavoue et déteste son opusculé et sa doctrine ; et s'il n'y avait l'inconvénient d'une querelle domestique, je lui répondrais par un écrit ; mais j'espère que quelqu'un le fera pour moi³². Cette affaire-là m'a donné la fièvre ; et j'écris aux quatre vents, afin que tout le monde sache le vilain intérêt qu'il y a là-dessous ; mais j'espère que, même sans ma lettre, ce que je comprends bien d'autres pourront le comprendre aussi », et Massimo termine par cette exhortation, particulièrement amusante quand elle s'adresse à une femme : « et toi emploie ta langue le plus que tu peux ».

Si Massimo multipliait ses lettres, comme il vient de le dire, il serait bien étonnant qu'il n'eût pas écrit à Roberto. Il le fit le 6 février³³, répétant les mêmes idées que dans les autres lettres, à quelques variantes près. D'après lui, l'opusculé de Prospero conclut qu'on peut avoir la nationalité « avec les étrangers chez soi et que vouloir les chasser est un péché ». Quant à l'attitude pratique à prendre, il dit à Roberto : « ni toi ni moi nous ne pouvons répondre, pour ne pas mettre en scène Étéocle et Polynice, mais quelqu'un répondra, je l'espère, et cela serait une bonne occasion de faire une belle déclaration de principes. Tu pourrais envoyer un exemplaire à Gioberti à Lausanne... ».

Dès la réception de cette lettre, Roberto s'empessa de déférer au désir exprimé par Massimo et il adressa « A Monsieur M^r. l'Ab. Vincent Gioberti. Lausanne. Hôtel de Bellevue »³⁴ une invitation pressante à réfuter de façon péremptoire le maudit libelle³⁵. Nous verrons quelle suite eut cette démarche.

De son côté, le P. Taparelli avait l'innocence d'envoyer son écrit (à moins que l'expression vague : « tu recevras, je crois » ne signifie simplement qu'il prévoyait un envoi fait par l'un de ses frères) à son cousin Cesare Balbo³⁶, sans se douter qu'il allait

ainsi déclencher toute une controverse épistolaire avec lui ; pourtant il entrevoyait bien les interprétations péjoratives qu'on pourrait en faire et il prenait la précaution de les rectifier d'avance en indiquant le point de vue où il s'était placé : « tu recevras, je crois, un petit opuscule de moi sur la *Nationalité*, considérée par moi en sa pure essence abstraite philosophique. Il y en a qui le regarderont comme une opinion politique ; mais celui qui sait distinguer la Philosophie du droit et la Politique où le droit est appliqué, saura très bien que les principes généraux sont une épée à double tranchant, et qu'ils ont des conséquences contraires suivant le principe concret auquel on les applique : de cette application je ne pouvais ni ne voulais parler »³⁷.

Bientôt le Général des jésuites reçut une plainte émanant du comte Solaro Della Margarita³⁸, ministre des Affaires Étrangères de Charles-Albert (qui aurait cru que ce conservateur au zèle si parfaitement orthodoxe pût s'effaroucher d'idées si peu subversives ?) : «... je vous dirai franchement que la publication de l'opuscule du P. Taparelli sur la *Nationalité* m'a déplu ; elle n'a pas produit un bon effet ; ce ne sont pas là des matières à être traitées en ces temps-ci par des religieux, surtout par des jésuites ; dans l'intérêt de la Compagnie je n'ai pu omettre de vous le faire savoir ; c'est même là le principal motif pour lequel je vous écris ; on m'a dit qu'ils ont voulu, eux aussi, donner un peu d'encens aux idées du jour, et comme ils ne peuvent le faire dans le sens qu'on veut, il n'en résulte aucun profit »³⁹. Le P. Roothaan avait trop conscience de ses responsabilités pour ne pas acquiescer d'emblée à d'aussi prudentes considérations : «... vous dites très bien que nous autres nous ne pouvons pas aborder cette matière sans grand danger de déplaire et de heurter les deux partis, justement parce qu'on cherche le moyen de les concilier »⁴⁰.

Cesare Balbo accusa réception de la note sur la *Nationalité* à la fin d'une lettre à son cousin jésuite⁴¹, où il donne avec complaisance son opinion sur la Compagnie de Jésus, dans le passé, le présent et l'avenir (nous ne le suivrons pas sur ce terrain) pour compléter ce qu'il avait écrit dans son *Sommario della Storia d'Italia fino all' anno 1814* ; « J'ai ici sur mon bureau, depuis plusieurs jours, ton opuscule sur la *Nationalité*. Je l'ai couvert d'annotations⁴². Et dans la première je dis que si cet écrit avait été laissé à sa place, dans un traité théorique, je n'y aurais guère vu à redire. Je me réjouis de voir que telle est ton opinion⁴³. — A mon avis, ce fut une lourde maladresse que de détacher et faire imprimer à part cet écrit. Publié ainsi, il semble être une attaque contre nous, qui avons prêché l'indépendance⁴⁴. Plusieurs personnes me pressent de publier ces annotations⁴⁵. Je ne crois pas que je m'y déciderai... ». Le P. Taparelli fit évidemment une apologie de son Ordre, qu'il termina par une apologie de son propre opuscule, en attendant les observations de Balbo : «... je n'ai voulu attaquer personne ; mais je puis ajouter que j'ai cru vous rendre un réel service, en vous faisant comprendre à quoi devaient tendre vos écrits pour faire le bien que vous désirez. Vous voulez que les Italiens soient d'accord : or on n'a contre soi que celui qui respecte un droit qu'il croit vous être opposé,

donc prouvez que le droit ne s'oppose pas à vous. Voilà, cher César, la substance de cette note ; de laquelle, s'il m'était permis de sortir de la réserve du droit pour descendre sur le terrain de la politique, je tirerais avec la plus grande facilité deux péroraisons contradictoires ; et c'est ainsi que feront les deux partis, et à tous les deux l'article déplaira... »⁴⁶. Balbo, en guise de conclusion, écrivit, toujours sur les jésuites, une lettre d'une longueur démesurée et d'une lecture peu attrayante ; quant à la *Nationalité*, il se contentait de faire remarquer à son cousin qu'il ne s'était pas engagé à lui répondre⁴⁷. Les choses en restèrent là⁴⁸.

Peu de temps après la mort (3 juin 1853) de Cesare Balbo, son ami Predari⁴⁹ publia les deux premières lettres (du 6 et du 20 février 1847) du *carteggio* que nous venons de citer. Le P. Taparelli jugea sévèrement cette indiscretion⁵⁰. Prospero Balbo, fils de Cesare, craignant que Predari ne publiât les autres lettres en les commentant « malamente », étant donné son esprit irréligieux, eut l'intention de le devancer en les publiant lui-même, ainsi que les notes sur l'opuscule *Della Nazionalità*. Il en demanda l'autorisation au P. Taparelli⁵¹. En ce qui concerne la *Nazionalità*, celui-ci ne fit aucune difficulté, se réservant simplement le droit d'y répondre ; quant aux lettres, il voulut d'abord les relire ; après quoi, il en déconseilla fort sagement l'édition, qui risquerait de faire plus de mal que de bien, et réclama ses autographes. Le jeune Balbo renonça donc à son projet. — Pour épuiser la question des relations de Taparelli avec Prospero Balbo, disons tout de suite que, cinq ans plus tard, celui-ci devait écrire à son oncle (à la mode de Bretagne) au sujet d'articles de la *Civiltà Cattolica* où il voyait un grave manque de respect à la mémoire de son père Cesare⁵². En particulier, le « comble de l'insulte » était atteint par les lignes suivantes : « depuis les *Speranze d'Italia* en 1843 jusqu'aux Mémoires d'Orsini en 1858, tous ont répété qu'un soulèvement sous forme de mouvement spontané et unanime de Suse à Reggio était impossible »⁵³. Ce qu'il appelle une « comparaison » entre son digne père et l'infâme Orsini était intolérable. Il ne se doutait pas que l'auteur du passage visé n'était autre que... le P. Taparelli. Celui-ci lui avoua spontanément la paternité de l'article et n'eut pas de peine à lui fournir les explications qui pouvaient apaiser sa susceptibilité vraiment exagérée⁵⁴. Prospero Balbo se déclara satisfait, souhaitant que les éclaircissements donnés fussent publiés, ...mais il réclama au sujet d'autres articles ; il demanda aussi quelle conduite tenir comme officier piémontais dans les conjonctures présentes, où il allait peut-être se voir obligé de faire la guerre contre l'État pontifical⁵⁵ (il se souvenait que son père, en 1809, avait encouru l'excommunication comme secrétaire de la Consulte créée par Napoléon pour organiser l'État romain déclaré réuni à l'Empire français). Le P. Taparelli, dans son article intitulé : *È morto il Papato*⁵⁶ ? parla favorablement de Cesare Balbo et dans une note sur le rapprochement de ce nom vénéré et de celui de l'assassin Orsini, il affirma que loin de comparer les deux personnages, il les avait mis côte à côte comme les deux extrêmes. Il rédigea aussi quelques principes pouvant servir de directives pour le cas de conscience pro

posé⁵⁷. Cette fois Prospero Balbo fut entièrement satisfait ; il reçut avec reconnaissance les conseils de son oncle⁵⁸, et en mai 1860 il quitta volontairement le service militaire.

Nous avons vu l'attitude prise par Cesare Balbo à la suite de la note du P. Taparelli sur la *Nationalité*. Quant à Gioberti, il répondit le 13 février 1847 aux sollicitations de Roberto⁵⁹. Il connaissait le titre de l'opuscule, mais ignorait le contenu ; il pensait que c'était une petite industrie n'ayant pour but que de s'attirer les bonnes grâces de ceux qui patronaient les idées à la mode ; après lecture, il reconnaît s'être trompé, puisque, selon lui, le livre visait à se concilier les faveurs de l'Autriche. « J'accèderais volontiers, dit-il, à votre proposition de m'essayer à écrire sur ce sujet et à le traiter *ex professo*, si cela était compatible avec mes engagements littéraires et ma faible santé. Mais cela m'étant interdit, je me contenterai d'en parler dans une note à la fin de l'œuvre que je suis en train de publier. Je dis : dans une note, parce que malheureusement la partie du texte où je traite de la politique des jésuites est déjà imprimée. Vous pouvez être sûr que je parlerai du Père Prospero avec un très grand respect, étant donné le nom qu'il porte, ses mérites personnels, qui sont des plus rares, et les souvenirs d'une vieille amitié. Je fais aussi mention de lui en d'autres endroits, dès le début de mon ouvrage, et toujours respectueusement, parce que, toute autre considération mise à part, je crois que parmi les jésuites qui sont bons, peu l'égalent en noblesse d'âme et aucun ne le surpasse ».

Mais il nous faut interrompre notre récit pour donner un coup d'œil rétrospectif aux relations personnelles de Gioberti et Taparelli. Ils s'étaient connus pendant leur jeunesse. Or, en 1843, le P. Taparelli, plein d'admiration pour Gioberti, avait conçu l'espoir de faire corriger par lui tout son *Saggio*. A cette fin, il avait confié à Roberto le soin de lui faire parvenir cet ouvrage avec une lettre d'envoi⁶⁰ (elle débute par ces mots : *Carissimo Gioberti...*) qu'il ne faudra lui remettre que si cet auteur des *Considerazioni sopra le dottrine religiose di Vittorio Cousin*⁶¹ est bien son « antico amico », « quel buon chierichetto Gioberti, dit-il, compagno mio *quondam* nel clero di S. Filippo... »⁶². Six mois plus tard, n'ayant pas encore reçu de réponse de Gioberti, il avait de nouveau écrit au philosophe, en termes très affectueux, lui réitérant sa demande de revoir le *Saggio*, et lui en offrant éventuellement la traduction française si quelque éditeur belge voulait s'en charger⁶³. Cette fois, Gioberti avait répondu, rivalisant de compliments et de marques d'estime poussés au superlatif : «... malgré la distance des lieux et les vicissitudes de la fortune, j'ai souvent eu des nouvelles de votre santé et de vos études, regrettant seulement que le merveilleux talent dont Dieu vous a doué, restât pour ainsi dire caché, sans donner au public quelques manifestations proportionnées à sa valeur. Or voici qu'avec votre belle œuvre sur la philosophie sociale vous avez commencé à réaliser, je ne dirai pas mon désir, mais celui de tous ceux qui vous connaissent ; et je veux croire que cet important travail sera seulement le début de cette vie d'écrivain, à laquelle le Ciel vous a destiné... Un catholique allemand de mes amis étant venu me voir, m'a prié

de lui prêter pour quelques semaines ces ouvrages⁶⁴, car il avait l'intention d'en parler dans un journal. J'y ai consenti volontiers, parce qu'il me semble bon que votre travail soit connu en Allemagne aussi⁶⁵, et parce que la maladie⁶⁶ m'empêche d'en commencer tout de suite la lecture... Je me réjouis fort que vous ayez l'intention de publier une traduction française de votre œuvre, et je vous conseille de ne pas tarder. Mais je crois préférable pour sa rapide diffusion, comme aussi plus facile pour les négociations avec l'éditeur, de choisir Paris plutôt que la Belgique... Comme la distance est courte, je m'offre à vous pour revoir les épreuves... »⁶⁷. Comment rester indifférent à tant d'amabilités ? Taparelli reprend la plume ; la familiarité s'accroît et devient de la tendresse : « Vincenzo mio carissimo »⁶⁸. Nous apprenons que les Pères n'ont pas réussi à trouver un éditeur parisien pour la traduction française ; d'après Poussielgue, la vente du livre ne couvrirait pas les frais⁶⁹ ; réponse qui étonne quelque peu Taparelli et mortifierait son amour-propre, s'il n'était rassuré par le succès de l'édition italienne. « Espérons que votre catholique allemand répandra en Allemagne les doctrines auxquelles la presse française se montre si réfractaire. Là les têtes sont plus capables de méditer ». Ce n'est pas du tout certain, mais il faut distinguer le fond et la forme d'un ouvrage, et celle du *Saggio* est assez rebutante pour un lecteur français. Taparelli aurait pu en convenir, lui qui reconnaissait que la pensée italienne diffère de la pensée française, ainsi qu'en témoignent ces lignes adressées à Charles Le Lièvre, auteur d'un *Exposé de principes économiques*⁷⁰ : «... pour nos têtes italiennes, la forme analytique des traités français laisse presque toujours à désirer une certaine évidence géométrique. Les Français nous trouvent probablement ergoteurs et pédants, et il faut s'y résigner ; mais nous avons besoin de voir dès le commencement la proposition qui nous avertisse où l'on veut nous conduire ; ensuite des preuves bien taillées ; enfin un *donc*, un *ergo* qui chasse tous les doutes... »⁷¹.

Sur ces entrefaites, Gioberti avait composé une *Avvertenza* à la seconde édition de son *Primato morale e civile degli Italiani* ; cette préface de 400 pages parut en volume aux premiers jours d'avril 1845, sous le titre de *Prolegomeni*. Il y prenait violemment à partie la Compagnie de Jésus, faisant écho ainsi aux cours professés au Collège de France en 1843 par Quinet et Michelet. Sans doute, il parle de Taparelli en termes très élogieux : « J'ai connu dans ma première jeunesse le P. Taparelli, et il m'est doux de rappeler l'impression que m'a laissée la parfaite amabilité de ses manières, ses vertus, et son talent, qui est un des plus rares et des plus étonnants d'Italie »⁷², mais il en prend occasion pour accuser les supérieurs jésuites de comprimer la liberté intellectuelle de leurs sujets jusqu'à étouffer en eux toute personnalité. Le P. Général s'en émut ; il envoya un extrait de l'ouvrage au P. Taparelli, en lui demandant d'écrire à l'auteur « con urbanità » une lettre, pouvant être publiée, pour démentir ses affirmations fantaisistes⁷³ et lui faire savoir que la doctrine des sujets de la Compagnie n'était pas entravée ou altérée par les Supérieurs. Le P. Taparelli s'exécuta docilement et soumit sans tarder à son

chef la réponse qu'il venait de rédiger, en lui suggérant de l'envoyer à Roberto D'Azeglio (à Turin), dont le fils Emanuele, secrétaire de la légation sarde à Paris, pourrait facilement la faire parvenir à destination⁷⁴. Taparelli, dans sa lettre à Gioberti⁷⁵ (la dernière qu'il lui écrivit), commence par lui dire qu'il lui envoie en même temps un article⁷⁶ où, en défendant la philosophie catholique des Italiens, il lui était arrivé de parler favorablement de la sienne. (Dans cet article du mois de mai, il avait appelé Gioberti « uno dei più singolari ingegni di che l'Italia si onori »⁷⁷, dont les théories sont « immense », lui retournant ainsi, presque mot pour mot, le compliment inséré dans les *Prolegomeni*, sans toutefois le savoir, puisque l'extrait par lequel il connut cet ouvrage ne lui parvint qu'au mois de juin). Tandis qu'il composait cet article, il ne soupçonnait pas du tout la noire idée que Gioberti avait des jésuites et l'assaut terrible qu'il était sur le point de leur livrer. Aussi, quelle déception aujourd'hui ! Il déplore le déluge de calomnies sur les jésuites, mais il refuse fièrement l'exception dont il est lui-même l'objet et se solidarise avec ses confrères. Il ne comprend pas quelle a pu être la cause de cette déclaration de guerre de la part de Gioberti. Il lui donne tous les éclaircissements désirables sur la prétendue privation de liberté intellectuelle dans la Compagnie. De toutes ses forces, il essaye de l'arrêter sur la pente funeste où il s'est engagé. Ce fut en vain. Gioberti ne désarma pas, au contraire.

Voulant supposer que le fait était encore remédiable, Taparelli estimait qu'avant de publier sa lettre, il convenait d'en attendre le résultat⁷⁸. Le P. Général approuva et la lettre et le sursis prévu à sa publication⁷⁹. Quant à Gioberti, il était averti que, si son parti était pris irrévocablement, il n'aurait pas à s'étonner de voir paraître la réponse⁸⁰. De fait, celle-ci fut imprimée au mois de novembre à Lucques dans *La Pragmatologia Cattolica* — *Araldo*, ainsi qu'une lettre analogue du P. Romano, qui avait été envoyée à Gioberti le 24 juin. De son côté, le P. Pellico, frère de l'illustre auteur de *Mes Prisons*, avait écrit de Parme à Gioberti, son ancien condisciple, le 14 juin 1845.

Roberto D'Azeglio (lui qui va, dix-huit mois plus tard, dénoncer à Gioberti l'opuscule *Della Nazionalità*⁸¹ !) ayant demandé à son frère s'il n'allait pas faire une réponse complète⁸² (car la lettre précitée du P. Taparelli n'était pas exhaustive ; elle n'envisageait qu'un seul point : le respect de la pensée personnelle des jésuites de la part de leurs supérieurs), celui-ci avait transmis cette suggestion à son Général⁸³. Le P. Roothaan jugea qu'une longue note du P. Pellico qu'il avait sous les yeux, rédigée à cette même fin, suffisait, sans que le P. Taparelli eût à se distraire de ses « lucubrazioni » (le mot, en italien, n'a pas le sens péjoratif qu'il a en français)⁸⁴.

Gioberti qualifia ainsi la lettre qu'il avait reçue de Taparelli : « un capolavoro di disinvoltura e d'ingegno..., ingegnossissima ma inconcludente, ...tale [comme aussi celle des deux autres jésuites] che non posso desiderare una migliore conferma della verità del mio libro »⁸⁵, « ingegnosa quanto alla forma, ma miserrima quanto alla sostanza, ...potrei cavare qualche nuovo argomento contro

i buoni Padri »⁸⁶. Il ne répondit ni au P. Pellico⁸⁷, ni au P. Romano, ni au P. Taparelli : « perchè le lettere erano inconcludenti, e confermavano più tosto, anzichè ribattere, le accuse del mio libro »⁸⁸. Dans une note du *Gesuita moderno*, il se contenta de dire : « je ne voudrais pas que la mention honorable que je fais de quelques jésuites leur procurât des ennuis et des embarras, en les obligeant à protester contre mes louanges, parce que je sais que les P. Taparelli et Romano ont protesté, par un écrit imprimé, contre deux mots d'éloges que j'avais dits d'eux dans les *Prolegomeni*. J'ai su de plus que le P. Taparelli s'est exprimé en termes pleins de douceur et de modération, ce qui ne m'étonne pas, vu que les esprits comme le sien, nobles par nature et cultivés par une éducation choisie, ne peuvent agir que noblement »⁸⁹.

Il est temps de clore cette trop longue parenthèse⁹⁰, qui avait pour but de faire le point des rapports de Taparelli et Gioberti au moment où allait paraître l'opuscule *Della Nazionalità*. Gioberti avait promis à Roberto D'Azeglio⁹¹ de répondre à cet opuscule, sinon *ex professo*, du moins dans une « note » ; il lui consacra une cinquantaine de pages⁹² (on ne l'accusera pas de manquer de fidélité à ses engagements !) à la fin du tome V (*Documenti e Schiarimenti*) du *Gesuita Moderno* qui parut en avril 1847 à Lausanne chez Bonamici. Elles ont pour titre : *Della Nazionalità in proposito di un' operetta del Padre Luigi Taparelli D'Azeglio* ; elles furent aussi éditées à part, la même année, à Livourne, chez Berlinghieri : *Della nazionalità italiana*. Le ton est modéré, poli, « correct », comme Gioberti l'avait annoncé à Roberto ; les premières lignes contiennent un éloge (« ...egli è tale, che merita che se gli creda... ») et c'est sur un éloge que se termine le texte : « è certamente degna [la causa della nazionalità] del suo nobile intelletto, del suo generoso animo, e dell' illustre suo nome ». Gioberti a déposé un moment sa fougue en faveur d'un homme qu'il a souvent qualifié d'« ottimo », et dont il fait le plus grand cas, regrettant seulement de le voir en... si mauvaise Compagnie. Quant au fond, Gioberti discute tous les points soulevés par Taparelli et il conclut on devine en quel sens⁹³. Taparelli ne répliqua pas tout de suite, mais seulement l'année suivante, après que l'affaire eut « rebondi », comme nous le verrons bientôt.

Il serait bien invraisemblable que Massimo, qui avait (indirectement) provoqué l'intervention de Gioberti⁹⁴, n'ait pas écrit lui-même à son frère pour lui exprimer son indignation. Il le fit certainement (mais sa lettre n'a pas été conservée), car le P. Taparelli commence une lettre du 25 avril 1847⁹⁵ en lui disant combien sa sincérité lui a fait plaisir. Prospero reconnaît aisément que si les intentions prêtées par Massimo à l'éditeur de l'opuscule étaient vraies, ce serait de la part de celui-ci une sottise, mais jusqu'à preuve du contraire il ne faut pas la supposer ; pourquoi ne pas admettre plutôt que l'éditeur pensait comme l'auteur et que dans l'ardeur des discussions il crut utile à la bonne cause d'envoyer tout de suite à l'impression le manuscrit qu'il avait sous les yeux ? C'est cela l'hypothèse non seulement la plus charitable, mais aussi la plus probable. Si Massimo lit sans passion la fameuse Note, il verra qu'en substance elle revient à dire que les questions

nationales doivent se résoudre par les principes de la justice universelle, qui vaut pour les nations comme pour les individus. Cette morale-là n'est pas plus autrichienne que piémontaise ou italienne ; elle est pour celui qui par les faits peut se l'approprier (« *essa è per colui che coi fatti può farla sua* »), et comme l'Autrichien pourrait ajouter : « j'ai pour moi la justice, car j'ai pour moi la possession, les traités, la droiture d'intention du gouvernement » (« *la rettitudine del governo* »), l'Italien pourrait lui répondre : « non, la possession a été interrompue ou elle est récente, les traités ont été violés par vous, votre gouvernement ne vise pas au bien commun ». C'est précisément ce que chacun fait, en déclarant la guerre, par des manifestes où l'on s'attribue à soi-même le droit, et le tort aux ennemis, et Dieu sait avec quelle conscience ! Mais cela est du domaine politique et Taparelli s'interdit d'y entrer (« *io per me non voglio nè debbo entrarvi, chè questo è politica* »). Il n'a voulu favoriser aucun parti, mais seulement proclamer le respect absolu du droit. Ses sympathies secrètes vont à la cause piémontaise. C'est ce qu'il révèle à Massimo en ces termes : « Mais si à toi seul, à toi plus encore *ami* que frère, certain que tu n'abuseras jamais de cette confiance, je devais t'ouvrir mon cœur (car dans la Note c'est la raison seule qui parle), je t'avouerais qu'en mettant ceux qui pensent comme toi sur la seule voie qui me semble capable de vous rallier l'unanimité des esprits droits, je croyais leur rendre, à eux que j'aime, un très grand service, et en eux à la patrie, et je m'en réjouissais... Si à un plaideur, engagé dans un procès mal commencé, un ami affectueux indique un moyen plus efficace et plus sûr de gagner, non seulement cet ami ne passera pas pour un adversaire, mais souvent on le reconnaîtra comme un soutien plus avisé. Or c'est cela qu'il me semble avoir fait avec vous en disant bien haut : votre dessein est généreux, mais vous vous trompez de chemin »⁹⁶.

Massimo D'Azeglio était apaisé par ces explications sur le vrai sens de l'opuscule de son frère, mais il n'en admettait pas pour autant la doctrine. Aussi quand, étant chef du gouvernement piémontais, il fonda en 1850 à Turin la première chaire de droit international et maritime, il y nomma Pasquale Stanislao Mancini, qui, après la révolution de 1848, avait dû abandonner le royaume de Naples et s'était réfugié en Piémont. Le professeur, s'inspirant de Gioberti, avait un enseignement diamétralement opposé à la thèse de Taparelli. La célèbre leçon d'ouverture (22 janvier 1851) : *Della Nazionalità come fondamento del diritto delle genti* est implicitement dirigée contre lui. C'était Massimo qui parlait par personne interposée, comme il avait voulu jadis écrire par la plume de Gioberti. Mancini proclamait le primat de l'indépendance, qui est, d'après lui, non seulement un droit, mais un devoir, et un devoir devant lequel les stipulations du droit positif international sont sans valeur, ce qui justifiait l'entreprise piémontaise.

D'autres écrits, moins importants que celui de Gioberti, avaient attaqué l'opuscule du P. Taparelli dès sa publication, tel l'article signé : P. A. C. (Prof. Augusto Conti) et intitulé : *Nazione e Civiltà. In risposta al P. Taparelli D'Azeglio*. Estratto dal « *Fanfulla* », Appendice di Marzo 1847, Roma, presso l'Editore Alessandro

Natali, coi tipi del Pompei in Orvieto. Ces seize pages n'offrent guère d'intérêt, à part cet aveu précieux : le « libriccino » examiné « è ancora il solo fra noi a parlare da filosofo della nazione » (p. 6). Peut-être ont-elles été écrites à l'instigation de Massimo, qui était alors à Rome et qui exerçait son influence sur le jeune journal *Il Fanfulla*, car nous savons qu'il était impatient de voir prendre le contrepied des idées, si néfastes selon lui, lancées par son frère. Signalons encore la leçon, faite à l'Université de Pise, par Silvestro Centofanti et imprimée sous le titre : *Del diritto di nazionalità in universale e di quello della nazionalità italiana in particolare*. Pisa, Nistri, 1847. La note satirique elle-même ne fit peut-être pas défaut. Giusti, qui avait quelque raison de ne pas ignorer le P. Taparelli⁹⁷, avait dédié *La Rassegnazione* « Al Padre XXX, Conservatore dell' Ordine dello *statu quo* ». Si nous en croyons N. Vaccalluzzo⁹⁸, ce personnage ne serait autre que le P. Taparelli.

Mais la note *Della Nazionalità* ne suscite pas à Taparelli que des contradicteurs. Elle donna l'occasion à Bartolomeo Veratti, professeur de droit à l'Université de Modène, d'étudier la nationalité d'un point de vue, non plus philosophique, mais juridique. Dans son essai *Del concetto di Nazione. Saggio di diritto internazionale*⁹⁹, Veratti se réfère fréquemment à Taparelli et confirme pleinement ses assertions.

Concluons ce débat, dont nous avons énuméré les péripéties, et auquel un an plus tard la réponse de Taparelli au *Gesuita moderno* de Gioberti va mettre un point final. Massimo et Roberto D'Azeglio, Cesare Balbo, Gioberti ont lu le texte de Taparelli plus avec l'imagination qu'avec les yeux. Préoccupés des conséquences pratiques que l'on pouvait tirer des prémisses, plutôt que de la vérité intrinsèque de l'exposé, ils ont, à tort, accusé l'auteur de se faire équivalement le défenseur de la domination autrichienne en haute Italie, ce qui était se rendre gravement coupable de « défaitisme ». Les préjugés les ont empêchés de comprendre la portée exacte de cette mise au point d'ordre moral et les ont amenés à déformer, de bonne foi peut-être, les intentions de Taparelli. S'ils avaient envisagé les choses avec calme, d'une manière objective, l'impartialité les aurait obligés à reconnaître que l'opuscule *Della Nazionalità* n'était pas tendancieux. Le P. Taparelli ne s'oppose pas *a priori* aux auteurs de l'indépendance, mais en tirant au clair ce qu'ils donnent comme des postulats indiscutables, il veut les aider à voir le droit, qui est le premier bien à rechercher ; sinon l'on ouvre la porte à toutes les révolutions possibles (sans compter que l'évidence du bon droit aurait été capable de gagner à la cause piémontaise l'appui des puissances étrangères, récompense temporelle non négligeable s'ajoutant par surcroît à l'amour désintéressé de la justice). Cette indépendance tant vantée, il ne nie pas qu'elle soit souhaitable, mais seulement qu'on doive s'efforcer de l'obtenir d'une manière inconditionnée¹⁰⁰, car l'amour de la patrie n'a pas tous les droits. Fidèle aux principes généraux de droit naturel de son *Saggio*, il les applique avec sérénité et logique au cas particulier de la nationalité, dans cette Note qu'il a écrite de lui-même et

non sur l'injonction de ses supérieurs poussés par une arrière-pensée utilitaire (la seule chose qui ne soit pas de son initiative. c'est la publication séparée), mais il reste dans la sphère des idées abstraites, sans descendre aux faits concrets qui intéressaient ses contemporains. Si l'on réfléchit au contexte historique, il faut avouer que les lecteurs ne pouvaient pas détourner leur pensée des questions qui se posaient inévitablement à ce moment critique, et cet attrait exercé par les circonstances sur leur esprit surexcité, est une excuse partielle à leur contresens.

Certes, en son for intérieur, le P. Taparelli n'était pas indifférent aux conjonctures politiques où se débattait l'Italie. Avant le moment où il dut rompre avec Gioberti, il n'hésitait pas à faire sien le système prôné dans le *Primato*, consistant à établir la Papauté comme centre de l'unité italienne, ce qui permettrait de confédérer les diverses populations sans violer les droits des gouvernants. Il estimait que le programme néo-guelphe était à encourager, et il ne cachait pas ses sympathies¹⁰¹. Bien plus, un beau jour il communiqua loyalement au P. Général ses observations sur la tendance des jésuites dans l'Italie continentale¹⁰². Voici le résumé de ses remarques : le libéralisme est né sous les auspices de l'impiété, mais l'état des esprits étant changé, beaucoup de jésuites continuent pourtant à s'opposer à lui d'une façon qui maintenant est peut-être injuste et maladroite ; — les jésuites redoutent tous ceux qui se montrent favorables aux nouveautés ; ils exagèrent les critiques dont ils sont l'objet, au lieu de les interpréter bénévolement ; — beaucoup de gens sérieux, même sincèrement catholiques, désapprouvent l'attitude de certains jésuites. Peut-être ont-ils tort, mais avant de négliger leur avis, il faudrait examiner les faits et se défier de soi-même, car ce n'est pas la haine qui inspire ces personnes ; — certaines louanges données aux grands sentent l'adulation. — Actuellement, il y a un libéralisme modéré qui n'est pas mauvais en soi, qui répond peut-être même à un besoin de la société et qui est donc admissible : on doit faire savoir d'une façon authentique qu'on n'en est plus l'ennemi déclaré. Le progrès des idées démocratiques est universel, le peuple acquiert une part de souveraineté de plus en plus grande : il faut éviter de heurter les masses, à qui appartient sans doute l'avenir, en boudant les institutions modernes et en se tenant à l'écart de la vie publique. Cette absence serait nuisible à la bonne cause ; ce fut l'erreur des catholiques français après 1830 ; il faut au contraire diriger le courant, sans sortir de la légalité, pour l'empêcher de dévier, montrer qu'on n'est pas lié à l'absolutisme et hostile à d'autres formes légitimes de pouvoir, enlever ainsi tout prétexte à l'opposition et diminuer par là même le nombre des ennemis. (Est-il besoin de faire remarquer que c'est là, avant la lettre, la politique du « ralliement » de Léon XIII ?). Le bon P. Taparelli va jusqu'à demander s'il ne serait pas opportun qu'il fit un petit voyage en Piémont pour tenter, grâce à ses relations, un accord avec les chefs de parti¹⁰³.

Le P. Roothaan ne partagea pas entièrement l'opinion de Taparelli¹⁰⁴ ; il coupa court à toutes ses propositions ; les considérations qu'il fit valoir ne sont pas dénuées de sagesse ; la Com-

pagnie de Jésus doit rester étrangère à toutes les questions politiques¹⁰⁵. Quant au *viaggetto*, il ne le croyait pas opportun « ad m. D. g. ».

Cesare Balbo avait, on s'en souvient peut-être¹⁰⁶, écrit à son cousin jésuite le 20 février 1847 ; il souhaitait de voir la Compagnie de Jésus prendre hardiment la tête du mouvement. Taparelli, quand il lui répondit le 17 mars¹⁰⁷, avait déjà reçu la lettre du P. Roothaan datée du 4 mars ; aussi fit-il des distinctions et ces réserves. Balbo revint à la charge par sa lettre du 20 avril¹⁰⁸, mais il ne l'envoya pas, pour un motif que nous ignorons¹⁰⁹.

Au début de septembre 1847, se tint à Palerme la Congrégation provinciale. Les P. Taparelli et Jemma furent députés pour recueillir les vœux ; et au second scrutin, à une majorité inusitée, ils furent choisis l'un comme procureur, l'autre comme substitut, pour aller à Rome représenter la Province de Sicile à la Congrégation triennale des délégués de toutes les provinces de la Compagnie. Ces assises durèrent du 16 au 20 novembre. Taparelli, arrivé à Naples le 23 octobre, partit pour Rome le 29 ; dans les premiers jours de novembre il eut une audience de Pie IX¹¹⁰ ; de retour à Naples le 1^{er} décembre, il s'embarqua le 9 pour Palerme. Massimo D'Azeglio, *leader* du parti modéré et assez bien vu de Pie IX lui-même, était à Rome vers la mi-novembre. L'occasion était bonne pour Taparelli de réaliser ce qu'il appellera plus tard son « rêve doré »¹¹¹ ; ce qu'il n'avait pu faire en Piémont, puisque le Général ne lui avait pas permis d'y aller, il le ferait à Rome. Il voulut tendre la main aux libéraux mitigés et dissiper les incompréhensions. Avec la candeur d'un fils de lumière, il désirait entrer en rapports avec les principaux personnages du parti. Massimo lui ménagea une entrevue, en sa présence, avec Marco Minghetti, Antonio Silvani, tous deux membres, pour Bologne, de la Consulte d'État instituée par le pape quelques mois auparavant, et le docteur Pantaleoni, de Macerata. Minghetti a raconté ce colloque dans ses *Miei Ricordi*¹¹². Voici la traduction du passage : « Massimo me parlait souvent de son frère jésuite, pour lequel, tout en étant très opposé aux jésuites, il avait beaucoup d'estime et d'affection. Le livre de Gioberti avait excité contre eux les esprits, et déjà dans les villes où les manifestations populaires se succédaient fréquemment au cri de « Vive Pie IX », se mêlait aussi celui de : « Mort aux jésuites ». Un jour Massimo me dit : « Mon frère voudrait causer avec toi et Silvani des choses de son Ordre ; il entend lui aussi gronder l'ouragan, et il lui serait agréable d'avoir un entretien avec vous deux sur la situation ». Aussitôt dit, aussitôt fait ; on décida de se trouver chez Massimo un soir, et la conversation fut longue et animée. Le bon jésuite, tout à fait ignorant des choses du monde, commença par se plaindre amèrement de l'injustice avec laquelle on les persécutait, et il lui semblait qu'il serait aisé de persuader aux masses de déposer la haine contre eux. Silvani se taisait, ou répondait par des monosyllabes ou des phrases insignifiantes. Moi, au contraire, tout échauffé, j'expliquais comment et pourquoi ils avaient attiré sur eux les blâmes et les médisances. Je regrettais de voir que les agitateurs soulevaient le peuple à leurs dépens, ce qui troublait

fort l'esprit de Pie IX. Si vraiment ils n'étaient pas hostiles aux réformes politiques, pourquoi ne publieraient-ils pas un journal, une revue, où ils expliqueraient clairement les idées dont ils se disaient convaincus ? Si ce qu'on disait des richesses immenses des Collèges était une calomnie, je leur proposais de publier leur patrimoine et de défier quiconque prétendait connaître d'autres sources de revenus, de prouver ses assertions ; s'ils aimaient la patrie, je leur proposais d'exhorter leurs élèves à s'en faire les défenseurs. Mon discours était l'effet d'une illusion juvénile, mais sincère. Quand nous fûmes sortis, je demandai à Silvani pourquoi il ne m'avait pas secondé ; à quoi il répondit en souriant : « Parce qu'il est inutile de perdre son souffle ». Le lendemain, Massimo, qui avait parfaitement jugé toute la conversation, me raconta qu'après notre départ son frère avait fort loué le vieux, qui leur paraissait un homme d'idées sages et bienveillantes, et blâmé fortement le jeune, comme étant un esprit bouillonnant et inconsideré. En entendant cela, Massimo avait ri, et il répondit à son frère : « Malin, va, si les jésuites étaient tous comme toi, ce serait une grande calomnie que de les accuser d'être rusés ».

Massimo fit lui aussi un récit de cette rencontre, dans une lettre à Roberto, du 3 décembre 1847¹¹³ : « ... Je lui ai conseillé une Revue jésuite ouverte, loyale, par laquelle ils aideraient le libéralisme de Pie IX¹¹⁴. Lui il serait d'accord, mais je crains qu'on n'en fasse rien, à cause de leurs rétrogrades. Il a désiré se trouver avec des hommes de notre parti, je l'ai fait se trouver avec Minghetti, Silvani, députés, et Pantaleoni, chez moi, et l'on a parlé des deux côtés en toute franchise. Cela fut une scène curieuse. Ils se sont séparés contents les uns des autres... ». Et faisant à Gioberti le compte rendu de cet « abboccamento », Massimo dit qu'on parla beaucoup et que l'on conclut peu, comme il arrive toujours, et comme il devait arriver d'autant plus en ce cas, pour lequel « je ne me faisais pas la moindre illusion, avoue-t-il, mais il ne me semblait pas bien de me refuser à cet essai »¹¹⁵. Gioberti était déjà au courant, grâce à Roberto, à qui il avait répondu qu'il restait sceptique, qu'on ne pouvait rien augurer de bon de ce genre de rapprochements, et qu'il dissuadait Massimo de s'engager dans cette voie ; le *risorgimento* serait toujours précaire, tant qu'on n'abattrait pas cette hydre¹¹⁶ (c'est la Compagnie de Jésus qu'il désignait sous ce nom).

Le 22 février 1849 (la date n'est pas sans importance), Taparelli gardait toujours ses illusions sur une entente possible entre les deux camps politiques : « Comme tu le vois, écrit-il à Massimo, je caresse encore l'idée que je nourrissais à Rome, il y a deux ans ; je pense encore à la possibilité de réconcilier, par désir du vrai bien public, les catholiques zélés avec les libéraux modérés »¹¹⁷. Cependant les événements finirent par lui déssiller les yeux et il lui fallut se rendre à l'évidence. Après la restauration, il put mesurer le fossé qui s'était creusé entre les deux partis et il dut renoncer à ses espoirs chimériques de compromis. A propos de sa rencontre avec « Minghetti e compagna », il confesse le 30 octobre 1852 : « Je ne me rappelle pas jusqu'à quel point j'ai été satisfait du résultat de cette entrevue, mais ce qui est certain

c'est que les faits qui ont suivi m'ont fait voir l'impossibilité absolue de rapprochement par défaut d'unité de langage et d'unité de principes, d'où il arrive que le clergé appelle *bien* ce que les libéraux appellent *mal* »¹¹⁸. L'utopie n'est pas bien dangereuse chez un esprit qui a, comme Taparelli, l'humilité de reconnaître son erreur.

La Congrégation triennale de novembre 1847 étant terminée, le P. Taparelli avait quitté Rome quelques jours après. Il était rentré à Palerme depuis un mois quand la révolution éclata dans la capitale de la Sicile, le 12 janvier 1848. Un cas de conscience se posait pour les jésuites : quelle conduite tenir à l'égard des insurgés ? Gualterio affirme¹¹⁹ qu'ils prirent la résolution unanime de ne pas les considérer *in foro conscientiae* comme des rebelles. Et le P. Narbone (1789-1860) atteste¹²⁰ que la question de l'indépendance de la Sicile avait même été débattue et tranchée par les jésuites de Palerme avant les journées de janvier 1848. A leurs yeux le soulèvement était légitime¹²¹, étant donnée la violation par les Bourbons des engagements souscrits ; aussi aidèrent-ils par leur autorité le nouveau gouvernement à se consolider. Dès le début de l'insurrection, ils s'étaient dévoués au soin des blessés. « Jusqu'à présent nous sommes encore en vie, écrit Taparelli à Massimo le 21 janvier¹²² : 20 ou 30 bombes ont fauché quelques victimes, incendié un monument public, et puis le bombardement a été suspendu. Je ne sais si tu as reçu mon autre lettre, expédiée, il me semble, le 14 janvier. Depuis, on nous a demandé un don patriotique et nous avons donné cent onces¹²³ : petite somme pour le besoin, mais qui est grande dans notre gêne actuelle. Le même jour on nous a demandé d'assister les blessés à l'hôpital¹²⁴, et nous y avons en effet été employés, et, entre autres, le P. Romano y alla pendant trois ou quatre jours. Les supérieurs ont offert en même temps les médicaments gratuits et la charpie pour soigner les plaies. Le Comité nous a témoigné une rare courtoisie, et dans les rues bien des gens criaient : *Vivent les jésuites !* C'est, je crois, la première des révolutions qui commence par ce cri, sorti de la bouche du peuple, dont plus de mille personnes mangent à notre porte. J'espère que tu ne m'accuseras pas de vaine gloire si je te fais ce récit, comprenant bien à quoi il tend, à savoir, te montrer l'esprit avec lequel nous agissons en cette circonstance, en conformité avec ce que je t'ai dit à Rome. Hier soir, on nous a fait une autre requête, mais celle-ci, à vrai dire, m'a été très pénible. On a demandé un logement dans le collège pour 400 hommes de troupe civique : voir à quel péril on expose le Musée, la Bibliothèque, le Cabinet et tout ce si bel édifice, en les confiant à des gens armés qui, comme tu le comprends, n'ont pas encore de discipline, et en les exposant à un assaut, m'a touché plus que dans les jours passés la pensée des bombes. Le Musée est unique¹²⁵, la Bibliothèque est la meilleure de Palerme. Cela suffit, espérons-le ; le bruit court d'un arrangement. Ah ! si cela pouvait être vrai. Adieu, cher Massimo ; envoie cette lettre à Roberto, pour qu'il ait de mes nouvelles. Je vous embrasse tous deux, et avec quelle affection en ces moments si critiques,

très affectonné F. G.¹²⁶.

P.-S. J'ai rouvert la lettre qui n'a pas trouvé le moyen de partir, pour te dire que hier 28, la troupe napolitaine a paru presque mise en déroute ; pendant toute cette quinzaine elle a montré une valeur et une fidélité auxquelles tous ne s'attendaient pas, mais peu de capacité chez les officiers qui la commandaient. Je ne te dis rien des opérations militaires et des nouvelles politiques, étant sûr que tu les sauras mieux par ailleurs. Les dangers de la guerre semblent pour nous terminés¹²⁷ ; évitons-nous avec un égal bonheur ceux de la paix ? C'est ce que nous verrons ».

Ferdinand II dut accorder une constitution aux Siciliens. En mars s'ouvrit le parlement. Mais bientôt se dessina une vague d'hostilité contre les jésuites, à l'imitation de ce qui s'était fait dans la Péninsule ; la campagne acharnée menée par Gioberti commençait à porter ses fruits. La presse était déchaînée. Parmi les journaux (ils pullulaient) qui attaquaient la Compagnie citons : *La Bomba, La Vipera, Il Gallo, La Formica, La Rigenerazione, l'Apostolato, Il Patriottico*. La défense était assumée par : *Il Cittadino, Il Rimuneratore, L'Amico del popolo, l'Argo Siciliano*. Une floraison de pamphlets vint agrémenter la bataille, tel que : *I Gesuiti. Versi eroicomici di un poeta siciliano*, tandis que pour y faire face, on réimprimait une poésie intitulée : *Un biscottista alla predica di un Gesuita*. Mais la note comique n'enlevait rien au tragique de la situation. Aussi les jésuites firent-ils afficher le 17 mars sur les murs de la ville une protestation par laquelle ils se désolidarisaient de leurs confrères du continent. En voici la traduction : « Les jésuites de Sicile, dès le premier jour, profondément convaincus de la sainteté de la cause de leur pays natal, tout en remerciant vivement le public pour l'approbation universelle par laquelle il a récompensé leurs humbles services, ne peuvent pas dissimuler l'amertume qu'ils éprouvent en entendant quelques voix s'élever contre eux. Ils protestent solennellement devant toute la Sicile qu'ils ne veulent pas prendre sur eux la responsabilité de la conduite et des opinions de leurs confrères d'outre mer. Quelle a été cette conduite, ils l'ignorent. On aurait donc tort de leur imputer les fautes ou les imprudences dont ceux-là sont publiquement accusés. Fidèles aux lois de leur saint Fondateur, ils n'ont rien de commun avec eux que l'habit, le nom et le but, qui est de faire du bien aux âmes et de rendre service à tous. Siciliens de patrie et de cœur, ils ne peuvent pas ne pas se réjouir de voir la liberté et l'indépendance reconquises. Ils espèrent donc de la droiture et de la sagesse de leurs frères siciliens, que ceux-ci voudront bien les juger d'après ce qu'ils voient de leurs propres yeux, et non d'après ce qu'on écrit sur les jésuites de l'extérieur ».

Cela ne suffisait pas. Un jésuite célèbre, dont nous avons plusieurs fois cité le nom, le P. G. Romano, philosophe enclin à l'ontologisme de Gioberti, publia dans un journal de Palerme : *L'Indipendenza e la Lega*¹²⁸, un article intitulé : *La causa dei Gesuiti in Sicilia negli interessi del pubblico*, qui, après avoir été revu et augmenté, parut en opuscule¹²⁹. C'était un plaidoyer pour son Ordre, destiné à en écarter les menaces que des incidents récents avaient révélées ; la révolution qui venait de s'accomplir y était

appréciée en termes complaisants. Le P. Taparelli ne restait pas inactif. Il s'adressa le 11 avril à son cousin Cesare Balbo¹³⁰, qui avait assumé le 16 mars la présidence du ministère piémontais (il la garda jusqu'au 27 juillet de la même année) : « Tu sais les vicissitudes de mes frères en religion, et je ne doute point qu'elles te paraîtront, comme celles de 73, une vraie *coquinerie*¹³¹. Mais tu comprendras que, coquinerie ou non, nous devons ici aussi nous attendre au même sort, ou par haine de notre nom ou par amour de nos biens : non de la part du peuple, qui nous aime et s'armerait pour nous défendre, ni de celle du gouvernement, qui nous démontre de singuliers égards pour le concours prêté¹³² pendant notre insurrection, mais sous l'influence d'un parti que tu connais mieux que moi. Disposé avec mes confrères à marcher sur les traces de Jésus au Calvaire, je crois cependant de mon devoir avec eux *ut testimonium perhibeam veritati* ; et parmi les documents qui pourraient peut-être m'apporter quelque suffrage, je me suis souvenu de ta bonne lettre¹³³, où tu m'as ouvert ton âme sur les jésuites. — Tu m'y permettais de m'en servir en la publiant, pourvu que ce fût intégralement¹³⁴, et par conséquent à la rigueur j'aurais pu t'épargner l'ennui de la présente. Mais notre siècle court si rapidement que chaque jour vaut un an, et chaque année transforme le monde : je n'ai donc pas cru qu'il serait discret d'utiliser ta permission sans t'en demander une confirmation, et, afin que tu puisses me l'accorder ou la refuser en connaissance de cause, je t'ai fait recopier la lettre. Si tu n'y changes rien, il n'y a pas besoin de me la réexpédier, puisque j'en ai l'original ; si tu y fais quelques changements, il suffit de les insérer en lieu opportun, et de me renvoyer la copie. Tu me pardonneras l'importunité, par égard à ma délicatesse ; tu me pardonneras si j'ajoute une demande de *prompte réponse*. Quelle impertinence envers celui qui tient entre ses mains les destins de l'Italie ! Mais, cher César, moi j'ai entre les miennes ceux de mes 300 confrères, à qui la *liberté* promet une expulsion prochaine, l'*égalité* une confiscation, et l'*habeas corpus* un assassinat : si je ne faisais pas tout mon possible pour les défendre, je me croirais coupable de leurs malheurs. Le mien m'importe peu ; nous nous sommes conduits ici (tu le sais certainement) de telle façon qu'on ne peut nous dire opposés ni au progrès, ni à la nation, ni à l'Italie : notre délit n'est donc pas d'ordre politique ; aussi j'espère que Dieu nous tiendra compte de nos tourments, comme étant un acte d'amour pour Lui. Qu'Il soit toujours béni ! ». La lettre de Balbo ne fut pas publiée, nous ne savons pourquoi.

Le Provincial des jésuites (le P. Scarlata) siégeait à la Chambre des Pairs : il signa, le 13 avril, un décret qui déclarait déchu la dynastie des Bourbons.

Un tract de 8 pages, *Che sarà di noi ?*, dû à la plume du P. Taparelli, et portant la date du 18 avril 1848, était un appel aux Siciliens en faveur des religieux persécutés.

C'est alors que parut une diatribe du P. Melchiorre Galeoti, des Écoles Pies : *Considerazioni sulla protesta dei Gesuiti di Sicilia e risposta ad un articolo del P. Romano*¹³⁵. (L'auteur, aussitôt désavoué par ses confrères, regretta plus tard cet écrit venimeux et

reconnut s'être trompé). Les jésuites y étaient accusés, en termes vraiment inconvenants, de duplicité et autres défauts de même genre : leur déclaration de loyalisme patriotique formulée dans la *Protesta* était contredite par toute leur manière de faire antérieure. Pour démontrer qu'ils ne s'étaient prononcés pour la cause sicilienne que par pur opportunisme, après le triomphe de la révolution, Galeoti alléguait l'opuscule du P. Taparelli *Della Nazionalità* et faisait siennes les critiques de Gioberti¹³⁶ : là Taparelli avait pris position contre le principe d'autonomie, tandis que dans le manifeste collectif, il était d'accord avec ses confrères pour exalter l'indépendance de la Sicile. Et dans une phrase qui rappelle le *hic tamen vivit* de la première *Catilinaire*, Galeoti s'indignait de la présence de Taparelli à Palerme¹³⁷. Un factum anonyme de la même époque, *Il Gesuitismo siciliano svelato*, répétait ces griefs¹³⁸ et souhaitait que les jésuites non originaires de Sicile, après avoir reçu ce qu'il fallait pour le voyage, fussent renvoyés chez eux ou bien là où il leur plairait, sous la conduite du P. Taparelli¹³⁹.

L'injure était grave. Il fallait rompre le silence. Au lieu de se répandre en invectives, le P. Taparelli se contenta de tirer de son tiroir la réponse qu'il avait préparée depuis plusieurs mois¹⁴⁰ à l'appendice du *Gesuita Moderno* de Gioberti le concernant¹⁴¹ et qui était restée inédite. Il la fit paraître dans le numéro du 12 mai 1848 du journal palermitain *Il Cittadino* sous le titre : *Polemica*, et en opuscule : *Poche parole al reverendo P. M. Galeoti dal P. L. Taparelli d. C. d. G.*¹⁴² Elle fut reproduite (p. 9 à 22), avec suppression de ce qui était particulier aux circonstances de temps et de lieu, dans la seconde édition de la *Nazionalità, rivista ed accresciuta notabilmente dall' Autore con una risposta del medesimo alle Osservazioni di Vincenzo Gioberti*¹⁴³. Le P. Taparelli repousse l'accusation avancée contre lui d'avoir été *impugnatore dell' autonomia nazionale*. Il va jusqu'à écrire, à propos de Gioberti, qu'en substance il est presque parfaitement d'accord avec lui : «... nella sostanza delle dottrine noi siamo quasi perfettamente d'accordo in quei punti medesimi, ove l'impero delle circostanze e il calor degli affetti gli fece credere di trovare in me un avversario ». C'était la première fois qu'il se défendait publiquement d'avoir, dans la Note *Della Nazionalità*, soutenu l'Autriche : il avait conseillé de se fonder, non sur le fait que les Autrichiens étaient des étrangers en Italie, mais sur celui de l'injuste sujétion (*indebita soggezione*) à laquelle étaient soumis les Lombardo-Vénitiens ; c'était substituer un argument solide à un argument sans valeur, et par là-même servir l'unité italienne : « come assicura la istanza del suo cliente un avvocato, quando lo dissuade dallo usare un argomento debole, e ne sostituisce uno gagliardo ». Quant à la cause de la Sicile, il l'avait embrassée, non par hypocrisie, mais par conviction.

Les mérites que les jésuites s'étaient acquis par le zèle avec lequel ils s'étaient dévoués au service sanitaire et par leur complicité plus ou moins empressée à l'insurrection, ne furent pas récompensés : le 31 juillet (... fête de saint Ignace de Loyola !), un projet de dissolution de la Compagnie en Sicile, signé de La

Farina¹⁴⁴, La Masa et autres députés, fut déposé à la Chambre et adopté presque à l'unanimité ; le lendemain, la Chambre des Pairs le ratifiait. Il comprenait 10 articles, dont le premier est ainsi conçu : « Sono sciolte ed abolite le corporazioni di regolari esistenti in Sicilia sotto il vario nome di Compagnia o case di Gesù e del SS. Redentore ». On ne faisait que suivre la mode, mais l'opération fut exécutée d'une manière plus douce qu'ailleurs¹⁴⁵. Les Pères étaient autorisés à rester dans l'île, en renonçant à la cohabitation, et on leur assignait une pension viagère¹⁴⁶. Le décret fut intimé au Provincial. Cette mise en congé forcé et illimité, fût-il payé, n'en constituait pas moins un abus criant et le Provincial protesta, comme c'était son devoir de le faire. On ne l'écouta pas : il fallait s'y attendre. La garde nationale vint occuper les diverses résidences¹⁴⁷. Les Pères durent abandonner la vie commune et se disperser. Ils quittèrent leur habit traditionnel et cherchèrent à se loger chez des particuliers, tout en continuant à faire du bien au peuple. Leur enthousiasme pour le nouveau régime dut baisser ; ils s'aperçurent, mais un peu tard, que de la confusion des idées propre aux bouleversements politiques naissaient parfois des fruits amers.

Le P. Taparelli jouissait d'une large popularité ; aussi n'avait-il rien à craindre. C'est ce que nous apprend une lettre de Constance D'Azeglio à son fils, du 9 septembre 1848¹⁴⁸ : « Les jésuites ont été supprimés en Sicile. Comme mon beau-frère Prospero y a toujours été fort estimé, on lui a accordé la *cittadinanza* et tout le monde lui a offert asile. Il est chez un ami, désirant ne pas quitter Palerme dont il croit le climat indispensable à sa santé. Il était même question de le nommer bibliothécaire ». Mais six semaines plus tard (22 octobre), elle écrivait : « Nous avons une lettre de Prospero. Quel état que celui de Palerme ! L'anarchie et le brigandage sont à l'ordre du jour. Aussi il paraît qu'ils finiront par s'entendre avec Naples »¹⁴⁹. Le P. Taparelli s'était joint à un prêtre français, M. Pierre Lecomte, professeur au *Convitto dei Nobili*, qu'il connaissait depuis huit ans et pour qui il avait beaucoup d'estime et d'affection. Le frère Marino, coadjuteur, s'occupait de leur ménage.

Le P. Taparelli jugea bon de mettre au courant le P. Général Roothaan qui, dès la fin de mars, s'était réfugié en France (il demeura habituellement à Marseille jusqu'en janvier 1850). Le 14 septembre 1848 il lui écrivit, en français, une lettre¹⁵⁰ fort curieuse, car, pour sauvegarder les secrets, elle est rédigée de telle sorte qu'il faut une « clef » pour la déchiffrer :

« MON CHER ET RESPECTABLE MR. DUCROS¹⁵¹,

Je n'écris que deux mots, parce que je crois que M. Joseph de l'Hôpital¹⁵² vous aura écrit. Vous savez par conséquent que notre banqueroute¹⁵³ a été déclarée : et il fallait bien s'y attendre, quoiqu'elle parût devoir traîner. Ce qui me peine, et que je crois pourtant *devoir* vous dire franchement, c'est que le pauvre Mr. Pierre¹⁵⁴ (dont vous recevrez ci-joint un petit paquet) paraît avoir perdu tout espoir et abandonné tous les moyens qu'on pouvait adopter pour sauver quelques débris de notre

fortune¹⁵⁵. Les instructions¹⁵⁶ données par vous à vos commis de Rome¹⁵⁷ auraient pu lui suggérer quelque ressource : mais point du tout : on a tout remis au *sauf qui peut*. Mr. de l'Hôpital a fait le peu qu'il pouvait : mais que pouvait-il ? Enfin, Mr., comptez que votre argent¹⁵⁸ est à la merci du hazard : et je crois avoir rempli mon devoir d'honnête homme en vous le déclarant.

Si vous désirez quelques détails, vous pouvez m'adresser la lettre ici, car je compte rester. Mon adresse : « Mr. Louis de Courtandon¹⁵⁹, Palerme », sous l'enveloppe dirigée à M. Pierre Lecomte. Mes respects à Madame et à toute la famille.

Votre ami dans le malheur comme dans la prospérité.

Palerme 14 septembre 1848.

Jusqu'ici les personnes sont respectées : mais nos créanciers sont tous dans les *squadre*, tous armés, et ici point de police. On ne sait comment ça finira ».

Le peuple sicilien était devenu souverain. C'était là un fait. Le P. Taparelli le constatait, l'acceptait, peut-être même s'en réjouissait-il sincèrement. En tous cas, il y voyait l'avantage pour l'Église de pouvoir se dégager du Joséphisme qui s'était introduit chez tous les gouvernements. Il adhéra au régime populaire qui venait de s'établir et qu'il considérait comme légitime (mais il n'en jugeait pas moins absurde la doctrine suivant laquelle tout peuple serait en droit nécessairement souverain, par exigence de nature). Il fallait faire l'éducation de la conscience politique des Siciliens, improvisés rois, les aider à s'acquitter des devoirs que comportaient les responsabilités nouvelles qui leur étaient dévolues. Le P. Taparelli fit paraître quelques articles de philosophie politique sur les sujets d'actualité ; citons en particulier les *Conversazioni politiche ad uso del popolo*, dans l'éphémère¹⁶⁰ *Il Pensiero della Nazione. Giornale Siciliano*, qui, après avoir été remaniées, furent publiées en opuscule à Florence.

Les hommes au pouvoir ne profitèrent guère de ces leçons, car au mois de mars, le P. Taparelli, qui était l'« ornement »¹⁶¹ de la Sicile, fut arrêté comme suspect¹⁶². Voici, traduit en français, le récit qu'il envoya « Dal Convento dei Cappuccini, 20 marzo '49 » à Roberto¹⁶³ :

Sais-tu d'où je commence cette lettre ? Je suis en train de t'écrire *in domo Petri, dove sono le finestre senza vetri*. Mais, par la grâce de Dieu et du Patriarche Saint François, il y a de bons panneaux de papier, un air excellent et la compagnie des Pères Capucins, dont le couvent m'a été assigné comme prison, avec défense de toute communication extérieure. Mais, grâce à la bonté des agents d'exécution, l'ordre n'est exécuté qu'avec douceur, et j'ai la consolation de voir quelques amis.

« Mais, demanderas-tu, pourquoi as-tu été arrêté ? » — Jusqu'à présent, on ne sait pas, et on ne peut pas le savoir, au moins officiellement. Mais voici les faits :

Sur le vapeur français *le Vauban* (dont le commandant, l'officier en second et un autre officier sont mes pénitents) s'est récemment réfugié l'évêque de Girgenti¹⁶⁴ : les uns disent pour des motifs politiques, d'autres

à cause d'une « componende » ou rançon qui lui a été imposée par les assassins. Un clerc du diocèse de cet évêque qui me sert pour faire un peu de lecture, m'a demandé de l'accompagner au *Vauban* pour obtenir la lettre dimissoriale¹⁶⁵ dont il a besoin pour se faire ordonner sous-diacre avant la levée imminente. Et ainsi fis-je. Au retour on força mon canot à me déposer au corps de garde du fortin « *La Garitta* » ; invité à débarquer, je m'avantai sans l'ombre d'un soupçon, persuadé que dans ces temps incertains c'était l'usage d'atterrir là pour que la milice pût mieux exercer sa surveillance ; et j'attendais qu'on me soumit à quelques formalités pour me laisser partir aussitôt. En levant les yeux pour chercher ce qu'on me veut, je me vois entouré de huit à dix soldats avec baïonnette au canon et personne ne parlait. « Qu'est-ce que cela signifie, mon lieutenant ? dis-je au chef du poste. Que je suis arrêté ? » — « Tout juste ». — « Et pourquoi ? » — « Moi je ne suis que l'exécuteur des ordres, ou plutôt il ne s'agit pas d'un ordre proprement dit, mais quelqu'un en qui je dois avoir confiance m'a dit de vous garder ici ». — « Je m'étonne de ce que sans un ordre exprès, on arrête un étranger bien connu et protégé par le consul sarde ». — « Monsieur, vous êtes allé visiter un ennemi de la Patrie ». — « Je suis allé demander un dimissoire pour mon compagnon ; je n'ai aucune connaissance d'actes de félonie commis par cet évêque, et je ne croyais pas qu'il fût défendu de me rendre à bord d'un bateau ami et d'aider mes pénitents à l'accomplissement de leur devoir pascal¹⁶⁶. Si le gouvernement voulait m'interdire d'y aller, il devait m'avertir, mais m'arrêter sans la moindre cause ou défense ou loi préventive... Je proteste hautement contre cette violation de la justice civile et du droit international ».

Voilà, en substance, ce que j'ai dit, durant ces deux ou trois heures passées au Fort ; cependant on nous enleva tous les papiers que nous avions dans nos poches, destinés à tout autre usage qu'à ourdir des conjurations ; on visita jusqu'à nos souliers et peu s'en fallut qu'on ne voulût nous déshabiller : mais, à la première intimation, mon compagnon, jeune homme pieux et excessivement modeste, se récria bien fort, et l'on n'insista pas.

Enfin arriva le Ministre de la Sûreté publique, plein de morgue ; après avoir examiné un par un mes papiers, il les empocha gravement sans souffler mot, et il s'en alla, en me laissant avec un nez long d'une paume (sans compter mon nez ordinaire qui peut bien mesurer une demi-paume). Moi, qui entendais les reproches, non de ma conscience, mais de mon estomac à jeun, le moment habituel du repas étant déjà passé depuis plusieurs heures, j'essayai de le rejoindre, mais en vain, car il était déjà parti. Un peu en colère, je m'adressai à la garde nationale et demandai une feuille de papier pour consigner par écrit ma protestation ; on ne trouva pas de papier, mais à cet instant arriva la voiture envoyée par le ministre pour me conduire à l'interrogatoire, croyai-je, mais j'appris que c'était aux Capucins. Alors, épuisé par la faim, je demandai à celui qui m'accompagnait de me permettre de déjeuner chez moi et lui gentiment (tous ceux qui ont exécuté la sentence ou plutôt l'ordre, ceci soit dit à leur éloge, rivalisèrent d'amabilité) m'y conduisit.

Là, tandis que je déjeunais, j'appris que mon hôte et ami, Mr. Lecomte, s'était déjà présenté au vice-consul sarde et à d'autres pour me faire libérer, mais jusqu'à présent sans succès. Conduit aux Capucins, je fus

remis au R. P. Provincial, qui me comble de mille délicatesses et s'efforce de m'alléger l'ennui d'une injuste détention.

Pendant ce temps, en ville, tu peux juger combien d'amis et de pénitents s'emploient à me faire remettre en liberté. Hier le vice-consul est venu me dire qu'à ses énergiques remontrances, il ne recevait pour toute réponse du Ministre des affaires étrangères qu'une invitation à se rendre au Ministère pour avoir une conversation avec lui. Il alla, non au Ministère, mais à son domicile particulier et lui dit que comme Gaetano Rocca il venait se déclarer le serviteur de M. le Prince de Butera¹⁶⁷, mais que comme consul de Sardaigne il attendait la réponse écrite à la note envoyée à Son Excellence, et la satisfaction demandée pour le traitement illégal subi par un sujet de Sa Majesté Sarde. — Le Ministre répondait en exprimant ses regrets de ce que la Garde nationale eût agi aussi sottement ; mais maintenant l'affaire pouvait, selon lui, s'arranger très facilement : le P. Taparelli a depuis plusieurs jours déjà demandé son passeport ; qu'il parte et tout sera dit ». — « Qu'en dites-vous ? » ajoutait le vice-consul.

Tu peux deviner ma réponse : « J'avais réellement l'intention de partir, il y a quelques jours, quand on m'offrait le voyage gratuit jusqu'à Toulon¹⁶⁸ ; si je suis resté, c'est uniquement parce que, la guerre étant déclarée, je n'ai pas voulu abandonner les Siciliens, comme si je fuyais leurs malheurs et craignais d'être leur compagnon et leur réconfort. Alors j'aurais pu partir sans encourir positivement le déshonneur. Mais aujourd'hui que le gouvernement m'a marqué comme un traître à la Patrie, partir est pour moi impossible. Faites-moi un procès, si je suis coupable et condamnez-moi ; si je suis innocent, que mon innocence soit proclamée ». — « Mais l'affaire traînera en longueur » répliqua le vice-consul. — « Je resterai en prison des mois et des années, s'il le faut, mais je veux qu'on me rende justice et que mon honneur soit sauf ».

Le consul rapporta ma réponse, et le jour suivant il revint avec la voiture pour me reconduire et avec un papier qui autorisait les Capucins à relâcher le P. Taparelli et son compagnon, envoyés là par mesure de sécurité pour eux.

Cette sécurité qui n'a jamais été troublée, si ce n'est par la bonté de celui qui a voulu me mettre en sécurité, est aujourd'hui bien accrue par la bonté qui m'a été démontrée en cette circonstance par tous les Palermitains, et donc elle ne changera probablement pas mes dispositions antérieures. Je resterai sans doute à Palerme jusqu'à ce que la victoire ou la défaite rende inutiles mes services. En attendant, j'ai ici, en cas de besoin, le *Vauban* avec mes pénitents pour veiller à ma *sécurité*, et je suis certain qu'ils auront pour moi autant de zèle que celui qui m'a mis en sécurité chez les Capucins. Malgré cela, je serais heureux de savoir, ainsi que je te l'ai déjà écrit, si je pourrais te voir à Turin ? et s'il me sera possible d'aller te trouver sans danger quoique jésuite ? Les dernières nouvelles qui circulent ici ne rendent guère attrayant le voyage en Piémont. Aller te trouver parmi les canons et les bombes après vingt-cinq ans au moins d'éloignement !

Mais ne sachant pas si, à l'avenir, une telle éventualité se présentera jamais plus, je ne veux pas perdre un mois d'été, et de belles occasions qui peuvent s'offrir à moi de naviguer commodément ; en mettant les choses au pire, je m'en irais directement à Toulon ou à Marseille et là

j'attendrais ta réponse, si je ne la reçois pas à Palerme, ou si je ne la trouve pas à Gênes, chez le consul de France.

6 avril. — Je reprends ma lettre avec des battements de cœur, car hier soir des bruits sinistres sur l'armée piémontaise ont commencé à prendre quelque consistance, et l'on parle d'une défaite épouvantable¹⁶⁹, par laquelle Alexandrie et Novare seraient déjà aux mains des Autrichiens. Outre l'affliction que je partage avec vous, je suis troublé par l'incertitude de votre sort, n'ayant aucune nouvelle de toi ni de Massimo. Tu comprends de quelle angoisse tu me délivrerais en m'écrivant. Le prince de Torremuzza et le député Perez (à moins qu'à présent ils ne se soient enfuis) sont à Turin¹⁷⁰. En écrivant à leur famille ils pourraient inclure pour moi dans leur lettre un mot de ta main me disant : *nous sommes sains et saufs*. Si de quelque façon je pouvais être utile à ma famille ou à ma patrie, je n'hésiterais pas un instant. Mais à quoi ? Adieu, je n'ai plus de place.

Je vous embrasse tous, et encore une fois je veux croire que les rumeurs qui se répandent sont des racontars.

Très affectionné : F. G¹⁷¹.

P.-S. — Je suis en liberté, rentré chez moi.

Le P. Taparelli faillit être banni, si c'est une allusion à ces circonstances qu'il faut voir dans les lignes suivantes écrites (en français) à sa belle-sœur, le 23 juin 1850¹⁷² : « J'ai aussi été très sensible à l'amitié du marquis Roccaforte¹⁷³, auquel je suis obligé par des motifs de reconnaissance que je ne saurais oublier. C'est lui qui me sauva de l'exil auquel j'allais être condamné par l'impitoyable *liberté*... de nous piller, qui a été partout la parodie obligée des meilleures promesses dont on a bercé si libéralement la religion des catholiques sincères... ». — Une lettre, de la fin de cette année, adressée au P. S. Sordi par le P. Taparelli pour faire l'apologie de sa propre conduite et de celle de ses confrères au cours des événements de Sicile et préciser en quel sens on pourrait dire qu'il est libéral, nous donne quelques détails sur les griefs qui lui avaient été imputés et nous rassure en montrant qu'il n'avait pas été incendiaire : « Je vous dirai que j'ai été publiquement inculpé et banni comme austro-jésuite, emprisonné comme royaliste, destiné à la mort (?) comme parlant aux paysans en faveur de Ferdinand, que, la révolution ayant à peine éclaté, j'ai fait une exhortation à la Communauté sur la gratitude que nous devons avoir envers Ferdinand II, que, tandis qu'on s'emportait furieusement contre lui, j'ai écrit un article pour lui qu'on m'a empêché de publier... »¹⁷⁴.

Ainsi donc il fallait quitter la Sicile. Le P. Taparelli s'embarqua pour Gaète¹⁷⁵. Il voyageait en compagnie de trois ou quatre cents émigrés, parmi lesquels le fameux La Masa, qui avait proposé la suppression des jésuites en Sicile et qu'on ne laissa pas débarquer à Gênes¹⁷⁶. Le 22 avril il était à Turin, où il resta jusqu'aux derniers jours du mois de mai¹⁷⁷. Étant donné les persécutions dont les jésuites étaient l'objet, il avait pris un déguisement laïque. Constance, belle-sœur de Taparelli (femme de Roberto), le décrit ainsi, en français, à son fils Emanuele D'Aze-

glio (22 avril 1849) : « ... Maxime est arrivé hier et ce matin Prospero, le révérend jésuite. Pour celui-ci, il est heureux que son frère Maxime nous l'eût annoncé hier. En rentrant de la messe ce matin, j'ai trouvé sur notre porte un individu qui insistait pour être introduit et je n'aurais jamais pu reconnaître le *padre* Luigi à son visage beaucoup plus vieux que son âge, ni à sa tenue qui était celle d'un *sfrasador* (contrebandier), avec un habit veste, un pantalon de coutil bleu clair, une mauvaise casquette et des lunettes. J'ai commencé par lui demander si c'était lui, autrement j'aurais dit qu'on ne le laisse pas entrer, tellement sa tournure était suspecte. Il est content et s'amuse à aller voir ce qui est nouveau pour lui à Turin... J'espère qu'il ne sera pas inquiété ici ; par le gouvernement non sûrement, par la canaille je ne sais pas »¹⁷⁸. Pour garder l'*incognito*, il avait pris le nom de Luigi Lagnasco¹⁷⁹ (un des fiefs de sa famille).

Après ce séjour au pays natal, il se rendit à Marseille, pour y voir le P. Général Roothaan, qui avait établi là sa demeure provisoire¹⁸⁰. Il avait l'intention d'y rester deux ou trois jours¹⁸¹ ; toutefois il y était encore le 7 juin¹⁸². Ses projets comprenaient un voyage à Gênes, Livourne et Florence¹⁸³. Il comptait bien voir à Florence sa belle-sœur Luisa, femme de Massimo, à qui il portait beaucoup d'intérêt à cause de son malheur conjugal et de sa religion protestante. Dès le 11 mai il lui avait écrit pour annoncer son arrivée¹⁸⁴ : « Je suis à Turin, vous le saurez déjà, je pense : j'ai voulu profiter d'une liberté qu'on m'a octroyée malgré moi, pour voir encore une fois ma patrie de la terre avant de me rendre à celle du ciel. Mais je n'ai pas eu la consolation de vous y retrouver : ainsi il faudra bien que je vienne vous chercher à Florence, si le chemin ferré de Livourne est praticable dans une vingtaine de jours. Vous y trouverez-je ? J'écris à mon correspondant à Florence pour avoir quelques informations sur les précautions à prendre pour ma sûreté personnelle : je crois bien pourtant que la *jésuitophobie* y sera sur son déclin. Je vous prie de remettre le billet promptement, et d'en obtenir la réponse. Adieu, ma bonne et bien chère sœur ; je n'ajoute rien, espérant bientôt une longue conversation. Vous donnerez votre adresse au *Prior Ricasoli*¹⁸⁵ pour que je puisse vous voir sans délai en arrivant à Florence. Votre frère, Louis ».

Il partit de Marseille le samedi 9 juin pour Livourne et Florence, où il devait s'arrêter quelques jours¹⁸⁶. Il fut hébergé par *Prior Ricasoli*¹⁸⁷, père de son confrère et ami Luigi Ricasoli, à *Ponte la Carraia*. Il n'y trouva pas sa belle-sœur Luisa, qui villégiaturait à Montecatini, mais il eut la consolation d'y voir son neveu par alliance Salvatore Pes Di Villamarina (qui avait épousé Melania, fille de Roberto D'Azeglio ; devenu veuf en 1841, il s'était remarié). Le P. Taparelli était toujours vêtu en laïc, mais il se jugeait, en plaisantant, plus élégant en son accoutrement que l'impression de Constance ne nous le ferait supposer : écrivant plus tard à Luisa, il la charge d'embrasser la chère Isabellina (fille de Villamarina) de la part de son oncle, qui a repris « un air rébarbatif et n'est plus le galant damoiseau en veston et pantalon à carreaux qu'elle vit se mirer dans les eaux de l'Arno »¹⁸⁸.

Cependant Taparelli ne se résignait pas à ne pas voir Luisa ; il alla donc passer une journée à Montecatini : « Oh ! que j'ai regretté, lui écrivit-il au moment de Noël, d'avoir passé ces dix jours à Florence sans vous y attraper ! car c'est précisément pour vous que j'étais venu, au moins principalement. Un seul jour à *Montecatini*, ç'a été bien peu... »¹⁸⁹ ; c'était l'avant-veille de son départ de Florence ; il fut très heureux de jouir de ces quelques heures vécues dans la chaude intimité familiale¹⁹⁰. A Montecatini il eut la joie de voir aussi Rina¹⁹¹ (Alessandrina), fille de Massimo et de Giulia Manzoni, sa première femme. Il souhaitait de pouvoir retourner en ces régions l'année suivante et y demeurer un peu plus de temps. De son côté, Luisa fut charmée : « Mon cher frère, après votre départ de Montecatini, j'ai été bien des fois sur le point de vous écrire pour vous répéter combien j'avais été sensible à la bonté que vous avez eue de venir me faire cette chère visite qui me laisse un si doux souvenir. Combien de fois nous avons parlé de vous avec nos bons Villamarina et regretté que vous habitiez si loin de nous ! »¹⁹²

Le *Re Bomba* avait réussi à dompter la révolution de Sicile. Il fallait songer au retour. Taparelli reprit le chemin de Livourne, où il devait s'embarquer pour Naples¹⁹³. Il monta à bord du *Castore* et atteignit Civitavecchia le 21 juin. Le lendemain il entra dans le port de Naples, où il eut le désagrément de faire cinq jours de quarantaine (on parlait d'une prolongation allant jusqu'à quinze ou vingt jours !). Aussitôt qu'il fut à terre, il écrivit une lettre à Massimo¹⁹⁴ ; il entendit dire qu'un grand nombre de jésuites de Sicile s'étaient réunis à Noto et à Palerme ; ne sachant si c'était vrai ou faux, il était décidé à prendre le premier vapeur en partance, afin de savoir ce qu'il en était. Mais il lui fut très difficile d'obtenir un passeport pour Palerme et son escale à Naples fut moins brève qu'il ne l'eût voulu. Enfin il put prendre place sur le *Polifemo*, qui rapatriait deux cents prisonniers siciliens. On mit trente-six heures pour faire une traversée qui en durait d'ordinaire dix-huit. Il retrouva Palerme après une absence d'environ trois mois. Le soir même de son arrivée, il apprit que le même bateau avait apporté le décret royal qui admettait en Sicile la Compagnie de Jésus. Ainsi donc Ferdinand ne tenait pas rigueur aux jésuites de ce que leur attitude avait pu avoir de peu favorable à son autorité. Dès le 12 août le P. Taparelli s'installait à la *Casa Professa*, en attendant l'évacuation du *Collegio Massimo*, occupé par un hôpital militaire, qui devait avoir lieu à la fin de septembre ; seule la bibliothèque ouvrit vers la mi-août. Les jésuites avaient décidé de reprendre l'habit religieux le 10 octobre, fête de saint François de Borgia, Général de la Compagnie¹⁹⁵ ; après quoi, la moitié de la communauté assista, dans la chapelle du noviciat, à une retraite spirituelle prêchée par le P. Taparelli. Ils pouvaient mesurer toute l'étendue du mal commis pendant les seize mois de « régénération ». Une lettre du P. Taparelli à Luisa nous montre combien il était désabusé¹⁹⁶.

L'heure de la réaction avait sonné. La révolution n'ayant pas su faire preuve de sagesse durant son triomphe passager, le discrédit rejaillit sur les démocrates et les libéraux qui l'avaient

fomentée. Le gouvernement reconstitué profita de cet état de l'opinion pour détruire avec frénésie tout ce qui avait été fait. Le P. Taparelli déplorait ces exagérations, au point d'être jugé indésirable par tel ou tel de ses confrères ; ainsi le P. Leonardo Fava, Provincial de Naples, écrivait au P. Général Roothaan : « l'opinione in cui è questo benedetto Padre, la sua moderazione, la stessa sua virtù nuoce assai [c'est le comble !], per mio avviso, ai giovani Siciliani »¹⁹⁷.

Dès 1847 il avait été question de moderniser les études dans le collège des jésuites, en donnant plus d'importance à des matières réputées jusqu'alors secondaires. L'enseignement classique ne préparait guère aux carrières commerciales, ni aux emplois si nombreux réservés à des fonctionnaires qui exercent, qu'on le veuille ou non, une grande influence sur la marche de la société. Il fallait s'adapter aux temps nouveaux. A peine revenu à Palerme, le P. Taparelli envoyait au P. Général, le 27 juillet 1849, une lettre à ce sujet¹⁹⁸, accompagnée d'un mémoire : *Breve esposizione ragionata delle mutazioni proposte relative agli studi*. Le 2 septembre il travaillait encore à mettre au point le plan général de cette réorganisation, encouragé par ses collègues¹⁹⁹. Deux mois plus tard, les Pères chargés d'examiner le projet s'étaient prononcés dans un sens favorable, mais il manquait encore l'approbation du P. Général²⁰⁰. Enfin le P. Roothaan la donna *ad experimentum*. La réforme comprenait les points suivants : augmentation du temps consacré au français et diminution de celui qui était réservé à l'étude du grec, création du cours d'histoire et de géographie et de celui de sciences naturelles, changement d'horaire, spécialisation des professeurs. Dans les premiers jours de novembre les Pères allèrent occuper une partie du *Collegio Massimo*. On fit afficher en ville le *Prospetto dei corsi e degli orari delle Scuole del Collegio Massimo della Compagnia di Gesù*²⁰¹ et les classes reprirent le 15 novembre, et avec elles la vie intense : «... me voilà désormais replongé dans mon tourbillon de classes, de sermons, de confessions, etc.... qui me laissent à peine le loisir de me rappeler que je suis au monde », écrit le P. Taparelli à sa belle-sœur Luisa²⁰². Il envoya le *Prospetto* à Roberto et, avec la joie de l'ouvrier satisfait de son œuvre, il déclarait : « il semble qu'il plaise au public, si nous pouvons le conjecturer d'après la foule des élèves, leur prodigieuse docilité (prodigieuse par rapport à l'indiscipline des deux dernières années), et, après deux mois, je puis ajouter et aussi à en juger par le profit qu'on en a retiré en si peu de temps »²⁰³. Mais ce succès était peut-être plus apparent que réel. On ne tarda pas à découvrir des inconvénients au nouveau système. Certains jésuites se plaignaient, entre autres choses, de la place trop restreinte laissée aux langues mortes et de la multiplicité des professeurs. Le P. Roothaan, malgré ces critiques, décida de prolonger l'essai. Mais la Congrégation générale convoquée par lui à Rome pour le 21 juin 1853 et à laquelle il n'assista pas (il mourut le 8 mai de cette même année), supprima les nouveautés introduites à Palerme.

Pendant son voyage en Piémont, Taparelli avait pu voir ce que Roberto et sa femme avaient fait pour l'éducation populaire²⁰⁴.

Rentré à Palerme, il aurait voulu établir en Sicile quelque chose du même genre. A cet effet Costanza lui envoya des renseignements sur leurs asiles et écoles de Turin²⁰⁵. Il ébaucha un *Progetto di riforma degli Istituti di educazione infantile in Sicilia*, conservé parmi ses papiers inédits, que les circonstances l'empêchèrent de réaliser²⁰⁶.

Au début de 1850, le P. Taparelli fut appelé à Naples « pour affaires »²⁰⁷ ; c'était provisoire, mais le P. Taparelli avait assez vécu pour savoir que le provisoire est rarement fidèle à sa définition : « On m'a dit que dans un mois je serai rendu à Palerme, mais j'en doute »²⁰⁸. Et pourtant le Provincial de Sicile tenait fort à lui²⁰⁹. Quel était donc le motif de cette convocation ? La fondation de la *Civiltà Cattolica*. Désormais Taparelli sera, par obéissance, exclusivement et jusqu'à sa mort, journaliste²¹⁰.

Il dut lui en coûter un peu de quitter la Sicile, à en juger par la joie avec laquelle, deux ans et demi plus tard, il allait y faire un court voyage, et retrouver, entre autres connaissances, sa vieille mule, qui lui raconterait, si elle le pouvait, les longs carêmes qu'elle a dû jeûner depuis son départ.²¹¹

CHAPITRE V

La *Civiltà Cattolica*. — Les dernières années.

Fondation de la *Civiltà Cattolica*. — Ses déboires à Naples. — Exode à Rome. — Nouvelles difficultés à Naples. — Déménagements dans Rome. — L'activité thomiste de Taparelli, rédacteur à la *Civiltà Cattolica*. — *Novissima verba*. — La mort de Taparelli. — Nécrologie.

La création d'un journal dirigé par la Compagnie de Jésus était à l'ordre du jour. A vrai dire, le projet n'était pas tout à fait nouveau. Cette idée, d'ailleurs, venait tout naturellement à l'esprit. La presse constituait une arme puissante qu'en conscience on ne pouvait plus négliger ; il fallait faire un remède de ce qui était trop souvent l'instrument du mal. Pourquoi ne pas se servir du journal pour combattre l'erreur, redresser les tendances dangereuses, revendiquer les droits de l'Église, répandre les principes sains ? Aussi, dès les premiers jours de l'année 1847, le P. Cambi, Provincial d'Italie, avait, au nom du Général, interrogé quelques Pères plus particulièrement au courant de ce genre de questions, entre autres, les Pères Bresciani, Liberatore, Carminati et Taparelli. Les réponses accusent une grande diversité d'opinions. Celle de Taparelli, envoyée le 11 janvier 1847, préconise une revue en langue italienne (ce point nous paraît élémentaire, puisqu'il s'agissait de vulgarisation), rédigée par des religieux appartenant à toutes les Provinces et par des laïques d'une parfaite orthodoxie ; le siège serait à l'Université grégorienne. Les documents que nous connaissons ne permettent pas d'affirmer que l'idée première de cette revue est due à Massimo D'Azeglio¹ ; il ne fit probablement que convaincre davantage son frère de l'opportunité d'une telle publication. Ce ne fut pas l'avis du P. Roothaan. En effet, un journal en langue vulgaire devrait nécessairement entrer dans des considérations politiques ; or rien ne saurait être plus en dehors de la sphère d'activité de la Compagnie. Au lieu d'un journal destiné au peuple, on ferait donc des *Acta Eruditorum*, en latin². Et le 25 septembre 1847, une circulaire du Général aux Provinciaux annonce les *Acta litteraria*. Mais les événements de 1848 les firent ajourner. Pendant son exil en France, le P. Roothaan modifia sa conception : le 15 août 1849, il exprimait au P. Cambi le souhait d'avoir un périodique analogue à l'*Ami de la Religion*³. Ces indications prirent une forme plus précise dans la pensée de deux religieux, le P. Vasco et le P. Curci. Le premier aurait voulu un grand quoti-

dien ; on ne pouvait guère y songer pour l'instant. Le P. Curci préférait une revue bi-mensuelle de culture générale, s'adressant surtout à une élite. Arrivé de France à Rome le 22 novembre 1849, il présenta son projet au P. Cambi et, avec le consentement de celui-ci, il exposa ses vues au *Triumvirat Rouge*, c'est-à-dire aux trois cardinaux qui constituaient la commission de gouvernement⁴, les Éminentissimes della Genga-Sermattei, Vannicelli-Casoni et Altieri. Comme le P. Cambi, les cardinaux repoussèrent cette idée, en se fondant sur la difficulté, les périls, la nouveauté de l'entreprise, dont la réussite paraissait presque impossible. Dans les premiers jours de décembre, le P. Curci eut l'occasion de se rendre à Naples ; le 9 au matin il était reçu par le pape, à Portici. Il n'osa pas aborder la question qui le préoccupait, avant de connaître le sentiment du P. Général. Toutefois, au sortir de l'audience, il fit part de son plan au cardinal Antonelli, qui comprit toute l'importance de ce dessein. Quelques jours plus tard le Saint-Père mandait le P. Curci, l'entretenant de ce sujet « come pensier suo » et lui demandait s'il était disposé (« se la sentiva ») à lancer l'affaire. On convint d'attendre l'arrivée du P. Roothaan. Elle ne tarda pas. Le P. Roothaan n'hésita point à présenter au pape de graves objections, par exemple les risques d'ordre pécuniaire, mais surtout il était hanté par le spectre de la politique. Il se montrait donc nettement hostile à cet essai, au moins pour l'instant. Ces incertitudes durèrent environ deux semaines, au cours desquelles le P. Curci conduisit plusieurs fois son Général à l'audience pontificale. Finalement, ne tenant pas compte des craintes et des répugnances du P. Roothaan, Pie IX imposa sa volonté.

La décision étant prise, il fallait passer à l'exécution sans tarder. Comment constituer la première mise de fonds ? Le 1^{er} février, le pape, par l'intermédiaire du cardinal Antonelli, fit généreusement l'avance d'une somme de 1.250 ducats, au moyen d'un chèque tiré sur la banque Rothschild de Naples ; il était disposé à donner davantage si besoin en était et même à prendre tout à sa charge, mais on eut la discrétion de ne pas accepter ; l'année suivante, il refusa le remboursement du prêt. Le P. Curci avait retiré de ses divers ouvrages 600 écus de droits d'auteur, qui furent affectés à la nouvelle œuvre. Le premier capital se montait donc à environ 2.000 écus (soit 10.700 francs, approximativement). En outre, on emprunta au P. Général 740 écus, auxquels on ne toucha pas et qui lui furent rendus au bout d'un an. Ainsi, on put louer le matériel au typographe Pasquale Androsio, au rez-de-chaussée de la cour San Sebastiano (à Naples).

Les rédacteurs furent recrutés parmi les jésuites les plus appréciés, à des titres divers : les Pères Curci, Taparelli, Liberatore, Bresciani et Oreglia, encore étudiant à Laval⁵. La petite équipe se réunit vers le milieu de février 1850 à Naples, siège provisoire du périodique. On discuta le titre, le caractère et le format de la revue, la publicité préalable, l'organisation administrative, la répartition des matières entre les collaborateurs. Ces réunions étaient présidées par le P. Pellico (frère de Silvio), Assistant d'Italie. On travaillait avec empressement, avec allégresse, mais aussi

avec une certaine crainte à la pensée des responsabilités, des espoirs suscités et qui pouvaient aboutir à un échec. Afin d'assurer la diffusion de la revue, quelques Pères parcoururent toute l'Italie pour y établir les futurs dépôts dans une douzaine de villes. Le premier dimanche de mars, la péninsule fut inondée de prospectus (120.000 exemplaires) contenant le programme, dû à la plume alerte du P. Curci. Il y était dit, entre autres choses, que la *Civiltà Cattolica* (la Civilisation catholique), précisément pour être *catholique* ou *universelle*, devait pouvoir s'accommoder de toutes les formes de gouvernement⁸. Le P. Curci, l'année précédente, avait, dans un de ses écrits, blâmé l'espèce de *Terreur blanche* qui avait succédé à la chute des gouvernements libéraux. Il ne pouvait être *persona grata* auprès du Bourbon de Naples ; le P. Taparelli, ennemi des extrémistes de droite comme de gauche, n'était guère plus aimé du monarque, qui gardait un mauvais souvenir de l'année 1848. Ferdinand II n'aurait rien de bon de leur présence ; il était inquiet, mais plus encore déçu, car il aurait sans doute voulu faire de la revue des jésuites un instrument de règne. Or, au lieu de soutenir l'absolutisme, voici qu'on affirmait d'abord ne s'attacher à aucune forme de gouvernement en particulier ! Le 21 mars après-midi, le P. Roothaan avait pris place sur le vapeur *Maria Cristiana* qui devait le conduire à Palerme. Déjà on levait l'ancre, quand une estafette accourant de Caserta vint dire au P. Général que le roi désirait le voir d'urgence. Le P. Roothaan descendit à terre et se rendit au palais royal. Ferdinand l'entretint de sa sollicitude au sujet de la *Civiltà Cattolica*, dont le *Prospetto* l'avait alarmé. Le P. Général se retrancha derrière l'ordre exprès de Pie IX ; par respect pour le pape, le roi n'insista pas, mais il ne fut pas satisfait. Au demeurant, il se montra très affable : « del resto il Re è nostro amorevolissimo, e si parlò da ambe le parti come tra amici »⁹. Toutefois, on pouvait déjà prévoir que la *Civiltà* ne resterait pas toujours à Naples ; d'ailleurs le P. Curci avait annoncé dans le programme qu'elle se fixerait à Rome après le retour du Saint-Père⁸. Le P. Roothaan passa la nuit à la Cour, retourna le lendemain matin à Naples et tint une conférence avec les « scrittori » de la revue. Divers points furent mis à l'étude. Le P. Taparelli rédigea son avis par écrit le 26 mars⁹. En substance, il dit qu'on ne peut par principe se déclarer hostile à tout gouvernement représentatif ; il ébauche les idées qu'il reprendra plus tard longuement dans son *Esame Critico*¹⁰. Le 20 mars, environ 3.000 abonnés étaient déjà inscrits. Enfin, le samedi 6 avril 1850 le numéro 1 de la revue parut, tiré à 4.200 exemplaires. (On y lit, en tête, une profession de foi bien nette en matière politique¹¹. — Le second article, non signé, intitulé : *Teorie sociali sull' insegnamento*, est du P. Taparelli). C'était le premier anneau de la chaîne d'or qui se continue, sans interruption appréciable, jusqu'à nos jours. Il était bon de retracer les origines de cette précieuse collection¹², à la gloire de la vaillante phalange qui s'était donné pour but de reconstruire la société moderne sur la base solide de la doctrine chrétienne intégrale : *Instaurare omnia in Christo* (Eph. I, 10). Le succès fut prodigieux. En quelques mois, il fallut porter le tirage successive-

ment à 6.000 et 8.400 exemplaires, et réimprimer plusieurs fois les premiers fascicules. La presse à main ne suffisait plus et l'on dut penser à se procurer *una macchina celere*. Les encouragements pleuvaient de toutes parts. A Florence, il arrivait qu'on fit à haute voix la lecture de la *Civiltà* dans les cafés ! Guerrazzi s'y intéressait à tel point que le jour où elle devait arriver, il appelait une dizaine de fois le gardien-chef de sa prison pour savoir si on l'avait déjà reçue. Silvio Pellico pouvait écrire quelques mois plus tard (20 janvier 1851) : « Le journal la *Civiltà Cattolica* est vraiment fait par des esprits bien distingués, on ne peut nier leur haute capacité ; leurs ennemis même le sentent ». Ne nous étonnons donc pas de lire dans le *Diario* (27 mai 1850) du P. Bresciani (vers la fin d'avril il avait été fait supérieur de la communauté des *Padri Giornalisti*, installée au *Gesù Nuovo*) que Mazzini méditait de neutraliser cette influence grandissante par un journal intitulé *La Civiltà Nazionale*, encore qu'aucun écrit de Mazzini ne fasse allusion à ce projet.

Le même *Diario*, à la date du 11 avril 1850, c'est-à-dire cinq jours après la publication du premier fascicule de la revue, note déjà : « Voci sinistre intorno al Giornale che temesi liberale. Il governo ne stà in sospetto ». Les héritiers spirituels de Tanucci intriguèrent auprès du roi. Les Pères parvinrent à rassurer à peu près le souverain. Mais les fonctionnaires se montrèrent de plus en plus tracassiers. La guerre d'escarmouches commençait et la jeune *Civiltà* faillit y trouver la mort¹³.

Un décret royal établit la censure préventive de la presse. La revision des livres était confiée au département de l'Instruction publique ; celle des journaux et des opuscules comprenant moins de dix feuilles, à la Police. En ce temps-là, à Naples, les fouilles archéologiques, les orchestres, les voies publiques, les chemins de fer, le recensement, les archives, le télégraphe, le journal officiel, la contrebande, l'importation des chevaux, les étudiants, l'école, les postes, la surveillance et l'espionnage, la reconnaissance des agents diplomatiques ou consulaires, les réserves royales, les gardes d'honneur, les prisons, la pharmacie¹⁴, et probablement d'autres choses encore, dépendaient de la police ! Il va de soi que sa compétence technique était en raison inverse de sa compétence administrative. Le cas de la *Civiltà Cattolica* était douteux : à prendre les choses à la lettre, elle appartenait à la seconde catégorie d'imprimés. Si l'on considérait le fond, c'est-à-dire les sujets traités d'une manière suivie, on ne pouvait prétendre qu'elle était un journal ; selon l'esprit de la loi, elle était plutôt un livre, d'autant plus que les fascicules déjà parus, reliés ensemble, formaient un gros volume dont les pages étaient numérotées de 1 à 720. Les Pères plaidèrent la deuxième thèse : l'Instruction publique était composée en grande partie d'ecclésiastiques, assez instruits et modérés, qui seraient des juges plus éclairés et plus bienveillants que les sbires du franc-maçon Peccheda. D'ailleurs, le fait d'être soumis à cette police soupçonneuse, chicanière et toute-puissante, serait la ruine de toute autorité morale : comment garder intacte la réputation de liberté, d'impartialité ? Le contrôle par la police était donc absolument inadmissible. Par

bonheur, le président de l'Instruction publique, Mgr D'Apuzzo, interprétait le décret dans le même sens que les Pères. Il eut la bonté de décider que deux des rédacteurs... de la revue elle-même, le P. Bresciani et le P. Pianciani, assumeraient les fonctions de reviseurs royaux ! Mais le directeur de la Police, Peccheneda, ne voulut pas admettre la solution du Ministre de l'Instruction publique et il exigea que les épreuves de la *Civiltà* lui fussent envoyées, afin qu'il pût les lire lui-même. Mais il avait réservé trop d'affaires à son examen méticuleux pour pouvoir les expédier rapidement. D'où, pour la *Civiltà*, des retards désastreux qui bouleversaient l'impression et faisaient manquer les bateaux et les coches. Ce désordre ne pouvait durer. Les Pères Curci et Liberatore allèrent exposer leurs difficultés à Fortunato, président des Ministres, mais celui-ci les reçut brutalement et leur déclara, de façon fort grossière, que la police était la seule censure possible pour la *Civiltà*. On comprit que l'unique parti à prendre était de quitter le royaume.

Le P. Bresciani courut à Rome, où il vit aussitôt le P. Général, le cardinal Antonelli et le pape. Rien ne s'opposait à un transfert à Rome. Mais le gouvernement napolitain, ne voulant pas laisser mettre à nu ses méthodes peu honorables, se montra plus conciliant et proposa pour la *Civiltà* au Provincial de Naples un mode spécial de censure qui permettrait l'expédition régulière du périodique. Le P. Général hésita quelque peu ; toutefois, le 21 septembre il ordonnait l'exode pour Rome. Dès le début d'octobre on décida de transporter sans plus tarder le matériel dans un méchant réduit attenant à la cour de *Sant'Andrea del Quirinale*, d'établir les services administratifs dans une maison de la *Via S. Romualdo al Corso*, n° 241, de louer, pour l'habitation des Pères, un appartement au Collège belge de la *Via del Quirinale*, en attendant de pouvoir s'installer dans une partie du Noviciat, lequel était encore occupé par les Français. Le 15 octobre, le déménagement était chose faite¹⁵. Avant de quitter définitivement Naples, le P. Curci et le P. Liberatore eurent la délicatesse d'aller à Gaète prendre congé du roi, qui, en guise d'adieu, leur confirma la franchise postale et y ajouta l'exemption de la douane. Enfin, le P. Liberatore remit aux ministres, au cardinal Riario Sforza, archevêque, au nonce et à quelques autres personnalités une note expliquant la conduite des Pères¹⁶. Le 1^{er} novembre, après un mois d'arrêt, la *Civiltà* paraissait à Rome. L'article de tête, *La Civiltà Cattolica al suo posto*, se plaignait de l'hostilité rencontrée dans les camps opposés « dei demagoghi odiatori d'ogni autorità » et « dei regalisti, che non conoscono in questo mondo altra autorità che la loro e guardano come nemico chiunque attribuisce alla Chiesa cattolica qualche autorità e qualche diritto indipendente dal potere civile ».

Quant au P. Taparelli, après avoir passé quelques jours de l'été à Sorrente, très préoccupé par l'orientation anticléricale que prenait le ministère présidé par son frère Massimo, il aurait voulu, malgré les incertitudes qui planaient sur la *Civiltà*, se rendre en Piémont avant l'automne, dans l'espoir d'empêcher le mal de se commettre. Mais Massimo estimait que sa présence était indési-

nable¹⁷. Il lui fit probablement déconseiller par Roberto ce voyage, qui n'eut pas lieu.

A Naples, les incidents avec la police se renouvelèrent assez fréquemment. En mars 1853, le P. Curci ayant dû s'y rendre à cause d'une accusation portée contre le gérant du bureau de la revue, se souvint que le cahier de la *Civiltà* (n° 72) qui devait arriver prochainement, contenait un article de Taparelli, *I nuovi attentati e le vecchie istituzioni cattoliche*, où, à propos d'un attentat commis contre la personne de l'empereur François-Joseph, on soulignait l'inefficacité de la police pour extirper les germes des conspirations. Le P. Curci écrivit deux lettres à Rome pour demander qu'on substituât un autre article à celui-là, mais les deux lettres furent interceptées et l'article arriva. La revue fut saisie à la douane et mise sous séquestre. Mazza, le directeur de la Police, était furieux. Il éconduisit le P. De Cesare qui était venu le trouver pour arranger la difficulté. Le P. Curci, n'osant pas se présenter, lui écrivit qu'il jugeait, comme lui, l'article inopportun. Un peu radouci, Mazza reçut le 23 mars le P. Curci et le P. Cutinelli ; mais pendant une heure, il ne fit guère que les accabler de reproches, répétant que l'article était d'inspiration anarchiste, digne d'un Mazzini ou d'un Kossuth. Enfin, il consentit, non sans peine, à permettre la distribution de la revue, après suppression des pages répréhensibles. Avant de regagner Rome, le P. Curci voulait agir sur le roi. Il eut recours à l'intermédiaire du général D'Aragona, comte de Cutrofiano, pour prier Sa Majesté de faire cesser les vexations dont la *Civiltà* était victime, ou de trouver bon quelle n'entrât plus en son royaume. Le général fit lire à Ferdinand II l'article incriminé, la lettre du P. Curci et une lettre du P. Piccirillo (de Rome) où il était question des confiscations commises par la police au détriment de la *Civiltà*. Le souverain fit venir le P. Curci et lui promit qu'à l'avenir la police n'aurait plus aucune ingérence dans ce qui concernait le périodique. Le P. Curci rédigea un mémoire sur tous les abus de pouvoir endurés par la *Civiltà* dès le début et l'envoya aux divers personnages officiels. La curiosité du public était éveillée ; l'article de Taparelli avait l'attrait du fruit défendu ; on réussit à se le procurer : le P. Curci écrit à ses confrères que pour « un paio di carlini » on peut en obtenir de... la police un exemplaire qui suffit pour cent curieux ; ce sera, conclut-il, l'article le plus lu de tous ceux que nous avons publiés.

L'armistice fut de courte durée. Un article du P. Taparelli, *O Dio re colla libertà, o l'uomo re colla forza*, paru dans le numéro du troisième samedi de septembre 1853, fut jugé offensif, ainsi que quelques textes antérieurs. Cela servit de prétexte à des menaces. Le roi commençait à se lasser. Il se serait montré favorable à la *Civiltà*, s'il avait réussi à utiliser au profit de son système de gouvernement la puissante influence du périodique. Mais il vit bien vite qu'il n'avait rien à espérer de ce côté. Il ne pouvait souffrir l'indifférentisme politique et la « théocratie » de la *Civiltà*, dont chaque fascicule portait en épigraphe ce verset du psaume (143, 15) : « *Beatus populus cuius Dominus Deus eius* ». Son entourage en voulait à mort à la revue, devenue romaine, et

englobait dans sa haine tous les jésuites du royaume. Le P. Beckx, nouveau Général de la Compagnie (le P. Roothaan était mort le 8 mai 1853) fit réunir à Naples quelques Pères, occupant des charges importantes, pour délibérer sur ce qu'il y avait lieu de faire. Après avoir tenu conseil, il fut convenu que l'on tenterait un suprême effort auprès du roi. Ainsi fut fait. On aboutit à un *modus vivendi*, grâce auquel on atteignit tant bien que mal l'automne de 1854. Ce furent les *Memorie della Civiltà Cattolica*, imprimées à la fin de juillet, qui déchainèrent la tempête. Ce volume, à tirage très limité, et hors commerce (il est aujourd'hui une rareté bibliographique), fut remis confidentiellement à quelques prélats amis. Il contenait une relation édulcorée des événements de Naples. Ce passage, tombé sous les yeux d'un espion de la Cour de Naples, dans la maison d'un cardinal, fut aussitôt copié et communiqué au gouvernement bourbonien. D'où conflit aigu et persécution de grande envergure. Il serait trop long d'en raconter les péripéties assez compliquées, encore que l'avantage à en attendre serait, si c'en est un, non seulement de satisfaire la curiosité de ceux qui aiment la « petite histoire », mais aussi de mesurer jusqu'où pouvait aller l'étrouitesse d'esprit du monarque. Bien que la vie du P. Taparelli se confonde avec celle de la *Civiltà*, il n'eut qu'un rôle secondaire en cette affaire, qui n'intéresse donc notre sujet que d'une façon indirecte. Par une circulaire du Ministère de la Police, datée du 18 novembre 1854, la revue fut interdite dans toute l'étendue du royaume (elle n'y fut admise de nouveau que le 22 décembre 1859, par ordonnance de la Secrétairerie d'État royale). Taparelli, le 17 juin précédent, avait envoyé en hommage au prince héritier de Naples, le futur François II, son *Esame critico degli ordini rappresentativi*¹⁸, accompagné d'une lettre qui avait pour but d'amadouer Sa Majesté par l'intermédiaire de Son Altesse : la flatterie y est si exagérée qu'elle ressemble à de l'ironie¹⁹. Il reprit la plume et écrivit cette fois à Ferdinand II une lettre très humble pour implorer le pardon au nom de la *Civiltà*²⁰. Il ne semble pas qu'elle ait eu d'effet immédiat bien appréciable. En août 1855, Taparelli dut fournir des explications au sujet d'un passage de son *Corso elementare del natural diritto*²¹, qu'on avait présenté à Ferdinand II comme révolutionnaire ou au moins dangereux et méritant de faire condamner l'ouvrage²². La conséquence de tout cela fut que Taparelli, ne pouvant mettre les pieds sur le territoire du royaume de Naples, dut, cette année-là, renoncer au plaisir d'aller prendre des bains de mer à Sorrente, comme il en avait l'habitude depuis son départ de Palerme²³. (Cette question des bains, qu'il croyait nécessaires à sa santé, tenait une grande place dans sa vie). Il dut se contenter de passer ses vacances à Tivoli et à Porto d'Anzio²⁴. La permission de se rendre à Naples lui fut donnée l'année suivante²⁵. Étant à Sorrente, en juillet 1856, il profita de ses loisirs pour lire un livre d'économie politique qu'avait publié l'année précédente le Ministre de l'Intérieur du royaume de Naples, Lodovico Bianchini²⁶. Il en fit un compte rendu dans la *Civiltà*²⁷ ; après avoir décerné à l'auteur les éloges d'usage, de convenance... et d'intérêt, il critiquait l'inspiration régaliennne de l'ouvrage : *inde*

irae, une fois de plus. La *Civiltà* resta prohibée à Naples tant que dura le règne de Ferdinand II. L'arc-en-ciel de la paix luit enfin six mois après l'avènement de François II, qui succéda en mai 1859 à son père, mais les jours de la dynastie des Bourbons étaient comptés...

La fable du *Meunier, son fils et l'âne* exprime, comme toute fable, une vérité générale. Taparelli pouvait se trouver une certaine ressemblance avec le brave homme de meunier : sous le régime absolutiste de Naples on le taxait de libéralisme, tandis que dans la haute Italie, le camp libéral reprochait aux jésuites du Midi d'être archirétrogrades. Quant à lui, il ne se souciait guère de ces accusations contradictoires²⁸ ; avec noblesse, dignité et fermeté, il poursuivait son chemin sans changer de conduite, ce en quoi il se distinguait du meunier.

Les Pères de la *Civiltà* ne restèrent pas longtemps *Via del Quirinale*. Ils allèrent bientôt résider au Collège Romain²⁹. A la fin de 1855, ils émigrèrent au *Borgo* : le pape leur avait concédé le *Palazzo dei Convertendi*³⁰, *piazza Scossacavalli*³¹, où ils furent logés comme des princes. Ils y demeurèrent jusqu'à la prise de Rome (ils se réfugièrent alors quelque temps à Florence, jusqu'en 1887). L'imprimerie fut transportée tout à côté ; il suffisait de traverser une cour pour y accéder. Ce que le frileux Taparelli appréciait surtout dans ce déménagement, à part le voisinage immédiat de Saint-Pierre et du pape, c'était l'exposition de la nouvelle maison : il avait maintenant le soleil du matin au soir, tandis qu'il avait gelé jusqu'alors dans les énormes couloirs du Collège Romain où s'engouffrait la *tramontana*. — Pie IX voulut visiter l'installation de ceux dont il avait été le bienfaiteur. Le 19 février 1857, réalisant un désir déjà ancien, à l'improviste, il vint à pied du Vatican, accompagné de Mgr Talbot et de Mgr de Mérode, ainsi que de quelques Suisses. On le sut en ville. Cela donna lieu à des racontars auxquels les journaux firent faire le tour du monde : on prétendait que le pape, ayant appris que le typographie de la *Civiltà* imprimait clandestinement des libelles injurieux pour le roi de Naples, avait voulu procéder personnellement à une perquisition en règle, qu'il avait fait forcer les portes par les gendarmes, et qu'on avait trouvé des papiers compromettants. Tout cela fut démenti dans une lettre adressée le 14 mars 1857 à la *Krakauer Zeitung* ; et Pie IX s'en amusa au cours d'une audience collective donnée le 3 mars aux rédacteurs de la *Civiltà*. En réalité, la *Civiltà* avait toujours eu la confiance de Pie IX, encore que quelques lignes des premiers fascicules lui eussent déplu. Elle était maintenant rédigée, pour ainsi dire, sous ses yeux. Il intervenait dans l'orientation à prendre au milieu des diverses conjonctures historiques, ce qui donnait à la revue une autorité incomparable. Les successeurs de Pie IX ont continué de manifester à la *Civiltà Cattolica* une bienveillance toute spéciale.

Le 14 septembre 1856, le P. Taparelli devint supérieur de la communauté constituée par les *scrittori* de la *Civiltà*³², charge qu'il avait déjà remplie autrefois par interim. A ce titre, il eut de fréquentes audiences de Pie IX, qui l'aimait beaucoup et devisait volontiers avec lui des affaires de la chrétienté. Ses con-

frères, depuis longtemps, avaient pour lui une estime singulière, comme en témoignent ces expressions du P. Liberatore : « ... un Padre di tanta virtù e di tanto ingegno e dottrina... quel venerando e veramente grande uomo del P. Taparelli »³³. Il était le rédacteur le plus illustre de la revue, comme aussi celui dont la production fut sans doute la plus abondante. Cette tâche de journaliste ne lui était d'ailleurs pas du tout désagréable³⁴ et il y trouvait des consolations.

En exposant son œuvre doctrinale, nous parlerons de ses articles et de quelques polémiques auxquelles il fut mêlé. Toutefois, il importe de dire ce que fut son rôle à la *Civiltà*³⁵ pour la renaissance de la philosophie scolastique, afin d'achever ainsi l'exposé fait ci-dessus partiellement à deux reprises³⁶. C'est dans la biographie de Taparelli que nous avons abordé ce sujet parce qu'il déploya, à cet égard, une activité inlassable d'ordre pratique, au gré des diverses circonstances de sa vie, plutôt qu'il ne laissa lui-même une œuvre écrite, de longue haleine, complète et approfondie, de philosophie thomiste³⁷, encore que tout ce qui est sorti de sa plume soit imprégné de thomisme.

Maintenant le thomisme a une tribune : « Quand nous arrivâmes de Naples³⁸, écrit Taparelli, au cours d'une des premières conversations que j'eus avec lui [le P. Roothaan], il me signifia qu'il était temps de commencer à traiter de questions philosophiques dans la *Civiltà Cattolica*. Et comme, dans ma réponse, je lui indiquais les dissentiments qui pouvaient survenir et que je lui rappelais les ennuis dont j'avais souffert : « ne craignez pas, me dit-il, les temps sont bien changés »³⁹. — La lettre collective des rédacteurs de la *Civiltà* adressée pendant l'été 1854 au nouveau Général de la Compagnie (le P. Beckx), et insérée dans les *Memorie*⁴⁰ déjà citées, déclare sans ambages : « ...la regola nostra fu quella prescritta dal Santo Padre Ignazio a' suoi figliuoli, cioè la dottrina dell' Angelico Dottore S. Tommaso, il quale e chiari con tanta luce di verità tutte le quistioni agitate a' suoi tempi, e fondò tali principii, che svolti basteranno a dissipare in ogni età i sofismi e l'errore ». Cette phalange d'écrivains ne devait rien à Sanseverino⁴¹ ; les principaux d'entre eux, le P. Curci et le P. Liberatore, avaient été formés, ou du moins initiés jadis, à Rome ou à Naples, par Taparelli. Celui-ci était de plus en plus imbu de saint Thomas ; il en faisait le sujet de ses conversations avec ses compagnons de promenade. Aussi ne nous étonnons pas de trouver sous sa plume, dès les premiers mois d'existence de la *Civiltà*, quelques symptômes de l'attitude qu'il va prendre nettement dans la revue. En juillet 1850, recommandant⁴² un opuscule philosophique du P. Serafino Sordi : « *I misteri di Demofilo*, per S. S. prof. di filosofia. Torino, giugno 1850 », qui réfute, sous forme de dialogue, la fameuse lettre de Demofilo, écrite en 1834 par Gioberti à la *Giovine Italia*, il dit que l'auteur (le P. S. Sordi) est déjà connu en Italie « per altre profonde operette filosofiche e principalmente per una confutazione delle teorie giobertiane intitolata : « I primi elementi del sistema di Vinc. Gioberti dialogizzati ». — Au début de novembre 1850, il commence à rendre compte⁴³ d'un livre de G. Antonio Nallino : « *Del sentimento e*

delle sue relazioni colla intelligenza e colla attività umana, Vigevano, 1850 », qui était un essai de conciliation entre le système de Rosmini et celui de Gioberti. Taparelli repousse les deux systèmes et ne dissimule pas ses sympathies pour l'Aquinate. La seconde partie de ce compte rendu, publiée seulement en janvier suivant⁴⁴, (car le manuscrit fut perdu dans le déménagement de Naples à Rome, comme il résulte d'une annotation à l'exemplaire de la revue conservée aux Archives de la *Civiltà*, ce qui anéantit les suppositions faites par Masnovi, *op. cit.* p. 89 et 90), est encore plus explicite : « ...le troppo neglette discipline della filosofia scolastica, la cui ispada corteccia nasconde in materia razionale sublimi verità... » ; une idée du profit qu'on peut tirer de la scolastique nous est donnée, dit-il, par l'étude de Sordi sur Gioberti. — En juin de cette même année 1851, il présente aux lecteurs⁴⁵ les « *Opere varie di A. Manzoni*, Milano, presso Giuseppe Redaelli »⁴⁶. Arrivé au dialogue tout récent (il était de septembre 1850) de Manzoni, *Dell' Invenzione*, inspiré de Rosmini, Taparelli renvoie à un prochain article. En effet, le second fascicule de juillet⁴⁷ contient un long dialogue, très intéressant, intitulé : *Dov' è l'idea ?* ; Taparelli a la délicatesse de ne pas nommer Rosmini, se contentant d'une allusion à un philosophe « rinomato et vivente » (p. 130) ; il loue fort Manzoni et présente modestement son propre dialogue comme un « appendice » destiné à continuer celui de Manzoni pour en compléter la doctrine ; n'empêche qu'il répudie le système de Rosmini (et celui de Gioberti), pour exposer le point de vue thomiste sur l'origine des idées. — Peu après, dans une note⁴⁸, il félicite Fiaccadori, de Parme, d'avoir entrepris l'édition des œuvres « di quel sommo fra gli scolastici, il S. Dottor d'Aquino », et il ajoute : « ... di quel gran santo e sommo filosofo tutto è degno d'esser riprodotto e meditato ; e forse anche più, quel che da certuni è meno apprezzato, giacchè la mancanza di stima è prova evidente che o nol lessero o nol compresero. I lettori della *Civiltà Cattolica* non sono per lo più di questo conio ; e però gradiranno l'annunzio che apre loro sì ricca vena della più profonda filosofia, non meno che della più sublime scienza delle verità religiose... ». — Le conseil de rédaction, après avoir, dans sa séance du 18 août 1852, mentionné parmi les matières à traiter « la restaurazione della filosofia ortodossa », décide, le 17 janvier suivant, que « nel trattare gli argomenti filosofici il P. Taparelli scriverà sulle teorie più generali e il P. Liberatore indagherà criticamente le opinioni dei filosofi in sostegno di quelle dottrine ». De fait, le second numéro du mois de février⁴⁹ contenait le début d'un article de Taparelli, intitulé : *Di due filosofie*, qui fut continué dans les deux numéros de mars⁵⁰. Dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} novembre 1852, le comte Albert de Broglie avait critiqué les conférences faites par le P. Ventura, à Paris, en l'église de l'Assomption (rue Saint-Honoré), pour promouvoir la philosophie médiévale contre le rationalisme. Taparelli saisit cette occasion et réclame de ses lecteurs une attention toute particulière, car, dit-il (p. 380), vu la condition des temps, ce sujet est peut-être le plus important de tous ceux que la *Civiltà Cattolica* a traités jusqu'alors. La philosophie des scolastiques, en tant que

« *dimostrativa* », s'oppose à la philosophie moderne, qui est « *inquisitiva* »⁵¹, sur quatre points :

1° Celle-là partait de ce qui est certain, celle-ci part du doute ;
 2° Le but *propre* de la première était l'évidence, celui de la seconde est la certitude ;

3° L'une, pour justifier ses affirmations, fait appel à tout élément raisonnable, tandis que l'autre n'accepte que le seul raisonnement ;

4° La philosophie scolastique produit dans l'âme une disposition catholique, sociale, pratique ; la philosophie moderne donne naissance à un état d'esprit hétérodoxe, antisocial, peu apte à l'action (p. 378). Il est absurde de prendre le doute universel comme point de départ de la recherche philosophique, tout en donnant comme fin à cette même recherche l'acquisition de la certitude. Cet article visait le scepticisme introduit par la méthode cartésienne. Bonnetty voulut, à tort, y voir un appui donné au traditionalisme. La *Civiltà Cattolica* mit les choses au point⁵², en rappelant la longue lettre que l'auteur de l'article sur les deux philosophies avait jadis envoyée⁵³ au directeur des *Annales de Philosophie chrétienne*, « nella quale prendeva le difese dell' Angelico Dottore e dimostrava quanto fosse contrario allo spirito cattolico l'inveire contro la dottrina degli scolastici », en sorte qu'il était impossible de « confondere la causa della *Civiltà Cattolica* con quella dei Tradizionalisti ».

La Congrégation générale de la Compagnie devait se tenir à Rome au mois d'août 1853 pour nommer le successeur du défunt P. Roothaan. Les rédacteurs de la *Civiltà* préoyaient que cette Congrégation s'occuperait aussi de la question de la philosophie. Le P. Taparelli prépara un *postulatum* tendant à faire établir par le Chapitre général comme principe d'unité dans l'enseignement de la philosophie la doctrine de saint Thomas, conformément aux décisions déjà prises dans les chapitres antérieurs. Sa proposition fut adoptée au conseil du 5 mai. D'après le procès-verbal du conseil du 26 juin, il rappela son *postulatum*, mais, à la suite d'une observation faite par le P. Curci, l'on choisit une autre voie pour aboutir au même but. — Le nouveau Général, le P. Beckx, fit paraître, le 11 mai 1858, l'*Ordinatio studiorum*, qui était comme une sorte de prélude à l'encyclique *Æterni Patris* de Léon XIII. A ce document avaient travaillé le P. Liberatore et le P. Taparelli, ainsi que les PP. Sordi, Curci et Kleutgen.

Nous ne faisons que mentionner ici les articles de Taparelli, parus en 1855, sur l'*Autorità spiegata dagli Scolastici*⁵⁴, dont il sera question plus loin⁵⁵. A la fin de cette même année 1855, c'est à Taparelli que revient le soin de clore la « Seconda Serie » (1853-1855) et d'annoncer le programme de la série suivante⁵⁶ : la philosophie thomiste y est en bonne place. — En 1859-1860, Taparelli donne tout un vrai traité d'esthétique thomiste sous forme de neuf articles intitulés : *Ragioni del Bello, secondo i principii di San Tommaso*⁵⁷.

Au commencement de 1861, une polémique survint entre la *Civiltà Cattolica* et... le Collège Romain, à propos de la doctrine soutenue par le P. Liberatore dans ses articles *Del composto umano*,

parus en mai 1856, décembre 1857 et février 1859. Le P. Tongiorgi, dans son cours au Collège Romain, avait attaqué les théories exposées dans la *Civiltà* sur la matière et la forme. Le P. Liberatore répondit. Il fut appelé en conférence au *Gesù* avec le P. Kleutgen, le P. Franzelin et le P. Tongiorgi afin de mettre un terme à cette discussion sur la composition substantielle des corps. L'entente n'était guère facile. Le P. Général, voulant la paix à tout prix entre les membres de la Compagnie, envoya le 1^{er} février 1861 ses instructions⁵⁸ au P. Taparelli, supérieur de la *Civiltà Cattolica* : on devait cesser immédiatement la polémique, tant dans la *Civiltà* qu'au Collège Romain, chacune des deux parties restant cependant libre de traiter le sujet dans les divers imprimés dont il se réservait personnellement la censure préalable. Le vieux Taparelli répondit à son chef par une longue lettre (le texte imprimé⁵⁹ comprend plus de six pages de grand format), où il défend fermement la cause du thomisme et rappelle les luttes qu'il a dû soutenir pour cette cause. J'en traduis et résume ici quelques passages : « ...je suis intimement persuadé que la vraie doctrine ne peut être conservée autrement que par la charité. Et c'est précisément cette persuasion qui, depuis plus de trente ans, m'a poussé à me conformer pleinement aux intentions de mes supérieurs, alors même que celles-ci pouvaient paraître un obstacle à la propagation de ce que je jugeais une vérité très importante ». On ne peut être indifférent à la vérité ou à l'erreur intrinsèques des doctrines métaphysiques ou morales, car cela ne reste pas dans le domaine purement spéculatif. Tôt ou tard, indépendamment de la bonne foi subjective de ceux qui les ont soutenues, il en naît des conséquences pratiques qui produisent infailliblement l'ordre ou le désordre. « Moi qui depuis quarante ans y réfléchis, je me crois strictement obligé en conscience de vous communiquer mes réflexions avant de comparaître au tribunal de Dieu, auquel le déclin de mes forces m'avertit depuis quelques mois de me préparer.... Les réflexions que je présente sont de celles qui sortent du domaine scolaire et appartiennent principalement à l'ordre disciplinaire et à la pratique de l'observance religieuse, ce qui est l'objet propre des autorités suprêmes. Elles ne visent pas à arracher un décret doctrinal quelconque, mais seulement à empêcher que les doctrines anciennement soutenues dans la Compagnie soient positivement abandonnées ou traitées comme si elles étaient indifférentes pour le bien de la Compagnie et de l'Église ». Après ces observations, Taparelli établit, à l'aide d'une série d'arguments, que la question à débattre entre la *Civiltà* et le Collège Romain est très importante et que la solution peut avoir des effets très heureux ou très dommageables. Il fait ensuite appel, par manière de preuve extrinsèque, aux autorités qui militent en faveur de l'antique doctrine : celle-ci doit être plus accréditée auprès de celui qui a la charge de la Compagnie que le désir de sacrifier au goût du jour. Enfin, il parle de lui-même, s'excusant de l'insistance avec laquelle depuis trente-cinq ans il plaide pour cette cause : « Je fus élevé dans les doctrines modernes : Soave, Genovesi, Storchenau, Sarti et autres du même genre, tels sont les manuels sur lesquels j'étudiai ; et

je pus expérimenter sur moi-même le scepticisme où conduisent ces doctrines. Ayant changé d'opinion en 1825, pour des raisons qu'il serait trop long de décrire, j'expérimentai les effets opposés à mesure que j'étudiais la doctrine de saint Thomas, tandis que j'étais Recteur du Collège Romain. Non seulement je m'aperçus que cette sainte philosophie fournit des principes d'une grande certitude et force de persuasion, et rend les études beaucoup plus aisées (car c'est à saint Thomas que je dois tout ce que mes écrits m'ont valu de réputation), mais je trouvai aussi que la vie intérieure, l'humilité et l'obéissance religieuse, la facilité à méditer et à prier en étaient grandement aidées. Ayant constaté cela par expérience et voyant que tous ces biens seraient en péril dans la Compagnie si l'on abandonnait l'antique doctrine, comment pourrais-je ne pas travailler avec zèle à faire qu'on en revienne au passé, tant que Dieu m'accordera la vie et me donnera l'espoir d'être écouté de mes supérieurs ? ». Permettre un changement dans la doctrine, c'est ouvrir la voie à mille autres changements ; c'est aussi laisser juger les maîtres par les élèves. Telles sont les réflexions qu'il se croit obligé de présenter pour le repos de sa conscience. Certes, il se résigne pleinement à la décision estimée provisoirement nécessaire pour garder le plus précieux de tous les trésors, la charité fraternelle. Mais il espère bien qu'on visera aussi à préparer les intelligences à l'unité de la doctrine, prescription très importante des constitutions. Il répète en les abrégant certains de ses arguments et il termine ainsi : « S'il importe tant de restaurer l'antique doctrine de la Compagnie, on voit combien il serait imprudent d'interdire pour toujours à la *Civiltà Cattolica* d'employer à cette fin la force de sa publicité. Suspendre les articles sur ce sujet pour laisser les esprits se préparer, c'est très sage, car il y a un *tempus tacendi* ; mais abandonner pour toujours ou briser un instrument qui a tant d'efficacité à l'intérieur et à l'extérieur de la Compagnie précisément parce qu'il est trop efficace, ce serait renoncer au moyen tout en voulant la fin. J'espère que vous ne m'imputerez pas à faute la confiance et la franchise avec lesquelles je vous soumets secrètement ces réflexions. Près de comparaître au tribunal de Dieu, il me semble, comme je l'ai dit au début, que je suis dans la stricte obligation de faire une démarche que je crois si importante pour la Compagnie, au bien de laquelle je travaille sur ce terrain depuis trente-cinq ans, non sans quelques souffrances et adversités ». Taparelli, avant de mourir, confirmait ainsi d'une façon solennelle ce qui avait été l'une des grandes pensées de sa vie ; il pouvait dire comme saint Paul : « *Bonum certamen certavi, cursum consummavi* ». (*II Tim.*, IV, 7).

Taparelli est arrivé au soir de son existence terrestre. Ses dernières années s'écoulaient dans la monotonie de vie d'une communauté laborieuse, encore que les événements politiques viennent parfois troubler cette quiétude⁶⁰. Il faut nous résigner à le laisser mourir.

Le 5 avril 1862, il écrivait à son frère Roberto : « Maintenant, à dire vrai, sauf la faiblesse dont je t'ai parlé, je ne sens aucune menace ; au contraire, à certains égards, je suis plutôt mieux

que l'année passée. Mais, à mon âge, après avoir déjà fait une si grande partie du voyage, la bonté divine peut venir me chercher avec un train *express* et alors le voyage se fait en un instant. Oh ! quel moment béni !... »⁶¹. Le 27 août, un mois à peine avant sa mort, il constatait que les remèdes homœopathiques et les bains de mer lui avaient rendu en partie « l'antico vigore », malgré un refroidissement qui lui avait fait cracher un peu de sang, accident auquel il était habitué. Il avait interrompu les bains deux ou trois jours, et les avait repris à la faveur de la chaude température⁶². Le reste nous est connu par la lettre qu'envoya le P. Giuseppe Luigi Fantoni à Roberto, le 22 septembre, lendemain du décès⁶³ : «... Revenu des bains de Porto d'Anzio et de la villégiature de Galloro en bonne santé, et notablement fortifié, le matin du mercredi 17 courant il se sentit atteint d'une légère indisposition rhumatismale par suite d'un courant d'air et il ne put, ce jour-là, sortir pour sa promenade habituelle ; le lendemain s'y ajouta un dérangement intestinal qui commença à lui faire éprouver une faiblesse un peu plus grande que celle à laquelle il était fréquemment sujet, ne fût-ce que par le simple changement de temps. On se mit aussitôt à le soigner... Il semblait que tout allait à souhait quand soudain, le soir de vendredi dernier, il tomba épuisé sur son lit... Le lendemain matin il voulut recevoir, avec une piété très édifiante, le saint viatique, bien que le médecin ne crût pas au danger imminent. Le cher malade passa toute la journée du samedi de telle façon que nous gardions encore espoir. Mais le matin du dimanche 21 courant, son abattement atteignit un tel degré qu'il fut nécessaire de le reconforter par le sacrement d'extrême-onction, demandé par lui en pleine lucidité d'esprit. Puis il s'éteignit lentement, sans angoisse et sans aucun signe de peine et de souffrance ; enfin, à une heure un quart après-midi, il s'endormit suavement dans les bras du Seigneur »⁶⁴. Sa mort est dite « morte da santo » : nous laisserions volontiers de côté cette expression qui est devenue banale dans un certain genre de littérature, si nous ne savions qu'ici (et, fort heureusement, très souvent aussi ailleurs) ce jugement exprime une vérité. Ses funérailles furent célébrées le lendemain à *Sant' Ignazio*, église de ce Collège Romain dont il avait été autrefois recteur. Il fut enseveli dans le caveau situé sous la fameuse « coupole » de Pozzi, à quelques pas du tombeau de saint Louis de Gonzague, son patron, et de celui d'un autre jésuite illustre, saint Robert Bellarmin, qui l'avait précédé, deux siècles plus tôt, comme recteur du Collège Romain, puis comme provincial de Naples : j'ai eu la curiosité d'y descendre afin de relever l'épilaphe ; le *loculus* est à droite en entrant, à la première place de la rangée supérieure ; la plaque de marbre porte une inscription ainsi conçue :



P. ALOISIUS TAPARELLI AB AZELIO

PRIMUS RECTOR COLLEGII ROMANI A RESTITUTA SOCIETATE
SUMMUS PHILOSOPHUS OBIIT XXI SEPTEMBRIS MDCCCLXII
ÆTATIS LXIX

Ce n'est que le 26 septembre, à Cannero, sur le lac Majeur, que Massimo apprit la mort de son frère, par une lettre du P. Ferdinando Minini⁶⁵. Outre la réponse à ce faire-part, il existe sept lettres où Massimo parle de son deuil, exprimant les mêmes pensées et en termes presque identiques. Lui qui si souvent avait employé les ressources de son esprit à cacher son cœur, il laisse voir cette fois combien il est affecté. Ainsi, dès le 27, Massimo écrit à son aîné Roberto⁶⁶ ; le 28, à sa fille Rina⁶⁷, et à son ami Persano⁶⁸ ; le 5 octobre, au peintre Francesco Gonin⁶⁹ et à son ami Eugène Rendu⁷⁰ ; nous reproduisons le texte français original de cette lettre à Rendu qui récapitule bien les idées des lettres précédentes : « Votre lettre si bonne, si affectueuse, si intime, m'a fait du bien, mais ne m'a pas surpris. Je l'attendais. Oui, tout broyé que je suis à force d'épreuves de tout genre, la mort de mon pauvre frère m'a pris au dépourvu et j'ai passé des heures bien tristes. Je ne le savais pas malade et voilà le P. Menini (*sic*) qui m'écrit à brûle-pourpoint : « Hier, à telle heure, etc. etc. ». Nous n'étions pas du même avis sans doute sur bien des points, et pourtant c'est celui de mes frères avec lequel je m'entendais le mieux. Il était mon aîné de 6 ans⁷¹ ; malgré quoi, dès l'enfance, nous nous aimions d'une affection particulière et jouions de préférence ensemble : rien, jusqu'à son dernier jour, n'a pu altérer cette sympathie. C'est que nos deux natures se ressemblaient, si les intelligences avaient pris des chemins divers. Nous passions parfois des années sans nous voir et sans beaucoup nous écrire. Mais nous nous retrouvions toujours les mêmes, toujours heureux de nous ressaisir avec mille choses, mille riens à nous dire, sans compter les disputes sur tout et notre dissentiment perpétuel également sur tout : et malgré cela, toujours enchantés l'un de l'autre ! J'ai été trois fois jusqu'à Palerme pour le voir. Nous y faisions de longues promenades, et c'était toujours les questions vitales, et il finissait par me dire : « Già per credere, bisogna... credere ». C'est qu'il avait cette grande et belle tolérance pour les hommes, tout en gardant toute son intolérance sur les principes, ce qui ne saurait être autrement chez un esprit honnête et logique. Et moi qui lui répondais : « Caro mio, l'uomo non crede quel che vuole ; crede quel che può ». Plût à Dieu qu'on pût faire de la foi un acte de volonté ! Malgré cela, comme dans toute ma vie, je n'ai jamais eu un instant de matérialisme, j'espère bien que le fatal *mai più* ! qui est bien dur même pour cette vie, ne s'étendra pas dans l'autre. J'ai toujours eu la religion des morts : c'est un grand *conforto* de croire qu'ils nous écoutent. Non, tout n'est pas illusion : il priera pour moi, pour nous tous, pour cette pauvre race latine, qui, je le crains bien, avait son éducation trop arriérée pour être lancée avec tant d'empportement prématuré dans le monde. Je remercie de tout mon cœur Madame Rendu et Madame votre belle-mère d'avoir pensé à moi dans mes tristesses. Mais, si je suis triste, j'ai pourtant repris le dessus. On ne peut pas mourir tout d'une pièce ; il faut être démembré peu à peu ; c'est la loi : il faut savoir la subir. Adieu et merci encore ». — Une lettre de Massimo à sa femme Luisa⁷², du 17 octobre, nous apprend que, d'après le P. Minini, Taparelli, la nuit précé-

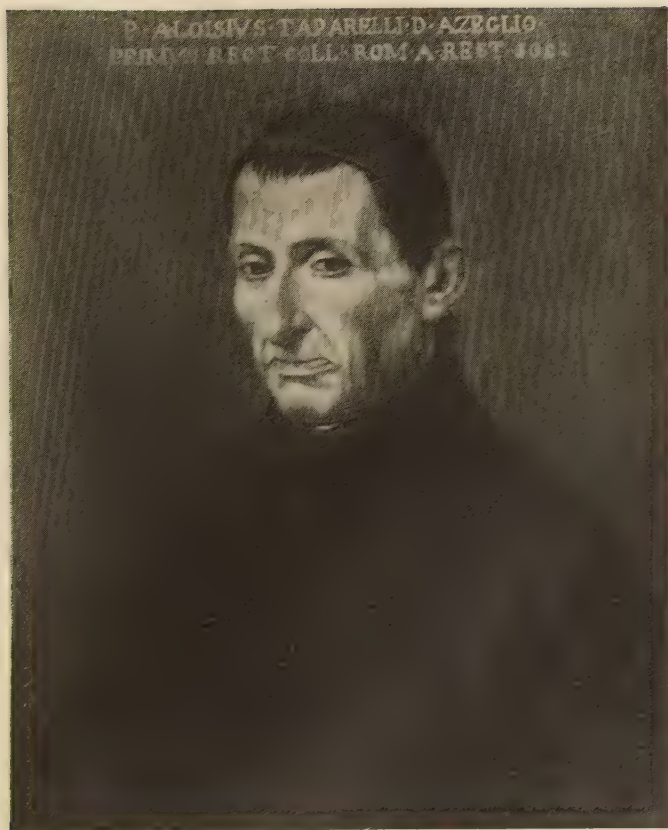
dant sa mort, composait encore un article pour la *Civiltà Cattolica*. — Enfin, le 8 décembre, un dernier écho dans une lettre de Massimo à son amie Teresa Targioni Tozzetti⁷³.

Le 22 septembre, l'*Osservatore Romano*⁷⁴ annonça la mort du P. Taparelli. Dans ces quelques lignes on sent une profonde admiration pour ce « singolare uomo » qui, malgré sa « complessione gracilissima » et la faiblesse de sa vue, pouvait suffire à tant de labeur. A l'approche de la mort, il paraît que « non si rallegrò, ma giubilò cordialmente » ; sa paisible agonie fut une prière continue. Parmi ses vertus insignes, on nous signale surtout sa modestie et son humilité. — Le même jour, le *Giornale di Roma* lui consacra une brève notice qui fut reproduite dans le prochain numéro de la *Gazzetta Ufficiale del Regno d'Italia*⁷⁵. — En France, la *Revue du Monde catholique*⁷⁶ fit savoir que la Compagnie de Jésus venait de perdre « un de ses membres les plus distingués », auteur de « deux ouvrages qui ont eu un grand retentissement et conservent une grande autorité » (l'*Essai théorique de Droit naturel* et l'*Examen critique des Ordres représentatifs*) ; il « possédait les connaissances les plus variées, il s'occupait des lettres et des arts comme du droit, de la philosophie et des sciences, il faisait même de la mécanique » (cf. le *violiccembalo*, *infra*, p. 132 et suiv.). Les lecteurs qui seraient avides de détails édifiants sur ses derniers instants doivent se contenter de cette phrase laconique : « sa mort a été le digne couronnement de sa vie ».

Mais il va de soi que la *Civiltà Cattolica* fit, comme elle le devait, un long article nécrologique. Il parut le 26 septembre, dans le numéro qui suivit de quelques jours le décès⁷⁷, sans nom d'auteur, suivant l'usage de la *Civiltà* ; il est du P. Raffaele Ballerini (Del Chiaro, *Indice generale*, cité, p. 253, l'attribue par erreur au P. Berardinelli). C'est cet article qui a servi de base à la notice biographique qui, depuis 1883, figure en tête des éditions successives du *Saggio teoretico*. — Un mois après, le P. Curci commençait à publier dans la *Civiltà* une étude très étendue sur l'œuvre du P. Taparelli⁷⁸, dont nous n'avons pas à nous occuper pour le moment.

Lorsqu'on parle des défunts, on exalte des qualités nombreuses et de grand prix (que parfois on n'avait pas soupçonnées de leur vivant !) : cette habitude est devenue une sorte de loi pour le genre littéraire particulier qu'est la nécrologie ; le style laudatif poussé à l'extrême y est presque de rigueur. En général, il convient donc de faire la part de l'usage et de se méfier un peu quand on lit ces panégyriques. Mais il me semble qu'on trouve dans l'article du P. Ballerini un accent qui ne permet pas de douter de sa sincérité ; au reste, ce que nous savons déjà par ailleurs, ainsi que les autres appréciations élogieuses des contemporains, confirment tout le bien qu'il dit du P. Taparelli. Au risque d'anticiper sur le chapitre suivant, nous résumons ci-dessous cet article, car il nous donne un beau et saisissant portrait de Taparelli, qui vient de dépasser « avec une angélique suavité » ; en annonçant sa mort « pieuse et enviable », on recommande aux prières des lecteurs cette âme « sublime », qui jusqu'au bout a été dévouée du zèle pour le bien de leur cœur et de leur esprit. Après avoir

PLANCHE VI



*Portrait de Taparelli conservé à l'Université Grégorienne
(anciennement Collège Romain).*

PLANCHE VII
(voir p. 129)

Moltello

pp. 129 Taparelli

O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus, O Salutaris Pater tuus.

Début d'un *O Salutaris* composé par Taparelli.
(Birchircara, Ile de Malte.)

retracé un bref *curriculum vitæ*, l'auteur dit que Taparelli embrassa la philosophie sociale, qui lui fut assignée à la *Civiltà*, avec un « incroyable affetto ». On remarque chez lui l'accord merveilleux entre les beaux-arts et les disciplines austères qui fait de lui un véritable humaniste. Suit le dénombrement de ses qualités : mémoire extraordinaire ; vivacité d'imagination qui ne diminuait pas avec les années ; puissance d'attention : il dictait pendant de longues heures des raisonnements rigoureux suivant le plan qu'il s'était composé en méditant ; facilité d'élocution ; plénitude de concepts et richesse d'images chaudes et lumineuses qui auraient fait de lui un brillant orateur, sans la faiblesse de sa poitrine et de sa voix (il dut se contenter de prêcher à des auditoires restreints les *Exercices* de saint Ignace⁷⁹ ; l'onction qu'il savait y mettre était douée d'une grande efficacité). Par tempérament, il aurait été impétueux, ardent, irascible, si ses efforts continuels pour se dominer ne lui avaient fait acquérir un calme et une suavité qui étaient devenus chez lui comme une seconde nature ; il avait une placidité de manières, une courtoisie, une douceur ravissantes. L'horreur de l'iniquité était si ancrée en lui, que le fait d'en être témoin ou d'en entendre parler (et l'époque troublée où il vécut en regorgeait) le faisait frémir : il en souffrait tellement qu'il priait Dieu de le rappeler, pour ne plus assister à une telle violation de la justice. Sa faiblesse congénitale n'altéra jamais la fraîcheur de son esprit, et ne l'empêcha pas de se jouer dans les spéculations les plus abstruses. Condamné comme tuberculeux par les médecins à l'âge de vingt-neuf ans, il vécut pourtant jusqu'à soixante-neuf ans, grâce surtout à l'ordre minutieux qu'il suivait pour les moindres actions de sa journée : en toutes choses il était réglé comme une horloge. Mais ce qui surtout rendit vénérable Taparelli pour tous ceux qui l'ont connu, c'est l'abondance de vertus supérieures dont son âme était ornée. Il était un modèle de vie innocente, de conduite immaculée, de très tendre dévotion, de simplicité candide ; parfait en tous ses actes, il avait une conscience si pure et si timorée qu'il redoutait jusqu'à l'ombre de la faute. La pensée de Dieu lui était devenue habituelle et souvent il s'y absorbait en une douce contemplation. Ce que saint Paul appelle la folie de la croix du Christ lui avait donné un mépris absolu des vanités du monde et un tel culte pour l'humilité que ses confrères ne pouvaient que l'admirer. Comme on lui rapportait un jour que quelqu'un avait ri de sa façon négligée de se vêtir (qui, paraît-il, n'excluait pas la propreté) : « Il y a quarante ans que je me moque du monde, répliqua-t-il en plaisantant ; il est bien juste que le monde se moque de moi ». Il considérait les louanges comme des offenses et les critiques comme des bienfaits ; aussi soumettait-il volontiers ses écrits aux jugements des plus jeunes parmi ses confrères afin de les faire corriger par eux comme s'il avait été leur élève. Il avait pris l'habitude de souffrir avec sérénité ; jamais on ne l'entendit se plaindre. Il attendit la mort avec impatience : « Oh ! quel beau jour sera celui où je mourrai ! » confia-t-il peu avant à un ami. Il dicta quelques pages de prières et de points de méditation pour se préparer au trépas et il se les fit lire en son agonie. Il reçut les

sacrements avec une piété touchante et pria jusqu'à son dernier soupir. Son passage à Dieu ressembla à un sommeil.

De haute taille, Taparelli avait une prestance grave et digne. Il était maigre, svelte et bien proportionné. Son visage ovale et décharné respirait l'amabilité et l'on y lisait l'élévation de pensée. Son teint était olivâtre ; son front, plat, était surmonté d'une abondante chevelure de couleur châtain qui jamais ne blanchit ni ne fut atteinte par la calvitie. Le regard de ses grands yeux bleus, légèrement ternes, était d'une pudeur virginale. Il portait toujours des lunettes dont les verres très épais étaient enchâssés dans une monture massive. Son nez franchement aquilin, sa lèvre inférieure proéminente et l'ensemble de ses traits bien découpés donnaient à sa figure, de face comme de profil, une ressemblance très marquée avec Dante⁸⁰, et c'est précisément par une citation de Dante, appliquée à Taparelli, que l'auteur termine son article ; ce sera aussi la conclusion de ce chapitre :

E se il modo sapesse il cuor ch' egli ebbe,

..... , -
Assai lo loda, e più lo loderebbe⁸¹.



DEUXIÈME PARTIE

L'Homme

CHAPITRE VI

Taparelli intime

Sa santé. — Sa physionomie morale. — Ses talents artistiques. — Ses rapports avec ses frères. — Son attitude politique. — Ses relations avec divers personnages.

Amanti semel aspexisse non sufficit. (S. Greg. Homilia 25 in Evangelia).

A celui qui aime il ne suffit pas de regarder une seule fois.

En un sens, une vie humaine n'est pas une simple succession de moments ; une biographie serait incomplète, si elle s'en tenait au seul point de vue chronologique ; en parcourant la suite des mois et des années, on est forcé de négliger bien des aspects intéressants qui mériteraient d'être signalés. C'est pourquoi il est bon de nous attarder à contempler encore l'homme dont nous avons essayé d'écrire l'histoire, sans avoir pour autant la prétention d'épuiser tout ce qui pourrait être dit sur lui. Nous groupons en ces « paralipomènes » des éléments disparates, glanés çà et là, capables de donner de Taparelli une représentation moins insuffisante, et qui auraient difficilement trouvé place dans les chapitres précédents.

*
* *

La jeunesse de Taparelli avait été malade. Il fut condamné comme phtisique. Il raconta lui-même en détail à son frère Massimo l'origine et l'évolution du mal dont il souffrait¹. S'il se trouve quelque médecin parmi nos lecteurs, il pourra risquer un diagnostic. « Les premiers symptômes que j'éprouvai furent l'oppression en écrivant, spécialement après avoir mangé, la constipation et le manque d'appétit ; j'essayai de chasser cela par de longues

promenades, pendant lesquelles je souffrais souvent d'une grande langueur d'estomac ; subitement je me mettais à suer et les forces m'abandonnaient ». Par suite du peu d'attention qu'il avait prêté à ces douleurs, il s'affaiblit de plus en plus et fut, comme nous l'avons vu², envoyé à Tivoli en 1816, pour changer d'air. Les malaises continuant à croître, après son retour à Rome, un médecin le crut atteint de « febbre etica » (tuberculose) ; cependant Taparelli ne se souvient pas d'en avoir jamais eu d'autres symptômes qu'un affaiblissement et un trouble général, joints à une poussée de fièvre vers midi et le soir. « Je ressentais aussi des élancements très douloureux dans la région du foie, sous l'omoplate droite et dans la cavité supérieure de l'épaule, entre la clavicule, l'omoplate et le deltoïde. Un autre médecin me disait tout le contraire et prescrivait un traitement absolument opposé pour me rendre les forces ». Le Dr Tommasini, de Bologne, et un de ses confrères de Reggio (probablement le Dr Gatti) consultés prévoyaient une issue fatale dans les deux mois³. Néanmoins, sa santé se rétablit à peu près : « Depuis lors j'ai récupéré notablement la faculté de m'appliquer, mais très modérément, et d'écrire aux heures éloignées des repas. Si parfois je suis forcé de m'occuper, si peu que ce soit, ou de courber l'estomac après avoir mangé, il se forme aussitôt comme une ceinture intérieure qui me cause de l'oppression, j'ai des douleurs fréquentes au foie et de temps en temps à la rate, je ne dors presque jamais sur la région du foie : s'il m'arrive de me coucher de ce côté, mon sommeil est troublé et ma digestion difficile ; je continue à manger peu à la fois, mais fréquemment, encore que depuis quelque temps j'aie pu renoncer à ce que je prenais au milieu de la matinée. L'usage de l'extract d'absinthe, continué pendant un an, m'a fait beaucoup de bien, mais maintenant j'ai cessé tout d'un coup de pouvoir le digérer ; aussi, quand il se forme au-dessous du diaphragme l'espèce de ceinture dont je t'ai parlé, je prends quelque purge rafraîchissante, qui soulage l'encombrement, mais pour un moment seulement, car il ne tarde pas à se reformer. Mon abdomen est très sensible aux variations de l'atmosphère ; quand l'encombrement croît notablement en cette région, je subis une crise d'hypocondrie ».

En dépit de ces misères, Taparelli se maintint tant bien que mal, sans accrocs trop graves, jusqu'à soixante-neuf ans. La résistance de sa constitution est étonnante, vu l'énorme somme de travail qu'il a fournie. Donnons un aperçu des alternatives par où passa sa santé toujours quelque peu chancelante. Dès 1841, l'usure de son organisme due aux infirmités, anciennes et présentes, lui fait croire à sa mort prochaine : il estime qu'il ne vivra plus qu'... une douzaine d'années au maximum⁴, en vertu du curieux raisonnement suivant : on me dit que j'ai l'air d'avoir soixante ans (il en avait quarante-huit) ; si j'arrive à soixante-ans, on me croira octogénaire ; donc, si j'ai encore une douzaine d'années à vivre, cela sera déjà beaucoup. Quelques mois plus tard, il s'exprime encore plus nettement : « ...già mi si apre il sepolcro, e mi si chiudono gli occhi »⁵. Cependant, il n'a plus de névralgies aux dents et aux oreilles, et il peut maintenant quitter le fichu dont il s'enveloppait la tête depuis quatre ans, même en été ; « molti

piccioli malanni vanno dissipandosi a poco a poco »⁶. Sa fluxion est guérie⁷. Encore qu'il se sente plutôt mieux (« non è però che stia peggio del solito, anzi sto meglio »), après avoir marché sur le carrelage pour aller faire sa classe, malgré des semelles de « Samoyède », des pantoufles de fourrure et des bas de laine, il a les pieds gelés jusqu'à l'après-midi : « sicchè pensiamo a camminare verso il sepolcro »⁸. L'année suivante le voilà tout ragailardi⁹. En 1845, un crachement de sang¹⁰ et quelques accès de rhumatismes¹¹ ; en 1846, les crachements de sang recommencent, « dai bronchi al dire del medico »¹² ; ces accidents se renouvelèrent en 1852¹³ (et en 1855)¹⁴. En 1853, on s'étonne de le voir « grasso e in gamba » ; il est plus « fresco e robusto » que jamais ; il prévoit qu'il mourra au plus tard dans neuf ans : cette fois-ci, il a deviné juste¹⁵. En 1854, il éprouve un sérieux embarras gastrique, dû au sirocco ou à l'« influenza colerica »¹⁶. En 1855, il constate qu'il rajeunit chaque année¹⁷. L'année 1857 est excellente ; sa santé n'a jamais été aussi florissante « da quarant'anni in qua »¹⁸. Il se réjouit de sa vieillesse saine et robuste ; avec ses soixante-quatre ans sur le dos, il fait chaque jour, sans fatigue, sa promenade à *Monte-Mario* ou à *Ponte-Molle* ou le long des murs de la *Porta Cavalleggieri* à la *Porta Portese*¹⁹. Cependant il tomba malade à la fin de janvier 1858 (les sources auxquelles nous empruntons ces renseignements ne donnent pas de précisions)²⁰. Massimo, qui le vit à Rome en 1859²¹, déclare qu'il va bien, mais qu'il est toujours plus maigre, ridé, emmitoufflé et qu'il paraît le « mago de' burattini » (le sorcier des marionnettes)²². L'année 1860 est très bonne ; seules les jambes se ressentent des soixante-huit ans imminents ; au lieu de huit ou dix milles par jour, il faut se contenter de six ou sept, et en été se servir d'une « carrozzella » pour faire la montée de la porte Saint-Pancrace²³. Il ne put cette année-là, à cause des événements politiques (l'arrivée de Garibaldi), prendre les bains à Sorrente, qui lui étaient très profitables ; les bains artificiels de Rome ne sont pas assez efficaces ; aussi la fin de l'hiver et le printemps de 1861 furent-ils marqués par un « incomodo di languore » qui empêcha les promenades quotidiennes²⁴ ; à part cela il va « benino » ; en juillet il doit, pendant quelques jours, s'abstenir de célébrer la messe, à cause de maux de gorge et de vomissements²⁵. L'année 1862, qui fut celle de sa mort, à part une légère indisposition²⁶ et un hiver un peu critique²⁷, n'est pas mauvaise et, en somme, rien ne pouvait faire pressentir une fin aussi proche.

Parmi les infirmités dont Taparelli fut affligé, il en est une qui, à cause de son caractère tout particulièrement pénible, mérite une mention spéciale : c'est l'état déplorable de ses yeux. Il en parle très souvent dans ses lettres et l'on sent que c'était pour lui une croix assez lourde à porter. Jamais il ne réussit à réaliser une amélioration de sa vue ; au contraire, le mal empirait avec les années. Étant menacé de devenir aveugle, il dut dicter au lieu d'écrire, et recourir à autrui pour la lecture des manuscrits ou même celle des imprimés quand elle était un peu prolongée. Afin d'épargner une fatigue à ses yeux si faibles, il demanda et

obtint la faculté de dire des messes votives et des facilités spéciales pour la récitation du bréviaire.

Taparelli se soignait (lui-même) d'après les principes de l'homœopathie : ce détail n'aurait guère d'importance à nos yeux, s'il ne nous révélait que, même sur le terrain médical, Taparelli était ouvert aux idées modernes (quoiqu'il juge son cerveau « straniero tra i cervelli odierni »²⁸). A l'expérience, il s'en trouvait bien ; mais surtout ces remèdes, par leurs doses infinitésimales, n'étaient pas dangereux, avantage très appréciable pour quelqu'un qui, comme lui, pratique une méthode purement empirique, sans le secours des médecins, en qui il a peu de confiance et dont il n'est guère disposé à suivre les prescriptions²⁹. Il emploie l'aconit, l'alkermès de *Santa Maria Novella* (maison fondée à Florence en 1612) ; il demande à Roberto des « douceurs » qu'il prendra comme produits pharmaceutiques : des tablettes de myrrhe (dont il désire avoir la recette), des cédrats confits, de la conserve de framboise, des zestes de Carignano³⁰, encore qu'il ait été élevé à la dure et qu'il estime son caractère « poco curante ». Un régime alimentaire, les bains annuels, les promenades journalières, les précautions contre le froid complétaient le traitement ; j'allais oublier de noter que Taparelli se couchait de très bonne heure, car il avait l'habitude originale de dire sa messe à trois heures du matin³¹.

*
* * *

Nous ne reviendrons pas sur l'aspect physique de Taparelli, décrit plus haut³², mais il convient de nous arrêter sur certains traits saillants de son caractère qui nous donneront une image plus complète de sa physionomie morale, d'après ce que nous pouvons constater par nous-mêmes dans ses écrits.

Ce qui frappe avant tout dans cette riche personnalité, c'est peut-être la gaité, indice de l'euphorie morale plus encore que d'un heureux tempérament. Si l'on se représente le P. Taparelli comme un homme devenu inhumain par l'austérité de ses manières, je conseille de lire quelques-unes de ses longues et savoureuses lettres de vacances³³. Il raconte par le menu à ses confrères, d'une façon fort enjouée, les incidents de voyage (alors plus nombreux sans doute que de nos jours, vu les conditions de transport) qu'il compare aux aventures d'Arlequin, il fait des descriptions pittoresques (y compris celle de son costume de baigneur ou de cavalier, sans omettre le détail comique), plaisante agréablement tel ou tel et surtout soi-même, raconte d'un ton badin des épisodes amusants, fait part des inventions ingénieuses qui lui permettent de satisfaire ses mille petites manies. Cette simplicité touchante, cette familiarité ingénue, de la part d'un homme de ce niveau intellectuel et moral, indiquent plus la véritable supériorité, à mon avis, qu'un air guindé et une mine renfrognée.

En général³⁴, comme son frère Massimo, Taparelli se montre très spirituel, même dans ses œuvres les plus sérieuses (si l'on peut ainsi s'exprimer). En voici deux exemples, où il a, sinon le mérite de l'invention, du moins celui de l'à-propos : dans le *Saggio*³⁵,

il compare un argument de Spedalieri à l'ingénieux expédient imaginé par un médecin : celui-ci, pour guérir un fou qui, se croyant mort, ne voulait plus manger, fit semblant d'être mort comme lui, puis, se mettant à manger, il le persuada que les morts mangent tout comme les vivants. Dans l'*Examen critique*³⁶, il fait une remarque, afin, dit-il à ses lecteurs, « que vous ne tombiez pas en certaine inadvertance, j'allais dire bévue, commune à plusieurs — et qui rappelle certain légendaire du Moyen-Age. — Racontant avec plus de dévotion que de discernement le martyre de saint Denys, il montrait le saint décapité : puis, prenant miraculeusement sa tête dans ses mains, il la portait³⁷ à trois cents pas plus loin au lieu même où il voulait être enseveli, — enfin, disait notre chroniqueur, avant de la déposer à terre, il la baisait respectueusement. Il ne faisait point attention, ce bon historien, que le saint décapité n'avait point d'autre bouche que celle même de sa tête. Or de pareils chroniqueurs ne sont point rares à notre époque ».

Taparelli se reconnaît une âme candide³⁸ ; il se fait passer pour un niais : « io sono miope e dabbuonomo »³⁹, par humilité (... mais c'est à son frère qu'il écrit, et celui-ci devait savoir à quoi s'en tenir) ; en réalité, si l'on peut estimer qu'il a été quelque peu naïf en certaines circonstances, manquant de sagacité pour les choses pratiques, ou que telles ou telles de ses idées sont chimeriques, et si, avec l'âge, des absences de mémoire ou d'attention⁴⁰ ont pu lui donner parfois une apparence ingénue, on doit cependant reconnaître, en le lisant, qu'il était un psychologue assez pénétrant, capable de fines intuitions et d'une pointe de malice.

Ce qui plaît en lui, c'est un petit air de fraîcheur : sa nature, délicieusement humaine, n'a pas été étouffée par le cadre rigide où il l'a enfermée et qui l'a aidée, au contraire, à développer ses virtualités. Rien d'artificiel ni de pédant, mais la curiosité en éveil de quelqu'un qui se sent toujours enfant, et une certaine bonhomie qui est comme le sourire d'un fils de Dieu à « l'immense octave de la création »⁴¹.

Le lecteur aura sans doute déjà remarqué que Taparelli était notablement plus maniaque que la majorité des *vieux garçons*. On se le représente facilement bricolant dans sa pauvre chambre pour se distraire innocemment de ses ardues spéculations.

Encore qu'il fût, si l'on peut dire, perclus de principes et pétri de formules, il respectait assez la personnalité d'autrui pour savoir, dans les matières laissées à la libre appréciation, se montrer accommodant ; tout en contrôlant sa pensée par une forte discipline intellectuelle, il se défiait de son propre jugement, ce qui est souvent une chance de plus de ne pas se tromper ; il admettait qu'on pût ne pas le comprendre tout de suite⁴² ; on lui a même reproché⁴³ de trop louer ses adversaires : c'est qu'il était convaincu qu'il n'y a pas d'erreur sans une part de vérité⁴⁴ ; c'était peut-être aussi une précaution prise pour fuir tout soupçon de fanatisme. Avec quelle suavité évangélique justifie-t-il son attitude à l'égard de Rosmini et Gioberti : « *linum fumigans non extinguit* » (S. MATTH., XII, 20)⁴⁵ ! Nous verrons les motifs de

ses dispositions, qu'il a lui-même exposés⁴⁶. Mais l'amour sincère et inflexible qu'il professe pour la vérité lui dicte une entière franchise⁴⁷ : ses réponses sont loyales.

Outre les qualités intellectuelles qui provoquent l'admiration et qui apparaîtront mieux quand nous étudierons son œuvre, et sans compter les vertus de religieux exemplaire qui le rendent vénérable, il avait les qualités de cœur qui inspirent l'affection : trop aristocratique pour s'abaisser à rien de mesquin, vibrant d'enthousiasme pour toutes les nobles causes, il est un esthète dans le domaine des sentiments ; cet homme au visage sec et anguleux était affable⁴⁸ ; loin d'être indifférent à l'égard de sa famille⁴⁹, il laisse voir dans ses lettres à ses frères une sensibilité très tendre ; tous les samedis il disait la messe pour Roberto et Massimo⁵⁰ et, gardant fidèlement le pieux souvenir des disparus bien-aimés, il était en relations plus fréquentes avec les morts qu'avec les vivants et priait chaque jour pour eux à l'autel⁵¹.

Taparelli devait certainement avoir, pour notre consolation, quelques défauts : malheureusement on n'en trouve nulle trace et personne ne les a signalés.



Parmi les dons que Taparelli avait reçus de la Providence, il faut mentionner ses dispositions « non ordinaires »⁵² pour les beaux-arts, cultivées dès son enfance par d'excellents maîtres.

Jeune éducateur, au Collège de Novare, il fait des « santini » (images pieuses) pour ses « bambocci », mais le désir de devenir peintre le pousse à étudier l'anatomie et il demande à Massimo quel est le meilleur traité à étudier⁵³. A Naples, c'est encore aux conseils de Massimo qu'il a recours pour établir au *Convitto* « un po' di scuola di paesaggio »⁵⁴. Par manière d'agrément, malgré ses mauvais yeux, Taparelli faisait, à ses heures libres, quelques tableaux religieux ; c'est ainsi qu'à Palerme il brossa une grande toile représentant la Sainte Vierge et l'Enfant Jésus, entourés des saints de la Compagnie⁵⁵.

Mais c'est en musique surtout que Taparelli exerça ses talents. C'est même lui qui, en cet art, était le mieux doué parmi les membres de sa famille ; il connaissait le contrepoint, était compositeur et jouait fort bien du piano⁵⁶. Dans le rapport sur son provincialat de Naples⁵⁷, on lui reprocha même de s'adonner un peu trop à la musique « componendo delle cantate pei convittori e applicandosi alla costruzione di una macchina armonica » (le fameux *violicembalo*, dont il va être question plus loin, p. 132 et suiv.) et d'occuper quelques élèves « in quella macchina armonica di sua invenzione ».

Déjà nous avons parlé⁵⁸ de l'hymne en l'honneur de saint Ignace, chanté à Naples pendant la procession ; en 1834, à Palerme, d'après le P. Narbone⁵⁹, vingt-sept élèves, choisis dans toutes les classes, chantèrent, au début et à la fin de la procession de saint Ignace, un hymne triomphal (avec paroles du professeur de rhétorique du *Convitto*, le P. Michel Vella), mis en musique par Taparelli,

qui plut tellement que, pour satisfaire à de nombreuses instances, on dut le répéter plusieurs fois les jours suivants : était-ce une réédition de celui de Naples ou bien une œuvre nouvelle ? Je l'ignore. A Palerme également, en 1835, pour la fête de saint Louis de Gonzague, Taparelli fit la musique de « strofe » dues au P. Giovanni Bitino, recteur du *Convitto* ; en 1838, pour la distribution des prix, présidée par le duc de Terranuova, Giuseppe Pignatelli, un chœur chanta, avec accompagnement d'orchestre, un hymne de Taparelli ; en 1840, les fêtes de la canonisation de saint Francesco di Geronimo furent l'occasion de quelques motets. En 1842, il forme le projet d'« arracher à la muse de Manzoni », par l'intermédiaire de Massimo, un hymne à saint Louis, pour le mettre en musique⁶⁰. C'est encore à Palerme que Taparelli écrivit le chant de la *Passion*, pour la semaine sainte. Nous ne connaissons pas de compositions de Taparelli postérieures à son séjour en Sicile.

La musique sacrée (il n'y en a d'ailleurs pas d'autre) de Taparelli est conservée au Collège Saint-Louis, à Birchircara, île de Malte. Je possède la copie des morceaux suivants ;

le psaume *Dixit Dominus* et le *Magnificat* (datés de 1833),

Popule meus (impropères du Vendredi-Saint),

*O Salutaris Hostia*⁶¹,

Tantum ergo (deux textes),

Siam rei di mille errori, à trois voix,

Serba Luigi ai pargoli,

Ah ! veggia il crudo Satanas,

Miserere,

Litanies solennelles de la Sainte Vierge, à six voix, et

sous le titre de : « *Canzonette spirituali e Litanie varie* » :

Peccati, mai più,

*Ostia umil, sangue innocente*⁶²,

*Sì, tu scendi ancor dal cielo*⁶²,

Deh ! vieni o Santo,

O Pane del Cielo,

Vieni, vieni, o dolce Amore,

*Sei mio, con te respiro*⁶²,

Diletto mio, bene che teco mi hai stretto,

Litanies de la Sainte Vierge (plusieurs textes différents et plusieurs variantes des invocations à la Vierge),

enfin quelques partitions sans paroles.

Il n'est guère aisé d'apprécier cette production à sa juste valeur : au lieu de déchiffrer les notes, il faudrait évidemment entendre l'exécution simultanée des diverses parties, soutenue par l'orgue, expérience qu'il ne m'a pas été possible de réaliser. Les contemporains en ont fait grand cas, au moins dans une sphère restreinte. Le genre de Taparelli était bien dans le goût de l'époque : c'est ce qui explique et peut-être excuse ces pièces d'inspiration souvent profane, à effet théâtral, et que l'auteur semble terminer à

regret. On trouve çà et là quelques jolis passages, qui rappellent de loin Mozart, mais paraissent aptes à faire danser le menuet plutôt qu'à aider la prière, et dont l'accompagnement d'orgue semble écrit pour un pianiste. De Liguoro⁶³ assure à Taparelli qu'il a rivalisé avec Hummel⁶⁴ ; il avait quelque raison de l'aduler, mais la comparaison peut n'être point sans fondement.

Étant donné cet attrait pour la musique, ne nous étonnons pas de ce que, au cours de sa carrière, Taparelli ait toujours encouragé les études musicales : à Novare, organisant la classe de chant, il demande à son père⁶⁵ de lui envoyer l'« Algebra in gorgheggi » (c'est sans doute le titre d'une méthode). A Rome et à Naples, il protège Euterpe de son autorité de Recteur et de Provincial. A Palerme, en 1843, ses leçons de chant remplacent celles d'escrime ; c'est lui qui dirige la *schola* du collège ; il confie les cantiques qu'il a composés aux voix angéliques de ses petits *soprani* ; il fait venir de Bergame le célèbre Serassi pour installer dans l'église de la *Casa Professa* un grand orgue sorti des ateliers de ce facteur... et il s'en fait donner une réplique d'un modèle plus réduit pour la chapelle du *Convitto*. A Rome, il découvre un beau jour un jeune prodige et il le recommande à son neveu Emanuele D'Azeglio : «... a me è sembrato un miracolo e credo difficile trovare un simile in tutta Europa »⁶⁶. (On voudrait savoir ce qu'il en advint ; peut-être s'agit-il de Tito Mattei, né en 1841).

Taparelli ne s'est pas contenté d'être lui-même un artiste, il a été aussi un théoricien de l'art. En 1852, à propos de la publication de l'*Antiphonaire de saint Grégoire*, par L. Lambillotte, il se déclare persuadé « del bisogno che vi è di riformare il canto ecclesiastico col ricondurlo all' antica purezza dei suoi principii »⁶⁷. Il revient sur ce sujet en 1856 et traite le problème dans toute son ampleur d'une façon vraiment magistrale⁶⁸. Parlant d'un ouvrage posthume de Lambillotte, *Esthétique, théorie et pratique du chant grégorien* (Paris 1855), il se sépare de l'école sévère qui veut strictement un retour pur et simple à l'antiquité, ce qu'il juge excessif, pour se rallier aux réflexions sages et modérées, exprimées dans un autre livre récent : *La musique religieuse*, par le R. P. Louis Girod, de la C. de J. (Namur, 1855)⁶⁹. Néanmoins, dans la liturgie officielle de l'Église, on doit, selon lui, s'en tenir aux mélodies traditionnelles et à une impersonnalité qui ne laisse pas de place à la vanité. Il entrevoit une restauration du plain-chant par l'autorité pontificale, devinant ainsi le *Motu proprio* de Pie X (22 novembre 1903), comme pour la renaissance de la philosophie scolastique il avait préludé à l'encyclique *Æterni Patris* de Léon XIII : «... non saremmo attoniti che giorno venisse finalmente, in cui quella che da Benedetto XIV fu detta preferenza delle anime pie in favor del canto fermo, venisse da altro Pontefice imposta per legge ad ogni canto liturgico » (p. 278). La musique moderne pêche souvent par mollesse ou légèreté et comme telle ne peut convenir. Il faut exclure, par respect pour le saint lieu, tout ce qui sentirait le concert ou l'opéra, comme Jésus a chassé les vendeurs du Temple. Il est intolérable qu'on répète à satiété un ou deux psaumes (c'est un « pleonasma introdotto per comodo della musica »), alors que le reste est gâché par la négligence des

exécutants et le bavardage du public (c'est sans doute à dessein que Taparelli emploie le mot *platea*, parterre, par allusion à l'atmosphère de dissipation où se déroulait la célébration des rites). On doit prohiber l'accompagnement bruyant des instruments : l'orchestre couvre la voix humaine et distrait l'âme au lieu de l'élever vers Dieu. C'est la gravité de l'orgue seul qui soutient dignement les fidèles dans le chant des divines louanges.

Tout cela est fort bien, pensera sans doute le lecteur, mais Taparelli n'est-il pas tombé dans quelques-uns des abus qu'il signale ? Il semble bien que oui, d'après ce que nous avons écrit plus haut. Était-ce inconscience de sa part ? ou bien a-t-il subi une évolution ? J'inclinerais vers cette seconde hypothèse : de fait, les œuvres musicales que nous connaissons de lui sont toutes antérieures au milieu du siècle, et c'est vers cette date que se dessine, principalement en France, le mouvement de renaissance du chant grégorien. Taparelli a été séduit par ces idées et, par suite, sa production musicale, plus ou moins heureuse, s'est probablement tarie.

Il encourage les précurseurs de la réforme, en rendant compte⁷⁰ du *Précis historique et critique sur la restauration des livres du chant grégorien*, de Mgr Pierre Alfieri (Rennes. Vatar, 1856) et de l'*Istituzione teorico-pratica di canto fermo e tratto sull' antico e ragionato sistema guidoniano*, de Camillo Mollo (Napoli, Festa, 1856). Son zèle l'emporte jusqu'à donner, sous forme déguisée, des conseils au pape : «... già da molte parti dell' Orbe cattolico gli occhi si volgono al Vaticano, per implorarne anche alle sacre armonie quella solenne e maestosa unità che dalla tomba di Pietro in tutta la Cristianità si trasfonde ». Quand Proske commença la publication d'une anthologie périodique des meilleures compositions musicales classiques⁷¹, Taparelli salua avec joie cette entreprise opportune⁷². Mentionnons encore, pour mémoire, les recensions de : Vincenzo Petra, *Sulle condizioni dell'odierna musica italiana* (Napoli, Piscopo. 1854)⁷³ ; Faà di Bruno, *La Lira cattolica*⁷⁴ ; F. Ranalli, *Storia delle Belle-Arti in Italia*⁷⁵ ; G. P. Calvi, *Istruzioni teorico-pratiche per l'organo*⁷⁶ ; V. Arnò, *Nuovo sistema di tastiera e musicografia*⁷⁷.

Taparelli fit une étude très étendue d'esthétique générale : c'est un véritable traité scolastique assez complet que constitue la série d'articles intitulés : *Le Ragioni del Bello secondo i principii di S. Tommaso*⁷⁸, qui furent ensuite réunis en volume⁷⁹. L'auteur s'était servi de notes laissées par le P. Calvetti (mort le 1^{er} février 1855).

Enfin, peu de temps avant sa mort, il consacra un article au livre d'A. Brentazzoli : *Della forma artistica e dell'avvenire dell'Arte* (Bologna, Aurora, 1862)⁸⁰. Ayant communiqué son manuscrit à Liszt, il reçut du maître la lettre suivante⁸¹ :

Rome, mai 22 — ' 62.

TRÈS RÉVÉREND PÈRE,

Je ne puis que vous être fort reconnaissant d'avoir joint mon nom aux quelques pages qui relèvent le mérite des pages du Dr. Brentazzoli sur

la « forme et l'avenir de l'art » et ce m'est une vive satisfaction de voir mes opinions à ce point concorder intimement avec celles que vous exposez. Comme vous, très Révérend Père, je crois qu'il ne faut pas établir une confusion d'idées fâcheuses entre le sacré et le profane, car par là l'un et l'autre se trouvent oblitérés, toute chose ne pouvant parfaitement correspondre à son but qu'en occupant le milieu qui lui est propre. Votre science, profonde et lucide, a délimité avec une rare justesse la part du *Bien* et du *Beau*, en confiant l'action enseignante du premier au sacerdoce, tout en n'enlevant pas aux efforts du second quelques-uns des fruits de l'*apostolat*. Si l'art outrepasserait ses bornes en voulant se faire l'intermédiaire direct de l'enseignement de la vérité et de la communication des grâces divines, il ne lui est pourtant pas défendu, mais enjoint, de s'associer à sa manière à la propagation des émotions saintes qui nous animent et nous ramènent vers Dieu, vers l'Église, et par conséquent vers vous, prêtres du Seigneur ! Son action, pour être plus indirecte, n'en est peut-être pas moins intense ; c'est ce que j'ai espéré chaque fois que j'ai essayé de chanter les louanges du Seigneur, d'unir ma voix au grand Chœur qui le bénit sur cette terre, et de prêter mes accens aux rites du sacrifice suprême que le sacerdoce célèbre dans la Sainte Messe. Une telle intention peut même n'être pas étrangère à diverses œuvres d'art, quand la pensée qui les dicte ne sépare pas ses aspirations de ces vérités relatives, qui forment les rayons brisés dans le prisme de l'esprit humain, du foyer unique de la Vérité absolue.

Et qui le comprend mieux que Vous, mon très révérend Père, quand vous dites dans votre remarquable étude sur « *Le ragioni del Bello secondo i principi di S. Tommaso* » que je lis avec un si grand intérêt, entre tant de choses parfaites, ceci : « ... il Bello morale può innamorare come ordine perfetto, in quanto i segni corrispondono perfettamente alle idee dell'ordine morale ». Et plus loin : « Di che apparisce tanto piena di sapienza governativa e conoscitrice profonda del cuore umano la Chiesa, che a tanto suo costo sostenne, contro l'empietà degli iconoclasti e contro gli scrupoli dell'ipocrisia protestante, l'uso delle sacre immagini e la canonicazione degli eroi cristiani, vive immagini di quel Bello morale che per le vie degli occhi al Bene, suo primogenito, appiana la via dei cuori ».

J'ai toujours pensé, en concordance avec ces belles paroles, que Dieu a doué l'homme du seul don de *création* qu'il possède (et que votre doctrine définit si bien) dans l'art, afin d'agir sur les cœurs par l'émotion du Beau, comme le Bien agit sur l'intelligence par la voie de la persuasion, le Beau étant la splendeur, comme le Bien est la pratique du Vrai.

Il ne me reste, mon très Révérend Père, qu'à vous renouveler mes remerciements très vifs pour toute la satisfaction que j'ai éprouvée à lire vos belles pages et surtout à sentir mes convictions sur la mission de l'art dans l'humanité, tellement d'accord avec vos pensées.

Je compte avoir bientôt l'honneur de vous réitérer ces remerciements de vive voix et demeure en attendant

Votre très respectueux et dévoué Serviteur,
F. LISZT.

Le *violicebalo* tint une grande place dans la vie de Taparelli, qui l'appelait *opus triginta annorum*, le comparant ainsi, après Massimo, à l'automate d'Albert le Grand⁸². Il tenait aussi une grande place en son esprit et troublait parfois son sommeil. C'était

une monomanie, avouait Taparelli, qui ajoutait : « un peu de folie, nous en avons tous, et si je ne payais d'autre tribut à cette dure nécessité, je croirais m'en être tiré à bon marché »⁸³. Il fut ce que son inventeur avait rêvé, encore qu'il n'ait pas fait tout le *bruit*, si l'on me permet ce jeu de mots, que Taparelli en attendait. Voici, d'une manière schématique, ce qui le constituait essentiellement : deux cylindres horizontaux, parallèles et superposés, reliés par un cordon sans fin faisant fonction d'archet, pivotaient sur leur axe, grâce à une pédale ; des leviers, actionnés par les touches d'un clavier, établissaient le contact entre l'archet et des cordes vibrantes tendues sur une caisse de résonance : par ce frottement intense ou léger à volonté, on obtenait la continuité des sons, que la percussion ne peut donner. Il ressemblait « al violino nelle acute, alla viola nelle corde medie, al violoncello nelle basse ; e negli ultimi tasti anche al contrabasso » ; la corde métallique lui donnait un je ne sais quoi « di più rotondo [?] e più pieno » qui aurait pu le faire confondre avec un instrument à vent. En détachant bien les notes, on arrivait à lui faire rendre des sons analogues à ceux de la harpe et de l'harmonica. « In somma, conclut l'auteur anonyme auquel nous empruntons cette appréciation, la varietà sembraci superare quella di tutti gli strumenti a noi conosciuti »⁸⁴.

Taparelli le commença au Collège Romain, en collaboration avec son frère en religion Pietro Tessieri⁸⁵. Nous avons vu que Massimo avait trouvé son aîné à l'œuvre quand il se rendit à Palerme⁸⁶. L'appareil était encore assez grossier⁸⁷. Massimo finança l'entreprise avec générosité⁸⁸. Bientôt Taparelli dut changer d'ouvrier, le premier (un nommé Lagrassa, que Massimo avait vu) ne s'étant pas encore mis à la besogne⁸⁹. Il s'impatienta, parce qu'il ne reçoit pas les cordes⁹⁰ qui doivent venir de Rome, tandis que le mécanisme progresse rapidement⁹¹. Enfin, les voici ! leur excellente qualité compense le retard ; elles sont mises aussitôt à l'essai ; le travail avance, mais on ne peut encore prédire le résultat⁹².

Nous arrivons à bon terme. Par une lettre à Massimo du 18 janvier 1855⁹³, nous savons que Taparelli vient de tirer les premiers coups d'archet, se contentant pour cette fois de cinq octaves et demie. L'épreuve a été très bien réussie. Taparelli commence à croire que sa satisfaction n'est pas une illusion de l'amour-propre ou de l'« amour paternel », car il a appris les éloges que le maître de chapelle de Saint-Pierre du Vatican⁹⁴ a faits à une personne amie après avoir entendu les « premiers vagissements du nouveau-né » (« i primi vagiti del mio figlioletto »). Il donne ensuite quelques détails techniques⁹⁵ concernant une mise au point.

Il faut maintenant faire une entrée dans le monde. Naturellement, la *Civiltà* se charge de la présentation, par un article⁹⁶ de « *Cronaca scientifica* » (17 mars 1855) intitulé : « *Scoperta d'un nuovo stromento di musica* ». Au nom de l'inventeur est joint celui du facteur : Paolo Alessandroni⁹⁷. On indique les tâtonnements successifs : en 1830, Taparelli avait tenté d'appliquer le frottement de l'archet continu à une série de ressorts sonores ; il avait ensuite remplacé ceux-ci par des diapasons métalliques ; enfin,

en 1842, il s'était résolu à prendre des cordes de piano. On laisse entrevoir un perfectionnement ultérieur : un clavier à marteaux permettant de frapper les cordes (comme dans le piano) s'ajoutera au clavier qui les attaque par frottement. — L'*Armonia*⁹⁸ du 20 mars et divers autres journaux annoncèrent aussi l'événement.

Quelques jours auparavant, Taparelli avait introduit une demande de brevet⁹⁹ auprès de S. Exc. Mgr Milesi, ministre du Commerce et des Travaux publics, qu'il invite même à l'honorer de sa visite (proposition qui fut agréée, car, d'après le *Diario* du P. Bresciani, 11 mars 1855, le ministre vint, accompagné de Mgr Berardi, substitut de la Secrétairerie d'État, Mgr Campodonico, recteur de la Sapience, le chevalier Orioli, conseiller d'État, Mgr Cardoni, recteur de l'Académie ecclésiastique, etc.). La requête est suivie d'une brève description de l'instrument et quelques explications sur son fonctionnement ; relevons quelques variantes : le cylindre supérieur peut être remplacé par des poulies accrochées à un ressort, et la pédale par un mouvement d'horlogerie ; de petites pièces de peau ou d'étoffe moelleuse amortissent les grincements qui nuiraient au bon effet de l'instrument, surtout dans les morceaux pathétiques, auxquels il convient particulièrement.

Tout allait donc à souhait ; mais voici que dans le *Giornale di Roma* du 13 mars 1855, sous le titre : *Avviso d'Invenzione*¹⁰⁰, Taparelli est accusé de plagiat (sans cependant être nommé), au détriment d'un certain Enrico Marchesi. Le coup était déplaisant. Taparelli avait la chance de pouvoir défendre sa réputation avec d'autant plus de vigueur qu'il défendait par là-même celle de l'Ordre dont il était membre : notre bien particulier nous est encore plus cher quand il est ennobli par le bien général. Aussitôt il adresse au ministre une protestation motivée¹⁰¹. En mai ou en juin 1853, il avait prié le P. Di Pietro, vice-préfet du Collège Romain, de lui trouver un mécanicien qui se chargeât de construire le *violicebalo*. Celui-ci lui envoya Marchesi, dont le fils était élève de grammaire à ce collège. Taparelli manifesta son idée à Marchesi, lequel lui répondit qu'il ne pouvait accepter son offre pour l'instant, étant occupé à terminer un « cembalo steno-grafo » (invention d'un genre tout différent) qui exigeait encore quinze à vingt jours de travail. Ainsi Marchesi renverse les rôles ; l'artisan, abusant de la confiance que lui avait faite Taparelli, s'approprie l'idée du commettant. Taparelli apporte une série de témoignages qui démontrent la priorité de son invention : ils émanent de son ami Pierre Lecomte, prêtre français, du P. Bottalla, du peintre M. Pacetti, ami de Massimo, d'A. Befani, directeur de la typographie de la *Civiltà*, de Mgr Campodonico, recteur de l'Université de la Sapience, du P. Di Pietro et de Pietro Tessieri, ancien jésuite attaché au cabinet de numismatique du Vatican ; un bulletin de douane prouve que le matériel a été envoyé de Sicile à Rome. Ces attestations nous donnent de nombreux détails sur l'histoire de la fabrication du *violicebalo* et les retouches qu'il dut subir successivement ; nous apprenons qu'à Palerme, Taparelli avait employé des lamelles de verre, puis d'acier, puis des diapasons façonnés par le maître chaudronnier Matteo, puis

des cordes de piano du luthier Maniscalco, qu'il avait fait venir de Rome 80 boyaux travaillés par A. Ruffini, qu'avant d'engager Alessandrini, il avait été en pourparlers avec deux Allemands, le luthier Timoteo et l'ébéniste Teodoro, et que le second avait fait une ébauche de l'instrument.

Le ministre, pour voir clair dans cette question obscure, transmit l'affaire à l'Académie... *dei Nuovi Lincei* (Nouveaux Lyncées !). La savante compagnie, trop heureuse d'avoir une « occupation » sans avoir eu besoin de la chercher, nomma une commission d'enquête, composée de deux membres, Ottaviano Astolfi et Francesco Orioli, rapporteur. Leurs conclusions, déposées au cours de la séance du 1^{er} avril 1855¹⁰², furent adoptées par la docte assemblée : elles étaient favorables à Taparelli, sans aucune réserve. Cette relation consciencieuse¹⁰³, adressée au Prince-Président (Odescalchi), dénie toute valeur aux allégations de Marchesi sur la prétendue antériorité de son *Orchestricebalo* ; d'ailleurs il faut noter que l'idée n'est pas nouvelle et que depuis deux siècles et demi, il y eut toute une floraison d'essais de ce genre ; plusieurs musiciens ont joué du *violicebalo* en présence des experts, et l'un de ces derniers en a joué lui-même : on a pu constater que le problème proposé est résolu d'une manière suffisante et digne d'éloge. L'harmonie est agréable, pleine, douce, de bon effet. Le travail des doigts est facile. Il ne reste qu'un peu de bruit provenant du cylindre moteur quand on est trop près, et parfois, à de longs intervalles, quelques légers grincements. — Le secrétaire de l'Académie, Volpicelli, expédia une copie authentique de ce rapport à Taparelli, en lui demandant la faveur de jouir d'une audition¹⁰⁴.

Rien n'empêchait plus l'octroi du brevet ; l'acte est daté du 17 avril 1855¹⁰⁵ ; sa validité est de quinze ans ; avis en fut donné par le *Giornale di Roma* du 26 avril. Le Saint-Père, dans l'audience accordée le 2 mai à Mgr Milesi, autorisa la concession gratuite¹⁰⁶.

Don Alessandro Torlonia commanda un *violicebalo* ; la duchesse de Saxe¹⁰⁷ fit de même. On poussa Taparelli à envoyer son instrument à l'exposition de Paris, mais ce projet ne fut pas réalisé¹⁰⁸. Le pauvre Taparelli aurait voulu (c'était là un désir bien naturel) avoir un *violicebalo* : à cette fin, il avait demandé à Roberto de trouver à Turin un fabricant à qui il pût céder, contre un *violicebalo*, le droit exclusif de construction pour le Piémont, mais il ne semble pas que cette démarche ait abouti¹⁰⁹. Dans un *post-scriptum* de sa lettre du 5 avril 1855 où il raconte tout cela à Massimo¹¹⁰, Taparelli parle d'un article paru dans le *Piemonte* du 4 avril (*Appendice ; Cronaca industriale*), hésitant à y voir de l'ironie. Quand on lit ce texte, le doute n'est guère possible. En effet, l'auteur anonyme dit que, dès 1609, Jean Haydn¹¹¹, de Nuremberg, avait inventé un *Geigen-Claviercymbel* qui n'était pas sans analogie avec le *violicebalo* de Taparelli ; en 1757, l'idée fut reprise par Hohlfeld, de Berlin ; vers la fin du xviii^e siècle, apparaît la *Senofonica* du Viennois Röllig, qui fut reproduite, avec quelques changements, en des temps plus rapprochés, par Garbrecht, Greiner, Poulleau et autres ; enfin, l'abbé Trentin, de Venise¹¹², fit un instrument dont on donne la description détail-

lée d'après les mémoires de l'inventeur, afin que, dit l'auteur avec une cruelle charité, si Taparelli ne le connaissait pas, il vît s'il ne pourrait rien y prendre pour perfectionner le mécanisme imaginé par lui¹¹³ ! Ainsi le litige avec Marchesi n'était pas encore dirimé qu'une nouvelle imputation venait se greffer sur la première. La *Gazzetta Ufficiale di Venezia*, après avoir, le 24 mars 1855 (n° 69), parlé avec éloge du *violicebalo* de Taparelli, insère dans son n° 82 (10 avril) une mise au point de l'*Annotatore friulano*, d'après laquelle cet instrument avait déjà été inventé, une trentaine d'années auparavant, par l'abbé Trentin¹¹⁴. La *Civiltà* répondit dans sa *Cronaca contemporanea* du 19 mai¹¹⁵. Elle fait d'abord remarquer très justement que la coïncidence des noms (les deux instruments s'appelant *violicebalo*) devrait plutôt faire présumer que Taparelli n'a pas imité sciemment Trentin. Ensuite, elle constate que la création de Trentin (bien qu'elle soit mentionnée dans le dictionnaire de Lichtenhal) est inconnue à Rome, inconnue aussi à Paris, puisqu'un brevet pour un instrument de ce genre a été obtenu l'année précédente¹¹⁶ ; donc rien d'étonnant à ce qu'elle fût ignorée de Taparelli. De plus, si elle est restée ainsi dans l'oubli, c'est qu'elle ne devait pas correspondre adéquatement au but que s'était proposé l'inventeur (hélas ! *a posteriori*, cet argument pourrait se retourner contre le *violicebalo* de Taparelli, puisqu'il n'eut qu'un succès éphémère et très restreint, en dépit de la confiance manifestée par la *Civiltà*¹¹⁷, et des appréciations flatteuses dont il fut l'objet ; je crois que ce raisonnement n'est pas absolument probant, car la valeur intrinsèque d'une invention ne suffit pas toujours à lui assurer la réussite commerciale). Le *violicebalo* de Trentin est comparé à celui de Taparelli afin qu'on en voie les différences. Tout soupçon de plagiat est ainsi écarté.

La renommée du *violicebalo* grandit. Cantù, qui en a entendu parler¹¹⁸, le signale dans sa célèbre *Storia degli Italiani*¹¹⁹. Le *Journal des Débats* le fait connaître à ses lecteurs¹²⁰. Le *Giornale di Roma* annonce la mise en vente¹²¹, mais cette publicité resta sans effet.

Taparelli est sur la voie des honneurs. Un soir, après avoir récité sa prière au « coretto » (tribune) de l'église Saint-Ignace, il se disposait à regagner sa chambre, lorsqu'un inconnu se présenta comme vice-président de l'Académie pontificale de Sainte-Cécile, pour lui apprendre qu'il venait d'être nommé, le 2 juillet 1855, à l'unanimité des voix, membre honoraire de cette Académie, en même temps que Sa Majesté le roi de Portugal¹²². Le *violicebalo* fut admis à l'« audience »¹²³ du pape, qui eut lieu dans la bibliothèque privée du Pontife. Taparelli avait obtenu qu'on y joignît un piano, fabriqué par Alessandroni, sur lequel jouerait le jeune (il avait quatorze ans) Tito Mattei. Avec Taparelli, Alessandroni et Mattei, étaient présents Mgr Medici, majordome, Mgr Stella et Mgr Hohenlohe, camériers secrets, et le P. Cerutti, jésuite. Taparelli parcourut d'abord seul tout le clavier de son *violicebalo*, puis Tito Mattei l'accompagna au piano. Pie IX examina le mécanisme, posa quelques questions, donna une belle médaille d'or au petit Tito et une certaine somme d'argent à

Paolo Alessandrini, et joua lui-même quelques notes, comme il résulte de cette inscription latine¹²⁴ que Taparelli avait l'intention de mettre sur son instrument :

ORGANUM . HOC . ΕΓΧΟΡΑΟΝ
NOVUM . INVENTUM
ALOISII . TAPARELLI . SODALIS . SOCIETATIS . IESU
A . PAULO . ALESSANDRONI . EXSTRUCTUM
UTUT . RUDE . ET . INFICETUM . NE . DESPICITO
PIUS . IX . PONT . MAX
NON . IUL . AN . CHR . MDCCLV
SONOS . SUIS . IPSE . MANIBUS . EXSTUDIT.

Ermanno Picchi, directeur des « Scuole di Musica governative » dépendant de l'« Accademia delle Belle Arti » de Toscane, demande à Taparelli quelques renseignements¹²⁵ et lui dit que cette invention a été tentée « da molti » (il devait commencer à le savoir !), parmi lesquels un Florentin qui actuellement y travaille avec acharnement : si Taparelli a réussi, on pourrait sans doute conseiller à son émule de s'arrêter ? — Du brouillon de réponse de Taparelli¹²⁶ il appert que le 3 août 1855, malgré les commandes, espérées jadis, du prince Torlonia et de la duchesse de Saxe, il n'existait encore qu'un seul *violicebalo*¹²⁷. Taparelli vante les qualités de son instrument, dont la variété et l'expression lui ont fait perdre le goût pour le piano, qui maintenant lui paraît froid. Le *violicebalo* à 6 octaves 3/4 coûte 350 écus. Alessandrini pourrait vendre le brevet pour la Toscane. — Picchi, le 9 janvier 1856, mit Taparelli en rapports avec un luthier de Florence nommé Carlo Ducci, mais il semble que les négociations n'aboutirent pas, car quelques lettres du P. L. Ricasoli montrent qu'en 1858 on cherchait à faire connaître le *violicebalo* à Florence.

Roberto (le 16 octobre 1855) pose à son frère une série de questions sur le *violicebalo*¹²⁸, afin de savoir quoi dire aux personnes qui l'interrogent. Je traduis en note¹²⁹ la réponse de Taparelli, pour les lecteurs que cela pourrait intéresser.

À l'automne de cette même année 1855, Taparelli fit la connaissance d'un certain chevalier Federico De Liguoro (petit-neveu de saint Alphonse, paraît-il), qui s'avéra une manière de *chevalier d'industrie*. Il était « maestro » au Théâtre des Italiens, à Paris, pour lequel il avait composé une *Trilogia dantesca* (adaption de la *Divine Comédie*)¹³⁰. Taparelli, à qui il avait donné l'espoir de faire participer le *violicebalo* à l'exécution¹³¹, pour faire connaître en France ce nouvel instrument, écrivit à Roberto et à Massimo¹³² pour le leur recommander, car il devait passer par Turin. Enchanté de l'accueil qu'il reçoit, Liguoro envoie de Turin à Taparelli une lettre de remerciements sur le mode dithyrambique (que le destinataire lut avec crédulité)¹³³, se terminant par ces mots : « Si è discusso lungamente co' carissimi suoi confratelli dell' inimitabile concertistico e sinfonico *violicebalo*, cui la Francia, l'Europa e Dante imporranno il nome di *Azeglio*,... »¹³⁴. De son côté, Roberto écrit à son frère jésuite qu'il a rencontré Liguoro avec « somma soddisfazione » ; cela n'a d'ailleurs pas été sans mal :

l'artiste ayant oublié par distraction de donner son adresse, Roberto dut faire la tournée des hôtels de la ville pour le trouver. Liguoro lui a fait l'impression d'une personne « molto simpatica ». Roberto a cru comprendre qu'il désirait recevoir une décoration ; Massimo pourra s'en occuper. Roberto a déjà avisé son fils Emanuele, ministre plénipotentiaire de Sardaigne à Londres, afin qu'il introduise Liguoro dans la société anglaise ; il a écrit aussi dans le même sens à son petit-fils Emanuele Pes Di Villamarina, résidant à Paris¹³⁵. A la fin du séjour de Liguoro à Turin, Roberto écrivit de nouveau (28 avril 1856) à Taparelli¹³⁶, mais le ton était bien changé : les excentricités, les ambitions insatiables, le sans-gêne de Liguoro avaient fini par lasser les Azeglio. Je résume cette lettre fort spirituelle : « ce déluge d'admiration emphatique pour nous, ce fait de déclarer périodiquement qu'il n'était venu à Turin que pour connaître le reste de la famille, cette menace continuelle de nous donner toutes ses œuvres : tout cela était louche. Par son manque de réserve, ce méridional montrait qu'il n'était guère habitué à notre thermomètre ; l'insistance importune de ce musicien nous a fait voir que dans mon salon il connaissait mieux le *temps* que la *mesure*. Sa *trilogie*, d'ailleurs, est monotone. Fût-il un génie, il faudrait, pour juger sa conduite, suivre les mêmes règles que pour les actions des autres mortels. Je l'ai donc prié, de la façon qui m'a paru la plus courtoise, de vouloir bien souffrir que je mette un terme à des démonstrations qu'il semblait vouloir illimitées, mais auxquelles je ne me sentais pas capable de correspondre d'une manière digne de son mérite et de ses talents. Il est parti sans qu'on en ait plus entendu parler. Je regrette que ton *violicebalo* soit confié à sa protection, et destiné (sinon condamné) à partager son sort ». Désabusé, Taparelli écrivait le 4 mai à Massimo : « Le succès de l'instrument à Paris est pour moi encore très douteux... Je sais que le bon chevalier est parti pour Paris, et je lui souhaite bonne mémoire du *violicebalo* : mais c'est un poète... »¹³⁷. Pour avoir ainsi outragé la poésie, Taparelli fut puni par les Muses : le *violicebalo* n'alla jamais à Paris.

A Rome, le nouvel instrument avait été soumis à de nouvelles expériences. Matteo Ricci qui, en compagnie de son oncle Taparelli, était jadis allé voir Liguoro¹³⁸, vint demander à emprunter le *violicebalo* pour donner un concert¹³⁹. Peut-être serait-ce l'occasion d'allécher quelque personne riche. Le point ultime de perfection qui manque sera obtenu dès qu'on aura pu appliquer aux cylindres un mouvement d'horlogerie¹⁴⁰. Il y a déjà quelqu'un qui est décidé à en payer un nouveau¹⁴¹ quand cela sera réalisé. Taparelli demande, de la façon la plus pressante, à Giuseppe Ferrero, secrétaire de Roberto, de s'en occuper, grâce à ses relations dans le monde industriel de Turin¹⁴². Sans doute les choses n'allèrent pas aussi vite qu'il l'eût désiré, car six ou sept mois plus tard il lui envoyait une longue lettre d'explications, avec trois croquis¹⁴³.

Dans ses *Ricordi*¹⁴⁴, Massimo écrit que l'empereur de Russie fit l'acquisition d'un *violicebalo*. Il y a là un peu d'exagération. Il s'agissait seulement du comte Wielhorski, maréchal de Cour

de la czarine. Taparelli avait suggéré à Alessandrini de porter lui-même l'instrument à Saint-Pétersbourg en s'arrêtant à Florence, Gênes, Milan, Vienne, etc., pour le faire connaître, mais le client voulait le transport par mer¹⁴⁵. Les choses traînèrent en longueur : un contrat signé un an plus tard par Alessandrini nous apprend qu'il doit mettre la main à un nouvel instrument dès qu'il aura terminé celui « del Sig. Conte Wielosli »¹⁴⁶. Quand le *violicebalo* fut fini, le mécène russe le paya et le laissa à l'artisan¹⁴⁷ (par charité, et non par dépôt, puisqu'étant retourné dans son pays¹⁴⁸ il ne pouvait juger les qualités de l'œuvre), ce qui nous a dispensé de pousser nos recherches jusqu'en Russie.

On conserve aux Archives de la *Civiltà Cattolica* une feuille imprimée de réclame pour le *Concertino* ; c'est sous ce nom qu'Alessandrini désignait un instrument réunissant les sons du piano et ceux du *violicebalo* ; il coûtait (à six octaves) 400 écus romains, soit 2.150 fr. 50 ; les commandes devaient être adressées à « Paolo Alessandrini, via di S. Cosimato, n° 23, in faccia alla chiesa dei SS. Quaranta. Roma ».

Liszt, d'après le *Diario* de la *Civiltà Cattolica*, vint jouer du *violicebalo* les 2 et 22 décembre 1861 et les 8 mai et 5 août 1862. De même, on lit dans la notice nécrologique dédiée à Taparelli par la *Revue du Monde catholique*¹⁴⁹ : « Dernièrement, deux artistes célèbres, dont l'un est devenu un saint religieux, le P. Hermann¹⁵⁰, et M. Liszt ont essayé un piano de son invention dont les cordes vibrent sous les archets ». C'était, si l'on peut dire, le *chant du cygne*, car, Taparelli étant mort, le *violicebalo* disparut avec lui.

Liszt porta sur le *violicebalo* le jugement suivant¹⁵¹ : « Après un examen attentif des deux¹⁵² instruments de Mr Paolo Alessandrini, mon opinion se résume ainsi : le premier, désigné sous le nom de *Violicebalo* ou *Piano-Violon*, d'après l'invention du R. P. Taparelli D'Azeglio, est construit à l'effet de produire sur le piano les sons prolongés des instruments à l'archet, avec toutes les nuances du *crescendo*. Il présente la solution la plus satisfaisante, donnée jusqu'à présent, du problème si difficile des sons continus à obtenir par les touches du clavier. Le *violicebalo* se prête aux effets les plus divers ; à l'expression du sentiment musical dans ce qu'il y a de grave, de solennel, de religieux, comme à la rêverie mélodieuse, et même à l'exécution des passages rapides et brillants. Sous ce dernier rapport, il sera aisé de se convaincre de la remarquable facilité et précision de son toucher, en répétant avec prestesse la même note, soit avec un doigt, soit avec plusieurs... »¹⁵³. Liszt suggère au professeur Pietro Tessieri¹⁵⁴ un changement de nom de l'instrument : « S'il était possible de trouver une dénomination plus facile à retenir que celle de *violicebalo*, je la préférerais... Le *Symphonium*¹⁵⁵ est mentionné par Daniel (texte chaldéen de la Bible : DANIEL, III, 5) ; et ce terme était aussi employé pour désigner un concert de divers instruments. On pourrait, si je ne me trompe, l'adapter sans inconvénient à l'invention du R. P. Taparelli ; et cela d'autant plus sûrement que les nombreux instruments fabriqués sous le nom de *Harmonium* et *Melodium* ont accoutumé le public aux terminaisons en *um* »¹⁵⁶. Taparelli remercia Liszt par une lettre (en

français) du 17 janvier 1862¹⁵⁷ : « Je m'estimais heureux d'avoir connu une personne dont le mérite hors ligne éblouit l'Europe... J'accepte avec reconnaissance votre proposition, et, à la première occasion de publicité, le *Violicebalo* deviendra *Symphonium* ». Il lui envoya un de ses ouvrages : « Je serai chez vous dans mon livre, ne pouvant y être de ma personne à cause de mes infirmités. Agréez, Monsieur, ce témoignage des sentiments de haute considération et de respectueuse affection que m'ont inspirée les visites dont vous avez bien voulu m'honorer... ». A son tour, Liszt lui fit hommage, avec une dédicace autographe, de sa *Symphonie zu Dante's Divina Commedia*.

La Commission pontificale (présidée par le prince Aldobrandini) chargée de choisir les objets destinés à l'Exposition de Londres, fit au *violicebalo* l'honneur de cette désignation¹⁵⁸. Taparelli pouvait écrire à Roberto le 15 janvier 1862¹⁵⁹ : « L'affaire de mon *violicebalo* a maintenant le vent dans les voiles. Aujourd'hui les Commissaires du Gouvernement sont venus en prendre les mesures pour lui assigner une place dans le vapeur¹⁶⁰ qui portera les objets... ». Parlant ensuite de Liszt : «... il suggérerait de lui donner, selon la mode actuelle, un nom grec au lieu du trop prosaïque *violicebalo*... L'idée ne me déplaît pas et je tâcherai de la réaliser à l'occasion de cette première apparition par laquelle mon invention va se lancer dans le grand monde ». Il ajoutait enfin : «... les amis d'Alessandroni sont en train de tenter tout ce qui est possible pour qu'il puisse faire le voyage et peut-être aux frais du gouvernement, chargé de tous les colis contenant le mécanisme ». Pie IX avait décidé de prendre à la charge de l'État le transport des objets¹⁶¹, mais il n'était pas question de ceux qui devaient les accompagner. Taparelli poussa son Alessandroni à s'adresser au pape ; mais le résultat démentit le proverbe : *audaces fortuna juvat*. Le 5 avril, Taparelli écrit à Roberto : «... le pauvre Alessandroni n'avait pas de quoi faire ce voyage. Il essaya en vain de se faire nommer pour accompagner officiellement l'envoi en qualité de mécanicien. Tout espoir étant perdu, il dut, et moi avec lui, renoncer à l'exposition déjà obtenue, car il n'est pas possible d'expédier au petit bonheur un mécanisme nouveau, que personne n'aurait su monter après l'avoir sorti de sa caisse, ni manœuvrer pour le faire entendre au public. Le pauvre *symphonium* restera donc dans l'obscurité et l'humilité religieuse... »¹⁶². Il m'a été impossible d'en retrouver aucune trace.

*
* *

Il convient de nous arrêter un peu sur les rapports de Taparelli avec ses frères. Les lettres de lui qui ont été conservées sont assez nombreuses ; malheureusement celles de Roberto et de Massimo ont, pour la plupart, été détruites. On a cependant assez de lumière pour voir combien ces relations fraternelles étaient cordiales (même pendant la crise déterminée par la Note sur la *Nationalité*)¹⁶³, encore qu'elles n'aient pas toujours été très fréquentes : c'est ainsi qu'en 1833 Taparelli ignorait le nombre de ses neveux ou

nièces, puisqu'il écrivait à Massimo : « quanta famiglia hai ? »¹⁶⁴

Le marquis Cesare D'Azeglio, par un codicille du 13 avril 1830 à son testament¹⁶⁵, avait légué à son fils Prospero Luigi une pension viagère de 600 livres par an. Celle-ci fut régulièrement, et parfois surabondamment, servie par les deux fils restés dans le monde. Le religieux prit soin de leur expliquer qu'en vertu de sa profession, il ne pouvait avoir la propriété de cet argent : tous leurs envois allaient à la communauté et les supérieurs en disposaient¹⁶⁶. En fait, ceux-ci tenaient sans doute compte de l'intention des expéditeurs.

Roberto et Massimo « gâtèrent » leur jésuite comme on « gâte » un petit pensionnaire. En 1842, à Palerme, Massimo lui donne de l'« argent de poche » sous forme d'une ouverture de crédit allant jusqu'à 5.000 francs¹⁶⁷ ; on a vu plus haut¹⁶⁸ les autres bienfaits dont il le combla en Sicile. Taparelli reçut de ses frères des vêtements imperméables, des semelles, camisoles, pantalons, gilets, des médicaments, du vin (son estomac supportant celui de Rome).

Assez souvent, on priait Taparelli d'user de son influence sur Massimo et il envoyait de bonne grâce la recommandation demandée, pas toujours méritée (c'est ainsi qu'il intervint auprès du ministre Massimo D'Azeglio en faveur d'un consul qui, nommé sur un passeport consul général par pure erreur matérielle d'un employé subalterne, voulait arguer de ce fait pour revendiquer un droit à ce titre !)¹⁶⁹.

Taparelli portait sur ses deux frères un jugement bien différent¹⁷⁰ ; il s'entretenait avec son aîné, chrétien convaincu, du désir qu'il avait de convertir le cadet ; il prit même la défense de Roberto contre le P. Sordi, en déclarant combien sa conduite l'édifiait. Cependant Roberto était un de ces catholiques libéraux, animés de bonnes intentions, mais plus illuminés qu'éclairés. Aussi Taparelli n'approuva-t-il pas toujours ses opinions. Par exemple, en 1859, Roberto ayant excité les Romagnols contre le gouvernement pontifical, en traitant celui-ci, dans la revue *Il Diritto*, de « governo odioso e contemnendo », Taparelli fit une juste et sévère protestation dans la *Civiltà*¹⁷¹. Avec la même franchise, dans une lettre du 10 juillet 1861, Taparelli n'hésite pas à qualifier d'hérétiques et schismatiques certaines doctrines que Roberto a enseignées à l'Italie, de bonne foi sans doute¹⁷².

Massimo eut toujours pour Prospero une estime et une affection sans bornes. Voici ce qu'il écrit au début du chapitre huitième de ses *Ricordi* : « ...Je crois qu'on trouverait difficilement deux hommes qui, en fait d'opinions politiques et religieuses, aient été plus diamétralement opposés que nous deux ; et il serait aussi difficile d'en trouver deux qui se soient plus aimés que nous deux, mon frère jésuite et moi, depuis notre enfance jusqu'à sa mort qui eut lieu l'an dernier. Dès le bas âge, je me suis mieux entendu avec lui qu'avec mes autres frères. Il avait plus de talent que moi et que tous les autres à la maison ; et en outre, une plus grande promptitude au sacrifice, unie à un caractère d'une fermeté inébranlable... C'était un jeune homme d'un tempérament bouillonnant, aux passions impétueuses ; il était pris parfois d'accès

de colère terribles ; il ressentait toutes les aspirations, tous les désirs que Dieu a donnés pour attributs à notre nature. Et il dompta et vainquit tout cela. Avant d'avoir trente ans, il était devenu d'une douceur et d'une sérénité de caractère que je n'ai jamais plus vues s'altérer en aucune occasion. Son esprit et son cœur avaient triomphé en lui de la matière, qu'on aurait presque pu dire détruite... Il crut, et il crut fermement, en religion, en philosophie, en politique ; et pendant toute sa vie il sacrifia tout pour ce qu'il crut être la vérité... Né dans une condition sociale qui lui permettait d'aspirer à tout, il renonça à tout. Je l'ai vue de près sa vie. Je puis dire qu'à part la joie intime et très intense de celui qui a conscience d'accomplir un grand devoir, il ne s'accorda jamais un plaisir en sa vie. Chambre austère, sans cheminée, sans tapis, pauvrement meublée ; pour dormir, un grabat qu'il refaisait lui-même ; à table, une nourriture simple, convenable, mais sans aucune délicatesse ; et puis, l'obéissance de tous les instants, l'étude continuelle, la prédication, le ministère, le lever chaque nuit à trois heures, hiver comme été... ». Ce que Massimo écrivait au moment de la mort du P. Taparelli¹⁷³, nous avait d'ailleurs déjà révélé les sentiments qu'il avait pour son frère.

Cette affection était réciproque. Sans doute, Taparelli savait à quoi s'en tenir sur l'orthodoxie de Massimo, qu'il appelait, avec l'irrespect qu'autorise la consanguinité, « une tête fêlée »¹⁷⁴. Taparelli trouvait lui-même curieuse cette amitié réelle, coexistant avec une divergence d'idées qui les forçait parfois à se combattre publiquement la plume à la main¹⁷⁵. Ils étaient comme deux officiers ennemis qui après l'action se réunissent pour fumer et boire¹⁷⁶. Taparelli s'amusa fort, un jour, en voyant l'ardeur avec laquelle le chanoine Audisio s'efforçait de lui persuader que Massimo l'aimait bien : « on voit qu'il ne nous connaît pas », pensait-il en lui-même. Audisio, qui n'ignorait pas le cas des frères Cavour, aurait dû comprendre que des anomalies de ce genre ne sont pas impossibles¹⁷⁷. Si Massimo avait du sérieux de la vie une conception trop lâche, il n'était cependant pas dépourvu de toute valeur morale ; il était au moins épris d'un idéal chevaleresque et par là il séduisait. Sa causticité n'était pas sans affinité avec la tournure d'esprit de Prospero. La mort de sa femme et la mésentente conjugale subie en son second mariage, le rendaient digne de pitié. Il est donc naturel que Taparelli ait eu pour lui une vive affection, malgré la contradiction fœnicère qui les séparait.

Massimo était un sceptique, qui d'ailleurs, semble-t-il, supportait le doute sans trop de peine ; il restait froid devant le problème religieux. Son frère jésuite souhaitait évidemment sa conversion ; une lettre de Taparelli, de 1821, laisse entendre qu'il serait fort aise d'aborder avec lui ce sujet¹⁷⁸. En 1842, à Palerme, ils eurent de longs et graves colloques ; Taparelli lui remit par écrit quelques conseils sur le moyen d'arriver à la foi ; dans ses lettres, et après le départ de Massimo, il revint fréquemment sur cette question capitale¹⁷⁹. Il prévoyait cependant que Massimo trouverait toujours des échappatoires : « Je ne vois pas, écrivait-il à Roberto, d'apologiste qui puisse, à lui seul, suffire à Massimo. Un esprit si pénétrant, mais dévoyé sur beaucoup de points,

formera toujours de nouvelles difficultés qu'il est impossible de prévoir »¹⁸⁰. « Je ne crois pas, écrivait-il encore, que l'étude aide beaucoup la foi ; mais celui qui a perdu la foi en étudiant, très souvent ne peut pas la retrouver autrement, car enfin les sophismes ne se réfutent que par des raisonnements. Essaye de lui persuader de faire cette étude... »¹⁸¹. Taparelli ne craignait pas de parler lui-même très ouvertement à Massimo, comme en témoignent les réflexions¹⁸² que je résume : que Massimo n'abandonne pas l'habitude qu'il avait prise jadis de demander chaque jour à Dieu la lumière ; ses afflictions domestiques viennent de son incrédulité : s'il avait la foi, la suavité intérieure transparaîtrait au dehors et peut-être lui regagnerait-elle entièrement le cœur de Luisa ! celle-ci, en voyant les convictions religieuses de son mari, repousserait mieux le soupçon que lui inspire la jalousie ; elle-même devenant catholique, l'unité de croyance ferait enfin trouver à Massimo la famille et le foyer qu'il cherche en vain. — Hélas ! Taparelli échoua dans son entreprise, car Massimo demeura réfractaire à ses exhortations pressantes. Il souhaitait aussi que sa belle-sœur Luisa, qui était calviniste, abjurât l'hérésie¹⁸³, mais là non plus, malgré les bonnes dispositions rencontrées¹⁸⁴, il n'eut pas de succès. On comprend les soucis que lui inspirait la pensée des périls auxquels était exposée l'âme de la petite Rina¹⁸⁵.

Taparelli aurait voulu exercer un contrôle sur l'activité extérieure de Massimo. Il censura les *Ultimi Casi di Romagna*¹⁸⁶. En février 1849, il encourage son frère et l'engage à ne pas refuser le pouvoir, puisque, au moins en substance, il défend la bonne cause ; c'est bien lui qui pourrait être le candidat de la conciliation entre les catholiques « *zelanti* » et les libéraux modérés (Taparelli, à cette date, était encore partisan de ce compromis)¹⁸⁷. Au mois de mai 1849, Massimo D'Azeglio est ministre et il détendra la direction des affaires jusqu'en octobre 1852. Au début, le ministère D'Azeglio semblait relativement digne de confiance¹⁸⁸. Taparelli savait combien Massimo l'aimait ; il savait aussi que c'était un homme droit¹⁸⁹, chez qui le surnaturel n'avait guère de force, mais dont l'honnêteté naturelle allait jusqu'à l'héroïsme (lequel est cependant plus facile à décrire dans un roman qu'à pratiquer dans la vie réelle)¹⁹⁰. Enhardi par ces pensées, Taparelli, en septembre 1849, recommande à son frère deux affaires pendantes qui lui tiennent à cœur : celle de Mgr Frasoni, archevêque de Turin, exilé dès la fin de mars 1848, et celle des jésuites, expulsés par décret du 25 août 1848¹⁹¹. Quand Azeglio fit dissoudre la Chambre, le 17 novembre 1849, Taparelli se réjouit de le voir libéré « *da quella turba senza cervello che faceva ridere l'Europa* »¹⁹². Mais bientôt la politique de Massimo prit une tournure anticléricale très inquiétante. La loi Siccardi abolit le for ecclésiastique¹⁹³ ; d'autres mesures persécutrices sont imminentes, suppression et spoliation des Ordres religieux. « C'est cela qu'on appelle le libéralisme ! écrit Taparelli à sa belle-sœur¹⁹⁴... J'en parlais ce matin à un officier de la marine française qui ne pouvait se consoler en voyant Massimo à la Présidence du Conseil des Ministres : « Comment donc une tête comme celle-là peut-

elle commettre une telle maladresse ? Violent la propriété en Piémont, tandis que Proudhon bouleverse la France ! » Taparelli voulut aller en Piémont, espérant que sur place son intervention serait plus efficace. Massimo jugeait évidemment que ce voyage était tout à fait inopportun : il avait même pensé faire refuser le *visa* sur le passeport de son frère¹⁹⁵. Quoi qu'il en soit, Taparelli ne vint pas, mais il ne cessa de faire appel à la conscience de Massimo : « Souviens-toi quelquefois de moi et plus encore de Dieu et de son Église », lui écrivait-il le 22 novembre 1850¹⁹⁶, faisant allusion à la position anticléricale prise par le gouvernement. Il éprouve le besoin d'excuser auprès de lui la *Civiltà* de son opposition qui est, dit-il, « a me (puoi immaginarlo) molestissima »¹⁹⁷ ; ses confrères et lui sont décidés à défendre tous les gouvernements légitimes, comme celui du Piémont, mais ils exhalent la douleur que leur causent les maux endurés par l'Église ; toutefois, s'il leur arrivait de mettre à la charge du ministère des faits inexacts, que Massimo veuille bien démentir ces fausses données, car la *Civiltà* ne cherche que la vérité ; de même, s'il y a des faits à l'honneur du ministère, qu'il les fasse connaître, car la revue ne veut pas paraître partiiale. Taparelli souffre d'être obligé de combattre son frère¹⁹⁸ ; il avait espéré que le Piémont réussirait à renouveler ses institutions politiques sans inquiéter les consciences ; hélas ! la réalité est bien différente, et se taire serait trahir son devoir. Au commencement de l'année 1852, il déclare à Massimo : « Io non ho mai creduto che a te piacesse l'andamento anticattolico dei tuoi colleghi »¹⁹⁹ ; certains journaux ont représenté M. D'Azeglio comme le chef de ceux qui voulaient à tout prix une entente avec le pape ; le moment n'est-il pas venu de le dire bien franchement ? Qu'est-ce qui empêche de suivre une ligne de conduite pleinement conforme au premier article du *Statuto* ? Massimo ne ferait que tenir parfaitement son serment de fidélité à la Constitution. Taparelli termine ainsi sa lettre : « La Providence qui a remis entre tes mains les destinées du Piémont, m'a placé dans une telle intimité avec toi que, si je n'avais pas parlé à un moment aussi décisif, j'aurais dû me reprocher éternellement d'avoir manqué à ce que ma conscience m'imposait ». Au printemps, Taparelli, dans la *Civiltà*, salue sans regret le départ de Cavour et en profite pour donner à Massimo quelques conseils déguisés sous des flatteries²⁰⁰. A l'automne de cette même année 1852, le ministère D'Azeglio touche à sa fin. Ce ne sont pas des condoléances que Taparelli envoie à son frère²⁰¹ ; il se réjouit de le voir exonéré de ses lourdes responsabilités ; il ajoute cependant des réflexions optimistes²⁰² (pour des raisons supérieures, et non par la simple constatation des faits), à propos de l'état religieux du Piémont ; il avoue, à cette occasion, que désormais il ne croit plus à la possibilité de rapprochement entre le clergé et les libéraux modérés, parce qu'il n'y a pas d'entente sur les principes²⁰³.

En février 1855, la Secrétairerie d'État fit paraître un livre blanc, intitulé : *Allocuzione della Santità di N. S. al S. Collegio nel Concistoro Segreto del 22 gennaio 1855, seguita da una Esposizione corredata di documenti sulle incessanti cure della stessa*

Santità Sua a riparo dei gravi mali di cui è afflitta la Chiesa Cattolica nel Regno di Sardegna. C'était un exposé des relations diplomatiques entre le gouvernement sarde et le Saint-Siège depuis l'année 1848. M. D'Azeglio fut blessé par le réquisitoire romain et il publia dans l'*Opinione*, la *Gazzetta Piemontese*, le *Piemonte*, un article destiné à faire l'apologie rétrospective de son ministère. Taparelli, dans le même numéro du 3 mars de la *Civiltà*, commenta longuement le document pontifical²⁰⁴ et répondit par une note²⁰⁵ à l'article de Massimo.

En 1859, Cavour envoya dans les Romagnes, à titre de commissaire extraordinaire, M. D'Azeglio. Celui-ci n'exerça les pouvoirs dictatoriaux à Bologne que pendant trois jours, car il fut rappelé dès la signature de l'armistice de Villafranca ; il ne s'était pas moins rendu ainsi coupable d'attentat contre l'autorité du pape sur les États de l'Église. Taparelli en fut profondément affecté (il confia son chagrin à C. Cantù dans une lettre du 18 décembre 1859)²⁰⁶. Peu de temps après, à Milan, M. D'Azeglio avait proposé sous forme de toast, à la fin d'un banquet en l'honneur d'une délégation romagnole, un dilemme sur l'acceptation d'un souverain par le peuple. Dans la *Civiltà*²⁰⁷, Taparelli éluda le dilemme avec la calme simplicité d'une logique inexorable.

L'année suivante, Cavour nomme Azeglio gouverneur à Milan. Taparelli félicite son frère : c'est ce qui pouvait lui arriver de mieux, puisque dans les autres provinces annexées, il aurait dû coopérer à une usurpation, tandis qu'à Milan, au moins aux yeux de la justice humaine, il y a tous les éléments requis pour légitimer une prise de possession²⁰⁸.

M. D'Azeglio, jugeant inadmissibles les maximes amORALES de Cavour, dont la politique s'allie à la révolution, se retire de la vie publique ; aigri d'être laissé trop à l'écart, assagi par l'expérience, il se rapprocha des idées de Taparelli. Celui-ci est tout heureux de ce que son frère repousse le principe : « la fin justifie les moyens », ce qui le fera compter, sinon parmi les jésuites, du moins parmi les « vieilles perruques » (« tra i codini giubilati »²⁰⁹). Azeglio vient de plus en plus à résipiscence. Dans ses *Questioni urgenti. Pensieri*, il s'oppose au projet, en vogue dans les sphères officielles, de *Rome-Capitale*, ce qui est très agréable à Taparelli²¹⁰. Dans une lettre confidentielle du 25 juillet 1861 au sénateur Matteucci, M. D'Azeglio estimait que l'annexion de Naples devrait être consentie par les Napolitains eux-mêmes, et non obtenue par la force²¹¹. Cela non plus n'était pas pour déplaire à son frère²¹². Massimo, dégoûté de la politique, donna à Taparelli le conseil d'y renoncer lui aussi²¹³. Il s'attira la réponse suivante : «... tu sais, cher Maxime, ce qu'est pour moi la politique. La vraie, la pure politique, je n'ai pas besoin de l'abandonner, parce que je n'y ai jamais pensé²¹⁴. Je voudrais que tous fissent leur devoir, jouissent de leurs droits, eussent même ici-bas une vie tranquille et heureuse ; mais que le gouvernant s'appelle Victor ou Ferdinand, que le gouvernement ait ou non une Charte, je ne m'en suis jamais soucié. La seule politique que j'étudie est celle qui intéresse le règne de Dieu sur la terre, Dieu qui, comme tu le disais très bien en je ne sais quel opuscule, a le droit de régir

non seulement les consciences privées, mais aussi la législation et la diplomatie. Or cette politique-là, tu vois bien que je ne puis l'abandonner, ayant consacré ma vie à défendre ainsi Dieu et l'Église. Je t'avoue que si je pouvais remplir mon devoir sur ce point sans rien savoir de ce monde, je fermerais ma porte à tous les journaux, dont la seule vue me soulève le cœur... »²¹⁵.

Lorsqu'on lit les *Ricordi* de Massimo D'Azeglio, rédigés après la mort de son frère, on croit parfois (... mais parfois seulement) découvrir des réminiscences d'idées chères à Taparelli ; par exemple ce qui est dit²¹⁶ sur le droit naturel des enfants à ne pas être corrompus et trompés, sur la liberté qui consiste à obéir, sur le despotisme de la multitude succédant à celui de l'ancien régime, au lieu du règne de la loi, ne semble-t-il pas être un écho de Taparelli ?

*
* *

Ce que nous venons de dire sur les rapports de Taparelli avec M. D'Azeglio complète ce que nous savions déjà sur les réactions psychologiques que déterminèrent chez lui les divers événements de la péninsule ; il serait fastidieux de rapporter tout au long la façon dont il appréciait chacun d'eux ; cela se devine d'ailleurs aisément²¹⁷. Nous pouvons désormais résumer ainsi l'évolution de sa pensée : il avait d'abord été ébloui par le vaste plan néo-guelphe de Gioberti ; hélas ! les faits démentirent cruellement son attente ; accueillant avec un préjugé favorable tout ce qui n'est pas évidemment mauvais en soi, il s'était presque flatté de conclure une alliance avec les libéraux mitigés, mais il dut, avant la fin de 1852, changer d'opinion, car les principes philosophiques qu'il discernait chez les promoteurs les plus raisonnables du *Risorgimento*, n'étaient pas du tout conformes à l'orthodoxie religieuse ; cependant, il ne se rejeta pas dans le camp opposé : on a dit par manière de plaisanterie que Garibaldi, en chassant les Bourbons de Naples, était devenu un bienfaiteur de l'Église ; Taparelli, ennemi (et victime) d'un régime qui empiétait sur les droits de l'Église, aurait sans doute goûté cette boutade. Évidemment, Taparelli déplora sans cesse le mal immense produit par la politique impie de Cavour ; en 1856 il confessa même à C. Cantù²¹⁸, à la suite du Concordat de 1855 avec l'Autriche, qu'il envoyait à la Lombardie pour le Piémont la domination autrichienne. — En somme, les échecs que subirent ses espoirs, montrent bien qu'il ne fut pas un opportuniste : ce n'est certainement pas d'après la faveur populaire ou la crainte des persécutions qu'il formulait l'enseignement de l'Église ; vaincu, à cause même de son irréductibilité, il n'en est que plus grand, et ceux qu'il combattait auraient dû s'honorer d'avoir un tel adversaire.

*
* *

En lisant la correspondance de Taparelli, j'ai relevé le nom de quelques personnalités avec qui il était en relations. En 1844, il envoie la seconde édition de son *Saggio*²¹⁹ à son ancien camarade

de collège²²⁰, le comte Solaro della Margarita, ministre des Affaires Étrangères de Charles-Albert. Solaro, qui cependant était intervenu en 1847 auprès du P. Roothaan à propos de la Note sur la *Nationalité*²²¹, dans son fameux *Memorandum*, paru en 1851, cite Taparelli²²², dont les ouvrages, dit-il, mériteraient d'être mieux étudiés²²³. Taparelli, dans une lettre du 29 septembre 1853 à l'auteur, exalte le *Memorandum*²²⁴, mais avoue qu'il apprécie moins les *Avvedimenti politici*²²⁵ (dont il fit pourtant un compte rendu très élogieux dans le premier numéro de juillet 1853 de la *Civiltà*, p. 72-79). En 1854, Taparelli félicite son ami d'enfance d'avoir écrit l'opuscule intitulé : *Il Conte Solaro della Margarita a quegli Elettori del Collegio di Borgomanero che promovevano la sua candidatura*, et il espère son prompt retour à la vie politique. La lettre se termine ainsi : « Ce qui m'a plu surtout, c'est le fait que vous acceptiez l'état présent du Piémont, parce qu'imposé par une autorité légitime. Si tous comprenaient cela, au lieu de discuter sur le meilleur des gouvernements, ils penseraient à bien utiliser celui que Dieu nous a donné »²²⁶ ... Taparelli avait pris au sérieux une phrase de Solaro qui était une ironie, et Solaro le détrompa²²⁷. Néanmoins, Taparelli précisa son opinion : le gouvernement représentatif est acceptable, s'il s'inspire de l'esprit chrétien et s'il représente vraiment la société et non les individus. Sans doute, ces conditions ne sont pas près de se réaliser, mais il est bon de savoir que le catholicisme ne s'oppose pas à la forme représentative, afin qu'on ne confonde pas la religion et la politique²²⁸. Les autres lettres de Taparelli à Solaro della Margarita sont surtout des félicitations pour son beau rôle à la Chambre et des encouragements à continuer le bon combat.

Manzoni était le beau-père de Massimo D'Azeglio²²⁹. Il ne semble pas que l'illustre écrivain et Taparelli se soient jamais écrit ; en 1845 ils ne s'étaient pas encore vus²³⁰ ; néanmoins Taparelli ne manquait pas les occasions de faire parvenir ses hommages à celui qu'il appelait « sommo lirico »²³¹ : « al suocero mille carissimi saluti »²³², « salutami col più profondo ossequio il tuo suocero Manzoni, persona che stimo assai »²³³, « specialmente al Manzoni... ti prego fare i miei ossequi »²³⁴, « salutatemi... singolarissimamente Manzoni »²³⁵. Toutefois Taparelli n'approuvait pas sans réserve toutes les idées de Manzoni ; c'est ainsi qu'il écrivait au P. S. Sordi : « ...lo [Roberto D'Azeglio] col Manzoni... a quel drappello di laici cattolici che anno gli animi sinceri, benchè non abbastanza illuminati gl' intelletti »²³⁶.

Matteo Ricci, de Macerata, devint en 1852, par son mariage avec Alessandrina, fille de Massimo D'Azeglio et de Giulia Manzoni, neveu du P. Taparelli. Je publie en appendice²³⁷ la lettre, jusqu'à présent inédite, *ni fallor*, que celui-ci lui envoya pour cette circonstance. Taparelli en profite pour le féliciter d'avoir pris comme objet de ses études Aristote, *il Maestro di color che sanno* (*Inf.* IV, 131). Aussi, un an plus tard, le jeune (il n'avait que vingt-sept ans) M. Ricci envoie à son oncle la traduction de la *Politique*²³⁸ d'Aristote qu'il venait d'achever, en le prévenant que dans le Discours préliminaire il s'était un peu écarté de la doctrine professée par lui dans les « stupende sue opere »²³⁹. J'ai édité dans

la *Rassegna Italiana*²⁴⁰ la réponse de Taparelli, datée du 11 janvier 1854, conservée à la *Biblioteca Nazionale Centrale* de Florence. Elle commence ainsi : « Noi due siam paladini all' antica e combattiamo con armi cortesi » ; en effet, Taparelli communique à Ricci les épreuves de ce qu'il a l'intention d'imprimer en appendice (*Lettera ad un Illustre Piemontese*) à son *Esame critico degli Ordini rappresentativi*. Malgré l'explication pourtant fort claire donnée en cette lettre par Taparelli, le marquis prit ce texte pour un article destiné à la *Civiltà*²⁴¹, et il fallut une autre lettre de Taparelli, du 31 janvier, pour le déromper²⁴². Le 21 de ce même mois était paru dans la *Civiltà* un compte rendu, fait en collaboration, de la traduction, par Ricci, de la *Politique* d'Aristote. Quant à la thèse soutenue par son neveu dans le Discours préliminaire, Taparelli la passa au crible l'année suivante dans la *Civiltà*, sous le titre : *La aristocrazia degli ingegni rispetto alla emancipazione dei popoli*²⁴³. Taparelli, qui ne connaissait pas encore Matteo Ricci²⁴⁴, eut le plaisir de le voir longuement à Rome, ainsi que sa femme Rina, pendant l'hiver 1855-1856, et il fut vraiment charmé par toutes ses qualités²⁴⁵.

Taparelli entretint avec Cesare Cantù une correspondance très nourrie (« interessante molto alle questioni scientifiche e politiche del tempo », comme s'exprime Cantù lui-même dans ses *Alcuni Italiani contemporanei*²⁴⁶), sans pourtant le connaître personnellement²⁴⁷. Le *carteggio* de Taparelli, édité par le P. Pirri, ne comprend pas moins de trente-neuf lettres de Taparelli à Cantù²⁴⁸ et quarante-deux lettres de Cantù à Taparelli ; j'ai déjà eu l'occasion d'en citer quelques-unes. La plupart d'entre elles portent principalement sur les œuvres de Cantù²⁴⁹. Celui-ci apparaît comme un correspondant fatigant et par là-même redoutable ; prolixe, insatiable de renseignements et d'explications, ergoteur, atrabilaire se plaignant sans cesse : quelle patience il fallait avoir pour le lire et lui répondre ! Taparelli, dans la dernière lettre qu'il lui écrivit (qui est aussi l'une des dernières de sa vie), après une vingtaine d'années de relations épistolaires, montre qu'il commençait enfin à bien le connaître, s'il faut voir une pointe d'ironie dans ces lignes : « ...appunto perchè Ella crede di sostenere il vero, si risentirà che io lo impugni²⁵⁰ : ed io mi rassegno anticipatamente alle conseguenze del mio fatto »²⁵¹.

Cantù n'était pas le seul à recourir au jugement de Taparelli pour lui soumettre un livre : Giampaolo Tolomei, professeur de droit naturel et pénal à l'Université de Padoue, le pria²⁵² de revoir les trois volumes de son *Corso elementare di diritto naturale o razionale* avant d'en faire une nouvelle édition. La comparaison des deux éditions révèle tout ce que Tolomei doit aux observations que lui avait consciencieusement fournies Taparelli²⁵³, mais l'auteur prend bien soin de n'en dire mot. — Le cardinal Morichini demanda²⁵⁴ le même service à Taparelli en vue de la troisième édition²⁵⁵ de son ouvrage intitulé : *Degl' Istituti di pubblica carità ed istruzione primaria e delle prigioni in Roma*.

Le célèbre Peyron, que Taparelli avait eu comme professeur à l'Université de Turin, n'oubliait pas son ancien élève, comme en témoignent les quelques lettres que nous connaissons²⁵⁶.

Parmi ceux qui firent appel à Taparelli pour les tirer d'embarras en des circonstances pénibles, mentionnons Alessandro De Giorgi, en disgrâce auprès du gouvernement autrichien à cause de sa participation au gouvernement provisoire de Venise, en 1848 ; il mendia l'influence de Taparelli pour obtenir de l'empereur François-Joseph une chaire, grâce à l'intervention du pape²⁵⁷ ; de fait, il fut bientôt professeur suppléant de droit romain à l'Université de Padoue²⁵⁸ ; mais, hélas ! l'année suivante, le Dr Bellavite fut nommé titulaire, et De Giorgi ne garda que l'emploi subalterne de « custode dell' archivio notarile », aux misérables appointements de trois lires et quelques centimes par jour²⁵⁹.

Taparelli aurait fait la connaissance d'Angelo Brofferio à Rome, en 1827, s'il faut en croire ce que celui-ci raconte²⁶⁰ ; quoi qu'il en soit, ces deux brefs entretiens restèrent sans lendemain.

Rappelons pour mémoire les relations de Taparelli avec Cesare Balbo²⁶¹ et avec Gioberti²⁶².

Il convient de compléter ici ce qui a été dit des rapports de Taparelli avec Rosmini²⁶³, en réservant le point de vue doctrinal. Revenu d'Albano à Rome au cours de l'été de 1829²⁶⁴, Rosmini avait revu Taparelli avant le départ de celui-ci pour Naples et lui avait promis l'envoi de son *Nuovo Saggio sull'origine delle Idee*²⁶⁵. Il chargea son ami Paolo Barola de cette commission²⁶⁶, de même qu'il confia à Taparelli un exemplaire destiné au célèbre philosophe Pasquale Galluppi²⁶⁷. Taparelli accusa réception à Barola par une lettre du 24 juin 1830, que j'ai publiée²⁶⁸, où il disait : « Non Le mancherà forse occasione scrivendo all'egregio Ab. Rosmini d'esprimergli, e ne La prego, i sensi di mia riconoscenza ed ammirazione ; con cui Le presento i miei ringraziamenti per la pronta spedizione... ». Si l'expédition du livre avait été, prompte, la transmission des remerciements de Taparelli à Rosmini dut l'être moins, car ce dernier, le 10 août, s'étonnait de ce que le *Nuovo Saggio* n'était pas encore parvenu à Taparelli²⁶⁹, ce en quoi il se trompait. Lorsqu'en 1840 Taparelli publia le premier volume de son *Saggio di Dritto naturale*, il écrivit à Massimo que si l'un de ses amis voulait en faire la censure, il en serait très heureux et il ajoutait : « e fra gli altri se tu fossi in conoscenza del bravo Ab. Rosmini che di tal materia è intendentissimo »²⁷⁰. Massimo ne bougea probablement pas, mais Rosmini vit un jour chez Cesare Cantù le premier volume de Taparelli et il se répandit en éloges²⁷¹. C'est seulement en décembre 1843 que Taparelli envoya son œuvre à Rosmini, par l'intermédiaire de Massimo²⁷² ; celui-ci ne fit guère diligence, car Rosmini ne fut en possession du livre qu'en mars 1844²⁷³.

Parmi les correspondants de Taparelli étrangers à la péninsule, signalons l'italianisant Karl Witte, protestant allemand, professeur à l'Université de Halle, fervent admirateur de Dante, qui avait la plus vive sympathie pour notre jésuite et dit quelques mots sur lui dans une conférence qu'il fit à Berlin²⁷⁴.

Dans la bibliothèque de Balmès se trouve un ouvrage dédié à Taparelli ; ce dernier aurait désiré faire la connaissance du philosophe espagnol dans la Ville éternelle, et il avait même formé le projet de traduire sa *Filosofia fundamental*²⁷⁵.

Une véritable amitié lia Taparelli et Louis Veuillot²⁷⁶. Le premier contact remonte à 1849. De Palerme, Taparelli écrivait (en français) à la direction de l'*Univers* : « Celui qui a l'honneur de vous adresser ces journaux, a été longtemps un de vos abonnés, de vos admirateurs, et des plus zélés promoteurs de l'*Univers*... L'interruption des communications occasionnée par les troubles politiques d'abord²⁷⁷, ensuite les persécutions qui ont abouti à l'entière dispersion des jésuites d'Italie²⁷⁸, ne m'ont plus permis de continuer mon abonnement, par l'entremise de Mgr Garibaldi, Nonce apostolique à Naples ; et l'infidélité des postes, qui égare continuellement les autres journaux, me décourage encore de le reprendre, surtout dans l'état de détresse à laquelle (*sic*) nous ont réduits l'égalité et la liberté que nous avons si heureusement conquises. Cependant plusieurs catholiques zélés ayant entrepris de publier ici un journal religieux, m'ont chargé de vous l'envoyer²⁷⁹ en vous proposant la réciprocité des envois. Vous n'y gagnerez certainement pas, car nous autres Siciliens nous sommes bien en arrière dans l'art de conduire de telles entreprises... La lecture de vos colonnes aidera puissamment mes espérances, et contribuera à redresser bien des idées dans le pays »²⁸⁰. Louis Veuillot, rédacteur en chef, accepta la proposition et demanda même à Taparelli s'il voulait être le correspondant sicilien de l'*Univers* : « Nous sommes frères d'armes, et quoiqu'à de longues distances, nous combattons sous le même drapeau. Nous lisons avec grand intérêt le *Pensiero*... Les événements ne tarderont pas à instruire les peuples d'Europe, et à les désabuser des dogmes monstrueux qui les troublent et les ruinent aujourd'hui. Mais on ne les empêchera pas, j'en ai peur, de faire une expérience aussi terrible qu'elle doit être courte. Ils jouiront de leur souveraineté, avant de s'incliner sous celle de Dieu, et subiront la justice avant d'invoquer la miséricorde. Dans le cas où vous croiriez bon, mon Père, de faire connaître en France certaines choses sur la Sicile que vous ne pourriez pas imprimer chez vous, prenez la peine de m'écrire. Les colonnes de l'*Univers* vous sont ouvertes. La situation de la Sicile est peu connue chez nous, et il nous est très difficile de bien apprécier (surtout au point de vue religieux) les événements qui s'y passent. Toutes les informations que vous jugeriez à propos de nous adresser seront accueillies avec empressement »²⁸¹.

Quelques années après, Veuillot est terriblement éprouvé : déjà veuf, il perdit deux filles, l'une âgée de neuf ans, l'autre de six : « Pendant vingt jours j'ai vu la mort planer sur mes cinq enfants et en frapper deux », écrit-il à Taparelli dans l'admirable lettre par laquelle il le remercie de ses condoléances, et où, en retraçant les derniers instants de ses chères petites, il exprime les sentiments chrétiens de son noble cœur broyé par la douleur²⁸².

Au début de 1859, Veuillot fit un séjour à Rome. Le *Diario de la Civiltà Cattolica* note le 21 janvier : « Luigi Veuillot venuto di questi giorni a Roma, fu due volte a visitare i Padri e fu visitato dal P. Taparelli », et les archives de cette communauté conservent un billet écrit par Veuillot pour renvoyer un rendez-vous et se terminant par ces mots : « Demain dimanche, après une cérémonie où je dois assister, je voudrais vous demander le *caffè*

et régler le cher voyage de Galloro »²⁸³. C'est une réelle intimité qui s'établit dès lors entre Veuillot et Taparelli, à qui, rentré à Paris, l'ardent journaliste écrivait : « ...Il n'y a rien dans mes souvenirs de Rome, mon très Révérend Père, qui me soit plus doux que le souvenir des trop courts moments que j'ai passés au milieu des rédacteurs de la *Civiltà Cattolica*. J'en ai fait, le jour même de mon arrivée, une telle description aux rédacteurs de l'*Univers* qu'ils auraient voulu pouvoir immédiatement se mettre en communauté. Mais quelle pâle copie cela ferait ! Tous aussi sont venus chez moi baiser la belle croix que la *Civiltà* m'a donnée. Ils m'ont trouvé bien heureux d'avoir vu des spectacles si doux, de rapporter de si belles choses. Et comme, grâce à Dieu, nous nous aimons très tendrement, tous vous sont très obligés en moi et ont pour vous les mêmes sentiments que moi. Ils ne peuvent pas cependant, mon très Révérend Père, ne vous ayant point vu, sentir au même degré que moi cette douceur de l'affection dans la profondeur du respect et de l'estime que j'éprouve pour tous vos vénérables confrères, et tout particulièrement pour vous... Pour vous, mon très Révérend Père, je serai, tant que je vivrai, avec un sentiment véritablement filial, votre très humble et très dévoué serviteur »²⁸⁴.

Le 29 janvier 1860 est une date glorieuse pour les militants de l'Action Catholique : c'est celle de la suppression, par décret, de l'*Univers*, qui avait osé publier, malgré les avertissements de la police impériale, la traduction française de l'encyclique *Nullis certe verbis*. Louis Veuillot se rendit peu après à Rome et fréquenta de nouveau la *Civiltà*, dont le *Diario* contient ces notes : « 26 febbraio. Luigi Veuillot, venuto da poco a Roma dopo la suppressione dell'*Univers*, pranzo coi Padri. — 24 marzo. Il P. Taparelli, a nome della *Civ. Catt.*, fa al Sig. L. Veuillot un regalo di 1.000 franchi²⁸⁵, per concorrere alle spese dell'*Univers*, che egli, per aderire ai desideri del S. P., va a risuscitare²⁸⁶ a Bruxelles. Veuillot viene poi a ringraziare e congedarsi dai Padri ; più volte era già venuto a trattenersi con loro in ricreazione ». Taparelli joignit à ce don la lettre suivante : « Mon cher et respectable ami, voilà l'obole de la C. C. Le bon Seigneur qui accepta celui²⁸⁷ (*sic*) de la veuve, daignera accepter le nôtre et s'en servir pour la grande œuvre à laquelle vous voulez bien nous associer. Puisse-t-elle commencer bientôt et produire en proportion des sacrifices que vous offrez en vous immolant pour la gloire de Dieu et de son Église ! »²⁸⁸. Veuillot répondit le même jour : « Mon Révérend Père, je vous rends grâce. Cette obole très généreuse sera la première pierre de l'œuvre. J'irai vous remercier dimanche à la *Civiltà*, et je partirai mercredi matin, plein de reconnaissance pour vous »²⁸⁹.

L'auteur du *Parfum de Rome* se devait d'offrir un exemplaire de son ouvrage à son ami romain. Il le fit, avec un peu de retard, le 13 janvier 1862, en donnant les excuses et les explications suivantes : « Je suis environné de malades et de mourants ; je passe mes journées à distribuer des consolations et à faire boire des tisanes. Si vous avez le temps de parcourir les deux volumes, vous les trouverez bien *décousus*, et peut-être bien vides. Quant au décousu, c'est ma faute. Je voulais administrer mes poisons

à petites doses et à diverses reprises pour qu'il n'y manquât rien. Quant au vide, c'est ma misère ; je fais ce que je peux voyant très bien ce que je ne peux pas et ce que je ne fais pas. Il faudrait que Dieu m'accordât la grâce d'un nouveau voyage à Rome. Alors, moyennant un troisième petit volume, je boucherais du moins quelques trous. Priez Dieu de me faire cette grâce, mon très Révérend Père. Il n'y en a point que je désire autant après celle du salut. Je voudrais me retrouver dans la grande salle de la *Civiltà*, à l'heure du *caffé*, et avoir le loisir d'y revenir souvent. Alors je prendrais des notes et, en m'aidant de vos conseils, je pourrais grimper un peu au-dessus de mon niveau... »²⁹⁰.

La dernière lettre de Veillot à Taparelli dans les *Carteggi* du P. Pirri, est du 29 mars 1862. En voici l'objet principal : « Je vous fais remettre cette lettre²⁹¹ par un aveugle qui a ouvert les yeux, des yeux fort bons et fort grands. M. Etex²⁹², l'un de nos premiers artistes, était, il n'y a pas longtemps, un des disciples de Comte, chef de la secte *positiviste*. Il avait précédemment hanté les saint-simoniens et beaucoup d'autres, cherchant de bon cœur, croyant toujours qu'il allait trouver, s'apercevant bientôt qu'il ne trouvait pas. Il se rend à Rome pour renouveler sa première communion. Vous me saurez gré de vous avoir adressé cet homme de mérite. Il sait beaucoup de choses, il a vu beaucoup de gens, il est bon, droit, très épris de son art, très amoureux de la justice. C'était le type parfait de ce qu'il y a de meilleur dans les enfants de la nuit et je crois qu'il s'élèvera parmi les enfants de la lumière. Prenez-le quelque jour pour compagnon d'une de vos courses : il recevra de vous les compléments dont il a besoin »²⁹³. Etex a publié *Les Souvenirs d'un artiste*²⁹⁴, d'où j'extrais les passages suivants concernant la période qui nous occupe :

« En 1862, à Rome, à l'âge de 54 ans, je communiai de nouveau²⁹⁵... A Rome, je reçus la communion deux fois, la première fois de la main de Mgr de Dreux-Brézé²⁹⁶, étant seul dans l'immense basilique de Saint-Paul, et l'autre fois à la messe particulière de Notre Saint Père le Pape Pie IX, étant seul encore, dans sa chapelle à Porto d'Anzio » (p. 20) ; « depuis ma rupture avec la philosophie positive, je sentais le besoin de me rattacher de plus près à la religion de ma mère... Le 20 mars 1862²⁹⁷, je débarquais à Cività-Vecchia, épuisé par quarante années de lutttes, bien résolu à étudier religieusement cette fois la Rome catholique moderne, la Rome souterraine, que je ne connaissais pas... La première personne que je vis fut Mgr de Mérode²⁹⁸ pour qui M. Louis Veillot m'avait donné une lettre de recommandation... » (p. 286). Comme on le voit, il n'y a, je ne sais pourquoi, aucune mention du P. Taparelli ; pourtant Etex dut certainement le visiter pour lui remettre la lettre de Veillot dont il était porteur, puisque celle-ci est conservée aux archives de la *Civiltà Cattolica*.

Les relations de Taparelli avec Montalembert, sous des dehors de parfaite courtoisie, furent assez épineuses.

En septembre 1852, Montalembert faisait paraître un opuscule qui eut un grand retentissement : *Des intérêts catholiques au XIX^e siècle*. Profondément hostile au coup d'État du 2 décembre, il regrettait les libertés qui, sous Louis-Philippe,

- A. Montant.
- B. Cylindre cannelé, en fer.
- C. Cylindre moteur.
- D. Volant de plomb pour accélérer le mouvement.
- E. Levier moteur de l'archet.
- F. Touche.
- G. Archet formé d'un cordon sans fin.
- K. Châssis du clavier.
- L. Table qui soutient les cordes.
- M. Corde vibrante.
- N. Petit cylindre-guide.
- P. Elouffoirs.
- Q. Pédales pour mouvoir le cylindre.
- R. Vis pour soulever le pivot du cylindre de fer.
- S. Poutres qui supportent le cordon sans fin.
- T. Caisse de résonance et son armature.

Dispositif du Violoncelle de Taparelli

A. Montant
 B. Cylindre cannelé en fer
 C. Cylindre moteur
 D. Volant de plomb pour accélérer le mouvement
 E. Levier moteur de l'archet
 F. Touche
 G. Archet formé d'un cordon sans fin
 K. Châssis du clavier
 L. Table qui soutient les cordes
 M. Corde vibrante
 N. Petit cylindre-guide
 P. Elouffoirs
 Q. Pédales pour mouvoir le cylindre
 R. Vis pour soulever le pivot du cylindre de fer
 S. Poutres qui supportent le cordon sans fin
 T. Caisse de résonance et son armature

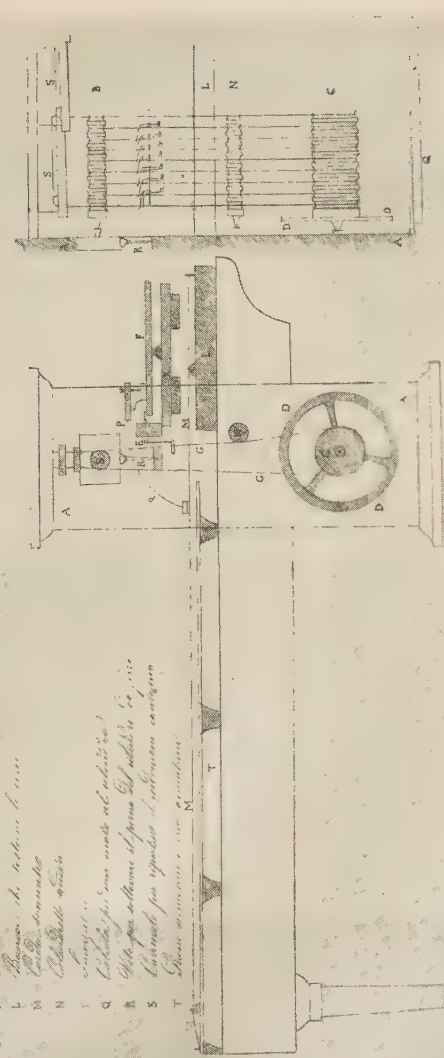


PLANCHE IX
(voir p. 329, note 106, 2°)

*Appendice al disegno del Violoncello Taparelli
Dinanzi la prima camera della regina*

- A. Carichi smontati per stato
- B. Modell. di un V. (piano)
- C. Pédale smontata di un V. (piano)
- M. Una V. (piano) nella posizione di un V. (piano)
il cui nome è stato dato.



Appendice au dessin du Violoncello Taparelli indiquant les pièces ajoutées qui sont mentionnées dans le supplique (Archivio di Roma, même cote). — Traduction de la légende :

- A. Diapasons vibrant par frottement.
- B. Marteaux du piano.
- C. Pédalier à marteaux et à diapasons.
- M. Emplacement de la machine à ressort destinée à remplacer la pédale pour mouvoir le cylindre.

lui avaient permis de lutter victorieusement pour les droits de l'Église. A cette époque Taparelli finissait la série d'articles sur les Ordres représentatifs qui devint plus tard son *Esame critico*²⁹⁹ ; il en profite pour signaler aussitôt à ses lecteurs la récente publication, en affirmant qu'elle démontre ce qu'il a sans cesse répété, à savoir, qu'il est opposé, non pas à la forme représentative mais à l'esprit hétérodoxe qui s'y est glissé, et il ajoute en parlant de Montalembert : « Savez-vous sur quoi il se fonde pour justifier ces gouvernements ? Précisément sur les raisons par lesquelles nous avons tenté de découvrir et de blâmer l'hétérodoxie qu'on a voulu y introduire »³⁰⁰. On pouvait pressentir que Taparelli ne s'en tiendrait pas là. En effet, il consacra deux articles au livre de Montalembert³⁰¹. Il débute par un éloge dithyrambique de l'auteur, comparé aux preux qui ont résisté aux invasions barbares, il énumère les qualités du nouvel ouvrage : « magnanimi sensi, come è consueto, eloquenza irresistibile, fede intemerata, inviolabile riverenza alla Chiesa, e mille altri pregi... », il déclare que, pour la substance, il est pleinement d'accord avec Montalembert, ...mais quelques inexactitudes qui ont échappé dans la fougue d'une rédaction hâtive donnent l'impression que le livre soutient des opinions précisément contraires à celles de la *Civiltà* !³⁰² Après un luxe de précautions, Taparelli n'a pas de peine à faire, grâce à une augmentation serrée, une parfaite mise au point³⁰³.

L'*Univers* publia (12, 13 et 14 mars 1853) la première partie de la traduction française des articles de Taparelli (dans le numéro du 13, Du Lac y joignit quelques réflexions). Aussitôt (le 15) Montalembert écrivit à Veuillot une longue lettre, très amère, qui fit le tour de l'Europe³⁰⁴. Il se plaignait d'une « falsification matérielle » de son texte (il s'agissait de citations faites trop librement) et prétendait qu'on avait ainsi dénaturé sa pensée. L'*Univers* du 18 mars inséra cette protestation, précédée d'une réplique de Du Lac (que Taparelli approuva pleinement)³⁰⁵, dont voici un extrait : « ...en reproduisant le travail de la *Civiltà Cattolica*, écrit avec tant de réserve et de courtoisie, nous pensions honorer à la fois les savants religieux qui rédigent ce recueil et le publiciste dont ils cherchent à expliquer la pensée, afin de montrer qu'elle est au fond conforme à leur propre doctrine. Nous regrettons que M. le comte de Montalembert ait cru pouvoir user en cette occasion d'expressions qui n'ajoutent rien à la force de ses arguments, et dont l'énergie contraste singulièrement avec les louanges que la *Civiltà Cattolica* lui prodigue. Quiconque voudra bien comparer avec quelque attention la lettre que nous publions à l'article de la *revue* italienne, se convaincra facilement que M. de Montalembert n'a pas bien saisi le sens de cet article et qu'il fait quelquefois dire à son auteur autre chose que ce qu'il dit en effet... La *Civiltà Cattolica* a montré que les principes formulés par M. le comte de Montalembert d'une manière si vague et si générale, et qui servent de base à toutes ses argumentations, sont équivoques. L'auteur des *Intérêts catholiques au XIX^e siècle* ne répond rien sur ce point d'où tout le reste dépend. La *Civiltà Cattolica* a ensuite déterminé les sens divers, le sens vrai et le sens faux, des formules indécises de M. le comte de Montalembert.

bert, et, sans dissimuler que l'illustre écrivain paraît accepter tantôt l'un, tantôt l'autre, elle a cherché à établir qu'au fond c'est le sens vrai qu'il adopte. Elle en conclut qu'en réalité l'écrit de M. de Montalembert est plutôt favorable que contraire aux doctrines qu'elle-même défend. Voilà comment elle est amenée à attribuer à M. de Montalembert les idées et les opinions qu'il repousse dans sa lettre avec tant de vivacité. La *Civiltà Cattolica* a pu se tromper, et il paraît qu'elle s'est trompée en effet ; mais une semblable erreur est excusable, surtout lorsqu'on songe qu'elle n'a d'autre cause que le désir de se trouver, sur des questions d'une importance capitale, en parfait accord avec un publiciste qu'elle honore de ses sympathies et de son respect ». A son tour, l'*Ami de la Religion* publia, le 26 mars, la lettre de Montalembert, accompagnée d'observations signées de Charles de Riancey ; dans le numéro du 29 mars, Ch. de Riancey revint brièvement sur la question, en donnant les conclusions de Taparelli et les réflexions ajoutées par l'*Univers*. Taparelli écrivit alors (en français)³⁰⁸, le 5 avril, à Riancey pour le remercier et lui exposer sa pensée avec toute la clarté désirable : « Si nous nous sommes permis, dit-il, d'examiner son opuscule [de Montalembert], tout le monde a pu voir que ce n'a pas été dans le dessein de le combattre, beaucoup moins encore celui de le froisser ; notre but était seulement d'y éclaircir les points obscurs, et de confirmer quelques-unes de nos doctrines par l'autorité d'un nom aussi révérend » ; puis, à l'aide de ses articles antérieurs sur les Ordres représentatifs, il démontre de façon péremptoire qu'il n'est nullement l'adversaire des gouvernements constitutionnels en eux-mêmes, mais qu'il attaque seulement leurs déviations. Cette lettre parut dans l'*Ami de la Religion* du 14 avril et dans l'*Univers* du 15³⁰⁷.

Dans son étude sur les *Intérêts catholiques* de Montalembert, Taparelli souhaitait que celui-ci lût ses articles sur les Ordres représentatifs, afin de mieux connaître sa position³⁰⁹. Certes, Montalembert aurait pu les lire, car il avait souscrit, chez son libraire, Jacques Lecoffre, un abonnement à la *Civiltà*, à partir du 1^{er} décembre 1852³⁰⁹, mais en fait il dut les négliger, car le 27 novembre 1854, le P. de Ravignan écrivait au P. Curci : « Le C. de Montalembert m'a écrit pour me témoigner le désir de lire le livre du P. Taparelli, *Degli ordini*... Nous ne l'avons pas à Paris. Voudriez-vous me l'envoyer ? »³¹⁰. Et dans une lettre à Cantù, du 14 décembre 1854, Montalembert lui-même déclarait : « Je n'avais aucune connaissance du livre du P. Taparelli que je vais tâcher de me procurer »³¹¹ ; ...dans la même lettre il disait : « ...j'avoue qu'il y a de quoi se décourager quand on voit la défense de la vérité catholique... livrée à des organes comme l'*Univers* et la *Civiltà* ». Cette lettre fut publiée par la *Rivista contemporanea* de Turin (II, 813), et reproduite par divers journaux français, dont l'*Univers* ; toutefois le mot *Civiltà*, qui se trouve en toutes lettres dans l'original, avait été remplacé par des points de suspension³¹². Le 15 décembre 1854, donc avant de connaître cette lettre écrite la veille, Taparelli adressait à Montalembert une missive débordante de respect, pour lui faire hommage de son *Examen cri-*

tique des gouvernements représentatifs : « j'ose me flatter, disait-il, que vous ne le trouverez pas aussi éloigné de vos idées que le titre pourrait le faire croire »³¹³. Montalembert remercia chaleureusement le 19 janvier suivant, en annonçant qu'il ne pourra trouver le loisir nécessaire à une étude attentive que dans quelques mois, lors de son retour à la campagne : « je vous demanderai alors la permission de vous adresser... les observations qu'aura pu me suggérer la lecture de l'ouvrage que je dois à votre bonté »³¹⁴. Aux archives de la *Civiltà* il n'y a pas de traces des observations prévues³¹⁵. Faisant un assaut d'urbanité, Montalembert envoya bientôt à Taparelli un extrait de la *Revue des Deux-Mondes* (du 1^{er} janvier 1855), intitulé : *L'Empire romain après la paix de l'Eglise (Fragment d'une Histoire des Moines d'Occident)*. Taparelli s'empressa de lui témoigner sa gratitude³¹⁶ et, voulant décidément à tout prix être d'accord avec lui, il écrivit : « ma reconnaissance a doublé en y trouvant une nouvelle preuve de l'analogie de mes sentiments avec les vôtres : car je venais de publier dans la *Civiltà Cattolica* trois petits articles³¹⁷ dont la pensée me paraît être au fond précisément la même qui domine dans votre brochure : « il n'y a que l'esprit de l'Eglise qui puisse former de bons gouvernements ». — Il en profita pour faire une mise au point définitive de sa pensée : « J'ai voulu vous signaler cette ressemblance de sentiments parce qu'elle m'a paru très propre à vous faire saisir la véritable pensée de l'*Esame critico*, dans lequel on a prétendu trouver une opposition absolue à tout gouvernement tempéré... Je n'ai désapprouvé et ne désapprouve dans les *Ordres représentatifs* que cette indépendance de la raison qu'on a voulu y fourrer en dépit du sens commun et de tous les intérêts des peuples... » ; et il termina ainsi : « Je tiens beaucoup, Mr. le Comte, à être bien compris par les intelligences comme la vôtre et à trouver une place parmi vos admirateurs »³¹⁸.

Mais Montalembert ne se corrigeait pas facilement de ses préjugés : l'*Indipendente*, journal politique libéral de Turin, publia le 11 décembre 1857 une lettre de lui où la *Civiltà* était encore prise à partie : « Il faut espérer que les succès relatifs des catholiques dans vos récentes élections ouvriront les yeux de quelques-uns d'entre eux sur les avantages de ces libertés constitutionnelles si servilement outragées (depuis leur défaite en France) par les trop nombreux sectateurs de l'*Univers* et de la *Civiltà Cattolica* »³¹⁹. Taparelli, inlassable, répondit dans la *Civiltà*³²⁰, et, écrivant à Cantù³²¹, il dit avec amertume à propos de cette lettre : « Confesso che mi ha fatto pietà. Da tre anni egli ci va malmenando... ».

Enfin, c'est probablement Montalembert qui est désigné par l'expression : « il Sig. Conte », dans une lettre de Taparelli³²², du 12 avril 1861, au P. Beckx, Général de la Compagnie, où il défend l'attitude prise par la *Civiltà* à l'égard de la question polonaise : en effet Montalembert fit, en 1861, un voyage en Pologne et publia *Une matrone en deuil*.

Parmi les noms de Français avec qui Taparelli eut l'occasion d'échanger quelques lettres, relevons enfin celui de Crétineau-Joly.

*
* *

Avant d'aborder l'œuvre doctrinale de Taparelli, disons un mot, par manière de transition, sur le travail intellectuel, pour lequel il avait une véritable³²³ passion. au point de consacrer chaque jour six ou sept heures à l'étude³²⁴. Cette assiduité n'était guère interrompue que par le ministère de la prédication et par les récréations qu'un règlement de vie assez rigide accordait avec parcimonie. Taparelli lisait (ou se faisait lire) beaucoup, en prenant des notes³²⁵ : ses œuvres laissent entrevoir son acquis considérable. Il poussait fort loin le souci de l'information sûre et complète³²⁶.

*
* *

Tel fut Taparelli. Il n'a pas été ce qu'on appelle communément un grand homme, parce qu'il ne s'est pas trouvé dans les circonstances qui révèlent les valeurs exceptionnelles, mais il en avait l'étoffe, et peut-être la demi-obscurité où il a vécu nous aide-t-elle à nous le représenter comme un sage. Puissé-je avoir éveillé chez le lecteur des sentiments analogues à ceux d'un fils posthume, pour qui les louanges qu'il entend faire de son père, avivent la regret de ne l'avoir pas connu !

TROISIÈME PARTIE

L'Œuvre et la Doctrine

CHAPITRE VII

Les publications de Taparelli

Taparelli auteur. — Le droit naturel. — Droit et morale. — Le *Saggio teoretico di Dritto naturale appoggiato sul fatto*, et son résumé, le *Corso elementare del natural diritto ad uso delle scuole*. — L'*Esame critico degli Ordini rappresentativi nella società moderna*. — La contribution de Taparelli à la *Civiltà Cattolica*. — Ses articles d'Économie politique. — Écrits divers. — Correspondance.

La pensée de Taparelli, grâce à son œuvre, est plus connue que sa vie ; si c'est pour son œuvre que, de nos jours encore, on parle de Taparelli, il nous faut étudier cette œuvre, qui prolonge en quelque sorte sa vie parmi nous : « defunctus adhuc loquitur » (*Heb.*, XI, 4.)

Souvent un auteur se laisse entraîner à surfaire le personnage auquel il a consacré son temps et ses forces¹ ; en élevant bien haut le piédestal pour y placer son héros, l'artiste cherche, plus ou moins inconsciemment, à s'y faire voir lui-même. Aussi je me retranche derrière l'autorité d'un juge que nul n'osera récuser : Pie XI, dans l'audience qu'il daigna m'accorder à Castel-Gandolfo, en août 1936, déclara son estime en ces termes, si ma mémoire est fidèle : « Taparelli è un autore che Noi stimiamo molto e che non si stimerà mai al merito del valore »². Mon ambition est que mes lecteurs deviennent aussi les lecteurs de Taparelli ; je suis sûr qu'alors ils partageront cette estime pour lui ; en tous cas, ils seront récompensés de leur courage (car il faut un effort pour défricher ses pages parfois un peu rudes) par un enrichissement personnel³ qu'on ne trouve pas toujours en fréquentant d'autres auteurs :

Chè, se la vocè tua sàrà molesta
Nel primo gusto, vital nutrimento
Lascerà poi quando sarà digesta,

(*Parad.*, XVII, 130-132.)

On pourrait distinguer deux genres⁴ dans la manière d'écrire de Taparelli, le premier étant d'ailleurs plus connu que le second, où pourtant Taparelli excelle : d'une part, celui du *Saggio* et du *Corso elementare*, solides traités didactiques ; d'autre part, celui de l'*Esame critico* et de ses articles de la *Civiltà*, qui ont été moins lus en France.

Ce qui caractérise le premier genre, c'est une méthode d'une rigueur mathématique : l'incomparable dialecticien, rompu aux exercices d'école, se joue dans les concaténations serrées d'une logique implacable. Cela donne une impression de force soutenue, mais aussi d'austérité. Après avoir vérifié quelque temps, à la lumière de l'évidence, la puissance de ses raisonnements, on lui fait désormais confiance, car on est sûr d'avance que ce maître dit vrai. La densité de cette vigoureuse pensée constamment tendue fatigue ; on s'habitue difficilement à un aliment aussi substantiel. Ajoutez-y une érudition assez compacte⁵, qui se révèle par des allusions à de nombreux auteurs anciens ou modernes, et la volonté de fouiller le sujet en ses moindres recoins. Le souci d'être complet et d'aboutir à des conclusions inexorables a parfois étouffé chez Taparelli celui d'être attrayant : lire d'affilée une œuvre aussi massive devient vite fastidieux. Notre esprit léger et superficiel, dont on ne peut toujours dire : *mens agitat molem*, a du mal à suivre ; il s'impatiente et crie grâce. Mais la faute en est à nous-mêmes ; nous ne sommes pas au niveau. Le tort de Taparelli est de ne pas avoir eu pitié de nous et de ne pas s'être accommodé à notre faiblesse. Après avoir signalé quelques petits défauts, tels que çà et là un excès de subtilité ou encore un manque de précision et de clarté dans l'expression d'idées trop abstraites, on pourrait multiplier les adjectifs élogieux pour dénombrer les qualités dont fait preuve cet esprit délié.

Dans le second genre, Taparelli se montre doué d'un remarquable talent de journaliste et de polémiste. C'était un partenaire courtou's, mais dont l'agilité et les ripostes cinglantes étaient à redouter. Plein d'une assurance imperturbable, il se meut avec aisance au milieu des difficultés ; s'il semble se plaire à les chercher, c'est qu'il est certain de les dominer. On pouvait l'attaquer : il était de taille à se défendre contre n'importe qui. Il assomme par des réflexions de bon sens. Dans sa fougue, parfois il tape dur et les arguments tombent dru, encore que les coups soient amortis par tous les tempéraments et les délicatesses d'une grande charité quand il s'agit de vivants. S'il n'était pas retors (c'est presque une litote) en sa vie de relation, du moins était-il fort habile dans la discussion écrite de questions intellectuelles. Il a l'art de démasquer d'un regard pénétrant et impitoyable les principes délétères dont ses adversaires s'inspirent, voire inconsciemment ; il entre dans leur pensée et l'exprime, pour la combattre, mieux que ceux-ci ne l'expriment eux-mêmes. Vif, souple, plein de verve, il est, selon les débats, ironique, mordant, ou véhément jusqu'à l'éloquence. S'il donne des répliques pertinentes à des publicistes contemporains, dont le nombre laisse entrevoir sa vaste culture, qui sont peu connus à notre époque, mais tenants d'erreurs qui sont de tous les temps, il s'en prend surtout aux responsables

des désordres modernes, tels que Luther ou les philosophes du XVIII^e siècle. Sa pensée est plus délayée et se déroule suivant un enchaînement d'une spontanéité plus naturelle que dans le *Saggio*. Le style nerveux⁶ de ses articles, sans prétention littéraire, est agréable : dès qu'on commence à lire, l'attention se laisse prendre facilement et l'on poursuit jusqu'au bout cette lecture sans mélange d'ennui, malgré quelques longueurs et répétitions. Il a des formules amusantes ou saisissantes : « le vin cesse vite de couler quand le fût est à la disposition de tout un peuple » (E. C. II, p. 2) ; — « ...aujourd'hui que tous ont la main au gouvernail, il faut rendre tout le monde sage » (*Ibid.*, p. 32) ; — « le paupérisme ira *crescendo* : la force avec laquelle les pauvres demanderont leur pain à l'État, deviendra audacieuse comme le désespoir et sûre comme le droit » (*Ibid.*, IV, p. 91-92). — Ses comparaisons inattendues ne manquent pas d'ingéniosité ni de pittoresque : ceux qui voudraient voir le droit, dès le premier instant, armé de tous ses titres et de toutes ses défenses, et faisant rayonner partout son influence, « ressemblent à ces peintres qui représentent S. Pierre avec la tiare et S. Jérôme avec la pourpre cardinalice » (*Ibid.*, I, p. 232). Ce sont surtout les classes inférieures qui demandent à être protégées par la loi : « voici un maître de chapelle qui veut donner un concert avec beaucoup d'instruments. Que fait-il ? Il met les plus faibles en nombre suffisant pour se faire entendre et il adapte à cette fin ses accompagnements. Quant aux contrebasses, trompettes, etc., il s'en préoccupe moins, sûr qu'ils sauront toujours se faire entendre même au milieu de cinquante flûtes, violons et hautbois » (*Ibid.*, III, p. 113-114). — La malheureuse Europe se résigne à des expériences « comme les grenouilles, entre les mains de Galvani, se soumettaient aux secousses électriques » (*Ibid.*, II, p. 366).

L'activité intellectuelle de Taparelli fut intense et féconde. Nous présenterons chacun de ses principaux ouvrages, en donnant une idée d'ensemble de chacun d'eux ; après quoi nous reviendrons avec plus de détails sur quelques sujets choisis pour leur importance particulière.



Le chef-d'œuvre de Taparelli est le *Saggio teoretico di Diritto naturale* (Essai théorique de droit naturel). Pie XI en conseillait la lecture à l'égal de la *Summa contra Gentes* de saint Thomas d'Aquin⁷ pour l'excellence⁸ et la fraîcheur de sa doctrine, et il le comparait, pour sa valeur humaine, aux *Promessi Sposi* de Manzoni, livres où l'on peut toujours, disait-il, trouver une phrase, une page, un chapitre capable d'éclairer toute espèce de question. Dans une note de l'encyclique *Divini illius Magistri* sur l'éducation chrétienne de la jeunesse (31 décembre 1929), Pie XI renvoie au *Saggio* de Taparelli, qu'il recommande chaudement aux étudiants⁹.

Avant de donner le plan de ce monument (ce mot convient tout particulièrement, vu la puissante architecture de l'ouvrage),

il est bon de consacrer quelques pages d'introduction au droit naturel.

L'idée d'un droit supérieur, résultant de la nature même des choses¹⁰ et ne coïncidant pas nécessairement avec les prescriptions ou les traditions, est fort ancienne dans l'humanité ; c'est à cette notion même que celle-ci doit sa grandeur, car elle émerge ainsi au-dessus du fait brutal et contingent et pénètre jusqu'aux cieux. « Au siècle de Périclès commence à s'élever avec force dans les consciences la distinction et déjà le conflit dramatique des décrets extérieurs du pouvoir civil et des lois non écrites, déposées dans la conscience raisonnable et religieuse comme un reflet des volontés divines »¹¹. Après avoir renvoyé à l'*Antigone* de Sophocle, à l'*Apologie de Socrate* et au *Criton* de Platon, l'auteur cité conclut : « La vie spirituelle et la loi morale sont désormais distinctes de la vie civile et de la vie politique. L'Académie, le Lycée, mais surtout le Portique continueront à développer cette idée de l'intériorité et de l'autonomie de la personne, qui ne s'épanouira, claire et consciente, que dans la conception chrétienne de la vie de l'esprit et de la distinction du royaume du monde et du royaume de Dieu ». Saint Paul affirme que les païens avaient ce que la Loi ordonne écrit dans leurs cœurs : «... τὸ ἔργον τοῦ νόμου γραπτὸν ἐν ταῖς καρδίαις αὐτῶν »¹².

C'est le droit naturel¹³ qui est à la base du droit positif¹⁴, lequel a pour but de le compléter et de le préciser. Pour expliquer les rapports entre ces deux droits, on a comparé les données du droit naturel à la majeure d'un syllogisme, dont les contingences du milieu historique représentent la mineure et le droit positif la conclusion¹⁵. Toutefois il ne faudrait pas s'imaginer que le droit positif se déduise toujours du droit naturel par voie de conséquence ; il peut en être seulement une détermination particulière¹⁶. Si l'on supprime le droit naturel, toute la construction s'écroule, de même qu'en bornant la connaissance au phénomène, le subjectivisme en ébranle la solidité et a pour conséquences des attitudes extra-rationnelles : relativisme, pragmatisme, fidéisme, etc., échafaudages dont la fragilité est évidente. Pour tout mouvement, dans le domaine de la pensée ou de l'action, il faut un point d'appui qui maintienne l'ensemble en position à la façon d'une clef de voûte. En définitive, ce rôle ne peut être joué que par l'être, envisagé, de points de vue divers, sous les noms de nature, essence, substance, principe, etc. On comprend cette épigraphe d'un livre de Georges Renard¹⁷ : « A bas ce fil ! dit l'araignée. Et d'un seul coup de dent, elle le coupa par le milieu. Au même moment, la toile céda ; tout ce réseau, si artistement construit, s'effondra ; et lorsque l'insecte revint à lui, il gisait sur les feuilles de la haie épineuse, la tête recouverte de sa toile qui n'était plus qu'un petit chiffon mouillé »¹⁸.

Manquer au droit naturel, c'est manquer à sa propre nature, et donc tendre à s'anéantir soi-même : «... cui qui non parebit, ipse se fugiet », dit admirablement Cicéron¹⁹. En effet, la norme prochaine de discrimination de la moralité est la nature de l'être doué de raison qu'est l'homme, considérée en toute son intégrité, c'est-à-dire en tenant compte : 1° de la hiérarchie des éléments

qui la composent, 2^o des autres sujets de droits au milieu desquels vit l'individu. Mais ce serait une grave erreur que de faire découler les lois morales *uniquement* de la nature de l'homme. Cette nature étant l'œuvre de Dieu, la norme dernière de moralité est Dieu lui-même. Dieu n'a pas déterminé le bien et le mal arbitrairement, *a priori* (ceci contre le volontarisme de Descartes), mais médiatement, à travers les essences qu'il a librement choisies parmi tous les possibles²⁰. Nous pouvons même préciser que la norme dernière de moralité est l'essence divine, car Dieu est aussi la cause exemplaire analogique de notre nature. Remarquons d'ailleurs que la norme prochaine n'est pas indépendante de la norme ultime, car notre nature ne peut être séparée de Dieu : elle ne subsiste que par Lui ; et même un effet dépend plus de la cause première que de la cause seconde, celle-ci n'ayant de valeur que par celle-là : si la nature humaine est norme prochaine de la moralité, c'est comme manifestation de la norme dernière qui est Dieu. — Quant à l'obligation morale, son fondement prochain est le lien nécessaire d'un acte avec la fin dernière de l'homme ; son fondement ultime est le commandement divin prescrivant de conserver l'ordre naturel²¹. D'où le caractère transcendant, absolu et sacré de l'impératif catégorique.

« On évite souvent aujourd'hui l'expression de droit naturel, en raison de l'erreur du XVIII^e siècle, où le droit de l'« état de nature », considéré comme le droit antérieur à l'état social²²... était de plus conçu comme immuable, jusque dans les détails d'application »²³. Maintenant on dit communément droit rationnel, ou à contenu objectif, ou plus simplement droit objectif, car cela désigne une règle dominant les divers droits subjectifs (l'ensemble du droit positif peut lui aussi être appelé droit objectif ; la langue juridique est pauvre et un certain nombre de termes sont pris dans plusieurs acceptions).

Les pages qui précèdent sont, je pense, assez claires pour qu'il n'y ait aucune confusion possible entre l'« état de nature », cher à Rousseau et à l'idéologie de la seconde moitié du XVIII^e siècle, et la nature entendue au sens de la philosophie scolastique. — Un autre contresens à éviter consisterait à prendre ici le mot nature dans son sens historique de nature corrompue par le péché originel. Quand on proclame comme principe de morale qu'il faut suivre la nature, il importe évidemment de dissiper dès l'abord cette équivoque. Il s'agit d'obéir aux exigences de notre nature en tant qu'elle est conforme à l'Intelligence créatrice et non de se laisser aller aux penchants vicieux qui sont les effets de notre déchéance.

La citation faite plus haut signale un autre écueil : on a parfois trop facilement considéré la nature humaine, en se la représentant soit à l'état purement idéal, isolée du réel observable, soit réalisée dans une civilisation donnée, comme une sorte d'axiome d'où l'on pouvait tirer toute espèce de corollaires. C'est ce qui a provoqué les négations de l'École historique allemande de Savigny, au nom de l'évolution perpétuelle du droit, ainsi que la réaction de l'École sociologique française, réaction d'ailleurs très excessive, car, méconnaissant la véritable nature

de l'abstraction (au fond nous sommes toujours dans la querelle des « universaux »), elle semble admettre qu'il n'y a de science que du... particulier ! C'est là tout le fruit du positivisme. Dès lors il ne peut plus être question de droit naturel. En réalité, les attributs essentiels de l'humanité sont certainement immuables, éternels. Les paradoxes de Pascal ne doivent pas être pris à la lettre. Les variations de la morale, sur des points plus ou moins secondaires, constatées par l'historien ou l'ethnologue, ont des causes aisément assignables : 1° l'influence des passions. On pèche, on prend l'habitude du péché, puis on essaie de justifier sa conduite. Il va de soi que ces tentatives d'excuse n'ont aucune valeur doctrinale ; 2° l'inégal développement de la raison pour déduire les conséquences des principes et les appliquer correctement ; mais l'ignorance et les aberrations d'une intelligence déficiente ne peuvent rien contre les indications certaines d'une intelligence mieux éclairée, la bonne foi étant ici hors de cause ; 3° la diversité des situations concrètes. Les moralistes sont d'accord pour admettre, sous le nom de circonstances, des aspects accidentels et contingents qui peuvent influencer sur la valeur des actions. Les transformations de la vie sociale compliquent singulièrement le problème. La prudence s'impose donc quand il s'agit d'affirmer que telle ou telle prescription résulte de l'analyse de la nature humaine. Un moraliste, par des déductions trop hâtives, peut se tromper, comme un savant qui ferait une induction sans avoir établi un nombre d'expériences suffisant pour qu'il soit sûr d'avoir atteint une propriété qui découle de l'essence même de l'objet étudié. Ainsi, par exemple, les rédacteurs de la Déclaration des Droits de l'Homme placée en tête de la Constitution de 1791, en proclamant (art. 6) que tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à la formation de la loi, ont assimilé abusivement une modalité parfaitement légitime d'organisation politique à un droit inhérent à l'espèce humaine en tant que telle. De tout cela il ressort qu'il faut garder la notion traditionnelle du droit naturel, en ramenant celui-ci à des principes assez généraux (tel, par exemple, que celui qui oblige à réparer le préjudice causé à autrui), puisque le droit naturel postule comme complément un droit positif.

Le droit naturel est sorti du discrédit où il avait été plongé au XIX^e siècle. Le début du XX^e siècle marque sa renaissance (c'est le titre même d'un livre de J. Charmont²⁴), encore que ses théoriciens (Saleilles, Duguit, Gény, Ripert, etc.) aient pris des orientations assez divergentes. Depuis quelques années la pensée juridique est entraînée vers un retour aux conceptions objectivistes et nous assistons à un magnifique essor de la philosophie du droit. Les critiques acerbes adressées en 1912 aux juristes par E. Gounot²⁵ ont perdu leur actualité. Dans l'intérêt même de la société, il faut souhaiter que l'unité se fasse dans la vérité, car, comme le dit Taparelli dans un bel article sur *L'Aristocrazia del Diritto*²⁶, il n'y a pas de règne du droit sans l'unité du droit, ni d'unité du droit sans l'unité des doctrines qui l'engendrent.

Il s'est fait au XVII^e siècle une différenciation entre le domaine moral et le domaine juridique. Le terrain était tout préparé par

le protestantisme. Cette séparation est attribuée généralement à Thomasiaus (1655-1728, auteur des *Fundamenta Juris naturalis et gentium*, 1705). Kant l'accentua. Fichte l'érigea en système. Contre elle s'est élevée l'école italienne de Rosmini²⁷, à laquelle se rattache en France Boistel²⁸. Nul n'a mieux dit que le cardinal Mercier les funestes conséquences de cette rupture²⁹ : « Il [Kant] a voulu soustraire le droit à la morale : d'où l'identification du droit à un pouvoir qui se trouve alors réduit à une simple faculté de contrainte ; mais la conscience de l'humanité proteste contre cette identification arbitraire qui justifie le despotisme... »³⁰. « La séparation violente pratiquée par Kant entre le droit et la morale, entre la science et la métaphysique, a disloqué l'unité de notre homme intérieur, ébranlé la stabilité de la conscience morale... »³¹

Tout cet exposé préliminaire était indispensable pour préciser le point d'insertion, si l'on peut ainsi s'exprimer, de Taparelli dans le courant de la pensée philosophique et juridique. Dans l'Introduction de son *Saggio*, il a expliqué lui-même le but qu'il s'était proposé : réintégrer le droit dans la morale. Nous citons ces pages d'après la traduction française de son ouvrage³², traduction large, qui sent la paraphrase, conforme aux habitudes de l'époque, mais il sied de ne pas nous montrer plus sévères sur ce point que Taparelli lui-même³³, qui, dans sa lettre à l'éditeur (datée de Rome, 8 avril 1857, et reproduite en tête de cette traduction) écrit : « Je suis heureux de pouvoir vous déclarer qu'il [le traducteur] a parfaitement saisi ma pensée, et qu'il l'a rendue avec autant d'élégance que de fidélité ».

« Quand la science morale se fonde uniquement sur la raison naturelle, et s'appuie exclusivement sur les faits naturels, on lui a souvent donné le nom de *droit naturel*.³⁴ Un grand nombre d'auteurs restreignent d'avantage le sens de ce mot, et l'appliquent seulement aux rapports juridiques d'après lesquels un homme peut *légalement* exiger d'un autre homme un acte extérieur quelconque : il en est résulté ce grave inconvénient, qu'on a mis très souvent au nombre des droits, certaines actions qui constituent, pour celui qui les pose, de véritables fautes morales.

« C'est aux doctrines protestantes que nous sommes redevables de cette séparation entre le principe *légal* et le principe *moral* ; c'est là que ces doctrines devaient nécessairement aboutir. L'âme du protestantisme, c'est l'esprit individuel, établi juge en dernier ressort de tous les dogmes de la religion, de toutes les lois de la morale ; et si les protestants s'étaient avisés de traiter le droit comme ils avaient traité la morale, ils auraient dû faire disparaître du droit social tout principe d'unité³⁵. Mais ils savaient que sans unité la société ne peut pas subsister un seul jour ; il savaient que, si l'un peut se croire permis ce que l'autre a le droit de condamner ; si, du jour au lendemain, on peut changer le Décalogue ; si nous pouvons tolérer aujourd'hui ce qui hier nous paraissait criminel ; ils savaient, dis-je, que la confiance mutuelle, l'ordre et la paix entre les citoyens deviennent absolument impossibles, et que la vie civile est anéantie.

« Voilà comment le protestantisme a été conduit peu à peu à isoler tout à fait le droit de la morale : tandis qu'il abandonnait la morale aux inspirations de la conscience individuelle, il a confié le droit au pouvoir législatif de la société ; il en est même venu à affirmer que tout ce que

la loi ne défend pas est par là même légitime, quels que soient d'ailleurs les arrêts de la conscience ; il a posé en principe qu'on peut faire un traité de droit sans s'inquiéter le moins du monde de la morale.

« Mais cette théorie n'est pas seulement incohérente, elle est encore remplie de contradictions : si, d'un côté, elle se glorifie d'affranchir les consciences, de l'autre, elle les met souvent dans la nécessité d'opter entre la violation d'une loi politique contraire à la conscience, et la violation d'une loi de la conscience contraire à la loi politique. On pourrait développer longuement ce point qui est de la plus grande importance dans l'étude du droit ; qu'il nous suffise d'avoir insinué ici combien il est nécessaire de ne point séparer complètement l'étude de la morale de celle du droit, si l'on veut donner au droit un fondement vraiment solide, à la moralité tous les développements qui lui sont propres.

« Les protestants eux-mêmes n'ont pu échapper à cette nécessité ; les premiers d'entre eux qui voulurent soustraire le droit naturel à l'influence de la Révélation et l'établir sur l'unique base de la raison, eurent souvent recours aux belles démonstrations des théologiens catholiques. Dans leurs traités de Droit naturel (*Jus naturæ*), Grotius, Puffendorf, Wolf, et les autres patriarches de la jurisprudence protestante, se croient souvent obligés de prendre pour point de départ les idées fondamentales, les principes métaphysiques sur la nature de l'homme, sur les actes humains, sur la conscience, sur le principe de la loi naturelle, etc... ; ces idées ne sont le plus souvent, chez eux, que des réminiscences, et l'on voit évidemment qu'ils ne peuvent tout d'abord se soustraire à l'influence des grandes théories catholiques³⁶.

« Mais le principe du pur rationalisme, ce principe essentiel à la Réforme, fit bientôt proclamer un divorce complet entre la moralité et la légalité, entre la conscience religieuse et le droit légal, et ce divorce fut l'œuvre capitale du protestantisme, comme l'a très bien fait remarquer un illustre professeur de Berlin. [Il s'agit de Frédéric Stahl, 1802-1861, qui fit paraître une *Histoire de la philosophie du droit*]. Ce protestant aussi modéré que savant nous expose, à ce point de vue, toute la marche de la Réforme : il nous la montre qui part de la philosophie subjective de Descartes, pour aboutir, par des développements successifs, au *moi absolu* de Fichte, à cet égoïsme abject qui peut se traduire par cette belle formule : « Aimez-vous vous-même au dessus de tout, et aimez votre prochain pour l'amour de vous ». Aux yeux de Fichte, cette formule était le fondement inébranlable de tous les droits et le renversement de tous les devoirs. Qu'on lise attentivement, dans l'ouvrage de Stahl, la triste histoire des égarements du rationalisme, et l'on sera convaincu qu'il est impossible de traiter à fond et d'une manière complète la philosophie du droit, quand on l'isole, comme on l'a fait, des principes fondamentaux de la morale.

« Ce n'est pas à dire, pour cela, que l'on ne puisse jamais traiter séparément le droit et la morale : mais il faut, en exposant le droit, qu'on suppose déjà connus et démontrés les principes de la morale, de même que les traités d'analyse algébrique et de trigonométrie supposent toujours la démonstration préalable de la géométrie élémentaire ; or, le droit naturel est une partie de la science des mœurs, comme l'analyse et la trigonométrie sont des parties de la science mathématique³⁷. Rien n'empêche que les parties ne soient étudiées séparément, mais toujours dans la dépendance du tout qu'elles constituent. Vouloir la séparation absolue

du droit et de la morale, de manière à en faire deux sciences diverses et indépendantes l'une de l'autre, c'est établir un système aussi faux dans son principe que funeste dans ses conséquences ; ces deux sciences se rapportant l'une et l'autre à la direction des actes humains, il faut évidemment que leurs premiers principes soient les mêmes.

« C'est pourquoi nous avons dû abandonner la méthode que des auteurs, respectables d'ailleurs, ont cru pouvoir suivre ; c'est pourquoi, dans tout le cours de cet ouvrage, nous nous sommes toujours efforcés de ramener la science du droit aux premiers principes de la morale, pour en déduire ensuite, aussi rigoureusement que possible, les conséquences les plus éloignées ».

Dans l'Introduction de son *Cours élémentaire de Droit naturel*³⁸, Taparelli définit son intention d'une façon encore plus explicite :

« La morale, ou bien la science d'*agir avec rectitude*, doit ensuite étendre ses regards aussi loin que peuvent se passer les actions qu'elle étudie. Il suit de là que j'ai été forcé de renfermer dans ces éléments certaines parties de la science morale, qui ne sont pas ordinairement comprises sous le nom de *droit naturel*, lequel se borne d'après certains auteurs à l'action de l'homme en rapport avec ses semblables. Mais comme il est impossible de connaître les devoirs que l'on a à remplir envers la société, si l'on ne connaît pas tout d'abord ceux qui regardent les individus, il arrive alors que ces auteurs mêmes sont obligés de nier en fait ce qu'ils établissent dans leur définition et de traiter de l'Éthique dans le droit après l'en avoir exclue. Aussi, voulant éviter cet inconvénient, j'embrasse sous le nom de *droit naturel* tout ce que l'homme peut faire *conformément au droit*, selon les lumières du *raisonnement naturel*, avec sa libre volonté ».

Dans une note³⁹ du *Saggio*, Taparelli revient sur cette unité indispensable des sciences :

« Plusieurs s'étonneront peut-être de nous voir citer Suarez⁴⁰ à propos du droit naturel, faussement persuadés qu'ils sont que cette science est la création des protestants Grotius⁴¹, Pufendorf⁴², etc. L'erreur provient de ce qu'ils confondent la *création* d'une science avec son *isolement*. Il est très vrai qu'avant ces écrivains les devoirs de la morale naturelle étaient le plus souvent enseignés avec la morale chrétienne dans un même corps de doctrine, où les théologiens s'appliquaient à en montrer l'accord, et par suite, la distinction. Cette manière de procéder se rattachait à un système général de ne jamais isoler entièrement les sciences l'une de l'autre, système, à coup sûr, très conforme à la nature de la *vérité* qui est essentiellement une.

« Peut-être le besoin de se rendre compte de tout par l'analyse a divisé insensiblement la science humaine en diverses branches, besoin que des études superficielles et la crainte de la fatigue ont pu augmenter chez les catholiques. Mais pour les protestants, cette division fut d'une nécessité absolue : après avoir accordé à chaque individu le droit d'interpréter l'Évangile avec les *lumières de la raison*, force leur fut de faire une morale indépendante de l'Évangile, puisque le juge ne peut point dépendre des parties ; ils la firent si bien, que l'Évangile devint pour eux un livre inutile. Ce qui leur a valu le privilège de passer pour les fondateurs du droit

naturel, c'est de l'avoir isolé⁴³, et rendu *athée* comme s'exprime Saint-Simon, auteur peu suspect de partialité envers le catholicisme.

« Mais cet établissement scientifique fut-il un progrès, fut-il un recul ? Pour les protestants ce fut un acte d'apostasie, et, par suite, un mal réel. A considérer la question d'une manière abstraite, elle revient, comme une application particulière, à cette autre plus générale : est-il utile d'étudier les sciences isolément ? La moindre intelligence de la science suffit pour montrer que l'analyse aide à pénétrer dans la vérité, mais qu'elle fausse les jugements si la synthèse ne vient ensuite reconstruire les éléments primitifs. C'est ainsi que le mathématicien, après avoir abstrait de la matière les quantités de l'espace, du temps, du mouvement, doit de nouveau les appliquer aux corps, s'il veut connaître la *réalité*. L'excès de l'analyse est donc, de soi, un défaut... ».

Taparelli dit ensuite que l'exclusion est encore plus grave s'il s'agit de la religion. La laïcisation des sciences morales et juridiques est donc blâmable.

Dès lors nous pouvons rechercher comment Taparelli définit les limites entre ces deux disciplines si étroitement connexes : la morale et le droit⁴⁴.

La morale est fondée sur la métaphysique : tout découle de la *fin*. L'homme a le *devoir* de tendre à sa fin, dont l'obtention est pour lui le bien suprême. Ce devoir suppose chez celui-là même qui en est le sujet, un *droit*, précisément le droit d'accomplir son propre devoir, et les autres ont le devoir de respecter l'exercice de ce droit. Il y a donc un rapport intime et constant entre le devoir et le droit. C'est comme un même mouvement qui présente un double aspect, actif et passif. Ces deux notions qui se correspondent naissent toutes deux d'un principe unique, à savoir l'Ordre éternel⁴⁵.

Le devoir implique une relation à un être, qui sera soit Dieu, soit nous-même, soit notre prochain ; d'où trois classes de devoirs. Les deux premières appartiennent à la morale ; néanmoins Taparelli en traite dans la première « Dissertation » (chap. IX et X) de son ouvrage, parce que l'étude des devoirs mutuels présuppose logiquement la connaissance des obligations envers le Créateur et envers soi-même.

Au devoir qui a pour terme autrui répond normalement un droit chez autrui. C'est le droit considéré comme un lien entre l'homme et l'homme qui fonde les rapports juridiques. Le professeur Di Carlo, dans une brochure consacrée au droit et à la morale d'après Taparelli⁴⁶, remarque que tous les devoirs moraux ne produisent pas un droit, qu'ils ne sont pas tous exigibles de la part de celui qui en est l'objet ; il note que Taparelli lui-même, après bien d'autres, affirme l'existence, d'ailleurs évidente, de droits imparfaits, non rigoureux, plus ou moins obscurs dans leur titre, leur matière, leur quantité, par exemple le droit à l'amitié, à la gratitude, etc. (en ce cas, le droit reste un pouvoir inviolable, mais ses effets sont accidentellement suspendus). Certains ont vu là la différence entre le droit et la morale. C'est aussi l'avis d'Eugenio Di Carlo en ce qui concerne la doctrine de Taparelli : il y a des devoirs purement moraux, puisqu'ils n'en-

gendrent pas de droits au sens strict et n'admettent pas la possibilité de la coercition⁴⁷. Mais, si cette constatation nous fait toucher du doigt une certaine différence entre la morale et le droit, elle ne nous indique pas exactement en quoi celle-ci consiste. D'ailleurs Taparelli lui-même, dans une lettre de 1854 à Gian Paolo Tolomei, professeur à l'Université de Padoue⁴⁸, réprovoie expressément cette raison alléguée pour soutenir la distinction des deux sciences, parce que les corrélatifs sont l'objet d'une seule et même science. Dans cette lettre, ainsi que dans l'Introduction au *Saggio*, Taparelli reconnaît qu'il est possible de composer un traité de droit en faisant abstraction des autres lois morales, comme on peut composer un traité de perspective en faisant abstraction du reste de l'optique, mais cela ne veut pas dire que le droit soit une science *sui generis*, pleinement autonome.

Je ne crois pas trahir la pensée de Taparelli en essayant de distinguer la morale et le droit par le recours aux notions scolastiques d'*objet matériel* (la chose qui est étudiée) et *objet formel* (l'aspect sous lequel on l'étudie) :

1° *L'objet matériel de la morale* comprend tous les actes humains sans exception. Étant universel dans son extension, il inclut nécessairement l'objet matériel du droit.

2° *L'objet formel de la morale*, c'est l'ordonnance rationnelle des actes humains, dictée par la conscience droite, voix de Dieu, Législateur et Juge. Il va de soi que ce critère est suprême, en ce sens que toute autre estimation de valeur doit lui être subordonnée. — Les prescriptions d'une morale purement naturelle sont valides, mais pour le chrétien l'état de pure nature n'est qu'une hypothèse spéculative qui n'est pas réalisée, car en fait l'humanité a été élevée à un état surnaturel et elle a reçu par révélation des lois positives qui confirment et parfont la loi naturelle et promulguent des préceptes supplémentaires.

3° *L'objet matériel du droit*. Ce sont les actes des hommes dans leurs rapports entre eux. Le droit étant l'objet de la justice (Cf. S. Th. II^a II^{ae}, q. LVII, a. 1) qui est une vertu particulière, a donc une étendue plus restreinte que celle de la morale. Nos relations sociales n'épuisent pas la morale, mais elles en constituent une fraction importante.

4° *L'objet formel du droit*. Ici il convient de distinguer le *droit naturel* et le *droit positif* :

a) A mon avis, il n'y a aucune différence spécifique entre l'objet formel du *droit naturel*, qui consiste à régler rationnellement les actes sociaux, et celui de la *philosophie morale* ou morale naturelle (je donne cette précision, car la philosophie, comme le droit naturel, ne fait appel qu'aux lumières de la raison, tandis que la théologie⁴⁹ morale traite aussi des lois divines positives et fait aussi appel à d'autres arguments qu'au raisonnement. D'après l'enseignement de l'Église, la philosophie doit cependant tenir compte de la révélation : cf. proposition n° 14 du *Syllabus*, dont le commentaire anticipé est à chercher dans la lettre *Tuas libenter* de Pie IX à l'archevêque de Munich et Freising du 21 décembre 1863). Le droit naturel étant renfermé dans l'éthique par son objet

matériel et coïncidant avec elle par son objet formel, il n'en est donc qu'un chapitre.

b) Quant au *droit positif* (je désigne ici seulement les lois civiles, qui poursuivent *directement*⁵⁰ la félicité temporelle, et non les lois d'une société comme l'Église, qui a pour mission de réaliser le bien spirituel) : l'autorité dont il émane, chargée de garantir le bien de la société et de ses membres, envisage d'une façon immédiate les actes extérieurs en tant qu'ils peuvent affecter ce bien. Il y a là une vue utilitaire (et cela, semble-t-il, même si l'on admet la justice vindicative comme fondement du droit pénal), très légitime, mais le motif principal étant moins la bonté des actions, considérée ontologiquement, abstraction faite des conséquences, que les avantages procurés par l'honnêteté, le droit positif se distingue par là même de la morale, encore que le but visé par lui soit impliqué dans l'ordre moral⁵¹. Cette réglementation pratique est faite par rapport à des intérêts humains, très nobles, tandis que la morale, tout en ayant l'intention de protéger ces intérêts, les dépasse et se meut sur un plan supérieur : son objet formel ne contredit pas celui du droit positif, il l'enveloppe mais le déborde. Le droit ne peut donc pas être séparé de la morale, à laquelle il tient radicalement. *A fortiori* ne peut-il y avoir entre eux d'antinomie. En effet, puisque l'objet matériel de la morale contient celui du droit et que l'objet formel de la morale est la norme souveraine, le droit ressortit à la compétence de la morale et doit être contrôlé par elle. Il ne peut y avoir de droit véritable contre la morale ; tout prétendu droit qui serait opposé à la morale, serait *ipso facto* entaché de nullité et n'aurait du droit que l'apparence. Ainsi, au lieu d'un dualisme inadmissible, il y a subordination du principe juridique au principe moral.

*
* *

Après ces généralités sur le droit naturel, disons par suite de quelles circonstances le *Saggio* vit le jour. Taparelli, en envoyant à son Général le premier volume, déclare qu'il a voulu s'opposer aux erreurs qui ont cours en Sicile plus qu'ailleurs⁵², et une autre lettre précise de quelles erreurs il s'agit : « Je l'ai écrit principalement pour enlever des mains des jeunes gens, si Dieu m'aide, Burlamaqui, Romagnosi⁵³, Bentham⁵⁴ et autres poisons semblables »⁵⁵. En faisant hommage de son livre à Gioberti, il confirme, presque dans les mêmes termes, l'intention qu'il avait eue de supplanter le philosophe genevois Burlamaqui (1694-1748)⁵⁶, à la doctrine de qui je serais tenté d'appliquer l'exclamation célèbre de saint Augustin : *Felix culpa* ! Mais les renseignements les plus précieux que nous ayons sur l'origine du *Saggio* se trouvent dans une lettre que Taparelli, en sa vieillesse, adressa à un jeune étudiant jésuite résidant à Laval⁵⁷. Le P. Pirri conjecture que le destinataire était le P. Carlo Jovine, de la Province de Naples, laquelle était dispersée depuis l'occupation du royaume des Deux-Siciles par les troupes de Garibaldi. Vu l'importance de cette lettre, je donne la traduction de quelques extraits :

« ...Le peu de bien que fait le *Saggio teoretico* n'est le fruit ni d'études approfondies ni de beaucoup de lectures. Jusqu'à cinquante ans je n'avais jamais songé (ma santé délicate suffisait à m'en dissuader) à n'être ni professeur ni écrivain. Arrivé à cet âge⁵⁸ je fus envoyé en Sicile pour enseigner le Droit naturel, et on me mit entre les mains ce détestable [*tristissimo*] Burlamaqui mal corrigé par un adorateur du pouvoir civil, qui ne s'était occupé que des intérêts du gouvernement. Ainsi, pendant cette première année, je ne fis que réfuter Burlamaqui. L'année suivante je fis observer à mes supérieurs qu'enseigner de cette façon était trahir les jeunes gens plutôt que les instruire. Ils me répondirent d'écrire moi-même mon cours⁵⁹. Ainsi naquit le *Saggio teoretico*, qui dans sa forme même se montre improvisé... ».

Taparelli dit ensuite que les divers tomes se suivirent sans qu'il ait eu un dessin prémédité, ce qui explique l'absence de symétrie ; il répète avec humilité qu'il n'a pas fait d'études méthodiques et qu'il n'a pas lu d'auteurs. C'est la « baguette magique » de l'obéissance qui l'a transformé en *giurisperito e scrittore*. En voyant le résultat, avouons que son obéissance a produit un effet vraiment magique.

Taparelli continue ses confidences :

« ...En étudiant les auteurs protestants, qui passaient pour les seuls maîtres en cette science, Grotius, Pufendorf, etc., je me formai un système catholique depuis sa base même. A mesure que les théories naissaient, la pierre de touche pour m'assurer que je ne m'étais pas trompé était toujours de les confronter avec S. Thomas. Vous comprendrez donc que la seconde disposition⁶⁰ pour bien étudier consiste à respecter ce saint... Ainsi j'arrivai à trouver que cette science était déjà achevée chez les scolastiques, et particulièrement en S. Thomas, Suarez, Bellarmin, Vitoria, etc., comme je l'ai expliqué dans une note sur Suarez⁶¹.

« Telle fut ma méthode en étudiant d'abord Grotius et consorts ; puis le très mauvais Bentham et le médiocre [*non buono*] Spedalieri⁶². Après ceux-là, j'ai donné un coup d'œil à d'autres plus modernes, comme Dugald Stewart, Cousin, Vattel annoté par Royer-Collard, Damiron et autres du même genre. En dernier lieu, je me mis à étudier quelques économistes, comme Say, Rossi, etc. et finalement la *Civilisation* de Guizot⁶³. En tous ces auteurs je pris les vérités de fait⁶⁴, en les dégageant (toujours avec l'aide de l'esprit catholique et de S. Thomas) de la puanteur de l'hérésie qui toujours les infecte ».

Il importe de dissiper dès l'abord une illusion que pourrait faire naître le titre de l'ouvrage (*Saggio teoretico di Diritto Naturale appoggiato sul fatto*, Essai théorique de droit naturel basé sur les faits). Le *fatto* dont il est fait mention, n'est pas le *fait* constaté au sens moderne du mot, tel que l'entendent les sciences expérimentales (il suffit d'ouvrir le livre pour s'en rendre compte), mais, si étrange que puisse paraître cette acception, il signifie plutôt le témoignage de la conscience universelle exprimée par le langage courant. Cette interprétation est certaine, puisqu'elle se fonde sur des déclarations de Taparelli⁶⁵. Suivant une méthode chère à Victor Cousin⁶⁶, comme d'ailleurs elle l'avait déjà été à

Aristote et à saint Thomas⁶⁷, Taparelli prend pour point de départ les notions les plus communes spontanément formulées par le vulgaire. Ces idées, reçues comme des données, supposent, précisément parce qu'elles appartiennent au genre humain, une raison d'être constante : elles sont la voix infailible de la nature. Si Taparelli est ici d'accord avec Cousin, il ne semble pas qu'on doive voir un emprunt, quoi qu'en dise E. Di Carlo⁶⁸. En effet, dans un compte rendu, paru dans la *Civiltà*, d'un livre de Peyron, Taparelli affirme que les éléments du sens commun se retrouvent dans la scolastique, beaucoup mieux que chez les Écossais⁶⁹ (qui avaient inspiré Cousin⁷⁰). Nous aurons l'occasion de revenir sur l'attitude de Taparelli à l'égard de la philosophie de Cousin⁷¹. — Encore moins faudrait-il croire à une influence de l'école traditionaliste. Nous parlerons plus loin de la position de Taparelli par rapport à Lamennais⁷², mais dès à présent nous pouvons dire que, dans une note de la *Civiltà* dont nous donnons un large extrait⁷³, il s'est énergiquement défendu d'avoir confondu le sens commun avec le consentement universel : il est vrai qu'il s'agit dans ce texte, non du *Saggio*, mais d'un article de la *Civiltà* ; toutefois la définition qui est donnée du sens commun correspond à l'usage qui en est fait dans le *Saggio* ; la protestation de Taparelli est donc valable également pour le *Saggio*. Mon opinion est qu'à la lecture de Cousin et des traditionalistes, l'attention de Taparelli a été attirée sur un point dont l'importance épistémologique lui aurait peut-être échappé ; grâce à ces auteurs, il a été conduit à remarquer chez saint Thomas ce fréquent recours à la raison de tous. S'il était notre compatriote et notre contemporain, je dirais qu'il a ainsi pris l'habitude de consulter le « Français moyen », l'« homme de la rue », pour établir la base de ses spéculations.

Nous pouvons élargir le problème et nous demander quel rôle, dans la doctrine de Taparelli, jouent les faits, en prenant maintenant ce terme dans son sens le plus large. Il me semble que ce rôle est triple :

1^o Au début de la sixième Dissertation, consacrée au droit international (S. II, p. 144), Taparelli prend soin de nous avertir que, s'il recourt parfois à des exemples concrets, ceux-ci ne sont allégués qu'à titre d'éclaircissements (« *a puro schiarimento* »). On ne l'accusera sûrement pas d'empirisme, même bénin !

2^o Les théories de Taparelli ne résultent pas de faits relevés scientifiquement de la façon dont les étudient les sociologues modernes, mais elles sont confirmées extrinsèquement par les faits, car l'accord avec la réalité extérieure est une garantie de vérité. Sans doute, Taparelli a écrit ailleurs⁷⁴ : « toute bonne théorie doit, dans l'application, non seulement s'accorder avec les faits, mais encore partir des faits et s'appuyer sur eux... ». Peut-on dire que la sienne remplit cette condition ? Oui, si l'on entend le fait au sens très restreint indiqué plus haut ; si l'on prend le fait au sens courant du mot, il ne le semble pas. Taparelli a parlé avec éloge de la méthode expérimentale⁷⁵, mais il ne l'a guère pratiquée. Il s'agit pour lui de dicter des prescriptions morales obligatoires absolument et tendant à réaliser l'ordre

déal, et non pas seulement d'observer et d'analyser un état de choses pour aboutir à des conclusions qui ne pourraient être que des normes hypothétiques.

3^o Taparelli part de vérités métaphysiques et les féconde par des faits qui leur donneront une valeur pratique ; l'idéalisme seul resterait stérile ; il faut le combiner avec un certain réalisme (« associando... all'osservazione che realizza la teoria che generalizza »⁷⁶). Le fait serait ainsi l'élément contingent qui applique le principe universel aux cas particuliers en lui donnant une portée déterminée. C'est un aspect de la doctrine générale de la puissance et de l'acte, laquelle constitue l'une des thèses principales de l'École⁷⁷. Taparelli loue Montesquieu d'avoir fait passer le droit social de l'abstrait au concret et d'avoir cherché dans l'individualité de chaque peuple la base de l'individualité de ses lois⁷⁸. *Ad abundantiam*, citons quelques passages (on en trouverait d'autres encore) d'un ouvrage de Taparelli postérieur au *Saggio*, l'*Examen critique* : « La justice d'une institution quelconque se détermine, comme toute autre appréciation morale, d'après deux principes, l'un de droit, l'autre de fait. Car c'est là, sans aucune exception, ce qui est propre à tout jugement moral : sans principe universel qui serve de base à votre jugement, le fait matériel n'aura aucun caractère moral ; et sans un fait, auquel vous appliquiez un principe, celui-ci restera une idée pure et ne sortira pas du pays des abstractions : il ne descendra jamais dans l'ordre moral, c'est-à-dire pratique. Telle est aussi la règle à suivre pour juger une institution : si elle n'existe pas, au moins hypothétiquement, nous n'aurons aucune matière sur laquelle porte notre jugement ; et si l'institution existe, mais que nous ne la mettions pas en regard d'un principe, d'une doctrine morale, jamais nous ne pourrions la juger ; puisqu'une appréciation, une sentence n'est rien autre chose que l'application de la loi à un fait ». (Trad. fr. t. IV, p. 252, n° 1239). Et dans le tome premier : «... ceux qui prétendent pouvoir se renfermer dans la sphère des abstractions purement métaphysiques... n'arriveront jamais à une théorie vraie et utile. Leur théorie ne sera pas vraie, parce que celui qui ne considère pas la nature dans les faits, attribue aux êtres matériels une perfection idéale dont ils sont incapables. Ils font en réalité ce que font les romanciers et les poètes. Les physiciens sont plus avisés : pour ne point manquer leurs expériences, ils ne se renferment pas dans la rigueur d'un calcul abstrait ; ils tiennent toujours compte des observations fournies par les phénomènes réels et particuliers. Ainsi parviennent-ils à une science non seulement vraie mais utile, tandis que leurs calculs seraient vains pratiquement, s'ils ne les avaient pas modifiés d'après la réalité des expériences. La nature qui agit est toujours réelle et concrète, et les théories qui ne tiennent pas compte des individus ne fourniront jamais de règles vraiment pratiques » (p. 223) ; «... le concept général de la nature humaine est toujours modifié dans les individus » (p. 224), « tout droit a son origine dans l'union de l'idée et du fait » (p. 228), « le droit de commander, si on considère la nature humaine seulement en général, n'appartient en propre à aucune personne, et il est nécessaire

qu'un fait quelconque détermine le possesseur du pouvoir. Or, ce fait, cause non pas de l'autorité, mais de son investiture, etc... » (p. 229), « nous avons démontré par la raison et par l'histoire que les sociétés humaines acquéraient leurs différentes formes de gouvernement par la simple application des lois universelles de l'ordre à des faits particuliers... » (p. 268).

Ainsi donc, si l'on se place sur le terrain de l'action, il faut admettre une certaine composition du rationnel et du réel.

Mais tout cela ne doit pas nous faire oublier que le *Saggio* est, dans son titre même, qualifié de *teoretico*, Taparelli nous le rappelle⁷⁹, et à la lecture de l'ouvrage on a l'impression que cette épithète est bien méritée.

Le premier volume de l'édition de Palerme (1840) portait en épigraphe cette citation de Damiron (*Histoire de la Philosophie au XIX^e siècle*) : « Observation des faits et induction rigoureuse » ; mais le P. Roothaan, dans une lettre à Taparelli, du 26 décembre 1840⁸⁰, déclara qu'il lui déplaisait de voir figurer là le nom de cet auteur ; aussi ce texte ne parut-il plus dans les éditions suivantes. Sans doute la méthode de Taparelli est-elle inductive puisqu'il veut s'appuyer sur le fait (au sens précis défini ci-dessus, p. 169) pour remonter aux principes métaphysiques, mais chez lui la part de l'induction se borne là ; dans tout le reste, si je ne m'abuse, il procède par déduction.

Taparelli brosse d'abord à larges traits un tableau de l'état de la philosophie et il dit dans quel esprit son ouvrage est conçu⁸¹ :

« La métaphysique est enfin sortie de l'abaissement où la retenait le sensualisme de Locke⁸² ; elle a su atteindre, de nos jours, à une hauteur de vues, à une profondeur de pensées plus conforme à sa noble nature.

« Depuis longtemps déjà, les philosophes vraiment dignes de ce nom gémissaient de voir la vérité asservie et comme écrasée sous le joug avilissant du sensualisme, quand un cri de salut partit soudain des écoles de France⁸³ ; c'était tout à la fois un cri de réprobation contre les doctrines matérialistes et un cri de ralliement pour les vrais amis de la philosophie ; le spiritualisme se ranima tout à coup au sein de l'Europe ; associant ses dogmes aux quelques vérités expérimentales qui naguère avaient exclusivement préoccupé les esprits, il sut créer une école nouvelle et reproduire, sous une autre forme, les nobles doctrines que les vrais sages ont défendues dans tous les temps.

« Cependant on s'aperçut bientôt que cette réaction était plutôt un changement de joug, qu'un affranchissement complet des intelligences : au matérialisme de l'école voltairienne succédèrent d'autres erreurs.

« On commença d'abord par emprunter à l'Écosse les théories timides connues sous le nom de *philosophie du sens commun* ; puis on alla demander à l'Allemagne son *idéisme transcendantal*, et ce système est encore aujourd'hui prôné et admiré par les esprits amoureux des nouveautés et passionnés pour tout ce qui est étranger. Mais l'esprit éminemment clair et positif des Français ne put jamais se familiariser avec les vagues et nuageuses doctrines où se complaît le génie allemand : la France voulut les modifier à sa façon et mit au jour, sous le nom d'*éclectisme*, un système qui n'était au fond qu'un syncrétisme déguisé.

« Au premier moment, l'éclectisme se vit accueillir avec faveur par

toutes les âmes honnêtes, et même par un grand nombre de catholiques, trop heureux de secouer le joug honteux de Locke et de Condillac ; mais l'enthousiasme ne tarda pas à se refroidir, quand on vit la nouvelle doctrine développer insensiblement les germes funestes qu'elle renfermait dans son sein.

« Les esprits religieux et éclairés comprirent enfin qu'il fallait donner aux études philosophiques une direction plus ferme et plus assurée ; qu'il fallait renouer le fil rompu des vraies traditions de l'école catholique, de cette grande école qui, depuis dix-huit siècles, a su conserver intact le précieux dépôt des vérités naturelles, en établissant entre ces vérités et les vérités surnaturelles une parfaite harmonie, un accord fondé sur la raison elle-même.

« Dans le système catholique, en effet, les vérités surnaturelles, révélées qu'elles sont par le Dieu qui est l'auteur de la nature, doivent infailliblement prêter un solide appui aux études purement philosophiques, et les maintenir dans la voie de la nature et de la vérité.

« C'était le temps⁸⁴ où plusieurs s'éprirent d'un enthousiasme quelquefois exagéré pour les mœurs, pour les institutions, pour tous les souvenirs du Moyen Age ; on s'imagina que cette société allait renaître parmi nous, et l'on crut qu'il fallait, dans ce sens, imprimer un mouvement nouveau, donner de nouvelles formes à la poésie, à la peinture, à l'architecture, à l'éloquence, à tous les arts, à toutes les sciences.

« La philosophie ne fut pas exceptée ; elle fut même, en quelque sorte, l'origine de ce grand mouvement ; la métaphysique est une science essentiellement universelle, puisqu'elle étudie l'être dans ses rapports avec l'intelligence humaine ; aussi, dès qu'on introduit une modification dans la science de l'être ou dans celle de l'intelligence, dans l'ontologie ou dans la psychologie, on modifie en même temps toutes les parties de la science ; cette transformation se manifeste bientôt dans les applications pratiques⁸⁵ ; mais elle s'opère surtout dans les esprits qui ne s'arrêtent pas aux notions concrètes et limitées, et qui veulent, en toutes choses, remonter des effets aux principes.

« J'avoue que mon *Essai sur le droit naturel* n'a pas échappé à ces diverses influences de la philosophie contemporaine⁸⁶. Sans être partisan de toutes les innovations modernes, sans prendre parti pour aucun des nouveaux maîtres en particulier, j'ai dû applaudir au mouvement⁸⁷ qui a soustrait la métaphysique au sensualisme du dernier siècle ; d'ailleurs, mon goût et mon devoir me portant à l'étude de la philosophie morale, les merveilleuses opérations de notre âme, les manifestations de l'activité humaine, ses premiers éléments, ses principes les plus généraux et les plus abstraits, m'eurent bientôt découvert toute la fausseté des systèmes qui étaient encore en vogue parmi nous, tout le danger des funestes théories que le sensualisme mourant nous avait léguées, et qui se perpétuaient en Italie, grâce aux éditions nouvelles des Burlamacchi⁸⁸, des Heineccius, des Romagnosi.

« Pour remédier, autant que possible, à cette désastreuse influence, j'ai essayé d'appliquer la nouvelle métaphysique aux théories morales et de mettre dans toute la suite des raisonnements, un ordre et un enchaînement qui pussent satisfaire les esprits désireux de connaître la vérité et d'en saisir l'évidence.

« J'ai cru qu'il y aurait de l'avantage à donner à cette vaste science de la morale un fondement vraiment philosophique, et que cela était

d'autant plus nécessaire de nos jours qu'on se donne aujourd'hui une plus grande licence à raisonner à sa guise sur tous les droits, sur tous les devoirs, sur tous les points de la morale publique et privée.

« Mais les principes et la méthode d'exposition ne sont pas tout en philosophie. Un des principaux avantages de la nouvelle école a été d'introduire des modifications importantes dans la doctrine elle-même, en combinant ensemble l'empirisme des Anglais et des Français et l'idéalisme des Allemands⁸⁹ : cette philosophie mixte, cette doctrine du juste milieu⁹⁰, convenablement traitée, est d'autant plus vraie qu'elle se rapproche davantage de la nature de l'homme, qui est un composé de corps et d'esprit. Et comme les théories morales dépendent toujours des théories métaphysiques, les premières se sont divisées, comme les secondes, en trois grands systèmes, selon qu'elles se sont attachées exclusivement à la raison seule, au corps seul, ou qu'elles se sont fondées sur l'harmonieuse combinaison de l'une et de l'autre.

« La morale des idéalistes est la morale de la raison pure et non celle de la raison humaine : elle a produit le stoïcisme. La morale des sensualistes est la morale du corps : c'est l'épicurisme qui n'admet la vie honnête que pour mieux jouir des plaisirs. Entre ces théories extrêmes vient se placer la morale de l'homme ; elle veut unir et non séparer les deux éléments de la nature humaine ; elle accorde le premier rang à l'esprit, mais elle tient compte du corps, et ne condamne pas absolument toutes les passions ; cette morale est la nôtre, elle est la base de l'*Essai théorique* que nous publions aujourd'hui ».

Après s'être demandé : « Qui suis-je dans l'univers ? », le philosophe se demande : « Que dois-je faire dans l'univers ? ». Pour répondre à cette question, il étudie son activité libre et en formule les lois : c'est l'objet de la morale. L'importance de cette science est suprême. Les connaissances spéculatives assouvissent notre curiosité, mais elles ne changent en rien le jeu des forces naturelles. Il n'en est pas ainsi de la science des mœurs : celle-ci nous apprend en effet à connaître les lois suivant lesquelles le Créateur invite l'homme à l'aider, pour ainsi dire, dans la parfaite réalisation du plan divin. Elle peut donc, suivant que ses préceptes sont justes ou faux, porter la créature à coopérer ou à s'opposer aux intentions et aux œuvres du souverain Maître ; elle fait en sorte que la nature entière devienne pour l'homme, dans sa vie morale, une collaboratrice ou une ennemie.

Tel est le caractère distinctif de la science que Taparelli se propose de traiter. Son étendue est immense, depuis le premier acte volontaire produit dans l'intimité du cœur jusqu'au réseau d'obligations par lesquelles un pouvoir central dirige des multitudes. L'action morale de l'homme sur la terre a même sa répercussion jusque sur l'immortelle société des cieux. Quel chassé-croisé d'intérêts matériels et spirituels, particuliers et collectifs !

Taparelli n'a pas l'intention de rédiger un code complet, mais seulement d'établir les premiers principes directeurs ; ceux-ci projeteront leur lumière sur les sciences qui se rattachent à la morale.

L'ouvrage est divisé en *sept* « dissertations » (entre lesquelles sont intercalées de nombreuses et longues *Notes*) :

Dans la première, en supposant connues les données de la psychologie, l'auteur fait l'analyse ontologique de l'acte humain et expose les lois élémentaires de l'opération individuelle.

La seconde étudie l'idée générale de société.

L'action humaine dans la formation de la société est décrite dans la troisième dissertation.

La quatrième traite de l'action de la société en vue de coordonner les individus et de perfectionner leur association.

La cinquième formule les lois organiques du corps moral qui résulte de la réunion des individus.

La sixième examine ce que doivent être les relations extérieures d'une société avec le reste du genre humain.

La septième, intitulée « Droit spécial », contient une classification des rapports variés qui naissent des théories précédentes quand on les applique aux cas particuliers.

L'ouvrage se termine par un résumé d'ensemble.

Le premier volume du *Saggio* parut à Palerme, édité par Antonio Muratori, en 1840. Taparelli l'envoya aussitôt à ses frères Roberto⁹¹ et Massimo, sans espérer que ce dernier le lira⁹². Quatre autres volumes s'échelonnèrent sur les années 1841, 1842 et 1843⁹³ ; Taparelli n'avait pas prévu que son livre prendrait de telles proportions⁹⁴. Le tirage avait été limité à 500 exemplaires⁹⁵, qui furent vite écoulés : dès la fin de 1843, Taparelli était obligé d'acheter aux *muriccioli*, c'est à dire aux bouquinistes (est-ce bon signe ?) ceux dont ses élèves avaient besoin⁹⁶. Les conditions du contrat d'édition étaient peu avantageuses : l'auteur recevait 50 exemplaires⁹⁷ et les jésuites s'engageaient à en prendre 100⁹⁸ ; ...et c'est tout. Ainsi que Taparelli l'expliquait à Gioberti⁹⁹, en lui demandant de corriger ses cinq tomes, ce travail n'était qu'une ébauche, publiée morceau par morceau, et qui aurait dû être seulement lithographiée. C'est pourquoi cette première édition, provisoire, a été si restreinte. Les réimpressions se succédèrent à Naples, à Livourne, à Rome, parfois même à l'insu de Taparelli¹⁰⁰ (on en verra le détail à la page 32 de Pirri, *op. cit.*) ; d'autres éditions, en diverses villes d'Italie (par exemple chez Fiaccadori à Parme¹⁰¹ ; chez Ducci à Florence¹⁰² ; à Turin¹⁰³, etc.), restèrent, semble-t-il, à l'état du projet.

Taparelli était arrivé en Sicile en 1833¹⁰⁴ et sept ans après il commençait à publier le *Saggio* ; il l'avait profondément médité, mais, vu la masse imposante de l'ouvrage, le travail de composition et de rédaction avait été hâtif et son fruit n'était qu'un embryon informe, comme le reconnaissait l'auteur dans la préface de la seconde édition. Les premières éditions avaient été très défectueuses : çà et là des lignes entières avaient été omises, ou une négation ajoutée ou supprimée faisait dire à l'auteur tout le contraire de sa pensée¹⁰⁵. Taparelli avait connu bien des déboires¹⁰⁶. L'auteur revit (pas au sens littéral, cf. *infra*) lui-même son œuvre *da capo* pour l'édition de Rome de 1855, *Civiltà Cattolica*. (C'était la septième). Ce travail de correction fut pour lui

extrêmement pénible (*seccantissimo lavoro*¹⁰⁷, *noiosissima fatica*¹⁰⁸) ; étant donnée sa mauvaise vue, il avait dû recourir aux yeux d'autrui, ce qui avait rendu la tâche fort malaisée¹⁰⁹. Cette nouvelle édition, définitive, avait assez belle apparence (en réalité, elle était double : l'une de luxe, sur papier épais, grand in-4° ; l'autre, in-8°, du format de la *Civiltà*). La typographie avait été soignée, mais surtout l'auteur avait ajouté de nombreuses notes au texte primitif ; celui-ci avait subi plus de trois cents retouches. Afin de ne pas multiplier les développements, Taparelli avait fait des renvois à son *Esame critico*. Pour la première fois, sa pensée était pleinement exprimée. Non seulement l'ouvrage avait été amendé et augmenté, mais encore il était maintenant divisé en sept « Dissertations » et proportionné d'une façon plus symétrique. La *Civiltà* (Ser. II, vol. 11, p. 199 et suiv.) consacra une longue *Rivista della Stampa italiana* à la nouvelle édition du *Saggio*.

La dernière édition (celle d'après laquelle nous faisons nos citations), en deux volumes, parut en 1930 (la couverture porte 1928) à Rome, *Civiltà Cattolica* ; elle est intitulée *Quarta edizione*, probablement parce qu'on n'a tenu compte que des éditions de la *Civiltà* (la *terza* est celle de 1900). Elle fut l'occasion d'un article de l'*Osservatore Romano* du 27 février 1932 sur l'*Opera del Taparelli*.

Disons un mot des traductions qui ont contribué au succès du *Saggio* et à la célébrité de son auteur.

Taparelli avait fait traduire son *Saggio* en français ; ce travail était presque achevé dès la fin de 1843¹¹⁰, mais il ne fut pas livré à l'impression, probablement faute d'éditeur. La traduction anonyme qui parut en 1857 chez Casterman, à Tournai, en quatre volumes in-8°, est l'œuvre du P. Auguste Onclair et de plusieurs autres jésuites de la Province de Belgique¹¹¹. Elle fut rééditée en deux volumes in-4°, en 1875 et 1883. La quatrième et dernière édition, aujourd'hui épuisée, ne porte aucune indication de date.

La traduction allemande parut en 1845, à Ratisbonne. Elle est l'œuvre de Fridolin Schöttl et de Carl Rinecker¹¹². C'est sûrement par erreur que le P. de la Brière l'a attribuée à Mgr Achille Ratti (Pie XI)¹¹³.

Signalons enfin la traduction espagnole d'Orti y Lara, Madrid, 1866-1868.

Taparelli savait bien que son *Saggio* n'était guère scolastique dans la forme ; de plus, il l'avait écrit en langue vulgaire. Aux yeux de certains, c'étaient là deux défauts. Il en commença donc la refonte en latin et « con forme più severe ». Mais après mûre réflexion, il estima qu'il valait mieux rédiger d'abord en italien. Il se décida donc à conclure son cours par une sorte de long épilogue où tout l'ouvrage était ramassé en forme scolastique. Il espérait réaliser ainsi la clarté qu'il désirait et être plus convaincant, sans effrayer (« atterrire ») les lecteurs¹¹⁴. Cependant le P. Général Roothaan insistait pour le résumé latin¹¹⁵. Quoi qu'il en soit, ce travail demeura interrompu : les *Elementa Iuris Naturalis Scholarum usui accommodata* (aux archives de la *Civiltà Cattolica*) ne vont pas au delà du 1^{er} chapitre du 2^e livre. Du premier projet on ne retint que l'idée d'un abrégé. Il sera fait en italien. Taparelli écrit à Massimo le 16 juillet 1843 qu'il va commencer,

par ordre de ses supérieurs, le « compendio del Dritto naturale, in forma un po' più scolastica e breve »¹¹⁶. Dès le 15 septembre 1843, il envoya au P. Cercià, à Naples, les premiers cahiers, pour les faire lithographier¹¹⁷. A la fin d'octobre, il avait résumé le premier tome¹¹⁸, et le 31 août suivant, il écrivit au P. Roothaan¹¹⁹ qu'il lui a expédié quatre exemplaires du *Compendio* lithographié à Naples (*all'insegna del Diogene*). Le travail fut imprimé chez Pedone-Lauriel, à Naples, en 1850, sous le titre de : *Corso elementare del natural diritto ad uso delle Scuole*. Il eut plusieurs éditions¹²⁰, dont l'une à Modène, où il était adopté comme texte par l'Université, et une autre à Livourne (et peut-être aussi une chez Ducci, à Florence¹²¹). Le catalogue de Pedone-Lauriel, à Naples, de mai 1872, mentionne encore une 6^e édition, qui est maintenant épuisée.

L'abbé Ozanam (frère de Frédéric) traduisit en français la cinquième édition du *Corso elementare*, en 1863 (Casterman, Tournai). La deuxième édition française, de 1877, est faite d'après « la 6^e édition, considérablement augmentée par l'auteur ». Elle est épuisée. Une édition espagnole du *Corso* parut à Paris, chez Bouret, en 1875 ; elle ne figure plus au catalogue.

A propos du *Corso elementare*, rappelons¹²² que quelques lignes sur la démocratie avaient effarouché le roi de Naples, Ferdinand II, et que Taparelli dut calmer ses préoccupations.

Le cardinal Cavagnis a jugé ainsi le *Corso elementare* : « ... *Compendium... methodo fere mathematico exaratum, ideoque pluribus difficilior est intellectu, aliis iucundius* »¹²³. Il faut avouer que l'apparence rigide est peu engageante, sinon même repoussante. La concision extrême nous lasse ; le laconisme est louable, mais il ne faut tout de même pas trop présumer qu'*intelligenti pauca*. (Dans ses articles de la *Civiltà*, Taparelli semble au contraire présumer que ses lecteurs ne sont guère intelligents, car il est parfois un peu prolixe, sans doute par charité pour eux puisqu'il n'était pas payé à la ligne). Le *Corso* est un comprimé qui serait nourrissant s'il n'était indigeste. L'auteur, malgré son enthousiasme pour les thèses qu'il défendait, n'a pas cru devoir flatter le goût de ses lecteurs. Si, comme son titre l'indique (*ad uso delle Scuole*), le livre est destiné aux jeunes gens, il est douteux que ceux-ci soient alléchés et le lisent volontiers, encore que les manuels de droit soient souvent arides. Il était sûrement plus assimilable quand il était commenté oralement par un professeur pénétré de la doctrine du *Saggio*. Si l'on ne veut pas être rebuté, je conseillerais de ne pas s'attaquer d'emblée *unguibus et rostro* à une écorce aussi rugueuse, mais de chercher d'abord le fil conducteur, en s'imprégnant dans le *Saggio* des principes capables d'éclairer la marche. Il est vrai aussi que le *Corso* aide parfois à mieux comprendre tel passage obscur du *Saggio* et à ce titre il est précieux ; les deux ouvrages se rendent un mutuel service. Je note qu'ici, comme dans le *Saggio*, Taparelli s'étend parfois à détailler des choses évidentes, pour équilibrer les diverses parties de son œuvre, alors que des questions particulièrement intéressantes ne sont pas traitées avec toute l'ampleur que désirerait notre légitime curiosité. Ces quelques défauts sont accidentels ; ils n'at-

teignent pas la substance du *Corso* ; néanmoins il est permis de regretter que celle-ci ne se présente pas sous un aspect plus séduisant.

*
* *

Dans le numéro de la *Civiltà Cattolica* du troisième samedi de novembre 1850, Taparelli cite une lettre anonyme (d'une annotation¹²⁴ sur l'exemplaire conservé aux archives de la *Civiltà*, il appert qu'il ne s'agit pas d'une fiction) dont l'auteur, au cours d'un voyage à travers l'Italie qui venait de sortir de la crise de 1847-1849, avait constaté que beaucoup de catholiques, jadis libéraux et maintenant désabusés par la triste expérience, jugeaient que le système constitutionnel était une utopie impossible¹²⁵, et demandait là-dessus l'avis de Taparelli. Celui-ci en prit prétexte pour inaugurer, dans le premier fascicule de 1851, une série d'articles sur les « Ordres représentatifs », dont la publication dura deux ans. Le P. Pirri, dans un article de la *Civiltà* du 4 juin 1927¹²⁶, ajoute un second motif : le P. Curci et le P. Betti, respectivement directeur et administrateur de la *Civiltà*, après avoir parcouru eux aussi l'Italie, avaient remarqué que leurs opinions politiques étaient mal comprises et que souvent on les prenait pour des absolutistes¹²⁷. Malheureusement, les articles de Taparelli, destinés à faire la mise au point, ne furent pas mieux compris : c'était de l'huile sur le feu. Après avoir supprimé quelques répétitions et mis un peu d'ordre, Taparelli réunit ces articles en deux volumes in-8° qui parurent en 1854, à Rome, *Civiltà Cattolica*, sous le titre de : *Esame critico degli ordini rappresentativi nella società moderna*. Les exemplaires de cette édition unique sont depuis longtemps introuvables. Dans l'avis au lecteur, Taparelli reconnaît que ce travail, fait en plusieurs fois et remanié, n'a pas la valeur d'une œuvre qui eût été exécutée d'un seul jet, et il le présente comme un appendice ou un commentaire à son *Saggio*. Une traduction française, par le P. Pichot, parut en quatre tomes, chez Lethielloux, le premier en 1896, puis l'ensemble en 1905. Une traduction espagnole, anonyme, parut à Madrid en 1867.

L'ouvrage comprend deux parties : principes théoriques et applications pratiques. C'est le procès du suffrage universel, du libéralisme, du naturalisme, etc. On ne peut être plus sévère. Sans doute ces critiques sont-elles méritées ; elles n'ont pas été démenties, bien au contraire, par l'histoire subséquente qui a mis à nu les conséquences mortelles de ces erreurs ; néanmoins il me semble que sur certains points Taparelli exagère parfois quelque peu. C'est probablement pourquoi on l'accusa de soutenir ce qu'on est convenu d'appeler les principes politiques de la Sainte-Alliance¹²⁸. Une page curieuse des *Memorie della Civiltà Cattolica*¹²⁹ nous révèle l'opposition que les articles sur les ordres représentatifs avaient rencontrée en Irlande (de la part même du Provincial des Jésuites) et en Amérique. Plusieurs fois Taparelli dut expliquer sa pensée, mal interprétée, et il répéta, à satiété, qu'il ne visait aucunement les institutions en elles-mêmes (qui peuvent être bonnes ou indifférentes), mais telles qu'elles ont été, en fait,

viciées par l'esprit individualiste protestant¹³⁰ qui les « informe » (au sens scolastique du mot). Nous reviendrons *ex professo* sur la représentation populaire¹³¹. Considérer Taparelli comme un absolutiste, serait le juger d'une façon superficielle et fausse : qu'on se reporte à ce que nous avons dit à propos des déboires de la *Civiltà Cattolica* à Naples¹³². Il n'est pas opposé à toute espèce de parlementarisme ; dans l'*Esame critico* il dénonce et combat l'influence hétérodoxe qui a faussé les systèmes modernes de gouvernement constitutionnel, et il stigmatise toutes les aberrations qui font le malheur de la société contemporaine. En France, après le coup d'État du 2 décembre, cette question de la représentation populaire était, si l'on peut dire, à l'ordre du jour par antithèse : rappelons l'« incident Montalembert »¹³³ survenu à la fin de la publication des articles de Taparelli sur les Ordres représentatifs dans la *Civiltà* ; dans la lettre qu'il écrivit alors à Charles de Riancey¹³⁴, Taparelli déclare catégoriquement : « 1^o il est faux qu'aucun gouvernement tempéré n'ait jamais évité de semblables excès ; 2^o il est faux que l'on ne puisse assigner d'autres raisons de ces excès, hors l'essence même de ces gouvernements » ; puis il cite lui-même ses articles : « Personne n'ignore que dans les siècles passés il y eut des gouvernements mixtes ou monarchies tempérées, dans lesquels la Religion n'eut rien à craindre de ces institutions : et l'histoire des temps antérieurs à la Réforme nous fait voir ce tempérament dans presque toutes les monarchies européennes... Il n'y a que des esprits prévenus qui puissent appeler essentiellement mauvais les gouvernements mixtes, car ce qui est essentiel à un être quelconque le suit partout et toujours... La doctrine luthérienne est le germe de tous les maux que l'on reproche aujourd'hui aux formes constitutionnelles ;... cette triste suite de désordres et d'impiétés ne doit nullement s'imputer aux formes organiques des gouvernements mixtes, mais à l'esprit qui les anime... », etc. — Taparelli prit aussi la précaution de rassurer, dans la *Civiltà*, ses compatriotes piémontais qui auraient pu le soupçonner d'attaquer le *Statuto* de Charles-Albert¹³⁵. Mais il dut fournir la justification la plus abondante à l'occasion de sa polémique avec le *Cimento*, dont nous allons bientôt parler, par exemple dans l'article intitulé : *Una seria confutazione della Civiltà Cattolica*¹³⁶.

*
* *

De 1850 à 1862, année de sa mort, Taparelli déploya dans la *Civiltà Cattolica* une prodigieuse activité d'écrivain ; il fournissait à lui seul presque la moitié de la copie : plus de deux cents articles¹³⁷, dont beaucoup sont si longs qu'ils ont dû être publiés en plusieurs livraisons, témoignent de sa fécondité littéraire ; je renvoie le lecteur désireux d'en connaître un spécimen, à *Chiesa libera in libero Stato*, composé avec une suprême maestria par Taparelli quelques semaines avant sa mort et qui a été réimprimé à la fin de la dernière édition italienne du *Saggio*. Il faut y ajouter un nombre à peu près égal de comptes rendus bibliographiques ou

de notes polémiques. Les sujets traités sont très variés et révèlent la compétence, sinon universelle, du moins fort étendue de l'auteur, mais ils peuvent se ramener, en définitive, au titre même de la revue : la civilisation catholique. Si ce brillant polygraphe a remué tant d'idées, le zèle met cependant en toute sa vie l'unité, car son seul souci a été de semer dans le monde le bon grain de l'Évangile. Il n'arrive pas à concevoir la dichotomie (le mot est de lui) par laquelle certains veulent que l'homme soit chrétien à l'église, et païen à sa table de travail ; pour lui la foi n'est pas un ornement sacré que l'on revêt à la sacristie pour le quitter aussitôt¹³⁸. Dans un de ses dialogues, il déclare, par la bouche d'un interlocuteur, qu'à cet égard ses compatriotes sont inférieurs aux Français, qui s'ingénient à planter partout la croix¹³⁹.

Nous avons déjà parlé de la campagne de Taparelli dans la *Civiltà* en faveur de la philosophie thomiste¹⁴⁰.

Il nous faut signaler la polémique qu'il dut y soutenir contre le *Cimento*, d'abord parce qu'il eut ainsi l'occasion d'explicitement sa pensée sur les Ordres représentatifs et sur les théories de Bellarmin et de Suarez, etc., et aussi à cause du regain d'actualité que Gentile lui a donné en 1911.

Il Cimento, rivista di scienze, lettere ed arti, dirigé par Zenocrate Cesari, fut fondé en 1852 pour faire pièce à la *Civiltà Cattolica* ; l'un de ceux qui contribuèrent à le lancer, Marco Minghetti, raconte dans ses mémoires¹⁴¹ qu'il avait exhorté les rédacteurs à engager « una polemica assidua » avec ceux de la *Civiltà*. Le *Cimento* avait recruté un certain nombre de collaborateurs distingués, mais il fut moins heureux dans le recrutement de ses lecteurs : après une vie anémique, entrecoupée d'une syncope inquiétante, il dut fusionner en septembre 1856 avec la *Rivista contemporanea*. A la page 333 du premier volume est exprimée l'intention d'« esaminare con metodo filosofico, e con modi seri e pacati gli strani principii del diritto pubblico da lei [la *Civiltà Cattolica*] propugnati ». Cette promesse de réfutation n'étant pas tenue, Taparelli prit un malin plaisir à la rappeler, en août 1854, dans un article spirituel et mordant : *Nuovi ringraziamenti ad un amico vecchio*¹⁴². Ainsi provoqué par la plume incisive de Taparelli, le *Cimento* se devait d'être fidèle à sa résolution. Bertrando Spaventa, esprit pétulant et sarcastique, fut le champion désigné pour relever le cruel défi. Il ouvrit le feu le 15 septembre 1854 par des *Congratulazioni e quistioni alla Civiltà Cattolica*. Taparelli, à propos d'une réimpression des œuvres de Beccaria par P. Villari¹⁴³, ayant reproché à Beccaria d'avoir renouvelé la théorie du contrat social, Spaventa fait observer qu'on trouve déjà ces idées de contrat, de souveraineté populaire, etc. chez d'illustres jésuites des xvi^e-xvii^e siècles, tels que Lainez, Bellarmin, Suarez, Mariana, tandis qu'à présent les Pères de la Compagnie sont les amis les plus passionnés, « sviscerati », des monarchies absolues. Spaventa ironise et il travestit la pensée d'autrui par ignorance coupable (car il se dispense de lire les textes qu'il entreprend de critiquer), à moins qu'il ne soit de mauvaie foi et calomnie son adversaire. Taparelli répondit¹⁴⁴, avec sérénité mais sans faiblesse, en croyant d'ailleurs avoir affaire à Raffaele Conforti,

ancien ministre de l'Intérieur du royaume de Naples, alors en exil à Turin (les articles étaient signés d'un S, que Taparelli supposait être l'initiale d'un pseudonyme). Il explique la différence radicale qui sépare de Rousseau, Beccaria, etc. les scolastiques (c'est ainsi que Taparelli nomme Bellarmin, Suarez, etc ; généralement on réserve cette appellation aux auteurs des siècles précédents) : ceux-ci proclamaient l'origine divine, parce que naturelle, de l'autorité (c'était là le point essentiel, *il cardine*, de leur doctrine), tandis que les philosophes du XVIII^e siècle imaginaient un contrat créant la société, puis l'autorité. Outre cette différence capitale, il y en a une autre, dont les conséquences pratiques sont loin d'être négligeables : d'après Rousseau, le pouvoir étant inaliénable, aucun prince n'est véritablement souverain ; pour les jésuites des XVI^e-XVII^e siècles, le prince n'est pas le mandataire du peuple qui lui a transmis l'autorité. Taparelli affirme qu'il n'a pas rompu avec la tradition « scolastique », tout en reconnaissant franchement que certains passages des auteurs en question avaient besoin d'éclaircissements, qu'il avait d'ailleurs depuis longtemps manifesté l'intention de donner quelque jour. La polémique continua ; elle prit fin un peu avant le *Cimento* lui-même ; mais Spaventa, toujours venimeux, sous le voile de l'anonymat, avait commencé dans le *Piemonte*, journal dirigé par L. C. Farini, qui exista du 1^{er} janvier 1855 au 30 mars 1856, un « commento perpetuo satirico » des fascicules de la *Civiltà Cattolica*, sous le titre : *I Sabbati dei Gesuiti*. En 1911, G. Gentile a exhumé et publié les articles de Spaventa¹⁴⁵ dans le *Cimento* (et quelques-uns de ceux qui parurent dans le *Piemonte*), mais aucun de ceux de Taparelli dans la *Civiltà*...

Au cours de cette polémique, Taparelli avait fait paraître une série d'études où il passait en revue les opinions des « scolastiques » sur l'autorité¹⁴⁶. Le P. Henry Woods, professeur à l'Université de Sainte-Claire, en Californie, dans sa dissertation latine intitulée : *Aloysii Taparelli potestatem civilem tractantis cum Doctore Eximio concordia*¹⁴⁷, ne paraît pas soupçonner que Taparelli a pris le soin de dire lui-même nettement ce qu'il admet et ce qu'il rejette de la théorie de Suarez ; vu l'importance du sujet, nous citons en appendice l'article de Taparelli¹⁴⁸. Parmi ceux qui s'adonnent à l'histoire des idées, certains semblent ne pouvoir penser que par antithèses : ils ont la manie d'opposer les auteurs ; d'autres, au contraire, sont iréniques et veulent à tout prix concilier des idées disparates. Dans le cas présent, les uns et les autres pourront économiser leurs efforts, puisque Taparelli a prévenu leur peine.

Parmi la production immense de Taparelli dans les pages de la *Civiltà*, les articles qui ont trait à l'économie politique, méritent une mention spéciale et certains d'entre eux s'imposent encore aujourd'hui¹⁴⁹.

Dès 1847, le P. Général Roothaan avait fait part à Taparelli de la suggestion, émanant de « qualche persona erudita », d'écrire quelque chose « sopra l'*Economia pubblica* in rapporto alla morale evangelica »¹⁵⁰. Vu l'importance prise par le facteur économique, il y avait là une bonne œuvre à faire. Sur ce terrain aussi on devait

étendre le règne de Dieu, car l'économie était encore dans l'enfance et cherchait sa voie ; elle avait été viciée dès sa naissance par un utilitarisme grossier qui l'avait réduite à l'« art de faire des sous » ; il fallait la purifier de ce paganisme ; mais une science ne devient pas chrétienne par l'eau d'un baptême qui agit *ex opere operato* : elle ne reçoit la sève vivifiante que si elle est assise sur le fondement de principes vrais et si elle s'insère à la place qui lui est marquée dans l'ensemble du savoir. A la suprématie universelle de l'intérêt, Taparelli substitua la suprématie universelle de l'ordre. Il se mit à la besogne dans les premières années de la *Civiltà*, préluant ainsi, de loin, à l'encyclique *Rerum Novarum* (1891)¹⁵¹, comme il avait, pour la restauration de la philosophie de saint Thomas d'Aquin, prélué à l'encyclique *Æterni Patris*. Ses articles d'économie ne firent pas sensation dans le monde savant, mais, disait-il lui-même, « le fait de ne pas rencontrer d'opposition de la part de l'adversaire pourrait indiquer, plutôt qu'une approbation, une espèce de conspiration du silence, destinée à diminuer l'importance de la Revue catholique en général et en particulier de notre philosophie économique. Et nous avons quelque raison de le supposer en voyant des revues ou même des livres traitant *ex professo* de ces matières citer nos doctrines et jusqu'à nos paroles sans même nommer la *Civiltà Cattolica*. Mais, même en ce cas, nous croirions avoir raison de nous féliciter de ne pas avoir perdu notre peine, en constatant que nos idées commencent à pénétrer même parmi ceux qui professent des doctrines contraires et qui ne trouvent probablement pas de bonnes réponses à leur faire, puisqu'ils préfèrent se taire »¹⁵².

Quelques mois avant sa mort, Taparelli conseillait à un jeune étudiant jésuite de s'employer à « sanctifier » les matières d'économie sociale, dont il avait lui-même commencé de traiter dans la *Civiltà*, et où il y aurait encore beaucoup à faire si les forces ne lui manquaient. Précisément ce manque de forces l'oblige à laisser à d'autres le soin de continuer les articles dont il a terminé l'ébauche¹⁵³. La mort vint interrompre le travail dont Taparelli s'était tracé le programme. Cinq jours après, la *Civiltà* annonçait que l'édition du recueil de ses articles d'économie, préparée par lui, paraîtrait bientôt, conçue de la même façon que l'*Esame critico*, et qu'elle était confiée à la sollicitude d'un confrère désigné par lui comme successeur et associé depuis longtemps à la rédaction de ces mêmes articles¹⁵⁴. Il s'agit du P. Liberatore. Deux mois plus tard, la *Civiltà* dit que les confrères de Taparelli ont commencé à revoir ceux de ses articles qui n'avaient pas reçu de lui leur forme définitive ; elle ajouta qu'ils ont l'intention de réunir, probablement en deux volumes, tous ses écrits d'économie politique¹⁵⁵. Ce projet resta lettre morte. Quant au P. Liberatore, en 1889 seulement, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, il publia un traité d'économie politique¹⁵⁶ : le *Saggio* de droit naturel y est cité trois ou quatre fois, mais il n'y est aucunement question des articles d'économie de Taparelli. Rien ne permet de deviner le motif qui a fait renoncer à leur édition. Celle-ci restant toujours désirable¹⁵⁷, pour réaliser partiellement ce vœu, je me suis décidé à traduire en français¹⁵⁸ quelques-uns de ces

articles, qui sont fondamentaux¹⁵⁹ et d'une admirable hauteur de vues :

Le due Economie (année 1856), *L'analisi critica dei primi concetti di Economia* (année 1857), *Indirizzo di future trattazioni economiche* (année 1862). Quant aux articles qui sont des applications à des points particuliers, tels que la propriété, la notion de prix, la monnaie, le crédit, etc., leur valeur technique est évidemment aujourd'hui dépassée ; d'ailleurs ils n'épuisent pas toutes les questions à étudier et ils sont conçus d'une façon surtout spéculative, à la lumière des principes posés. Taparelli critique très vigoureusement les doctrines utilitaires, qui étaient alors classiques. L'économie étant humaine, elle ne peut pas être indépendante de la morale. Également ennemi du socialisme et du libéralisme (ce qui, à cette époque, n'était pas commun), Taparelli préfigure les « catholiques sociaux », et, à ce titre, les articles énumérés plus haut sont un document historique important. J'ai essayé d'en extraire la moelle, tout en développant parfois la pensée profonde de l'auteur :

a) **Position du problème.** — L'économie catholique (telle, par exemple, que l'entend Villeneuve-Bargemont)¹⁶⁰ et l'économie « hétérodoxe »¹⁶¹ sont très différentes. Cette diversité résulte de la dualité des principes qui peuvent être pris comme fondement de la science économique.

Avant d'examiner les deux économies, il faut répondre à la question préalable qui consisterait à demander s'il y en a au moins une, car certains ont nié l'existence et même la possibilité de la science économique. — Cette science n'est pas impossible puisqu'on peut lui assigner un objet propre : il y a une distribution de la richesse qui rend plus aisée que dans d'autres combinaisons la vie humaine (au sens complet du mot). Cette juste proportion dépend de plusieurs causes, qu'il est dans une certaine mesure au pouvoir de l'homme de faire varier. En fait, l'économie existe. Malgré les aberrations de ses théoriciens, il serait maladroit de négliger les résultats acquis ; il faut au contraire diriger cette science dans sa vraie voie.

Abordons maintenant l'étude des deux principes auxquels on a fait allusion plus haut. Depuis la Réforme, il y a deux sociétés, dont chacune a un principe moral suprême qu'on retrouve dans toutes les doctrines sociales ; ce principe est pour l'une la *dépendance* essentielle de tout le créé à l'égard du Créateur ; pour l'autre l'*indépendance* absolue de l'individu. De là une double conception du bonheur : celui-ci consistera dans le *plaisir* pour les partisans de l'indépendance, tandis que pour les catholiques il se trouvera dans l'observation de l'*ordre*, qui n'est autre que la conformité aux intentions du Créateur. Les catholiques reconnaissent le devoir de pourvoir aux biens temporels, mais ils estiment que la *passion* tend à exagérer ce devoir et que la *raison* doit le régler afin de le contenir en de justes limites. Pour empêcher les excès qui pourraient se produire dans la société, puisque la raison de la société c'est la *loi* (« *ordinatio rationis* »), celle-ci doit intervenir ; elle s'opposera au désordre des passions. Suivant les économistes, c'est l'intérêt qui conduit au bien social, pourvu qu'on

lui donne la liberté ; d'après les socialistes, la liberté concédée aux puissants produit la ruine des faibles : il faut donc pousser les faibles à s'unir pour faire triompher leurs droits. Les uns et les autres proclament le *droit* absolu de l'homme à la jouissance et confondent les passions avec la *nature*, tandis que les catholiques affirment le *devoir* qu'a l'homme de se conformer aux intentions du Créateur et mettent la nature spécifique de l'homme dans la raison. Il faut donc choisir entre le *primat de l'intérêt* et le *primat de l'ordre*. Les conséquences théoriques et pratiques seront évidemment considérables. Saint Augustin avait déjà dit : « fecerunt civitates duas amores duo : amor Dei usque ad contemptum sui, amor sui usque ad contemptum Dei ».

b) **L'économie « hétérodoxe »**. — L'homme, d'après cette doctrine, étant indépendant, n'a aucun lien. C'est un absolu. Prenant la place de Dieu, il n'agit en toutes choses que pour lui-même. Tout gravite autour du *moi*. C'est le triomphe de l'égoïsme. Mais en réalité l'homme ne peut trouver en lui seul son bonheur ; il ne se suffit pas à lui-même. Ses facultés ont besoin d'un *objet*. Pour multiplier la jouissance, il faut multiplier ces objets, en d'autres termes, accroître d'une manière illimitée la *richesse*.

C'est par amour de lui-même que l'homme vit en société avec ses semblables, espérant qu'ils lui seront *utiles*. *Il s'aime par-dessus toutes choses et son prochain par amour de soi*. Chacun s'ingénie à retirer de tout et de tous le plus de profit et de satisfaction possible : des choses, en les faisant servir à ses besoins ou ses caprices ; des hommes, en substituant leur travail au sien. *S'enrichir le plus possible et peiner le moins possible* ; telle est la formule du bonheur qu'on cherche à réaliser, en exploitant choses et gens. Quelle différence, s'écrie avec éloquence Taparelli, y a-t-il entre un esclave antique et un ouvrier moderne qui, dans les usines anglaises, s'abrutit et succombe sous le poids du travail, de la faim et des désordres moraux ? Aucune, sinon que les esclaves anciens appartenaient à la famille et recevaient tout de même d'un maître humain quelque réconfort dans la maladie et la vieillesse, tandis que les esclaves de l'industrie, destinés à enrichir le maître impersonnel qui s'appelle la Société, la Nation, l'État, quand leurs mains sont engourdies par la maladie ou la vieillesse sont abandonnées dans la rue... parce qu'ils sont libres !

Dans cet *antagonisme*, chacun offre le *minimum* pour obtenir le *maximum*. De cette lutte entre l'*offre* et la *demande* naît un premier élément pour déterminer la valeur. La *concurrence* en fournit un second. Du point de vue économique la société est donc une *guerre de tous contre tous* : guerre entre les producteurs, guerre des producteurs contre les acheteurs, guerre d'une société contre une autre pour en absorber la richesse au moyen d'un système de douanes bien compris. Dans cette guerre, chacun recevra des coups, et des coups terribles. Aussi la prudence veut-elle qu'on essaye une paix factice. On ne fera pour autrui que ce qui sera strictement nécessaire pour vivre soi-même en paix et se procurer les avantages de la société. Mais tandis que tout le monde veut jouir beaucoup et sacrifier le moins possible ses aises, la nature de la société est telle que celle-ci ne peut subsister que

par la subordination de l'individu au *bien commun*. Donc l'indépendance de l'individu et l'appétit de jouissance, tout en ayant besoin de la société pour se protéger contre l'égoïsme d'autrui, combattent la société qui s'oppose à leur propre égoïsme. Voici donc l'homme en société condamné à une contradiction perpétuelle, prêchant aux autres le devoir de se sacrifier pour le bien commun et mettant lui-même en pratique le droit de ne rien sacrifier, si ce n'est sous la contrainte de la force !

Mais si chaque citoyen se guide d'après ce principe, comment la société sera-t-elle possible ? On se résignera donc à établir un pouvoir chargé de déterminer par des *lois* ce que chacun doit sacrifier, et puisque chacun trouverait toujours excessif le sacrifice qui lui est imposé, on attribuera à l'autorité une *force* supérieure à laquelle chacun devra nécessairement céder.

La société devra réaliser autant qu'elle le pourra les intentions des citoyens, qui se sont associés pour jouir de toutes les commodités qui manquent au solitaire. Pour cela il faut qu'elle soit riche. Le premier devoir du gouvernement sera donc d'enrichir indéfiniment l'*Etat*, entité d'ordre idéal, par l'augmentation illimitée des impôts, en se souciant peu des individus, qui pensent chacun à leurs propres intérêts. Idée essentiellement socialiste, sous-jacente à cette théorie dérivée du moi indépendant ; c'est ce qui explique l'impuissance de tous les efforts des économistes contre le socialisme. Comment pourraient-ils repousser la conséquence, alors qu'ils soutiennent le principe ?

De quelle manière se fera la *distribution* de la richesse ? Étant donnés les principes de l'individualisme, elle se fera en *proportion des forces*. Si les forces étaient *égales*, le *communisme* serait dans la logique des choses. En fait les forces intellectuelles et physiques, les fortunes, les réputations, les relations, l'audace, etc., sont *inégaies*. Ceux qui gouvernent, étant les plus forts, diront : l'*Etat*, *c'est moi*, et ils se feront la part du lion. Au peuple, on ne donnera que ce qui est requis pour qu'il ne succombe pas sous le poids du travail ; sinon où trouver des bras pour augmenter la richesse ? Mais en lui donnant le nécessaire, on se gardera bien de rien lui donner de superflu, sinon il ne voudrait plus travailler. Qu'il mange, soit, mais tout juste assez pour ne pas mourir de faim. Dès lors, puisque chacun, en proportion de ses forces, tire à soi la richesse publique, aux riches une plus grande richesse, aux puissants une plus grande puissance, aux pauvres et aux faibles une plus grande pauvreté et une plus grande faiblesse.

c) **L'économie chrétienne.** — Mais, la force n'étant pas le droit, l'indépendance de chaque individu continue à subsister en droit ; sous le joug d'un ordre apparent et purement matériel, c'est donc l'anarchie. A l'économie ainsi comprise s'oppose l'économie de l'ordre. L'ordre véritable n'est pas la conservation pure et simple de ce qui est établi, due à la paresse ou à l'impuissance, sorte de léthargie ou de paralysie sociale ; il repose sur un principe moral. L'homme dépend de son Créateur dans son être ; il doit donc en dépendre aussi dans son action. Il sera dans l'ordre s'il réalise l'intention de la volonté créatrice. Le premier problème à résoudre est un problème téléologique. Les hommes sont tous

par Dieu, à Dieu et pour Dieu. Voici la notion vraie de la liberté, conçue en fonction de la finalité. L'homme a Dieu pour fin ; il ne dépend donc pas de l'homme. L'homme a Dieu pour fin ; il a donc le devoir, et par conséquent le droit, de l'atteindre, en se servant des moyens établis par la Sagesse divine et manifestés par la sagesse humaine qui en est un reflet, c'est-à-dire la raison. Cela est également vrai de tous les hommes. Cette uniformité d'origine, de sujétion et de destin (sans parler de notre fraternité surnaturelle) oblige chacun d'eux à vouloir pour autrui l'accomplissement du dessein divin, comme il le veut pour lui-même. C'est maintenant le règne du droit et non plus celui de la force.

D'après ce système, le corps est assujéti à l'âme dont il est l'instrument et c'est de là que lui vient sa noblesse ; il a sa part dans les opérations par lesquelles l'homme exécute le plan de la Providence. C'est aussi de son intégration dans cette collaboration générale que la possession des biens terrestres tire sa légitimité. En résumé, dans sa marche vers Dieu, l'homme, pour être fidèle à sa vocation, recrute toutes les créatures ; il les assume, se les associe, les fait coopérer à sa mission qui a Dieu pour terme et leur communique ainsi quelque chose de sa dignité, qui est celle d'une personne, devenue par la grâce enfant de Dieu. Il les prend, se les approprie pour les offrir à son Père, par l'intermédiaire du Christ qui est prêtre par l'union hypostatique de la nature divine et de la nature humaine. Ce ne sont pas seulement les cieux qui chantent la gloire de Dieu ; tout l'univers participe à ce concert, sous la direction de l'homme, qui prête sa raison aux autres créatures et les marque de son empreinte ; c'est une lyre immense dont les cordes innombrables célèbrent par leur harmonie les louanges de l'Artiste qui les a créées. *Gloria in excelsis Deo et in terra pax*, la paix qui est la tranquillité de l'ordre.

De ces principes découle une série de corollaires touchant le respect du bien d'autrui, la liberté du travail, les fonctions régulatrices de la justice et de la charité, la soumission à la hiérarchie, etc. Un de ces corollaires, particulièrement important, a trait au rôle incombant à l'autorité en ce qui concerne la richesse publique. Cette dernière a un double but : 1° elle empêche la multitude des citoyens de manquer des biens nécessaires ; 2° elle procure au gouvernant les moyens d'accomplir les œuvres sociales proprement dites. Ces deux objectifs doivent être poursuivis d'une manière différente. En ce qui concerne la subsistance des citoyens, la fonction du gouvernement est seulement, à titre de cause première, une action large et universelle, qui n'a pour but que d'empêcher la matière de faire défaut et d'assurer à chaque sujet, grâce à une protection opportune, la faculté de s'en approprier une portion convenable ; à peu près comme la Providence conserve dans le monde mille espèces d'aliments, tout en laissant à chaque homme la possibilité de s'en pourvoir selon ses besoins. Au contraire, travailler immédiatement et directement à la conservation du corps social envisagé dans son unité organique, c'est la fonction propre du pouvoir, fonction dont nul autre ne pourrait s'acquitter convenablement. Et lorsque cette seconde fonction est bien accomplie, elle a pour effet l'accomplissement de

la première, car obtenir qu'aucun administré ne manque de ce dont il a besoin résulte d'un bon système d'administration. L'État idéal sera celui qui réduira au minimum les impôts et la coercition légale. Il serait absurde, sous prétexte de mettre les citoyens dans l'aisance, de commencer par leur extorquer leur argent pour le dépenser en des entreprises qui ne sont pas nécessaires ; celles-ci peuvent être excellentes si elles proviennent d'un excédent de richesse et non de la faim du pauvre ou de la sueur de l'ouvrier. L'abondance des ressources matérielles est un moyen et non la fin ultime que doit viser le gouvernement ; cette recherche de la richesse a des bornes. L'économie hétérodoxe, par l'espèce de communisme qu'elle introduit en pressurant tant qu'elle peut les particuliers pour enrichir le Trésor, est obligée de multiplier les administrations, qui doivent régler plutôt que produire la richesse. C'est ce qu'on a nommé depuis la bureaucratie. En multipliant les emplois administratifs et les traitements qui leur sont affectés, elle attire l'ambition, la cupidité, voire la paresse des jeunes gens : c'est le fonctionnarisme qui entrave l'essor économique et charge lourdement les finances publiques.

d) **Matière, but et limites de l'économie sociale.** — L'économie a pour *matière la richesse*, au sens strict et non au sens métaphorique, c'est-à-dire les *choses* qui sont considérées comme des biens pour l'homme, à l'exclusion des valeurs spirituelles. Ce qui sert *directement* (le mot est important) à l'entretien du corps, sera du ressort de l'économie. Il ne faut pas ranger l'homme parmi les instruments de travail, les capitaux, etc. ; ce serait avilir la nature humaine (les économistes ne sont pas toujours à l'abri de ce reproche, ce qui est paradoxal, puisqu'ils proclament l'anthropocentrisme). C'est qu'en effet, si la personne humaine, comme toute créature, a Dieu pour fin, elle est elle-même une *fin* pour les êtres non doués de raison. Le gain n'est donc pas ce qu'il importe d'assurer d'une manière inconditionnée ; il faut d'abord se demander quel est le salaire nécessaire à la vie de l'ouvrier.

Cette matière, *sous quel aspect* l'économie doit-elle l'envisager ?

La Providence dicte à l'individu lui-même sa loi, par l'intermédiaire de l'instinct qui s'exerce sous la pression du besoin. L'individu trouve un remède à sa propre insuffisance dans l'affection de ses consanguins ; le milieu naturel qu'est la famille lui fournit le secours qui lui est nécessaire. Mais alors, quelle sera la fonction de l'autorité publique ? L'autorité gouverne directement les hommes vivant en société. Or les choses sont au service des hommes. Donc par son influence immédiate sur les hommes elle acquiert un droit sur la disposition des choses, droit qui se présente sous une double forme : 1^o elle règle les sujets dans l'usage des choses, de telle sorte que dans la production, la distribution, la conservation de la richesse ils respectent leurs droits (justice commutative) et ceux de la société (justice sociale). Elle sauvegarde tout particulièrement les droits des pauvres et des faibles qui sont le plus exposés au danger de devenir victimes des abus. Elle corrige ainsi par son intervention les imperfections provenant des inégalités accidentelles, en garantissant la justice due à des personnes essentiellement égales ; 2^o elle veille à ce que la

quantité et la qualité de richesse que requiert le bien public soient assurées.

On peut donc définir l'économie sociale : la science qui traite des causes naturelles par lesquelles le pouvoir public dirige, suivant les exigences de la morale, ses sujets dans l'usage de leurs biens, du point de vue tant *civique* (relations mutuelles entre les citoyens) que *politique* (contribution au bien du Tout social).

Ce n'est donc pas une science de pure observation, comme les sciences dites naturelles, mais une science *normative*, ordonnatrice ; elle ne constate pas seulement des faits, elle les juge au nom d'un idéal supérieur.

Elle n'a pas pour but d'étudier la production de la richesse, si ce n'est d'une manière tout à fait secondaire ; elle suppose les hommes déjà produisant et les choses déjà produites ; autrement elle envahirait le domaine d'autres sciences (par exemple de la chimie, la mécanique, l'agronomie, etc.) ; en cas de besoin, elle pourra avoir recours à ces sciences, à titre subsidiaire, pour leur faire des emprunts ; celles-ci, pour tel ou tel point précis, deviendront ses auxiliaires, mais elles en demeureront parfaitement distinctes.

Par ce qui a été dit plus haut, on voit que l'économie se rattache à la morale comme une science subalterne à une science principale ; elle lui est *subordonnée* comme l'astronomie l'est aux mathématiques. En effet, elle traite de la richesse, qui se réfère au corps, mais l'homme tout entier, âme et corps, tend à sa fin dernière par une vie conforme à sa nature considérée en toute son intégrité, telle que la raison la fait connaître. Non seulement elle ne peut contredire la morale, mais elle ne peut en faire abstraction sous peine d'être mutilée, de se voir privée de son élément principal ; elle doit non seulement la respecter d'une manière extrinsèque, mais en tirer sa propre existence, car elle est en elle-même *essentiellement* morale. Toutefois, bien qu'inséparable de la morale, elle ne se confond pas avec la morale, d'où elle dérive, car elle applique les principes qu'elle y a puisés à un objet spécial bien déterminé (la richesse).

La véritable économie ne se résout donc pas en un simple équilibre de forces, en un compromis entre les divers intérêts ; elle modère (au sens complexe du verbe latin *moderari*) les appétits humains par la raison ; l'autorité n'exerce sa contrainte que pour satisfaire les exigences de la raison. C'est l'économie de l'ordre.

e) **Les puissances motrices de l'homme.** — Les économistes pré-supposent à tort que l'homme ne peut agir que par intérêt et que l'intérêt légitime tous ses actes. C'est à la fois tronquer la psychologie et l'histoire, et nier la morale. La véritable économie doit recevoir comme des données *toutes* les « puissances motrices » de l'homme et mesurer leur influence du point de vue économique. Ces puissances sont au nombre de trois : 1^o l'intérêt, qui n'envisage que le Moi, pour satisfaire un appétit subjectif ; 2^o la raison, par laquelle l'homme voit dans ses *semblables* une nature humaine toujours identique et une égale dépendance à l'égard du Créateur, source de la justice ; 3^o la religion, inspirant des sentiments de pitié, de bienveillance, de générosité, de charité. Le gouvernant

doit rechercher comment, en combinant les impulsions de ces trois facteurs, on peut obtenir un bon état de la richesse publique.

Taparelli attache à cette idée une grande importance puisque c'est elle qui, d'après lui, doit fournir le plan tripartite d'un traité d'économie. En effet, il critique la division habituelle de l'économie en production, circulation, distribution et consommation de la richesse. Selon lui, c'est là une division purement logique, laissant des incertitudes continuelles, car en réalité ces éléments sont perpétuellement mêlés : la plupart du temps, la consommation d'une marchandise est la production d'une autre marchandise et en même temps la répartition d'un gain. Ainsi, par exemple, l'agriculteur qui mange son pain, consomme l'œuvre du boulanger, produit une augmentation au capital de ses propres forces et participe pour sa part au fruit du champ qu'il a fécondé de ses sueurs. Dans quelle catégorie devra-t-on ranger son acte ? Dans la production, la répartition ou la consommation ? Il y a un certain flottement quand on utilise concrètement cette division théorique.

f) **Conclusion** — En résumé, on pourrait dire que, si l'on réfléchit au sens profond de toute la doctrine exposée, l'économie politique se réduit en définitive à parfaire la *liberté* (la liberté authentique, et non sa contrefaçon, idole du « libéralisme »), c'est-à-dire la possibilité pratique pour l'homme d'exercer efficacement ses droits, qui eux-mêmes résultent du devoir primordial qu'il a de tendre à sa fin.

*
* *
*

Parmi les opuscules de Taparelli, outre ceux que nous avons déjà eu l'occasion de citer au cours de cet ouvrage, et sans compter les tirés à part de la *Civiltà* et de quelques journaux siciliens, les principaux sont extraits de la revue napolitaine *La Scienza e la fede*, où Taparelli écrivit quelquefois, entre 1841 et 1847, quand il était à Palerme, notamment : *Confutazione del principio di morale de Geremia Benham* ; *Sull'entusiasmo costituzionale del Sig. Cousin* ; *Del celibato cattolico : l'Autore delle « Idee sulla popolazione »* (livre de F. P. Perez ; cf. *infra*, p. 314 et 315, note 170) ; *Intorno alla Lettera di Francesco Forlì (Ginevra, 1843)*. *Lettere di un giovane italiano all'Editore* ; *Sulla teoria di Kant intorno alla società religiosa*.

Les archives de la *Civiltà Cattolica* conservent divers écrits inédits de Taparelli, dont la somme est assez imposante ; la plupart de ces manuscrits ne sont pas autographes. Ils ont trait à la philosophie, la politique religieuse, l'histoire, la spiritualité, l'économie, etc. Ce sont des notes, brouillons d'articles, analyses d'ouvrages, plans de sermons et de méditations, etc.

Enfin, disons un mot de la correspondance de Taparelli. Nous ne parlerons que des lettres qui émanent de lui, et non de celles qu'il a reçues. En 1920, Adolfo Colombo a imprimé en appendice à ses *Carteggi e documenti diplomatici inediti di Emanuele D'Azeglio* (Torino, Bocca), 32 lettres de Taparelli (presque toutes à ses frères Roberto et Massimo), conservées soit à l'*Archivio Azeglio*,

à Saluces, sait à l'*Archivio Torelli*, à Novare. Eugenio Di Carlo a publié quelques lettres de Taparelli en divers périodiques ou opuscules, mais surtout dans *Un carteggio inedito del P. L. Taparelli D'Azeglio coi fratelli Massimo e Roberto*, Roma, A. R. E., 1926, 37 lettres, dont la plupart lui ont été communiquées par la marquise C. Coronaro Ricci D'Azeglio (fille de Matteo Ricci et d'Alessandrina D'Azeglio), — et aussi dans : *Lettere inedite del P. L. Taparelli D'Azeglio a Luisa e Massimo D'Azeglio*, Aquila, Vecchioni, 1927, (extrait de la *Rassegna Storica del Risorgimento*, anno XIX, fasc. II, anno 1927), des lettres provenant de l'*Archivio Storico Cittadino di Livorno*. (Le P. Pirri n'en a reproduit aucune dans ses *Carteggi* cités ci-dessous, qui étaient probablement déjà composés ; néanmoins il les mentionne dans sa bibliographie). Mais l'*epistolario* de beaucoup le plus important est celui que le P. Pirri a fait paraître en 1932 dans la *Biblioteca di Storia Italiana recente* (volume XIV) sous les auspices de la *R. Deputazione sovra gli studi di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia : Carteggi del P. Luigi Taparelli D'Azeglio*, Torino. Fratelli Bocca. Il comprend 238 lettres de Taparelli, adressées à 75 destinataires, et qui étaient, pour la très grande majorité, inédites. Parmi les sources les plus fréquemment indiquées, je relève : surtout les archives de la *Civiltà Cattolica*, puis les Archives générales de la Compagnie de Jésus, le fonds Cantù de la Bibliothèque Ambrosienne. C'est cet *epistolario* que j'ai si souvent cité au cours de mon travail, et c'est grâce à lui que Taparelli peut nous paraître aussi attachant. Enfin, j'ai moi-même publié et annoté dans la *Rassegna Italiana* (septembre 1937, p. 684 et suiv.) 6 lettres inédites de Taparelli, dont les originaux sont à la *Biblioteca dell' Ateneo di Salò* ; la *Biblioteca Estense*, Modena ; la *Biblioteca Roncioniana*, Prato ; la *Biblioteca Nazionale centrale*, Firenze.

CHAPITRE VIII

Esquisse des points saillants de la doctrine de Taparelli

Théorie de l'être social. L'autorité ; la liberté. Le contrat social. La représentation populaire. — Triple origine du pouvoir et de la société. Le droit hypotactique. — L'ordre civique ; le droit pénal. — L'ordre politique. La résistance à l'autorité. Les divers pouvoirs ; leur séparation. — L'ordre international : en temps de paix ; en temps de guerre ; vers une société des nations. — La société chrétienne ; la société domestique ; les divers stades de civilisation.

Il convient maintenant de donner un aperçu du contenu doctrinal des œuvres de Taparelli, en insistant sur ce qui mérite d'être mis en relief. Nous prendrons pour guide le *Saggio*, en recourant quelquefois aux passages parallèles du *Corso elementare*, ou à l'*Esame critico*, qui, dans la pensée de l'auteur lui-même, devait être un complément du *Saggio*, et en mêlant des réflexions personnelles, par manière de commentaire. Le *sommario* imprimé à la fin du *Saggio* reproduit les sous-titres des divers articles ou paragraphes ; mais l'ensemble de ces sous-titres ne suffit pas, car, s'ils aident parfois à mieux comprendre le texte quand celui-ci est obscur, parfois aussi ils semblent ne pas avoir de rapport bien net avec lui et ils sont en eux-mêmes un peu énigmatiques. Je doute, partageant en cela l'opinion d'E. Di Carlo¹, que l'*Epilogo ragionato* qui récapitule tout le *Saggio* sous la forme d'une énumération de thèses, puisse rendre grand service à ceux qui ne connaissent pas déjà cet ouvrage. Après avoir, dans le chapitre précédent, donné le plan et fait la description des ouvrages de Taparelli, je crois que la meilleure manière de résumer sa doctrine est de parcourir le *Saggio*, comme ferait un conférencier, en tournant les pages qui n'offrent pas un intérêt spécial et en s'arrêtant pour dégager les idées maîtresses² ; on ne pourrait se contenter de choisir quelques sujets en les isolant absolument du reste qui constitue un ensemble cohérent, doué d'une unité organique : une telle vivisection risquerait d'en donner une intelligence trop fragmentaire. Ce procédé a pour inconvénient l'irrégularité des développements : mais pourquoi vouloir tout égaliser ? C'est délibérément que je tombe dans le défaut opposé à celui que je reprochais à Taparelli³. Sans avoir le dessein de faire une anthologie proprement dite, je transcrirai quelques morceaux pour ceux qui ne peuvent lire les œuvres elles-mêmes.

La *Première Dissertation* est un traité classique de morale fondamentale. Bien qu'elle soit d'une importance primordiale⁴, nous passerons rapidement, car Taparelli n'a ici rien de bien original si on le compare à tel ou tel théologien. Partant des exigences de la métaphysique et se distinguant ainsi radicalement des positivistes, il élucide les concepts de bien, de félicité, de perfection, de liberté, de sens moral, la moralité des actes humains, les devoirs de l'homme envers Dieu et envers soi-même.

La *Deuxième Dissertation*, intitulée : *Théorie de l'être social*⁵, envisage la nature de la société. Le début est fort intéressant :

« Dans la théorie du droit naturel, on a coutume de considérer les devoirs des hommes entre eux antérieurement à toute idée de société ; l'on procède ainsi quand on regarde la société comme l'effet d'une simple convention humaine. Or, ce fait d'une convention sociale est très contestable, et plusieurs même de ceux qui le prennent pour point de départ, avouent que ce fait n'est qu'une fiction de droit, *factio juris*⁶. Quant à moi, je ne puis me résoudre à baser sur une simple fiction les relations humaines les plus importantes et les plus sacrées, et je crois devoir leur donner un fondement plus solide dans la réalité des faits ; ces faits nous sont révélés par l'analyse de l'idée qu'éveille en nous le mot *société*⁷, et par la comparaison de cette idée avec l'état naturel de l'homme sur la terre.

« C'est le motif qui me fait d'abord considérer les hommes comme formant déjà une société, pour traiter ensuite des devoirs qu'ils ont entre eux. Pourrait-il y avoir des devoirs mutuels sans des relations préalables également mutuelles ? et ces relations peuvent-elles exister sans qu'il y ait préalablement un lien entre les hommes ? ce lien ne suppose-t-il pas un ordre, des lois ? et ces lois un législateur, une autorité ? mais des êtres raisonnables unis entre eux sous une même autorité, n'est-ce pas l'idée même et le fait de la société ?... Le droit social... résultant d'un état d'agrégation, d'association, qui dépend de l'action libre de l'homme, il nous faut, avant tout, reconnaître et expliquer la notion, l'existence de la société, pour pouvoir ensuite déterminer les lois, les devoirs et les droits ».

Chaque être intelligent formant déjà par lui-même un individu complet, la réunion de plusieurs êtres intelligents ne forme pas une unité, mais une pluralité. Or une multitude ne constitue pas par elle seule un corps social, pas plus qu'un amas de grains de marbre n'est une statue : pour établir l'unité dans cette pluralité, il faut un lien ; ce lien ne peut être ni l'espace ni le temps, puisque l'intelligence ne peut être bornée ni par l'un ni par l'autre ; seul un matérialisme grossier peut considérer la société comme une simple juxtaposition locale, en négligeant le fait que plusieurs sociétés voient leurs membres se répandre dans des lieux très éloignés et former cependant un seul tout moral. Pour bien comprendre la nature du lien social, il faut considérer qu'il y a deux facultés essentielles à la nature intelligente, l'entendement et la volonté. Ce qui lie ces deux facultés sera nécessairement le principe d'unité qui doit lier les êtres moraux. Or nous savons que l'entendement ne peut être lié que par le vrai et la volonté par le bien.

Ainsi toutes les fois que plusieurs êtres moraux dirigés par la connaissance d'une même vérité se trouvent moralement forcés de tendre ensemble à l'obtention d'un même bien, on peut dire qu'il y a entre eux unité⁹.

Le concept de société renferme donc essentiellement l'idée d'une fin unique, qui est l'objet d'une même connaissance et qui produit l'union des volontés⁹. L'identité de fin existant en fait par une coïncidence même non fortuite ne suffit pas : il faut aussi la communauté d'intention consistant en ce que chacun manifeste aux autres son dessein et est disposé à les aider et à se faire aider par eux. L'individu participe à un effort collectif qui, en tant que tel, suppose une réciprocité de services. Sans ce concours mutuel il n'y a pas de société véritable. Si tendre à une fin rend nécessaire l'emploi de moyens destinés à procurer l'obtention de cette fin, par sa nature même la société exigera la coordination des moyens. On voit dès lors le rôle que devra jouer l'autorité dans la constitution même de la société¹⁰.

Unité de fin, accord des intelligences, union des volontés, coordination des moyens, tels sont donc les éléments de l'être social.

La société provient-elle de la nature, ou bien de la volonté humaine ? Sur ce point les opinions philosophiques se partagent en deux classes. Taparelli, selon sa méthode habituelle¹¹, découvre dans la société un double élément : une idée universelle nécessaire et une application concrète et contingente. Les devoirs de l'homme envers ses semblables naissent du principe général : *fais le bien*, combiné avec les faits naturels qui manifestent la volonté du Créateur : les autres ayant la même nature que moi, je dois leur procurer ce que je dois me procurer à moi-même ; la maxime fondamentale de la vie sociale sera : *Aime ton prochain comme toi-même*. Taparelli démontre sans peine que l'homme est essentiellement sociable. La rencontre accidentelle de deux hommes dans un désert crée aussitôt entre eux un embryon de société ; vu l'accroissement du genre humain, la multiplication des contacts est mathématiquement certaine. D'ailleurs, c'est au sein de la société conjugale que nous recevons la vie et nos parents nous restent nécessaires dans nos premières années. L'enchevêtrement des besoins les plus variés et des moyens d'y porter remède force les hommes à s'associer. Ainsi, pour les personnes associées, la société est un moyen et non une fin, ce qui exclut radicalement ce que nous appelons aujourd'hui le « totalitarisme »¹².

De l'idée de société, Taparelli passe à l'idée de *droit* et l'analyse avec tout le soin qu'on peut attendre d'un héritier de la tradition romaine.

Nous avons déjà remarqué¹³ chez Taparelli une conception analogue à celle qui, fort heureusement, est en faveur aujourd'hui. Voici quelques lignes qui confirment ce que nous disions :

« Quand nous nous imposons un devoir, quand nous acquérons un droit, ce n'est pas nous qui formons, qui fondons ces liens sacrés du devoir et du droit ; nous fournissons seulement la condition matérielle de l'un et de l'autre ; nous entrons spontanément dans une relation qui, en elle-

même, est irrévocablement déterminée par l'ordre naturel à nous imposer un devoir, à nous accorder un droit à l'égard d'un tiers. Et de même que nous pouvons entrer dans ces relations matérielles à notre insu, sans les vouloir ni les comprendre, de même aussi nous pouvons contracter des devoirs ou des droits malgré nous, sans les connaître, sans en comprendre la portée. Il suit de là que certains droits sont *inaliénables* ; si tous les droits n'étaient créés que pour un avantage purement individuel, ils pourraient tous être aliénés... Mais les droits qui naissent de l'ordre, tendent le plus souvent à procurer le bien commun, et, par conséquent, ils ne peuvent disparaître qu'avec la société elle-même ; ils existent indépendamment de la volonté des particuliers... »¹⁴.

L'idée de droit nous conduit à celle de *justice*. Mais quels sont donc les rapports entre l'homme et l'homme ? Si l'on considère les hommes d'une façon abstraite, selon leur définition d'animaux raisonnables, ils présentent une identité de nature spécifique : c'est, si l'on peut dire, le type d'humanité tiré à plusieurs exemplaires. Mais en réalité, il n'existe que des hommes concrets, en chair et en os, et considérés sous ce nouvel aspect, ils présentent des inégalités évidentes, nombreuses, et d'ordre multiple (âge, taille, santé, force, beauté, richesse, intelligence, science, vertu, etc.). Cette disparité même dérive de la *nature*, car c'est la nature qui forme les individus (à vrai dire, elle ne forme qu'eux ; c'est notre intelligence qui en abstrait la notion d'espèce humaine). L'inégalité entre les droits, fondée sur le fait des différences individuelles, loin d'être en contradiction avec l'égalité spécifique, en est au contraire une conséquence nécessaire, puisque la nature *unique* est la base de toutes les individualités diverses. Aussi, outre la justice commutative, entre les particuliers, qui a pour loi l'équivalence quantitative, il y a, dans l'ordre social, la justice distributive, qui proportionne les fonctions par rapport au bien commun.

La nature des choses étant immuable, les droits naturels en soi ne changent pas. D'autre part, l'ordre¹⁵, comme la raison qui le représente, ne peut se contredire. En cas de conflit entre les droits, l'un d'eux, par l'effet de la collision¹⁶, reste suspendu ; c'est tout relatif. Son action n'est pas annulée, mais seulement arrêtée par la rencontre d'un droit plus fort, dans la mesure exacte où il y a opposition entre ces deux droits en présence¹⁷. On pourrait comparer cela aux forces physiques qui se font échec, en vertu même des lois qui les régissent. — Il en est tout autrement quand ce sont les *titres* mêmes des droits qui sont en cause. En ce cas, les titres étant des *vérités* sur lesquelles sont basés les droits, il y a incertitude. Or ce qui est douteux ne peut prétendre s'imposer ni par soi-même créer un droit, tandis que la collision des droits suppose l'existence de deux *pouvoirs* déjà créés par l'ordre appliqué aux *faits* ; tant que les faits subsistent, ces pouvoirs subsistent également.

Après s'être étendu sur les devoirs sociaux les plus généraux, Taparelli parle de l'*autorité* (considérée dans l'abstrait). Les hommes se réunissent en sociétés : c'est là un fait qui tient à l'essence même de l'homme ; or ce fait social est toujours accom-

pagné d'un autre fait : en toute société il y a une autorité. Ce phénomène est étrange, étant donné notre amour spontané de la liberté et la prépondérance de la masse par rapport au petit nombre des chefs. Comment expliquer ce fait universel sinon en recherchant son principe dans la nature même, abstraction faite de ce qu'y ajoutent les circonstances concrètes ? Les membres d'une société sont des êtres intelligents et libres qui s'unissent dans la poursuite d'une fin identique. Mais le problème consiste à maintenir cette unité dans le choix des moyens pour atteindre cette fin : en général, ceux-ci ne s'imposent pas avec évidence ; beaucoup d'entre eux sont indifférents ; d'où divergences possibles, sinon probables ou même certaines. Or la perfection sociale requiert la coordination des moyens. Il faut donc un principe d'unification capable d'obliger : c'est l'autorité. Son rôle n'est pas seulement négatif (réprimer les abus), comme dans la conception de l'*Etat-gendarme*, mais il consiste à diriger positivement vers le bien.

Pratiquement, l'autorité est une condition *sine qua non* pour l'obtention effective de la fin sociale, ainsi que le dira Léon XIII dans l'encyclique *Immortale Dei* (1^{er} novembre 1885) : «...non potest societas ulla consistere, nisi si aliquis omnibus præsit, efficacis similique movens singulos ad commune propositum impulsione ». Sans chef la multitude des individus ne serait pas associée. L'essence de la société¹⁸ c'est la « *conspirazione sociale* », la synergie ; cette essence exige un principe de coordination. Sans doute, c'est le concours en vue d'une même fin qui donne l'« être social », mais c'est l'autorité qui fait ce concours ; elle réalise l'unité et l'on peut donc dire aussi¹⁹ que c'est elle qui donne l'« être social » et le conserve. Elle est un principe *essentièl*²⁰, antérieur à la volonté humaine, comparable à ce qu'est le principe vital chez les êtres animés, la force dans le corps, principe *intrinsèque*²¹ (tandis que la fin est un principe *extrinsèque*), qui peut être appelée la *forme*²², selon le vocabulaire employé en philosophie scolastique pour la constitution des corps. Mais cette dénomination analogique déplaît à certains auteurs, tels que Mgr Ottaviani²³, présentement Assesseur du Saint-Office, qui cite un passage de Macksey²⁴, renvoie à Cathrein²⁵ et Solieri²⁶, et conclut par ces lignes : « Si quæ igitur analogica attributio nominis formæ fieri placuerit, hæc verisimilior erit si pars formalis societatis *habeatur consensus voluntatum ad eundem finem conspirantium*, cuius conspirationis efficax et necessarium, sed extrinsecum, elementum est auctoritas ». Vareilles-Sommières était déjà de cet avis : « Pour employer à notre tour la langue scolastique, la *matière* de la société est bien un certain nombre d'individus ; mais la *forme*, c'est l'union des efforts en vue d'un but commun, ce n'est pas l'autorité. L'autorité est seulement un *moyen* indispensable pour beaucoup de sociétés, notamment pour la société civile. Dans ces sociétés... quelles que soient les premières apparences, la société précède toujours l'autorité, qui est sa conséquence et non sa cause »²⁷. Mais l'argument invoqué par Macksey²⁸ ne me paraît pas probant, car il peut y avoir causalité réciproque, dans des genres différents de causalité²⁹,

sans priorité chronologique. Taparelli a écrit : « Essenziale alla società è l'autorità : ben poss'io dunque considerare successivamente i costitutivi : ma la lor separazione è puramente logica. Nel fatto tutti essi debbono coesistere nel momento medesimo »³⁰ ; « l'autorità spunta colla società »³¹ ; « contemporanea alla società è l'autorità »³². Toutefois, au lieu d'assimiler, comme le fait Taparelli, l'autorité à la forme *substantielle*, peut-être serait-il plus exact d'en faire une forme *accidentelle*³³.

L'autorité n'est pas une *somme* de droits individuels³⁴ ; c'est une entité qui est bien différente d'eux, quoiqu'elle les présuppose puisqu'elle a en eux sa racine.

Le supérieur ne doit pas être confondu avec le patron, car il commande pour le bien social, tandis que le second commande pour son propre avantage. De là une conséquence importante pour la dignité humaine³⁵, malgré son apparence paradoxale : le serviteur est naturellement égal à son maître, car il travaille en vertu d'un contrat bilatéral, tandis que le sujet est naturellement inférieur au gouvernant, puisqu'il lui obéit en vertu d'un devoir imposé par la nature, sans que sa volonté ait eu à choisir. Mais c'est précisément pour cela que la condition du serviteur est réputée vile : on semble se dégrader en acceptant, sans y être nécessité par la nature elle-même, de travailler pour le bien d'un autre homme, qui est notre égal. Au contraire, la dépendance du sujet, parce qu'elle naît de la nature, ne le diminue pas, mais le perfectionne : en effet, il n'obéit pas à une autorité purement humaine, ni d'ailleurs à soi-même, mais à la nature et à son Auteur.

On entend souvent dire que le souverain existe pour le bien de ses sujets³⁶ : cela est vrai de l'autorité dont il dispose, mais non de lui-même en tant que personne humaine, car il garde le droit d'agir, d'une façon privée, pour son bien particulier.

L'autorité, dépouillée de tous les abus auxquels, trop souvent, son exercice donne lieu et qui la rendent plus ou moins odieuse, n'est pas un mal nécessaire auquel on se résigne, (ni un châtement consécutif au péché originel, suivant une opinion attribuée par certains à Alexandre de Halès et à saint Bonaventure), mais, par sa nature, un bien qu'on appelle³⁷. Comme les ailes pour l'oiseau elle est un *onus exonerans*. Loin d'être deux puissances ennemies, le peuple et le souverain doivent s'aimer réciproquement³⁸.

Sur cette question des rapports du chef et de ses sujets, citons un texte de Joseph de Maistre³⁹ auquel Taparelli renvoie explicitement⁴⁰. : « On a souvent demandé si le roi était fait pour le peuple, ou celui-ci pour le premier ? Cette question suppose, ce me semble, bien peu de réflexion. Les deux propositions sont fausses prises séparément, et vraies prises ensemble. Le peuple est fait pour le souverain, le souverain est fait pour le peuple ; et l'un et l'autre sont faits pour qu'il y ait une société.

« Le grand ressort, dans la montre, n'est point fait pour le balancier, ni celui-ci pour le premier, mais chacun d'eux pour l'autre ; et l'un et l'autre pour montrer l'heure.

« Point de souverain sans nation, comme point de nation sans souverain. Celle-ci doit plus au souverain que le souverain à la nation, car elle lui doit l'existence sociale et tous les biens qui en

résultent ; tandis que le prince ne doit à la souveraineté qu'un vain éclat qui n'a rien de commun avec le bonheur, et qui l'exclut même presque toujours ».

Si c'est par contraste que l'autorité nous fait penser à la *liberté*, cela tient à la façon erronée dont nous comprenons habituellement la liberté. Il y a là toute une rééducation à faire. Sans doute, tout le monde condamne la licence, mais quand on est prié de la définir, on répond qu'il y a licence lorsque la liberté des autres gêne la nôtre. Tout se réduirait donc à un simple règlement de police destiné à maintenir l'équilibre entre des forces coexistantes affectées du même coefficient. L'article 4 de la *Déclaration des droits de l'Homme* disait déjà dans le même sens : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi ». En réalité, il y a là une vue trop étroite. Si Dieu n'avait créé qu'un seul homme, celui-ci n'aurait évidemment pas eu de devoirs envers ses semblables, supposés inexistantes, mais n'étant pas une fin en soi, il n'aurait pas eu le droit de faire « tout ce qui lui serait passé par la tête ». N'étant pas l'Absolu, il aurait eu des devoirs dont l'objet eût été Dieu et soi-même, d'où, par exemple, défense de blasphémer, de se suicider, etc. Ces mêmes devoirs, nous les avons aussi. Souvent nous avons le tort de ne prendre garde qu'aux conséquences sociales de nos actes (en les estimant, selon nos convenances, pour chaque cas particulier, et d'après leur influence prochaine), sans tenir compte de leur valeur intrinsèque sur le plan ontologique. Ainsi nous n'avons pas plus le droit d'adhérer volontairement à l'erreur que de commettre le mal, car l'intelligence est une faculté relative au vrai, qui est objectif⁴¹. Il y a des péchés de l'esprit. En ce sens la « liberté de pensée » n'existe pas. Il nous faut donc réintégrer la notion de liberté dans celle de finalité. Montesquieu a eu le mérite d'écrire : « La liberté consiste à pouvoir faire ce qu'on doit vouloir, et à ne pas être contraint de faire ce qu'on ne doit pas vouloir »⁴². Cet aspect téléologique nous fait comprendre que la conciliation de la liberté et de l'ordre, loin d'être un problème, est un axiome, car l'ordre est le plein accomplissement du droit, et la liberté la sécurité de ne pas être empêché dans l'exercice de ses droits ; toute violation de l'ordre, d'où qu'elle vienne, est du despotisme, c'est-à-dire usage de la force contre le droit⁴³. L'autorité responsable de l'ordre ne doit pas se contenter d'obtenir le calme extérieur, en aidant à la fois la victime et l'assaillant sous prétexte d'impartialité⁴⁴, mais elle a pour mission de protéger tous les droits authentiques. Ceux des faibles risquent particulièrement d'être foulés aux pieds : c'est donc sur ceux-là surtout qu'il lui faut veiller, car, selon la parole de Lacordaire, « entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ». De même qu'elle préserve l'enfant contre les brutalités, de même doit-elle témoigner sa sollicitude à ceux qui sont incapables de se défendre contre la tyrannie exercée par les sophistes sur les intelligences

débiles ou incultes ou contre les séductions du vice. Le droit (positif) est donc source de liberté⁴⁵, puisqu'il rend l'activité individuelle plus inviolable en la plaçant sous la sauvegarde d'un pouvoir social : « Legum idcirco omnes servi sumus ut liberi esse possimus », disait Cicéron⁴⁶. C'est la même vérité qu'exprimait Bossuet en ces fortes paroles : « où tout le monde peut faire ce qu'il veut, nul ne fait ce qu'il veut ; où il n'y a point de maître, tout le monde est maître ; où tout le monde est maître, tout le monde est esclave »⁴⁷.

Taparelli a exposé d'une façon lumineuse toutes ces idées sur la liberté dans un article de la *Civiltà*⁴⁸, intitulé : *Libertà ed Ordine*, qui fut inséré dans l'*Esame critico*. En voici, d'après la traduction française⁴⁹, les principaux passages :

« J'étais étudiant, et notre professeur nous initiait aux sciences physiques en nous expliquant la chute des corps... Il prit en main une bille d'ivoire, la tint un instant entre deux doigts, puis, les écartant, il la laissa tomber en lui donnant, disait-il, sa liberté... Mais si nous traitions notre professeur comme il a traité cette bille, et que, soulevant et retirant sa chaire, nous le laissions tomber à plomb sur le sol, lui donnerions-nous sa liberté ? Non, certes. Alors pourquoi appeler chute libre celle de la bille et chute violente celle du professeur ?... Cherchons la vérité voilée sous le langage naturel, et demandons-nous quelle est la solution du problème proposé... Chacun me répond : « On ne peut pas appeler libre une chute qui aurait été cause qu'un homme se rompit le cou : car la liberté doit être un bien, et le bien doit être conforme à la nature... Et parce que l'homme par sa nature ne tend pas à se briser le cou, sa chute ne peut être appelée un effet de la liberté ». Cette réponse nous fournit quelque lumière pour notre solution. Pourtant elle ne nous la donne pas tout entière, parce que la chute d'un homme ne constitue pas un miracle, étant chose naturelle et même trop naturelle à l'homme de tomber... La chute de la pierre convient proprement à la pierre considérée dans la plénitude de son être... Il n'en est pas ainsi de la chute de l'homme. Celui-ci ne tombe pas en tant qu'animal sensitif et en tant qu'être raisonnable ; il tombe en tant qu'il est corps et participe par là à la pesanteur de la matière. D'où la conséquence : tomber n'est pas chez lui une tendance ni un effet de la nature humaine, mais seulement de la gravitation des corps. Sa chute sera donc pour lui un accident naturel, mais non un effet de sa naturelle liberté... Prenons un principe d'activité, une force quelconque ; nous la disons libre si elle n'est pas enchaînée par un lien contraire à sa nature. D'où une seule idée générale de la liberté mais autant de libertés différentes qu'il y a d'espèces d'êtres à qui on peut l'attribuer. Libre est la pierre, quand elle tombe, parce que naturellement elle gravite vers le centre de la terre ; libre est l'aréostat⁵⁰ qui monte vers le ciel, parce que selon sa nature il surnage à l'air atmosphérique ; libre la vigne qui n'est point attachée à un échalas, libre le poulain qui n'est point renfermé à l'écurie, et cela toujours pour cette raison que ces êtres vont où la nature les pousse.

« ...La liberté du sage qui délibère, consiste précisément en ce qu'il n'est pas emporté par la fougue de son instinct, mais qu'il peut toujours l'assujettir et à sa propre raison et à celle d'autrui. Car la raison étant la note caractéristique de notre humanité, de notre nature, il est clair

qu'elle est dans l'homme un des éléments essentiels de sa liberté ; ... dans la proportion où, pour agir, votre raison sera plus dégagée, je ne dis pas seulement de la passion et des chaînes, mais des mouvements d'une passion aveugle, dans cette même proportion grandira votre liberté. Voilà le vrai sens de ce mot : liberté. Voilà ce que demanderait le peuple en criant : Vive la liberté ! Il demanderait d'obéir, non, certes, à la force brutale ou à la fougue de ses passions, mais seulement à l'attrait de la vérité et de la justice, unique objet de sa nature⁵¹...

« ...L'homme ne fait aucun sacrifice en entrant en société. En particulier, il ne sacrifie pas sa liberté, puisque ce qui est nécessaire au bien commun n'est pas son bien propre...

« ...La liberté demande essentiellement qu'un être se meuve sans obstacle selon l'impulsion propre de sa nature : or, naturellement l'homme se conçoit d'abord individu, puis famille, enfin société publique ; et ce développement successif de l'humanité idéale correspond à l'évolution historique... S'il est naturel à l'homme de vivre dans ces trois états, il doit avoir respectivement dans chacun une espèce de liberté différente de celle qu'il a dans les deux autres ; et dans chacun⁵² cette liberté devra subir une certaine modification lorsqu'il passera dans un autre état. C'est pourquoi l'on pourra dire moins libre l'individualité dans la famille, moins libre la domesticité⁵³ dans l'État, enfin moins libre la nationalité politique dans la catholicité, qui est l'union de toutes les nations. Oui, l'on pourra parler ainsi, mais à la condition de faire tomber cette diminution sur l'attribut... individu... domestique, etc. et non sur le sujet homme. Car, destiné à toutes ces évolutions sociales, l'homme, loin de perdre, gagne au contraire en passant à chaque nouveau degré... Moins libre est son individualité quand il passe dans la famille, moins libre sa domesticité⁵³, etc... mais plus libre est l'homme lui-même en devenant membre de ces différentes sociétés... L'on ne peut pas dire que l'homme sacrifie sa propre liberté ; puisqu'évoluer en mieux n'est pas un sacrifice ; puisque ce changement est un effet naturel de son passage à une condition meilleure ; ... puisque les liens dont l'homme se charge successivement, en montant à des sociétés plus élevées, sont des liens moraux qui l'aident à perfectionner sa liberté, au lieu de la lui enlever ; enfin, puisqu'en les voyant s'augmenter, il voit en même temps tomber les mille entraves de la servitude matérielle. Voyez le sauvage : si vous le comparez avec un homme, membre de la famille ou de la société civile, etc., vous direz que, chez lui, la liberté de l'individu est entière ; mais vous constaterez aussi de vos yeux combien son esprit et son corps acquièrent de vraie liberté et de vraie perfection, à mesure qu'il multiplie ses relations et les liens moraux qui en sont la conséquence. Dans son antre, le sauvage n'est lié que par la loi de l'honnêteté morale ; mais quel est l'ennemi, la bête féroce, l'élément dont il n'a pas à redouter les attaques ? Qu'il devienne pasteur et qu'il établisse sa tente au milieu des prairies avec sa famille : il sera lié par les devoirs de la société domestique, c'est vrai, mais il sera délivré de mille nécessités qui le poursuivaient au milieu des forêts et le forçaient d'affronter mille périls pour ne pas mourir de faim. S'il quitte la vie nomade pour entrer dans une société politique, il sera lié par les relations civiles, oui. Mais de combien de maux ne sera-t-il pas préservé ? Plus de crainte des ennemis, plus d'inquiétude pour sa nourriture ; et au lieu de privations de toute sorte, les avantages d'une civilisation qui lui procurent le moyen de cultiver les arts, les sciences, etc.⁵⁴

Une ville isolée est moins sûre et moins libre qu'une nation puissante, et si toutes les nations s'unissaient pour réaliser l'idée de cette société parfaite où la morale évangélique régnerait dans l'ordre politique et dans l'ordre international, alors le catholique, lié par toutes les lois morales, domestiques, civiles, politiques, internationales et religieuses, pourrait jouir de la liberté à son degré suprême. Dans les relations correspondant à ces différentes sphères de la société, il serait obligé de vivre selon les sentiments de sa propre nature ; mais il serait en même temps affranchi de tous les esclavages dont ces sociétés sont le correctif. Ni la misère du sauvage, ni l'oppression d'un maître dans la famille, ni la domination d'une féodalité quelconque, ni les séditions et perturbations nationales ne pourraient lui créer d'obstacle durable : il jouirait sans entrave de tous ses droits, si à la tête de cette société universelle se trouvait une autorité infaillible dans ses principes, juste dans ses décrets, irrésistible dans son action. — Nous estimons le citoyen soumis à un code étendu⁵⁵ plus libre que le manant qui ne connaît presque aucun code, mais qui dépend des caprices d'un seigneur. Ainsi devons-nous admettre que le catholique gouverné, mais justement, d'après six ou sept codes, est sept fois plus libre que le sauvage qui n'en soupçonne pas même l'existence⁵⁶. Comment ? dira-t-on. La liberté croîtrait avec le nombre des liens moraux qu'ils imposent ! Non, c'est un paradoxe. Pourtant, il en est ainsi : la répugnance que l'on croit voir ici n'est qu'apparente... croire que l'homme est plus lié et moins libre à mesure que croît pour lui le nombre des relations sociales, c'est confondre le principe avec les objets de son obligation. L'on peut se convaincre de la fausseté de cette idée par la conséquence qui en découlerait : car si quelqu'un fait consister la perfection de la liberté humaine dans l'isolement de toute relation, et si, d'après lui, toute relation nouvelle constitue une nouvelle chaîne, il doit admettre que l'homme libre serait un individu lancé dans le vide, loin de tous les autres et ne gravitant que sur lui-même. — Oui ; mais selon la nature cet homme serait parfaitement deshumanisé !... ».

Concrètement, les sociétés particulières se forment par le fait qu'un certain nombre d'hommes s'unissent pour obtenir un bien particulier. Quels sont donc les motifs de cette association ? Taparelli⁵⁷ confesse que ce problème semble relever plus de l'histoire que de la philosophie, mais il trouve un moyen élégant de se dispenser d'une recherche laborieuse : l'homme ne pouvant agir que dans les limites que sa nature lui a fixées, en étudiant cette nature, on pourra découvrir dans les lois générales qui la régissent certains caractères auxquels toutes les sociétés particulières doivent se ramener. Le premier de ces caractères c'est que toute société est un effet. L'homme, étant un être contingent, dépend toujours d'une cause. Son libre arbitre n'est pas tel qu'il soustraie l'individu à de grandes influences d'éléments extérieurs, même dans son action morale. C'est encore plus vrai de la société. Les anomalies ne peuvent se trouver dans la majorité de ses membres ; l'ensemble des individus doit donc suivre ordinairement les voies de la nature, bien qu'il puisse y avoir parmi eux quelques monstres, et que chaque individu présente quelque défecuosité. Les sociétés sont donc soumises, bien plus que les indivi-

dus, à des lois constantes. D'où l'emploi des statistiques. Ainsi toute société résulte de faits antérieurs. Si ces faits concernent l'origine des sociétés (car ils peuvent aussi concerner leur but ou leurs moyens), ils établissent entre les individus des relations soit nécessaires (par exemple celles d'un fils avec son père), soit libres (les époux se sont eux-mêmes engagés dans les liens du mariage). Il est donc faux de prétendre que pour être légitime, toute association doit être volontaire⁵⁸; sans doute, il est impossible d'associer des hommes sans lier leurs volontés, mais l'obligation ne dépend pas toujours de leur consentement; au contraire, le consentement dépend très souvent de l'obligation: leur volonté cède parce qu'ils sont associés, mais ils ne sont pas associés parce qu'ils l'ont bien voulu. A d'autres points de vue, on distingue des sociétés complètes ou non, privées ou publiques, moralement honnêtes ou mauvaises⁵⁹ (ces dernières tendent à détruire la société universelle), plus ou moins civilisées, égales ou inégales, etc. La société primitive est la société conjugale.

Il est évident que toute société concrète exige une autorité également concrète. Ce fait universel se présente sous des modalités très variées, car il entre un élément humain dans la genèse concrète de l'autorité (l'erreur de Rousseau est d'en avoir fait l'élément unique); on n'a qu'une vue partielle si on l'exclut. Le problème de la détermination de l'autorité requiert deux conditions; aussi combiner la nécessité de l'autorité dans l'abstrait avec le fait humain est-il le seul moyen d'expliquer adéquatement le phénomène social.

Sans doute, l'autorité tire sa force du droit qu'elle a d'obliger des volontés intelligentes et libres, mais si elle oblige et si on lui obéit c'est pour atteindre un but. Il faut donc qu'elle soit capable d'y conduire. Il y a une loi constante en vertu de laquelle la supériorité de droit, *considérée primitivement comme n'appartenant encore à personne et non après l'établissement d'un ordre quelconque de transmission légitime*, va là où se trouve déjà la supériorité de fait: elle tend naturellement à se poser sur les individus les plus aptes à réaliser la fin particulière recherchée⁶⁰, et à qui instinctivement la masse se soumet.

On pourrait objecter que la supériorité réelle ne coïncide pas toujours avec la possession de l'autorité: les subordonnés sont souvent meilleurs que leurs chefs. Cette difficulté vient de ce qu'on envisage les cas individuels, donc accidentels, au lieu de l'essence. Les exceptions n'infirment pas la règle générale. Il est vrai, par exemple, que bien des fils ont plus de qualités que leur père, mais ce n'est pas parce qu'ils sont fils. Normalement l'enfant a, au contraire, moins de prudence, d'expérience, de richesse, etc., que son père.

Il importe de remarquer que tout cela n'est que la constatation quotidienne d'un fait spontané, mais que Taparelli n'a nullement l'intention de démontrer que le mieux doué a *par cela même* l'autorité. Sous prétexte d'instaurer le règne du mérite on provoquerait un bouleversement général de la société et l'on compromettrait son existence même. En principe, l'autorité doit être entre les mains de ceux qui sont le plus capables de la manier,

mais cela ne veut pas dire que cette capacité suffise à discerner ceux en qui s'incarne le droit. La question de légitimité ne se confond pas avec celle du bon gouvernement. Le mérite est ici une condition et une invitation, mais non un signe ni une cause. L'homme n'a pas été créé pour ses facultés ; elles sont un instrument à son service : il emploie tantôt l'une, tantôt l'autre d'entre elles selon les occurrences, sans prétendre les exercer toutes. De même, il y a beaucoup de gens qui seraient en mesure de gouverner et qui resteront inconnus, même à leurs yeux. Il suffit que celui à qui appartient le droit de commander soit propre à exercer le commandement ; il n'est pas indispensable qu'il soit celui qui puisse le plus parfaitement assurer le bien commun. C'est le fait de la paternité qui est la source de la puissance paternelle. On n'arrachera pas les enfants à leur père pour les confier à un éducateur réputé plus habile ; seul un père indigne et déchu peut en être privé. — Taparelli est revenu avec insistance sur cette question⁶¹.

Il a aussi, toujours à propos du mérite, fait, dans l'*Esame critico*⁶², un rapprochement entre l'autorité et la propriété, mettant à nu l'erreur commune à deux doctrines :

« ... Une doctrine particulière qui s'adapte parfaitement avec la synthèse du savoir humain porte en elle-même sa preuve la plus efficace, puisque, pour la nier, il faudrait logiquement nier aussi d'autres vérités irrécusables... Comparons cette doctrine avec le communisme qui est la plaie de la société moderne. — Si la possession de l'autorité est une propriété réclamée, comme les autres, par le principe universel de l'ordre et personnifiée par un fait quelconque qui ait la vertu de déterminer cette possession, les communistes, qui s'insurgent contre tout droit de propriété, devront logiquement s'insurger aussi contre tout possesseur de l'autorité. Or, sur ce point, vous savez qu'ils sont inexorables dans leurs conclusions... Le grand reproche que Proudhon fait aux socialistes modérés, c'est qu'ils se contentent de transférer la possession de l'autorité, quand ils devraient l'abolir absolument. Tant qu'on laissera à un seul homme, dit-il encore, le droit d'exclure les autres du pouvoir, le sens commun verra toujours dans cet homme un *propriétaire* ; et ce propriétaire sera un larron, puisque la propriété c'est un vol... On peut, parmi les communistes, placer les Saint-Simoniens. Or, ceux-ci... disent qu'il faut maintenir la propriété, mais dans ceux qui méritent de la posséder, selon l'adage bien connu : « A chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres »⁶³. Dupin, dans un rapport sur les Saint-Simoniens, les combat précisément comme nous avons combattu ceux qui voudraient distribuer, d'après la théorie du mérite, la possession de l'autorité et l'hégémonie des nations aux individus et aux peuples les plus éclairés. Aux embarras de la concurrence des biens matériels qu'on ne saurait évaluer exactement, ils substitueraient la mesure bien autrement embarrassante des valeurs intellectuelles et des capacités morales. Ces partisans du mérite détruisent la propriété du commandement, comme les Saint-Simoniens détruisent la propriété de l'argent, sous prétexte de justice distributive... leurs raisons sont les mêmes. Les Saint-Simoniens s'appuient sur les principes universels ; mais ils ne tiennent pas compte des faits qui déterminent la possession de la propriété ; ils envisagent le but

pour lequel la nature a établi la propriété ; et ils ne font pas attention que si cette raison universelle ne se combine pas avec un fait particulier, loin de produire la propriété, elle la détruit avec tous ses avantages. Ils disent : « Les instruments de travail et la terre ont été donnés à l'homme afin qu'il les fasse fructifier ; donc ils doivent appartenir à celui qui est capable de leur faire porter ces fruits ». Raisonnement absolument pareil, vous le voyez, à celui des publicistes que nous avons réfutés. Le droit de gouverner a été donné à l'homme pour qu'il procure le bien commun de la société ; donc le mérite doit en régler la possession, et il doit appartenir à celui qui est plus capable de faire le bonheur du peuple.

« D'après la doctrine saint-simonienne, toute propriété est nécessairement *précaire*. Cette année, j'ai été propriétaire parce que, l'année précédente, j'ai fait preuve de talent et d'activité ; mais si cette année mon mérite n'est plus égal, je perdrai tout ou partie de ma propriété. Ainsi en est-il du gouvernement dans le système des capacités. Tel qui, l'année dernière, a brillé à la chambre législative, s'élèvera cette année jusqu'au ministère ; mais que son étoile pâlisce, il disparaîtra l'année suivante.

« Et quelle est la dernière conséquence de la théorie saint-simonienne ? La voici : « La propriété est *précaire*, dira le cultivateur. Eh bien ! *précaire* sera aussi mon travail de culture ; à propriété d'un an, culture d'un an ». Et il épuisera le sol ; il usera les instruments de travail, et ne laissera au nouveau maître que ce qu'il ne pourra pas emporter de la propriété... Et n'est-ce pas aussi l'effet naturel d'un gouvernement sans lendemain ? Ces ministres qu'on voit perpétuellement escalader la roue de la fortune pour s'élever de la place publique au pouvoir et tomber quelques jours après, peuvent-ils, en exerçant l'autorité, mener à terme un bien quelconque, même après les plus belles promesses de dévouement et de sacrifices ? Ils ne savent faire qu'une chose : ruiner la société pour remplir leur coffre-fort ».

Quelle dépendance y a-t-il entre l'autorité et la société ? La société, parce qu'elle doit être unifiée, contient la cause finale de l'autorité. L'autorité est pour la société (composée de la hiérarchie et des subordonnés), de même que l'âme est pour l'homme, car la partie est pour le tout ; il n'est pas exact de dire qu'elle est pour les subordonnés : ce serait comme si l'on disait que l'âme est pour le corps. On voit en quel sens l'autorité, tout en venant de Dieu, naît de la multitude. S'il n'existait pas de multitude, ou si celle-ci n'avait pas à être unifiée, point ne serait besoin d'autorité. C'est donc dans la multitude que l'autorité a sa raison d'être, mais ce n'est pas la multitude qui la crée, pas plus d'ailleurs qu'elle ne pourrait l'abolir ; elle existe en vertu d'une loi naturelle et nécessaire, qui a Dieu pour principe ; elle ne dépend pas de la volonté commune, quoiqu'elle reçoive son actuation du fait de l'association ; elle n'appartient pas à la multitude, qui ne gouverne pas, mais qui doit être gouvernée ; si, en certains cas, la multitude peut conférer l'autorité, ce n'est pas en tant que multitude, mais parce qu'elle a pu acquérir des droits grâce à des faits antécédents.

Le *souverain* est un supérieur indépendant ; son autorité naît du devoir d'humanité uni à la supériorité de fait naturelle ; il

gouverne un État (ce mot désigne ici un corps moral complet et non pas seulement l'ensemble des cadres par opposition aux administrés), c'est-à-dire une société publique indépendante.

La base primitive de la société n'est pas toujours territoriale.

Après avoir expliqué d'une façon assez détaillée le développement des sociétés sous les différentes formes qu'elles peuvent revêtir (qu'il faut respecter, au lieu de vouloir imposer un type unique), et qui se ramènent toutes, selon lui, à la monarchie et à la polyarchie, Taparelli se débarrasse de la question, jugée pratiquement inutile, du meilleur des modes de gouvernement : à propos de chacun d'eux il expose avec impartialité et sobriété le pour et le contre, du point de vue de l'unité (de fin, d'autorité, d'harmonie) et de l'efficacité (d'esprit public, de législation, de force matérielle).

L'auteur consacre ensuite une quinzaine de pages au *contrat social*⁶⁴.

L'hypothèse du contrat social a été l'erreur fondamentale des écrivains du XVIII^e siècle. C'est une sorte de matérialisme politique, analogue au matérialisme physiologique alors en vogue⁶⁵. Avant de réfuter ce sophisme, Taparelli divise avec raison les partisans du contrat social en deux classes fort différentes, comparables à ce que sont, en biologie, l'*organicisme* et l'*animisme* : 1^o ceux pour qui le pacte crée l'autorité. C'est Rousseau et ses disciples ; 2^o ceux qui ne voient dans le pacte qu'une application concrète de l'autorité sociale préexistante et indépendante de la volonté humaine. Ce sont les tenants d'un spiritualisme « un po' troppo esclusivo nelle teorie e inesatto nelle osservazioni »⁶⁶. Taparelli se débarrasse de ce qu'à la suite de J. de Maistre il appelle une querelle de famille, avant de livrer contre les autres le grand combat *pro aris et focis*.

La doctrine des théologiens ou philosophes incriminés peut se ramener à cet argument : « Le pouvoir souverain doit appartenir par nature à l'être de la nature duquel il résulte. Or il résulte de la nature de la société ; donc il appartient à la société. Mais un pouvoir qui par nature appartient à la société est un pouvoir naturellement démocratique, car la nature ne nous montre en aucun individu un motif en vertu duquel le pouvoir suprême lui revienne à l'exclusion des autres ; donc toute société est *naturellement* un gouvernement démocratique, tant qu'elle ne change pas cette forme par un acte positif ».

Ce raisonnement repose sur une série d'équivoques : 1^o « appartient » peut signifier : fait partie (ainsi la raison appartient à l'homme), ou bien : est un droit aliénable (à l'homme appartiennent ses propriétés, ses biens, etc). Dans le premier sens il est vrai que l'autorité appartient à l'être social ;

2^o « Un pouvoir qui appartient à la société est un pouvoir naturellement démocratique » : on confond société, au sens abstrait d'*être social*, et société, au sens concret de *multitude* ;

3^o « La nature ne nous montre en aucun individu, un motif, etc... » : il y a ici encore un passage illégitime de l'abstrait au concret. C'est comme si l'on disait : d'après la nature de la phalange il faut des soldats dans les premiers et dans les derniers rangs ;

mais tous les soldats étant également soldats, il n'y a pas de motif pour mettre ceux-ci au premier rang plutôt que ceux-là. Donc tous les soldats seront au premier rang, tant qu'il n'y en a pas qui consentent à passer en arrière ! Ou bien encore : la nature veut que l'humanité soit divisée en nations ; mais elle n'indique pas qui doit appartenir à telle nation plutôt qu'à telle autre ; donc tous les hommes seront membres également de toutes les nations ! — La nature abstraite de la société démontre la nécessité d'une autorité ; la nature abstraite de l'homme est égale en tous les individus associés ; mais *in concreto* la société ne peut exister que si elle comprend des individus plus ou moins inégaux ; si, en certains cas, ses membres sont politiquement égaux, cela provient non pas de l'égalité de leur nature abstraite, mais d'un fait particulier qui est indifférent à cette nature ; il est absurde de chercher un principe de diversification dans les éléments universels essentiellement semblables ;

4^o Nature signifie soit la différence spécifique des êtres, soit l'ordre universel des choses. Quand on dit que par nature il y a une autorité dans la société, on prend le mot nature dans le second sens ; cela revient à dire : l'ordre exige une autorité en toute société. Au contraire, quand on dit que tous les hommes sont égaux par nature, on prend le mot nature dans le premier sens : tous les individus humains sont de la même espèce. Si on l'entendait dans le second sens, on commettrait une erreur manifeste : en vertu de l'ordre universel des choses tous les individus humains sont égaux ! C'est évidemment faux, car la diversité individuelle est requise par l'ordre universel aussi bien que l'identité spécifique ;

5^o « ...tant qu'elle ne change pas, etc... » : *tant que* peut être pris au sens logique ou au sens chronologique. Dans le premier sens, la proposition énoncée serait vraie : tant que je considère la seule *idée* de l'espèce humaine, je ne vois pas de raison de supériorité en faveur d'un individu ; dans le second sens, elle est fausse, car ce serait supposer que toute société a été *d'abord* une démocratie, jusqu'à ce qu'elle ait changé de forme, ce qui n'est ni démontré par la raison, ni conforme à l'histoire.

La conclusion qui repose sur ces équivoques, est donc erronée, à savoir que le seul gouvernement naturel est le gouvernement démocratique, que l'autorité appartient par nature à la *multitude*, parce qu'elle appartient à la *société* ; auquel cas l'autorité serait inaliénable comme la nature. — En réalité, l'autorité appartient par nature à la société comme l'âme à l'homme ; de même que l'homme exerce ses diverses facultés par divers organes que leur organisation même rend aptes à l'exercice de telle d'entre elles, de même l'autorité est exercée par la société en la personne des individus que le *fait* a rendus plus aptes à servir d'organes. Si l'on dit que la nature n'indique rien, on aboutit à ce dilemme : ou qu'il n'y a aucun motif pour mettre les plus sages à la tête, ou que tous sont également sages. S'il est nécessaire que dans le monde les uns soient pères et les autres enfants, à qui appartient naturellement la paternité ? A qui revient le maniement des armes, le travail des champs, la garde des troupeaux, la conduite des navires, toutes choses actuellement nécessaires ?... La justice

sociale est fondée sur la proportion et l'harmonie et non sur l'égalité numérique. Elle doit envisager la fin et non les moyens ; elle doit travailler à nous rendre tous heureux, mais elle ne doit pas, pour procurer à tous le bonheur, employer les mêmes moyens⁶⁷.

Taparelli attaque ensuite l'autre classe de philosophes, ceux qui, considérant l'homme venu sur la terre on ne sait d'où⁶⁸, ne connaissent qu'une autorité purement humaine et, par conséquent, limitent tout au concret ; ils raisonnent comme des athées. L'erreur fondamentale, dans le « roman philosophique » qu'est cette doctrine du Contrat social, c'est de considérer l'homme, à l'origine comme sauvage et isolé. Cette hypothèse est insoutenable, car elle n'est pas confirmée par l'histoire ; d'ailleurs, il faut au moins une famille pour que l'individu puisse naître et vivre ; le besoin absolu de société est évident. Ainsi le genre humain périrait s'il restait dans ce que Rousseau appelle son état *naturel* ! Cet état impossible n'a donc pas duré, de l'aveu même de ceux qui l'affirment : d'où, d'après eux, un pacte par lequel les individus renoncent à leur égalité et à leur indépendance primitives pour former une société.

Mais, en fait, aucun document n'atteste l'existence réelle de ce pacte. Cette absence de preuves, de traces, de témoignages n'importe aucunement, car il suffit que, *en droit*, le pacte *ait dû* avoir lieu. C'est un postulat rationnellement nécessaire. La volonté ne se manifeste pas toujours d'une façon expresse ; on peut la présumer d'une manière « interprétative » ; un consentement est parfois tacite : ainsi la permanence d'une nationalité suppose une sorte de ratification implicite continue. Le contrat social n'est qu'une fiction juridique, condition de principe de la société. Telle est, sans doute, l'opinion de Rousseau (lui qui, dans son *Discours sur l'origine de l'inégalité*, commence par « écarter tous les faits » !). Mais Taparelli n'admet pas « un consensio non consentito », qui manquerait par là-même de base et de force⁶⁹. Il va plus loin : il nie même que le pacte ait pu se faire. Enfin, il se demande d'où viendrait l'obligation d'observer cette convention, sinon de la loi naturelle.

Après le contrat social, passons à la question connexe : la souveraineté du peuple⁷⁰. Le prétendu droit de se gouverner qu'aurait le peuple ne peut rester indivis. L'autorité requise par l'essence de toute société comme partie constitutive demeure à l'état purement idéal tant qu'elle ne peut agir sur la multitude à unir par l'organe d'une personne physique ou morale. Cette personne (morale) ne peut, par la loi de nature, être la multitude elle-même, car la nature ne peut prescrire ce qui est par nature irréalisable. On démontre l'existence d'une loi naturelle en constatant sa convenance, son utilité, sa nécessité, non son impossibilité ! Il est absurde d'affirmer que tous sont souverains, tout en reconnaissant qu'il est impossible que tous gouvernent à la fois, car il est contradictoire de dire que par nature on possède un droit que par nature on ne peut exercer⁷¹. En conséquence, il faut un fait positif et déterminant qui fasse sortir de la multitude un ou plusieurs individus en qui toute la société reconnaisse le droit de commander⁷². Le « seigneur Omnes », comme Luther

appelait le peuple, n'est pas un souverain de droit divin, puisque le droit de gouverner n'est pas pour lui un droit naturel. Les articles 3 et 6 de la *Déclaration des droits de l'Homme* sont donc erronés : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation ; nul corps, nul individu ne peut exercer l'autorité qui n'en émane expressément. — La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentants, à sa formation... ». La représentation populaire n'est pas justifiée par une théorie universelle, mais elle peut exister chez certains peuples par suite de facteurs historiques, de droits antérieurs, d'une institution positive ; c'est un cas d'espèce.

Taparelli se demande (cela rappelle les *images composites* de Galton) « comment représenter par une seule tête quinze ou vingt millions de têtes dont aucune ne ressemble à l'autre... les politiques à la moderne ont reculé devant l'impossibilité ; ils se contentent de demander la représentation de la pluralité des têtes. C'est une violation de leur principe condamné par la nature. Ils disent : vous n'êtes pas obligé d'obéir si vous ne consentez pas. La nature répond : le consentement de tous est impossible. Les politiques modernes répondent en se contredisant eux-mêmes : on doit obéir à la majorité »⁷³. C'est établir un système de tyrannie, directement opposé à la nature de la société, laquelle doit précisément protéger les plus faibles contre l'oppression⁷⁴. Aussi bien l'élection ne peut-elle s'entendre que dans le sens d'un moyen (il y en a d'autres) en vertu duquel telle personne est choisie pour exercer le commandement ; mais elle ne lui confère pas *par elle-même* l'autorité⁷⁵. Encore est-il que ce moyen est très imparfait ; le problème de la représentation adéquate des minorités est insoluble (ce serait un pseudo-problème, puisque le vote a pour but d'actualiser l'autorité qui doit assurer les droits de chacun ; mais, en fait, trop souvent celle-ci néglige ce rôle sacré et ne s'occupe que des intérêts du plus grand nombre). Dans son *Examen critique des Gouvernements représentatifs dans la société moderne* (principalement au tome I de la traduction française, 2^e partie, p. 85-135), Taparelli a fait le procès du suffrage universel ; je crois que ses attaques virulentes n'ont jamais été dépassées ; elles sont de valeur inégale : la plupart sont sans réplique, mais quelques-unes me paraissent simplistes. Voici quelques exemples de ses objections : « Êtes-vous persuadé que le suffrage universel est impossible, injuste, impuissant et nuisible ? Eh bien, à tous ces qualificatifs je veux en ajouter un autre : c'est qu'il est menteur, et quand il promet de représenter les intérêts de tous, il n'en représente véritablement aucun... Le bien public est tout autre chose que l'intérêt privé des individus, puisque l'intérêt des individus est le grand ennemi du bien public... Avec la grande machine du suffrage universel, vous n'obtiendrez pas même la représentation véridique des intérêts matériels. En effet, pour représenter l'homme tel qu'il est en réalité, il faut le représenter selon toutes les relations très compliquées où se passe naturellement sa vie. L'homme appartient à mille agrégations diverses, qui ont leur influence sur les individus, sans que ceux-ci en connaissent pleinement la

cause... Si donc vous donnez le suffrage universel, non aux agrégations, mais aux individus, vous aurez la représentation des intérêts individuels, mais non celle de l'intérêt des associations... La société civile n'est pas un rassemblement, un agrégat d'individus humains ; c'est un corps organique servi, dans ses différentes fonctions, par des membres divers ; de façon que si vous ne la représentez pas dans son organisme, jamais vous ne pourrez la dire véritablement représentée, pas plus qu'un bœuf ne le serait par un amas de morceaux de chair taillés dans son corps par le boucher ». (I, p. 125-128, *passim*). « Négation du droit inaliénable d'indépendance dans l'acte même destiné à exercer ce droit... ». (III, p. 49). Les arguments donnés dans les pages suivantes. (*Ibid.*, p. 50-51) sont vulnérables : « ou le représentant pense par lui-même et alors il ne représente pas ; ou le représentant représente réellement et alors il fait des lois sans penser ». On pourrait rétorquer : un ambassadeur reçoit (en principe, et le plus souvent en fait) des instructions plus ou moins précises du gouvernement qu'il représente et, en dépit de son titre de plénipotentiaire, il agit en suivant les directives qui lui ont été données ; néanmoins la diplomatie comporte un facteur personnel très important : toutes les ressources d'un homme sont mises au service d'une mission. Taparelli est plus heureux quand il répond à ceux qui font observer qu'il s'agit pour le peuple non pas de faire les lois, mais seulement de choisir ses députés : « Il faut autant de sagesse pour connaître la capacité politique que pour faire de sages lois. En fait, ne dit-on pas que les plus habiles parmi les rois ont été précisément ceux qui ont su le mieux choisir leurs ministres ? ...comment cette majorité pourrait-elle décerner à un législateur soit un éloge, soit un blâme, sinon en déclarant bonne ou mauvaise la loi qu'il a faite ? ». (*Ibid.*, p. 131 et 132). « Ou vous croyez que, par le suffrage, le peuple n'aura pas d'influence sur les lois elles-mêmes et alors lui donner ce droit de suffrage est une dérision ; ou vous croyez qu'il aura une influence, et, dans ce cas, l'ignorance du peuple sera essentiellement nuisible. ». (I, p. 124). Taparelli dénonce les dangers de la vénalité : « La grande machine du mouvement électoral, c'est le journalisme. D'où, pour les États, en vertu même de leur organisation, l'inéluctable nécessité d'acheter à bons deniers comptants des écrivains qui préconisent partout les candidats du ministère... Que deviendra l'honnêteté publique chez un peuple où toutes les consciences sont mises à l'encan, où la corruption est, je ne dis pas simplement tolérée, je ne dis pas notoire et universelle, mais nécessaire et comme d'obligation ? L'électeur vend son suffrage, le journaliste sa plume, le député son vote, le gouvernement les charges, les faveurs, les institutions, et enfin la justice : car combien qui, par ce moyen, obtiennent l'impunité ? Bref, tout ce qui peut enflammer la cupidité ou procurer des voix est matière à trafic. Je vous le demande maintenant : une société pénétrée jusqu'en ses moelles de cet esprit mercantile vous paraît-elle propre à faire fleurir dans son sein la probité et prête à tous les sacrifices ? ». (IV, p. 75-76).

Taparelli a souvent répété⁷⁶ que le mal n'est pas dans les institutions démocratiques elles-mêmes, mais dans les principes de

philosophie sous-jacente qui les inspirent, dans le vent d'orgueil qui les a introduites (il me semble qu'on pourrait, par analogie, dire que les crises économiques et sociales tiennent moins au régime capitaliste qu'à l'esprit capitaliste, qui se retrouve, hélas ! en tous les régimes). De même, le salut du peuple n'est pas dans la forme du gouvernement, comme si un changement dans celle-ci produisait un effet *ex opere operato*, mais dans la moralité de la législation. Sur le terrain pratique, il y a une opportunité qui est commandée par des circonstances de fait, mais qui est toujours appréciée par chacun de nous en fonction de son tempérament intellectuel, si l'on peut ainsi s'exprimer ; c'est presque une question de goût. *In dubiis libertas*. Aussi, indépendamment de la position officiellement définie qu'il ne pouvait pas ne pas prendre, Taparelli devait-il sans doute avoir sur ce point des sentiments intimes et, malgré ses protestations d'indifférence, sûrement sincères, à l'égard du système représentatif entendu au sens plausible précisé par lui⁷⁷, nous pouvons nous demander quelles étaient ses « opinions politiques » plus ou moins arrêtées. Il n'est pas difficile de deviner ses préférences. Il étale avec complaisance les tares, d'ailleurs incontestables, du parlementarisme, plus qu'il ne cite les abus de l'absolutisme, dont la liste serait pourtant aussi longue. Ses sympathies vont à la monarchie, qu'il veut bien d'ailleurs entourer de quelques tempéraments (pourvu que l'initiative de la censure n'émane pas des sujets), illusoire ou non. C'est son droit. Toutefois, personnellement, je regrette qu'il n'ait pas réfléchi sur ces quelques lignes judicieuses, écrites par Paul Janet dans son *Histoire de la Science politique dans ses rapports avec la morale*⁷⁸ : « Quelques personnes, ne voyant dans la liberté politique qu'un moyen, contestent qu'elle soit un bon moyen d'assurer le bonheur des peuples, et trouvent que le pouvoir absolu est meilleur pour produire ce résultat. Ils ne voient pas que la liberté politique est un bien en soi-même et qu'à ce titre elle fait partie du bonheur d'un peuple, pour ceux-là du moins qui font consister le bonheur, non dans de stériles jouissances, mais dans l'exercice de l'activité morale, et dans le sentiment de sa force »⁷⁹. Il y a là un élément psychologique dont il importe de tenir compte dans notre évaluation.

*
* *

La *Troisième Dissertation* du *Saggio* a pour titre : *Dell' operar umano nella formazione della società*.

Pour Taparelli il y a trois espèces de *faits associants* en vertu desquels il peut arriver que l'homme soit individuellement lié à telle ou telle association particulière⁸⁰ (ils correspondent aux trois grandes classes de devoirs envers Dieu, le prochain et soi-même) :

1^o La nécessité provenant de la nature : ainsi c'est par besoin qu'un fils vit avec son père, qu'un naufragé se fixe sur une île d'où il ne peut repartir et devient sujet du souverain local ; c'est ici un cas de force majeure accidentel, tandis que dans le premier exemple il s'agissait d'un fait constant ;

2^o Notre libre vouloir manifesté à autrui : un mercenaire con-

sent à se soumettre à tel patron, un peuple au souverain qu'il a légitimement élu ;

3° Les droits prédominants d'autrui : un peuple vaincu dans une guerre juste peut être obligé moralement à entrer en société avec le vainqueur. La genèse du droit associant est ici une rupture d'équilibre entre des droits naturels qui s'opposent.

Ces diverses racines de l'association stable se mêlent très souvent et multiplient ainsi l'obligation : par exemple, la société conjugale, qui dérive des consentements réciproques volontaires échangés par les deux parties, devient un lien naturel en raison de sa fin et de ses effets et c'est de la nature même que le mariage reçoit ses lois et non des stipulations des contractants.

Ces trois séries de faits donnent naissance à trois sortes de sociétés correspondantes : sociétés *naturelles* ; *volontaires* ; *obligatoires* (« *doverose* »).

Le fait qui est à la base de l'association est des deux côtés nécessaire dans la société naturelle, libre dans les sociétés volontaires, libre d'une part et nécessaire de l'autre dans les sociétés obligatoires. Dans la société volontaire, le principe en vertu duquel le consentement oblige n'est autre que le devoir de véracité. L'obligation ne peut avoir pour fondement total et dernier l'acte de volonté de celui qui s'oblige : en effet, qu'est-ce qui nous interdit de changer notre propre acte de volonté, sinon le droit qu'on a fait naître chez ceux à l'égard de qui l'on s'est engagé et qui sont censés avoir accepté ? En sorte que les sociétés volontaires se heurtent, semble-t-il, à l'objection faite par Taparelli au « contrat social », puisque bien souvent l'acceptation ne peut être constatée ; à moins qu'on ne dise que le devoir de véracité relève non de la justice commutative, mais de la justice sociale. Les théories contractuelles rejoindraient ici les théories institutionnelles⁸¹, tant il est vrai qu'en morale le *primum movens* ne peut jamais être un acte spontané de volonté, mais bien un objet présenté comme fin.

Vareilles-Sommières⁸² n'admet pas cette division tripartite des faits associants : « Rien qu'à voir la variété des origines données par Taparelli à la société civile, l'esprit n'est pas satisfait. Il sent d'instinct qu'on doit pouvoir ramener à l'unité ces origines multiples, et que le même phénomène doit avoir toujours la même cause ». Quant à moi, j'avoue ne pas ressentir cet instinct d'unification. L'association, abstraite, s'explique par les besoins humains universels qui sont sa véritable cause profonde, mais les faits qui, concrètement, la réalisent, peuvent être fort divers. Dans une sphère plus restreinte, tout le monde distingue les mariages de sentiment, de raison, d'intérêt. La mort d'un vieillard est due à l'usure générale de ses organes, mais, suivant les cas, elle est attribuable plus spécialement à telle ou telle déficience physiologique : la cause du même phénomène ne se présente donc pas toujours sous le même aspect.

L'auteur cité continue : « Si on les prend une à une, aucune des origines indiquées par Taparelli ne donne non plus satisfaction au lecteur qui réfléchit ». Dans la société dite naturelle, ce sera la paternité jointe à la propriété du sol sur lequel sont établis

les enfants. Quand ceux-ci restent groupés autour de lui sur ses terres, la nature des choses engendre du même coup la souveraineté du père et la société civile entre tous les membres de la famille⁸³. « L'addition des deux qualités de père et de propriétaire donne pour total, aux yeux de Taparelli, la souveraineté politique et engendre par là-même la société civile. Mais si on refait l'addition, on ne la trouve pas exacte. La puissance paternelle cesse avec l'adolescence des fils ; la propriété donne seulement le droit d'exiger des tenanciers l'exécution des clauses de leurs contrats et de congédier à l'instant les simples hôtes, auxquels le propriétaire ne peut intimer qu'un ordre obligatoire, celui de s'en aller. Or, la souveraineté consiste dans le droit de commander à des hommes de tout âge, de leur commander tout ce qui importe au bien commun, et de les obliger moralement par ces commandements. Les droits du père et les droits du propriétaire n'égalent donc pas les droits du souverain et sont d'une nature toute différente. Dès lors, il est impossible de comprendre comment la réunion de ces deux qualités chez un homme indépendant peut fonder par elle-même et par elle seule la souveraineté de la société civile : de même qu'il est impossible de concevoir comment l'addition de deux quantités de diverses natures peut former une grandeur d'un troisième ordre et beaucoup plus considérable que le total des deux premiers ».

Quelques remarques s'imposent. Taparelli dit lui-même expressément : « ...il *padre*, ancorchè indipendente, non è sovrano *perchè padre*, ma se talora ha titolo di sovrano, lo ripete da altro principio... » (S. I, p. 227, n° 492) ; « ...l'*autorità di padre* è diversa dall'*autorità di superiore*, benchè la contenga per eccellenza, etc... » (Ibid., p. 229, n° 496 ; la fin du n° est consacrée à énumérer ces différences de *fine*, *principio*, *poteri*) ; « ...un padre di famiglia, un padrone allora potersi dire *sovrano*, quando la famiglia, la servitù è giunta a tal numero, da poter bastare a sè stessa, e assicurarsi la indipendenza legittimamente ottenuta : ma il poter di sovrano esser in lui distinto da quello di padre e di padrone, poichè nasce dalle leggi e dal fine universale della umana natura, non dal fine particolare della sua condizione di padre e di padrone ». (Ib., p. 231, n° 503) ; « quest'autorità è tutt' altro che il dritto di padronanza, tutt' altro che il patrio potere, benchè e nel padrone e nel padre naturalmente si trovi ». (Ib., p. 295, n° 590). Mais Taparelli ne prétend nullement que la réunion sur la tête d'un homme indépendant de la paternité et de la propriété foncière fonde « *par elle-même et par elle seule* » la souveraineté. Dans un compte rendu publié par la *Civiltà*⁸⁴, Taparelli, après avoir déclaré « giustissima l'origine di regni patrimoniali » admise par Grotius, c'est-à-dire la possession d'un territoire sur lequel s'accroît la population, réfute une objection d'Audisio fondée sur la distinction des *iura patris* et *iura imperantis*. Taparelli, nous venons de le voir, reconnaît cette distinction, mais, d'après lui, la famille peut être considérée à la fois comme une simple société domestique et comme l'embryon (« *incoazione e germe* ») d'une société plus vaste, la société politique. Outre l'autorité *in atto* qu'elle doit avoir à sa tête sous le premier point de vue, il lui appartient

d'avoir une autorité « *virtuale in ordine al secondo* ». Vareilles-Sommières me paraît avoir oublié que pour Taparelli l'autorité abstraite préexiste logiquement, puisqu'elle découle de l'essence même de la société, mais qu'elle prend corps à l'occasion de faits contingents dont l'histoire nous offre plusieurs types. C'est ainsi qu'il reproche à Taparelli, injustement selon moi, de « confondre des titres et des moyens d'acquisition avec l'acquisition même ». Pour avoir une vue plus exacte, il aurait eu avantage à relire la « dissertation » précédente de Taparelli (*Théorie de l'être social*).

En ce qui concerne le second fait associant, Vareilles-Sommières note que la convention n'est jamais suffisante pour fonder une société civile. Évidemment, mais Taparelli présuppose la nature sociale de l'homme.

Vareilles-Sommières trouve « bien subtile » la distinction entre la nécessité naturelle et le droit prédominant d'autrui. Il estime aussi que la conquête, à la suite d'une guerre juste, peut conférer le pouvoir légitime au vainqueur, mais, d'après lui, il s'agit là d'un mode dérivé d'acquisition de la souveraineté, car les vaincus étaient déjà en société civile.

Taparelli examine les lois qui conditionnent l'opération sociale dans la genèse de la société *naturelle* (ch. II), puis celles qui président à la formation de la société *volontaire* (chap. III). Il élucide d'abord celles de la société volontaire *égale*⁸⁵ : « Quand le *besoin* qui produit l'association est égal dans tous les membres, il se forme... une société égale dans laquelle l'autorité n'est pas localisée par les circonstances individuelles ; elle appartient alors solidairement à la société tout entière, et cela par suite du fait concret de l'égalité réelle des droits individuels. Dans ce cas, si chacun avait le droit de disposer en maître de l'autorité, tous les autres en seraient dépouillés, car l'autorité est essentiellement une ; tous en disposeraient également, si tous étaient parfaitement d'accord ; mais cette parfaite unanimité est moralement impossible, au moins pendant un certain temps, à cause de la grande diversité des intelligences, des caractères et des intérêts ; et c'est précisément ce qui fait que dans une société quelconque, il faut quelqu'un qui commande. Cependant, comme la société ne peut subsister sans une manifestation actuelle de l'autorité, il faut absolument qu'une société égale soit dirigée au moins par l'unanimité délibérative⁸⁶, qu'on appelle aussi unanimité *artificielle* ; il faut absolument que cette société s'oblige à vouloir ce que voudra un nombre déterminé de ses membres ». Deux questions se posent :

1^o Quand *aucune loi positive* ne donne la prépondérance à tel ou tel associé, quelle est l'opinion qui, *selon la justice*, doit prévaloir ? Entre des possesseurs de droits égaux, on ne voit pas d'autre supériorité que celle du nombre ; or une supériorité est nécessaire à l'existence sociale ; donc, en ce cas, la majorité, par le fait qu'elle se rapproche le plus de l'unanimité, a le *droit* d'obliger la minorité⁸⁷.

2^o A qui *convient-il* de donner, par une détermination positive, la prépondérance dans les scrutins ? — Quand une société décide de former une unanimité artificielle, elle entend établir un droit positif en faveur de certains de ses membres pour le plus grand *bien social*. C'est la considération de cette *fin* qui permet de répon-

dre à la question posée. On devra donner son assentiment anticipé à ceux qui normalement sont plus à même de connaître le bien commun, de le vouloir et de pouvoir le réaliser⁸⁸. En pratique, le problème est très complexe, car une multitude d'éléments entrent en jeu et s'enchevêtrent : les différentes espèces d'associés, les divers ordres d'intérêts, les circonstances variées, etc.

Dans ces deux cas, c'est encore une manière de se rendre à la nécessité, comme dans la société naturelle, puisque, à cause du besoin d'une autorité, on est tenu d'accéder aux volontés d'autrui : « Le droit de gouverner, l'autorité est un droit inhérent à la société humaine, naturellement, essentiellement ; les électeurs ici ne font autre chose que déterminer l'individu dans lequel ce droit réside, comme le fait, dans l'autre cas, un fait naturel ou la prééminence du droit. Appeler souverain le peuple qui a le droit de choisir ses administrateurs serait aussi ridicule que d'appeler souverain le naufrage qui oblige quelques malheureux à se soumettre au souverain du pays où ils abordent, que d'appeler souverain le hasard de la naissance qui nous fait naître les sujets d'un prince quelconque ; l'élection, la naissance, etc., sont la cause matérielle de telle ou telle forme de gouvernement, mais le droit de gouverner et le devoir d'obéir sont fondés l'un et l'autre sur la nature même de la société »⁸⁹.

« Les difficultés que nous venons d'exposer, continue Taparelli⁹⁰, semblent, au premier abord, ne pas devoir exister dans les sociétés volontaires inégales : ce n'est pas au plus fort à subir des conditions ; au contraire, c'est naturellement à lui d'en imposer, à son gré, à tous ceux qui veulent entrer dans sa société. Cependant, la puissance de l'homme n'est presque jamais telle qu'il n'ait pas besoin d'autrui ; il arrive d'ordinaire que celui qui commande dans ce genre d'association, n'est pas assez complètement indépendant pour pouvoir toujours faire la loi sans jamais devoir la subir ; même en étant supérieur de fait à chacun de ses associés, il est souvent inférieur de fait à la société tout entière. On voit par là que la supériorité de droit l'emporte infiniment sur la supériorité de fait, contrairement à l'opinion du vulgaire qui semble donner la prépondérance à celle-ci ; la force du droit commande à mille individus, comme elle commande à un seul ; et quand elle est sage, le plus souvent on lui obéit ; tandis que la supériorité de fait qui peut faire trembler quelques individus, est souvent impuissante devant la multitude : quelquefois elle en dépend et doit subir des conditions, un contrat, si l'on veut que la multitude se soumette et reste fidèle. Ces sociétés présentent donc des complications et des difficultés, aussi bien que les sociétés égales ».

Dans la société *inégaie*, la plus faible doit entrer sous la dépendance du plus fort parce qu'il y trouve une compensation ; il cède donc à la nécessité de nature et non pas à l'oppression.

Pour la société *obligatoire* (chap. iv), il faut : 1^o que le droit de contraindre à l'association soit certain, car il doit l'emporter sur le droit antérieur d'indépendance ; 2^o qu'on n'exige pas plus que le dû, comme il arrive souvent quand le droit est exercé par la force ; 3^o que le but de cette association particulière n'empêche

pas la fin universelle de la société humaine, autrement ce serait non une application concrète, mais une destruction de la loi de sociabilité. L'article 11 traite en particulier d'un sujet d'une importance extrême et beaucoup trop délicat pour qu'il soit possible de le résumer ici : l'hypothèse où l'association nouvelle est formée d'une façon *violente*. Il faut se reporter au texte même ; en lisant attentivement ces pages, on se rappelle ce que Jean XXII a dit de la *Somme* de saint Thomas, et qu'on pourrait redire du *Saggio* de Taparelli, à quelques exceptions près : « Tot miracula, quot articuli ».

Le chapitre v de cette Troisième Dissertation du *Saggio* est consacré au « *gouvernement de fait* », matière également scabreuse. Il ne s'agit pas là de quelques questionnettes plus ou moins curieuses, car des problèmes de ce genre peuvent réellement se poser avec acuité : les contingences historiques nous l'ont plus d'une fois montré. L'idée essentielle de ce chapitre est celle-ci : tout droit repose sur un *titre*, c'est-à-dire sur un fait réel qui démontre une relation nécessaire entre la fin obligatoire et l'acte à poser. L'usurpateur de la force sociale qui a pour but de procurer le bien social, a le devoir, et donc le droit, tant qu'il détient cette force, fût-ce injustement, de procurer ce bien social, et le peuple a le devoir, et donc le droit, de ne pas s'opposer à la réalisation de ce bien social. Le droit, chez l'usurpateur, n'est pas à lui : il provient de la chose usurpée, c'est-à-dire de l'autorité sociale, et c'est à elle qu'obéit le peuple, et non à l'usurpateur en tant que tel. Le droit pour le gouvernement de fait est engendré par la nature sociale. Si un chef de brigands commande à l'un d'entre eux de cesser de voler, celui-ci en volant péchera, mais il ne sera pas coupable de désobéissance ; il n'en serait pas de même si cette défense lui était faite par l'autorité publique, même illégitime. Pourquoi ? Parce que la bande de brigands n'a aucun droit à être conservée⁹¹, et par conséquent aucun droit à être commandée, tandis que l'autorité publique a le droit de commander, encore que celui qui la possède n'ait pas le droit de la posséder ; la légitimité de l'exercice est distincte de la légitimité de la possession⁹².

Rousseau avait décidé : « Il importe qu'il n'y ait pas de société partielle dans l'État »⁹³. On sait que la Révolution française mit ce programme à exécution en abolissant les groupements inférieurs. Dès lors il n'y a plus que de simples individus isolés et au-dessus l'État omnipotent prêt à les absorber. C'est devenu un lieu commun, au moins en certains milieux, que de déplorer cette suppression des sociétés intermédiaires, qui a été la destruction de l'ordre social naturel. Taparelli avait bien compris que l'État est ainsi dénaturé et qu'il doit être, au contraire, une association de sociétés mineures, qui elles-mêmes ont chacune leur fin particulière. Mais il estime qu'il est le premier⁹⁴ qui ait scruté les conséquences résultant de cette imbrication. Il a recherché avec soin les lois de coexistence de tous les droits respectifs et il a élaboré la synthèse des relations dont le réseau enlace ces entités diverses. C'est ce qu'il appelle le droit *hypotactique*⁹⁵. Il s'excuse⁹⁶ de créer un néologisme, mais il est nécessaire, déclare-t-il, pour exprimer cette espèce de relations sociales, car le mot *subordination* s'emploie

indistinctement pour désigner n'importe quelle dépendance, et en lui ajoutant le qualificatif de *sociale*, on ne détermine pas clairement le sujet, puisque subordination sociale signifie aussi bien la subordination des individus à la société que celle qui existe entre les sociétés elles-mêmes.

Ces sortes de microcosmes sont à la base de l'édifice social, de même que les cellules forment le corps organisé. Ce n'est pas sans raison qu'on les a désignés par le terme analogique de *personnes* morales, car elles ne sont pas de simples rouages qui transmettent le mouvement reçu du centre, comme dans le système étatiste ; elles ont leur vie propre. Dans ce chapitre vi de la troisième Dissertation du *Saggio*, Taparelli leur donne le nom de *consorzii*, tandis que plus loin, dans l'*Epilogo ragionato*⁹⁷, ainsi que dans le *Corso elementare*⁹⁸, il les appelle aussi *deutarchie*, par opposition à la grande société qui est la *protarchia*. Elles sont le fruit de la nature⁹⁹, car elles sont rendues nécessaires par le fait même que les forces humaines sont bornées : au delà d'un certain nombre de sujets à administrer, un supérieur unique ne peut suffire à la tâche. Taparelli leur assigne les trois causes efficientes mentionnées ci-dessus (p. 209 et suiv.) à propos de la société en général ; mais ces causes peuvent agir suivant divers processus : soit par voie de composition ou *synthèse* : des deutarchies (elles sont ainsi nommées par anticipation) antérieures et ayant leur autorité s'unissent en protarchie¹⁰⁰ ; soit par voie de division ou *analyse* : des deutarchies sont créées par l'autorité protarchique et c'est d'elle que leurs chefs tiennent leur autorité ; soit enfin d'une manière mixte. « La marche synthétique est la plus naturelle, car il est naturel à l'homme de s'étendre de manière à former des villes avec des familles, un peuple avec des villes, etc., jusqu'à ce qu'il parvienne au plus grand développement possible... Dans la protarchie analytique, les droits deutarchiques doivent prendre principalement pour règle le bien commun que l'on cherche à obtenir en la subdivisant ; tandis qu'au contraire dans les protarchies synthétiques, les droits doivent être réglés principalement sur les faits et sur les ordres préexistants, que l'on doit conserver. Dans la protarchie synthétique, les deutarchies ne dépendent pas quant à leur existence du protarque, elles n'en dépendent que dans leur action : au contraire, dans la protarchie analytique, les deutarchies dépendent du protarque même quant à leur existence, puisque toute autorité vient de lui »¹⁰¹.

Le principe qui domine toute cette matière, c'est que les deutarchies doivent conserver leur unité sans perdre l'unité du Tout dont elles font partie et que la protarchie doit veiller à l'unité du Tout sans compromettre l'unité des deutarchies, qu'il lui faut au contraire conserver et protéger¹⁰². Pour comprendre comment les sociétés subordonnées, malgré la limitation dont elles sont affectées, reçoivent un complément de perfection du fait de leur agrégation à une unité supérieure, il faut avoir présent à l'esprit ce que Taparelli a écrit sur la liberté¹⁰³.

Quand, par suite d'un événement quelconque, le Tout social vient à se dissoudre, toutes les autorités, à l'exception de l'autorité suprême qui cesse d'être ainsi que celles qu'elle a elle-même

établies, restent chargées du soin de pourvoir à l'ordre public ; elles suppléent au pouvoir souverain qui disparaît, afin que la société ne devienne pas la proie de l'anarchie (cette substitution me rappelle les « formes cadavériques » des scolastiques) ; ainsi, en période de crise, il arrive souvent que les droits politiques leur soient dévolus ; il n'y a donc pas deshérence et les individus ne retrouvent pas leur prétendue « indépendance naturelle », chère aux partisans du contrat social. Taparelli se contente de poser le principe et laisse « a più periti » les corollaires à déduire.

L'activité protarchique peut, sans s'immiscer inutilement dans leur administration, corriger dans les deutarchies les déviations dues à la malice ou à la faiblesse humaines ; (elle peut aussi se réserver les causes majeures ; on peut lui soumettre en appel une cause déjà jugée, etc.). Normalement, son action doit s'exercer d'une façon médiate, c'est-à-dire au moyen des autorités subordonnées à qui il lui faut témoigner du respect (dans son propre intérêt d'ailleurs, car l'autorité est une en son principe ; si l'on manque à cette règle, il faut craindre là une sorte de justice immanente¹⁰⁴), en suivant la voie hiérarchique descendante ; il n'est pas toujours expédient d'user de son pouvoir d'une façon qui, en soi, serait pourtant licite.

*
* * *

La société une fois formée, elle agit en tant que telle, mais elle peut le faire de deux façons. Taparelli distingue¹⁰⁵ en effet l'ordre *politique* et l'ordre *civique*, celui-ci étant fin de celui-là : quand la société conserve et perfectionne sa propre unité et sa propre action, elle opère dans l'ordre *politique*. En vue de quoi cherche-t-elle sa propre perfection ? En vue du pouvoir de réaliser le bien des individus associés. Quand elle exerce ce pouvoir, elle opère dans l'ordre *civique*.

L'ordre *civique* fait l'objet de la *Quatrième Dissertation* du *Saggio*.

Le « devoir civique » du gouvernement consiste à faciliter aux hommes, par l'ordre extérieur, l'obtention de la félicité naturelle, en assurant à chacun ses droits à être, avoir et agir (c'est-à-dire droit à la conservation de la vie ; aux moyens de l'entretenir, par la propriété ; au libre usage de ces moyens, grâce à l'indépendance), — et à augmenter, par la coopération sociale (concours positif complétant les forces privées, intellectuelles, morales et physiques), les moyens dont ils disposent. D'où les deux chapitres essentiels (III^e et IV^e) de cette longue *Dissertation*, consacrés respectivement à la *protection* et au *perfectionnement*, dont le champ est immense et varié.

Dans le chapitre III, après des considérations sur l'épargne, le luxe, la bienfaisance, les monopoles, la prévoyance sociale, la succession héréditaire, etc., trouve place la théorie du *droit pénal*¹⁰⁶. Certains philosophes (Filangieri, Beccaria, Romagnosi, etc.) ne veulent voir dans le châtement d'une faute passée qu'une défense de la société, pour empêcher à l'avenir cette faute de se repro-

duire. C'est là une conception incomplète, comme d'ailleurs toute doctrine utilitaire ; elle n'envisage qu'un effet de la punition et non la punition elle-même, intrinsèquement, en son essence. En réalité, l'autorité est un agent moral, destinée à régir moralement l'action de ses sujets, et la peine qu'elle leur inflige quand ils transgressent la loi morale, a elle aussi quelque chose de moral. Elle châtie les coupables tout autrement qu'elle ne se préserve d'un fou ou d'un animal dangereux. Le triomphe du mal est un désordre ; aussi une diminution de jouissance sensible est-elle une juste compensation du plaisir procuré par une mauvaise action. La peine est à la fois *médicinale*, *réparatrice*, *exemplaire*, car elle tend : 1^o à amender le délinquant et en ce sens elle est un bien pour lui ; mais ce résultat salubre n'est pas sa fin principale¹⁰⁷ ; 2^o à rétablir l'ordre violé et à le venger absolument ; c'est cette restauration qui importe avant tout ; 3^o à détruire le scandale causé, en conformant les jugements au vrai et les volontés au bien. — Il faut prévenir les délits : c'est le rôle de la police. Taparelli en parle d'une façon fort avisée.

Le chapitre iv comprend ce qui peut développer la civilisation, par exemple : l'instruction et l'éducation (Taparelli fait là-dessus des réflexions très sensées), la discipline¹⁰⁸, la culture et les loisirs du peuple, la propagande, les récompenses, le patriotisme¹⁰⁹, l'esprit public, la politesse, la propreté, l'hygiène, le loyalisme, etc. En somme, il s'agit de la mission moralisatrice de l'État ; pour l'accomplir, celui-ci devra faire jouer tous les « ressorts » de l'homme. (On devine que ces vues théoriques, bien qu'exactes sur le plan idéal, peuvent donner lieu, en pratique, à des périls d'emprise excessive qui ne sont pas purement imaginaires)¹¹⁰. Taparelli note la différence qu'il y a entre la société stable et la société stationnaire, et entre progrès et révolution. Enfin, à propos des biens matériels, en considérant surtout les moyens moraux qui doivent régler les échanges commerciaux, il est amené à traiter du prêt à intérêt¹¹¹.

*
* *

La *Cinquième Dissertation* concerne l'opération de la société dans l'ordre *politique*¹¹², exercée par ses institutions organiques. La première question que pose Taparelli est : à qui appartiennent les droits politiques ? D'abord dans une société qui jouit de la paix intérieure (« *tranquilla* »). C'est évidemment l'autorité souveraine, en la personne du chef un ou multiple ; tout cela nous est déjà connu. Mais l'auteur se demande si, au cours des temps, les droits politiques peuvent changer de possesseur et être transmis, d'une façon volontaire ou non ; en d'autres termes : sont-ils aliénables ? Par nature, les droits politiques, quelle que soit la forme du gouvernement, sont aliénables (quand ce ne serait que par suite de la mort du souverain !), à condition qu'il n'en résulte aucun dommage pour autrui ni pour l'ordre social¹¹³. Mais renoncer aux droits politiques n'est pas la même chose que les transmettre : en effet, pour pouvoir abdiquer, il suffit qu'on ne lèse

pas de droits, tandis que pour transmettre les droits politiques il faut en outre que personne n'ait déjà le droit de succession et que celui qui se démet puisse aussi céder le « titre » (au sens juridique) en vertu duquel il a le droit de commander. Quand il s'agit d'hériter de la souveraineté, plusieurs auteurs ont traité le problème en ne tenant compte que du seul bien social, mais n'ayant pas, en l'occurrence, une idée juste de ce bien social, ils ont par là même coupé tout droit à la racine. Taparelli leur adresse une sorte d'*argumentum baculinum* : qu'auraient-ils répondu si leur gouvernement avait, sous prétexte de bien social, démoli leur maison pour faire une place publique, ou confisqué leur avoir pour entretenir un hôpital ? Ils auraient sans nul doute protesté que le premier des biens sociaux c'est la sécurité des droits de chacun et l'inviolabilité de la justice. Mais il faut en dire tout autant de la *possession* de l'autorité : elle provient d'un *fait*. Résoudre la question de la succession dynastique *uniquement* par le principe de l'utilité, c'est commettre la même erreur que de vouloir établir la « meilleure » forme de gouvernement (spéculativement, la définition n'a pas grande importance) sans se préoccuper des droits antérieurs. Mais je me demande pourquoi l'on ne pourrait pas faire intervenir ici la *collision* des droits, dont Taparelli lui-même a expliqué fort bien la notion. (S. I., n° 363).

Supposons maintenant le cas d'une société bouleversée (« *convulsa* ») : le peuple accuse son souverain d'injustice et de tyrannie, et l'accusation est fondée. Taparelli note que cette crise peut se produire aussi bien dans une polyarchie que dans une monarchie. Le commandement injuste oblige-t-il les sujets ? Non, si la chose commandée est *par nature* même évidemment injuste. Si l'ordre donné ne contient rien qui soit injuste par nature, mais si seulement cet ordre est ou semble injuste parce qu'il ne tend pas au bien public, il oblige toutes les fois qu'il émane de l'autorité suprême (car, dans l'association « hypotactique »¹¹⁴, il est clair qu'un pouvoir secondaire peut être redressé par le pouvoir supérieur et le sujet qui fait appel à ce dernier ne sort pas de l'unité sociale, puisqu'il en révere le principe) : la raison d'être de l'autorité étant d'unir les intelligences divergentes, l'opinion discordante du sujet est précisément la cause principale du devoir qu'il a d'obéir.

Mais celui qui commande injustement, perd-il le droit de souveraineté ? Taparelli débrouille admirablement ce difficile problème : « Il peut être question d'un seul ordre injuste, ou bien de l'*habitude* de commander injustement ; ces injustices peuvent offenser directement la *société* entière ou seulement un *individu* [le texte italien dit : « *qualche individuo* », ce qui peut avoir un sens pluriel] de la société ; l'*autorité* peut signifier ici, ou le droit d'être obéi dans ce commandement injuste, ou bien en général tout droit de commander, quel qu'il soit ; enfin le mot *perdre* peut signifier un défaut *abstrait* de valeur interne, ou une invalidité *pratique*, en vertu de laquelle cesse pour chacun le devoir de l'obéissance : ou, pour m'exprimer en termes plus clairs, le mot *perdre* peut s'entendre, et par rapport au pouvoir de celui qui commande, et par rapport au devoir de celui qui obéit... En

accordant qu'un prince inepte ou tyrannique perde l'autorité, le problème ne serait résolu que d'une manière toute *spéculative*. Il faut encore savoir à *qui* il appartient de décider que le commandement du souverain est tyrannique ; c'est là, en définitive, le nœud de la question *pratique*... »¹¹⁵. Son exposé des diverses opinions (Hobbes, Bossuet, Rousseau, Burlamaqui, Spedaliéri, Leibniz, de Maistre) est un modèle du genre. Après quoi il propose la sienne. Tout cela tient en plus de vingt pages, qu'il est à peu près impossible de résumer, car il y a autant d'idées que de lignes. En voici cependant quelques bribes¹¹⁶ :

« ...Il ne sert donc de rien de prouver qu'il *faut obéir à l'autorité* ; ce qu'il importe de démontrer, c'est que *l'autorité change ou ne change pas de possesseur dans le cas d'abus* ; or ce changement peut avoir lieu : 1° quand la *possession* de l'autorité cesse ; 2° quand le *sujet* investi de l'autorité vient à faire défaut. ...Un droit quelconque se perd-il quand on en abuse ? S'il se perd, il faut que ce soit en vertu de la collision avec un droit plus puissant, ou en vertu des changements survenus dans les titres de fait. En cas de collision, le droit ne cesse pas entièrement, mais seulement cette partie du droit qui est relativement plus faible qu'un droit plus fort... Au contraire, les changements survenus dans les titres de fait changent aussi le droit, et l'annulation des titres entraîne après elle l'annulation du droit... Si l'abus peut annuler l'autorité, ce sera donc par l'annulation des titres : or, quels sont les titres qui mettent *en possession de l'autorité* ? Ce sont les *faits* en vertu desquels une personne se trouve être à la tête d'une société. Ces faits... sont ou des événements *naturels*, ou le *consentement* des volontés, ou un droit *obligatoire*... L'abus constant de l'autorité peut annuler celle-ci chez les princes qui l'ont reçue tout entière du consentement libre et révocable du peuple ; mais si ce consentement a été basé sur des services rendus au peuple par le prince régnant, l'abus ne saurait annuler l'autorité, à moins qu'il n'ait annulé le service d'où le consentement tire son origine. Lorsque l'autorité dérive d'un autre souverain plus puissant, celui-ci peut, dans le cas d'abus, la retirer en toute justice, et le peuple qui se prétend opprimé a le droit de recourir à lui. Enfin, lorsque la possession de l'autorité est dépendante d'un titre immuable, l'usage en pourra être parfois suspendu, mais le droit est immuable comme le titre sur lequel il est fondé.

« Examinons maintenant si, à raison des abus, le *sujet* en qui l'autorité réside peut cesser d'exister... Il est... évident que le défaut [le texte italien dit : « *l'assoluta mancanza* »] d'intelligence rend un homme incapable d'exercer l'autorité ; la suspension temporaire de l'usage de l'intelligence, le délire, la folie, etc., suspendent l'usage de l'autorité. De même, par rapport à la volonté, une perversité totale et *invariablement* obstinée produit aussi l'incapacité de posséder l'autorité ». Mais il n'y a aucun danger qu'on applique à tort et à travers cette thèse, car Taparelli spécifie, en note, qu'il ne s'agit que du démon et de l'âme des damnés. « Une résolution *arrêtée* de vouloir *directement et avec une entière connaissance le mal* de la société pourrait être équivalente à cette première cause d'incapacité ; mais si le mal est voulu

[le texte italien dit : « ...non *il male*, ma *un qualche male*... »], non pas en tant que mal de la société, mais sous l'aspect d'un bien, si, de plus, la volonté n'est pas obstinée dans cette résolution, dans ce cas l'autorité peut parfois demeurer suspendue, mais le sujet qui en est investi ne cesse pas absolument d'exister comme souverain ». On voit que les conditions exigées pour la légitimité d'une déchéance ne sont guère fréquemment réalisées : « il arrivera rarement ou plutôt il n'arrivera jamais que des faits évidents viennent témoigner d'une perversité endurcie et irrémédiable ».

Voici maintenant la question pratique : « ...nous n'aurions rien fait si nous ne recherchions pas quel est celui qui a le droit d'appliquer, dans la pratique, les lois que nous venons d'indiquer, et de quelle manière il doit les appliquer... Voyons d'abord quels peuvent être les partis [parties] en présence, et quels sont les droits qu'ils [elles] peuvent faire valoir.

« Il s'agit de décider entre un peuple qui accuse et un souverain qui repousse l'accusation. Et d'abord : ces deux parties sont-elles égales au tribunal de la raison ? L'opinion monarchique pure nous dira qu'il ne peut y avoir d'égalité entre le supérieur et le sujet. Mais cette réponse suppose précisément le point qui est en discussion, à savoir si celui qui était souverain l'est encore. L'opinion contraire prétend, de son côté, qu'un seul homme ne peut être égal à une nation entière, et elle aurait raison, s'il était question du nombre ; mais quand il s'agit du droit, ce n'est pas la même chose. Pourquoi donc soutient-elle la nécessité d'un gouvernement, si ce n'est parce qu'une nation entière est incapable d'elle-même de connaître le droit et de le vouloir avec sécurité ? Un seul homme peut donc avoir un droit réel contre une nation entière ; or, au tribunal de la raison, le droit seul doit *prévaloir*, et, dans notre cas, les deux parties contendantes sont égales au tribunal de la raison... Un *seul* innocent est-il moins inviolable, quand il a *beaucoup* d'ennemis ? Un grand nombre d'*innocents* perdent-ils leur inviolabilité, quand ils ont un ennemi *puissant* ?... Il nous est donc permis de conclure que, dans la lutte des pouvoirs politiques, les parties sont égales devant la raison, et que, par conséquent, la raison doit juger leurs différends d'après les lois fondamentales de toute justice, à savoir l'*égalité* et la *possession* ». Salomon eût-il parlé avec plus de sagesse ?

Taparelli fait ensuite l'application de ces lois aux différentes origines de la souveraineté étudiées précédemment, la possession étant, suivant les cas, en faveur du souverain, ou en faveur du peuple, ou entre les mains d'un pouvoir supérieur :

Dans les souverainetés issues d'un fait naturel et constant, le souverain ne peut plus être dépossédé.

Si la souveraineté a été créée par le *libre* consentement des sujets, et que ceux-ci se sont *réserve* à eux-mêmes la réparation des maux dans l'ordre politique, ils sont en possession du pouvoir suprême, quand ils sont réunis sous certaines formes déterminées. «... Si, avec toutes les formes voulues, ils jugent le gouvernement tyrannique, ils auront le droit d'en redresser les torts... Si le peuple, en donnant son consentement à l'élection du souve-

rain, ne s'est pas réservé le droit de rétablir l'ordre en cas d'oppression, le prince étant alors entré en possession d'une autorité irrévocable, ne pourra évidemment en être dépouillé sur la simple assertion de ses accusateurs : il se trouvera dans le cas dont nous avons parlé en premier lieu ».

Dans les souverainetés qui doivent leur existence à un autre souverain plus puissant, et qui vivent sous la protection de ce souverain, celui-ci doit empêcher les abus de pouvoir ; il a compétence pour juger les causes des sociétés mineures.

On trouvera en appendice (N, p. 268) les critiques faites par Vareilles-Sommières à la position prise par Taparelli à l'égard de la réaction populaire ; certaines d'entre elles sont peut-être contestables ; néanmoins j'ai cru devoir les reproduire pour faire entendre un autre son de cloche. J'avoue qu'à mon sens ce chapitre de Taparelli ne satisfait pas entièrement l'esprit ; il s'y trouve beaucoup de choses vraies, mais on pourrait annoter d'une objection plusieurs alinéas ; il y a aussi des points de vue qui sont omis, semble-t-il. A titre d'exemple, voici d'abord quelques bonnes vérités : « ...il ne peut y avoir une série infinie de juges, et, de plus, il n'existe pas dans le monde un tribunal impeccable... »¹¹⁷. Donc, *en toute hypothèse*, il faut s'arrêter quelques part et admettre la possibilité d'une oppression irrémédiable. — « Il y a un très grand danger à laisser au peuple un droit semblable [celui de juger s'il doit obéir], parce qu'il est, pour ainsi dire, impossible qu'il n'en abuse pas... Il y a, du reste, une contradiction manifeste à prétendre d'abord que le peuple doit créer un souverain, parce qu'il est incapable de se gouverner, même au milieu du calme et de la paix ; et à soutenir ensuite qu'il lui appartient de juger si le gouvernement du souverain est équitable, et de prononcer ce jugement au milieu des entraînements des grandes commotions politiques et de l'agitation des assemblées populaires : pourquoi donc un souverain lui a-t-il été donné, si ce n'est précisément pour le retenir et le diriger dans ces moments de crise ? »¹¹⁸ — « N'y a-t-il donc que le seul désordre politique qui offense la vue de nos adversaires ; ne voient-ils donc que certaines formes de société où l'abus du pouvoir souverain est un mal irréparable ? N'y a-t-il pas d'autres maux irrémediables dans les sociétés humaines ?... Ces désastres ne sont-ils pas tout autrement fréquents, tout autrement sensibles et bien plus oppressifs que les désordres affreux et *désolants* des tyrannies politiques ?... On peut recourir aux tribunaux, dira-t-on ; mais si ce sont précisément les tribunaux qui sont injustes ? Ils ont tort, sans doute : car, dans les desseins de la providence sociale, les tribunaux sont établis pour défendre le droit. — Et le tyran, lui, aura-t-il raison en opprimant ses peuples ? Le ciel ne lui a-t-il pas confié la mission d'être le protecteur de l'innocence ? »¹¹⁹. — Remarque subtile : « en établissant comme un principe que le peuple est *toujours* souverain et que sa souveraineté est *inaliénable*, ils ont cru que c'était le seul moyen de lui garantir le droit de se défendre contre l'oppression : or, je le demande, n'est-ce pas confesser ouvertement qu'il n'y a pas de défense possible contre le souverain et que si le peuple n'était pas souverain, il n'aurait pas le droit de se défendre ? »¹²⁰ —

C'est la corruption sociale qui, par la complicité, est cause immédiate de la tyrannie : « ...comment la tyrannie d'un souverain pourrait-elle être durable, si la majeure¹²¹ partie de la société ne l'aidait de sa coopération *positive* et peut-être volontaire ? De deux choses l'une, ou la prétendue tyrannie ne blesse pas ouvertement la loi naturelle, et, dans ce cas, l'accusation portée par les sujets est sans fondement ; ou la prétendue tyrannie blesse ouvertement le droit naturel, et, dans ce cas, il y a lâcheté ou bassesse à ne pas recourir à la résistance *passive*... Y a-t-il lieu de s'étonner, après cela, qu'une société si mal animée se forge à elle-même ses propres chaînes ? N'est-elle pas, dans ce cas, son propre tyran, bien plus que le souverain qui la gouverne ? Sans sa coopération, le despote se trouverait arrêté à chaque pas... »¹²². — En cas de vacance de l'autorité souveraine, les sociétés inférieures « la plupart du temps ne se dissolvent pas à la dissolution de la société supérieure, les individus continuent donc à dépendre d'elles. La réunion des autorités modératrices de ces sociétés inférieures, pourvu qu'elles ne se séparent pas, sera donc en possession des droits politiques, dans le cas où tout possesseur légitime de l'autorité suprême viendrait à manquer, et dans la personne qui en était revêtue, et dans ses héritiers ou quasi-héritiers »¹²³.

Les passages suivants me paraissent plus ou moins défectueux : « ...comment ces hommes sages se concerteront-ils ? Si le souverain tolère les réunions pacifiques, ce n'est donc pas un tyran ; s'il est un vrai tyran, les réunions sont impossibles »¹²⁴. Il manque une troisième hypothèse : c'est que les réunions soient interdites, mais qu'on réussisse à les tenir en cachette. — « Le souverain n'est jamais seul ; s'il n'a pas des adhérents fidèles, il ne peut régner longtemps : ces fidèles adhérents ne forment-ils pas une partie de la nation, et d'ordinaire une partie très considérable ? »¹²⁵ (Cf. la citation du n° 1030 faite ci-dessus : « la majeure partie »). Je crois que le dernier membre de la phrase est erroné, car il suffit que les leviers de commande soient aux mains des sbires. Une armée qui occupe les points stratégiques, tient tout un pays en respect. — « ...Une autorité aussi ruineuse ne peut être naturelle »¹²⁶ (il s'agit du prétendu droit qu'aurait le peuple de juger s'il doit obéir) : pourtant, que de droits naturels authentiques qui dégénèrent facilement en abus ! Ces abus possibles et même probables doivent être pris en sérieuse considération, mais il ne faut pas, en agitant leur spectre, paralyser le droit par une sorte de chantage. — « ...Un souverain, c'est-à-dire le pouvoir *suprême*, peut-il, sans contradiction, se soumettre à un *autre* pouvoir ? »¹²⁷ Cette question est étonnante sous la plume de Taparelli, qui a écrit plus loin (n° 1038) : « ...Un peuple soumis qui réclame des garanties contre les excès du pouvoir souverain, quel qu'il soit, peut trouver... un remède imparfait appartenant à l'ordre purement naturel dans une autre société plus grande : il peut y trouver un remède parfait, *pour autant que le comporte la fragilité humaine*, dans la perfection de la société catholique ». (Cf. n° 1034 et suiv. — Cf. aussi *infra*, p. 238 et suiv., ce que Taparelli dit de l'*Elhnarchie*). Un souverain peut être déposé et l'histoire nous offre des

exemples de semblables destitutions. — Pour Taparelli, les déficiences intellectuelles (folie, stupidité) sont manifestes (comme s'il n'était pas facile à l'entourage du prince de les masquer aux yeux du peuple !), tandis qu'il arrivera rarement ou plutôt il n'arrivera jamais que des faits évidents viennent témoigner d'une perversité endurcie et irréductible¹²⁸ !... — « ...Dans notre cas [celui d'une souveraineté qui a sa source dans un fait naturel et constant], le droit est non seulement incertain, il est même contre le peuple ; car le prince possède le pouvoir »¹²⁹ ; le bien de l'homme c'est la justice : « il doit donc se résigner à souffrir plutôt que de violer le droit de la possession »¹³⁰. Oui, mais Taparelli a l'air de supposer que ce droit est absolu et ne peut jamais subir aucune restriction, alors que l'extrême nécessité prime la propriété privée elle-même. Pourquoi la « collision » ne jouerait-elle pas ici et ne neutraliserait-elle pas ce droit en l'empêchant d'être « vif » ? (Taparelli admet la collision quand le droit de commander se heurte au droit naturel, parce que les actions commandées sont « *per se* malvage », *ib.*, n° 1015. Mais est-il évident que ce soit là le seul cas possible de collision ? ». Dès lors, *a priori*, il n'y aurait tout au plus qu'une simple présomption en faveur du souverain. — « ...Les dommages et les périls d'une lutte armée sont incalculables : la justice et la prudence interdisent à la fois de recourir aux armes »¹³¹ ; « ...accordez au peuple le droit de se révolter ; il arrivera cent fois (« *molte volte* »), comme la chose est arrivée, qu'il sera vaincu par son prince, et que l'oppression n'en deviendra que plus tyrannique »¹³². Mais il arrive aussi souvent, sinon plus, que c'est le peuple qui a le dessus. D'ailleurs, en toute guerre, même légitime, il y a des ruines à prévoir et un risque à courir. — Quant aux maux « irrémédiables »¹³³, on ne doit pas déclarer *a priori* qu'ils sont tels ; on peut au moins essayer de les atténuer dans la mesure du possible, et de fait, contrairement à ce qu'insinue Taparelli, personne n'enseigne qu'à part la tyrannie, il faille accepter la méchanceté humaine (qui est ici poussée à l'extrême pour les besoins de la cause) comme une fatalité, sans s'efforcer d'en combattre les effets. — « ...L'infortune toujours *rare* d'un peuple opprimé ne peut légitimer une doctrine contraire à la justice *ordinaire*... »¹³⁴ : mais la doctrine qui autorise la rébellion est coextensive à la tyrannie ; elle ne vaut que pour ce cas, heureusement rare ; que certains en prennent prétexte et l'étendent à d'autres cas, c'est là un effet accidentel. — « ...La force régulatrice (en italien : « *ordinatrice* ») peut être réglée par la multitude sans règle (« *senza ordine* »). Y a-t-il une contradiction plus flagrante que celle-là?... »¹³⁵. Je ferai ici deux remarques : 1° Quand il y a tyrannie, la force régulatrice (au sens moral) en droit, ne l'est plus en fait ; 2° dans un cas précis, l'évidence du mal peut faire l'unité dans la multitude, qui s'organisera pour assainir la situation. — « L'homme est fait pour agir conformément à la raison, c'est là sa nature ; dans la totalité des individus la nature finit toujours par l'emporter à la longue ; le droit finira donc, à la longue, par remporter la victoire sur la force... »¹³⁶ ; « ...l'empire que le droit exerce naturellement sur les consciences... »¹³⁷ : voilà qui sent le libéralisme

(qui l'eût cru ? !). Taparelli aurait-il oublié le péché originel ? Ce qu'il dit est vrai sur le plan métaphysique. — « ...La nature, au moyen des droits de chaque individu, élève une barrière infranchissable à tout gouvernement honnête... »¹³⁸, ...qui n'a pas besoin de barrière, et la barrière est franchie par un gouvernement tyrannique : tout est là ! — La foi chrétienne rappelle aux princes leurs devoirs¹³⁹ : sans doute ; il reste à savoir si en fait ils tiennent compte de ses enseignements. Malheureusement il ne suffit pas toujours de prêcher à de mauvais rois les *Exercices* de saint Ignace pour qu'ils deviennent bons ! Souvent ils ont eu comme stimulant efficace pour le bien l'antagonisme de la masse grondante des mécontents. — « ...Jamais une multitude ne saurait se trouver sans un gouvernement légitime... »¹⁴⁰ : l'opinion de Taparelli vient de ce qu'il considère l'autorité comme la « *forme* » essentielle de la société¹⁴¹. Sans doute, normalement, une autorité est nécessaire à toute société, sous peine de déliquescence ; est-ce à dire qu'une société, dans des circonstances exceptionnelles de trouble, ne puisse pendant quelque temps se passer de l'autorité ? Je ne le crois pas. Elle sera, d'une façon transitoire, dans un état moins parfait, voire même réduite, à cause d'un manque d'unité, à n'être qu'une simple multitude risquant de se désagréger de plus en plus, mais qui reste en puissance de retrouver la force qui orientera ses énergies diffuses ; d'ailleurs, l'union produite par l'autorité peut parfois être suppléée dans une certaine mesure par d'autres facteurs : c'est ainsi que des nationalités, devenues momentanément acéphales, se sont cependant maintenues, grâce à la résistance invincible opposée à l'oppresseur ; il n'y a plus ici de société au sens juridique du mot, mais il y a tout de même plus qu'un certain nombre d'hommes vivant sur le même sol.

La lecture de ces pages de Taparelli, assez rigides dans leur ensemble, malgré quelques concessions plutôt théoriques, laisse une impression d'intransigeance et presque de servilisme. La réalité historique présente parfois des situations très complexes et déconcertantes qui échappent en partie aux idées claires et débordent le cadre de nos catégories habituelles de pensée. Quoi qu'il en soit, je serais curieux de savoir ce que Taparelli aurait dit de l'insurrection du général Franco contre le gouvernement rouge d'Espagne.

Je saisis l'occasion que me fournit l'intempérance dialectique de Taparelli (ici et ailleurs), pour faire une réflexion d'ordre beaucoup plus général : dans les choses *morales*, ou, plus précisément, dans la casuistique, l'intelligence spéculative n'est pas le seul chemin pour arriver au vrai. C'est, si je ne me trompe, ce que reconnaissait saint Thomas, qu'on ne peut certes accuser d'avoir négligé l'usage de la raison, lui qui admettait le jugement par « *connaturalité* »¹⁴² ; je m'imagine même que cet homme de bon sens aurait entendu avec jovialité le vers que Molière, dans les *Femmes savantes*, met sur les lèvres de Chrysale :

*Et le raisonnement en bannit la raison*¹⁴³.

Il faut aussi se souvenir que la conduite, *in contingentibus*, et en la présence immédiate de l'acte à poser, relève non seulement

de la science morale, mais aussi de la vertu de prudence (*recta ratio agibilium*) qui éclaire la conscience et repose sur l'intention droite¹⁴⁴ de la volonté : « verum autem intellectus practici accipitur per conformitatem ad appetitum rectum »¹⁴⁵. Saint Augustin avait déjà donné cette formule saisissante : « Dilige et quod vis fac »¹⁴⁶.

L'action *politique* doit perfectionner la société dans son *être* et dans son *opération* (chap. II de cette même Dissertation) : elle vise directement le bien de l'*association* elle-même, tandis que, on s'en souvient¹⁴⁷, l'action *civique* vise celui des *individus* associés ; l'ordre politique est donc un *moyen* par rapport à l'ordre civique. Taparelli le répète à chaque instant¹⁴⁸, comme il a aussi dit et répété que l'État doit respecter les individus et les groupements d'individus formés en son sein¹⁴⁹ ; cette réserve est d'une importance extrême. Mais, si l'on considère que la société est l'union d'êtres doués d'intelligence, il va de soi que plus cette union sera étroite, plus parfait aussi sera l'être de la société. Dès lors l'État doit unifier les esprits et les volontés en ce qui concerne le bien politique¹⁵⁰ (article 1^{er} du chapitre suivant¹⁵¹). — On voit combien cette thèse est dangereuse. Sans doute, moins le lien qui unit les individus est lâche, plus leur association est parfaite : c'est là une vérité de La Palice ; mais est-il souhaitable de resserrer ce lien au maximum ? Je ne le pense pas : si l'on veut que l'initiative privée garde effectivement ses droits, il ne faut pas commencer par faire à l'État une place exorbitante, en comptant sur lui-même pour modérer sa tendance envahissante et son prurit législatif ; ce serait donner d'une main et retenir de l'autre. Sous prétexte de chercher le bien de la société (qui n'est pas la fin suprême) et donc le bien réel des associés, ce serait ne pas assez tenir compte de celui-ci, vouloir le premier au détriment du second, forger un instrument nuisible, et en définitive ne poursuivre qu'un bien purement apparent (le vrai bien est « *ex integra causa* »). Si une société manque d'unité, elle ne pourra pas procurer à ses membres tout ce qu'une société plus forte parce que plus unie peut leur procurer : soit ; mais c'est là quelque chose de négatif qui est un moindre mal qu'un attentat contre les personnalités, consistant à exciter des instincts grégaires au sein d'une masse nivelée où l'on empêche toute différenciation. Comment Taparelli, qui a voulu éviter soigneusement les risques d'abus du libéralisme¹⁵², a-t-il si facilement admis ceux-ci, et cela malgré ses idées les plus chères, rappelées au début de cet alinéa ? Si je ne m'abuse, cela vient d'une conception trop large de l'autorité, au moins dans ces pages ; en réalité, le gouvernement civil n'a pas, directement, à unifier les intelligences, mais plutôt à prescrire des actes extérieurs (ce que Taparelli reconnaît lui-même expressément¹⁵³) tendant au bien commun ; il est donc normal qu'il puisse y avoir une certaine liberté (dans les limites que trace la morale) pour l'opinion publique, celle-ci ne coïncidant pas nécessairement avec les vues du pouvoir. Sans doute, l'État ne peut légiférer qu'en s'inspirant d'une doctrine, encore que les motifs de la loi ne tombent pas *sub præcepto*, mais celle-ci doit se réduire à quelques points dont l'évidence s'impose à tous ; il ne faut pas que l'esprit soit

obligé de se faire violence pour admettre l'idéologie d'un système. Si même l'État fait profession de la religion révélée, dont les titres de crédibilité sont indiscutables, il reçoit cette foi, comme les simples particuliers, telle que l'autorité de l'Église la présente ; il ne lui appartient pas d'en composer les formules dogmatiques. Mais, après quelques lignes inquiétantes par leur généralité et leur vague, Taparelli spécifie que la vérité qui peut lier les intelligences et plier les volontés, n'est autre que le *droit*, lequel est (je dirais plutôt : doit être) la « raison d'État »¹⁵⁴. Si toute l'action unificatrice de l'État sur les esprits se réduit à infuser aux citoyens l'amour du droit, sous son aspect formel, donc dépouillé par abstraction de tout contenu, en d'autres termes, à les former à la vertu d'obéissance, je suis pleinement d'accord avec Taparelli. Peut-être est-ce là la clef de la difficulté soulevée par la dualité que j'ai cru trouver dans la façon de se représenter l'autorité. Tout flottement disparaît si l'on affirme simplement qu'en obtenant, *a priori*, des citoyens une sorte d'adhésion de principe, en assurant leurs bonnes dispositions fondamentales, l'État pourra ensuite aisément réaliser l'ordre extérieur.

Ce n'est pas sans hésitation que j'ai osé émettre, respectueusement et *salvo meliori judicio*, quelques doutes ou critiques et même me séparer de Taparelli sur quelques points un peu faibles, car lorsqu'on affronte un tel homme, il est fort à craindre qu'on se trompe. Si c'est mon cas, peut-être ai-je une excuse dans une certaine obscurité ; malheureusement, comme Platon l'avait déjà remarqué dans *Phèdre*, un livre ne peut par lui-même se défendre contre les interprétations erronées : il faudrait que son auteur vint à son secours. Taparelli est mort : que quelques-uns de mes lecteurs veuillent bien se constituer ses ayants cause.

Taparelli propose une classification rationnelle des pouvoirs politiques : 1° Le pouvoir *constituant* (qu'il n'entend guère au sens du droit constitutionnel moderne, puisqu'il y a une *donnée*, qui est le *fait* associatif originaire ; il s'agit surtout de former l'être de la société en créant l'unité sociale) ; 2° Le pouvoir *délibératif* ; 3° Le pouvoir *législatif* (qu'il distingue du précédent) ; 4° Le pouvoir *exécutif* (auquel se rattache le pouvoir *judiciaire*).

En traitant de ces différents pouvoirs, il aborde une multitude de questions. Voici quelques endroits qui me paraissent particulièrement dignes d'être mentionnés :

Pour montrer que la liberté absolue de parler sur les questions politiques ne peut exister, Taparelli reproduit¹⁵⁵, *ad hominem*, les instructions du comité qui, à Palerme, le 10 janvier 1848, avait lancé l'ordre de révolution pour le 12 : « en cet intervalle, que personne n'ose critiquer les ordres du comité et les mesures qu'il aura prises. Cela est de la plus grande importance, afin de ne pas compromettre l'exécution du plan général destiné à assurer le sort de la nation ». — « La probité et la capacité personnelles auront toujours une immense influence sur l'action sociale ; et par conséquent, la constitution aura atteint sa perfection, quand elle ne tendra pas seulement par ses dispositions organiques à diriger vers le bien commun les personnes même incapables, mais qu'elle s'efforcera... de rendre capables les personnes

à qui les pouvoirs politiques doivent être conférés »¹⁵⁶. — A propos de la statistique¹⁵⁷ : « Cette science naissante et, par conséquent, peu perfectionnée, est, pour ainsi dire, inconnue du vulgaire ; elle mérite pourtant de la part du pouvoir délibératif une attention sérieuse (le texte italien dit : « somma attenzione »)..., si elle arrive à représenter avec vérité les assertions qu'elle prétend établir ». (Je traduis ces derniers mots d'une façon plus littérale que dans l'édition française). — Le gouvernant doit se renseigner, mais « celui qui donne audience sans faire droit aux réclamations, est considéré d'ordinaire comme partie intéressée, et il l'est souvent en réalité. Au surplus, les personnes employées par le souverain pour prendre connaissance des affaires, sont parfois précisément celles qui l'induisent en erreur. Enfin... le peuple exige souvent une perfection... politique irréalisable »¹⁵⁸. Aux numéros 1087 et 1088, Taparelli résout, avec nuances, la question de savoir si les lois obligent même le législateur. — Certains ont cru trouver dans la coutume une preuve de la souveraineté du peuple ; c'est à tort, car la convenance de la coutume « vient de l'approbation commune qui est l'indice de l'opportunité naturelle d'une semblable mesure ; mais son véritable titre d'autorité, c'est l'approbation du souverain qui lui donne force de loi »¹⁵⁹ ; une juste autorité « trouve dans les faits le motif qui la porte à créer les lois »¹⁶⁰. — Dans les polyarchies le souverain « est difficilement accessible aux remords : car une assemblée nombreuse n'a pas une conscience commune, comme elle a l'autorité en commun ; la conscience des individus facilement trompée, ou croit agir avec droiture, ou se base sur l'autorité de la majorité, ou s'excuse à raison de l'impossibilité même de résistance, ou s'imagine que la faute est moins grave à raison du grand nombre des complices »¹⁶¹. — Au chapitre VI, Taparelli aborde des problèmes démographiques épineux : l'accroissement de la population (il affirme hautement que le mariage n'est pas soumis à l'influence directe de l'autorité politique), l'émigration, le transfert des groupements humains, les colonies et leur émancipation. — Le n° 1140 est digne de la plus complète approbation : « ...que dire de certaines exigences, propres surtout aux temps de troubles ? exigences qui paraissent faites pour éloigner des emplois certaines classes de citoyens, ceux, par exemple, qui ne veulent pas prêter certains serments qui ne font rien au bien public, ceux qui refusent de professer certaines doctrines non approuvées par l'autorité compétente, ceux qui ne veulent pas s'astreindre à recevoir leur éducation dans tels et tels établissements officiels, et qui, du reste, ne peuvent être suspectés d'incapacité ou de déloyauté ? En général, ces exigences sont des mesures vexatoires : le désordre ici ne consiste pas à exiger de la part des employés des preuves de capacité et de moralité : mais plutôt dans la manière dont ces preuves sont exigées, dans des prescriptions inutiles, superflues ou même injustes. Ces mesures inutiles sont évidemment un abus, alors même qu'elles ne seraient pas ouvertement iniques : elles feraient un grand mal à la société, si elles allaient jusqu'à violer les droits les plus sacrés de l'individu. Ainsi, prescrire un enseignement obligatoire, c'est enlever au père le droit imprescriptible qu'il a sur ses enfants ;

exiger qu'on donne son adhésion à des idées, à des doctrines qui ne sont rien moins que certaines, c'est mettre les membres de la société dans la cruelle alternative de mentir à leur conscience, ou de renoncer à des honneurs, à des emplois auxquels la justice distributive leur donnait le droit de prétendre. » — Au sujet des emplois publics : « ...ceux-là se trompent étrangement qui croient que les emplois sont de simples distributions d'argent et de vivres, qui doivent être faits aux plus nécessiteux. Sans doute, à mérite égal, on peut préférer, dans la collation d'un emploi, un homme dans le besoin à un homme riche ; cependant, il peut se faire que la richesse de l'employé soit une condition nécessaire pour bien remplir sa charge, mais alors il n'y a plus mérite égal. Le besoin d'un homme ne peut jamais lui faire donner un emploi, et, à plus forte raison, faire créer pour lui un emploi nouveau ; ce serait voler la société et dilapider le trésor public. La société a d'autres moyens pour venir en aide aux nécessiteux ; elle ne doit pas leur sacrifier la bonne gestion des emplois et le bien-être général »¹⁶². Il ne faut pas multiplier sans nécessité les emplois : « ...plus il faut de moteurs pour soulever un poids donné, plus aussi est grande la quantité de forces mortes... c'est l'indice d'une imperfection dans la machine, et cela nous prouve que le mécanicien n'a pas su tirer tout le parti possible de la combinaison des forces »¹⁶³. — L'article III de ce chapitre VI ressortit à l'économie politique ; il a pour titre : « de la richesse sociale » ; notons seulement cette sage réflexion¹⁶⁴ suggérée par la distribution des terres que conseille Montesquieu : « une saine politique doit tâcher de s'opposer aux causes mêmes qui mettent la propriété aux mains de quelques hommes ; c'est ainsi que, peu à peu, par un développement naturel et sans blesser la justice, on parvient à établir un parfait équilibre dans la propriété ». — L'article suivant, fort intéressant, a pour objet le pouvoir judiciaire (remarque piquante à propos du jury : « ...le gouvernement n'est pas obligé de fournir au peuple une force de résistance, mais bien à faire en sorte que le peuple n'ait pas besoin de cette garantie »)¹⁶⁵ ; enfin un article sur la force publique clôt toute cette étude.

Indiquons maintenant quelques phrases qui, pour échapper à la critique, auraient tout au moins besoin d'être expliquées :

Taparelli approuve le cens électoral, parce qu'« un électeur pauvre est incité par sa condition à vendre son suffrage »¹⁶⁶ ; sans doute, mais l'expérience quotidienne nous montre que la plupart des hommes essayent de tirer profit de tout ce dont ils disposent, même s'ils jouissent d'une situation de fortune assez aisée. — « ...Les monarques sentant la faiblesse humaine qui ne supporte pas toujours le joug de la raison, se sont environnés d'une foule de précautions, pour rendre leur impartialité entière dans la création des lois. C'est pourquoi ils ont généralement fait dépendre leur promulgation et leur exécution de certaines personnes qui sont assez capables et assez courageuses pour les empêcher eux-mêmes de prévariquer »¹⁶⁷ ; « ...les souverains absolus ont cru devoir établir eux-mêmes certaines formes pour la ratification de leurs ordres, et certaines corporations pour veiller à l'exécution de ces formalités ; ces princes voulaient sans doute se créer

à eux-mêmes des obstacles qui pussent les arrêter quand ils se trouveraient égarés par leurs préjugés ou leurs passions »¹⁶⁸ ; « la différence entre les gouvernements mixtes et les gouvernements absolus ne consiste pas à avoir ou à ne pas avoir ce frein salutaire ; mais... elle consiste en ce que les uns se l'imposent à eux-mêmes, tandis que les autres ont le droit de l'imposer au prince »¹⁶⁹ : ne seraient-ce pas là autant d'affirmations gratuites ? — « Souvent un petit nombre d'hommes, une vraie oligarchie peut attirer à son avis, grâce aux séductions de l'éloquence, les opinions de la plupart des membres. Quand on connaît la nature des assemblées nombreuses, on voit que ce désordre peut s'introduire facilement et qu'il est très dommageable »¹⁷⁰ : c'est vrai des réunions populaires ; quant aux parlements, des hommes politiques expérimentés estiment que jamais un discours n'a pu changer un vote décidé à l'avance. — Certains arguments de Taparelli, à l'appui des meilleures thèses, dans le chapitre vi, me paraissent un peu faibles. — A propos de la propriété foncière, Taparelli rapporte, sans l'approuver explicitement, un argument qu'on s'accorde généralement aujourd'hui à faire valoir en sens exactement contraire : « ...la France..., morcelée, comme elle est, en une infinité de petites propriétés, semble avoir perdu une des grandes bases de l'organisation sociale ; elle est devenue par là même un champ toujours ouvert aux fureurs de l'anarchie »¹⁷¹.

En guise de conclusion de cette cinquième Dissertation, Taparelli discute le principe de la séparation des pouvoirs, prôné par Montesquieu, et qu'il juge trop général¹⁷². En effet, cette division n'est pas conforme à la nature de l'autorité ; tous les pouvoirs appartiennent essentiellement à *une* seule et même personne, physique ou morale. Cependant Taparelli estime que cette répartition peut être utile à cause de la corruption : là où la raison et la conscience ne règnent pas parfaitement, il importe d'introduire un contre-poids qui fasse équilibre aux propensions mauvaises et force, d'une façon en quelque sorte matérielle, les gouvernants à être justes malgré eux. Mais on ne peut ériger la séparation des pouvoirs en loi universelle, puisque tout ce qu'on accorde au besoin d'opposition, on l'ôte à l'unité qui est l'élément constitutif, l'être même de la société. La séparation des pouvoirs est donc, en elle-même, un mal social, et elle ne devient un bien que dans la mesure où elle est nécessaire pour empêcher de plus grands maux¹⁷³. Taparelli résume ainsi son opinion¹⁷⁴ : la division des pouvoirs politiques est le régime de l'humanité déchue ; effet de la faute et du vice, elle est un principe de destruction sociale, qu'on oppose à un autre principe dissolvant dont l'action est plus rapide, le despotisme. L'unité des pouvoirs convient à l'humanité non corrompue ; c'est une conséquence immédiate de la nature intelligente et une source de perfection sociale. La tendance à l'unité des pouvoirs est la marche normale de l'humanité restaurée par la vertu divine ; elle résulte de l'état présent de l'homme, complexe de raison et de corruption ; elle est diversement applicable, selon le mouvement des sociétés et des individus, qui semblent perpétuellement osciller entre le bien honnête et le bien sensible.

Du point de vue rationnel, tout cela est certainement inatta-

quable, mais il me semble que Taparelli se montre un peu trop optimiste. L'analyse de purs concepts risque d'aboutir, sur le terrain politique, à des constructions chimériques ; le réalisme pratique, qui est une des formes de l'hommage que l'esprit humain doit rendre à la Vérité, exige qu'on tienne compte des faits, non seulement au sens où Taparelli entendait ce mot¹⁷⁵, mais au sens usuel. Or, la malice humaine s'étale sous les yeux de l'historien ; notre libre arbitre nous ouvre des possibilités de chutes fréquentes ; la Rédemption a permis de triompher du mal avec la grâce de Dieu, mais elle ne l'a pas éliminé du monde et elle n'a pas supprimé le rôle des gendarmes. Sans être aucunement d'une nécessité absolue, peut-être la séparation des pouvoirs publics est-elle tout de même un peu plus souvent opportune que ne semble l'admettre Taparelli.



« Précurseur le plus clairvoyant de toute l'organisation internationale contemporaine »¹⁷⁶, Taparelli a exposé ses idées sur l'Ordre international principalement dans la *Sixième Dissertation* de son ouvrage capital, *l'Essai théorique de droit naturel*. Je reprends ici, en le retouchant légèrement, ce que j'ai écrit dans : *Vitoria et Suarez, contribution des théologiens au droit international moderne*¹⁷⁷, où j'ai essayé d'exprimer fidèlement la substance de cette Dissertation.

Après avoir, dans les Dissertations précédentes (II-V), étudié la société d'une manière générale dans ses formes d'existence les plus simples, Taparelli n'a pour ainsi dire plus qu'à prolonger les côtés des angles, pour traiter de la société internationale, cas particulier auquel s'appliqueront par extension les notions déjà acquises. Nous restons toujours dans le droit naturel, domaine propre du philosophe ; le droit positif est délibérément exclu par l'auteur, qui s'attache uniquement aux principes.

La fin de la société internationale est d'assurer l'exécution des lois qui régissent les relations entre des sociétés spécifiquement *égales*, soit en temps de *paix*, soit en temps de *guerre*. C'est la considération de cette fin qui permettra de préciser la nature de la société internationale. Taparelli entend ici par *nations* des sociétés *indépendantes* les unes des autres, laissant de côté pour l'instant la recherche de ce qui constitue formellement l'essence de la nation et l'examen critique des divers éléments qui *a priori* pourraient entrer dans la définition de la nationalité¹⁷⁸.

La société internationale a pour fonction propre de conserver et de parfaire les droits et les devoirs des nations.

Supposons un moment qu'il n'existe que deux sociétés indépendantes. Quelles seront leurs relations en tant que sociétés, donc par l'intermédiaire de ceux qui les gouvernent ? La première loi morale de leurs rapports sera l'*amour mutuel*. En effet, l'autorité souveraine d'une société, quelle qu'en soit la forme, doit procurer le bien de ses sujets, mais elle doit aussi vouloir que l'autorité suprême de l'autre société en fasse autant, puisque telle est pour chacune d'elles l'intention du Créateur, à laquelle

toutes deux doivent coopérer. Il est donc interdit de poser un acte qui léserait les droits d'autrui. Ainsi Montesquieu a tort de prétendre qu'il est permis de déclarer la guerre à un peuple pour la seule raison qu'il est en voie de prospérité et d'accroissement¹⁷⁹. Cet amour que les sociétés se doivent l'une à l'autre, consiste à vouloir leur bien respectif, relatif aux divers éléments intégrés dans l'idée complexe de société, bien subordonné à celui des personnes associées pour qui l'association n'est qu'un moyen. C'est à la lumière de ces principes qu'il faut résoudre les problèmes moraux si délicats soulevés par la colonisation.

I. — *En temps de paix*

Puisque chaque nation doit désirer efficacement la félicité des autres nations, elle doit par là même désirer et, dans la mesure où elle le peut, faire en sorte que celles-ci conservent leur être, c'est-à-dire leur existence politique, et soient à même de réaliser le bonheur individuel de leurs membres.

A vrai dire, la conservation de l'état politique est la fin *immédiate* de l'amour international qui réunit des unités sociales organiques, puisque c'est en cet état politique que ces unités trouvent leur forme concrète ; le bien des citoyens sera la fin ultime à laquelle le bien politique est lui-même ordonné¹⁸⁰.

Cette protection de l'existence politique comporte évidemment la défense contre d'injustes agresseurs. D'ailleurs, cette défense n'est pas un acte de pur altruisme, car le triomphe de l'opprimeur serait un péril prochain pour les nations voisines :

*Nam tua res agitur, paries cum proximus ardet*¹⁸¹.

C'est donc une entreprise d'intérêt commun.

On pourrait trouver dans ce fait d'injuste agression et les devoirs de solidarité qui en résultent, le germe de la société *juridique* des nations. En effet, tout cela ne vise que des sociétés égales entre elles. Dans l'hypothèse d'une société de nations, et par conséquent d'une autorité internationale, il y a un changement dans le droit, comparable à celui qui se produit pour les individus dès lors que, par le fait de leur association, une autorité sociale vient à naître. Une société opprimée aura recours à l'autorité internationale.

L'être social, étant composé, peut périr non seulement par une attaque *ab extrinseco*, mais encore par désagrégation interne. L'amour international exige donc qu'on s'oppose à l'action des principes destructeurs de l'ordre social. Si des troubles se manifestent, les États amis pourront avoir à jouer un rôle de moniteurs, d'avocats, de pacificateurs, mais non de juges, ni évidemment de fauteurs de rébellion. Si, cette agitation s'aggravant, la nation se voit scindée en deux partis opposés qui vont s'affronter et déchaîner une guerre civile, la nation amie devra soutenir les droits *prévalents*, sans égard à son avantage matériel, car la justice est le premier bien et donc le premier intérêt véritable de toute société. Il importe d'ailleurs de remarquer que ces droits *prévalents* ne sont pas toujours nécessairement les droits anciens,

car il peut y avoir une évolution naturelle pour les droits, comme il y a un mouvement naturel pour tout l'univers. Par suite de *collision*, des droits antérieurement acquis peuvent être modifiés. Abus de pouvoir, refus d'obéissance, prescription justifiée par les exigences du bien commun, impossibilité reconnue de certaines formes politiques, conventions bilatérales de partis en désordre : voilà quelques-unes des circonstances grâce auxquelles une nation amie pourra licitement, non imposer d'une façon arbitraire sa volonté, mais mettre la nation bouleversée en état de reconstituer par son autorité naturelle le corps social qui tombe en dissolution.

Jusqu'ici on suppose que la nation amie a été appelée au secours tout au moins par l'un des partis adverses qui a le droit d'être défendu ; mais si personne ne l'y invite, lui sera-t-il permis de se mêler des affaires d'une autre nation ? On aborde ici la question si célèbre de l'*intervention*.

Il importe de distinguer un *double* point de vue : en effet, le désordre peut être envisagé soit comme un *mal pour la société qu'il bouleverse*, soit comme un *danger pour les autres*.

Considérons-le d'abord sous le *premier aspect*. Trois cas peuvent se présenter :

Premier cas. — Si une autorité concrète *quelconque* subsiste encore, une société en proie au désordre devient-elle *en droit* dépendante des sociétés voisines ? Évidemment non, car c'est à cette autorité qu'il incombe de rétablir l'ordre¹⁸² ; une intervention serait donc une intrusion.

Deuxième cas. — Le légitime possesseur de l'autorité est dans l'impossibilité de l'exercer. La société chez qui se trouve une autorité concrète réduite à l'impuissance, est dans la même condition que l'homme privé de l'usage de la raison, puisque la raison de la société c'est l'autorité¹⁸³. Intervenir pour faire écouter la voix de l'autorité légitime, ce n'est pas usurper le droit de commander, mais soutenir les droits du chef véritable ; ce secours est certainement voulu par lui, même si sa volonté ne peut être exprimée, car par nature le gouvernement veut gouverner. *Autre hypothèse* : la société en est arrivée à un tel point de dissolution qu'il n'y a plus aucune autorité ni unité. Cette hypothèse est purement spéculative, car en réalité il reste toujours des amis de l'ordre, même occultes, et ceux-ci continuant à former l'ancienne société ont autorité sur les agitateurs, quoique cette autorité soit enchaînée ; pratiquement on retombe ainsi dans l'hypothèse précédente et ici encore l'intervention est licite, pour la même raison.

Troisième cas. — Le gouvernement *de fait* est déjà établi et se prépare à rendre la tranquillité au pays. Les nations ne dépendent pas de l'autorité *civique*¹⁸⁴ possédée par l'usurpateur ; leurs relations visent immédiatement l'ordre *politique*¹⁸⁴ et l'autorité de cet ordre appartient en droit au prétendant, tant qu'il n'y a pas prescription ; leur devoir est donc, *en principe*¹⁸⁵, de favoriser le retour au pouvoir du prétendant injustement spolié et de punir l'usurpateur.

Considérons maintenant l'intervention sous le *deuxième aspect* indiqué plus haut, à savoir comme une *défense*. On ne peut admettre l'intervention par crainte d'un danger de contagion purement possible. Mais en réalité la crainte provoquée par une rébellion près des frontières ne sera presque jamais la crainte d'un danger purement possible, surtout si, comme c'est le cas dans les temps modernes, la rébellion se réclame d'une doctrine perverse, anti-sociale, car les doctrines ont une tendance irrésistible à se propager. On est alors en face d'un agresseur et c'est un véritable ennemi que l'on combat. Cette solution comporte des nuances et des réserves, car les répercussions pratiques d'une doctrine erronée peuvent être plus ou moins graves, plus ou moins directes, plus ou moins évidentes, suivant les temps et les lieux. Si l'on fait abstraction des liens résultant d'engagements réciproques, les discussions intestines ne donnent à une autre nation le droit d'intervenir que si elles sont une menace positive pour l'existence politique de cette nation, par la propagande volontaire de doctrines subversives.

Nous venons de voir la première conséquence du principe de l'amour international ; mais il ne suffit pas de vouloir pour autrui le bien de l'existence, il faut aussi vouloir les *moyens*, spirituels et matériels.

La société peut posséder, pour la même raison que l'individu, *mutatis mutandis*. A l'égard des biens meubles et immeubles, la société joue un *double rôle* :

1^o Elle a mission de protéger ce qui appartient à ses membres. Ainsi une même chose peut être dite *mienne* par l'individu et par la société, mais à *deux* points de vue différents, puisqu'il s'agit de sujets de droits subordonnés l'un à l'autre : par l'individu, en tant qu'il peut en disposer à son gré et la consommer ; par la société, en tant qu'elle doit exercer sa fonction ordonnatrice en vue du bien commun ;

2^o Elle administre par elle-même les choses qui constituent son domaine propre, c'est-à-dire qui sont destinés à des usages sociaux, comme la recette des impôts.

Une nation possède un territoire ; le cas n'offre pas de difficulté. En est-il de même quand il s'agit de la *mer* ? Est-il permis de se l'approprier ? Taparelli traite cette question à titre d'exemple, comme application des principes posés par lui. Voici, sans entrer dans le détail, les conclusions auxquelles il aboutit :

On peut admettre que la mer devienne un objet de possession (propriété privée et, par suite, haut domaine de l'État) dans les lieux où elle est analogue à un fonds productif.

Si l'on ne peut exploiter les richesses qu'elle recèle et que, par conséquent, elle soit stérile du point de vue industriel et commercial, elle ne sera légitimement possédée que si elle est un moyen indispensable de communication pour les populations côtières (cabotage).

S'il s'agit de la haute mer (toujours supposée improductive), la *racine* même de la possession fait défaut ; c'est un lieu de transit, mais il y a de la place pour tout le monde, si l'on peut ainsi

s'exprimer. Interdire le libre passage aux autres nations serait, non viser son propre bien, mais empêcher celui d'autrui et manquer à la justice, puisque la légitimité de la propriété s'appuie sur les inconvénients qui proviendraient de la communauté des biens ; or ici il n'y a aucune raison qui permette d'exclure les autres. On voit donc ce qu'il faut penser de la maîtrise des mers (en temps de paix).

Peut-être objectera-t-on que la mer deviendra une source de revenus si l'on établit des taxes semblables à un droit de péage. La réponse est aisée : le droit d'établir des taxes présuppose la possession ; celle-ci ne peut donc, sans cercle vicieux, provenir de celui-là. Un tel argument conduit au *beneficium latronum*, le même que celui de l'usure et du chantage.

Dans les desseins du Créateur, le commerce est le grand lien social qui forme entre toutes les nations une seule et même société et procure aux peuples et aux individus des avantages nombreux et variés : avantages matériels, par l'usage commun de toutes les productions du globe ; avantages intellectuels, par la propagation des idées et le progrès des sciences ; avantages moraux, par de mutuelles garanties d'ordre ou par l'unité des croyances religieuses. C'est donc la nature, cette éloquente interprète des volontés divines, qui appelle tous les peuples à former entre eux une association universelle et qui leur en fait en même temps un devoir. Cette obligation, considérée comme *négative*, défend à tout gouvernement de s'opposer jamais directement à ce que les nations forment entre elles une société universelle ; considérée comme *positive*, elle ne lui enjoint pas d'établir des relations commerciales avec tous les peuples de la terre, mais seulement avec les nations que les faits mettent en rapport avec lui et envers lesquelles il a des devoirs de justice ou de bienveillance à remplir. La liberté du commerce est donc conforme à la nature, tant qu'un devoir plus grave ne s'y oppose pas : par exemple, si la liberté commerciale exposait un pays à perdre son indépendance, en le rendant tributaire de l'étranger pour les denrées alimentaires, les fournitures d'armes ou autres objets de première nécessité, son gouvernement agirait avec sagesse en prohibant les produits étrangers, afin de stimuler l'industrie nationale. Sauf ces cas particuliers, vouloir pour autrui ce que nous voulons pour nous-mêmes signifie communiquer aux autres nations, dans la mesure où cela ne nous porte pas préjudice, les trésors que la nature nous a prodigués. La liberté commerciale s'impose dans l'état normal.

Quant à la communication des biens d'ordre spirituel, biens intellectuels et moraux (tels que la connaissance de la vérité, l'union, la paix, etc.), toutes les nations sont tenues d'y coopérer loyalement. Les règles concernant les relations diplomatiques sont un corollaire de ce qui précède. Enfin, Taparelli traite du prosélytisme religieux.

II. — *En temps de guerre*¹⁸⁶

La guerre est une *lutte entre sociétés essentiellement égales, à l'effet de soutenir le droit par la force*¹⁸⁷. Le droit étant le vrai bien de l'homme considéré comme un être doué de raison, les efforts que l'on fera pour la sauvegarde du droit, tendront à procurer le bien commun des deux nations belligérantes, et ils seront donc, si paradoxal que cela soit quand il s'agit de la guerre, des actes d'amour international. Il arrivera souvent que, sous prétexte de défendre le droit, on défende l'injustice, et que, même en défendant le droit, on cherche plutôt à satisfaire sa vengeance qu'à faire prévaloir le bien de l'ordre ; mais les égarements de la raison qui, dans l'ordre subjectif (*finis operantis*), rendent l'homme esclave des passions, ne peuvent, dans l'ordre objectif (*finis operis*), modifier la nature des choses ni la genèse naturelle des actes humains. Aussi, il sera toujours vrai de dire que de sa nature la guerre doit être une défense violente de l'ordre, une réaction contre le désordre, et que toute autre guerre serait contre nature.

De cette définition il est facile de déduire les principales lois de la guerre.

La guerre étant une lutte entre des sociétés, elle a par là même un caractère *public* ; ayant pour fin le rétablissement de l'ordre, il faut que la *justice* préside à son origine et à ses opérations ; étant une défense violente, elle devra mettre en œuvre toute la *force* requise par le but visé ; mais elle ne doit pas excéder certaines *limites*, pour ne pas dégénérer en agression. *Publicité, justice, efficacité, modération*, telles sont donc les quatre conditions de la guerre.

1° *Publicité*. — La guerre doit être décidée par l'autorité, qui, à défaut de recours possible, se voit obligée d'employer les armes pour faire valoir ses droits. Les cités se sont groupées en États, les États se sont fédérés : ainsi les affaires les plus graves seront peu à peu réservées à une juridiction supérieure ; celle-ci pourra, par sa seule autorité, assurer le respect de leurs droits aux sociétés inférieures qui d'abord devaient entrer en guerre pour faire triompher leurs revendications. A la limite, dans une communauté organique parfaitement constituée, aucune des nations qui la composent ne pourra faire la guerre si ce n'est à titre de membre du tout social, sur l'ordre de l'autorité suprême qui régit la communauté, car ce serait une grande imperfection pour le tout que de renfermer des parties se combattant librement entre elles.

La guerre doit tendre au bien public de la société qui en prend l'initiative. Le bien qui revêt un caractère de stricte obligation sera évidemment un juste motif de guerre ; si le bien envisagé apparaît comme seulement convenable, l'autorité ne peut imposer absolument la guerre à ses sujets ; elle ne peut que seconder la généreuse ardeur des volontaires. Quand, spontanément, l'ensemble des citoyens veut la guerre, celle-ci peut être dite nationale ; dans une telle guerre, les fautes sont imputables à ceux

qui combattent par leur libre volonté et chacun d'eux mérite un châtement personnel.

2^o *Justice*¹⁸⁸. — Une nation ne doit déclarer la guerre à une autre qu'après lui avoir fait connaître ses griefs et les satisfactions qu'elle serait disposée à accepter.

La guerre, supposé un délit de la part de l'un des belligérants, est un châtement international et, comme telle, elle doit avoir pour but de restaurer l'ordre, de réparer le dommage causé et de procurer des garanties pour l'avenir. D'où *trois* justes causes de guerre :

a) Une *violation de l'ordre*, qui confère une autorité sociale à l'innocent, par suite de sa supériorité de droit¹⁸⁹ ;

b) Un *préjudice* porté à une nation, soit en lui ravissant ce qu'elle possède, soit en l'empêchant d'obtenir ce qui lui est dû. S'il n'y a pas de culpabilité chez l'offenseur, l'offensé n'aura droit qu'à récupérer son bien, car la justice entre égaux exige seulement qu'on restitue l'équivalent du dommage causé ; s'il y a eu culpabilité chez celui qui a nui, la peine s'ajoute à la compensation pure et simple.

Ici se présente la question si complexe de la *neutralité*. Ceux qui favorisent l'adversaire, peuvent être assimilés à l'adversaire lui-même. Mais quiconque ne rompt pas toute relation d'amitié avec lui, est-il par là-même censé le favoriser ? Si les torts de l'adversaire ne sont pas d'une évidence absolue, on ne peut sommer une tierce nation de cesser tous rapports avec lui. Si au contraire ces torts étaient évidents, on ferait appel à cette tierce nation, supposée impartiale, en qualité d'arbitre, et celle-ci devrait, à condition qu'elle le pût sans grave inconvénient pour elle-même, faire respecter par les armes, si besoin en était, l'exécution de sa sentence. Mais on ne pourrait l'y contraindre, car il est impossible de savoir si pour elle ce devoir est rigoureux, puisqu'il est impossible de savoir si elle peut entrer dans la lutte sans qu'il lui en coûte un grave dommage.

S'il est question de ravitaillement en munitions, d'importation de marchandises qui ne servent qu'à la guerre, celui qui a droit à ne pas être attaqué a aussi le droit de s'opposer à ce commerce, qui porterait *directement* secours à l'ennemi. On dira peut-être que tout commerce développe la richesse, qui est le nerf de la guerre, et qu'ainsi on peut interdire tout commerce. Le même raisonnement prouverait qu'il est aussi défendu de donner à manger à un assassin que de lui fournir des armes, car s'il ne mangeait pas, il n'aurait pas la force de manier ces armes. Il est évident qu'en ce cas il n'y a pas de coopération formelle et que l'effet mauvais accidentellement produit *præter intentionem* n'est pas imputable à l'auteur d'un acte qui en soi est bon.

c) Un *péril* qui menace la nation. Il faut que le péril soit réel ; il ne suffit donc pas qu'une nation soit matériellement plus puissante que la nation voisine pour qu'elle constitue un danger : on doit aussi tenir compte des dispositions morales. Même s'il est probable que l'État en question a des intentions hostiles, on

ne peut lui déclarer la guerre, car il faut que le péril soit certain : c'est pourquoi un développement anormal des armements ne confère que le droit de s'armer également et de demander des explications. En réalité les cas les plus fréquents de crainte fondée sont dus au fait qu'après une guerre, le vaincu, remis de sa défaite, prépare la revanche¹⁹⁰. Si le vaincu est en même temps le coupable, la crainte dont nous parlons provient de son délit, et le vainqueur innocent, qui a droit à sa propre sécurité, peut lui imposer des mesures tendant à rendre impossible le retour des hostilités. Ces mesures seront soit d'ordre *moral* : conventions diplomatiques qui reposent sur la foi à la parole donnée, et les divers moyens par lesquels on peut changer la mentalité d'une nation ; soit d'ordre *matériel* : par exemple conquête, contribution, occupation, changement de gouvernement, etc.

3° *Efficacité*. — Les moyens doivent être proportionnés à la fin, et le gouvernement qui, par négligence, risquerait de conduire la nation à la défaite commettrait évidemment une faute.

4° *Modération*. — La guerre ne doit être faite qu'en vue de la paix (se rappeler que la paix se définit : *tranquillitas ordinis*). Il ne faut donc pas repousser *a priori* toute communication tentée par l'ennemi et rester sourd à ses propositions pacifiques. Toutefois on n'est pas obligé, en les accueillant tout de suite et aveuglément, de perdre les occasions favorables à une opération stratégique, ni de déposer les armes quand déjà la victoire est imminente, précisément parce que ces circonstances rendent suspecte la bonne volonté de l'ennemi et permettent de soupçonner chez lui un manque de sincérité.

La guerre doit être faite en causant le moins de mal possible ; tout mal non nécessaire doit être évité. Il est donc défendu de s'en prendre aux vieillards, aux femmes, aux enfants ; il faut épargner les soldats qui rendent les armes. Il est blâmable de s'obstiner à opposer une résistance inutile quand tout espoir est perdu. Certains moyens d'extermination particulièrement barbares et qu'on ne peut diriger à sa guise, atteignent sans distinction les combattants et les non-combattants (propagation d'épidémies, empoisonnement des eaux, etc.) : ils répugnent aux sentiments d'humanité qui sont l'honneur des nations civilisées. Il est louable de ne pas faire usage d'armes plus meurtrières que celles de l'ennemi, si celui-ci peut aisément avoir des armes aussi meurtrières. En effet, la victoire dépend d'une rupture d'équilibre des forces opposées : une destruction égale de part et d'autre laissera les choses dans la même proportion. Aussi la nation qui la première a augmenté les armées par la conscription, a fait un mal immense à l'humanité, car toutes les autres nations ont dû en faire autant et leurs pertes se sont considérablement accrues.

Le mal moral (la trahison, le parjure, le parricide, le sacrilège, etc.) n'est pas légitimé par la guerre ; d'où le caractère sacré des trêves, le respect pour les cadavres, la pitié pour les blessés, etc.

III. — Vers une société des nations¹⁹¹

« *Post civitatem vel urbem sequitur orbis terræ, in quo tertium gradum ponunt societatis humanæ, incipientes a domo et inde ad urbem, deinde ad orbem progrediendo venientes...* »¹⁹².

Taparelli déclare qu'il s'engage sur un terrain presque nouveau et il sait qu'on l'accusera peut-être d'utopie¹⁹³. Cependant il est impossible de se désintéresser de ce problème de la société internationale, que posent la rapidité des moyens de communication et la tendance des peuples à multiplier les liens qui les unissent.

Les nations sont réellement associées pour le bien commun ; cette association facilite aux nations leur action *civique*, au moyen de l'ordre *politique*¹⁹⁴. En effet, par suite de l'accroissement de la population, de l'interdépendance de plus en plus grande des intérêts économiques, de l'uniformisation des esprits dû au développement de l'instruction, peu à peu des relations *constantes* s'établissent entre toutes les nations. L'isolement leur devenant impossible, les nations, par la force même de la nature, sont amenées inévitablement à s'unir. Cette évolution est assez lente, car les nations trouvent en elles-mêmes de quoi suffire aux exigences du progrès pour une assez longue durée. Ce vœu de la nature sera consacré par le droit positif. La société des nations recevra une forme concrète, où, par suite des stipulations juridiques, chaque nation, n'étant déjà plus complètement indépendante *en fait*, subira une certaine diminution d'indépendance *en droit* ; elle y trouvera aussi sa perfection véritable, puisque c'est là pour elle l'aboutissement nécessaire d'une tendance naturelle.

Taparelli appelle *Ethnarchie* la société universelle des nations produite par les lois mêmes de la nature¹⁹⁵, pour la distinguer des confédérations et alliances particulières créées seulement par la libre volonté des contractants.

Quelle sera la structure de cette institution ?

La société des nations est une association *hypotactique*¹⁹⁶, c'est-à-dire une subordination de plusieurs sociétés.

Comme toute société, l'Ethnarchie possède une autorité. Comment admettre un droit international si l'on n'admet pas aussi une autorité internationale ?

Les sociétés qui sont appelées à composer l'Ethnarchie, sont indépendantes ; donc, originairement, l'autorité internationale est *polyarchique*, c'est-à-dire qu'elle réside dans l'accord des États juridiquement égaux qui s'associent¹⁹⁷ ; mais cet accord n'est pas *cause* de l'autorité, il n'en est que la *forme* concrète. Les États associés pourront, suivant les besoins, rapprocher plus ou moins de la monarchie le mode de gouvernement international.

Taparelli salue d'avance la future organisation internationale postulée, pour un avenir sans doute encore assez lointain, par les faits qu'il examine de son regard pénétrant.

Les devoirs de l'Ethnarchie et les droits qu'ils impliquent découlent de sa fin. L'Ethnarchie a pour fonction de conserver l'existence de ses membres, qui sont des individus collectifs, si l'on peut ainsi parler, et de promouvoir leur perfection, en vue du bien commun. De là *deux* sortes de devoirs :

1° Ceux qui concernent l'ordre *civique*¹⁹⁸, ou plus exactement *distributif* : assurer à chaque nation l'inviolabilité de ses droits et favoriser ses progrès, dans le respect de la justice ;

2° Ceux qui concernent l'ordre *politique*¹⁹⁸ international : étant une société, l'Ethnarchie a besoin, comme toute autre société, d'un certain organisme et de lois pour posséder, garder et parfaire son être propre et devenir apte à s'acquitter de son rôle, en l'espèce l'auguste mission qu'elle doit remplir à l'égard des nations associées.

C'est ce qu'il convient d'examiner avec un peu plus de précision. Pour une étude approfondie, il faudrait se reporter à ce que Tapparelli dit ailleurs *ex professo* de la société hypotactique et de l'autorité polyarchique¹⁹⁹.

1° Devoirs de l'autorité ethnarchique dans l'ordre civique.

Son premier devoir est de faire en sorte que les nations associées *restent des nations* : une société de nations suppose évidemment des nations comme parties essentielles ; cette notion élémentaire est à la base de tout le droit international. Pour cela il faut sauvegarder l'*unité interne* et l'*indépendance externe* de chaque nation.

En ce qui concerne l'*unité* : l'Ethnarchie ne doit pas seulement contenir les peuples dans l'obéissance par la force, mais encore veiller à ce qu'ils soient gouvernés selon la justice. L'association des chefs d'États constitue une sorte de magistrature qui est la meilleure garantie d'ordre à la fois pour les souverains et pour les sujets. L'autorité ethnarchique devra connaître leurs torts réciproques afin de les juger et d'apporter un remède efficace. C'est ce qui, *de tout temps*, a été reconnu *implicitement* par ceux qui, en vertu d'un sentiment confus de la justice, rendaient compte de leur conduite à un tribunal suprême dont ils ne soupçonnaient peut-être même pas l'existence. Autrement, pourquoi essayer de se justifier à la face des nations par des manifestes, des protestations, etc. ? Ce n'était pas là qu'un appel au secours, car dans une société la force appartient à l'autorité et celle-ci ne doit l'employer qu'après avoir vu où est le droit et s'être prononcée sur la justice de la cause. Sans doute, on tentait ainsi de faire soutenir des prétentions par la force, mais on voulait d'abord faire dire le droit. Pour les affaires privées, les simples particuliers sont instinctivement poussés à prendre des témoins et à s'en remettre à une tierce personne qui tranchera le débat ; et ce besoin démontre la nécessité d'un pouvoir judiciaire régulièrement établi. Il en est de même pour les nations ; leur manière d'agir est *un fait* qui prouve l'existence d'une véritable autorité ethnarchique, que l'on invoque même sans la bien connaître. La Providence, qui pour des intérêts de minime importance n'a pas abandonné aux individus le soin de se faire justice à soi-même, laisserait la vio-

lence compromettre la tranquillité d'un grand nombre de nations ? — Non, il y a une autorité ethnarchique qui doit s'opposer à la rébellion des peuples et corriger les abus de pouvoir des gouvernants.

Les nations qui entrent dans l'association ethnarchique continuent à se donner à elles-mêmes leurs lois. Leur *indépendance* n'est pas absorbée par l'autorité de cette société supérieure. Il n'y a pas de confusion entre chaque nation particulière et l'Ethnarchie, puisque leurs fins respectives sont *essentiellement diverses* et que c'est de leur fin que les sociétés tirent leur caractère propre. De même que la famille ne perd pas la liberté domestique par suite de son agrégation à la cité, de même la nation ne perd pas sa liberté politique dans l'Ethnarchie. C'est en subissant la volonté d'une autre nation, son égale, qu'une nation perd sa liberté, et précisément le rôle de l'autorité tutélaire est d'empêcher tout excès qui tendrait à restreindre par la force le libre usage des droits de l'un quelconque des membres associés ; mais l'Ethnarchie exerce cette protection en respectant l'autorité souveraine de chaque nation.

Tant que l'Ethnarchie ne sera pas solidement établie, les nations pourront, même licitement, recourir à la guerre pour régler leurs différends. Mais ce n'est là qu'un état transitoire. Dans une Ethnarchie bien constituée, la guerre ne pourra plus avoir lieu qu'entre l'autorité suprême aidée par toutes les nations associées et celle qui oserait commettre une violation de l'ordre en opprimant une autre nation. Ainsi, chaque État, pouvant compter sur les forces de l'Ethnarchie tout entière, et régi par les lois ethnarchiques qu'il aura lui-même approuvées, jouira de son indépendance en toute sécurité, sans être obligé de supporter le poids écrasant des armées modernes²⁰⁰.

Enfin l'Ethnarchie a une *mission civilisatrice*²⁰¹, en ce sens qu'elle doit aider au développement de la moralité et au bon fonctionnement des rouages sociaux, pour la plus grande félicité de l'univers. Sur ce sujet, sur l'étendue de l'obéissance que doivent à l'autorité ethnarchique les nations associées et sur le droit que celles-ci pourraient avoir de se détacher de l'Ethnarchie, Taparelli fait de judicieuses remarques ; mais tout cela nous entraînerait à dépasser les limites assignées à la présente esquisse.

2^e Devoirs de l'autorité ethnarchique dans l'ordre politique.

Les devoirs d'ordre politique sont pour l'Ethnarchie de conserver et de perfectionner son être, c'est-à-dire son unité, et son opération qui consiste à connaître, vouloir et pouvoir le bien.

Établissant comme fondement l'inviolabilité du droit, l'Ethnarchie doit assurer l'égalité des nations dans les délibérations et les décisions et respecter l'intégrité des territoires qu'elles possèdent. A cet effet il est désirable qu'au sein de l'Ethnarchie se constituent des *ententes* entre les *petites Puissances*, qui pourront ainsi contrebalancer la prépondérance, toujours à craindre, des grandes Puissances. A l'Ethnarchie incombe tout un travail d'*information*, nécessaire à son œuvre, et de *législation*. C'est ainsi qu'elle rédigera un *Code de droit international* ; en tête de ce code il

faut inscrire, comme une profession de foi, le *principe de l'amour international* et les corollaires qui en découlent immédiatement ; sans amour il peut y avoir rapprochement, mais non pas union, sans amour il n'y aura qu'une société sans âme, un cadavre. Ce Code devra compléter par une réglementation précise ce que le droit naturel a toujours de plus ou moins indéterminé et munir ses lois de *sanctions* efficaces. Enfin, l'Ethnarchie exercera le *pouvoir judiciaire* par une *Cour de justice internationale* et fera respecter ses sentences à l'aide d'une *Milice internationale*.



En fait, l'humanité a été destinée par Dieu à composer une société plus sublime que la société *naturelle* des nations. Taparelli consacre le *second chapitre* de la *Dissertation suivante* (VII^e ; elle a pour titre : *Droit spécial*) à la *société chrétienne*²⁰³, couronnement de tout l'Ordre international. C'est surtout en raison de ce chapitre, qui est une manière de petit traité de droit public ecclésiastique, que le cardinal Cavagnis, célèbre canoniste, a écrit du *Saggio* de Taparelli : « Quamvis hoc opus agat de iure naturali tum privato tum publico, tamen de natura quoque societatis religiosæ optime pertractat atque cum maxima utilitate perlegitur »²⁰³. Ce chapitre important est bien à sa place à la suite du droit international²⁰⁴, puisque l'ordre naturel s'avère incapable de réaliser une ethnarchie parfaite²⁰⁵.

Le *troisième* chapitre, *Della società domestica*, est une sorte de code de la famille, où Taparelli, comme il fallait s'y attendre, énonce à profusion les principes les plus sains.

Enfin, l'objet du *quatrième* (*troisième* dans la traduction française) et dernier chapitre est ainsi résumé par l'auteur : « Toute société humaine n'étant autre chose qu'une *multitude associée*, le développement social que nous étudions devra se réduire à chercher le double principe qui préside à la *multiplication* et à la *civilisation* des sociétés. L'élément *matériel* de la famille se développe par la multiplication des individus ; son élément *formel* se perfectionne par leur civilisation. La *civilisation* n'est pas autre chose que la perfection sociale, et le *progrès* est la tendance vers cette perfection. La théorie du perfectionnement des sociétés peut donc être ramenée à l'examen de ces trois points : le développement matériel et moral des sociétés, les causes de ce double développement, ses effets. Examinons brièvement ces trois questions ; puis, appliquant nos conclusions à l'histoire du genre humain, nous rencontrerons, en passant, toutes les formes sociales qui se sont produites dans le monde, et nous les apprécierons à un point de vue purement philosophique »²⁰⁶.

En ce qui concerne le développement matériel, la structure des sociétés comporte trois degrés : tribu, peuple, nation. Le développement intellectuel présente trois états : progrès, immobilité, décadence. Le besoin de classification a poussé Taparelli à schématiser les divers types de sociétés en ce curieux tableau synoptique :

Une société peut-être :

1 ^o	{ en progrès stationnaire	— — —	par rapport au bien honnête (« nell'ordine »)	utile	}	état de barbarie
2 ^o	{ en progrès en décadence	— — —	— — —	honnête	}	corruption policée (Rome et Athènes)
3 ^o	en progrès	—	aux deux sortes de biens : civilisation parfaite			
4 ^o	{ stationnaire en décadence	— — —	au bien honnête	utile	}	culture progressive avec civilisation immobile (les Juifs dans l'état présent)
5 ^o	{ stationnaire en décadence	— — —	— — —	honnête	}	corruption grossière (Empire byzantin)
6 ^o	stationnaire	—	aux deux sortes de biens : immobilité sociale (Inde et Chine)			
7 ^o	en décadence	— — —	: état sauvage			

Après avoir recherché les causes et l'influence réciproque du double mouvement social, matériel et moral, Taparelli s'étend, dans l'article II de cet ultime chapitre, en considérations historiques sur la société primitive (surtout d'après la Genèse), les sociétés antiques (Chine, Inde, Perse, Égypte, Occident), les sociétés modernes (pour cette époque, Taparelli s'inspire de Guizot, tout en le prenant quelquefois à partie. — Il exprime ici une idée qui revient souvent sous sa plume : la Réforme, qui a brisé l'unité, première condition de l'existence sociale, en fomentant l'esprit d'indépendance, marque une régression dans la civilisation ; l'individualisme protestant a été une source de maux). Si l'on n'y trouve ni la patiente érudition d'Aristote qui, pour sa *Politique*, avait examiné les constitutions de cent cinquante-huit peuples, ni le large talent de Bossuet dans le *Discours sur l'histoire universelle*, ni la méthode d'observation de Le Play, ni la contribution scientifique que l'ethnographie peut apporter à la sociologie, on y rencontre des vues profondes, qui auraient peut-être gagné à être exposées d'une façon moins didactique.

Taparelli avait la manie de récapituler ; en plus des résumés partiels dont le *Saggio* est jalonné, il crut, pour être « agréable au lecteur », devoir ramasser toute sa doctrine dans une synthèse d'une cinquantaine de pages : c'est l'*Epilogo ragionato*, qui termine l'ouvrage ; il n'est guère intelligible si l'on ne se reporte pas au texte même des sept Dissertations du *Saggio*, dont il condense la substance sous forme de « propositions », suivies de leurs preuves et de corollaires ; soyons-lui reconnaissants de sa bonne intention.

CHAPITRE IX

Conclusion. Un bilan. Les influence subies. La survie.

Cousin, Haller, J. de Maistre, Gioberti, Rosmini. — Les traces laissées par Taparelli.

Taparelli s'est dégagé, dans une certaine mesure, de l'enseignement qu'il avait reçu dans sa jeunesse, et il a donné à ses études une direction assez différente de celle que sa formation première aurait pu faire pressentir. Sur quelques points il est même un créateur. Il avait plus d'une fois conscience de s'avancer sur un terrain encore vierge : « ...talor novità delle vie che abbiamo battute ». (S. II, p. 429, n° 1685). Cependant, il n'y a pas de génération spontanée dans les ouvrages de l'esprit : plus ou moins, les auteurs sont tributaires de ceux qui les ont devancés et appartiennent à des courants spirituels discernables. Là encore,

Nul ne peut se vanter de se passer des hommes.

Mais cette parenté intellectuelle est parfois fort vague et l'on se tromperait en voulant la préciser et en prenant pour une filiation véritable ce qui n'est qu'une affinité. Il faut, je crois, se défier de ces prétendues influences, qui souvent n'existent que dans l'imagination des critiques ou des historiens, désireux, non seulement de cataloguer les penseurs en catégories, mais encore de faire dériver par séries leurs idées d'une source unique qu'ils cherchent à déceler. Il est vraisemblable que des conceptions analogues aient pu naître sur les mêmes sujets sans avoir entre elles aucun lien de causalité. Si l'on note quelques similitudes entre deux doctrines, il n'est pas toujours prudent d'en inférer que l'une a l'autre pour origine. Il n'en est plus de même si l'on trouve chez un auteur des références explicites ; en ce cas, il est évidemment tout naturel de se demander s'il s'est inspiré de ceux qu'il a lus. Nous allons donc rapprocher Taparelli de quelques philosophes cités par lui, après avoir rappelé qu'il avait la volonté bien arrêtée de se rattacher à saint Thomas¹.

Victor Cousin paraît avoir tenu une certaine place dans la pensée de Taparelli au moment où celui-ci commençait sa carrière d'écrivain. Il avait été introduit en Sicile par Salvatore Mancino (1802-1866)², tandis que Taparelli y composait son *Saggio*. Il est incontestable que Taparelli avait été d'abord attiré par cette philosophie spiritualiste : les paroles élogieuses de l'Introduction du *Saggio*, citée plus haut³, en font foi⁴ ; mais il est certain qu'il

s'en éloigna quand il connut mieux le philosophe français, auquel il n'avait donné que « qualche occhiata »⁶, et qu'il vit son évolution, et aussi après avoir lu, avec une vive admiration, en 1843, le livre de Gioberti : *Considerazioni sopra le dottrine religiose di Vittorio Cousin* (Bruxelles, 1840)⁶. Dès 1841, Taparelli avait critiqué, sans aucune tendresse, les idées politiques de Cousin, dans *La Scienza et la Fede* (fascicolo 11, novembre 1841⁷, p. 321 et suiv.) : *Sull' entusiasmo costituzionale del Sig. Cousin*. L'Introduction du *Saggio* contient, à côté des louanges, des réserves expresses⁸ qui ne figuraient pas dans la première édition, comme l'a fait remarquer E. Di Carlo⁹. En 1856, dans la *Civiltà*¹⁰, incidemment, à propos de *La Revue des Deux Mondes*, Taparelli rangeait Cousin parmi « les incrédules notoires qui pourraient faire jeter le livre sous l'impulsion du sentiment catholique ou par crainte du péril ». Nous concluons en disant que Taparelli ne pouvait pas ne pas approuver une réaction contre le sensualisme et qu'il a pris dans Cousin ce qu'il y a trouvé de bon, usant à son égard du procédé éclectique, qui, précisément parce qu'il est un choix, n'impliquait pas une adhésion à une doctrine définie, fût-ce celle du chef de l'École éclectique elle-même. En tous cas, il est sûr que le thomisme de Taparelli n'est pas dû à Cousin, contrairement à ce qu'a écrit Masnovo¹¹ : pour s'en convaincre il suffit de se reporter à notre chapitre II, où l'on a vu Taparelli militant dès 1825 pour le thomisme, et à la lettre que nous avons citée p. 169.

Taparelli dit que, pour son *Saggio*, il a mis à profit la doctrine de Haller¹² : « da cui riconosciamo candidamente d'aver tratto gran vantaggio in tutta questa operetta di dritto sociale ». (S. I, p. 226, n° 488) ; il le qualifie de « saggio ed erudito pubblicista » (*Ibid.*). Il avoue sincèrement que l'opinion¹³ du philosophe bernois sur la souveraineté l'a séduit pendant quelque temps, mais qu'il crut ensuite devoir la modifier sur certains points. (*Ibid.*). Il annonce qu'il fera souvent « onorata menzione » de ce « pubblicista insigne ». (*Ibid.*, p. 152, note XLI, *Principii di diritto naturale*) ; de fait, il renvoie plusieurs fois à lui et en parle avec respect. Cependant, dans une lettre du 30 décembre 1847 à Mgr Ugolini, évêque de Fossombrone¹⁴, Taparelli déclare très nettement qu'il a abandonné le système de Haller, où il avait découvert bien des lacunes, pour suivre principalement saint Thomas¹⁵.

Dans les années qui ont précédé son séjour au Collège Romain, Taparelli appartenait à un milieu qui subissait l'influence des traditionalistes français, J. de Maistre (assimilé aux Français), Bonald, Lamennais, auxquels étaient favorables, à Turin, l'*Amico d'Italia*, dirigé par son père, le marquis Cesare Taparelli D'Azeglio, et à Modène, les *Memorie di Religione, Morale e Letteratura*, fondées par Baraldi en 1822¹⁶. Mais après sa conversion au thomisme en 1825¹⁷, il n'était certainement pas traditionaliste : qu'on lise la lettre¹⁸, démesurément longue, adressée par lui en 1848 à Bonnetty, directeur des *Annales de philosophie chrétienne*, pour défendre la scolastique contre l'accusation de rationalisme.

Dans un article du deuxième volume de la première série de la *Civiltà*¹⁹, *Il Protestantismo e l'Unità sociale*, il condamne l'erreur des traditionalistes : c'est ce qu'il rappelle dans une lettre de

1853 au P. M. A. Chastel²⁰, où il donne la traduction d'un passage²¹, en protestant qu'il n'est pas traditionaliste, et en annonçant un article sur le traditionalisme (cet article ne parut pas ; le brouillon est aux archives de la *Civiltà*). Qu'on se reporte aussi à la note 73 *infra*, p. 348.

Les *Considerazioni* de Gioberti avaient contribué à détacher Taparelli de Victor Cousin²². Or, après s'être épris de Gioberti, il le lâcha à son tour, pour des motifs dont certains semblent extrinsèques. Tandis que le cinquième volume de son *Saggio* était sur le point de paraître (il sortit en septembre 1843), Taparelli eut entre les mains l'*Introduzione allo studio della filosofia*²³, publiée à Bruxelles en 1840. Il fut ravi et son enthousiasme se traduisit en des expressions dithyrambiques comme celles-ci : *sublime ingegno, piissimo autore, il bravo Gioberti, la mirabile opera, le belle teorie del Gioberti, il zelo altamente cattolico*. (Cf. *Saggio*, vol. V. Ed. de Palerme, 1843, p. 137, 141, 175, 219, 221, 246-7)²⁴, qui ne se trouvent plus dans les éditions postérieures. C'est alors qu'il voulut renouer des relations, par l'intermédiaire de Roberto, avec son ancien condisciple de Turin : ici se place la période d'amitié avec Gioberti qui fut brusquement arrêtée en 1845 par les *Prolegomeni*²⁵. Les lettres contre Francesco Forti, parues à partir de 1844 (mais la dernière est datée d'août 1844) dans la *Scienza e la Fede*, témoignent de sa ferveur pour Gioberti, qu'il s'agisse du *Primato* (dans le vol. VIII, fasc. 47) ou même de la théorie de la connaissance (*Ibid.*, fasc. 48), puisqu'il essaie de ramener de son mieux le système protologique de Gioberti à la scolastique, identification forcée, due à une bonne volonté exagérée. La critique d'un article (de Ferrari) de la *Revue des Deux Mondes* sur la *Philosophie catholique en Italie*, dans le *Gerofilo Siciliano* du 1^{er} mai 1845, fournit à Taparelli l'occasion de qualifier Gioberti : « uno dei più singolari ingegni di che l'Italia si onori » (p. 36) et de suggérer une conciliation entre le système du philosophe italien et celui des péripatéticiens : la lumière de l'*intellect agent* de saint Thomas ne serait que l'Être, en tant que, d'après Gioberti, il rend les choses intelligibles. La même tentative a laissé des traces dans ses manuscrits inédits²⁶. La complaisance pour l'ontologisme est visible dans un opuscule (*Teorica del conoscere*) qui, légèrement retouché, fut inséré dans le tome IV (1845) de l'*Uomo interiore* du P. Romano, encore que Taparelli reproche à Gioberti de manquer de clarté et d'esquiver certaines difficultés (*Ontologia*, § 6, c. 36).

Cette bienveillance pour ce Gioberti, qui en avril 1845 attaquait la Compagnie de Jésus, déplaisait fort au P. S. Sordi : le 1^{er} août 1845, il écrivait à son Général, en parlant de Taparelli : « che il Signore gli perdoni gli elogi tributati immaturatamente al Gioberti : io per ben tre volte l'ho quasi sgridato e ripreso », et en 1850, dans son opuscule *I misteri di Demofilo* (*Demofilo* était le pseudonyme sous lequel Gioberti avait, en 1834, écrit à la *Giovine Italia*), il fit allusion à Taparelli, en s'étonnant que Gioberti ait réussi à capter les suffrages de quelqu'un qui « per professione e per lumi » aurait dû être son adversaire. Elle n'était pas davantage approuvée par le P. Carminati, professeur au Collège Romain : une lettre

sévère du 9 juillet 1850 à Taparelli en fait foi²⁷. D'ailleurs et surtout, les *Opera omnia* de Gioberti étaient à l'Index depuis le 30 mai 1849. Taparelli fit amende honorable : dans le compte rendu²⁸ des *Misteri di Demofilo* il se rétracta, reconnaissant que, incliné à l'interprétation bénigne, il avait été trompé par l'imposture : « gabbato egli pure un tempo dalla ipocrisia del Gioberti potè contribuire non poco ad accrescerne fra cattolici la rino-manza »²⁹. Mais il est un reproche, assez étrange, du P. Carminati, qu'il refusa obstinément³⁰ : c'est d'avoir félicité Gioberti et Rosmini de s'être soumis publiquement à leur condamnation simultanée par la Congrégation de l'Index (décret du 30 mai 1849) ; il ne regrette pas de l'avoir fait, car c'est par charité chrétienne qu'il s'est mis à la place de ces deux philosophes, humiliés, abandonnés par leurs amis, en proie aux mauvais conseillers qui les incitaient à la rébellion ; il fallait adoucir ces épreuves, bien lourdes pour la faiblesse humaine. Il a, dit-il, exprimé par écrit à ses supérieurs et à ses confrères des sentiments semblables, quand il a été appelé à la *Civiltà*, tout en prévoyant les remontrances qu'il reçoit maintenant. Il rappelle aussi une longue lettre en ce sens au P. S. Sordi³¹, dont je traduis ces quelques lignes : « Il me semble que deux choses sont requises pour obtenir cet effet [dissiper l'erreur] : d'abord enlever des cœurs l'amertume, autant qu'il est possible ; or il n'y a pas de chose plus amère pour des âmes droites, mais dans l'erreur involontaire, que de s'entendre accuser d'irréligion, d'entêtement, etc., tandis qu'elles se croient innocentes. En second lieu, pour éclairer les intelligences, il faut partir des points où les deux adversaires sont d'accord ; celui qui prétend nier tout à l'adversaire ne peut garder l'espoir de le dissuader ou de le convaincre ». Cette méthode, plus douce que celle qu'il avait suivie jadis, s'est révélée plus efficace.

Nous venons de nommer Rosmini. C'était pour Taparelli une vieille connaissance³². En 1830, Rosmini avait envoyé à Taparelli son *Nuovo saggio sulla origine delle idee*, mais il semble que deux ans après, Taparelli ne l'avait pas encore lu, car, de Naples, où il était Provincial, il écrivit au P. Général Roothaan l'impression des professeurs qui avaient parcouru cet ouvrage, sans émettre aucune opinion personnelle³³ ; à la fin de l'année 1840, le P. Roothaan lui demandait ce qu'il pensait du système de Rosmini³⁴. En 1843, les jésuites faisaient une vive opposition à Rosmini, mais, d'après l'auteur anonyme de la vie du philosophe de Rovereto³⁵, Taparelli n'approuvait pas cette opposition. Dans l'article, déjà cité, sur la philosophie catholique en Italie, paru dans le *Gerofilo Siciliano*, en mai 1845, Taparelli prend la défense de Rosmini maltraité par Ferrari. Le P. Carminati le gourmanda, en 1850, de ce qu'il avait cité Rosmini³⁶ dans un article de la *Civiltà* ; *Il suffragio universale*³⁷. Taparelli répondit³⁸ que citer n'est pas synonyme de louer, et qu'en fait il a blâmé les *Cinque piaghe*³⁹ de Rosmini, mais avec la modération d'expression qu'il estime toujours convenable dans les réfutations⁴⁰. Il est piquant de remarquer que, pour ce même article incriminé par le P. Carminati, Taparelli était inculpé de calomnie à l'égard de Rosmini par l'*Armonia della religione colla civiltà*⁴¹ (N° 100). Dans le compte

rendu d'un livre de Nallino qui visait à fondre les deux systèmes de Rosmini et de Gioberti⁴², Taparelli écrit que les nombreuses censures des deux systèmes publiées en Italie lui ont laissé de l'obscurité dans l'esprit et il craint que les étincelles de vérité qu'ils contiennent n'embellissent de leur lumière des erreurs notables⁴³. Ce désaveu n'était pas assez net pour contenter les Pères Carminati et Sordi⁴⁴. Enfin, dans : *Dov'è l'idea* ?⁴⁵ à propos du dialogue de Manzoni sur l'invention, Taparelli corrige habilement Rosmini sans le nommer.

Par ce qui précède, on voit que si Taparelli, ouvert à tout ce qui pouvait servir ses desseins d'apostolat intellectuel, s'était parfois mis à butiner çà et là, il a néanmoins soumis sa pensée à un travail constant de purification, pour la maintenir dans la ligne de l'orthodoxie la plus scrupuleuse, grâce à la pierre de touche qu'était pour lui la doctrine du Docteur Angélique.



Nous essayerons de mesurer le sillon creusé par Taparelli, mais après avoir relevé un fait qui montre de quelle autorité ce maître jouissait même de son vivant. En 1852, le tribunal de Ferrare avait à juger un procès entre frère et sœur (Antonio et Marietta Fabbri) au sujet de la succession *ab intestat* de leur frère. Le point litigieux était la validité d'une transaction passée sous le régime républicain, maintenant abolie. Antonio, défendu par l'avocat Piretti, plaidait la nullité de la convention, car la loi qui régissait la succession émanait du pouvoir législatif d'un gouvernement usurpateur déchu. Le juge Rapetti, chargé par le tribunal d'instruire cette affaire, rédigea un *opinamento* qui défendait la validité de l'acte, en se fondant sur la doctrine exposée par Taparelli dans son *Saggio* au sujet des « gouvernements de fait ». (Je note qu'à cette même époque le *Corso elementare* de Taparelli était le manuel reçu à l'Université de Modène, grâce, je suppose, au professeur Veratti). Piretti fit une réponse et envoya ses moyens à Taparelli⁴⁶. L'avocat de la partie adverse, Laderchi, juriste réputé, lui répliqua, et bien que sa cause fût gagnée depuis dix jours, à son tour il envoya son plaidoyer à Taparelli : « sachant, lui dit-il, de quel poids pourrait être votre avis, j'ai éprouvé le besoin de ne pas vous laisser vous prononcer sans avoir entendu les deux parties »⁴⁷.

Taparelli est-il un véritable chef d'école ? J'hésiterais à répondre affirmativement. Sans doute, bien des auteurs ont glané dans son œuvre⁴⁸ ; il y a des matières où il n'est pas permis de l'ignorer ; aussi de nombreux théologiens, juristes, économistes, l'ont-ils cité ; j'en nomme quelques-uns, au hasard : en Italie : Liberatore, Tongiorgi, Feretti, Talamo, Ottaviani ; en France : Yves de la Brière, Albert Valensin, Cavallera, Sortais, Henry Sauvé, Féret, Quilliet, Lallement, Bruno de Solages, François Gény, Delos, Gounot, Antoine, Rambaud ; en Belgique : Onclair, Waffelaert ; en Espagne : Silvela, Luis Mendizabal ; en Équateur, le P. Terenziani, professeur à l'Université de Quito, dans son cours de légis-

lation, basait le droit public sur les principes de Taparelli, conformes aux thèses gouvernementales de Garcia Moreno, ce qui offusquait les partis d'opposition politique⁴⁹. — Mais je ne distingue pas un influx causal appréciable exercé sur eux par Taparelli.

Cependant, l'auteur anonyme (M. B., licencié en droit ; c'est le pseudonyme du P. Édouard de Lehen, jésuite, 1807-1867) des *Institutes du droit naturel, privé et public, et du droit des gens*⁵⁰, n'a pas d'autre prétention, semble-t-il, que de vulgariser Taparelli en le mettant à la portée des lecteurs ordinaires. Dans sa préface (p. III), il parle de l'*Essai théorique de droit naturel*, « que nous avons étudié, dit-il, déjà avant qu'il fût traduit en français et dont nous nous sommes souvent inspiré : guide sûr et profond, mais que sa profondeur même et le développement qu'il a donné à l'exposition de sa doctrine, rend trop peu accessible à beaucoup de lecteurs. Tant de gens aujourd'hui n'ont ni le temps, ni le goût de lire de longs ouvrages ! Il nous a donc semblé qu'àuprès de ce beau monument, il y avait place encore pour un travail plus humble ; et c'est ce qui nous a inspiré la confiance d'entrer à notre tour dans la carrière si noblement parcourue par cet homme supérieur. Nous avons pensé aussi qu'une méthode plus didactique encore que la sienne, pourrait convenir davantage à un certain nombre de lecteurs, et surtout à l'enseignement, si l'on voulait quelque part y employer notre ouvrage. C'était une raison de plus pour croire qu'il ne serait pas entièrement inutile, malgré le mérite éminent de son devancier. »

Après ce disciple docile, nommons, en sens contraire, le comte de Vareilles-Sommières, qui a consacré deux chapitres (XXI et XLVIII) de ses *Principes fondamentaux du droit*⁵¹ à faire une critique, claire et pénétrante, mais non de tous points décisive, de Taparelli, tout en proclamant la valeur du « magistral traité qui a obtenu un grand et légitime succès ». Il s'écarte de Taparelli en ce qui concerne la formation de la société civile et l'origine du pouvoir⁵². Il estime que les idées de Taparelli sur ce point sont inexactes, car un principe artificiel et un vice de méthode embarrassent ses explications : « un principe factice, auquel il s'attache, gêne et trouble ses conceptions. Il affirme que l'autorité est essentielle à toute société. L'autorité, pour lui, n'est pas seulement un moyen dont certaines sociétés ne peuvent se passer : c'est un élément constitutif de toute société ; c'en est même l'élément principal, vital. Les individus sont la matière de la société : l'autorité en est la forme ; c'est elle seule qui engendre vraiment l'être social... Avec une telle manière de voir, la question de l'origine de la société s'absorbe et disparaît dans celle de l'origine du pouvoir. La société civile n'existe qu'au moment où le pouvoir existe : tout se réduit donc à savoir quand et comment le pouvoir prend naissance. Malheureusement, Taparelli ne ramène pas clairement les deux questions à cette unité que la logique commande dans sa conception... Ce qui contribue encore à rendre assez confuses dans l'esprit du lecteur les idées de Taparelli, c'est qu'il a voulu faire une généralisation commune à toutes les sortes de société ». (XXI, 2). Toutefois l'auteur écrit plus loin de Taparelli et de ceux qui partagent sa théorie, qu'ils « sont, en ce qui concerne

l'origine du pouvoir concret, à peu de distance de ce que nous tenons pour la vérité. Ils *brûlent*, comme disent les enfants dans quelques-uns de leurs jeux. Ils mettent la main sur plusieurs points de l'idée exacte, sans la voir nettement et sans lui donner son vrai et unique nom ». (XLVIII, 1).

On peut faire, sur quelques points, des rapprochements assez curieux entre Taparelli et des auteurs qui ne se sont aucunement occupés de lui, car il est probable qu'ils ignoraient même son existence ; il s'agit là de rencontres purement accidentelles. C'est ainsi qu'en méditant sur la philosophie sociale, Taparelli a été amené à découvrir une nouvelle source d'arguments apologétiques peu connus autrefois ; mais si ces matières sont bien étudiées, elles deviendront, dit-il, une preuve palpable de la religion, parce qu'on verra mieux qu'il est impossible d'assurer le bonheur de la société sans la religion. C'est du Brunetière avant la lettre. (Et, faisant la philosophie de l'histoire d'une manière qui me rappelle saint Paul s'adressant aux Galates, Taparelli ajoute : « qui sait si les fouilles si profondes que l'on fait de nos jours dans les fondements de la société, n'ont pas pour but providentiel de conduire les peuples de l'état d'irritation à la connaissance de leurs vrais intérêts ? »⁵³).

Quant à l'aversion de Taparelli pour les faux dogmes de 1789, elle fait penser à Le Play et à Taine.

N'est-ce pas une idée chère à Durkheim que l'on trouve déjà exposée par avance dans ce passage : l'avantage retiré par chaque associé en toute société consiste à approprier aux individus les forces de tous « *moltiplicate e non sommate nella congiunzione sociale* » ; Taparelli explique ensuite la métaphore⁵⁴.

Il n'est pas jusqu'au fascisme dont on n'ait voulu voir un ancêtre en Taparelli, à cause de ses critiques contre l'idéologie libérale et le parlementarisme⁵⁵. Mais E. Di Carlo fait de sages réserves, car les prémisses sont fort différentes⁵⁶.

Au cours de cette étude, nous avons déjà eu plusieurs fois l'occasion de faire remarquer que bien des orientations récentes dans le domaine philosophique, économique, juridique, social, politique, se trouvent déjà indiquées d'une façon frappante chez Taparelli. Ces anticipations sont un trait de son génie, mais, sauf en ce qui concerne le retour au thomisme, leur retentissement a été assez faible et je ne vois guère ce qu'en fait elles ont amorcé. Souvent Taparelli a précédé sur la voie nouvelle ceux qui passent pour des initiateurs ; mais je crois pouvoir affirmer que la plupart d'entre eux ne le connaissaient pas ou presque pas ; ils n'ont donc pas voulu le suivre et l'imiter et ils ne lui ont fait aucun emprunt ; entre eux et lui il n'y a pas continuité. Tout au plus pourrait-on dire qu'ils ont bénéficié d'une certaine préparation, assez vague, en ce sens qu'ils ont, en quelque sorte, capté des idées, qui, pour une part, grâce à lui, étaient « dans l'air ». Néanmoins il est intéressant pour l'historien de voir le futur ainsi annoncé d'une façon étonnante. Taparelli a droit au titre, devenu banal parce qu'on en abuse, de précurseur, ce qui n'est pas synonyme de novateur, au sens péjoratif qu'on attache à ce mot, car c'est dans le trésor de la tradition qu'il a puisé de quoi faire face

aux exigences créées par l'évolution du monde moderne. Et s'il a été méconnu, il doit être encore plus grand à nos yeux.

Ce constructeur reste de nos jours aussi « actuel » que de son temps et je me plais à penser que cette étude, pour être tardive, paraît cependant à une heure où il offre à notre génération autre chose qu'un intérêt rétrospectif. Il avait lui-même comme le pressentiment que les fruits salutaires dont ses idées étaient le germe, ne seraient mûrs que dans un avenir indéterminé. Peut-être ce temps est-il venu.

La fermeté de conviction de Taparelli se révèle dès l'abord à ceux qui le lisent ; mais il faut pénétrer l'esprit de foi de cet homme profondément religieux qui n'a semé ici-bas que pour la moisson éternelle. Aussi, en guise de conclusion, je crois ne pouvoir mieux faire que de traduire les dernières lignes de l'émouvante invocation à l'éternelle Vérité qui termine le *Saggio*⁵⁷ :

« ...Oh ! si vous voulez m'accorder même sur terre une récompense que je ne cherche qu'au Ciel, faites que les vérités que vous m'avez donné de réunir dans ces pages produisent le bien dont elles sont pleines ; qu'elles affermissent l'Ordre dans les cœurs, les familles, les nations, le monde ; qu'elles éveillent chez le lecteur une haute idée de cette société supérieure, à laquelle conduit la société de la terre ; qu'elles transmettent leurs fruits à toutes les générations à venir ! Ainsi, quand la mort, désormais prochaine, étouffera pour toujours sous le marbre glacé les louanges que je voudrais vous donner éternellement même de mes lèvres mortelles, qu'au moins mes pensées aillent par le monde dire aux hommes vos grandeurs pour qu'ils vous adorent, vos bienfaits pour qu'ils vous remercient, vos droits pour qu'ils vous servent, votre beauté et votre bonté infinies pour qu'ils n'aiment que vous ! ».

Puissions-nous lire Taparelli, animés du même souffle que lui et enflammés de la même passion pour la diffusion des idées saines, allant au vrai *σύν ὅλῃ τῇ φύξῃ*, comme disait Platon. Quant à moi, je suis heureux — car ce travail est lui-même une récompense — et fier d'avoir pu contribuer à déposer dans les âmes le ferment de sa doctrine : « Le royaume des Cieux est semblable au levain... »⁵⁸.

APPENDICES

A. — Extrait du programme¹ de l'*Académie* de septembre 1806 au Collège Tolomei de Sienne (cf. *supra*, p. 17).

Ballano un quartetto di mezzo carattere i Signori

Luigi Serristori di Firenze

Lorenzo Libri di Firenze

Prospero Tapparelli Azeglio di Torino Faustino Lana di Brescia.

Eseguiscono un concerto a otto mani sul Gravicembalo con l'accompagnamento dell' Orchestra i Signori

Baldassar Turnefort di Cuneo, cand. D. Michele Grimani N. U. Veneto, cand.
in Ar. in Lett.

Prospero Tapparelli Azeglio

Luigi Gigli Cervi.

XV ed ultimo Fenomeno, i quattro Fanciulli che concertano un poetico ringraziamento. Interlocutori i Signori

Giulio Marsilj di Siena

Luigi Cinughi di Siena

Prospero Tapparelli Azeglio

Virgilio Vecchi di Siena.

Fuori della Sala espongono varie mostre

Fuor di Concorso

Di Figure in disegno i Signori

...Prospero Tapparelli Azeglio

Di scritto a più Caratteri

In concorso al premio i Signori

...Prospero Tapparelli Azeglio.

B. — Lettre de Napoléon au général Clarke, ministre de la Guerre, 8 mars 1809 (cf. *supra*, p. 23) :

« J'ai été voir, hier, l'École militaire de Saint-Cyr ; je l'ai trouvée moins bien qu'à Fontainebleau. Il m'a paru qu'on s'était relâché beaucoup sur la tenue et l'instruction. J'en ai témoigné mon mécontentement au commandant et au vice-connétable, qui aurait dû y faire de fréquentes visites pour s'assurer que l'intégrité des règlements était maintenue.

Il m'a paru mauvais : 1° Qu'on n'ait point mis l'infirmerie dans le nouveau bâtiment au lieu de la placer au milieu des corps de logis ; 2° Qu'il n'y ait que dix-huit élèves qui travaillent à l'équitation. Cependant, il y a dix-huit chevaux qui peuvent servir à exercer soixante-douze élèves. Vous savez le besoin qu'a la cavalerie d'officiers intelligents et connaissant le cheval. Il me semble que tenir un manège pour dix-huit élèves, c'est ne pas remplir mon but et perdre un temps utile ; 3° Je n'ai pu qu'être très mécontent de voir que les règlements n'étaient pas exécutés, que les chambrées étaient détruites, des servants introduits ; que les élèves ne vont plus à la cuisine prendre leur ordinaire, et n'apprennent plus à connaître le détail de la vie

du soldat, ce qui rend ridicule de les faire manger à la gamelle ; 4° Les travaux en terre sont négligés, aucun élève ne manie ni la hache ni la pioche, aucun ne sait faire un gabion ou un saucisson ; 5° L'artifice est encore plus négligé. La plupart des élèves m'ont dit qu'il fallait une livre de poudre pour faire dix cartouches ; on ne leur a donné aucune idée sur la confection des artifices ; ils ne connaissent ni la poudre ni aucune des manières de l'employer ; 5° Les détails de l'artillerie sont aussi négligés ; les pièces sont sans prolonges ; les élèves n'ont aucune idée des manœuvres de force. Aucun n'a jamais prononcé le mot de *but en blanc*. Beaucoup m'ont dit qu'un fusil portait à 1.800 mètres. Aucun n'a idée du poids et de la charge d'un canon. Ils ne savent pas, comme officiers d'artillerie, ce qu'il importe à un officier d'infanterie de savoir. Ce qu'ils ne sauront qu'avec le temps, on pourrait le leur apprendre en quinze jours avec l'intelligence naturelle à leur âge. Je les ai trouvés plus avancés sur l'administration militaire, mais peu savent ce que c'est que du biscuit ou une ration d'eau de vie, etc. Quant à des gabions, à des palissades, saucissons, jamais ils n'en ont fait, ni vu faire. Aucun n'a manié un outil de pionnier. Je n'ai pas reconnu l'école de Fontainebleau. J'irai visiter cette École tous les mois. Il faut qu'on revienne en tout et pour tout, à ce qui se faisait à Fontainebleau et ne s'en éloigne jamais. A-t-on pu oublier mes intentions au point de faire entrer en ligne des hommes qui n'ont fait l'exercice qu'en blanc, qui n'ont jamais fait d'exercice à feu ni tiré à la cible ? tandis que j'entendais qu'un élève sortant de l'École tirât comme un chasseur baléare. Il faut que chaque élève use dix cartouches à balle par jour, en tirant au but, et apprenne à manier son fusil. En effet, ils ont moins d'expérience et sont plus jeunes que le dernier homme de la compagnie qu'ils sont appelés à commander. On m'a donné pour raison qu'on n'avait pas de magasin à poudre ; mais un simple caisson suffit, et la poudre ne gâte rien ni ne fait mal à rien. Que sous quinze jours il y ait à Saint-Cyr un caisson chargé de 20.000 cartouches à poudre et de 10.000 balles. Les élèves feront les cartouches, les étoupes, les lances à feu, etc. Qu'une cible soit établie sous quarante-huit heures, et que les cent cinquante élèves qui me sont nécessaires pour entrer dans la ligne tirent dix cartouches à balle par jour. Donnez l'ordre qu'on leur fasse faire des pieux, des palissades, qu'on trace sans retard un ouvrage de fortification et qu'on les y fasse travailler. L'artillerie est entièrement négligée à cette École. L'officier qui y est m'a paru peu apte ; d'ailleurs il est seul. J'avais établi à Fontainebleau deux maréchaux des logis. Il faudrait un officier d'examen qui portât plus de zèle dans l'instruction des jeunes gens, et auquel vous prescrirez d'employer plusieurs heures par jour à faire répéter aux élèves les détails de l'artillerie et la théorie des armes. L'officier du génie n'est point logé, parce que, dit-on, il n'y a pas de logement. C'est une mauvaise raison. Qu'il soit établi dans le bâtiment de l'École dès lundi prochain, et qu'il fasse travailler les jeunes gens aux détails de l'exécution de son arme. Les ouvrages de campagne doivent être tracés par l'officier du génie. Un officier d'infanterie doit lui servir d'aide, et diriger les élèves dans les travaux à faire. Les élèves sont plus instruits sur la première partie de l'administration, mais peu connaissent l'administration d'une armée en campagne. Que cette seconde partie soit imprimée sans délai, et montrée aux premières classes, et que le commissaire des guerres chargé de cette partie de l'instruction ne découche point ! Il faut que les élèves arrivent à leur corps, en sachant plus que les vieux officiers d'infanterie ; qu'ils connaissent un peu de mathématiques, un peu de fortification, moins de littérature. Pourvu qu'ils sachent écrire, cela leur importe moins que de savoir, à leur entrée au corps, ce qu'ils ne sauront qu'en cinq ou

six ans d'expérience, si on ne le leur montre pas au collège. Je n'ai pas vu de grue, de chèvre, etc. Donnez des ordres pour que le système actuel soit promptement changé ; qu'on en revienne à la stricte exécution des règlements, et pour que je n'aie que des éloges à donner à un établissement qui, sous tant de titres, a droit à mon approbation, à ma première visite que je ferai, à la fin de mars ».

C. — Ad Longarenum Tibure humaniores litteras docentem : (cf. *supra.*, p. 40).

En tibi, Longarene, vetus comes, humida vitans
 Flabra Noti, Romæ totum qui pene per annum
 Debacchans, stomachi vires animique vigorem
 Enervat, Tibur petiit Taparellus amœnum,
 Ut cœlo meliore fruens, et mitibus auris,
 Corpori inhærentem possit depellere morbum.
 Quem florentem olim nosti vernante iuventa,
 Pallentem aspicias nunc, et sine sanguine vultum ;
 Ast idem manet illi animus, morumque venustas.
 Quæque erat Aonidum dulces expromere fœtus
 (Grandia seu malles in carmina surgere, versus
 Seu bene tornatos, et tam bene fingere comptos,
 Incudi rursum resonæ quos reddere nolis)
 Cura manet : studiis sed mentem intendere morbi
 Vis prohibet, maciesque malo comes addita morbo.
 Nec desunt, qui me incusent, velut ardua Pindi
 Per iuga qui iuvenem impulerim acrius ac animi vis
 Corporis et nondum firmi pateretur : at ultro
 Quis currentis equi fodiat calcaribus armos
 Ni demens ? ipsum si percontere, docebit
 Veram, qui nunquam mendax est cognitus ulli
 Te causam morbi, meque omni crimine solvet.
 Nunc veterem socium complectere, perque salubres
 Iam silvas sequere, antiquis iam culta per arva
 Romulidis, et adhuc invito tempore villas
 Exstantes, ubi Mæcenæ et Horatius olim,
 Quintiliusque Tibullusque, et Parnasside lauro
 Quotquot erant quos Aonides cinxere sorores,
 A dominæ fumoque urbis strepituque remoti,
 Nugari inter se et discincti ludere suerant,
 « Pomosis Anio qua spumifer incubat arvis » (*Prop.*)
 Hæc iuvenem variis recrea sermonibus, omni
 Donec vi morbi depulsa corpore ab ægro,
 Et pinguem et nitidum Romæ ad maiora remittas.

Ad Telesinum in patria sua ægrotantem :

Non, ut rescribas scribenti ægrotus amico,
 Hoc tibi epistolam mitto, Telesine, medentum
 Cui nondum ars totum discussit corpore morbum,
 Scribendo pares revocarunt pharmaca vires,

Seu tenui scripsisse stilo, numerisque soluto,
 Grandia iam Tulli, iam non spernenda sequentem,
 Insistenda tamen caute vestigia Plini,
 Seu te carminibus garrit quæ Musa pedestris,
 Claudere sermonem ritu delectet Horati.
 Utraque difficilis sane res; utraque poscit
 Urbanos sales, et quos e fontibus haustos
 Cecropiis, dictis Musæ allevare lepores;
 Utraque res paucis, numero quos Pallas ab omni
 Secrevit, concessa, rudique negata popello.
 Hos inter paucos, linguæ cum divite vena
 Ingenium dedit illa tibi mitissima sollers,
 Iudiciumque acre, ut quid distent æra lupinis,
 Haud aliter prima noscas vernante iuventa,
 Quam qui cuncta animo et studiis maturus et ævo,
 Quæ recte aut temere oratoribus atque poetis
 Scribuntur, notat et naso suspendit adunco.
 Atque utinam, ut mens ante suos bona contigit annos,
 Sic tibi firma valetudo contingat abunde,
 Quæ te sacra sinat spatiantem per iuga rursum
 Proluere Ascræis sitientia labra fluentis!
 Nec spes aut desiderium me fallet: ephebos
 Nam qui animum intendunt studiis et rebus honestis,
 Ingeniumque sagax integris moribus augent,
 Rebus in adversis tutantur Numina Magnis,
 Ut perhibent, operibus partis, dum digna per urbes
 Ausonias Phœbo caneret Lesbous Arion,
 Iam parat incensus patriæ telluris amore
 Ionios fluctus transmittere: prensus avaris
 Quum subito nantis, spoliatus divite gaza,
 Mergendusque undis, mortem non deprecor, inquit; *
 Sed sinite ad citharam extremum me farier; illi
 Dant veniam, ridentque moram: tum pollice chordas
 Impellens Phœbumque vocans, se iecit ab alta
 Præcipitem puppi medium moriturus in æquor.
 Non tamen undoso patitur sub gurgite mergi
 Phœbus: at immittit vati delphine cadenti,
 Qui cava supponens terga, incertasque per undas
 Æquora mulcentem cantu citharamque tenentem
 Vectans, incolumem Methymnæ sistit in oris.
 Interea studiis dum te cessare Minervæ
 Invitum cogit morbi vis improba, ferre
 Ut levius possis otii fastigia longi,
 Tristitiamque animo sociam depellere morbi,
 Heic tibi ubi Palladias animum informare per artes,
 Me duce, Musarumque attingere templa, solebas,
 Hæc tibi dictabam, magna stipante caterva
 Me iuvenum, comitum quondam, Telesine, tuorum,

* (Ov. Fast. Lib II; v. 103 et 105).

Non animi magna sine cura solus abesses,
Quod Loiolæ tu gloria prima palæstræ.

**D. — Lettre du censeur de l'Université de Turin, Viotti,
au P. Taparelli. (cf. *supra*, p. 43).**

MOLTO REVERENDO PADRE

Fra gli stabilimenti, che S. M. si è degnata approvare in seguito alle domande del Magistro della Riforma, per l'educazione della gioventù trovasi il Real Collegio d'educazione in Novara di cui attualmente è Rettore il S. Abbate Longoni, al di cui zelo saviezza, e impegno deve il medmo il sommo avviamento, e credito di cui gode in modo, che quest' anno, terzo di sua esistenza vi sono già 60 allievi accettati, e più di 10 altri aspiranti.

Avendo il S. Abbe Longoni rappresentato, e li suoi incomodi di salute, e l'impossibilità in cui era di provvedere da se solo alla direzione di quel collegio io rappresentai la convenienza di affidare la direzione, ed amministrazione di detto Collegio ai Gesuiti.

Il Sr. Conte Borgarelli con sua lettera di jeri mi ha significato che S. M. aveva gradito la proposizione, e m' incaricò di esplorare a tal riguardo il sentimento, e di riscontrarlo in seguito del risultato.

Non sapendo io chi meglio indirizzarmi, che a V. S. Molto Reverenda ho pensato di scriverle questa mia affinchè voglia compiacersi d'investigare dai Superiori della Compagnia, se siano disposti ad accettare, che la direzione ed amministrazione del detto Collegio abbia ad affidarsi a due, o tre sogetti della Compagnia, nello stato in cui ora si trova.

Io sono persuaso che venendo accettata la proposizione, sarà per risultare un gran bene non solo pel Collegio, e. p. la Religione, ma anche p. la Compagnia di Gesù; ed in tale vista spero, che anche li Superiori della medesima saranno per gradirla.

E con questa lusinga ho l'onore di professarmi ossequiosamente.

Di V. S. M^o Rda.

Torino li 10 7bre 1817
Divmo. Obbmo Censore
G. BA. VIOTTI Censore
nella Ra. Università

(Archivio del Regio Convitto Nazionale di Novara, Lettere dal 1817 al 1824).

**E. — Diplôme de nomination du P. Taparelli comme
préfet des écoles royales de Novare. (L'original est
conservé aux archives du Convitto Nazionale)
(cf. *supra*, p. 47).**

Taurinensis Athenæi et Universæ Rei Literariæ Moderatores

Siquidem lectissimus Vir Sacerdos Aloysius Tapparelli Societatis Jesu egregie de re literaria, ac de recta juventutis institutione meritis, Nobis suæ doctrinæ, integritatis, ac fidei luculenta exhibuit testimonia; eam ob caussam æquum censuimus aliquod virtuti suæ præmium largiri; proindeque eundem Virum Clarissimum Sacerdotem Aloysium Tapparelli in Regio Novariensi Collegio Philosophiæ, aliisque inferioribus scholis præficimus, ut in istis ad custodiam legum, et institutorum, quæ sapientissimi Regis Consilio, et Auc-

toritate in lucem prodierunt, advigilet, præscriptum studiorum ordinem, et docendi rationem servet incolumem, intersit discipulorum probationibus, ac tentaminibus, quibus ante eorum ingenia, et progressus in doctrina explorandus est, quam ad superiores studiorum classes provehantur. Harum rerum omnium observatorem, vindicem, atque custodem præfatum præstantissimum Virum Sacerdotem Aloysium Tapparelli ex data Nobis auctoritate delegimus ac designavimus ut et publicæ utilitatis ratio constet, et Optimi Regis voluntati cumulatissime satisfiat. Augustæ Taurinorum ex ædibus Athenæi die quinta Mense Sextili, Anno a Partu Virginis MDCCCXXI.

F. — Poésie latine de Taparelli adressée au P. Petrucci
(cf. *supra*, p. 53). (Conservée aux archives de la *Civiltà Cattolica*).

Non redolet Latium tibi reddita Epistola : quid tum ?
Non quod mireris, docte Magister, habes.

Exsulat e manibus dudum jam Tullius, et, quo
Clarius haud alter carmine, Virgilius ;

Nasonisque vices, Flacci, mitisque Tibulli
Austerum subiit Numen, Aristoteles.

Is rerumque *modos* mihi *radicaliter* a re
Distinguens, varioque *entia* sub genere ;

Quod primo in puncto anterior *substantia forma* est,
Attamen essendi hinc habet illa modum :

Quid *caussatum* agit, *caussans* et *caussa realis* :
Quid sit *finalis caussa*, quid efficiens,

Multa docens multis implet mihi vocibus aures,
Vocibus Ausonii quas timet unda Tybris.

Quid tibi Phœbe loci hæc inter vocabula ? Talem
Effugis averso lumine barbariem.

Ite procul nostrum quondam decus, ite, Camœnæ.

G. — Schéma de l'opuscule manuscrit intitulé :
Osservazioni sugli studi del Collegio Romano
(cf. *supra*, p. 53).

ART. I. — *Lo stato attuale de' nostri studii non è conforme all' Istituto perchè manca l'unità di dottrina.* — 1. Errori di alcuni intorno alla libertà di opinare. — 2. Proscritta dalle Costituzioni. — 3. E dall' Istituto o natura della Compagnia. — 4. La dottrina deve essere una. — 5. Anche nei punti controversi fra i Cattolici. — 6. E in tutto quanto si può. — 7. Anche a norma dell' ultima Costituzione. — 8. Qual sia la dottrina della Compagnia. — 9. Essa è chiaramente determinata dall' Istituto. — 10. Cui si tenta indarno di eludere. — 11. L'osservanza in tal punto non ci rende ridicoli. — 12. Potendosi insegnare dottrina antica in linguaggio moderno. — 13. Con lode.

ART. II. — *Conseguenze dell' abbandonare negli Studi superiori il nostro Istituto.* — Altrimenti due partiti ponno abbracciarsi. — 15. Primo partito : tolleranza, e sue conseguenze (1. Inosservanza ; 2. Discordia tra i professori ; 3. Disubbidienza ai Superiori ; 4. Orgoglio o dubbi negli scolastici ; 5. Incostanza pericolosa). — 16. Questi pericoli sono antichi. — 17. Ma ai nostri di molto maggiori. — 18. Secondo partito : innovazione. — 19. Impossibilità di sistemare nuove opinioni. — 20. E nuovi metodi pratici. — 21. Inutilità di tali innovazioni. — 22. Danni e pericoli. — 23. Epilogo. — 24. Avvertenze nel rimodernare le antiche dottrine. — 25. Facilità e vantaggi.

ART. III. — *Cenno sulla insussistenza delle difficoltà che si oppongono.* — 25. Le dottrine antiche sono parole. — 26. Consuetudine contraria. — 27. Obbiezioni antiche già risolte. — 28. Vera radice delle difficoltà : *querimus hominibus placere!* — 29. Piantata sul falso. — 30. Importanza di rimediare prontamente. — *Conclusione.* — 31. S. Ignazio protesta contro le mutazioni. — 32. Primo, perchè non scrisse alla cieca. — 33. Secondo, perchè non c'è ragione di mutare. — 34. Essendo l'antica dottrina più sicura e solida. — 35. La nuova malsicura e malferma. — 36. Conclusione.

H. — Coppola, Contin. Hist. Mss. C. Coll. Neap. — C. V.
p. 92-94 (cf. *supra*, p. 61).

« Discipuli pene 800 enumerabantur... Erant plerumque ex mediocribus et aliqui etiam ex plebeis : præterea non æque in omnes classes divisi erant : grammatici frequentissimi : ad Rhetoricam et Philosophiam rari admodum accedebant. Id ex variis rationibus fiebat, quas iuvat perstringere.

Et primo quidem nobiliores avertēbat ea opinio, quod hæ scholæ publicæ essent, ad quas, quod nulla mercede doceretur, omne hominum genus accederet. Quapropter politiores pudori sibi ducebant, si eo liberos suos mitterent. Alii minus commodos suorum patrum iunioribus eos ludos putabant, ad quos plebei accederent. Sed plures avertebat disciplina, quam ferebant monachis informandis optimam esse, nequaquam vero cum moribus ætatis accommodari : per aliquos pios sacerdotes et religiosos homunculos institui recte ac sine præiudicio non posse iuvenes, qui olim rempublicam capebant, aut gravioribus negotiis ac officiis serviant.

Hinc fiebat, ut vix prima pueritia exacta, postquam e grammaticis excesserint, alio commigrarent. Plerique etiam, et hi fere innumeri, exacto totius Grammaticæ cursu, de parentum consilio humaniorum literarum ac Rhetoricæ studium supervacaneum venditabant, quod iam latinos auctores, quos classicos nuncupamus bene interpretentur, quod latino aliquid sermone scriptitum, quod demum, cum Prosodiæ studuerint, versiculos et iam quodammodo componant. Hinc alio contendebant vel ad festinum philosophiæ cursum unius anni spatio conficiendum, vel ad aliquam Publicæ Rei Neapolitanam Secretariam, quibus abundamus, spe aliquid muneris in posterum obtinendi.

Sed profecto ipsa studiorum ratio faciebat, ut scholas nostras pueri declinarent. Tunc enim maxime invaluerunt in externorum scholis, quod quidem neapolitana iuventus sequebatur, literæ præsertim vernaculæ, eruditio et Physica cum Mathesi. His, sive quod accomodatiora essent horum ingenio, sive quod communis aliarum gentium existimatio congrueret, omnis honor tribuebatur. His ut et quantum fieri posset, servirent, aliquem locum tribueramus ; sed vix dicerem ultimum : nam latior campus peripateticæ doctrinæ patebat, illique honor omnis tribuebatur.

Una erat Mathesis, quam cum optimus professor traderet, aliquid existimationis sibi compararat. Sed ab ea, ob hoc quod latine traderetur, abhorrebant adolescentes.

Huc accedit quod deerat ut plurimum nostris professoribus non scientia, sed quædam gravitas et popularis auctoritas, quæ gratiam conciliat et nomen. Nam cum p. Vullieto exularunt Neapoli plerique, qui literarum et recentioris Philosophiæ cognitione aliquot literatos sibi conciliarant. Qui vero eorum locum occupant, nihil habebant, quod huius ætatis hominibus commendaret, præter antiquæ doctrinæ fastidium.

Audiebantur insuper pene quotidie nihili ducere magna nomina auctorum quorundam, et sapientia et virtute memorabilium, quibus neapolitanæ scholæ omnia se debere profitebantur, scilicet... Galluppi... Hæc omnia, sive vulgi vitio, sive etiam quorundam nostrorum imprudentia, simul congesta, id efficiebant, ut plerique a nostra docendi ratione nostrisque scholis avocarentur. Sed tamen puerorum, qui nostræ disciplinæ traditi essent, melior erat apud cordatos homines existimatio... *.

I. — Lettre inédite de Taparelli à Matteo Ricci (cf. *supra*, p. 147). (Conservée à Livourne : *Biblioteca Labronica F. D. Guerrazzi*, Collezione della Sig.^a. Emilia Peruzzi).

NIPOTE MIO CARISSIMO,

Veramente la vostra Rina deve essermi cara doppiamente avente saputo scegliere con tanta saviezza, e procacciare anche a me d'essere imparentato con tal uomo e tal famiglia. Non temete che io voglia adulare, chè la Dio mercè non ne ho il malvezzo. Riguardo alla *famiglia* è inutile giustificare la mia espressione; giacchè chiunque conosce il P. Matteo Ricci non può a meno di porre la sua famiglia fra le più illustri per grandi imprese: molto più poi chi ha la sorte di noverarlo tra i proprii confratelli e di combattere per la stessa causa. Riguardo poi all' *uomo*, senza pretendere che in età così giovane abbiate ancora uguagliato quel vostro nobilissimo antenato, credo peraltro gran mercè di Dio di essere congiunto ad uomo che in mezzo a tanta fiacchezza e scioperatezza di nostra gioventù, ha saputo comprendere l'importanza di formare la ragione, di coltivare forti studii e di prepararsi a giovare la nostra patria con qualche cosa di meglio che lasciarsi i baffi e fumare dei sigari.

E la scelta che fate del *maestro di color che sanno* per ispendervi intorno gli studii e l'inchiostro, è un nuovo indizio del quanto abbiate studiato, poichè ne capite la lingua, e del quanto comprendiate la scienza, giacchè ne capite l'importanza. Sarebbe per tempo che i veri dotti congiungessero gli sforzi per rialzare quel gran nome dal fango in cui lo gettò la furba eterodossia dei protestanti: e la strada che voi prendete, col consiglio di quei due valorosi Balbo e Peyron, mi sembra la più bella maniera di farne l'apologia presso quei tanti che lo deridono senza averlo mai letto.

Benedica Dio questa e tutte le future imprese della vostra penna, come tutto il presente e l'avvenire della vostra famiglia novella. Vidi con ammirazione in quella prima vostra lettera a stampa, che ai pregi di sangue e di lettere aggiungete quello che agli occhi miei è il supremo, un affetto sincero alla fede degli avi nostri colla franchezza necessaria a professarlo: e questa cognizione che ne ebbi dalla vostra scrittura, raddoppiò in me la gioia

dell' acquistarvi nipote. È questa finalmente la vera caparra delle benedizioni che vi prego dal cielo, e del proseguimento di quella felicità che sperimentate amendue. Poco posso offrirvi dal canto mio per confermarvi a fatti questi sentimenti che vi dichiaro in parole, vivendo come io vivo sì sequestrato dal mondo. Ma se almeno la nostra Pubblicazione potesse in qualche cosa giovarvi per far conoscere al mondo l'opera vostra tosto che sia pubblicata, voi capite che farò adesso con doppio piacere una rivista che in altri tempi non vi sarebbe certamente mancata.

Sapete che scrivo per mano altrui perchè mezzo orbo ; accoglierete dunque come mio il carattere straniero e mi terrete raccomandato al Signore.

Roma, 29 dicembre 1852

Affmo. zio LUIGI TAPARELLI,
d. C. d. G.

J. — Extrait des Memorie della *Civiltà Cattolica* (cf. *supra* p. 178).

« ...da noi mandati Programmi a tutti i Provinciali della Compagnia fuori d'Italia. Essi risposero cortesemente e promisero l'opera loro ; toltone un solo che, senza mancare al debito di cortesia, scrisse al P. Generale ed a noi richiamandosi che avessimo nel Programma riprovati in universale gli Ordini rappresentativi : questo, diceva, oltrechè ingiusto per sè medesimo, potere in gran maniera offendere la delicatezza di quelle contrade che tenacemente aderiscono a quella forma ; e poterne quindi venire sospizioni e mala contentezza verso la Compagnia, quasi essa non riconoscesse per legittima altra forma di governo che la monarchia pura ; egli si recherebbe dunque a coscienza concorre alla diffusione del nostro Periodico, e vi si opporebbe anzi con qualunque mezzo gli fosse dato. Quasi nella stessa sentenza ci vennero lettere dall' America ; e noi non dissimuliamo che se avessimo potuto prevederne un così sinistro effetto, avremmo lasciata al tutto quella menzione. Ma chi avrebbe potuto prevederlo ? Noi nella censura fatta de' moderni Ordini rappresentativi, mirammo sempre alle loro forme *moderne*, e queste mostrammo infette di spirito eterodosso ; la qual voce *moderna* era altresì conservata nel Programma, e dovette per fermo essere sfuggita a chi mostrossene tanto impensierito. E così la costituzione inglese, stabilita sulla *Magna Carta* nel 1215 sotto Giovanni Senzaterra, ed opera in gran parte del Cattolicismo, non potea in nessuna guisa essere compresa nelle nostre censure. Queste spiegazioni esposte da noi in una lettera e mandate dal P. Generale a quel Provinciale, furono con leggere modificazioni fatte inserire nel *Weekly Telegraph*, il più riputato giornale cattolico dell' Irlanda. Ma le prime sinistre impressioni non poterono essere cancellate... ».

K. — Taparelli et Suarez (cf. *supra*, p. 181).

Exposons d'abord les circonstances historiques qui ont donné naissance aux ouvrages politiques de Bellarmin et de Suarez et qui rendent excusables les inexactitudes qu'on y peut trouver :

Deux brefs de Paul V avaient condamné le serment de fidélité que Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, exigeait de ses sujets, à cause de la négation de la primauté romaine qu'impliquait cet acte. Bellarmin écrivit de Rome le 26 septembre

1607 à un dignitaire de l'Église d'Angleterre, George Blackwell, qui avait approuvé ce serment. Jacques I^{er} fit paraître à Londres au début de 1608 un livre intitulé : *Triplici nodo triplex cuneus sive apologia pro juramento fidelitatis*. (Le « triple nœud » désigne les deux brefs du pape et la lettre de Bellarmin). Sur l'ordre de Paul V, Bellarmin riposta par un opusculé intitulé : *Responsio Mathaei Torti presbyteri et theologi Papiensis ad librum inscriptum Triplici nodo triplex cuneus...* (Cologne, 1608). Le roi réédita son ouvrage en 1609, en le signant et en le faisant précéder d'une « Préface monitoire » adressée à tous les souverains. Bellarmin, renonçant à son pseudonyme, écrivit l'*Apologia Roberti S. R. E. Cardinalis Bellarmini pro responsione sua ad librum Jacobi magnæ Britanniae regis...* (Rome 1609). Suarez vint à la rescousse, en faisant paraître à Coïmbre, en 1613, la *Defensio Fidei Catholicae et Apostolicae adversus Anglicanae sectae errores, cum Responsione ad Apologiam pro juramento fidelitatis et Praefationem monitoriam Serenissimi Jacobi Angliæ Regis...: Ad Serenissimos totius christiani orbis catholicos Reges et Principes*.

C'est en luttant contre les prétentions exorbitantes de Jacques I^{er} que Bellarmin et Suarez ont pu paraître tomber dans l'excès opposé, à savoir l'affirmation de l'état démocratique originaire.

Le P. Woods, dans la dissertation latine citée (cf. *supra*, p. 181), résume ainsi sa thèse :

« Inter doctrinam ergo Taparellianam et Suaresianam tria intercedere videntur :

1^o Quod illa pro actu ultimo multitudinis societatem completam constituentis ponit, nimirum modum et subjectum auctoritatis supremæ determinare, id hæc tribuit communitati perfectæ jam existenti.

2^o Consensum voluntarium, quem illa habet factum constituens nonnisi particulare, hæc facit factum constituens universale omnis potestatis supremæ civilis, quam proinde contractus materiam esse docet.

3^o Consensum ejusmodi, dispositivum tantum ad societatem completam doctrina Taparelliana reputat. Suaresiana illum habet pro causa efficiendi potestatis supremæ civilis cujuscunque in concreto.

Primo quidem aspectu hæc tria ea videntur, quæ summam doctrinæ diversitatem nequeant non exhibere. Speramus tamen fore ut eatenus extenuentur, quoad diversitas non nisi verborum esse plane agnoscat², inde orta, quod aliud sibi proposuit Suaresius, nempe regalismus exaggeratum confutare, aliud omnino Taparellius, et longe molestius, ipsum democratiae atheisticæ fundamentum prorsus abolere ». (Page 9).

L'article de Taparelli sur Suarez (*L'autorità spiegata dagli scolastici*, C. C., Ser. II, vol. 11, p. 593 et suiv.) comprend deux parties. La première est intitulée : *Consonanza del Suarez colla Civiltà Catholica*. Tout de suite Taparelli laisse entendre qu'en certains endroits Suarez est vulnérable et qu'il n'hésitera pas à s'en écarter :

« ...i molti punti nei quali l'abbiamo sostenitore, e gli equivochi pei quali abbiám creduto discostarci, se non nei sentimenti, almeno nelle parole da certe sue conseguenze...

« ...con quella lealtà e franchezza che dice più amica che Platone la verità ».

Au temps de Suarez le despotisme était le résultat des principes posés par le protestantisme, comme le sera plus tard la démagogie. En de telles conjonctures il ne faut pas s'étonner qu'un génie aussi perspicace : « ...non badasse sempre et pienamente al pericolo di certe frasi che sembrano accennare o urtare a scogli opposti. E se i posteriori naufragi han reso più cauti certi

scrittori moderni, questo documento di esperienza posteriore non può essere vitupero di quegli antichi maestri »³. Précisément Taparelli a bénéficié de cette expérience postérieure qui lui permet d'introduire chez ces maîtres anciens quelques nuances et quelques correctifs, mais l'accord sur les principes est parfait : « ...abbiamo dedotta qualche remota conseguenza divergente alquanto dalle loro, forse più nei termini che nel pensiero... noi abbracciamo i principii medesimi additando qualche punto ove non ne furono le conseguenze accuratamente e pienamente dedotte ».

Taparelli confronte ensuite sa doctrine avec celle de Suarez. D'après l'une et l'autre, la nécessité de l'autorité est tirée de la liberté des individus et de la nature sociale de l'homme. Considérée en son essence métaphysique, l'autorité n'appartient à personne. Mais il faut évidemment qu'elle s'incarne en un sujet ; ce sujet, c'est la multitude ramenée en fait à l'unité, c'est-à-dire la société. Quand Suarez dit que l'autorité existe *in hominum collectione*⁴, il ne faut pas croire que chaque individu possède l'autorité souveraine sur lui-même et qu'il la cède ensuite au moment où il entre en société, contribuant ainsi à former la volonté générale, c'est-à-dire la souveraineté, comme une somme des souverainetés partielles : « *Prius quam homines in unum corpus politicum congregentur, hæc potestas non est in singulis nec totaliter, nec partialiter, imo nec in ipsa rudi collectione* »⁵.

A la différence de Rousseau, Suarez proclame expressément que l'autorité est divine et qu'elle résulte, même contre la volonté des hommes, du fait de leur association en tant que telle, de leurs relations mutuelles voulues par le Créateur. L'homme a reçu de l'Auteur de la nature le libre arbitre, mais grâce à l'intervention des parents qui lui ont donné le jour ; de même la société reçoit de Dieu l'autorité, mais grâce aux volontés humaines qui créent l'association (celle-ci étant cependant aussi naturelle que la génération). La volonté des parents a été requise pour la génération, mais elle n'entre pour rien dans le libre arbitre de leur fils ; de même, la volonté des particuliers a été nécessaire pour qu'ils s'associent, mais elle n'influe pas immédiatement sur la genèse de l'autorité, qui existerait, même malgré eux, du fait qu'ils sont associés. Quel sera le mode de détermination en vertu duquel certains individus seront investis de l'autorité ? Comme pour la possession de tout autre droit, la cause de cette détention de la souveraineté est à chercher dans un fait humain constituant un « titre » légitime. Ces titres sont divers : il n'y a pas que le libre consentement qui soit concevable.

La deuxième partie de l'article de Taparelli a pour titre : *Divergenze fra le due dottrine*. Taparelli tient sa promesse d'« accennare candidamente le divergenze o vere o apparenti ». Suarez a eu le tort de confondre l'abstrait et le concret. Il est faux de dire que, historiquement, la démocratie doit toujours et nécessairement être le régime naturel primitif qui donnera éventuellement naissance aux autres en se dessaisissant du pouvoir. « ...le quali (divergenze) in sostanza ci sembrano ridursi a questa, che quel grande intelletto o non avvertì o trascurò la differenza che passa fra il considerare metafisicamente una società n astratto e il vederla storicamente operante in concreto. Considerata in astratto, dice egregiamente l'A. ch'ella è indifferente a qualsivoglia forma di governo⁶. Or la necessità dell'autorità nel corpo sociale venne dimostrata dall'autore considerandolo astrattamente nella pura sua natura in quanto è una congiunzione d'uomini liberi e socievoli. Dunque in forza di questa dimostrazione l'autorità non si presenta sotto veruna forma particolare nè anche di democrazia, nè in veruna determinata persona : *hæc potestas non est in singu-*

lis hominibus nec in collectione eorum sine ordine... semel constituto illo corpore statim ex vi rationis naturalis est in illo hæc potestas?

« Or io domando : questo *statim* significa egli una pura ipotesi ideale che si formi una società *qualunque* ? In tal caso questa società è ancora un ente universale che può avere una forma qualunque o monarchica o aristocratica o democratica o mista. Ma una tal società vaga ed indeterminata può ella esistere realmente ed operare ? Certo che no. Come dunque si può supporre (come sembra supporlo l'A⁸.) che necessariamente l'autorità debba *prima* essere democratica finchè volontariamente non passa ad aristocrazia, od a monarchia *per novam institutionem* ? »

« Chi non vede che questa *democrazia* è già una società di forma determinata, e questa nova istituzione è una operazione che le viene attribuita, e che nella società astratta non potrebbe concepirsi ? Passa dunque l'A. dall' ipotesi astratta alla concreta senza frapporvi alcun elemento che trasformi l'ente astratto in ente concreto : e dall' aver detto *hanc potestatem necessario datam fuisse toti communitati* cioè alla comunità in astratto, conchiude : dunque è stata data alla democrazia, quasi fosse lo stesso *società e democrazia*...

« ...Chi non vede che una società che nasca *realmente* fra individui umani non può mai nascere senza che codesti individui abbiano proprietà determinate e varie in forza appunto di quella natura stessa che vuole universale la specie e diversi gl' individui ? Or se nel nascere la società trova diversi naturalmente gl' individui, la conclusione più non può reggere ; e già l'udiste negata dal Suarez medesimo, giacchè ammette egli medesimo che la società molte volte infatti è obbligata ad obbedire per ragioni anteriori al suo consentimento ? E quando anche non l'avesse egli dimostrato, non è chi non comprenda che le associazioni umane possono formarsi fra individui disuguali (come accade al dire dell' A. nella conquista per via di giusta guerra). Dunque nell' ordine reale ben può una società nascere democratica ; ma questa democrazia sarà in forza di un fatto positivo (*ex aliqua positiva institutione*), come potrebbe essere l'aristocrazia o la monarchia. Senza un tal fatto, con qual diritto potremmo noi asserire che tutti gl' individui della moltitudine hanno uguali diritti ? Forse in forza di lor natura uguale ? Ma questa uguaglianza è specifica non individuale, astratta non concreta. Per averla individuale e concreta, bisogna attribuire a tutti codesti individui una positiva e determinata esistenza, la quale non può nascere se non da un fatto positivo ».

Taparelli recourt à des analogies :

« Tutti gli uomini han bisogno di conoscere la verità per via di magistero. Dunque l'insegnamento è proprietà della specie umana ed è voluto in esso dal Creatore. Ma il Creatore non ha determinato individuo alcuno che insegni. Dunque l'insegnare appartiene a tutti gli uomini per natura, finchè da essi non venga delegata a questo ufficio una determinata persona ». ... La risposta è chiara. Verissimo, la natura specifica non determina in alcun uomo il diritto d'insegnare. Ma siccome ella produce successivamente gli uomini in tempi diversi e dotati d'ingegno vario, così gli uni acquistano perizia prima e più degli altri ; e il bisogno di questi fa che debbono dipendere da quelli nell' insegnamento.

« Il Creatore non ha determinato nel genere umano questa o quella sanità, questa o quella statura, questo o quel colore. Dunque tutti hanno una medesima sanità e statura e colore, finchè per un fatto positivo non vengano a cambiarlo ». Anche qui ognuno sa rispondere. Certamente evvi una causa positiva di tutte codeste varietà : ma questa causa non suppone precedentemente l'universale uguaglianza, trovandosi già negl' individui coll' atto stesso della

generazione e in tutte le fasi successive di loro esistenza mille cause del vario stato posteriore senza necessità di ciò che appellasi una istituzione positiva, una volontaria determinazione che sia preceduta da uno stato di perfetta uguaglianza.

« Or questo appunto succede nella formazione delle società paragonate rettamente dal Suarez alla formazione dell' individuo. L'autorità nasce in esse nell' atto stesso di lor produzione : *corpus politicum eo ipso quod suo modo producitur habet potestatem et regimem*¹⁰. Or esse si producono in individui personalmente diversissimi, benchè dotati tutti della natura umana. Dunque sebbene la natura non determina per sè chi debba comandare e chi obbedire (e in tal senso è verissimo che Dio non conferisce a veruno naturalmente l'autorità speciale di comandare); pure e la natura ossia il suo Creatore ha volute quelle tante disuguaglianze per cui o liberamente o necessariamente le moltitudini soggiacciono al comando. Dunque in molti casi questa soggezione non può dirsi positiva istituzione dei sudditi benchè sempre debba esserci (anche nella democrazia) un fatto positivo che costituisca un giusto titolo umano. Questo forse volle intendere l'A. in quelle voci varie che abbiám citato *iusto humano titulo... ab habente potestatem et titulum iustum*¹¹. Ma non possiam negare che il parlare di traslazione d'autorità, di democrazia originaria, ecc. non sia un linguaggio alquanto equivoco e poco coerente alla teoria generale dell' A. medesimo ».

Taparelli examine ensuite les conséquences pratiques qui découlent de là, à savoir le droit d'insurrection contre le tyran.

« ...*Tota respublica superior est rege... cum ipsa dederit illi potestatem*. Se questa proposizione causale in sè equivoca, si assume nel senso erroneo (e purtroppo questo è il senso da cui può dedursi il diritto d'insorgere) l'argomento non è convincente, giacchè è fondato sopra una falsità storica... Perchè secondo quest' argomento tutta la società è superiore al Re ? Perchè, dice il Suarez, *ipsa dedit illi potestatem*. Or questo fatto in certi casi è vero, in altri falso ; giacchè al dir dell' A. medesimo l'obbedienza ora è spontanea, or doverosa (*vel exhibitum vel debitum*). Quando è doverosa non è, storicamente parlando, la moltitudine che diede al Principe l'autorità, ma è il Principe o altro Superiore che coll' anteriore suo diritto impose alla moltitudine l'obbedienza. Dunque in questo caso la ragione non tiene, e non avendo la moltitudine data la potestà, nè anche a lei s'aspetta il ritogliarla.

« Che se quella causale si volesse prendere in quanto è vero cioè nel senso estratto e non nel concreto, in quanto la *causa* dell' autorità è il bisogno della moltitudine, allora : 1° Sarebbe falsa o almeno impropria l'espressione, giacchè, come abbiamo udito dall' A. medesimo, l'autorità considerata astrattamente nasce nella società non già dal voler degli uomini, ma dalla natura della cosa e dalla provvidenza del suo Creatore... 2° Posto questo senso vero, l'inferenza del Suarez non sussiste, giacchè può ridursi a questa forma : Non avendo il Re alcuna autorità se non perchè vi è una moltitudine bisognosa di governo, questa moltitudine gli può togliere il governo che gli fu dato per ben governarla. Non è chi non veda quanto poco conchiuderebbe un tal raziocinio e se taluno esitasse lo applichi a quest' altro soggetto : « Non avendo il padre alcun diritto ad educare i figli se non perchè esistono questi figli bisognosi di educazione, questi figli possono togli il diritto di educare del quale essi stessi sono la causa finale ». « Non avendo il maestro alcun diritto alla docilità ed attenzione dei discepoli se non perchè questi abbisognano d'insegnamento, questi diedero al maestro e possono ritorgli il diritto di essere udito ed obbedito ». L'argomento in questo senso nulla conchiuderebbe. Dunque nè astrattamente

nè concretamente può dirsi vera nella sua universalità quella causale : e tolta la causale l'argomento vacilla ».

Taparelli conclud par ce résumé d'ensemble :

« La nostra dottrina combina con la sua in quanto riconosce divina l'autorità sociale in astratto, in quanto quest' autorità si deriva nelle persone particolari in forza di qualche fatto che ne costituisce un giusto titolo ; in quanto questo fatto può essere tale che gli uomini associati si trovino obbligati ad obbedire anche talvolta anteriormente allo spontaneo loro consenso (*per consensum vel exhibitum vel debitum*¹²).

« La divergenza poi delle due dottrine sta in ciò che l'Autore scolastico mentre concede esservi casi in cui la società deve obbedire benchè ripugni, pure sostiene universalmente essere la moltitudine quella che sempre conferisce l'autorità : di che ne siegue che sempre ella può ripigliarsela quando venga male amministrata. Noi all' opposto diciamo che posto il caso di rovinosa amministrazione, allora potrà ripigliarsela quando ella realmente l' avrà conferita sotto tal condizione. Se all' opposto nulla abbia contribuito nel darla, nè anche avrà per sè diritto a ripigliarsela... ».

Pour compléter ces indications, nous extrayons le passage suivant de la note LXXIX du Saggio (I., p. 293) :

« ...*datur communitati quamdiu... aliud non decreverit, vel ab aliquo potestatem habente mutatio facta non fuerit.* (Defens. contra Reg. Angl., lib. III, c. 2, § 9) ...*democratia est quasi naturalis* (ib. § 8) ...*potest communitas tali potestate privari ab habente titulum justum* (ib., § 9).

« E queste ultime due proposizioni ci mostrano che in sostanza egli tenea, sebbene confusamente e senza rendersene piena ragione, le dottrine da noi sostenute, e distinguea un essere astratto di società uguale, dalla società concreta ove potea ab aliquo potestatem habente introdursi la disuguaglianza. Altrimenti chi mai avrebbe potuto rapire alla società ciò che le compete per natura ? Parimenti al § 19, ove mostra come può formarsi, anzi come forse realmente si formò in molti regni, stabilisce che la società potè trovarsi fin dal suo nascere sotto Governo monarchico : *regia potestas et communitas perfecta simul incipere possunt*. E ne reca in pruova, come appunto abbiain fatto ancor noi, il naturale propagamento della famiglia, ut v. g. *in familia Adæ vel Abrahæ principio obediebatur tamquam patrifamilias ; postea crescente populo potuit subiectio illa continuari et consensus extendi ab odebiendum illi tamquam regi*.

« Nè dee recar meraviglia se in quei secoli, ingegni anche straordinarii abbiano potuto in ciò esprimersi con minore esattezza ; mentre ancor non avean ricevuto in tal materia dalla esperienza quelle terribili lezioni, che essa dettò sì chiaramente alla età nostra con voce di tuono e con luce di fulmini. La meraviglia è che dopo tal magistero ancor possano essere sordi a tal voce o ciechi a tal lampo, e continuino a vantare la sovranità del popolo e i dritti inalienabili dell' uomo a governarsi da sè medesimo ».

Enfin, voici ce que Taparelli dit de Bellarmin (voir la C.C., Ser. II., vol. XII, à partir de la page 533) :

« ...la dottrina del Bellarmino può dirsi identica a quella del Suarez, e però le osservazioni apposte al secondo possono al primo applicarsi a capello.

« E l'usare rispettosamente sì, ma francamente questo picciol correttivo rispetto a scrittori di tanto valore, lungi dal recarcelo a scrupolo di arroganza ci verrà imputato ad ossequio da ogni equo e modesto lettore ; sol che rifletta da quante contraddizioni ed incoerenze noi vegnamo a liberare così le loro dottrine, difendendoli contro que' libertini che vollero farli precursori del Rousseau, del Beccaria e di tutta la genia democratica. È chiaro che, se dis-

tinguiamo in quegli autori il senso astratto dal concreto come fù per noi finora spiegato, può risponderci in nome loro a moltissime obbiezioni cui la dottrina dell' Hobbes, del Rousseau e dei loro seguaci non ribatterà mai vittoriosamente.

« ...La moltitudine secondo il Rousseau è obbligata ad eleggere governo e governanti per la naturale impotenza di governarsi da sè medesima col costante consentimento universale. Or questa impotenza *naturale* di esercitare un *diritto naturale* è evidentemente contraddittoria conciossiachè naturale si dice ciò che ad un essere compete secondo le sue tendenze e i suoi primi costitutivi : ora è chiaro che non è tendenza nè primo costitutivo di un essere ciò che all' essere medesimo è naturalmente impossibile. Qual replica potranno opporre i libertini a tale difficoltà ? Nessuna. All' opposto lo scolastico risponderà francamente secondo la spiegazione già data : verissimo è che l'autorità di governare trovasi naturalmente nella società astrattamente considerata ; giacchè la società *ut sic* abbisogna di autorità per esistere. Ma quando questa società viene pel fatto di origine ad esistenza trovandosi composta di elementi sommamente fra loro disuguali trova in queste disuguaglianze una ragione naturalissima per cui il più savio e prudente e retto comanda al men savio, al men prudente, al men retto, e questi inferiori scorgono nella personale loro inferiorità una ragione or persuasiva ora obbligatoria per riconoscere nei migliori quella autorità che in qualcuno deve assolutamente secondo natura personificarsi. L'autorità è dunque nella intera società considerata astrattamente perchè forma di lei il principio vitale senza cui nè anche potrebbe idearsi : ma nel concreto non deve dall' intera società amministrarsi, sì perchè questo è impossibile, sì perchè cessa nell' ordine concreto quella universale uguaglianza che i suoi membri presentano nell' idea astratta...

« L'autorità trovasi bensì per natura essenzialmente nel corpo sociale del quale il Principe stesso fa parte, ma ciò non porta che debba esservi stato un tempo in cui la moltitudine esercitò da sè l'autorità, trasmettendola poscia al governante eletto : anzi potè formarsi nel tempo stesso, come dice il Suarez, e la società pubblica e la forma del governo e la persona del superiore per quegli eventi umani che al nuovo popolo diedero origine. Dunque non è meraviglia se la storia non registra codeste convenzioni primordiali.

« Così inerendo ai principii dei medesimi dottori che distinsero la società ideale dalla reale e traendone più rigorosamente le conseguenze essi appaiono immuni da certi errori e pericoli ai quali non neghiamo potersi dare qualche appiglio da alcune frasi meno coerenti con tutto il corpo di loro dottrine ».

L. — Note sur le Bien Commun (cf. *supra*, p. 193).

Le bien commun est *spécifiquement* distinct du bien particulier ; il n'y a pas entre eux une simple différence de degré : « Bonum commune civitatis et bonum singulare unius personæ non differunt solum secundum *multum et paucum*, sed secundum formalem differentiam. Alia enim est ratio boni communis et boni singularis, sicut alia est ratio totius et partis ». (S. Th., II^a II^{ae} q. 58, art. 7, ad 2). Taparelli : « Si la félicité sociale consistait dans la somme des félicités individuelles, il n'y aurait pas de société plus heureuse que celle des martyrs sous le glaive d'un Néron ou d'un Taïcosama¹³, puisque chaque martyr s'estime heureux de donner son sang pour la cause de la justice, et que chaque persécuteur est plein de joie d'avoir pu les dépouiller de leurs biens et leur donner la mort. La félicité sociale, comme la perfection d'une machine compliquée, n'est pas seulement produite par les éléments qui la composent,

mais encore par les relations réciproques établies entre eux ; si elles sont établies selon les lois de l'ordre, elles constituent la perfection et la félicité sociale proprement dite ; si, au contraire, elles sont en opposition avec ces lois, les individus pourront bien se procurer une véritable félicité par leur honnêteté personnelle, sans que pour cela on puisse dire que la société qu'ils composent soit heureuse ». (*Cours élémentaire*, trad. citée, p. 310-311). Taparelli note justement que le bien commun, comme toutes les idées universelles, est connu par la raison, tandis que le bien privé est connu et recherché « per via di sentimento ». (*Ordini rappresentativi nel loro soggetto, la Nazione*, C.C., Ser. I., vol. V, p. 404). Ailleurs il écrit que le bien public n'est pas ce qui sert les intérêts de la majorité, et qu'il ne se confond pas avec les avantages matériels, qui lui sont nécessaires à titre de moyens, et qu'il ne se mesure pas à leur quantité. (*La libertà in economia*, C.C., Ser. IV, vol. VIII, p. 174).

E. Gounot (*op. cit.*, p. 379, note 2) fait sagement remarquer :

« 1° Que par bien commun nous n'entendons pas le bien de l'État, surtout au sens moderne du mot, ni le bien de la collectivité personnifiée ou hypostasée, c'est-à-dire conçue comme fondamentalement distincte des individus qui la composent¹⁴. Le bien commun n'est pas le bien du Tout, mais le bien de tous. Les hommes, non l'État, sont la fin du droit.

« 2° Que loin d'être une idée purement utilitaire, l'idée du bien commun, c'est-à-dire du bien de tous, implique l'affirmation d'un principe supérieur, la croyance à l'égale valeur de toutes les personnes humaines. (Cf. Tanon, *L'évolution du droit et la conscience sociale*, 1900, p. 161).

« 3° Que le mot *bien*, très large et très compréhensif, ne se réfère pas seulement à l'utilité matérielle, mais aux intérêts humains de tous les ordres : économiques, scientifiques, artistiques, moraux, religieux. Toute la difficulté pour le droit consiste à déterminer socialement la valeur respective de ces divers intérêts, et, en cas de conflit, à attribuer à chacun la place qui lui revient. Et cela se fait toujours, que l'on en ait ou non conscience, en fonction d'une certaine conception philosophique de l'homme et de ses relations avec l'ordre universel des choses. En d'autres termes, la solution *intégrale* du problème juridique est inséparable de celle du problème de la destinée humaine ».

La première de ces remarques appelle, selon moi, un correctif : en définitive, le bien commun est le bien de tous, *mais* réalisé *par* celui du *Tout* dont ils sont membres ; il est donc à la fois transcendant et immanent. Cf. *supra*, p. 216, la distinction établie par Taparelli entre l'ordre *politique* et l'ordre *civique*. Cf. aussi ce passage de S. Thomas : « Hoc totum quod est civilis multitudo, vel domestica familia habet solam unitatem ordinis secundum quam non est aliquid simpliciter unum. Et ideo pars ejus totius potest habere operationem, quæ non est operatio totius, sicut miles in exercitu habet operationem quæ non est totius exercitus¹⁵. Habet nihilominus et ipsum totum aliquam operationem, quæ non est proprie alicujus partium, sed totius ; puta conflictus totius exercitus et tractus navis est operatio multitudinis trahentium navem. Est autem aliquid totum quod habet unitatem non solum ordine sed compositione aut colligatione vel etiam continuitate, secundum quam unitatem est aliquid unum simpliciter et ideo nulla est operatio partis quæ non sit totius. In continuis enim, idem est motus totius et partis et similiter in compositis vel colligatis, operatio partis principaliter est totius ; et ideo oportet quod ad eandem scientiam pertineat talis consideratio et totius et partis ejus. Non autem ad eandem scientiam pertinet considerare totum quod habet solam ordinis unitatem et partes ipsius. Et inde est quod moralis philosophia in tres partes dividitur ; quarum prima considerat operationes unius hominis... ;

secunda operationes multitudinis domesticæ... ; tertia operationes multitudinis civilis... » (*In decem libros Ethicorum expositio*, liber I, lectio I).

Tout se ramène aux rapports de la personnalité et de la collectivité : la première est une fin pour la seconde, mais celle-ci est un moyen normalement nécessaire pour l'épanouissement de celle-là. D'où il résulte que l'individu n'a pas le droit de ne tenir aucun compte de l'ensemble dont il fait partie. En pratique, il sera sans cesse engagé dans des conflits d'intérêts. Il devra « sacrifier » souvent des avantages matériels et temporels, mais il n'y perd qu'en apparence, car il y trouve un bien d'ordre supérieur, qui est précisément d'accomplir ainsi sa propre destinée¹⁶. La solidarité n'a rien d'impératif si l'on reste dans l'utilitarisme, mais elle prend tout son sens si l'on fait appel à des notions métaphysiques. La liberté qui appartient à la personne, ne consiste pas « à faire tout ce qu'on veut », ce qui serait nier toute morale et anéantir toute vie sociale, mais bien à suivre, sans obstacles, sa vocation intégrale dans les conditions de fait où l'on se trouve. — Le sacrifice fait à la collectivité (dans le sens indiqué) est aussi un sacrifice fait à Dieu puisqu'il nous est imposé par Lui. Or un être essentiellement relatif, comme l'est nécessairement une créature, doit, pour réaliser complètement sa nature en accomplissant jusqu'au bout la loi qui la régit, reconnaître sa dépendance à l'égard de l'Absolu, et proclamer que c'est de Lui seul qu'il tient tout ce qu'il est. Par le fait même, il sera disposé à renoncer à tout ce que sa raison lui montre comme étant opposé à l'idéal que Dieu lui prescrit. En ce faisant, il ne s'amoindrit pas et ne détruit pas la nature qu'il a reçue et qui, étant l'œuvre de Dieu, est bonne, il s'enrichit au contraire en lui faisant atteindre sa plénitude. « Qui autem perdidit animam suam propter me, inveniet eam ». (MATH., XVI, 25). Cf. l'évangile des Béatitudes. *ibid.*, v, 3-12. On voit comment le sacrifice et la personnalité, loin de constituer une antinomie, se concilient harmonieusement dans l'Ordre total. Abel Bonnard dit joliment : « L'ordre est le nom social de la beauté¹⁷. Il se définit en même temps par ce qu'il refuse et par ce qu'il promet, par les disciplines qu'il impose et les libertés qu'il assure, par les barrières qu'il dresse et les voies qu'il ouvre, et il ne vexe utilement les prétentions de l'individu que pour favoriser la plénitude de la personne. Nous voyons avec évidence qu'il manque où la licence déborde, mais nous sentons non moins fortement qu'il est absent où la contrainte règne seule. Il nous engage dans une hiérarchie où notre jouissance la plus forte n'est pas de dominer ce que nous dépassons, mais d'être associé à ce qui nous dépasse ». (*Les Modérés*. Paris, Grasset, 1936, p. 263).

On voit que cette doctrine diffère complètement de la conception de Hobbes¹⁸ : le *jus in omnia in omnibus* équivaut à la négation des droits individuels ; dès lors l'autorité a pour unique fonction d'imposer arbitrairement et par la force une paix fictive. Au contraire, pour Taparelli, l'autorité protège les droits véritables de ses sujets, et, ce faisant, elle assure d'une manière stable la tranquillité de l'Ordre, au sens profond de ce mot.

M. — Théorie explicative du « titre civil » dans le prêt à intérêt, d'après Taparelli (cf. *supra*, p. 217).

Une loi positive ne peut rendre licite ce qui est défendu par le droit naturel. Le prêt d'argent, considéré intrinsèquement, devant être gratuit¹⁹, l'intérêt légal pose un problème moral et appelle une justification rationnelle. A la différence de la plupart des auteurs, Taparelli ne fonde pas sa solution²⁰

sur un transfert de propriété imposé par l'État en vertu de ce que certains appellent son « haut domaine »²¹ (comme dans la prescription) ou encore « droit éminent ». Se référant (S. I, p. 519, note CI, dont le contenu dépasse singulièrement le titre : *Osservazione filologica*) au *Dictionnaire théologique* de Bergier (art. *Usure*, 5°)²² qu'il développe sur ce point, il explique ainsi la genèse de l'intérêt : le mouvement des capitaux est nécessaire à la prospérité du commerce. Si le prêt est gratuit, la seule philanthropie ne suffira pas à décider les particuliers à se dessaisir de leur argent. L'État doit donc favoriser les opérations de crédit. Mais il ne peut obliger au prêt par la force ; ce serait : une violation de la propriété privée (qui tendrait d'ailleurs à détruire le commerce, dont celle-ci est la base, sous prétexte de l'encourager), — une intrusion inadmissible dans la gestion du patrimoine familial, — la cause de la dissimulation des capitaux, — une injustice, en ce sens que les négociants jouiraient ainsi et de l'avantage personnel sacrifié par les capitalistes et du bien social commun aux uns et aux autres. Il ne pourra donc recourir qu'à des moyens indirects : il garantira une récompense à ceux qui, par leur prêt, contribuent au bien public. Cette prime, méritée pour le service rendu, n'est pas produite par l'argent emprunté ; celle n'a avec lui qu'un rapport extrinsèque. D'où proviendra-t-elle ? Il ne serait pas pleinement conforme à la justice distributive d'en prélever le paiement sur la fortune de tous les citoyens²³. On imposera donc à ceux qui utilisent le prêt une taxe proportionnelle au concours pécuniaire qu'ils reçoivent : de même que les droits de timbre, d'enregistrement, d'hypothèque et autres formalités incombent aux contractants, que l'entretien des routes et des ports sont à la charge des riverains, que les frais de procédure sont soldés par les parties en litige, ainsi le montant de l'intérêt est versé par l'emprunteur.

Cette construction logique est parfaitement cohérente, mais je doute fort qu'elle corresponde à l'intention subjective du législateur : les stipulations concernant l'intérêt restent des actes passés entre particuliers. L'État n'y entre pour rien ; il ne sert pas d'intermédiaire ; son rôle protecteur se borne à les contrôler et à fixer une limite pour éviter les taux usuraires. — Il est légitime de juger la valeur morale d'une institution d'après une analyse métaphysique, mais il serait bon aussi de la replacer dans le cadre historique où elle a pris naissance, afin d'en avoir une compréhension plus adéquate.

N. — Critique des idées de Taparelli sur le « droit de révolte », par le comte de Vareilles-Sommières, doyen de la Faculté catholique de Droit de Lille (cf. *supra*, p. 221).

« ...Juge et partie, le peuple, dit Taparelli, abusera du droit qu'on lui donne et renversera le gouvernement pour des griefs insuffisants. Mais la même objection pourrait être faite contre le droit de légitime défense entre particuliers : et pourtant qui oserait contester l'existence de ce droit ? Elle pourrait être faite encore contre le droit des États de déclarer ou de soutenir la guerre : et pourtant tout le monde reconnaît que la guerre, offensive ou défensive, peut être légitime. L'objection de Taparelli tend à supprimer le droit quand il n'y a pas de juridiction compétente pour l'examiner et lui donner en quelque sorte un *laissez-passer*. C'est une prétention excessive et inadmissible. L'absence de juridiction ne peut avoir d'autres conséquences que de réduire le droit à ses propres forces et de lui permettre de s'en servir. La pure

violence pourra parfois se décorer du nom de droit ; mais, outre qu'elle se produirait sans doute, même si elle n'avait pas ce masque à sa disposition, c'est en tout cas un moindre mal que l'oppression permanente du droit.

« Taparelli accuse d'inconséquence ceux qui présentent le peuple comme incapable d'exercer la souveraineté et qui, par le droit de révolte, l'érigent en juge de la souveraineté.

« Mais ce n'est pas précisément au peuple, c'est aux sujets que, pour notre compte, nous avons donné le droit de révolte : ce qui veut dire qu'un groupe d'entre eux, sans être le peuple, peut à lui seul entamer et poursuivre l'entreprise.

« En tout cas, ce seront un ou quelques hommes énergiques qui prendront l'initiative et donneront le branle : le peuple, s'il se lève tout entier, ne jouera, même dans cette circonstance, que le rôle qui lui convient et qui consiste à se laisser diriger.

« Du reste, comme la révolte n'est un droit qu'au cas où elle est un acte de légitime défense contre des maux énormes et par là-même évidents, la capacité de les voir appartient à tout le monde, et l'on ne se contredit pas en refusant au peuple l'art délicat du gouvernement et en lui reconnaissant la faculté de sentir et de repousser d'intolérables souffrances.

« Mais enfin, dira-t-on, qui distinguera la révolte légitime de la révolution coupable ? Et permettre la première, quand il n'y a pas de juge qui puisse les discerner avec autorité, n'est-ce pas revenir pratiquement à la souveraineté du peuple ?

« C'est la raison qui fera la distinction dont on s'inquiète ; c'est la raison de tous et de chacun, cette vue de la réalité des choses, par laquelle seule nous constatons tout, l'existence de Dieu, les lois naturelles, la révélation, l'institution de l'Église, nos droits et nos devoirs de toute espèce. La raison n'est pas également développée chez tous ; elle est faussée chez plusieurs. N'importe. Que chacun agisse, parle et juge suivant sa raison complètement et loyalement consultée, et il est certain que la conduite de tous sera irréprochable, presque certain que l'ordre ne sera pas troublé. Taparelli objecte que la raison, la conscience « est la règle et le guide de l'individu », mais que la conscience de l'un ne peut-être la règle d'un autre, et que, par conséquent, la conscience d'un ou plusieurs particuliers ne peut être la règle de l'*action sociale*. Quelle sera donc la règle de l'action sociale ? La justice sociale, répond Taparelli, ce qui nous paraît vouloir dire la conscience sociale, et Taparelli prononce lui-même le mot deux lignes plus loin. Et comme la conscience sociale ne peut juger que « d'une manière authentique, c'est-à-dire d'après les formes propres à chaque société », c'est-à-dire encore par la bouche du souverain, il est clair qu'elle n'autorisera jamais la révolte.

« Taparelli subit ici l'illusion *organique* ; il regarde la société comme une personne et l'action sociale comme autre chose que les actes des associés. Nous avons dissipé ailleurs ces vains fantômes, qui hantent même les ouvrages de ceux qui n'y croient pas. Nous ne demandons point que la conscience ou raison de chacun serve de guide à d'autres qu'à lui-même. Ce n'est pas la société qui se révolte, ce sont les associés. Que chacun agisse suivant sa conscience, et l'action sociale, c'est-à-dire l'action des associés sera irréprochable du moins subjectivement.

.....

« Bossuet et Taparelli, pour faire prendre patience aux victimes de la tyrannie, leur parlent des compensations de l'autre vie. On peut tenir le même

langage aux autres victimes de n'importe quelle injustice : qui oserait, au nom de cette consolante vérité, leur faire à tous un crime de prévenir l'iniquité, de lui résister ou d'en poursuivre la réparation ici-bas ? Si les espérances d'outre-tombe ne m'obligent point à me laisser assassiner et voler par un particulier, pourquoi m'obligeraient-elles à me laisser tuer ou dépouiller par un souverain ? Souvent, du reste, la tyrannie a pour but et, à la longue, pour résultat de ravir aux sujets les moyens de faire leur salut, et jusqu'à l'espérance de cette félicité au nom de laquelle on les exhorte à une funeste résignation ».

(*Les Principes fondamentaux du droit*. Paris, 1889, p. 251 et suiv., nos 9-14).

NOTES

N. B. — Le lecteur ne s'étonnera pas de trouver dans ces notes des renvois à des pages antérieures indiqués par *infra* (au lieu de *supra*), car il est censé lire les notes au fur et à mesure qu'il lit le texte courant.

NOTES DU CHAPITRE I

Famille, enfance, adolescence (cf. *supra*, p. 1 et suiv.)

1. — Abréviation pour : *giogali* (unis sous le même joug ; cf. l'adjectif français *conjugal*), expression désuète employée en Piémont dans les actes officiels et signifiant : époux (au pluriel).

2. — Ce parrain est le père du célèbre historien Cesare Balbo ; il remplit diverses hautes fonctions, notamment celles de représentant diplomatique de son pays à Paris et de recteur de l'Université de Turin, où Prosper Taparelli fut étudiant. Pour plus amples renseignements, voir : Rosi, *Dizion. Risorg. Ital.* 152 ; E. Passamonti dans l'*Enciclop. Italiana*, V, 907. — Par son alliance avec Henriette, demi-sœur du père de Prosper Taparelli, il se trouvait être l'oncle de ce dernier, qui rappelle ce parrainage dans une lettre adressée le 5 décembre 1854 au petit-fils, homonyme, de Prospero Balbo (P., p. 496).

3. — Le prénom usuel fut *Prosper* jusqu'en 1814 ; à cette époque, en entrant dans la Compagnie de Jésus, le jeune religieux adopta celui de *Louis*, en l'honneur de saint Louis de Gonzague, qui appartenait à la même Compagnie.

4. — Tapparelli ou Taparelli, indifféremment ; cependant l'usage de n'écrire ce nom qu'avec un seul p a prévalu. — Prosper se contenta en général de s'appeler Taparelli, tandis que son illustre frère Massimo d'Azeglio, à qui, sans qu'il sût lui-même pourquoi, le nom de Taparelli fut toujours antipathique, préféra celui d'Azeglio, encore que sa famille n'eût hérité du château d'Azeglio que par les femmes et depuis un temps relativement court. Cf. *I miei Ricordi*. Firenze. G. Barbera, 1920, p. 9, 10 et 448. — Azeglio (du latin *Asylum*) se trouve près de l'entrée de la vallée d'Aoste, à quelques kilomètres à l'est d'Ivrée. — En dialecte piémontais Azeglio = *Zeï*, et Taparelli = *Taparei*.

5. — Et non pas le P. Francesco Berardinelli, comme l'écrit Giuseppe Del Chiaro dans l'*Indice Generale della Civiltà Cattolica*. Roma, 1904, p. 253. — Les articles de la *Civiltà* n'étaient pas signés.

6. — Série V, vol. 4, p. 98.

7. — *I miei Ricordi*, Ed. Barbera, 1920, p. 10.

8. — En 1862.

9. — Effectivement, dans les Côtes-du-Nord, à 5 km du bourg de Plédran (canton-sud de Saint-Brieuc), il y a le hameau de *La Chapelle-Bernier*. — De même, sur le territoire de la commune de Bourseul (canton de Plancoet, arrondissement de Dinan) existe le manoir de *La Chapelle-Bernier*, en partie du xvi^e siècle. Au xv^e-xvi^e siècle, une famille noble Bernier existait en cette commune et en celle de Guenroc. Ses armes étaient, d'après le *Nobiliaire de Bretagne* de Potier de Courcy : *d'argent à la fasce de gueules, accompagné de 6 quintefeuilles de même*. — Enfin, les familles du nom de Bernier ou Brenier sont nombreuses en Bretagne, tant au Moyen Age qu'actuellement.

10. — Le nom de Brenier y est fréquent dans les archives locales ; d'ailleurs il est encore porté de nos jours. On trouve aussi trace de Chapel dans les archives de Gre-

noble. Mais je n'ai pas connaissance de documents où il soit fait mention de Brenier Chapel ou Capel.

11. — Savigliano est situé à l'est de Saluces. La *Storia di Savigliano corredata di documenti*, en 4 volumes, de Casimiro Turletti, contient une histoire très complète de l'antique famille Taparelli et cite une foule de personnalités du nom de Taparelli appartenant au clergé, à la magistrature, à l'armée, etc.

12. — « On pourrait tant bien que mal expliquer le Capel de la manière suivante : dans les parchemins, les abréviations abondent, et j'ai plus d'une fois vu la parole de Taparelli abrégée par de Tapellis. Et de là à Capellis la distance n'est pas longue ». (Emmanuel D'Azeglio. *Une famille piémontaise au moment de s'éteindre*, 1884. Imprimerie héritiers Botta de Jean Brunerj. Palais Barol. Place Savoie, 6, Turin, 87 pages et un arbre généalogique. Edition de 200 exemplaires hors commerce).

13. — Blaise de Montluc en parle dans ses *Commentaires*.

14. — Le blason de la famille Taparelli se lit ainsi :

Ecu parti, fascé, contrefascé d'argent et de gueules. Le cimier a la figure de l'ange au naturel, vêtu d'argent fourré de gueules, tenant l'étendard de Savoie, avec la devise : *Mater Dei memento mei*. Supports : deux béliers de guerre d'or, soutenus chacun par une main de carnation, avec la devise de chaque côté : *D'accord, D'accord*.

Les fascés, en représentant des bandages, symboliseraient, paraît-il, les blessures reçues aux Croisades. (D'après Fra Placido da Giaveno, capucin du couvent de Pignerol, auteur en avril 1860 d'un manuscrit inédit actuellement en la possession du comte A. Galateri, podestà de Savigliano). — La devise : *D'Accord*, ferait peut-être allusion à la paix conclue vers 1403, grâce à l'arbitrage d'Amédée VI de Savoie, dit le Comte Vert, avec la famille rivale des Faletti, après la longue lutte pour la possession du fief de Lagnasco, que le marquis de Saluces avait vendu aux Tapparelli et aux Faletti d'Alba en 1346. Sur Lagnasco, voir Marcus de Rubris : *Lagnasco e lo storico casato de' suoi signori*, dans *Torino*, Rassegna mensile della città, luglio 1935, p. 33 et suiv. Cf. aussi : *Lagnasco nelle sue vicende storiche e nei suoi uomini illustri*, par Luigi Gullino, podestà de Lagnasco. Saluzzo. Stab. Tipografico G. Richard, 1930. Toutefois cette brochure contient des inexactitudes ; c'est ainsi qu'à la page 16 on lit cette double erreur : « Rettore generale della Compagnie di Gesù sotto il titolo di Padre Luigi Tapparelli : morto a Parigi ».

15. — En 1328, Georges Tapparelli avait dédié une chapelle à sainte Marie-Madeleine en l'église Saint-Dominique de Savigliano.

16. — Fut nommé évêque de Saluces en 1642. — Un chapitre (IV) lui a été consacré par Carlo Fedele Savio dans : *Saluzzo, Storia dal 1635 al 1730*. Saluzzo, 1928, p. 32 et suiv.

17. — Tome II, p. 625, du manuscrit conservé à la *Biblioteca di S. M. il Re*, à Turin.

18. — Dès 1180, il y avait des Taparelli à Savigliano, donc bien avant la venue de Charles d'Anjou, et ainsi Savigliano pourrait être le berceau de la famille.

19. — *Op. cit.*

20. — Varaita.

21. — Il avait été conseiller de légation à Londres, puis ministre plénipotentiaire.

22. — Il faut sans doute lire : *coticées* (qui se dit de bandes de couleurs alternées).

23. — Cf. ci-dessus note 9.

24. Une note, due à E. D'Azeglio, ajoutée au grand arbre généalogique du musée de la *Casa Cavassa*, à Saluces, fournit les mêmes renseignements, moins détaillés et avec de légères variantes.

25. — E. D'Azeglio, *op. cit.*

26. — Sur la procédure des Béatifications dites *per viam cultus*, consulter le *Codex Iuris Canonici*, can. 2000, 2125-2135.

27. — Série III, vol. 3., p. 37 et suiv., 5 juillet 1856 : *Un nuovo Beato in Piemonte* (cf. également la *Civiltà* du 3 janvier 1857, série III, vol. 5, p. 106). — Voir aussi : Carlo Marco Arnaud, *Vita del B. Aimone Tapparelli* ; Gallizia, *Atti dei Santi dei domini della R. Casa di Savoia*, et surtout : Turletti, *op. cit.*, tome III, p. 160 à 223, qui modifie en partie les renseignements fournis par les *Leçons* du Bréviaire. Nous apprenons qu'Aymon avait été marié avant d'entrer dans les ordres.

28. — P., p. 736.

29. — Carlo Fedele Savio, *Saluzzo e i suoi vescovi* (1475-1601). Saluzzo-Tipografia Frat. Lobetti-Bodoni, 1911, p. 264-285.

30. — Sur le futur roi de France Henri III, *roi de Pologne*, voir la *Vie du Cardinal Commendon*, de Graziani, traduite du latin par Fléchier.

31. — Cf. *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 13.

32. — Vers 1830-1832, la marquise D'Azeglio envoya une copie de son propre manuscrit à un ami de la famille, Don Raffaele Marzolini, de Plaisance, qui voulait publier quelque chose sur Cesare. En décembre 1832, le chanoine Alessandro Soli-Muratori, de Modène, faisait parvenir à Marzolini d'autres documents ; il avait en effet recueilli lui-même des renseignements en vue d'une biographie, en particulier le témoignage oral de Giuseppe Gulino, domestique du marquis pendant vingt ans (et, paraît-il, son confident), et il en composa une sorte de mémoire à l'intention de Marzolini. Tous ces papiers furent trouvés chez Mgr Pietro Piacenza, archiprêtre de Fiorenzuola, par A. G. Tononi, qui fit paraître un article intitulé : *Il Marchese Cesare D'Azeglio*, dans la *Rassegna Nazionale* du 1^{er} juin 1884. — Sur Cesare, voir aussi : Marcus de Rubris : *Un soldato del vecchio Piemonte*, dans : *Le Opere e i giorni*. Anno X, n° 2, 1^o febbraio 1931, p. 37 et suiv. ; et du même auteur : *Cesare D'Azeglio e il Risorgimento*, *Giornale d'Italia*, 27 novembre 1930. — Le buste de Cesare D'Azeglio et ceux de ses fils Roberto, Enrico et Massimo sont au *Museo Civico* de Turin.

33. — Edition citée.

34. — *Dizionario biogr. universale*, prima versione dal francese. Firenze, tip. David Passigli.

35. — S. II, p. 132, note cxiii : *Valor cristiano*.

36. — La bataille de Marengo est du 14 juin 1800 ; le Piémont a été annexé par sénatus-consulte du 11 septembre 1802. Massimo (*op. cit.*, p. 45), que nous citons ici, a réuni ces deux faits ; mais une trentaine de pages plus loin (p. 72) il reparle du second comme s'il avait eu lieu seulement en 1806 ou 1807 ! — Madame Taparelli était à Florence avant la bataille de Marengo (cf. *infra*, p. 19). Je suppose que son mari y était aussi.

37. — Sur ce retour, voir l'article que j'ai publié dans la *Rassegna Italiana* de décembre 1936, p. 882 et suiv., sous le titre *Sul rimpatrio d'illustri piemontesi fuorusciti sotto l'Impero napoleonico*. — Je passe ici assez vite sur toute cette période de la vie de César Taparelli, me réservant d'y revenir avec plus de détails quand il s'agira des années d'enfance de Prosper.

38. — *Archives Nationales*. AF^{IV}, 436, pl. 3272.

39. — Cf. Tononi, *art. cit.*, p. 30.

40. — *Ibid.*, et Pacca, *Œuvres complètes*. Trad. Queyras. Paris, Sagnier et Bray, 1846. Tome I, p. 260.

41. — Tononi, *art. cit.*, p. 30. Cf. M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 113.

42. Tononi, *art. cit.*, p. 30. Cf. ce passage des Mémoires inédits du marquis Giovanni Patrizi (en possession de la marquise Maddalena Patrizi) : « ...coll' arrivo in questo Forte dell' ottimo Mse. Taparelli di Azeglio di Torino, qui recatosi per visitare i due suoi amici Mancini e Berrera, canonici della Metropolitana di Firenze, e miei compriognieri... ; mentre dal d. Cavaliere, il quale recommi le nuove di veduta ed i caratteri della mia amatissima consorte... Il mai abbastanza lodato Mse. d'Azeglio, persona rispettabile per tutti i riflessi, ma singolarmente per la sua invitata religione, abbreviò la sua dimora in Fenestrelle, e privossi del piacere di godere più a lungo della compagnia de'suoi ottimi amici, per essere in Torino a recare a mia moglie le mie nuove e le mie lettere prima della partenza di lei da quella città... ». Et après la libération de Patrizi (qui, après sa détention à Fenestrelle, avait été interné au château d'If), pendant le voyage de retour : « ...in Torino, e fummo a pranzo in casa del Mse. Tapparelli d'Azeglio, che gentilmente ci aveva invitati ». (*Ibid.*).

43. — *Op. cit.*, p. 260.

44. — M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 114.

45. — Cf. Michele Volpe, *I Gesuiti nel Napoletano*. Note ed appunti di Storia contemporanea da documenti inediti e con larghe illustrazioni. Napoli. Tip. M. D'Auria, 1915. Vol. II, p. 60.

46. — Cf. M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 110, 111, 113.

47. — D'après Moroni, *Dizionario di erudizione storico-ecclesiastica*. Venezia, MDCCCLVI. Vol. LXXVII, p. 225.

48. — Pour toute cette période, voir : D. Carutti, *Storia della Corte di Savoia durante la Rivoluzione e l'Impero francese*. Torino, 1892.

49. — Une longue conférence a été faite sur ce personnage le 24 juin 1927, au *Cercle catholique de Fribourg*, par Mgr Dominique Jaquet, évêque titulaire de Salamine ; elle a été publiée en divers fascicules (juillet à octobre 1927) de la *Semaine catholique de la Suisse française*.

50. — Sa biographie la plus récente, composée à l'aide des documents originaux, est due au Postulateur de la Cause de Béatification, le P. Tommaso Piatti : *Il Servo di Dio Pio Brunone Lanteri*. Tipografia Pontificia Marietti. Torino-Roma. 2^a Edizione, 1934.

51. — Cf. Solaro della Margherita. *Memorandum storico-politico dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847*. Torino, Speirani e Tortone, 1852, p. 7 et suiv.

52. — Cf. : Cesare D'Azeglio e gli albori della stampa cattolica in Italia, *Civiltà Cattolica*, 2 Agosto 1930, p. 193 et suiv. — Toutefois dans l'appendice II (p. 264 et suiv.) de la seconde édition de son livre précédemment cité (cf. ci-dessus note 50), le P. Piatti fait des réserves sur certaines affirmations exprimées dans cet article. Dans l'appendice III (*ibid.*, p. 271 et suiv.), il répond d'une façon péremptoire aux accusations que le parti libéral avait lancées contre le jeune groupement et qui depuis étaient presque devenues un lieu commun ; on n'y entretenait aucun foyer de « réaction », pour la raison bien simple qu'on n'y faisait pas de politique.

53. — Prospero Luigi Taparelli nous apprend qu'il a connu Joseph de Maistre, mais sans préciser l'époque à laquelle il a pu avoir eu l'occasion de le fréquenter : « ...molti ancor vivono (e ci riputiam fortunati di esser fra questi), che personalmente lo conobbero » (*Civiltà Cattolica*, Serie IV, vol. I, *Le metempsicosi di Giuseppe De Maistre*, p. 390).

54. — Cf. A. Manno, *Aneddoti documentati sulla censura in Piemonte dalla Restaurazione alla Costituzione*. Torino, 1906, p. 61.

55. — *Carteggi di Alessandro Manzoni*, a cura di Giovanni Sforza e Giuseppe Gallavresi. Milano. Hoepli, 1912, vol. IV, parte prima, p. 491-493.

56. — 12 août 1823, *ibid.*, parte seconda, p. 97-100 : « ...un opera, alla quale non ha voluto dare il lustro, che il nome di lei le avrebbe recato... » (p. 98).

57. — *Sul Romanticismo*, lettera al Marchese Cesare* D'Azeglio, datée du 22 septembre 1823. Dans : *Tutte le opere di Alessandro Manzoni*, a cura di Giuseppe Lesca, Firenze. Barbera editore, 1923, p. 423-436 : « Ma in quel troppo indulgente giudizio de' miei pochi e piccoli lavori drammatici Ella ha anche lasciata trasparire, se non un'opinione poco favorevole, o almeno un presagio di poco durata, al sistema di poesia, secondo il quale quei lavori sono concepiti... Nelle sua gentilissima lettera Ella ha parlato d'une causa, per la quale io tengo, d'una parte, che seguo ; e questa parte è quel sistema letterario, a cui fu dato il nome di romantico. Ma questa parola è applicata a così vari sensi, ch'io provo un vero bisogno d'espore, o d'accennarle almeno quelle ch'io c'intendo, perchè troppo m'importa il di Lei giudizio... questo povero romanticismo ha anche de' significati espressamente distinti, in Francia, in Germania, in Inghilterra... ».

* C'est sûrement par inadvertance que A. Valentin et E. Barincou, dans *La Littérature italienne par les textes* (A. Hatier, éd. 6^e éd. 1939, p. 870) indiquent Massimo D'Azeglio comme destinataire de cette lettre.

58. — Cf. Massimo D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 57. — Ce que Massimo a écrit est confirmé par les documents qui seront cités plus loin à propos de la fin du séjour de la famille à Florence.

59. — « D'otto ottime belle dolci creature, Cesare mio... » (lettre de Christine à son mari, jointe à une lettre à son fils Prosper datée du 9 septembre 1814). P., p. 63. — Voir le curieux passage des *Ricordi* (éd. cit., p. 24) où Massimo écrit que ses parents eurent successivement deux garçons, puis quatre garçons et deux filles (en réalité ils ne sont pas rangés ainsi dans l'ordre chronologique) ; donc en tout huit enfants (cf. *ibid.*, p. 66 : « Io che ero l'ottavo... »). Or, en comptant les frères et sœurs qu'il énumère, ainsi que lui-même, on arrive seulement au total de sept, car il passe entièrement sous silence un frère mort en bas âge comme le premier. Ce n'est pas le seul exemple d'im-

précision, voire d'incohérence ou d'inexactitude qu'on peut trouver dans ses *Souvenirs*.

60. — Cf. *Ricordi*, p. 39 et surtout 360-364.

61. — « Di due sorelle che ebbi, l'una, Melania rimasta a Torino colla nonna durante la nostra dimora in Toscana, morì di dodici anni » (*ibid.*, p. 96). En réalité, elle n'avait que dix ans. — « Le malheur qu'elle a eu de perdre une fille qui était restée à Turin... » (Mémoire de César Taparelli sur l'état de santé de sa femme, p. 384 de mon article de la *Rassegna Italiana*, déjà cité ci-dessus, p. 273, note 37).

62. — Biographie par Giorgio Briano, en tête de : *Ritratti di uomini illustri dipinti da illustri artefici, estratti dall'antica raccolta dei Reali di Savoia*, per Roberto D'Azeglio-Le Monnier. Firenze ; reproduite à part dans la collection : *Galleria dei contemporanei italiani*, 1861. Torino. Unione editrice ; résumée au début de : *Lettere di Massimo D'Azeglio al fratello Roberto con cenni biografici di Roberto D'Azeglio per Giorgio Briano*. Milano, Carrara, 1872. — Cf. *Carteggi e documenti diplomatici inediti di Emanuele D'Azeglio* pubblicati ed illustrati per cura di Adolfo Colombo. Torino. Fratelli, Bocca, Editori, vol. I, p. XIII-XXXIII ; — *Discorso commemorativo*, de Paolo Boselli, dans *La Patria*, Firenze, 1917.

63. — *Archives Nationales*, AF^{IV} 365 (pl. 2672). — Sur les conditions dans lesquelles ce décret fut fait, cf. *Les Auditeurs au Conseil d'Etat sous le Consulat et le premier Empire*, par M. Ch. Durand, dans les *Annales de la Faculté de Droit d'Aix*, 1937, n° 28, p. 158.

64. — *Archives Nationales*, F^{IC} III Pô 3. — Il est permis de penser que ce fait, si légitime qu'il fût, aurait dû lui inspirer un peu plus de retenue, lorsque le 28 avril 1856, à propos d'un roman du P. Bresciani, intitulé *Lorenzo il coscritto*, qui commençait à être publié dans la *Civiltà Cattolica*, il écrivit à son frère Prosper qu'un jeune homme qui tente de se soustraire à la conscription (dans le récit, Lorenzo échappe, en se cachant dans une caverne, à la conscription ordonnée par Napoléon I^{er}) est un caractère méprisable, quelle que soit la tyrannie qui pèse sur le pays, et qu'il ne peut devenir le héros d'un roman. (Cette lettre se trouve dans : Eugenio Di Carlo, *Un Carteggio inedito del P. L. Taparelli D'Azeglio coi fratelli Massimo e Roberto*. Anonima Romana Editoriale. Roma, 1926 ; le passage visé est à la p. 122).

65. — *Zey* est, comme on l'a dit plus haut, une abréviation piémontaise d'Azeglio.

66. — *Archives Nationales*, AF^{IV} 666 (pl. 5319).

67. — Cependant F^{VII} 4377 porte : « 6 avril 1812. Auditeur de 1^{re} classe. Ministère de la Police générale. Taparelli Azelio ».

68. — *Archives Nationales* AF^{IV} 666 (pl. 5319).

69. — Lauenburg, sur l'Elbe.

70. — *Archives Nationales* F⁷ 9779.

71. — *Ibid.*

72. — *Archives Nationales* F⁷ 9784 (dossier Taparelli d'Azeglio).

73. — *Ibid.* Il y montre une résignation vraiment trop admirable : « Je m'exposerai très volontiers à empirer encore davantage l'état de mes yeux, si S. M. le commande, pour lui prouver de plus en plus mon zèle et ma parfaite obéissance à ses ordres souverains » ! — Cette lettre a été publiée par moi dans la *Revue des Etudes Italiennes*. (tome III, n° 4. Octobre-décembre 1938, p. 285 et suiv.)

74. — *Archives Nationales* F⁷ 9779.

75. — *Ibid.*

76. — *Ibid.*

77. — *Archives Nationales* F⁷ 9784.

78. — *Arch. Taparelli. Saluzzo : Cariche Regie*.

79. — Probablement la mort de sa sœur Mathilde, au mois d'août.

80. — *Souvenirs historiques de la marquise Constance D'Azeglio née Alfieri, tirés de sa correspondance avec son fils Emmanuel, avec l'addition de quelques lettres de son mari le marquis Robert D'Azeglio de 1835 à 1861*. Turin, Bocca, 1884. — Carlo Vassallo, *La Diplomazia di una gentildonna piemontese*. Même librairie, 1885. (Extrait de la *Rivista Storica Italiana*, vol. II, fasc. I, an. 1885). — D'autres références sont données par A. Colombo, *op. cit.*, p. XVIII, note 3.

81. — Cf. A. Colombo, *op. cit.*

82. — Il écrivit lui-même un opuscule, déjà cité plus haut (p. 272, note 12, et p. 2 et suiv.), intitulé : *Une famille piémontaise au moment de s'éteindre*.

83. — « Mon père servait alors dans un régiment * de cavalerie, et, quand le mouvement de 1821 éclata, il était aide de camp du prince de Carignan. Il ne fut pas inclus dans le procès politique où figurèrent La Cisterna, Collegno, Lisio, etc., mais on lui conseilla de s'absenter momentanément et je me souviens d'avoir, à l'âge de cinq ans, été emmené moi aussi, ou pour mieux dire, porté en exil, subitement une nuit, dans les bras robustes d'une suivante et de m'être trouvé le lendemain en Savoie, puis en Suisse et en France ». (Emmanuel D'Azeglio, dans l'*Avant-propos* des *Souvenirs* de sa mère, p. xii).

* Massimo prétend le contraire : « Roberto non era militare ». (*Ricordi*, éd. cit., p. 250).

84. — Ainsi motivé : « ...per aver con assidua attenzione coltivato lo studio delle Belle Arti si fe' egli ampio corredo, notevolmente progredendo nell' esercizio delle medesime, come ben lo dimostrano i non dubbi saggi che ne ha dati ». (*Arch. Taparelli*, Saluzzo, *Cariche regie*, n. 66, m.) — Roberto D'Azeglio donna sa démission en décembre 1854 ; sa femme en explique l'occasion et le motif dans une lettre à leur fils, publiée par Colombo, *op. cit.*, p. 413.

85. — Cf. G. Briano, *op. cit.*, p. 41 et Colombo, *op. cit.*, p. cvii et suiv.

86. — Cf. G. Briano, *Roberto D'Azeglio*, Torino U. T. E. 1861, p. 45.

87. — Citée par Colombo, *op. cit.*, p. LIX.

88. — L'année précédente.

89. — Œuvre fondée par Rosa Govone (vers le milieu du XVIII^e siècle) pour recueillir les jeunes filles abandonnées et les faire vivre de leur travail. Cf. Casimiro Turletti, *Vita di Rosa Govone*, Torino, 1876. Coll. degli Artigianelli ; A. Vaudagnotti, *Rosa Govone* (1716-1776) e l'*Istituto delle Rosine*. Torino. Tip. S. Giuseppe degli Artigianelli, 1929.

90. — Dans P., p. 268. — La lettre est en italien.

91. — Année 1855, Serie II, vol. XI, p. 257 (*Gli asili d'infanzia*) ; vol XII, p. 17 (*Gli asili d'infanzia nei loro inizi in Italia*) ; *ibid.*, p. 275 (*Gli asili d'infanzia nei loro inizi in Italia e quali sono al presente*). — L'auteur rattache les asiles au système de la grande industrie, tel qu'il existait en Angleterre, et il rappelle à ce propos les *Infant Schools* de Robert Owen. Il étudie ensuite ces asiles tels qu'ils naquirent en Lombardie, en Toscane, puis en Piémont. Après avoir fait la critique de cette institution, il résume sa pensée en ces mots : « Questi asili... sono un non lieve danno ed un maggiore pericolo dei bambini che vi sono accolti, e sarebbero una ruina della società che tutti ve li mandasse » (vol. XII, p. 35). Il passe ensuite à l'examen des modifications qu'en Italie on avait fait subir à l'organisation primitive et il suggère quelques réformes désirables.

92. — Du 16 octobre 1855 ; dans P., p. 578 et suiv.

93. — Lettre au P. Taparelli, datée du 7 juin 1856, dans P., p. 612 et suiv. : « Nel suo Saggio trovai una nota ove degli Asili dell' Infanzia si parla con tutt' altre note che non nella *Civiltà* ». En effet, dès la première édition du *Saggio Teoretico di dritto naturale*, remontant à une quinzaine d'années plus tôt, Taparelli avait, dans la note LXXXVIII (vol. I, p. 420-422 dans l'édition de 1928), soutenu l'opportunité des asiles (citant à ce propos le fait qu'en Angleterre certaines mamans administraient un narcotique à leurs enfants pour les faire dormir pendant les heures où elles étaient au travail). Par suite des polémiques exposées ci-dessus, il ajouta plus tard qu'il n'était pas entièrement vrai de dire, comme certains, que cette invention était due aux protestants ; se référant à Villeneuve-Bargemont, il attribue la première idée des asiles à des religieuses françaises (cf. *Le scuole infantili e l'abate Aporti, a proposito di un centenario*, par le P. Barbera, dans la C. C. du 19 novembre 1927, p. 289 et suiv.). — Lui-même, en 1849, il forma le projet d'introduire en Sicile des « écoles infantiles » (Cf. lettre de sa belle-sœur Costanza du 2 septembre 1849, et réponse du P. Taparelli, 26 décembre, dans P., p. 277 et suiv. 35 p. 283) ; il avait même rédigé à cet effet un appel et un règlement conservés parmi ses papiers inédits.

94. — 11 juin 1856 ; dans P., p. 615 : « ... le confesso che non fui interamente contento della *Civiltà Cattolica*. Ma anche in essa quando venni a cercare le frasi per singole, mi parve che non parlasse degli asili cattolici, come è certamente quello di cui Ella mi parla. Me chechè ne sia, i miei sentimenti stanno nel *Saggio* ». La même préoccu-

tion d'atténuer le mauvais effet produit par les critiques du P. Curci, en les atténuant, se fait jour dans les lignes suivantes : « ...considerandoli in Italia nelle due epoche fra loro diversissime, prima abusati dai libertini (testimonio il Montanelli), poscia corretti più o meno dagli onesti, e santificati dall'Episcopato cattolico coll'aiuto di religiosi e di suore ». (C.C. Serie II, vol. XII, p. 618).

95. — Lettre du 2 septembre 1849 au P. Taparelli, dans P., p. 277.

96. — Lettre du 2 novembre 1849, dans P., p. 279 et suiv.

97. — *I miei Ricordi* sont évidemment une mine de renseignements, mais ils s'arrêtent à l'année 1846, l'auteur ayant été interrompu dans son récit par la mort en 1866 ; ils sont suivis d'une notice biographique (à partir de 1846) due à son gendre Matteo Ricci. Pour une documentation plus complète, voir : A. Vismara, *Bibliografia di Massimo D'Azeglio*. Milano 1878. Parmi les auteurs récents, signalons : Nunzio Vaccaluzzo, *Massimo D'Azeglio*, Anonima Romana Editoriale, Roma, 1925, 2^e éd., 1930 ; et surtout Marcus de Rubris (pseudonyme du prof. M. Rossi), qui s'est spécialisé dans l'étude de Massimo d'Azeglio, dont il a édité les Souvenirs (Torino, Lattes) et à qui il a consacré quelques volumes (et plusieurs articles en diverses revues) : *L'Araldo della vigilia (Dai casi di Romagna ai lutti di Lombardia)*, Torino, Sten ; *Confidenze di Massimo D'Azeglio, dal carteggio con Teresa Targioni Tozzetti*. Milano, Mondadori ; *Il Cavaliere della prima passione nazionale*. Bologna. Cappelli. — En français : Charles Dejob, *Un homme d'Etat spirituel et chevaleresque*. Paris 1894 ; D. Battesti, *Massimo D'Azeglio*, Bourges, 1913 (p. 5 et suiv. énumère les écrits de Massimo D'Azeglio et donne une liste d'auteurs se rattachant à son étude).

98. — Il est curieux de remarquer que les trois frères Roberto, Prospero et Massimo sont nés le vingt-quatrième jour de trois mois consécutifs (mais l'ordre des trois naissances n'est pas celui des mois) : Roberto le 24 septembre, Prospero le 24 novembre et Massimo le 24 octobre.

99. — Née le 23 décembre 1808 ; morte à Brusuglio le 20 septembre 1834.

100. — C'est elle qui édita les *Ricordi* de son père. Elle épousa le 16 septembre 1852 le marquis Matteo Ricci, de Macerata (1826-1896), bibliothécaire et publiciste. Celui-ci édita les écrits posthumes de Massimo D'Azeglio (Firenze, Barbera, 1872), dont il résuma les vingt dernières années à la fin des *Ricordi*. Leurs deux filles sont : la comtesse Carolina Ciccolini (à Macerata) et la marquise Clotilde Coronaro (à Florence).

101. — Elle était veuve d'Henri Blondel, frère d'Henriette, première femme († 1833) de Manzoni (car lui aussi il s'était marié deux fois). — Elle était protestante.

102. — Cette mésestime traverse une phase particulièrement aiguë en 1843. Cf. P., p. 141 et surtout Colombo, *op. cit.* p. xcix et civ-cv : « Il n'y a point de scènes, point de disputes, ni de discussions ; on se fait bon visage, donc si on pensait pouvoir continuer ainsi, il semble que rien n'empêcherait d'y joindre les sentiments qui rendent doux déjà convenables, mais au fond de tout cela, il manque précisément ce qui fait naître ou nourrir l'affection. D'un côté instabilité, habitude de sans-gêne, manque d'égard, rudesse, de l'autre défiance, désillusionnement, délicatesse blessée, mésestime fondée ou non, et tous deux disant qu'ils voudraient savoir comment ils pourraient faire le bonheur de l'autre, mais que toutes les épreuves sont infructueuses. Je suis plutôt portée à croire à la bonne volonté de Louise qu'à celle de son mari, elle me parle avec beaucoup de confiance, demande des conseils qu'elle écoute avec beaucoup de docilité, se proposant de les mettre en pratique même quand ils ne devraient pas changer sa situation, elle est consciencieuse, elle est pieuse et, en modérant sa vivacité naturelle, je crois qu'on vivrait parfaitement avec elle. Je crains qu'en lui il n'y ait des arrière-pensées et du calcul dans ses plaintes, que son instabilité le pousse à rechercher une complète indépendance, et qu'il veuille se faire autoriser par les Parents et amis par le tableau d'un intérieur insupportable, que je crois fort exagéré. Elle attribue ses malheurs à l'influence de la mauvaise société qu'il fréquente et qui le domine et c'est bien possible. Tout est léger, superficiel chez lui, il est tantôt une chose, tantôt une autre, on ne peut jamais y compter et c'est terrible pour les personnes qui dépendent de lui. Quant à la jalousie, il voudrait toujours la mettre en avant pour expliquer tout, mais c'est de l'histoire ancienne qu'il nous fait là, et c'est tout simplement délicatesse blessée qui se révolte encore quelquefois et qu'il feint de méconnaître... » (Lettre de Constance D'Azeglio à son fils, 29 juin 1843). — Luisa fréquentait Giusti.

Sur le degré d'intimité de leurs relations, il y a deux opinions : celle qui les charge davantage est soutenue par Ferdinando Martini, *Epistolario di G. Giusti* (Le Monnier, Firenze, vol. III, app. XIX, p. 523 et suiv.) ; Rosolino Guastalla, *La donna nella vita e nell'opera di Giuseppe Giusti* (Nuova Antologia, 16 luglio 1909) ; Giovanni Iannone *G. Giusti e la Marchesa D'Azeglio nei loro primi rapporti d'amicizia* (Ibid., 16 giugno 1923, p. 362 et suiv.) ; au contraire, Schiff-Giorgini, *Vittoria e Matilde Manzoni* (Pisa, Nistri, 1910) et Gennaro Maria Monti, *Luisa D'Azeglio e G. Giusti* (Il Mondo, 30 gennaio 1924) ne veulent voir là qu'une honnête amitié. Luisa elle-même a écrit : « ...délaisée et abandonnée par celui en qui j'avais espéré trouver appui et protection, par celui que j'ai si profondément, si uniquement aimé... ». (Lettre à son beau-frère, le P. Taparelli, 20 septembre 1849, publiée par Eugenio Di Carlo dans : *Lettere inedite de P. L. Taparelli D'Azeglio a Luisa e Massimo D'Azeglio*. Estratto dalla *Rassegna Storica del Risorgimento*, anno XIV, fasc. II. Anno 1927. Aquila. Officine grafiche Vecchioni, 1927, p. 15). Le même expression revient sous la plume de sa nièce Vittoria (fille de Manzoni et d'Henriette Blondel, qui épousa en septembre 1846 G. B. Giorgini, professeur à l'Université de Pise) : « innamorata poi sempre ed unicamente di Massimo » (*Memorie di famiglia dal 1847 al 1892 scritte da Vittoria Giorgini Manzoni*, dans : *Manzoni intimo*, a cura di M. Scherillo. Milano, 1923, vol. I, p. 112). — C. Cantù écrit en 1857 au P. Taparelli (19 décembre, dans P., p. 644) que Massimo ayant vendu la maison de Milan où habitait Louise, celle-ci se croit devenue pauvre et qu'elle médite sérieusement d'entrer dans une grande famille comme lectrice ou dame de compagnie, et il se demande avec malice si c'est pour faire pièce au vieux ministre, qui du reste ne s'en soucierait guère.

103. — Publiée par Giulio Carcano : *Lettere di Massimo D'Azeglio a sua moglie Luisa Blondel*. Milano, 1870.

104. — Cf. *infra*, p. 304, note 14.

105. — Le 23 mars 1848, sans aucune déclaration de guerre, le roi de Sardaigne, Charles-Albert, avait fait envahir le Lombardie par ses troupes. Dans un mémoire diplomatique, il déclarait « prendre cette mesure pour empêcher que le mouvement actuel ne devint un mouvement républicain ». Au fond, comme le dit spirituellement Léopold de Gaillard (*L'expédition de Rome en 1849*, avec pièces justificatives et documents inédits. Paris, J. Lecoffre, 1861, in 8°, xvi, 523 p., p. 48), prendre des mesures, c'était avant tout prendre quelque chose. Le pape, voulant garder la neutralité dans ce conflit, envoya quelques milliers d'hommes à la frontière, sur la rive droite du Pô, uniquement pour défendre l'intégrité du territoire pontifical. Il eut le malheur de confier cette troupe au Piémontais Giovanni Durando. Celui-ci outrepassa les instructions reçues et, par une véritable trahison, attaqua l'Autriche le 5 avril. Il fut évidemment désavoué par Pie IX, mais il n'en continua pas moins à faire cause commune avec l'armée piémontaise. Le nouveau ministre du pape, Mamiani, décida que, sans faire acte d'hostilité contre l'Autriche, les troupes d'observation de Durando seraient placées sous le commandement de Charles-Albert !

106. — *L'Italie de 1847 à 1856. Correspondance politique de Massimo D'Azeglio*, par Eugène Rendu. Paris, 1866, p. 78.

107. — Cf. *supra*, p. 276, note 84.

108. — Cf. Raulich, *Come l'Azeglio rifiutò la missione al Congresso di Parigi*, dans la *Nuova Antologia*, février 1916.

109. — Cf. *supra*, p. 277, notes 97 et 100.

110. — *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 12 : « ...non senza qualche singolarità di carattere, come si dice che tutti di case ne abbiamo. Anzi nel vecchio Piemonte, non posso nascondere, la razza Taparella avea nome di non avere precisamente il cervello ove tutti l'hanno ».

111. — Incomplet ; nous ne mentionnons que les membres de la famille présentant un intérêt pour le sujet que nous traitons. — Il existe à Saluces, dans le Musée de la *Casa Cavassa*, fondé par Emmanuel D'Azeglio, un arbre généalogique occupant toute la largeur d'un mur de l'une des salles (environ 5 m. × 1 m.) et comprenant 566 noms. Il est daté de Turin, le 7 février 1872, et signé de Pietro Varengo, qui indique lui-même ses sources à la fin de son travail : « La sovra istesa Genealogia venne compilata dal sottoscritto interamente colla scorta di documenti autentici, che si conservano nel

copiosissimo eben' ordinato Archivio famigliare dell' Illmo. Signor Marchese Tapparelli D'Azeglio e di Lagnasco, e confrontata colle memorie genealogiche raccolte da Monsig. Agostino Della Chiesa, Vescovo di Saluzzo, edall' Abate V. Torelli; esistenti le prime nella Biblioteca di S. M. il Re in Torino, le altre nello stesso sovra indicato Archivio ».

— Les Archives de la famille Taparelli sont actuellement déposées à l'*Opera Pia Tapparelli* (à Saluces), hospice de vieillards qu'Emmanuel D'Azeglio fonda par testament daté du 16 mars 1888.

112. — Le titre nobiliaire D'Azeglio était, ces dernières années encore, porté par le petit-neveu d'Emmanuel D'Azeglio, le marquis Salvatore Pes Di Villamarina, qui a trouvé une mort tragique dans l'accident d'hydravion de la ligne Cagliari-Rome survenu le 14 juillet 1938 ; je salue ici sa mémoire avec émotion.

113. — Cf. *supra*, p. 6.

114. — M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 48 et 73.

115. — *Ibid.*, p. 63.

116. — *Ibid.*, p. 65.

117. — Cf. *supra*, p. 271, note 2.

118. — Déformation de : *Scuole Pie*. Les Clercs réguliers des Ecoles Pies ont été fondés par saint Joseph Calasanz (1556-1648).

119. — Une quarantaine d'années plus tard (10 mars 1844), le P. Taparelli, écrivant au ministre, commence ainsi sa lettre : « Eccellenza, Vorrete voi permettere ad un antico convittore del Tolomei, che vi si presenti coll'antica confidenza, benchè ormai tanta distanza corre tra voi e lui... » (P., p. 149).

120. — Un demi-siècle après (27 décembre 1852), il écrivait au P. Taparelli : « E come mi rammento dei tempi felici del nostro consorzio nel Tolomei, e del di Lei ingresso col fratello in quel Collegio ! dove vennero, per ragion d'età, alloggiati in S. Bernardino... » (P., p. 356).

121. — Le programme imprimé (par Francesco Rossi, e Figlio, Stamperia del Magistrato Civico, e Arcivescovile) de cette dernière *Académie* existe aussi à l'*Archivio Solaro Della Margarita*, La Margarita. Il est intitulé : *I Fenomeni. Esercizio Accademico di Lettere ed Armi, tenuto in Siena dai Signori Convittori del Nobile Collegio Tolomei il Settembre dell'anno MDCCCVI*. Il est reproduit dans P., p. 760 et suiv. — Voir l'extrait en appendice, *infra*, p. 251.

122. — Cf. M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 71. — On sait que Giosuè Carducci fut élève des Scolopes de Florence.

123. — N° du 12 mai 1848.

124. — Serie I, vol. VIII. *Un articolo comunicato al Costituzionale di Firenze*, p. 653.

125. — Le P. Taparelli, écrivant à ses frères (le 5 juillet 1846), à la suite d'un léger dissentiment, reconnaît qu'il a peut-être été trop loin dans ses expressions et se déclare prêt à faire pénitence, même trois croix sur la terre, si le P. Baldovinetti l'ordonnait (P., p. 198). C'est l'évocation d'un souvenir d'enfance (le P. Baldovinetti était mort depuis 1820) et une allusion à l'usage de faire lécher le sol aux enfants pour les punir ; l'hygiène de ce temps-là n'avait pas les exigences de celle d'aujourd'hui.

126. — C.C. Serie I, vol. VIII, *Un bicchierino di vermouth alla salute del prof. Melegari*, p. 89. — En juin 1849, il eut la joie de passer quelques jours à Florence, cf. *infra*, p. 101.

127. — Lettre au cardinal Corsi, archevêque de Pise, 29 mai 1862, dans P., p. 743.

128. — M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 72.

129. — En 1807, Parme constituait, avec Plaisance, un gouvernement général régi par l'Empire français, avant de former le département du Taro.

130. — *Archives Nationales*. Police générale. Affaires politiques. F⁷, 6477, n. 329, série 2. — Cf. Robert Jacquin, *Sul rimpatrio d'illustri piemontesi fuorusciti sotto l'Impero napoleonico*. *Rassegna Italiana*. Décembre 1936, p. 882 et suiv.

131. — M. Hector Daubusson Lafeuillade, accredité auprès de S. M. la Reine régente (Marie-Louise, mère du jeune roi Charles-Louis II).

132. — Nous respectons l'orthographe des originaux.

133. — Massimo confirme ce mauvais état de santé de sa mère (*I miei Ricordi*, éd. cit., p. 57), mais il en fait remonter l'origine jusqu'en 1794 (*ibid.*, p. 31).

134. — Ce départ dut être décidé à l'improviste, car Pie VII, quelques semaines parés son élection, accorda le 28 avril 1800, aux époux Azeglio, résidant encore à Turin

le privilège de pouvoir se confesser et communier dans leur chapelle domestique ; il est vrai qu'en toute hypothèse ils n'avaient pas l'intention d'abandonner leur domicile d'une façon définitive.

135. — 14 juin 1800.

136. — Allusion aux vicissitudes du règne de Ferdinand IV et de Marie-Caroline.

137. — Le 4 juin 1802, Charles-Emmanuel IV avait abdiqué en faveur de son frère Victor-Emmanuel. Pendant l'hiver de 1802, celui-ci devait être à Rome, comme il résulte des lignes suivantes, empruntées au *Journal des Débats* du 16 janvier 1803 : « on apprend de Rome que le prince Gagarin, qui y résidait comme ministre de S. M. l'empereur de Russie auprès du roi de Sardaigne, en est parti pour Pétersbourg ».

138. — Metilde, rentrée de pension depuis plusieurs années ; elle n'était restée que peu de temps à Ripoli, où on l'avait envoyée au début du séjour en Toscane.

139. — « La sorella Melania era a Torino colle nonna... Di due sorelle che ebbi, l'una, Melania rimasta a Torino colle nonna durante la nostra dimora in Toscana, morì di dodici anni ». (M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, p. 56 et 96). Mélanie était morte au cours de cette même année 1807, âgée non de douze ans, mais de dix.

140. — La comtesse de Casal Grasso, belle-mère de César Taparelli (seconde femme de son père).

141. — Ce fut sans doute l'une des deux fois où la famille Azeglio alla aux Bagni di Lucca, d'après Massimo (*op. cit.*, p. 65). — De Florence à Lucques, il y a une soixantaine de kilomètres à vol d'oiseau.

142. — Le certificat des deux médecins, Enrico Fabre et Pietro Visconti, est ainsi rédigé :

« Noi infrascritti dottori di medicina attestiamo qualmente la Signora Cristina Taparelli, è travagliata da più anni da gravissima affezione nervosa con estrema debolezza, al segno di restare fortemente commossa dai più leggieri rumori, inclusivamente armonici di qualunque genere di stromenti, di non essere in grado di sostenere il moto della carrozza, anche per brevi passeggiate, di non poter salire nè scendere alcuna scala senza grave affanno, di essere condannata almeno per nove mesi all'anno a non poter proferire parola, e sostanzialmente ad una vita infelicissima, non ostante tutti i soccorsi dell'arte finora invano tentati, per le quali cose non è in grado d'intraprendere un lungo viaggio senza pericolo di funestissime conseguenze. Firenze a dì 22 di ottobre 1807... ». Suit un grand luxe de légalisations.

143. — Fouché.

144. — Avec, semble-t-il, au moins une restriction, qui d'ailleurs est toute à son honneur, cf. *supra*, p. 18.

145. — Massimo surtout était doué, mais comme il n'avait alors que neuf ans, il est probable que son père a plutôt en vue les aînés. — Est-il besoin de faire remarquer la flatterie : « ...à la réserve de Paris... », « l'Empereur, qui protège les arts » ?

146. — Cette dénomination était toute récente : c'est la loi du 3 septembre 1807 qui substitua le titre de *Code Napoléon* à celui de *Code civil des Français* (lequel était la réunion des lois civiles en un seul corps de lois par la loi du 30 ventôse an XII). — Le titre IX (Du contrat de société) du Livre III a été décrété le 17 ventôse an XII (8 mars 1804) et promulgué le 27 ventôse an XII (18 mars 1804). — Il semble que César Taparelli eût été plus habile en mesurant davantage l'expression de son désir de *conformisme*, car ses exagérations risquent d'atténuer la valeur probante de son exposé. — De même, il aurait peut-être été préférable de n'avancer qu'un seul motif.

147. — M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 73.

148. — C'est par cette même porte que, quelques jours plus tôt (le 1^{er} décembre), la reine d'Etrurie, accompagnée de son fils et de sa suite, était partie pour Bologne, son royaume étant passé le 10 sous la domination de Napoléon. Dès lors, le territoire étant devenu français (avant d'être érigé en grand-duché de Toscane pour Elisa, sœur de l'Empereur), il semble que les Taparelli auraient pu y rester.

149. — *Op. cit.*, p. 90-91.

150. — C.C. Serie I, vol. V, *I sigari ed i sicarii*, p. 625-626.

151. — Il faut croire qu'avec le temps ses goûts changèrent du tout au tout, car à l'âge de soixante-huit ans il écrit à Massimo : « ...hai vinta la passione del sigaretto ».

(oh davvero che io non la capisco. E perderei bronchi e ventricolo!)... » (lettre du 25 mai 1861, dans E. Di Carlo, *Un carteggio inedito del P. L. Taparelli D'Azeglio coi fratelli Massimo e Roberto*, Rome, 1926 ; p. 145).

152. — Cf. Costantino Ridella, *Studi Nazionali in Piemonte durante la dominazione francese*, in « *Curiosità e ricerche di storia subalpina* », I, p. 449. Voir aussi la correspondance de Luigi Provana del Sabbione (trois cartons, à la Biblioteca di S. M. il Re, à Turin).

153. — « ...*concordia res parvæ crescunt*, diceano nella nostra adolescenza i *Concordi* (te ne ricordi ?)... » (lettre à Robert, 28 janvier 1847, dans P., p. 207).

154. — M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, ed. cit., p. 93.

155. — *Archives Nationales*. AF^{IV}, 365, pl. 2672, n° 1. — Une copie se trouve à l'*Archivio di Stato* de Turin.

156. — A propos de cette signature et d'autres documents cités plus bas, je crois bon de reproduire cette page de Frédéric Masson : « On a trop dit que Napoléon ne faisait que signer et n'écrivait point. Sans doute, déjà, c'est un travail considérable que ces signatures, car, lui, n'a point de *secrétaire de la main* comme en ont eu les rois, et toute signature de lui a réellement été écrite par lui : que ce soit, comme au bas des lettres aux souverains, le nom entier *Napoléon*, ou pour les dignitaires *Napel* ou *Nap*, ou dans les décisions simplement une *N* dont la forme varie à l'infini. C'est par millions qu'on les compterait, ces signatures, car la *Correspondance* publiée, avec ses 22.000 numéros, ne contient pas la cent millième partie de ses lettres, de ses ordres, nul décret, nul brevet, nulles lettres patentes, nul contrat de mariage, nul des actes de nomination ou de destitution, nulle des lettres closes ou des lettres de grâce, nul de ces morceaux de papier ou de parchemin qui, chaque jour, dans cet Empire qu'était l'Europe, allaient récompenser ou punir à tous les degrés des hiérarchies diverses : judiciaire, administrative, financière, militaire. Ce corps immense n'avait qu'un cœur où tout le sang refluit par toutes les veines pour être chassé ensuite dans toutes les artères : le cœur, c'était Napoléon, et le sang c'était sa pensée sans cesse en éveil, que nul n'interrogeait en vain et qui constamment se manifestait par ce signe visible, cette *N* fulgurante, où la plume écrasée jette autour des manibages comme une auréole, où, dans la lettre initiale, la vigueur du trait accuse la volonté et marque le maître.

« Mais il ne faisait point que signer. Un nombre infini d'apostilles sont de sa main, toutes les lettres de grande amitié aux siens, à Joséphine et à Marie-Louise, les lettres aux souverains, un immense nombre de lettres aux généraux d'armées ». (*Napoléon chez lui*. Paris, E. Dentu, p. 171-173).

157. — En réalité, Prosper avait déjà plus de quinze ans.

158. — Cf. *supra*, p. 10.

159. — *Archives Nationales*, même cote et même plaquette que ci-dessus. *Ibid.*, une note de service ainsi libellée : « Son Excellence ne m'ayant point fait connaître ce matin, si je devais ou non, envoyer actuellement au ministre de la guerre la nomination des six élèves-pensionnaires à l'École militaire de St-Cyr, *Piémontais*, j'ai l'honneur de le prier de me faire connaître ses intentions à cet égard (ce vendredi 10 mars) ». Apostille : « attendre 6 jours. — En^{vo}, en conséquence le 16 mars. »

160. — Camille prince Borghese, mari de Pauline, sœur de l'Empereur, était gouverneur général des départements au delà des Alpes.

161. — Le sixième registre de la *Correspondance du Secrétaire d'Etat* (*Archives Nationales*, AF^{IV}, 199, n°s 63 et 64) contient la copie des lettres écrites le 8 mars au prince Borghese et au Ministre de la Police par Maret pour leur communiquer ces ordres de l'Empereur.

162. — Général du Barrail, dans la Préface à : Eugène Titeux, *Saint-Cyr et l'Ecole spéciale militaire en France, Fontainebleau, Saint-Germain, depuis leur fondation jusqu'en 1897*. Paris, Société de propagation des livres d'Art. Bureaux de vente : 9, rue de Fleurus, VI^e, 1914-1915.

163. — Ces renseignements sont tirés de l'*Almanach Impérial* pour l'année M.D.CCC.IX. A Paris, chez Testu, imprimeur de Sa Majesté, rue Hautefeuille, n° 13, p. 664.

164. — Sur l'ensemble de la question, on pourra lire : *Napoléon et les vocations militaires*, par Pierre Conard, dans la *Revue de Paris*, 15 novembre 1902, p. 345 et suiv.

165. — *Souvenirs d'un ex-officier* (1812-1815). Paris, Cherbuliez. 1867.

166. — *Op. cit.*, p. 54.

167. — Titeux, *op. cit.*, p. 179. — Voir *infra*, en appendice, p. 251, le texte de la lettre citée par Titeux.

168. — M. D'Azeglio. *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 96.

169. — Ce n'est donc que par oui-dire qu'il a pu écrire plus tard : « Agli alunni di Saint-Cyr, ove Napoleone raccoglieva per educarli alla guerra un eletta di nobili giovanetti italiani, quando taluno di essi, nei geli dell'inverno chiedeva fuoco al Generale reggente, sentiva risponderli : *Allez battre la semelle* ». C.C. Serie III, vol. XII, *La Nobiltà rediviva*, p. 657.

170. — Ce n'est pas une supposition : « Mi ricordo i miei deliri passati, le idee di vanagloria, i sogni che mi faceva, non son più di 5 anni e mezzo, sul mio futuro stato nel mondo, sui piaceri, le commodità : i divertimenti, la bella figura, che mi destinavo nel mondo, nelle conversazioni, nel militare (*sic*) ed in mille altre simili sciocchezze » (Lettre du 3 janvier 1815 à Pio Brunone Lanteri, dans P., p. 75).

171. — Les pages étaient des adolescents de bonne famille, qui faisaient à la cour un service de parade, en complétant leur instruction, et qui, en sortant de là, étaient nommés soit élèves des écoles militaires, soit directement sous-lieutenants. « Frédéric Masson, qui dans la suite de ses études comptait consacrer une monographie aux pages, m'a souvent dit que c'était une matière terriblement embrouillée ». (Lettre de M. de Lanzac de Laborie à l'auteur). F. Masson avait, sur ce sujet, réuni tout un dossier qui est conservé à la Bibliothèque Thiers.

172. — AF^{IV} 365, pl. 2672, 7 mars 1809. — On lit dans une lettre de l'Empereur au prince Borghese, du 20 février 1809 : « Je désirerais que vous me remissiez une note de quelques jeunes gens pris dans les familles les plus riches et les plus considérées du pays, parmi lesquels je puisse choisir deux pages ». (*Correspondance de Napoléon t. XVIII*, n° 14, 789, p. 320).

173. — Citée dans la note précédente.

174. — *Supra*, note 170.

175. — « ...non intendo, se non per mezzo d'un miracolo della grazia, come abbia talmente cangiato modo di pensare e come l'aspetto di questi oggetti tanto abbia variato nel mio capo. Mi ricordo nel Triduo che feci... dopo tre giorni di meditazioni, io mi trovava collo stessissimo modo di pensare, pieno delle stesse frascherie, degli stessi oggetti ; alla sera ultima nel confessarmi mi svani per così dire il sogno, e mi risolsi in un momento allo stato Ecclesiastico, e sentii fin d'allora germogliarmi in cuore i semi della vocazione in cui adesso mi trovo ».

176. — « Iddio ti chiamò al chericato tra lo strepito di Parigi », « la divina liberalità... ti portò a Parigi per deciderti coll'esempio altrui ad abbracciare il chericato ». (Lettres de Cristina Taparelli à son fils, 9 septembre et 30 octobre 1814, P., p. 62 et 70). Je ne sais à quoi fait allusion l'« esempio altrui ».

177. — A la rentrée des classes, Prosper passa l'examen de Magistère, qui était, avoue-t-il, une pure formalité (« esame di pura cerimonia », lettre au P. Fortis, 11 janvier 1817, P., p. 84), et qui consistait simplement à être admis aux cours de droit et de médecine. Le registre intitulé : *Artium Liberalium Magistri a die XIII iunii 1808 ad diem XVI Novembris 1822* (à l'Archivio di Stato de Turin) mentionne, à la date du 15 novembre 1809 :

« ...ad Iurisprudentiam, Taparelli Azeglio Joseph Prosper, Taurinum. — Iudices Clarissimi Professores : Vassalli, Barucchi, Regis... coram Clar. mo D. Vassalli-Eandi. AA. LL. P. et R. omnes suprascripti adolescentes periculum fecerunt ut ad Iuris et Medicinæ Scholas admitterentur, et interrogantibus sapientissimis Professoribus omnes fuerunt probati ». — En réalité, Prosper se mit à suivre les cours de théologie, mais à cause des événements qui vont être racontés, cette année scolaire fut interrompue : « Feci 5 anni di Teologia Dogmatica, il primo dei quali non merita d'essere computato, per le confusioni, ed interruzione degli studi ». (Lettre précitée au P. Fortis).

178. — *Archives Nationales*. AF^{IV}, 436, p. 3272.

179. — *Infra*, p. 28.

180. — Cf. *supra*, p. 10.

181. — Même cote. — Deux d'entre eux comportent l'article suivant : « Notre Mi-

nistre de la guerre, après l'arrivée de ces jeunes gens à l'Ecole Impériale, nous présentera la liste de ceux qui dès à présent* pourraient être nommés officiers ». — Il semble qu'on n'attendit même pas leur arrivée, car nous lisons, non sans étonnement, dans le *Compte rendu analytique des arrêtés, décisions et travaux de la préfecture du département du Pô, 1810. Premier trimestre. Division de guerre et police. Nomination d'officiers* : « Décret de S. Majesté Impériale qui nomme sous-lieutenants les sieurs ... Tapparelli... etc. — 28 février. Le Préfet annonce ces nominations aux Parens de ces jeunes gens, en se réservant de leur faire connaître les corps auxquels ils sont destinés et l'époque à laquelle ils devront rejoindre » (*Archives Nationales. F¹CIII Pô³*). Cette nomination inattendue et si peu vraisemblable, qui paraît là comme un bloc erratique, ne peut s'appliquer qu'à Prosper, pour la raison indiquée. Elle ne me semble explicable que par une inadvertance ; elle n'eut d'ailleurs aucune suite.

* (Titeux affirme, *op. cit.*, m. 182, que certains jeunes gens « furent envoyés directement à l'armée avec des brevets de sous-lieutenants, sans avoir fait aucun séjour dans les écoles militaires »).

182. — Titeux, *op. cit.*, au début du chapitre VI : *L'Ecole de cavalerie de Saint-Germain* (1809-1814).

183. — Rilliet, p. 31 du livre qui sera cité plus bas, note 187.

184. — Titeux, *op. cit.*, même chapitre.

185. — Général du Barrail, dans la préface au livre précité de Titeux.

186. — Titeux, *op. cit.*, p. 237. L'auteur transcrit une lettre du général de la Roncière au ministre (17 juillet 1810), relatant le duel d'Indy-Bosmelet, où ce dernier fut tué.

187. — Frédéric, Jacques, Louis Rilliet*, *Journal d'un sous-lieutenant de cuirassiers* (parut d'abord dans les livraisons de mars, avril, novembre et décembre 1859 de la *Bibliothèque Universelle*, puis dans : *Soldats suisses au Service étranger*, Genève, A. Jullien, édit. 1908). Voir p. 20 et suiv.

* Sur ce personnage, voir : *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*. Neuchâtel. 1930. Tome V, p. 494.

188. — Chaque chambrée avait ordinairement dix lits disposés sur deux rangées, ceux des anciens d'un côté, et ceux des conscrits de l'autre. Les chambrées n'étaient jamais chauffées.

189. — Il en coûtait parfois très cher de s'opposer aux ordres de l'empereur. Le marquis Giovanni Patrizi en sut quelque chose en 1811. Pour avoir refusé de donner ses deux fils au gouvernement qui voulait les faire élever en France, il fut emprisonné à Civitavecchia, puis à la forteresse de Fenestrelle, puis au château d'I. Sa femme dut conduire les jeunes gens à la Flèche. En 1814, ceux-ci retournèrent en Italie ; l'une d'eux, devenu jésuite, fut un célèbre professeur d'Écriture sainte ; l'autre, d'après Louis Madelin (*La Rome de Napoléon*, p. 483), cardinal de la sainte Église, reprit en 1856 le chemin de Paris, où il fut reçu avec les honneurs souverains, car il y était envoyé comme légat pour représenter le pape au baptême du prince impérial, petit-neveu de son oppresseur. Louis Madelin a fait une erreur : Saverio (et non Severio, *op. cit.*, p. 483, ni Severo, *ibid.*, p. 709). et Filippo allèrent à la Flèche, mais, après son retour, Filippo resta dans le monde ; quant à Costantino, le futur cardinal, grâce à sa faible santé, il n'avait pas été compris dans le décret impérial.

190. — Le comte L. F. de Robiano-Borsbeck (sur ce personnage, voir *Précis historique*, Bruxelles, An. IV (1855), tome VI, 369) écrivait (en français) au P. Taparelli en 1853 : « Vous vous rappellerez peut-être que j'ai eu l'honneur de voir assez souvent M. votre très respectable père à Paris, en 1810, ainsi que M. Piobesi, le chevalier Louis Provana de Collegno, avec qui je suis encore en correspondance, M. votre frère et autres Piémontais qui, comme moi, se trouvaient à Paris à cause de nos nominations forcées, les uns comme auditeurs au Conseil d'Etat, parmi lesquels j'étais, les autres comme sous-lieutenants, les autres comme élèves aux écoles militaires. Je dois avouer que je ne suis plus certain si j'ai eu l'honneur de vous voir vous-même alors ; pardonnez-le moi ; j'étais tellement désolé et abasourdi par ma nomination, que mon attention était comme absorbée dans cette fatale position ». Le P. Taparelli lui répondit : « Votre mémoire vous a parfaitement renseigné, M. le comte ; vous avez connu le P. Taparelli à Paris : et lui de son côté n'a jamais pu oublier ce jeune et fervent catholique aux

cheveux blonds, au regard perçant, plein de vie et de zèle qui formait [?] partie de la petite société de Louis Collegno. Bien des fois, je vous assure, j'ai regretté ces beaux jours, et déploré que notre sol d'Italie produise si peu de ces apôtres en robe courte. Votre lettre a donc été la bienvenue : et si j'osais m'exprimer ainsi, je dirais presque que c'était la lettre d'un ancien ami ». (P., p. 362-363).

191. — *Mgr Flaget, évêque de Bardstown et Louisville. Sa vie, son esprit et ses vertus*, par l'abbé Desgeorge, secrétaire du prélat pendant les voyages qu'il fit en Europe pour l'œuvre de la Propagation de la Foi. Edition augmentée de documents authentiques sur plusieurs guérisons extraordinaires. Paris, 1855, in-8°, p. 33 et suiv. (La première édition avait paru en 1850). — Cf. *Les Prêtres français émigrés aux États-Unis*, par M. C. Moreau, Paris, Charles Douniol, libraire-éditeur, rue de Tournon, 29, 1856, chap. IX, p. 334-398. — *Bibliothèque sulpicienne ou Histoire littéraire de la Compagnie de Saint-Sulpice*, par L. Bertrand, Paris, Alphonse Picard et fils. MCM. Tome II, p. 182-186. — *Elisabeth Seton et les commencements de l'Eglise catholique aux États-Unis*, par M^{me} de Barberey, Paris, librairie Poussielgue frères, 1868. *Passim*.

192. — « ...tanto s'adopero e tanto fece, che aiutato da amici e, se ben mi ricordo, da monsignor della Torre arcivescovo di Torino, uomo di parte francese, conte dell'impero, ec. ec., giunse pure a ricondurre a Torino il figliuolo libero e padrone di seguire le sue inclinazioni. Esse lo chiamavano allo stato clericale ». (M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 96). — Prosper exprima sa reconnaissance envers son père dans quelques vers d'un long chant allégorique, d'un goût d'ailleurs douteux, qu'il lui dédia à l'automne de 1816 :

Ei mi sottrasse al pondo
Dell' usbergo e del brando, allor che in riva
A Senna, prigioniero
Giovinetto, i' languiva. Ah ! se dall' armi
Non mi serbava allord,
Obliato, sepolto ahi ! giacerei
De' Sciti là sotto le nevi adesso
Dal gel, dall' armi, dagli stenti oppresso

(P., p. 766).

193. — Cf. *supra*, p. 273, note 32.

194. — *Archives Nationales*. AF^{IV} 491, pl. 3763, 22 octobre 1810, n. 72.

195. — Le comte de la Tour (Giacinto della Torre), sénateur (du 14 août 1807), né à Saluces le 15 mars 1747, fut successivement archevêque de Sassari en Sardaigne, évêque d'Acqui, archevêque de Turin à la fin de 1805 (sur les bulles, le visa impérial du 16 frimaire an xiv, 7 décembre 1805, a été donné à Austerlitz) ; il mourut en avril 1814 et fut enseveli dans la crypte de son église métropolitaine. Il a laissé divers écrits.

196. — Cette affirmation est vraiment incompréhensible, étant donné ce que Prosper a écrit lui-même sur sa vocation : cf. *supra* p. 24.

197. — C'est exact : Prosper était malade et il eut toute sa vie une vue très défectueuse.

198. — *Aux Archives administratives du Ministère de la Guerre*.

199. — Cf. *supra*, note 190 in fine. — Cf. aussi ces lignes : « ...la Francia ; degna sì di lode e di ammirazione per molti titoli e specialmente per l'ardore con che sostiene il bene e il vero se una volta vi si appiglia ». (S. I., p. 466, n° 938), et p. 81 et 85 des *Essais sur les principes philosophiques de l'Economie politique* que j'ai publiés.

NOTES DU CHAPITRE II

Les débuts de la carrière ecclésiastique. — Le Collège de Novare. — Le Rectorat du Collège Romain. (cf. *supra*, p. 30 et suiv.)

1. — « Vi ricordate voi più di un vostro antico compagno nel clero de S. Filippo, del così detto allora Abate D'Azeglio... ? ». (P., p. 146).

2. — Lettre au P. Fortis, P., p. 84.

3. — *Sacerdote ed avvocato collegiato Giuseppe Michele Bessone (1766-1833), consigliere canonista di S. M., e Socio della Reale Accademia delle Scienze.* Il est l'auteur d'un livre auquel sa conscience et sa prudence lui conseillèrent de donner le titre suivant : *Expositio declarationis cleri gallicani anni 1682, quam, non sponte, sed exigentibus adiunctis, non ex partium studio, sed ut prudentiæ legibus obtemperarent, non ad ingenii vel animi ostentationem, sed officii necessitate compulsi, non in Sedis Apostolicæ contemptum, sed ut honorem pariter ac gloriam cum legitimis ejus juribus tuerentur, et ne in illo negotii genere, quod ratio non respuebat, gravissima probabant exempla, et nulla censura notabat, ecclesiasticis et civilibus præpositis resistendo divinæ ordinationi resisterent, sacræ Facultatis in Academia Taurinensi Professores adoptarunt, et anno 1810 et qui secuti sunt, auditoribus suis, libera tamen cuique fidei et opinionis facultate concessa, proposuerunt. Scripsit J. U. D. J. M. B. H. E. P. Kal. junii anni 1810* (c'est-à-dire : *Juris utriusque doctor Joseph Michael Bessone, historiæ ecclesiasticæ professor*). — En 1823, écrivant au général des Jésuites, à qui l'on s'était plaint de ce que certains religieux avaient dit du mal de l'Université de Turin, Taparelli déclare sans ambages : « Io sono stato uno di quelli che più hanno peccato in un punto, cioè nel lasciar intendere a questi convittori che parecchi colà sono giansenisti, febroniani, * ecc. Tra gli altri un certo avv. Bessone, mio quondam professore, che m' insegnava che *Ecclesia ut sit... indiget brachio sæculari*, etc. Item, nel 1812, che quando un Papa è prigioniero, se ne può surrogare un altro, e cento altre simili bagattelle ». (Cité par Alessandro Monti dans le vol. III de : *La Compagnia di Gesù nel territorio della Provincia Torinese*. Chieri. Stabilimento tipografico M. Ghirardi, 1915, p. 462).

* Disciples de l'allemand Hontheim (1701-1790) qui fit paraître sous le pseudonyme de *Febronius* (*Febronius* était le nom de religion de sa nièce Justine !) : *De statu Ecclesiæ et de legitima potestate R. Pontificis liber singularis, ad reuniendos dissidentes in religione christianos compositus*.

4. — *Supra*, p. 7.

5. — Les Archives des *Oblati di Maria Vergine* possèdent une brève relation de cet incident, faite par Don Giuseppe Loggero, secrétaire de Brunone Lanteri ; une copie de la réfutation composée par Lanteri ; et le texte de quatre leçons gallicanes de Bessone, dû à la plume de trois ou quatre de ses auditeurs.

A la bibliothèque nationale *Vittorio Emanuele*, de Rome, (*Fondo Gesuitico*, n° 3476-1347) sont conservés les cahiers d'histoire et d'institutions ecclésiastiques de l'ab. Prospero Taparelli Zey (cours de Bessone, années 1811, 1812, 1813, 1814), avec 4 pages d'observations critiques (datant de 1814, car une leçon du 31 mai 1814 est citée), et deux ébauches de dissertations (l'une sur l'obligation de communier, l'autre sur l'état de l'Italie au moment de l'invasion des Barbares).

6. — *Op. cit.*, p. 89.

7. — Luigi Guala (1775-1848), prêtre très zélé, fut nommé en 1808 directeur de la Congrégation des Artistes, dont le siège était l'église Saint-François d'Assise à Turin. Il commença par réunir autour de lui quelques clercs pour les instruire au moyen de conférences et pour les initier à la théologie morale suivant les principes de saint Alphonse de Liguori (afin de réagir contre les erreurs jansénistes) ; après la Restauration, réalisant ainsi en parfait accord avec Lanteri un projet que celui-ci n'avait pu faire aboutir, il obtint du gouvernement une partie des bâtiments annexes et il y établit un collège pour les jeunes prêtres, devenu célèbre sous le nom de *Convitto Ecclesiastico*. — A titre de curiosité, je transcris ici l'adresse qui se trouve au verso (l'usage des enveloppes n'était pas encore répandu) d'une lettre envoyée par P. Taparelli à l'abbé Guala l'année suivante (P., p. 62) : « Al M.to R.do Sacerdote Sig. Sig. P.ron Col.mo il Sig. T. logo D. Luigi Gualla (*sic*)... ». En clair : « Al Molto Reverendo Sacerdote Signore Signore Padrone Colendissimo il Signore Teologo Don Luigi Gualla... », ce qui se traduit : « Au très révérend prêtre Monsieur Monsieur vénérable maître Monsieur le théologien Don Luigi Gualla... ». Le mot « teologo », suivant l'usage de Turin, ne désigne pas nécessairement un théologien proprement dit, mais seulement un ecclésiastique qui a obtenu la *laurea* en théologie à la sortie du Séminaire.

8. — A. Auffray, *Un grand éducateur : Le Bienheureux Don Bosco (1815-1888)*. Librairie Emmanuel Vitte, Lyon-Paris, 1929, p. 150-151.

9. — Le célèbre théologien, auteur des *Prælectiones Theologicæ*, universellement connues.

10. — Voir *supra*, la note 7.

11. — Un manuscrit de Brunone Lanteri, conservé aux Archives des *Oblati di Maria Vergine*, indique les origines historiques (remontant au *xvii*^e siècle) de cette association due à M. Vincent De Meur, membre de la célèbre Compagnie du Saint Sacrement, et supérieur du Séminaire des Missions étrangères de Paris* : « ... Scorgeva egli con suo rammarico che il maggior numero dei chierici, non entrando che tardi nei Seminarii, erano sprovvisti d'ogni soccorso nello spazio dei più preziosi anni della loro vita, confusi nelle università coi secolari, e spesso menando una vita più secolaresca che i secolari medesimi, e pensò che anche presso di questi si potrebbe lavorare con gran frutto nel corso di questo tempo, in cui erano più che mai atti a ricevere le impressioni della grazia, e che la pietà, di cui quasi da se stessi si riempirebbero in mezzo al mondo, sarebbe forse tanto più solida e durevole. Giudicò che il mezzo più sicuro era di unire assieme gli studenti in Teologia in una unione la plus stretta e la plus sincera, in cui procurassero di portarsi mutuellement, colla scorta del maggior segreto, alla plus alta perfezione ». Ce groupement, dans la seconde moitié du *xviii*^e siècle, fut propagé par l'abbé Daguerre à travers le Midi, de Bordeaux en Savoie ; de là il passa à Turin, où Brunone Lanteri s'en empara ; ce fut sans doute Guala qui dut veiller sur lui pendant l'exil de Lanteri (1811-1814).

* Cf. *L'Aa de Toulouse aux *xvii*^e et *xviii*^e siècles, d'après des documents inédits*, par le comte Bégouen. Paris, Auguste Picard. Toulouse, Edouard Privat, 1913, p. 41, et suiv. — Il serait intéressant de rechercher si l'*Amicizia Anonima* ne se rattache pas aux sociétés secrètes appelées *Aa*, dont elle ne sercit qu'une ramification.

12. — P., p. 67.

13. — « Brunonis Lanterii, viri sanctissimi, qui Societatem Jesu singulari amore complectebatur, verbis permotus, de hac ingredienda consilium cepit ». *De claris sodalibus Provinciæ Taurinensis Societatis Jesu Commentarii*, conscripti et exornati a P. Salvatore Casagrandi ex eadem provincia. Excudebat Augustæ Taurinorum Iacobus Arneodus Eques, curiæ archiepiscopalis officinator librarius. Anno christiano MCMVI, p. 304.

14. — Cf. *supra*, p. 6 et 7.

15. — Cf. M. D'Azeglio, *I miei Ricordi*, ed. cit., p. 111 et suiv.

16. — Ou *Milvio*, célèbre à cause de la proximité des *Saxa Rubra* où eut lieu la victoire de Constantin sur Maxence en 312.

17. — Construite pour le pape Jules III (1550-1555), qui s'y rendait en barque ornée de tentures et de fleurs, parmi les chants ou les doctes conversations des humanistes ; elle est actuellement le siège d'un musée.

18. — Pendant l'absence de Consalvi qui, rétabli dans ses fonctions de secrétaire d'État le 19 mai, se rendit à Paris, auprès de Louis XVIII, de là à Londres, et ensuite au Congrès de Vienne.

19. — Le *Palazzo Fiano* (actuellement *Almagià*), à l'angle du *Corso* et de la *Via in Lucina*, sur l'emplacement de l'*Ara Pacis Augustæ* (dont il y a des fragments aux Offices de Florence, au Vatican, au Musée romain des Thermes, au Louvre et à Vienne), fut construit au *xv*^e siècle ; très souvent retouché, il reçut à la fin du *xix*^e siècle l'aspect moderne qu'il a aujourd'hui. C'était le plus important *palazzo* du *Corso*, et comme tel il appartenait aux plus grandes familles romaines. Son nom lui vient des neveux d'Alexandre VIII (1689-1691), qui étaient princes de Fiano. A l'époque qui nous intéresse, il abrita un théâtre de marionnettes qui fut le lieu de rendez-vous à la mode du monde aristocratique et diplomatique. Madame Récamier y vécut quelque temps, dans un appartement du premier étage, en 1813, entourée d'une cour de lettrés et d'artistes où brillait particulièrement le sculpteur Canova. Elle assista au retour de Pie VII ; le 1^{er} juin 1814 elle rentrait à Paris.

20. — P., p. 59-60.

21. — Cette petite église, qui ressemble à une basilique en miniature, est située au Transtévère, tout près du fleuve, à peu de distance de Sainte-Cécile et de l'Hôpital Saint-Michel, dans un quartier misérable rappelant le *Ghetto* voisin. Sa dédicace remonte à la fin du *xi*^e siècle ; sainte Françoise Romaine (1384-1440) y annexa un hospice. Elle s'appelait jadis *ad Pineam* (*pinea* = pomme de pin). Sur l'origine de son nouveau nom, *in cappella*, il y a deux opinions : certains auteurs (Martinelli, Armellini) l'attribuent

à la lecture erronée d'une inscription (...QVE APPELLA...); d'autres (Nibby), se fondant sur le fait que cette église devint au xvi^e siècle le siège de la corporation des *barilai* (tonneliers), prétendent plus vraisemblablement qu'il faut voir là une transformation de *cuppella* (récipient pour transporter l'eau du Tibre). — Sur le mur de gauche, une plaque rappelle que Jean-Marie Mastai-Ferretti, le futur Pie IX, y reçut l'ordination sacerdotale.

22. — Cf. F. Fabi-Montani, *Della P. Unione di S. Paolo Ap.* Roma, Marini, 1856. — Plus tard (le 27 janvier 1851), le P. Taparelli prononça, au cours d'une réunion, le panégyrique de saint Paul.

23. — « Viene stabilito per istruire i Militari nel Quartiere dei Trinitari al corso, per compagno del Catechista, ed altresì per istruire i Marinari e Naviganti a S. Maria ad Pineam detta in Capella, col supplire a tutto il regolamento della diramazione, col chierico signor Conte Ferretti, a gloria del Signore e per la salute delle anime, a tenore della patente ricevuta ».

24. — En italien, P., p. 62, 63. — Cette lettre, ainsi que celle du 30 octobre dont il sera question plus loin, fut recopiée par Prosper pendant son noviciat, et remise par lui à un ami.

25. — Lettre à Gianolio, du 18 septembre 1814, dans P., p. 63-65.

26. — Dans P., p. 65 et suiv.

27. — *Ibid.*, p. 69.

28. — *Ibid.*, 70-71.

29. — Gaspare Landi (1756-1830), de Plaisance. A Rome il y a deux tableaux de lui (nos 557 et 558; salle dite de *Paolina*) au Musée du *Casino Borghese*: un portrait d'Antonio Canova et son propre portrait.

30. — *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 122.

31. — Voir *supra*, p. 279, note 112.

32. — P., p. 72.

33. — Cf. Pietro Galletti. *Memorie storiche intorno al Padre Luigi Ricasoli e alla Compagnia di Gesù in Toscana*. Prato, 1901, p. 588, — apprendice.

34. — Fondés en 1789 par Niccolò Paccanari (d'où le nom de Paccanaristes qu'on leur donne parfois) pour maintenir l'esprit de saint Ignace. On sait qu'Alphonse de Lamartine fut l'élève des Pères de la Foi au *Collegium Ecclesiasticum* de Belley, de 1803 à 1807.

35. — Ce nom de lieu est dû aux chevaux des statues de marbre colossales qui sont sur la place du Quirinal, généralement appelés les Dioscures (Castor et Pollux), faussement attribuées à Phidias et Praxitèle, trouvées aux Thermes de Constantin et transportées là sous Sixte-Quint.

36. — Cf. Pietro Galletti. *Memorie Storiche intorno al P. Ugo Molza*, etc. Roma. Off. Pol. Laziale, fratelli Tempesta, 1912; p. 172 et suiv.

37. — Cf. *Conversioni alla fede cattolica di Cristina Regina di Svezia, di Carlo II Re d'Inghilterra e di Federico Augusto Duca ed Elettore di Sassonia*, cavate da documenti autentici e originali dal P. Giuseppe Boero, d. C. d. G. Modena. Tipogr. dell'Im. Concezione, 1874; déjà publié en articles dans la C.C. Serie V, vol. VI, p. 385, 697; vol. VII, p. 268, 415, 671; Serie IV, vol V, p. 64. — Voir surtout les articles très intéressants du P. Florent Dumas dans les *Études religieuses historiques et littéraires*: année 1864, p. 31, 196, 454, 598, et année 1865, p. 178 et 467.

38. — Cf. *supra*, p. 283, note 189.

39. — Cf. Pietro Pirri, S. J. *Vita del Servo di Dio Carlo Odescalchi, già Cardinale di S. Chiesa e Vicario di Roma, morto religioso della Compagnia di Gesù*. Isola del Liri. Società Tip. A. Macioce e Pisani, 1935. — Dans une lettre du 19 janvier 1837 (P., p. 112), le cardinal Odescalchi écrit à Taparelli: « ...Lei che mai dimentico e mai potrò dimenticare, poichè fummo compagni nel chiedere l'abito, che Ella potè conseguire, io no ».

40. — La date fixée devait être le 13, fête de saint Stanislas Kostka (d'après une lettre de Cristina Taparelli à son fils, P., p. 70); elle fut changée au dernier moment et avancée d'un jour, car sur les listes de la Province romaine Prosper est porté comme étant entré le 12.

41. — Cf. *supra*, p. 271, note 3.

42. — Après la suppression de la Compagnie (1773), il avait rejoint les jésuites de la Russie Blanche. Il fut provincial en Italie de 1811 à 1814 (la Compagnie ayant été rétablie dans les Deux-Siciles avant de l'être dans le reste du monde). Il fut nommé par Pie VII procureur général pour recevoir la bulle de rétablissement. Il fut bientôt remplacé comme provincial et se retira à Saint-André du Quirinal, où il mourut nonagénaire en 1820. — Cf. Pietro Galletti, *Memorie storiche intorno alla Provincia Romana della Compagnia di Gesù*. Prato. Giachetti, 1914, vol. I, chap. 1^{er}, *passim*.

43. — *I miei Ricordi*, ed. cit., p. 123.

44. — Cf. *supra*, p. 33.

45. — Je renvoie ceux que cela intéresserait au P. Galletti (*Memorie storiche intorno al P. Ugo Molza*, etc., p. 195 et suiv.) ; il cite tout au long un rapport très étudié qui fut présenté à ce sujet.

46. — J'ai déjà eu l'occasion de dire (p. 37) qu'il était en Russie.

47. — Cf. Teofilo Manzotti, S. J. *Memorie storiche intorno a Carlo Emanuele IV Re di Sardegna*, morto religioso della Compagnia di Gesù, pubblicate con aggiunte del Padre P. Galletti. Roma, Tempesta, 1912. — Ces mémoires ont été rédigés en 1836.

48. — « ...come ci dicea Carlo Emanuele IV p. m. ». (Lettre du P. Taparelli au P. Roothaan, 7 février 1847, P., p. 214).

49. — Certains auteurs disent le 6. Cela dépend de la manière de compter : il mourut le 5 à 21 h. 3/4, ce qui correspond à 3 h. 1/2 du 6 selon l'antique supputation italienne.

50. — « Questa protesta io indirizzo alla coscienza della M. V. La depongo sulla tomba di Carlo Emanuele IV illustre predecessore di V. M. Egli dal trono, onde Ella regna al presente, scese volontariamente, sono appunto nove lustri,* per morire fra noi vestito dell'abito**, legato dai voti della Compagnia di Gesù, professando nel nostro noviziato di Roma, dove ora riposano le benedette sue ceneri, quella maniera di vita, cui il governo della M. V. vitupera e persegue con odio così calumnioso e così feroce ». (Cité par la C.C. Serie IV, vol. IV, p. 627, 24 nov. 1860).

* Ce qui eut lieu quarante-cinq ans auparavant, ce n'est pas l'abdication (qui date de 1802), mais l'entrée au noviciat en 1815.

** Ce n'est pas à prendre à la lettre : cf. *supra*, p. 39.

51. — Lettre à Luigi Gianolio, 24 décembre 1814. P., p. 74.

52. — 3 janvier 1815, P., p. 75.

53. — *Supra*, p. 28.

54. — Le roi d'Espagne venait de rétablir dans ses Etats la Compagnie de Jésus et Taparelli envoie à ses amis une copie du décret royal.

55. — Lettre du 27 juin 1815 (en italien) « ai car. mi Amici e Fratelli in Xto. Fantolini, Bravo, Gianolio, Ugo, Loggero, Simonino, Borgarelli, Chiavero, Perrone, e c'è più altri ? Torino ». P., p. 79.

56. — « Io dovea partire... con Mons. Du Bourg per la Luigiana... ». (Lettre, déjà citée, au P. Roothaan, du 20 janvier 1841).

57. — Cf. Moreau (chap. x, p. 398-432), Bertrand (t. III, p. 206-214), de Barberey, déjà cités *supra*, p. 284, note 191, à propos de Mgr Flaget. — C'est par erreur que Gams *Series Episcoporum Ecclesiae catholicae*, etc., p. 269) dit de Mgr Dubourg : « *Congregationis S. Lazari* ». Bertrand (*op. cit.*) le range parmi les Sulpiciens sortis de la Compagnie.

58. — Sur la guerre de 1812, voir W. Wilson, *Histoire du peuple américain*. Traduction française, par D. Roustan. Editions Bossard. Paris, 1918. Tome 1^{er}, p. 630-640. — « La guerre se termina dans le Sud. Les Anglais envoyèrent là Pakenham avec douze mille hommes, pour la plupart vétérans des guerres d'Espagne, dont ils voulaient se faire un gage en vue de toutes négociations qui succéderaient aux hostilités. C'est là que l'attendit le 8 janvier 1815 le général Andrew Jackson, dans les tranchées creusées par les Américains qui coupaient l'étroite bande de terre au-dessous de la ville. Avec des forces égales à la moitié de celles de Pakenham il battit celui-ci, le mit en pleine déroute, l'obligeant à laisser sur le terrain deux mille cinq cents hommes. Jackson n'eut que huit soldats tués et treize blessés.

« Quinze jours avant cette action importante à la Nouvelle-Orléans, un traité de paix avait été signé à Ghent, que le pays ignorait totalement. Depuis plusieurs

mois l'Angleterre faisait connaître son désir de négocier... C'était un simple traité de paix qui réglait des questions de frontières...». (*Ibid.*).

59. — Moreau, *op. cit.*, p. 404.

60. — Depuis le temps de saint Ignace, les Jésuites y avaient eu un collège ; il venait d'être ouvert de nouveau le 8 avril 1815 : les quelques Pères qui vinrent en prendre possession furent reçus avec fanfare, illuminations, etc. ; il faut croire qu'ils n'étaient pas impopulaires.

61. — Cf. *supra*, p. 9-10 et 16.

62. — « Il novizio Taparelli, figlio del Sig. Marchese D'Azeglio, ritornato da Tivoli, dove fu mandato perchè si rimettesse di salute, si trova in una grande prostrazione di forze e con piccola febbre continua e remittente e con uno spurgo non inai sanguigno ma figurato. Si è fatto consulto dai medici e oggi si manda il risultato del consulto al suo Sig. Padre dal Sig. Cardinal Morozzo*... Oggi sta meglio... dà molto a temere la struttura del suo corpo, e due suoi fratelli ed una sorella morti tisiaci. Dio gli doni la sanità, perchè sarebbe altrimenti per noi una gran perdita, essendo un giovane di grandissima aspettazione ». (Lettre du 25 avril 1816 à Priore Ricasoli, dans Pietro Galletti, *S. J. Memorie storiche intorno al P. Luigi Ricasoli e alla Compagnia di Gesù in Toscana*. Prato, 1901, p. 39, note 2).

* Sur ce personnage, voir *infra*, p. 290, note 88.

63. — Plus de onze ans après, le 15 novembre 1827, à son frère Massimo qui lui demandait un rapport médical sur sa santé, il raconte minutieusement les premiers symptômes de sa maladie et dit qu'il avait été alors condamné par les médecins (P., p. 92, 93).

64. — Cf. Sommervogel. *Bibliothèque des Ecrivains de la Compagnie de Jésus*. Bruxelles, Paris, 1896. — VI, 634-635.

65. — Cf. *supra*, p. 283, note 189, et p. 36.

66. — « Veramente questo è un gran dire, è tutto dire ; senonchè io dubito di qualche vostra o prevenzione o esagerazione ». (*Arch. Univ. Gregor. Carte Patrizi*).

67. — Ces épîtres sont conservées aux archives des jésuites de la province de Turin. Le P. Salvatore Casagrandi (*De claris Sodalibus Provinciæ Taurinensis Societatis Jesu Commentarii*, Turin, 1906, p. 313 et 314) en donne quelques extraits, les supposant inédites (« quæ nondum, quod quidem noverim, typis sunt editæ »). En réalité, elles avaient déjà été publiées dans : *Josephi Petrucci Interamnatis * e Societate Jesu et Vincenti Fugæ Romani selecta carmina, accedunt epigrammata scholasticorum Societatis Jesu*. Romæ. Ex typographeo Josephi Salviucci, Præsidium permissu.

M.DCCC.XXII, p. 39 et 40. — Voir le texte *infra*, en appendice, p. 253.

* = de Terni.

68. — *Supra*, p. 284, note 192.

69. — On trouve dans une lettre inédite écrite de Naples le 9 août 1816 par le célèbre jésuite espagnol Andrés au P. Maur Boni, à Reggio-Emilia, ces lignes qui montrent que le jeune Taparelli ne passait pas inaperçu : « Desidero qualche buona nuova della salute del giovane Tapparello (*sic*), cui amo senza conoscere, e che vorrei sentire intieramente libero degl'incomodi che lo hanno afflito in queste parti d'Italia ». (*Biblioteca Estense* à Modène. *Autografoteca Campori*).

70. — Cf. P. Galletti, *Memorie storiche intorno alla Provincia Romana della Compagnia di Gesù*. Prato. 1914. Vol. I, p. 73.

71. — Lettre à F. S. Patrizi, P., p. 80.

72. — Cf. Alessandro Monti. *La Compagnia di Gesù nel territorio della Provincia Torinese*. Chieri. Stabilimento Tipografico M. Ghirardi, 1915, vol. III, p. 49 et suiv.

73. — P., p. 81.

74. — 25 janvier 1817, P., p. 86-87.

75. — 11 janvier 1817, P., p. 82 et suiv.

76. — Assez exact.

77. — En général, l'aristocratie piémontaise savait bien le français qui, d'ailleurs, sous l'Empire, était évidemment la langue officielle. En outre, le séjour de sept mois que Taparelli fit à Paris, avait dû perfectionner son acquis. Plus tard, en Sicile, Taparelli enseigna lui-même le français et composa un abrégé de grammaire française. — Les quelques lettres que nous connaissons de lui en français, sont correctes.

78. — Cet aveu est très précieux, car il nous aide à mieux comprendre le rôle de Taparelli comme réformateur des études philosophiques (cf. *infra*, p. 51 et suiv., et chap. III et V).

79. — Et pourtant c'est bien comme moraliste que Taparelli sera surtout célèbre.

80. — Manuel composé en 1769-1771 par un groupe de jésuites de Würzburg.

81. — « Per quanto S. M. mi ha accennato in Genova, e ripetuto in Torino, già è stata assegnata alla Compagnia la Casa di Chieri ». Note au rapport cité ci-après.

82. — *Archivio di Stato di Torino*. Istruzione Pubblica. Scuole secondarie e Collegi. M. 7.

83. — « Nam in eo quod amatur, aut non laboratur, aut et labor amatur ». S. Aug., *De bono viduitatis*, cap. 21. Migne, Patr. lat. XL, p. 448.

84. — Cf. Augusto Lizier. *Le Scuole di Novara ed il Liceo-Convitto*. Novara, 1908. Stabilimento tipografico G. Parzini. Tirage limité à 300 exemplaires. — Cette monographie, faite consciencieusement à l'aide des archives locales, est très précieuse pour l'histoire de ce collège pendant la période qui nous occupe. — C'est par erreur que Casagrandi (*op. cit.*, p. 305) dit que Taparelli dirigea le Collège *Gallarini* ; c'est par erreur également qu'il le dit (*ibid.*) prêtre avant son arrivée à Novare.

85. — *Archivio di Stato di Torino*. — Reg. Min. int. N. 7. — Istruz. pubbl. Scuole second. e Coll. M. 14.

86. — Voir le texte *infra* en appendice, p. 255.

87. — Entre Novare et le lac Majeur.

88. — Mgr Giuseppe Morozzo (1758-1842), après avoir rempli diverses charges à la Curie romaine et s'être acquitté de missions importantes, avait été créé cardinal le 8 mars 1816 et nommé l'année suivante à l'évêché de Novare. Cf. Gustavo Avogadro di Valdengo : *Notizie biografiche di Sua Eminenza il Cardinale Giuseppe Morozzo, arcivescovo, vescovo di Novara*. Novara, 1842. — A l'époque dont nous nous occupons, il était fort bien disposé pour le *Real Collegio di Educazione* ; mais il était très autoritaire, et il y eut plus tard une certaine mésentente entre le collège et lui.

89. — Au début de 1824, on comptait qu'en six ans on avait « mis à la porte » une soixantaine d'élèves.

90. — Sur les répercussions à Novare, voir : A. Morandi, *Notizie biografiche sul dottor Francesco Tadini*. Novara. Gaddi, 1905.

91. — Les insurgés arrivèrent le 13 mars, sous la conduite du comte Asinari di San Marzano, marquis di Caraglio, venu d'Alexandrie.

92. — Voir le diplôme *infra*, en appendice, p. 255.

93. — Lettres du 4 et du 7 mai 1821 (*Archivio del Regio Convitto Nazionale di Novara* lettere dal 1817 al 1824).

94. — *Raccolta dei regi editti e manifesti*. Torino. Davico, 1814 e seg.

95. — Il s'empresse de remercier Viotti le 14 octobre (*Archivio di Stato di Torino*. Scuole 1922-1823 ; la lettre est publiée dans P., p. 91).

96. — Cet ancien couvent subsista même après la construction par les jésuites d'un vaste édifice en forme de H, où s'établit le lycée en 1860. A l'exception de la chapelle (qui est encore celle du lycée), il fut démoli entre la fin de 1889 et le début de 1891 pour faire place à de nouveaux bâtiments scolaires et pour permettre l'ouverture d'une rue.

97. — Daté du 22 janvier 1821.

98. — J. de Maistre mourut vingt jours après.

99. — Pour l'histoire du collège de Chambéry, voir l'*Archivio di Stato di Torino*. Istruzione Pubblica. Scuole secondarie e Collegi. M. 6. Chambéry. — Registri Ministro Interni. N. 11, 12, 13 ; ainsi qu'une histoire manuscrite conservée aux archives des jésuites de la province de Turin.

100. — « Molti in Torino : Voi a dirigere il primo stabilimento a Chambéry !... Voi !... E si facevano le croci, e credeano aver le traveggole, massime il nostro buon Guala ». (Lettre de Taparelli au P. Fortis, du 30 novembre 1822, dans Monti, *op. cit.*, p. 508). — Sur Guala, cf. *supra*, p. 285, note 7.

101. — Cf. *supra*, p. 34.

102. — Cf. *supra*, p. 288, note 42.

103. — Il avait été fondé en 1553, sous Grégoire XIII.

104. — Cf. *supra*, p. 283, note 189. — Libéré à la chute de l'Empire, le marquis Patrizi avait été nommé par Pie VII, en septembre 1814, sénateur de Rome (dont les fonctions étaient celles de gouverneur de la ville). Il ne jouit pas longtemps de cette dignité, car il mourut le 8 janvier 1818, âgé de quarante-trois ans.

105. — Le 9 avril déjà Léon XII avait manifesté ses intentions (*Constitution Recolentes animo*) : « ...Romanum quidem lycæum, finitimamque amplissimam domum, ...clericisque regularibus Societatis Iesu attributam, clericis iisdem restituendam decrevimus... ». Il fallait déménager le Séminaire Romain qui occupait les locaux. Il fut envoyé à Saint-Apollinaire.

106. — « Nos, qui probe noveramus eiusdem Pii Pontificis sententiam de Societate Iesu in Collegium Romanum revocanda, deliberandum illico de ea re censuimus... ».

107. — Cf. *supra*, note 105.

108. — « ...le sue buone maniere, la sua pazienza, e bontà naturale siamo certi che e procureranno i ringraziamenti di ambe le parti... ».

109. — En comptant les heures à partir du coucher du soleil, suivant l'usage romain de cette époque. A cette date, le coucher du soleil, à Rome, a lieu vers 17 heures (suivant notre manière de compter actuelle).

110. — Pour l'histoire de cet établissement, à partir de cette date, cf. : *L'Università Gregoriana del Collegio Romano nel primo secolo dalla restituzione, 1553-1824-1924*. — in-4°, 293 p., Rome, Tipografia Cuggiani, via della Pace, 35. — Les bâtiments du Collège Romain abritent actuellement la *Biblioteca Vittorio Emanuele* (*Via del Collegio Romano*), le *Museo Preistorico ed Etnografico* et le *R. Liceo-Ginnasio Ennio Quirino Visconti* (*Piazza del Collegio Romano*) ; l'église *Sant' Ignazio*, desservie par les jésuites, est ouverte au culte. — Jusqu'en 1930, l'Université Grégorienne était logée dans le vieux Collège germanique (*Via del Seminario*) ; Pie XI lui a donné un siège digne d'elle, *Piazza della Pilotta*.

111. — Le P. Taparelli avait bien conscience de l'anomalie de cette situation ; en s'adressant pour la première fois à ses subordonnés, dont certains étaient vénérables par l'âge et la science, il s'exprime avec une humilité touchante : « È dunque vero, Padri e Fratelli, che qui pure, e fra voi, dovrò tenere le veci di quel Dio che *infirmi mundi elegit ut fortia confundat*... Obbediamo da ciechi, io nel governo, voi nella soggezione : e quel Dio che *linguas infantium fecit disertas*, benedirà la stoltezza di uno scolaro che per obbedienza prende ad insegnare ai suoi maestri, e dei maestri che per umiltà pendono dalle labbra dello scolaro ».

112. — Cf. *supra*, p. 285, note 9.

113. — C'est ce que Léon XIII rappelait au cours d'une audience accordée au Collège germanique : « Grattissima enimvero et iucundissima Nobis est illius temporis recordatio, quo Athenaei Gregoriani scholas frequentavimus, et Aloisii Taparelli viri e S. I. clarissimi auctoritate, adiutores studiorum auditoribus philosophiæ in Germanorum et Hungarorum Collegio dati sumus ». (Cité par A. Kard. Steinhuber, S. I. *Geschichte d. Koll. Germ. Hungar. in Rom*. Freiburg, 1906, II, p. 447. — Il est assez étonnant que dans le discours en latin adressé aux professeurs de l'Université Grégorienne le 27 novembre 1878 (texte dans *La Voce della Verità*, 28 novembre 1878), Léon XIII, énumérant ses principaux maîtres d'autrefois, ait omis le nom de Taparelli.

114. — « È per me grato questo incontro per richiamarmi alla memoria della P. V. di cui ricordo colla più sentita riconoscenza i tratti di singolare bontà usati fin dagli anni miei giovanili ». (Archives de la *Civiltà Cattolica*).

115. — Cette idée, qui me semble très juste, est chère à Mgr Amato Masnovo (*Il Neo-Tomismo in Italia*. Origini e prime vicende. Società Editrice Vita e Pensiero. Milano, 1923, p. 20, p. 66, note. 3.).

116. — Pas toujours ni partout : « Mgr Sauvé m'a raconté qu'étant en visite dans un couvent de Dominicains d'Italie, il s'informa du manuel de philosophie mis entre les mains des novices. — Comment, s'écria le vénéré Prélat, vous avez saint Thomas dans votre Ordre et vous enseignez ce méchant petit manuel de philosophie cartésienne ! — Que voulez-vous, Monseigneur, c'est la philosophie à la mode ». (E. Peillaube, préface à *l'Introduction de la Scolastique dans l'enseignement secondaire*, de Miles Christi (G. Pécoult), Bloud et Gay, éditeurs, 1918, p. 21). — Il s'agissait du manuel de Sigis-

mond Storchenau (1731-1797 ou 1798), jésuite, professeur à l'Université de Vienne, auteur de : *Institutiones logicæ*. Vindibonæ. MDCCLXIX. *Institutionum Metaphysicarum libri IV*, *Ibid.* MDCCLXXI. De cet auteur, dont il avait précisément eu le manuel au cours de ses études (cf. lettre au P. Beckx, février 1861, dans P., p. 176), Taparelli écrit à son frère Robert : « ...metodico e chiaro a meraviglia, ma ti confesso che adesso non mi va più a sangue, giacchè le sue dottrine sono quelle appunto di cui ti diceva poc' anzi, che mai non mi fecero gustare il vero ». (Lettre du 23 octobre 1842, P., p. 133).

Sur la conservation du thomisme par les Dominicains, voir Masnovi, *op. cit.*, p. 190 et suiv. ; Barbedette, *Histoire de la Philosophie*, 6^e éd. Paris, 1933, p. 357-8 et 452-3. — Goudin est resté célèbre comme auteur scolastique du XVIII^e siècle.

Sur l'activité des Dominicains au début du Néo-thomisme, cf. A. Pelzer, *Les Initiates italiens du néo-thomisme contemporain, circa finem*, dans la *Revue Néo-scholastique de Philosophie*, publiée par la Société philosophique du Louvain, mai 1911, p. 230-254.

117. — Pas tout à fait cependant. Ainsi, pour nous en tenir à l'Italie, le témoignage d'Alfieri sur l'Université de Turin vers 1761 est précieux : « Quella scuola poi di filosofia peripatetica che si faceva il dopo pranzo... ». (*Vita*, Epoca II, iv).

118. — Pour le Séminaire Romain, en particulier, voir mon article dans la *Revue Apologétique*, septembre 1934, p. 309 et suiv. : *Comment le cardinal Cavignis devient canoniste*. Du compte rendu que j'y cite (p. 315) d'une audience pontificale de Cavignis, il résulte que Mgr Pecci avait, dès 1846, prélué à la réforme qu'il devait réaliser devenu pape sous le nom de Léon XIII, en éliminant du Séminaire du diocèse de Pérouse le manuel de Storchenau (sur cet ouvrage, cf. supra, note 116).

119. — Voir : Masnovi, *op. cit.* C'est un recueil d'articles, fort intéressants, dont l'un est en français et les autres en italien, s'échelonnant de 1908 à 1922, au fur et à mesure des découvertes faites par l'auteur. Il semble qu'au terme de ses recherches celui-ci aurait mieux fait de condenser ses conclusions en un seul exposé synthétique. Mgr Masnovi (Dédicace) voit en Italie la reprise vitale et décisive de la Scolastique vers la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle. — A. Pelzer, *Art. cit.* Excellent tableau d'ensemble, très clair, nuancé, mais qui devrait cependant être retouché, car il a été écrit en 1911, par conséquent avant les derniers articles de Masnovi, et surtout avant ceux du P. Pirri, dont il va être question, qui jettent une nouvelle lumière sur le problème et permettent de compléter ou corriger certains points. — P. Pirri : II P. Taparelli D'Azeoglio e il rinnovamento della scolastica al Collegio Romano. *Civiltà Cattolica*, 15 janvier et 5 mars 1927. Ces deux articles, dont je me suis évidemment beaucoup servi, ont été reproduits presque *ad litteram* dans l'opuscule déjà cité (*supra*, p. 291, note 110) : *L'Università Gregoriana del Collegio Romano*, etc., p. 59-76. Du même auteur : *Intorno alle origini del rinnovamento tomista in Italia*. C. C., 3 novembre et 1^{er} décembre 1928. Le P. Pirri, ayant à sa disposition des documents que personne n'avait utilisés, a pu donner une mise au point, sinon définitive, du moins présentant la vérité la plus approchée. — Paolo Dezza, S. J., *Alle origini del Neotomismo*. Milano, Fratelli Bocca, 1940, 169 p. — Domínguez, D. *El Neoscholasticismo y la Compañía de Jesús*, dans *Estudios Eclesiásticos*, Madrid, juillet et octobre 1935. — Quant aux trois articles publiés au début de 1902 (1^{er} et 15 janvier et 1^{er} février) par Clément Besse dans la *Revue du Clergé français* (xxix-171, p. 238 ; 172, p. 356 ; 173, p. 473) sous le titre : *Deux centres du mouvement thomiste. Rome et Louvain*, ils sont intéressants, spirituels, de lecture facile, mais incomplets, un peu fantaisistes, souvent erronés. C'est une esquisse brillante, mais superficielle et trop simple, digne d'un vulgarisateur, d'un journaliste, plutôt que d'un homme d'étude. Cf. Masnovi, *op. cit.*, p. 29, note 1 ; p. 55 et suiv. ; p. 61, note 1 ; p. 131, note 2. — L'ouvrage de Giuseppe Saitta, *Le Origini del neo-tomismo nel secolo XIX*, con prefazione di G. Gentile, Bari, Laterza, 1912, 8^e, xii-286 p., m'a laissé l'impression d'un écrit tendancieux et passionné. — Enfin, on pourra consulter, en langue anglaise, Perrier, *The revival of Scholastic philosophy in the nineteenth century*. New-York. 1909. The Columbia University Press. — Un complément de bibliographie sera donné dans les chapitres suivants (iii et v), à propos du rôle joué par Taparelli, du point de vue du néo-thomisme, à Naples et à la *Civiltà Cattolica*.

120. — Cf. dans la note précédente les deux premiers articles du P. Pirri.

121. — Cf. *infra*, p. 58 et suiv.
122. — Cf. *infra*, p. 113 et suiv.
123. — *Histoire de la Philosophie*. Traduction française par le P. de Pascal, Paris, 1890-1. Tome IV, p. 427 et suiv.
124. — Serie XIV, vol. X, p. 587 et suiv. (6 juin 1891).
125. — Lettre au P. Beckx, déjà citée.
126. — « Io mi ricordo che, quando avea solo quelle idee che le dottrine del secolo scorso mi aveano ingenerate, mai non potei gustare sì soavemente il vero della fede, quanto lo gustai in appresso dopo aver studiato in S. Tommaso una metafisica tutta nuova, benchè di forme ruvide ed antiquate. Avea una specie di disprezzo, anzi un cotal sospetto contro la metafisica; e non ardiva mai cercare a fondo a fondo nelle verità religiose, perchè mi pareva volessero scapparmi di mano. E mi consolava colla fede del carbonaio. Ma in appresso dovendo parlare con molti che si trovano in dubbio, fui astretto a studiare di convincer me stesso, e ti assicuro che penai parecchi anni per giungere a quella evidenza *naturale* che si mi rallegra adesso e mi riconforta ». (Lettre à son frère Robert, 23 octobre 1842, P., p. 132).
127. — Voir *infra*, p. 256, en appendice.
128. — Cf. *supra*, p. 41.
129. — Cf. *supra*, p. 40.
130. — « Cambiato parere nel 1825... ». (Lettre au P. Beckx, déjà citée).
131. — Il a 36 pages, d'une petite écriture serrée qui n'est pas celle de Taparelli lui-même. Il est divisé en 3 articles, avec titres et sous-titres. — Voir *infra*, p. 256, en appendice.
132. — En comptant les heures à partir du coucher du soleil, suivant l'usage romain de cette époque.
133. — « Adottar l'antica sarebbe ridicolo: scegliere fra lo svario infinito delle moderne è del pari pericoloso e impossibile. Dunque, checchè ne dicano le Costituzioni, è necessario per ora tollerare e lasciar liberi i Professori. Tal fu il mio parere un tempo, quando il poco giudizio, il poco studio, la poca cognizione dell' Istituto, ed anche purtroppo il poco spirito mi faceano seguire ciecamente e ripetere le massime del secolo.
- « Me poichè piacque al Signore di cangiarmi almeno in parte il cuore e le mente : — Possibile — diss' io meco stesso — che il santo nostro Padre che ponderava ogni sillaba di sue Costituzioni con tanta maturità : che con l'ampiezza dei suoi disegni abbracciava tutti i secoli : colla saviezza di sua prudenza adattava sì opportune le regole al suo fine, non abbia veduto il germe del nostro secolo nel suo, la stato futuro delle scienze nel passato ! Che lo spirito di natural prudenza e le illustrazioni superne l'abandonassero in quel punto sì importante !...
- « Con questo spirito rilessi le *Costituzioni* e l'*Istituto*, e, cangiata sentenza, mi parve potersi convincere chiunque in buona fede lo prenda a studiare, ma con quei sensi di venerazione e di fede che merita una lettera venuta dal cielo : 1° potersi agevolmente determinare sull' Istituto qual' è la dottrina *una* a cui dobbiamo appigliarci ; 2° nè questa portarci in alcun modo a sentenze rancide e ridicole, come alcuni mostrano talora di credere e vanno forse esagerando con pari imprudenza e falsità ».
134. — *Abbozzo del Progetto di Ordinazione intorno agli Studii Superiori, proposto a richiesta del R. P. Provinciale, nel principio dell'anno scolastico 1827-1828*. — Ne nous étonnons pas de voir que cette esquisse ait été demandée par le P. Provincial : déjà le 4 octobre 1823, le P. Général Fortis écrivait au P. Richardot, Provincial de France : « ...scholæ nostræ duces præcipuos agnoscimus S. Thomam, cuius tantum valet auctoritas apud omnes christianos doctores, S. Augustinum... ». De même, en ce qui concerne le P. Roothaan (nommé recteur à Turin, le 20 octobre 1823, vice-provincial d'Italie le 29 février 1829 et général le 9 juillet 1829), les lignes suivantes de Taparelli sont significatives : « Il M. R. Padre Roothaan studiò questa materia fin da quando era Rettore in Torino : e venendo poi a Roma vice-provinciale si mostrò meco interamente persuaso della necessità di tornare alle dottrine antiche. Promosso al generalato procedette con quella prudenza che tutti sanno e continuò a studiare la materia, senza mai cambiare sentenza... ». (Lettre au P. Beckx, plusieurs fois citée). — En réalité, dès les premières années de la reconstitution de la Compagnie de Jésus le thomisme y existait à l'état sporadique, mais il y existait. Ainsi le P. Carminati (1798-1851),

qui en 1818-1820 avait étudié la philosophie à Ferrare sous la direction du P. Zecchini, avait été dès ce moment un thomiste intransigeant : « Scio utique, écrit de lui son biographe, illum quibusdam e peripateticorum schola placitis plus aequo forsan addictum fuisse : quam vero philosophandi rationem ab ipsa prima institutione est animo complexus... » (Melandrius, S. I. *De Vita Iesaiæ Carminati et S. I. Commentarius*, au début des *Carmina et Inscriptiones* de Carminati. Roma, t. Propaganda Fide, 1878, p. 8. — Cf. aussi ce que nous avons dit plus haut (p. 53) de l'initiation à l'aristotélisme que Taparelli avait reçue à Gênes

135. — Dont on pourrait dire, suivant une expression spirituelle, qu'ils ne sont pas des souvenirs : lorsqu'il s'agit de ces événements lointains, l'auteur tombe dans des confusions évidentes et d'étranges anachronismes. — *Memorie*. Firenze. G. Barbèra, 1891 ; in-16, xvii-405 p., ; voir p. 49 et suiv. — Cf. également, du même auteur, *La Nuova Italia ed i vecchi zelanti*. Firenze. Bencini, 1881, p. 151.

136. — Cf. *supra*, p. 41.

137. — Cf. *supra*, p. 44.

138. — Taparelli, lui écrivant, se dit parfois son ancien élève, mais il ne semble pas que cette expression doive être prise à la lettre : « ...la riverenza di discepolo... » (27 décembre 1849, P., p. 286), « ...dal suo antico scolaro... » (7 avril 1850, P., p. 291).

Serafino Sordi (né en 1793, mort en 1865) avait un frère aîné, Domenico (né en 1790), qui joua lui aussi un rôle dans la restauration du thomisme ; nous en parlerons plus loin, p. 59.

Sur S. Sordi, cf. Masnovi, *op. cit.*, p. 142 et suiv., p. 157 et suiv. ; Lorenzo Ferrari, *I fratelli Sordi e il neotomismo in Italia*, dans l'ouvrage en collaboration qui a pour titre : *Il filosofo canonico Vincenzo Benedetto Buzzetti*. Tipog. Editrice. A. Del Maino, Piacenza, 1925, p. 105 et suiv. ; P. Pirri, les deux articles intitulés : *Intorno alle origini del rinnovamento tomista in Italia*, qui ont pour sous-titre : *Il P. Taparelli e il P. Sordi*, C.C., 3 novembre 1928 (p. 215 et suiv.) et 1^{er} décembre 1928 (p. 396 et suiv.).

Le thomisme avait été inoculé à S. Sordi par le chanoine Buzzetti (1777-1824) au séminaire de Plaisance. Sur Buzzetti, cf. Masnovi, p. 142 et suiv., p. 157 et suiv., p. 173 et suiv.) et la publication collective anonyme citée ci-dessus (la plupart des chapitres sont d'Alfonso Fermi ; l'un d'entre eux n'est qu'une refonte d'articles déjà parus, au moins en majeure partie, dans le *Bollettino Storico Piacentino*, sous le titre de : *Le vicende del pensiero tomistico nel Seminario vescovile di Piacenza*). Il semble bien que le thomisme de Buzzetti n'ait pas été spontané. Le P. Curci (*La Nuova Italia ed i vecchi zelanti*. Studii utili ancora all'ordinamento dei partiti parlamentari. Firenze. Fratelli Bencini, editori, 1881, p. 228-9) dit que le chanoine Buzzetti le dut à un ancien jésuite espagnol réfugié à Plaisance (les jésuites avaient été expulsés d'Espagne en 1767) ; Agostino Moglia (*La filosofia di San Tomaso nelle scuole italiane*. Piacenza. Tip. Francesco Solari, 1885, p. 260) dit même : à deux anciens jésuites espagnols. Pendant l'hiver 1919-1920, Mgr Masnovi a retrouvé à l'*Archivio di Stato* de Parme un document qui lui a permis d'identifier (cf. *op. cit.*, p. 176 et suiv.) le personnage auquel Curci fait allusion : il s'agit de Balthasar Masdeu (voir ce nom dans Sommervogel, *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*). C'est Masdeu qui détache sans doute le jeune Buzzetti des systèmes philosophiques de Locke et Condillac (on sait que Condillac avait séjourné à la cour de Parme de 1758 à 1767), alors en faveur à Plaisance, et lui apprend au moins à traiter avec respect saint Thomas. Buzzetti subit peut-être aussi d'autres influences (Masnovi, *op. cit.*, p. 186 et suiv.), ce qui n'enlève rien à la remarquable valeur intuitive de son esprit. — Plaisance a été un foyer indéfectible de thomisme, même à une date antérieure à celle où tel foyer analogue s'est éveillé ; à ce titre les études de Mgr Masnovi et de ses élèves sont du plus haut intérêt ; mais le thomisme ne s'était pas tout entier réfugié là, car nous avons vu que diverses boutures avaient pu se perpétuer timidement çà et là sur plusieurs voies parallèles. En ce qui concerne Taparelli, il semble que son thomisme constitue quelque chose de distinct, sans parenté bien nette avec celui de Plaisance ; les germes semés par Taparelli, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de personnages se rattachant à lui, sont arrivés à pleine maturité, tandis que l'influence de Plaisance a été assez restreinte dans l'espace et le temps.

139. — Cf. C.C. 5 mars 1927, p. 403 et 404. — L'exemplaire que j'ai découvert à

San Domenico di Fiesole est conservé aux archives du *Liceo-Ginnasio parificato « La Badia Fiesolana »*, tenu par les Scolopes. Il s'agit de deux petits cahiers manuscrits (d'une écriture fine), auxquels il manque quelques pages, portant la mention : *opera inedita di Luigi Taparelli*. C'est une série de monographies de caractère philosophique, parmi lesquelles celle qui est intitulée : *In che consiste essenzialmente quella che chiamasi filosofia degli scolastici*. J'ignore la provenance de ces cahiers. Peut-être Taparelli les avait-il communiqués à l'un de ses anciens maîtres de Florence.

140. — *Infra*, p. 56.

141. — « Cette importance [de la théorie de la Matière et de la Forme]... suffirait à nous expliquer pourquoi, vers le milieu de ce siècle, les premiers efforts de rajeunissement des doctrines péripatéticiennes ont visé, tout d'abord, la fameuse question de la Matière et de la Forme, et son application au *composé humain*. C'était là un des traits caractéristiques, et comme le point culminant de l'ancienne philosophie, qui, le premier, avait frappé les regards de ses nouveaux explorateurs, et c'est par là qu'ils croyaient pouvoir commencer leur œuvre de restauration ». (Albert Farges, *Matière et Forme en présence des Sciences modernes*. Paris, Berche et Tralin, 4^e édition, 1895, p. 9). — Ces lignes, qui ne visent pas Taparelli, s'appliquent fort bien à lui.

142. — « Inoltre chiamando a Roma il P. Sordi sono sicurissimo che si levarebbe un gran rumore tra i professori del Collegio Romano, di cui sarebbero capi due o tre o forse più. Il rumore passerebbe alla Casa professa, massime in uno e forse due Padri assistenti. Da Tivoli pure credo che verrebbero forti rimostranze contro una tale elezione. Tanta è la prevenzione contro il P. Sordi perchè tomistico ».

143. — Cf. *supra*, p. 294, note 138.

144. — « ...Non so... se avrò anche il piacere di conoscere il suo figliuolo seguace del vessillo ignaziano ; il che mi addoppierebbe letizia ». (Lettre de Rosmini à Cesare D'Azeglio. Milan, 12 mars 1826. Dans : *Epistolario Completo di Antonio Rosmini-Serbelli*. Casale Monferrato, vol. II, p. 39).

145. — « Le dirò invece, ch' io ebbi l'onore di conoscere l'egregio suo figlio, il Rettore del Collegio Romano, che vado vedendo talora con vera mià edificazione, e col quale, com' Ella ben l'immaginerà, parliamo insieme del padre e dell' amico ». (*Ibid.*, vol. III, p. 29).

146. — Cf. G. Pusinieri, *Disegni di uno scritto di A. Rosmini sopra lo studio di S. Tommaso*, dans la *Rivista Rosminiana*, 1924, p. 23.

147. — Publiée pour la première fois par E. Di Carlo dans la *Rivista Rosminiana*, 1925, fasc. I, puis en opuscule : *Una lettera inedita del P. L. Taparelli ad Antonio Rosmini* (« Radio »). Industria Lito-Tipografica Editrice A. Di Carlo e C. Palermo, 1926), reproduite dans P., p. 94. L'original est à l'*Archivio Rosminiano* à Stresa.

148. — Le *post-scriptum* est significatif : « La pregherei a non far uso della presente con chichessia ».

149. — *Epistolario Completo*, III, p. 117 et suiv. ; P., p. 95. — Elle a été publiée, traduite en français, comme inédite, avec la date erronée de 1824, dans les *Leçons de philosophie scolastique* par J. M. Cornoldi, traduction française. Paris, Lethielleux, 1878, p. 198 et suiv.

150. — « So che alcuni dei nostri venuti nella Compagnia per ristabilirvi le dottrine del Peripato, e con voce e con subdoli scritti che velano alquanto con nuova vernice le lor strane opinioni invecchiate per far più proseliti, vorrebbero ricondurvi se non alle *sesquipedalia verba*, almeno al *verba sensu vacua*, alla lor materia *nec quid nec quale nec quantum*, all'orror del vacuo, alle tre anime ragionevole, sensitiva e vegetativa, alle qualità occulte, alle forme, agli influssi delle stelle, ai *barbara celarent*, e a mille simili scioccherie, e mentre ringraziano Dio di averli creati, tendono con tutta la forza del lor essere a divenir nulla. Pretendono costoro che senza la lor filosofia non si può diffendere la Religione ; ed io pretendo che con quella or non si può combattere gli increduli vittoriosamente... ».

151. — Cf. *supra*, p. 55.

152. — Cf. *supra*, p. 51. — Ecrivait à un membre de sa famille, en 1828, Joachim Pecci demande qu'on lui envoie d'urgence la *Somme théologique* et il appelle saint Thomas « l'archimandrite des théologiens » — Quant à Giuseppe Pecci, frère de Léon XIII, il n'entra au Collège Romain qu'en 1830.

NOTES DU CHAPITRE III

Le provincial de Naples et le professeur à Palerme (cf. *supra*, p. 58 et suiv.)

1. — Cf. Michele Volpe. *I Gesuiti nel Napoletano*. Napoli, Tipografia editrice pontificia M. d'Auria. Calatà Trinità Maggiore, 52, 1915, vol. II, *passim*. — Pirri, *La Rinascita del Tomismo a Napoli nel 1830*. C.C., 2 février 1929, p. 229 et suiv.; 2 mars 1929, p. 422 et suiv.; 6 avril 1929, p. 31 et suiv.

Voici l'état de la province de Naples à la fin de 1829 :

Domiciles	Prêtres	« Scolastiques »	« Coadjuteurs »	Total
Résidence du P. Provincial	2			2
Collège	13	17	19	49
Noviciat (annexé au Collège)	3	28	7	38
<i>Convitto</i> des Nobles	2	3	3	8
Collège de Bénévent	9	6	5	20
Hors de la Province	4	19		23
Total :	33	73	34	140

2. — Cf. *supra*, p. 294, note 138.

3. — Le célèbre *Cursus Philosophiæ Complutensis*, en quatre volumes in-4°, a été composé au xvii^e siècle par des Carmes d'Alcala.

4. — Cependant tout n'était sans doute pas faux dans les accusations des anti-scolastiques et Taparelli lui-même se reprocha plus tard de s'être laissé entraîner trop loin, car il avait eu à s'en repentir. C'est ainsi qu'en avril 1850 il écrivait de Naples à Serafino Sordi, qui était de la même trempe que son frère Domenico : « ...Ella ben sa che tutta la stima e riverenza che ho per Lei non riuscirono a farmi piegare il giudizio, essendomi sembrato sempre che la robustezza del suo intelletto ingenera una certa rigidezza, che a me pare soverchia, nel modo di giudicare e d'impugnare gli avversari. E sebbene talvolta mi sforzai a negare il mio giudizio, pure di questo stesso ebbi a pentirmi in appresso. Chi sa ? forse se avessi seguito il parer mio proprio nel modo di ristoreare i buoni studi filosofici quando io era qui provinciale, forse il bene sarebbe durato... ». (P., p. 292-3).

5. — Étant « ministre », dans son mépris pour la physique, il avait osé reléguer dans un coin une excellente machine pneumatique, donnée par le duc de Blacas, ambassadeur du roi de France Charles X, qui n'avait pas sa pareille dans toute la ville de Naples, sauf à l'Université ; certaines vis avaient même été jetées avec la vieille ferraille.

6. — Aux archives de la *Civiltà Cattolica*.

7. — G. M. Pachtler-Duhr, *Ratio Studiorum et Institutiones Scholasticæ*, IV, p. 365 et suiv.

8. — Dans Pachtler, *op. cit.*, p. 470-506. — La nouvelle *Ratio* date de 1832.

9. — « De S. Thoma nunquam non loquatur (Professor) honorifice : libentius illum animis, cum oporteat, sequendo : aut reverenter ac gravate si quando minus placeat deserendo ». (*Reg. Profes. Philosoph.*, VII).

10. — Dominicain du xvii^e siècle, originaire de Limoges, auteur de la *Philosophia juxta inconcussa D. Thomæ dogmata*.

11. — Lettre de Taparelli à Serafino Sordi, avril 1850, P., p. 293.

12. — Système théologique du dominicain Bannez (1528-1604).

13. — Cf. *infra*, p. 257, en appendice.

14. — Au cours de cette même année scolaire, le *Gesù* compta parmi ses hôtes le célèbre David Paul Drach (1791-1868), rabbin français converti (en 1823), et son cousin.

15. — A l'imitation des révolutions qui venaient d'avoir lieu en France et dans les États romains, un homme de loi, Francesco Vitale, un propriétaire, Luigi d'Ascoli, et un ancien capitaine du génie, Domenico Morici, avaient complété un soulèvement

et réussit à entraîner, comme agent de liaison entre les chefs, un malheureux frère lai, cuisinier du couvent de la *Sanità*, Angelo Peluso, des Mineurs réformés. Il s'agissait de proclamer une constitution libérale. On escomptait la désertion des régiments de Naples et le débarquement de Français. Le point de concentration des troupes devait être le mont Taurano, près de Nola; l'heure du rassemblement était fixée dans la nuit du 19 août. On prévoyait un effectif de dix à douze mille hommes: il n'y en eut que vingt-sept! On hissa le drapeau tricolore... et le matin on se sépara. Il y eut des arrestations. Le pauvre frère convers, qui avait réussi à se cacher, fut condamné à mort par coutumace; le clémence royale le fit bénéficier d'une commutation de peine. La police fit une perquisition en règle au couvent et le découvrit... au fond d'un sépulcre, sous le maître-autel, alors qu'on était en train de le ravitailler! Pour punir le peu d'empressement montré par le *gardien* à livrer le coupable à la justice, un décret royal ordonna la suppression du couvent et la dispersion des religieux dans d'autres maisons de la même observance.

16. — « Hic enim parum iis utebatur ac a placitis eorum semper discedere visus est », dit l'historiographe anonyme. *De rebus Coll. Beneventani S. J. ab anno D. ni 1824... commentarium mss.*

17. — « ...Patribus vehementer irascebantur, quorum culpa, ut ipsi dicebant, sacris ordinibus suscipiendis prohibebantur et militiam subterfugere non poterant ». *Ibid.*

18. — *Ibid.*

19. — « ...intelligerent eam esse in ipsos civium voluntatem, ut, si abirent ac vacuas aedes relinquerent, gratiam habituri essent ». *Ibid.*

20. — « ...eo audaciæ nonnulli progressi sunt, ut sæpe ad ianuas Collegii libellos noctu affixerint, in quibus atrocissima patribus denunciabantur, et aliquando etiam arma illic depicta conspiciantur, quibus trucidandi proscripti modo Jesuitæ dicebantur. Augebat metus, ut fit, vulgus, in quo irreperant occultos cuneos agi, quo Collegium improvise impetu concuteretur ac complanaretur; ac magnam latronum manum coniurasse, ut noctu in Collegium impetum facerent ac ruinam tum opibus, quas magnas existimabant asservari, tum patribus inferrent ». *Ibid.*

21. — « Ministero e Real Segreteria di Stato degli Affari Interni — 3^o Ripartimento — Napoli 24 9bre 1832 — Signore, In ricontra al di Lei foglio pervenutomi ai 16 del corrente mese, intorno al modo come regolare il Collegio di Lecce, Le manifesto che S. M. nell' affidare ai P. P. Gesuiti le direzioni di detto Collegio, ha inteso che ne regolino l'insegnamento con le norme del loro Istituto-N. Santangelo — All' Ill. mo Sig. D. Luigi Taparelli Provinciale d. C. d. G. — Napoli ». Cité dans Volpe, *op. cit.*, p. 215, note (1).

22. — En voici le début: « Accostandosi la fine del provincialato del P. Luigi Taparelli, temendo che possa esser cambiato, incitato e spinto dal solo bene commune, perchè il mio proprio, come tutti ne sono persuasi*, non vi ha parte: e come consultore ed anche come semplice individuo di questa comunità: mi prendo licenza, mi faccio anzi un dovere d'espore che le circostanze di questa Provincia da me ben conosciute, perchè ho dovuto occuparmi di moltissimi di lei affari, nella via ordinaria della Divina Provvidenza, esigono la continuazione del sacrificio, che la Paternità Vostra fece allorchè concesse il Padre prelato alla medesima in qualità di Provinciale... »

* Ne se fait-il pas illusion? cf. *infra*, p. 298, note 30.

23. — « ...Per quanto abbia ripensato alla domanda proposta, mi pare di essere dello stesso sentimento intorno alla mutazione del R. P. Provinciale, cioè di pregarla umilmente a rilasciarcelo per un triennio... ».

24. — « Sono giunte pur troppo le querele: e peggio dovrebbero dire se volessero dir tutto quel che merito. Buon per questa Provincia che ieri è spirato il mio termine! » (Lettre au P. Général, 2 octobre 1832).

25. — « Ma, Padre mio, mentre Vostra Reverenza sta costì, Napoli non lascia di dar gran pensiero. Per quanto ci abbia scritto sullo stato economico colà, e su quanto il P. Procuratore aveva detto dell'avanzo di quest' ultimo anno, pare che di fatto quell' avanzo fosse solo *in spe* ». (Lettre du 24 janvier 1833).

26. — « Ella mi domanda decisione su di un affare oscurissimo a me, e nel quale Ella stessa resta dubbiosissima: nè le tante cose scritte han fatto finora che accrescere a me l'oscurità e le dubbiezze. Per questo, con parere dei padri Assistenti son venuto

nella determinazione di mandare un Padre pratico del nostro Istituto e di affari anche economici, il quale non prevenuto nè per una parte nè per l'altra, veda tutto, senta tutti, e mi raggiugli, onde si prendano quei partiti che sembreranno più atti e più sicuri all' intento. Questi sarà il P. Giuseppe Ferrari, Rettore del Convitto de' Nobili, il quale verrà costà in qualità di Visitatore. Egli partirà di qua lunedì prossimo, avendo per compagno il P. Patrizi. S' intende che, essendo tutto affare interno e domestico, non se ne deve parlar fuori, il che molto mi sta a cuore. Sono poi certo che tal determinazione nostra non dispiacerà punto a V. R. essendo cosa conforme agli usi della Compagnia. Ed avessi pure degli uomini atti e da potersi mettere in libertà : non saria sola la Napoletana, alla quale manderei un Visitatore ». (Lettre du P. Roothaan au P. Taparelli, 13 avril 1833).

27. — Sur ce Père, cf. *supra*, p. 283, note 189, et p. 36.

28. — Détail curieux : si des constructions ont été commencées, qu'on les détruise, afin d'enlever jusqu'à la tentation de les continuer.

29. — « Prima di tutto La ringrazio del Visitatore, che non solo non mi fa dispiacere, ma mi dà speranza di molto bene *ad maiorem Dei gloriam* ».

30. — « ...il sapersi qui *passim* le maniere adoperate dal P. Sordi (certamente senza saputa del P. Provinciale) perchè fosse prolungato il di lui governo : e il fine per cui il Sordi adoperò con tanto ardore, cioè perchè sotto un altro Provinciale non cadesse l'impero suo e del suo Peripatetismo, ha molto contribuito a vieppiù esasperare gli spiriti ». Cf. ce passage du rapport de Patrizi : « Il P. Sordi fu l'inventore della macchina adoperata perchè il P. Provinciale al termine del suo triennio non fosse rimosso da Napoli, quantunque tutta la Provincia sospirasse tal rimozione. Egli fu che con grande impegno, e rappresentando iperbolicamente la necessità del P. Taparelli per il bene di questa Provincia ed i danni conseguenti alla sua rimozione, procurò che alcuni scrivessero a Nostro Padre, ma non poté ciò ottenere nè pure da tutti quelli che erano i più addetti al P. Provinciale ».

31. — « È venuto il tempo in cui credo di dover sgravare Vostra Reverenza del carico di cotesto governo sostenuto già oltre il triennio. Il P. Ferrari è destinato suo successore, per cui acchiudo qui la patente, che Vostra Reverenza favorirà di rimettere al detto P. Visitatore, facendo pure conoscere questa disposizione a' Superiori, ecc. Vostra Reverenza poi avrà per qualche tempo ciò che desiderava da un pezzo, cioè la vita di semplice operaio, ufficio da esercitare secondo le sue forze nella Provincia di Sicilia, alla quale Vostra Reverenza viene accordata *ad tempus*. Ne scrivo con questo stesso ordinario al P. Spedaliere Provinciale. Le auguro un felice viaggio, e che la sua salute vada anche migliorando con questo cambiamento, come è avvenuto ne' cambiamenti passati ». P., p. 109-110.

32. — Ce *tempus* indéterminé dura environ dix-sept ans. — Le P. Narbone écrit à propos de cette arrivée et de ce séjour : « La fama che n'era precorsa teneva i Nostri nell' aspettazione di tant' uomo ; ma la presenza, maggiore della stessa fama, superò di assai l'aspettazione ; tanto fù esemplare la vita e lodevole ogni suo fare ». (*Annali Siculi della Compagnia di Gesù*, etc. Palermo, au § 4 de l'année 1833).

33. — Cf. *supra*, p. 28 et p. 40.

34. — « Mi permetta che Le ricordi con quest' occasione il desiderio che Le manifestai altre volte di faticare alle Missioni tra gl'Infedeli ovunque la santa obbedienza si degnasse spedirmi. Ella dirà che sono incapace e per lo spirito che è debole, e pel corpo che non è forte, *ma non est abbreviata manus Domini*, e questo mi basta a fidar in lui. Aggiungerei molto in questa materia, ma spero che la carità della Paternità Vostra supplirà e ciò ch'io taccio per angustia di tempo ». P., p. 110.

35. — Cf. C.C. 1^{er} décembre 1928, p. 408.

36. — Sur cette période on pourra consulter les volumes III, IV et V des : *Annali Siculi della C. di G. compilati dal P. Alessio Narbone di C. di G. dall' anno 1805 al 1859 pubblicati e continuati sino a' giorni nostri dal P. Gaetano Filiti, di m. C.* Palermo. Stab. Tip. G. Bondi e C. 1906 ; 6 vol. — Le P. Narbone (1789-1860) excelle dans le genre laudatif ; peut-être n'a-t-il pas toujours l'esprit critique désirable. — Cf. également Leanza, S. J., *I Gesuiti in Sicilia nel secolo XIX*, Palermo, Tip. F. Lugaro, 1914.

37. — *Via Toledo* (aujourd'hui *Vittorio-Emanuele*), près de la cathédrale ; les locaux sont occupés par le lycée Victor-Emmanuel et par la Bibliothèque Nationale.

38. — Cf. *supra*, p. 27.

39. — *Cenni elementari di grammatica francese per uso de' giovinetti*. Palermo, 1838, in-12° (sans indication d'auteur) ; 2^e éd., revue et augmentée, 1845 ; 3^e éd. augmentée, 1850.

40. — « ...la più parte giovani avanzati in età, belli spiriti, barbuti e bisbetici, che vengono fra noi, e si mansuefanno, e ci rispettano ; sono settarii, sono giacobini, sono carbonari... ».

41. — « Hinc etiam est effectum, ut alumni, quos Taparellius in Sicilia ad sapientiam effinxit, plurimo apud omnes in honore essent ; quique adhuc supersunt, et in huius insulæ athenæis rem philosophicam profituntur, optime audiant, excellentissimi habeantur, et digito commonstrentur », et il ajoute en note : « hoc rescivi a Vincentio, fratre meo, in athenæo Catanensi historiarum tradendæ doctore decuriali » *Op. cit.*, p. 306 et 314. L'ouvrage date de 1906.

42. — Cf. Bibliographie, et *infra*, p. 175.

43. — Vu cette variété d'occupations, on comprend difficilement comment Casagrandi (*Op. cit.*, p. 305) a pu écrire : « ...otium copiosissimum nactus desiderio obsequendi suo, ad penitissimas philosophiæ rationes expendendas totus incubuit... ».

44. — P., p. 113.

45. — Cf. *infra*, p. 70 et suiv.

46. — « ...nella sua cella ...dove non si stava mai mezz' ora senza una seccata nuova : pensare un galantuomo che sta scrivendo, verbigratzia, del diritto naturale — dirindindin ! una scampanellata. Che succede ? C'è mezz' ora da insegnar la grammatica francese ai ragazzi. Amen. Si va a insegnar la grammatica. Poi si torna e si riprende l'idea lasciata a mezzo, del diritto naturale. Passano tre quarti d'ora. Dirindindin ! Da capo ! C'è il triduo o la novena in chiesa per san Stanislao Kostka o simili. Amen. Si va alla novena. Poi si torna e si riattacca il diritto naturale. Dopo dieci minuti, tocc., tocc, all'uscio. *Deo gratias*. Risposto colla voce a strascico e nel naso : *Entrate*, è un novizio che domanda consiglio su una distrazione durante la messa, o uno scolare che non sa se ancora si scrive con l'acca o senza l'acca !... ». (*I miei Ricordi*, éd. cit., p. 91).

47. — Cf. *infra*, p. 128 et suiv.

48. — « ...Panormi quum degeret, dum civitas, morbo asiatico laborabat, caritatis igne æstuans, ære collecto, amplam domum paravit, in quam lue afflatus recepit, iisque, male firmus et ipse, continenter affluit præsens, eosdemque omnigeno solatio recreavit. Quo egregio facinore tota civitas est commota, omniumque animos stupor opplevit ». (Casagrandi, *op. cit.*, p. 306). Cf. C.C. Serie. V., vol. IV, p. 101. — Sur le rôle des jésuites pendant le choléra de 1837, voir : *La Celere* (journal officiel de Palerme), 19 juillet et 23 août 1837 ; Sansone, *Gli avvenimenti del 1837 in Sicilia*. Palermo, 1890, p. 67.

49. — Lettre du 20 janvier ; en italien. — Cf. *supra*, p. 68.

50. — Cf. *supra*, p. 28.

51. — Cf. *supra*, p. 40.

52. — « Oh ! se il bisogno di un po' di distrazione ti portasse in Sicilia, quanto godrei, caro mio, nel riabbracciarti dopo tant' anni ! Pensaci, chi sa che un po' di viaggio non giovasse a ristoro del corpo e a ricreazione dell' animo ...Se mai accettassi la proposta del viaggio in Sicilia, vorrei saperlo, per trovarti casa vicina a me, onde vederci più facilmente ». (Lettre du 19 novembre, P., p. 111).

53. — Survenue le 20 septembre, après trois ans de mariage. Cf. *supra*, p. 13. Le P. Taparelli ne l'avait pas connue.

54. — Il ne faisait d'ailleurs que renouveler une proposition plus ancienne : « ...vi è speranza che vegnate a Palermo entrambi secondo gli antichi progetti ? Ora sarebbe il momento : un viaggetto è ottimo sollievo nelle afflizioni (se pure vale sollievo terreno), e colla facilità dei vapori di venire a Palermo è ormai veramente un *viaggetto* ». (Lettre du 18 août, P., p. 117-118).

55. — Cf. *supra*, p. 11.

56. — « Ti ricordo che un viaggio in Sicilia è cosa ormai agevolissima pei vapori,

e a te potrebbe essere utile ; possibile che abbia a girmene all' altro mondo senza più rivederti ? Roberto mi dà qualche speranza, accoppiati a lui ». (Lettre à Massimo, du 8 novembre 1841, P., p. 119).

57. — Giorgio Briano. *Lettere di Massimo D'Azeglio al fratello Roberto*. Milano, 1872, p. 33.

58. — Cf. *supra*, p. 13.

59. — Cf. l'article de Marcus De Rubris, paru dans le *Giornale di Sicilia*, 7 settembre 1933, sous le titre : *Con Massimo a Palermo nel '42*.

60. — Marie-Caroline-Ferdinande-Louise de Naples, duchesse de Berry, mère du comte de Chambord, était la fille aînée du roi de Naples François I^{er}. Elle naquit à Palerme en 1798. Enfermée au château de Blaye après sa tentative de soulèvement en 1832, elle fut bientôt remise en liberté et se retira quelque temps à Palerme. — J'ignore pourquoi le P. Taparelli était réputé son cousin.

61. — Briano, *op. cit.*, p. 35 et suiv.

62. — « ...ogni giorno dopo pranzo ho occasione di ricordarmi di voi quando vado a fare la mia equitazione, giacchè col danaro che mi mandaste ho comprata una buona muletta e più non cammino sulla vecchia e quasi zoppa di cui mi volsi per otto anni ». (Lettre du P. Taparelli à Roberto, 18 août 1841, P., p. 118).

63. — *Saggio di Dritto naturale*, cf. Bibliographie.

64. — Cf. *infra*, p. 132 et suiv.

65. — 21 février 1842, P., p. 121 et suiv.

66. — Ils ne s'étaient pas vus depuis quinze ans : « Venne qui in questi giorni mio fratello Massimo e mi trattò come si tratta un fratello non più veduto da quindici anni ». (Lettre du P. Taparelli au P. Roothaan, 28 février 1842, P., p. 123).

67. — Même invitation après le second séjour de Massimo (cf. *infra*, p. 73) : « conviene che ... venga a trovarmi, e a veder la Sicilia che ti profumerebbe d'incensi, come ha fatto con M [assimo] ». (Lettre du 23 octobre 1842, P., p. 133). *Idem*, par l'intermédiaire de Massimo : « Quanto volentieri rivedrei Roberto ! Digli quanto vorrei dirgli o quanto ti dice per me il tuo cuore, chè non dirai mai troppo ; ma specialmente digli che venga teço a Palermo ». (Lettre de décembre 1842, P., p. 134).

68. — Cf. Bibliographie.

69. — Cf. *supra*, p. 71. — Un autre bienfait de Massimo fut de lui procurer un amanuense écrivant sous sa dictée, afin d'épargner ses mauvais yeux (Cf. lettres de Taparelli à Roberto, 20 mai et 22 août 1842, P., p. 126 et 129).

70. — « ...le dica quanto mi è dolce la memoria di quei pochi giorni che passammo insieme a Palermo, quando essa venne a fare sotto di me gli esercizi spirituali : e quelle buone monache alle quali io predicava rimasero tanto edificate delle sua assiduità e devozione ». (Lettre du P. Taparelli à C. Cantù, 25 février 1856, P., p. 600).

71. — Marcus De Rubris. *Il primo viaggio di Massimo D'Azeglio in Sicilia*, dans le *Secolo XX*, juillet 1928.

72. — Briano, *op. cit.*, p. 40 et suiv. Lettre du 28 mars 1842.

73. — Le P. Taparelli défend ses supérieurs : « Massimo ha preso qualche equivoco, non nella cosa, ma nella cagione, immaginandosi che il mio freddo nascesse da poca premura di chi dovrebbe provvedervi ». (Lettre à Roberto, 20 mai 1842, P., p. 126).

74. — « ...i piedi non sapeva come scaldarseli, ed i suoi superiori neppur essi sapevan trovar modo non pel mal volere o negligenza... ».

75. — Cf. *supra*, p. 70.

76. — Le *violiccembalo*, cf. *supra*, p. 71 et 72.

77. — « ...Maxime a demandé aux pères jésuites de Palerme l'autorisation d'amener l'oncle Prosper à Milan pour le reposer et le faire changer d'air. Ton père lui a écrit de venir nous voir au Roc*. Mais si cela ne se combinait pas il irait le voir à Milan ». (Lettre, en français, de Constance D'Azeglio à son fils Emmanuel, 11 mai 1842, dans : *Souvenirs historiques de la marquise Constance D'Azeglio née Alfieri* (1835-1861). Turin, Bocca, 1884, p. 43).

* Roccolo di Busca, château situé entre Saluces et Coni.

78. — P., p. 123-124.

79. — En réalité, le P. Taparelli aurait surtout voulu d'abord ramener Massimo à la foi : « ...Per scemargli il lavoro [une recherche métaphysique longue et laborieuse]

io avea chiesta la gita a Milano, più assai che per Luisa, giacchè questa gli terrebbe dietro ben presto ». (Lettre à Roberto, 23 octobre 1842, P., p. 133).

80. — Cf. *supra*, p. 13.

81. — Lettre du 8 mars 1842, P., p. 125. — « In quanto a me non ho per ora speranza di viaggiare come ho scritto a Massimo... ». (Lettre du P. Taparelli à Roberto, 20 mai 1842, P., p. 126). — « Le général des jésuites n'a point permis à l'oncle Prospero de quitter Palerme ». (Lettre de Constance D'Azeglio à son fils, 15 juin 1842, *op. cit.*, p. 47).

82. — Cf. (malgré certaines inexactitudes) Guido Bustico, *Massimo D'Azeglio e la Sicilia*, dans : *Fanfulla della Domenica*, 9 août 1914, article reproduit dans : *Archivio Storico per la Sicilia orientale*, a. XIII, 1-2, 1916, p. 170 et suiv.

83. — Giulio Carcano, *Lettere di Massimo D'Azeglio a sua moglie Luisa Blonde Milano*, 1870, p. 81 et suiv.

84. — Lettre du 22 juillet. — Cf. lettre, en français, du P. Taparelli à Luisa, du 3 août 1842 : « ...J'ai bien regretté de ne pas vous voir avec Max^e d'autant plus l'espoir de Milan ayant échoué. Au reste ce cher frère m'en a compensé autant qu'il a pu : car on peut dire que nous avons passé ces jours presque toujours ensemble, même à promenade car il a pris son ânesse pour faire avec moi l'équitation. Et hier un grand dîner est venu couronner l'œuvre. Mais enfin les voilà passés ces beaux jours et *qui pis est*, même ce beau dîner : car enfin tout passe en ce monde. C'est dans l'autre que le banquet sera éternel, et c'est là que je vous invite pour vous rendre la pareille à peu de frais. Oh ! ma bonne sœur, puissiez-vous vous y rendre fidèlement, car c'est là que je pourrai jouir de votre conversation tout à mon aise, même sans la permission du P. Général. Prenez donc garde à bien choisir la voiture, et le conducteur. En attendant je prie de tout mon cœur et continuellement pour vous ». (Eugenio Di Carlo. *Lettere inedite del P. L. Taparelli D'Azeglio a Luisa e Massimo D'Azeglio*. Estratto dalla *Rassegna Storica del Risorgimento*. Anno XIV, fasc. II. Anno 1927. Aquila. Officine grafiche Vecchioni, 1927, p. 7 et 8). — Quelques années plus tard, Louise lui écrit de son côté : « Si le voyage de Palerme n'était pas si long pour des femmes seules, avec quelle joie nous irions Rina* et moi passer l'hiver près de vous ». (Livourne, le 10 septembre 49, *ibid.*, p. 16). Elle ne faisait que répondre à cette invitation du 20 août 1849 : « ...Voi con Rina e coi Villamarina** vi mettete in barca, e venite a visitare Segesta, e le tante altre belle cose non vedute la prima volta e tra le altre belle cose vedrete anche il Padre Taparelli colla sua mula, e le darete di vostra mano un qualche zuccherino... ». (*Ibid.*, p. 13-14).

* Fille de Massimo et de sa première femme Giulia Manzoni.

** Cf. *supra*, p. 16.

85. — Lettre du 25 juillet.

86. — Le *violicebalo*, plusieurs fois cité.

87. — Lettre du 28 juillet.

88. — Vico Equense, sur la côte, à quelques kilomètres au N.-E. de Sorrente.

89. — Le *violicebalo*, comme ci-dessus.

90. — Du *Saggio*, cf. Bibliographie.

91. — La fête de Saint Ignace de Loyola est le 31 juillet.

92. — Franco Maccagnone, prince de Granatelli, fondateur des *Effemeridi scientifiche e letterarie*, président de l'Académie des Sciences, l'écrivain Michele Amari et Gaetano Daita. étaient des amis de Massimo.

93. — Lettre du 1^{er} août.

94. — Cf. *Sicilia ! Sicilia ! L'ultimo Ritorno di Azeglio*, par Marcus De Rubris, dans le *Giornale di Sicilia*, 12 octobre 1933.

95. — A part ces quelques lignes à Emmanuel D'Azeglio : « ...in Sicilia dove passai un mese a far ballare sulle ginocchia il tuo Reverendo Zio*, disputando con lui di metafisica, di dogma politico, ecc. Sulle quali cose siamo interamente d'opposto parere e ci vogliamo bene come se fosse il contrario. In novembre lasciai Palermo, tornai a Napoli... ». (*Lettere inedite di Massimo D'Azeglio al Marchese Emanuele D'Azeglio*, documentate a cura di Nicomede Bianchi. Torino. Roux e Favale, 1883. Lett. IV, Roma, 23 agosto 1845, p. 12).

* Le destinataire dit en note que son oncle était alors *provincial* à Palerme, ce qui est erroné.

96. — Carcano, *op. cit.*, p. 147.

97. — « Ecco, caro Massimo, una lunga conversazione, e di quelle confidenziali che facevamo in Palermo, o nella nostra villeggiatura di Paternò ». (Lettre du P. Taparelli à Massimo, 30 octobre 1852, P., p. 353). Il s'agit d'une ancienne maison de campagne des princes de Paternò.

98. — Vito Beltrani (1805-1885), patriote sicilien, né à Trapani, fondateur de *La falce*, journal libéral, collaborateur du *Parlamento*, l'un des organisateurs de la révolution de janvier 1848. — Sur Granatelli, cf. *supra*, p. 301, note 92.

99. — Voir les deux lettres à Roberto du 17 octobre et du 30 novembre 1844, dans P., p. 157-160.

100. — Sans effet : « J'ai été quelques jours à Naples pour guérir mes yeux ; mais ils sont *tels quels* ». (Lettre de Taparelli à sa belle-sœur Luisa, Palerme, 25 juillet 1845. Di Carlo, *Lettere inedite*, etc., p. 11).

101. — « Non vorrei ch'essendo colà, mi si faccia qualche imboscata da quel P. Provinciale, domandandolo a V. P. per tenerselo per la sua Provincia. A V. P. mi raccomandando affinché quest'atto di carità [le fait d'avoir envoyé Taparelli se faire soigner les yeux] non venga a costarmi la perdita di tanto soggetto, il quale per altro deve la sua vita e salute a questa Provincia ». (Lettre du P. Spedalieri au P. Roothaan, 15 mai 1845, citée par P., p. 167, note 2).

102. — Palermo. An. I, fasc. 3, luglio. 1845.

103. — Il n'est peut-être pas téméraire de penser que Taparelli avait eu connaissance de cet ouvrage grâce à un comte russe qu'il avait reçu à Palerme au mois d'avril. Le P. Roothaan, en lui écrivant le 22 avril 1845 (P., p. 163), lui recommandait ce visiteur de marque, porteur de la lettre : « Il presente Sig. Conte Szuwadow, dalla sua conversione dato alla pietà la più soda, è ancora costretto a serbare il segreto riguardo alla conversione sua e della famiglia. Già V. R. trattandolo lo conoscerà per quel che è, onde non occorre che faccia più parole per raccomandarglielo, lui ed i suoi ». — Le P. Pirri (*ibid.*, note 2) voit dans ce nom de Szuwadow une déformation de Schouvaloff (ce célèbre converti, né en 1804 à Saint-Petersbourg, mort à Paris, religieux barnabite, en 1859, avait abjuré le schisme le 6 janvier 1843 entre les mains du P. de Ravignan, en présence de M^{me} Swetchine et du prince Galitzin). Cela paraît très vraisemblable, vu qu'en 1859 Schouvaloff fit hommage de son livre, *Ma conversion et ma vocation*, au P. Taparelli, avec une dédicace autographe, et qu'à la page 267 (3^e éd.) de l'ouvrage, on lit : « Il m'est doux de nommer, parmi ces hommes apostoliques dont Dieu s'est servi pour avancer en moi son œuvre, le R. P. de Villefort et le R. P. Taparelli D'Azeglio, tous deux de la Compagnie de Jésus. Ils savent que mon cœur leur est reconnaissant ». — De son côté, le P. Taparelli écrivit de lui à Massimo le 12 avril 1857 : « ...Per quanto io l'abbia conosciuto già ottimo o cattolico in Palermo... (Di Carlo, *Un carteggio*, etc., p. 126). — Toutefois il est difficile d'admettre que le P. Roothaan, qui avait séjourné tant d'années en Russie, était incapable d'orthographe ce nom. Je crois donc qu'il s'agit plutôt d'une lecture défectueuse. (L'original de la lettre est aux Archives générales de la Compagnie de Jésus).

104. — Sur ce voyage impérial en Sicile, cf. : L'Olivuzza. *Ricordo del soggiorno della Corte imperiale russa in Palermo nell' inverno 1845-6*. Palermo, 1846.

105. — « ...non essendo io profeta, non potei scrivere in giugno mirando agli eventi di novembre ». (Lettre de Taparelli au P. Roothaan, 18 janvier 1846, P., p. 180).

106. — « ...si è menato qualche rumore, dicendomi chi arrestato, chi bandito, chi decapitato ». (*Ibid.*).

107. — « ...auch soll Taparelli in der ersten Zeit des Aufenthalts der Russen hieselbst sich nach einem andern Jesuitenkloster in Messina begeben haben ». (Neigebaur, *Sicilien, dessen politische Entwicklung und jetziger Zustände*. Leipzig, 1848, p. 362).

NOTES DU CHAPITRE IV

Au tournant de l'Histoire (cf. *supra*, p. 77 et suiv.)

1. — Lettre du 17 juillet 1844 à Gioberti. P., p. 155-156.
2. — *Saggio*, II, p. 384 et suiv.
3. — La définition que Taparelli donne de la nation, et, par suite, de la nationalité, est insuffisante. Cf. la critique de chacun des éléments constitutifs proposés, dans : *La Communauté des Puissances*, par Y. de la Brière. Bibliothèque des Archives de Philosophie. Paris, Beauchesne, 1932, p. 58 et suiv. (L'auteur indique ensuite en quoi consiste positivement la nationalité : p. 67 et suiv.). — « ...La voce nazione significa l'unità di schiatta, di lingua, di istituzioni donde germina una tal quale unità di affetti, d'interessi, e si prepara l'unità di territorio ». (Taparelli, dans *Gli ospiti di Casorate*, qui seront cités plus bas). Les mots soulignés (par nous) dégagent un élément psychologique complétant fort heureusement les précédents. En réalité, l'indice révélateur de la nationalité est l'existence d'une conscience nationale (*Cogito, ergo sum !*) qui se traduit en ce que Renan appelle « un plébiscite de tous les jours ». (*Qu'est-ce qu'une nation ?* Conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882 ; *Discours et conférences*, Paris, 1887, p. 307). Mais cette conscience repose sur des supports très variables (historiques, géographiques, linguistiques, etc.) et nous sommes en présence de « cas d'espèce ». On lira avec intérêt sur ce sujet les excellentes pages (94-98) de Gaston Paris (*La Chanson de Roland et la nationalité française*, leçon d'ouverture faite au Collège de France le 8 décembre 1870 ; qu'on remarque la date : Paris était investi depuis le 18 septembre ; publiée dans *La Poésie du Moyen Age*, Paris, Hachette, 4^e éd. 1899, tome I^{er}), où l'on trouve (p. 97) cette formule saisissante : « La nation n'existe réellement que quand elle aime et qu'elle est aimée ». — L'« âme » nationale, d'après René Pinon, échappe à l'analyse scientifique (*Histoire diplomatique*, tome IX de l'*Histoire de la Nation française* de Gabriel Hanotaux, p. 4 et 5). C'est le cas de dire avec La Fontaine que « tout est mystère dans l'Amour » (*L'Amour et la Folie*). Cf. cette comparaison d'Abel Hermant : « Les peuples ne sont, pas plus que les individus, dans le secret de leur conception, de leur naissance et de leur premier développement. Ils sont depuis longtemps quand ils s'aperçoivent qu'ils sont, et si ce n'est jouer sur les mots, on peut dire qu'ils n'y sont pour rien. Selon l'étrange formule à la mode parmi les désespérés romantiques, ils n'avaient pas demandé à naître ». (*Revue des Questions de Défense nationale*, t. III, 1-2, février 1940).
4. — Il est évident qu'identifier purement et simplement nationalité et indépendance politique, ce serait *ipso facto* couper à la racine tout le pouvoir dynamique du fameux principe des nationalités : en réalité, si sous une domination étrangère la nationalité du peuple opprimé peut subsister encore, c'est qu'elle est distincte de l'indépendance.
5. — Conceptions exactement concordantes dans Y. de la Brière, *op. cit.*, p. 70-83.
6. — « ...l'universale infortunio di tutto l'ordine sociale che necessariamente seguirebbe tostochè il preteso principio delle nazionalità venisse ciecamente inghiottito, così oscuro, confuso e indigesto come gli agitatori lo presentano ». (Taparelli, dans C.C. Serie II, vol. X, p. 15, *Il Supertore*). — Le professeur Henri Hauser est d'accord sur ce dernier point avec Taparelli, lui qui n'hésite pas à déclarer que le principe des nationalités « est le type de ce que l'on peut appeler une fausse idée claire ». (*Le Principe des nationalités*. Ses origines historiques. Paris, Alcan. 1916, in-8°, p. 1). — Cf. dans Y. de la Brière, *op. cit.*, p. 80-81, le rapport de la Commission sur le différend entre la Suède et la Finlande à propos de la souveraineté des îles d'Aland soumis à la Société des Nations en 1921.
7. — Il ne faut pas confondre le droit à la nationalité, dont il va être question ici, avec le droit de la nationalité, qui était celui du cas précédent. (Cf. *Gli Ospiti di Casorate*, cités *infra* dans la note 9, *passim*).
8. — « ...le plébiscite ne suffit pas pour justifier à lui seul la cession ; ce serait procla-

mer le droit de sécession. Il y a un droit de l'État représentant l'ensemble de la nation, à côté de celui de la race ou de la nationalité qui veut se séparer ». (Le Fur, *Précis de Droit international public*. Paris, Dalloz, 1931, p. 371).

9. — En 1853, Taparelli fit un exposé lumineux de ces mêmes idées dans une série d'articles, très importants, de la *Civiltà Cattolica*, intitulés : *Gli ospiti di Casorate, o la Nazionalità*. (C.C., Serie II, vol I, p. 21, sq. ; 148, sq. ; 275, sq. ; 507, sq. ; 648, sq et vol. II, p. 113, sq.). Un lieutenant d'artillerie piémontais, après la journée de Milan, poursuivi, échappe aux paysans ruinés par la guerre qui le traquent, et se réfugie au presbytère de Casorate, qui avait déjà recueilli un capitaine autrichien blessé. La conversation s'engage entre les deux officiers ennemis et le curé. Le procédé littéraire est factice, mais le dialogue est vivant, intéressant. On devine, et ceci est maladroit, que l'Autrichien est censé représenter l'opinion de l'auteur, qui bouscule les préjugés de ses contemporains. Le capitaine pousse la complaisance (... pour les lecteurs de la *Civiltà*) jusqu'à remettre à son interlocuteur piémontais un résumé écrit. — Charles Dejob, dans un article qui dément quelque peu son titre : *Deux Piémontais qui valent mieux que leur réputation*, le P. Taparelli D'Azeglio et le comte Solaro Margherita (dans : *Feuilles d'Histoire du XVII^e au XX^e siècle*, 6^e année, tome XII, n° s. 3-6, 1^{er} septembre-1^{er} décembre 1914, p. 230-231) a, selon moi, jugé très injustement ces articles et il ne me semble pas exempt de l'ingénuité qu'il reproche si légèrement à Taparelli. Pour dépasser les apparences, un peu étonnantes, je l'avoue, il lui manquait sans doute un commerce assez prolongé avec la pensée profonde de Taparelli. Ce point particulier fait partie d'un vaste ensemble doctrinal auquel il faut être initié.

10. — « ...questa persuasione mi aveva quasi messa la tentazione d'offrirla come articolo all'*Antologia*, ma oltrechè dubito che essa non accetterebbe merci gesuitiche, mi scoraggi affatto ciò che mi scrivi sulla condizione dei collaboratori, che sono le *migliori penne d'Italia*. » La mia non è certo di queste, almeno a parer de' librai e dell' Autore ». (Lettre à Roberto, 28 janvier 1847, P., p. 206). — En réalité, ce qui le fit renoncer à ce projet, ce fut, plutôt que la crainte d'un refus ou l'humilité, l'interdiction de ses supérieurs : cf. *infra*.

* Roberto, de qui Taparelli tenait cette appréciation, y avait fait paraître un article sur Paul IV ! (tome I, p. 269 et suiv.)

11. — « ...i superiori non solo non ordinarono, ma vietarono da principio, quella stampa per non offendere nessun partito, e a stento me la permisero quando rappresentai che era da inserirsi come nota ». (Lettre à Roberto, avril 1857, P., p. 238).

12. — *Della Nazionalità*. Breve scrittura del P. Luigi Taparelli D'Azeglio, della Compagnia di Gesù. Genova. Tipog. Frat. Ponthenier. Presso Pietro Rattin, Librajo, strada Carlo Felice, 1847, 40 p., in-16°. — Une seconde édition, revue et augmentée, avec une réponse de l'auteur aux observations de Gioberti (cf. *infra*, p. 95) parut en 1849 à Florence : Presso Pietro Ducci, Tipografia Le Monnier, 90 p., in-16°.

13. — « M' ha sorpreso la notizia, giuntami d'altronde, che si sia forse già stampata sola la nota sulla Nazionalità, spedita da me per aggiungerla al IV volume del *Saggio di Dritto Naturale* che doveva ristamparsi costì. Come vedi potrai leggerla prima di me e scrivo immediatamente che ti venga recapitata, se è pubblicata ; confesso però che non so qual forza avrà isolata così da tutte le teorie, da cui dovrà ricevere sostegno nell'atto di recarvi compimento. Ardisco però sperare che non dispiaccia anche a chi pensa altrimenti, giacchè mira ad un intento santissimo, a conciliare nelle idee di giustizia i dispareri di ordine politico, il che sarebbe gran bene per la *comun nostra patria* ». (Lettre, déjà citée, à Roberto, 28 janvier 1847) ; — « ...è un fatto che la stampa isolata comparve prima ch' io lo sapessi e con mia meraviglia ». (Lettre citée *supra* dans la note 11).

14. — On a dit que le cardinal Mastai-Ferretti, évêque d'Imola, qui devait le 16 juin 1846 devenir pape sous le nom de Pie IX, avait applaudi à cet ouvrage de Massimo D'Azeglio (cf. Thureau-Dangin, *Histoire de la Monarchie de Juillet*, tome VII, p. 221 : « en venant au Conclave, il avait prié un de ses diocésains de lui donner le *Primaio*, les *Speranze d'Italia*, et les *Casi di Romagna* pour « faire hommage, disait-il, de ces beaux livres au nouveau pape ».). Mais un passage d'une lettre adressée le 19 avril 1846 par le cardinal Mastai au Général des Jésuites permet de nuancer cette affirmation : « Ho sotto gli occhi un opuscolo del M. se Massimo D'Azeglio stampato quest'

anno contro il Governo Pontificio. Fra le molte menzogne e calunnie sfrontate, dice qualche verità. Non è empio perchè nulla dice contro la Religione, e si protesta cattolico. Solo è agitato dalla febbre italiana, e se i suoi compagni d'idee gli danno retta avrem un bene, e un male. Il bene sarà di non aver sommosse e sedizioni che Egli condanna, e un male di avere un profluvio di scritti che protestino, criticchino, e condannino il Governo ». (Cité dans une lettre du P. Giovanni A. Grassi au P. Taparelli, 23 avril 1846, P., p. 182).

15. — *Degli ultimi casi di Romagna*. Riflessioni. Italia, Gennaio, 1846.

16. — 26 avril 1846, P., p. 182 et suiv.

17. — « Quando pubblicasti il *Fieramosca**, Mamma mi scrisse d'averti chiesto in grazia che mi mostrassi i tuoi manoscritti prima di pubblicarli, e m' imponea di dirtene chiaro il mio parere. Io taqui teco pel *Niccolò*** ; ma i *Casi* mi persuadono a parlare : poss' io sperare che non ne avrai dispiacere ? Se non ci amassimo così davvero potrei temere : ma anche allora Mamma mi difenderebbe, almeno dalla taccia d'arroganza, avendomene imposto il dovere ».

* *Ettore Fieramosca*, paru en 1833.

** *Nicolo de' Lapi*, paru en 1841.

18. — « ...ti parlo da amico e fratello, che crede aver dei dritti sul tuo cuore, senza averne alcuno sul tuo intelletto. Come tale nulla chiedo per me, ma solo ti ricordo le ultime volontà di una Madre che amasti e che ti amò : volontà che per me son leggi che mi obbligano, e scusa che mi protegge. Oimè ! caro M [assimo], il nome di Mamma ricorda al mio cuore un altro non men caro nome, il nome di un Padre che tutto offerse, e vita e famiglia, per difendere quel sacro potere, contro del quale osasti invocare il nome che redasti e l'educazione che ricevesti da lui.* Oh, se in quella tomba scendesse il tuo libretto e gli dicesse come tu intendi l'onore e la Patria, di che immensa amarezza lo colmerebbe, e qual ricambio ne avrebbe di mentita fulminante e di tremenda maledizione ! Ma lasciamo codeste tristi idee. Della mia domanda fa il conto che vuoi : ti prego solo rispondermi per assicurarmi che non ti avesti a male il franco mio parlare, e che mi ami come io ti amo : oh se sapessi quanto ! ».

* Allusion à un passage des *Ultimi Casi* : p. 52-53 de l'édition de 1846.

19. — « ...Prospero m' ha scritto una lunga lettera sul mio libro, lettera affettuosa, e da quell' ottimo uomo che è... Ho letta la sua lettera a Balbo, a Roberto, a Lisio (che è guarito) e ad altri : tutti hanno trovato che la lettera era bella, affettuosa, ma debole di raziocinio. Ho fatto una lunga risposta, che è stata approvata dai suddetti, e che, appena avrò finito di ricopiare, spedirò ». (Lettre de Massimo à sa femme, 13 juin 1846, dans Carcano, *op. cit.*, p. 234).

20. — Dans P., p. 187 et suiv. Le texte imprimé comprend sept pages.

21. — P., p. 194 et suiv.

22. — Du 5 juillet 1836, peut-être unie à la précédente. P., p. 198, note 1.

23. — Massimo, en aucune hypothèse, n'aurait dû se plaindre, car c'est lui-même qui jadis avait voulu provoquer une discussion ; pourquòi donc regrettait-il d'être exaucé ? : « Se poi anche... intendi stampare qualche cosa contro il mio opuscolo non solo non l'avrò per male, me l'avrò caro potendo dire allora, d'aver ottenuto uno dei fini che mi proposi ed espressi appunto nel mio scritto, quello di dar la spinta alla discussione. E ti ripeto qui quello che ho stampato, che benedirò la mano che mi mostri aver io errato, a patto che trovi ed indichi strade migliori. Se accadesse tra noi questa discussione pubblica serviremmo forse di non inutile esempio di due avversari che s'amano, e non contrastano per altro fine che pel trionfo del vero ». (Lettre à Prospero, 15 juin 1846, P., p. 188). — « Mi si dice che v'è chi scrive una confutazione : tanto meglio : non ho altro desiderio che d'excitare la discussione ». (Lettre de Massimo à sa femme, 13 juin 1846, dans Carcano, *op. cit.*, p. 234).

Prospero lui avait répondu (3 juillet 1846, P., p. 195) qu'il n'avait pas l'intention d'entrer publiquement en lice : « Se avessi disegno di confutarti colle stampe, potrei qui arrestarmi, chè la discussione epistolare sarebbe inutile : ma siccome non ho tal voglia nè tempo (benchè ti confesso che, se potessi, lo farei volentieri appunto pel motivo da te indicato di mostrare che si può discutere per puro amor del vero)... ». Cependant, dans la même lettre, à propos de la question de l'indépendance, il ajoute : ...se potrò un di trovare agio, metterò a stampa qualche articolo sulla teoria astratta

della giustizia sociale in tal materia ; il quale *se non sarà confutazione del tuo libretto* [c'est moi qui souligne], sarà ...etc. ». Il faut voir là le premier dessein de la note sur la *Nazionalità*. Prosper revient sur ce même sujet de l'indépendance dans sa lettre du surlendemain à ses deux frères. (P., p. 200).

24. — En effet, dans les *Casi di Romagna*, Massimo D'Azeglio prêche sans cesse l'indépendance nationale : c'est un *leitmotiv*. Mais en réalité la Note de Prospero ne visait pas particulièrement les *Casi* ; elle était destinée à compléter le *Saggio*, dont elle appliquait les principes au cas de la nationalité.

25. — Du moins Massimo le croyait-il* : nous avons vu plus haut que Prospero n'était pour rien dans cette édition.

* « ...mai sin ora mio fratello s'è firmato altrimenti che P. Luigi Taparelli, della Compagnia di Gesù e qui s'è firmato Taparelli D'Azeglio. » (Lettre citée *infra*, de Massimo à Predari) ; « ...questa volta ha aggiunto D'Azeglio. » (Lettre de Massimo à sa femme, citée *infra*) ; « ...questa volta invece hanno messo Taparelli D'Azeglio per far l'antitesi, e procurar a noi il gusto di veder nostro nome insudiciato in queste porcherie. » (Lettre de Massimo à Roberto, citée *infra*. — Certains avaient conseillé à Taparelli de signer Luigi D'Azeglio la nouvelle édition de son *Saggio*. (Lettre de Taparelli à Roberto, 28 janvier 1847, P., p. 206).

26. — Natali (*Le basi geografiche della nazione italiana secondo il Gioberti*, dans *Vita Nuova*, 1928, a. IV, n. 7, p. 609) dit : « ...firmata semplicemente D'Azeglio », et il ajoute, quelques lignes plus bas, « ...che poteva anche da taluni ignari essere attribuita a lui » (Massimo). La première affirmation étant inexacte, la seconde, qui en est déduite, n'a pas de valeur : aucune confusion n'était possible entre Massimo D'Azeglio, qui avait abandonné le nom de Taparelli (cf. *I miei Ricordi*, éd. cit., p. 9-10), et le « P. Luigi Taparelli D'Azeglio, della Compagnia di Gesù », comme le porte le titre de l'opuscule incriminé.

27. — Francesco Predari, *I primi vagiti della libertà italiana in Piemonte*. Milano, 1861, p. 377 : « ...Se l'impegno de' Gesuiti è di finir di rovinarsi affatto bisogna ammirare la loro abilità. Si figuri che la conclusione finale è in favore dell' occupazione straniera, e negante il dritto di liberarsene. E per stampar questa dottrina, hanno scelto il momento attuale ! M' ha fatto gran dispiacere che abbiano scelto mio fratello per questa bell' impresa. Ma l'hanno fatto apposta... ».

28. — « Genova, 3 febbraio. — ...Il padre Taparelli me l'ha fatta grossa. Ha scritto un opuscolo sulla *Nazionalità*, stampato e pubblicato in Genova, pochi giorni fa, ed estratto dalla sua opera sul *Diritto naturale*. La conclusion d'una serie di sofismi e miserie scolastiche è, che non si ha il diritto di reconquistar l'indipendenza. Ti dico che è cosa da non credere ; e gli stessi ultra si fanno i segni di croce... Sul primo, mi son andato scervellando per capire come mai i Gesuiti volessero, per gusto, finir così di rovinarsi nell' opinione ; poi mi son detto : « Minchione ! è morto l'arcivescovo di Milano che non li voleva ; ci sono i quattordici milioni di Mellerio da beccare ; vogliono essere riammessi a Milano, e tornar a Brera : ci vuol poco a capirla ». Ma mi è stato di profondo dolore, che un mio fratello fosse strumento d'una tale infamia, e il mio nome vi fosse legato... Ti prego, e t' incarico di dire, a chi vorrai, che anco mio fratello lo credo buono, onesto, ma raggirato da chi non lo è, e reso complice delle loro birberie ; che poi, comunque sia, rinnego e detesto il suo opuscolo e la sua dottrina ; e se non fosse la sconvenienza d'una polemica domestica, gli risponderei in istampa ; ma spero vi sia chi lo faccia per me. Questa cosa m' ha messo la febbre addosso ; e scrivo ai quattro venti, perchè tutti sappiano il sudicio interesse che vi sta sotto : ma spero, anche senza la mia lettera, che quello che capisco io lo possano capir molti : e tu adopera la lingua più che puoi ». (Carcano, *op. cit.*, p. 273).

29. — Le cardinal Gaysruck, mort le 19 novembre 1846.

30. — Le comte Giacomo Mellerio, richissime milanais, était accusé par Gioberti (*Gesuita moderno*, IV, p. 107 et suiv.) de capter des héritages pour en faire bénéficier les ordres religieux, et en particulier les jésuites.

31. — Le célèbre *Palazzo Brera* avait jadis appartenu aux jésuites.

32. — Cf. *infra* sa lettre à Roberto.

33. — P., p. 15.

34. — Gioberti s'était rendu à Lausanne dès novembre 1846 pour y surveiller l'impression de son *Gesuita moderno*.

35. — « Mi fo doverosa premura di denunziare al di lei tribunale questo nuovo attentato gesuitico, ond' ella ne faccia quell' uso che meglio crederà conforme agli interessi del vero e del giusto, di cui ella è sì potente e sì nobile difensore ne' suoi scritti. A lei, che ha conosciuto * Prospero, non occorre dimostrare con quanta buona fede e schietta volontà egli s'introduca in tel quistione, stimando tutelare l'ordine e la legalità; e il di lei cuore elevato vorrà associarsi al dispiacere vero che tutti or provano gli amici di lui, e più noi suoi fratelli, nel vederlo farsi strumento a male pratiche, inscio lui, e forse avverso e costretto. Ma importa assai al trionfo della causa patria che il sofisma non si presenti sotto apparenza di verità a spauracchio de' semplici, de' timidi, e degl' ignoranti. Una dichiarazione di principii dimostrante la *legalità*, la *religiosità*, di chi opera per la *nationalità* e l'indipendenza Italiana, una tal dichiarazione scritta con quella maschia energia, con quella logica stringente, con quel magistero di stile che a lei solo appartiene, sarebbe, nelle circostanze in cui versa la cosa pubblica, un segnalato beneficio, un atto della massima importanza, perchè non solo a chi è di mezzo ai popoli ma a chi è in cima, sarebbe non solo conforto ma impulso la certezza d'agire conformemente alla giustizia, che è a dire alla volontà di Dio. Nissuno più di lei è capace di una sì santa e sì grandiosa opera, perchè alle cognizioni storiche e politiche ella aggiunge le filosofiche e teologiche, e il di lei carattere ecclesiastico, il notorio di lei amore alla santa nostra Religione doppierebbe forza ed efficacia ai di lei argomenti. E ne sarebbe rinfrancata l'azione di tanti cui pare e non pare operar rettamente immischiandosi al vasto moto che agita ora le menti e le volontà nella nostra penisola. Posso dirle che una tal opera è fervorosamente, universalmente desiderata, e desiderata da lei, per quell' universale stima e riverenza che a lei è tributata da tutti, fra cui non ultimo da me, che ardisco pregarnela quantunque non vi abbia nessun diritto che quello di tali sentimenti profondamente impressi nell' animo mio.

« Ho esitato a scriverle in questa circostanza sembrandomi di prima persona poco dicevole il farlo. Ma riflettendo che fratello scrivevo ad un amico di Prospero, m' è parso anzi atto di fraternità, perchè da altri poteva rispondermi al di lui scritto, e con altro sentimento, con altra forza della sua. Scusi il mio ardire e creda alla mia alta stima e sincera venerazione. Dev.mo Obbl.mo Servo.

Roberto D'AZEGLIO.

Torino 9 febr. 1847.

(Bibl. Civ. Torino, Carteggio Giobertiano, N. 924.).

* *Infra*, p. 83 et suiv.

36. — Cf. *supra*, p. 271, note 2.

37. — *Post-scriptum* d'une lettre du 6 février 1847, « qui est d'un bien brave homme et d'un bien bon caractère et bien écrite ». (Constance D'Azeglio, *Souvenirs historiques*, etc., p. 94) : « Riceverai, credo, un opuscolo mio sulla *Nazionalità*, considerata da me nella pura sua astrattezza filosofica. Non mancherà chi lo riguardi come opinione politica : ma chi sa distinguere la Filosofia del dritto dalla Politica in cui viene applicata, saprà benissimo che i principii generali sono spada a due tagli, ed hanno conseguenze contrarie secondo il principio concreto a cui vengono applicati : della quale applicazione io nè potea nè volea parlare ». (P., p. 211).

38. — Ancien condisciple de Taparelli, cf. *supra*, p. 17.

39. — L'original, daté du 1^{er} mars 1847, est en italien, P., p. 13.

40. — « ...La ringrazio pure di quanto mi dice della pubblicazione di quella nota sopra la *Nazionalità*. Dico nota perchè sento che era tale, destinata per l'opera sua grande, ove forse poteva andare senza pericolo. Io non ne sapeva nulla, finchè non mi venisse qualche copia da Genova. Già ne ho scritto al P. Taparelli in Palermo. Ella dice molto bene, che noi altri non possiamo toccar quella materia senza gran pericolo d'incontrar male, e d'urtare tutti e due i partiti, appunto perchè si cerca il mezzo di conciliare ». Daté du 13 mars, P., p. 14.

41. — *Post-scriptum* de la lettre de 20 février 1847 (P., p. 221. — Cf. également Federico Patetta, dans les *Atti della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, 1923-1924, vol. LIX, p. 580 et suiv.) : « Ho qui sul tavolino, da parecchi giorni il tuo opuscolo *Della Nazionalità*. L'ho tutto imbrattato di note. E nella 1^a dissi che se questo scritto fosse

stato lasciato al luogo suo, in un trattato teorico, io non avrei guari veduto da contraddirvi. Ora mi gode l'animo vedere che tale è l'opinione tua. — Fu a parer mio grave inabilità questa di staccare e fare stampare da sè questo tuo scritto. Così pubblicato, pare un attacco a noi che predicammo l'indipendenza. Parecchi mi fan premura di pubblicare queste note. Io non credo di arrendermivi... ».

42. — Cf. Ricotti, *Della vita e degli scritti del Conte Cesare Balbo*, Rimembranze con documenti inediti. Firenze, 1856, p. 241-243.

43. — Cf. *supra*, p. 304, note 13, la lettre, du 23 janvier, de Prospero à Roberto.

44. — C. Balbo avait fait paraître *Le Speranze d'Italia* au début de 1844.

45. — Probablement Roberto et Massimo. — Ce projet fut connu de Gioberti ; il s'en autorisa pour se dispenser d'une réfutation plus ample : « Io perciò m'ero proposto di fare una critica minuta dello scritto del P. Taparelli ; ma poscia mutai pensiero ; avendo appreso che il patrocinio dell' onor nazionale era stato assunto da uno di quei campioni che valgono per molti, cioè da Cesare Balbo ». (*Gesuita Moderno*, tome V, p. 417). — C'est sans doute aussi une allusion à ce même projet de Balbo qu'il faut voir dans les dernières lignes de cette citation de Constance D'Azeglio (*Souvenirs historiques*, etc., p. 88. — La date imprimée est certainement erronée) : « Maxime, qui va s'embarquer pour Rome, était furieux du livre de son frère Prospero. Je crois qu'il va fournir quelques pages à Vincent Gioberti dans le *Gesuita Moderno*. On voulait y répondre ici en réimprimant l'écrit et la réponse ensemble. Ce qui m'en faisait retarder l'envoi. Mais cette entreprise n'aura peut-être pas lieu ».

46. — « ...io non volli attaccare nessuno : ma posso aggiungere che credei di rendervi vero servizio, facendovi comprendere dove dovrebbero volgersi i vostri scritti per fare il bene che bramate. — Volete gl' Italiani concordi : or voi non avete avverso se non chi rispetta un dritto che crede contrario a voi : dunque provate che il dritto non vi è contrario. — Ecco, caro C., la sostanza di quella nota : da cui, se mi fosse lecito uscir dai cancelli del dritto per scendere alla politica, io trarrei con somma felicità due perorazioni contraddittorie e così faranno i due partiti, ed ad amendue dispiacerà l'Articolo ! E poco m'importa, ch'è *parlo per ver dire* ; e mentre scrivea, già sentiva le obiezioni e facea tra me le risposte ; le quali forse farà a te pure il tuo cuore, se togli dal frontispizio *d. C. d. G.*, e mi immagini un tuo concorde. Oh quante volte l'immaginazione fa leggere più che gli occhi ! Dico ciò solo per supposizione : ma se, oltre le intenzioni, biasimerai le ragioni e le teorie, sarà per me gran pró, giacchè sarai il secondo che le metterai al crogiolo della discussione *inter amicos*, e il primo che lor darai pubblicità : talchè io guadagnerò lume a ben conoscere, e il mio libro riputazione a ben vendersi e propagarsi. Onde qualunque sieno per essere le tue osservazioni o private o pubbliche, te ne ringrazio anticipatamente, non sapendo se potrò di poi darci qualche risposta. Io certo non mancherei a tal debito : ma poichè ne se mena tanto romore, non sarebbe meraviglia che i Superiori me ne sconsigliassero... ». (17 mars 1847, P., p. 226).

47. — « ...poichè mi resta una pagina, aggiungo sul tuo discorsetto della *Nazionalità*, che tu badi bene, non mi sono impegnato a risponderti ». (20 avril 1847, P., p. 233). Cette lettre ne fut pas envoyée ; elle ne parvint au destinataire que sept ans plus tard, grâce au fils de Cesare Balbo. Cf. P., p. 493, 500 et 501.

48. — Sur cet échange de correspondance, voir : Eugenio Di Carlo, *Lettere inedite di Cesare Balbo e Luigi Taparelli D'Azeglio*, con prefazione illustrativa e appendice. G. B. Paravia e C., s. d. (1923), 62 p. ; et : Eugenio Passamonti, *Un critico inedito del Padre Luigi Taparelli D'Azeglio*. Casale, Tipografia cooperativa Bellatore, Bosco e C. 1925, 90 p. (Extrait du *Risorgimento Italiano*, vol. XVIII, fasc. I, 1925). Les remarques marginales de Balbo, inédites, y sont publiées en partie, ainsi que les premières pages d'un volume sur le même sujet, qui est resté à l'état d'ébauche. Dans ses commentaires, Passamonti approuve sans réserve la position de Balbo.

49. — Dans un périodique éphémère (il dura du 11 juillet 1853 au 26 septembre 1854) qu'il avait fondé : *Bolletino di Scienze, lettere, arti, industrie italiane e straniere* (n° 35, 6 marzo 1854) : *La politica dei Gesuiti giudicata da Cesare Balbo*.

50. — « ...si valuti poi così poco il sigillo epistolare da metterne i segreti su tutti i Giornali d'Europa, come fece ultimamente rispetto ad una mia lettera diretta a Cesare Balbo il Predari ». (Lettre à C. Cantù, 21 août 1855. P., p. 569). « Nella lettera publi-

cata dal Predari null' altro mi dispiacque tranne l' inurbanità di chi pubblicava senza consenso le confidenze di un amico ». (Lettre à Prospero Balbo, 5 décembre 1854, P., p. 497). Cf. *ibid.*, le rapprochement entre le nom de *Predari* et le mot *predoni* (pillards).

51. — Cf. Eugenio Di Carlo, *Uno scambio di lettere tra P. Balbo e P. L. Taparelli D'Azeglio*. G. B. Paravia, 1925. — P., p. 492-3, 496-7, 500, 501-2, 504.

52. — 26 décembre 1859, P., p. 688.

53. — *Due Imprese nazionali*, C.C. Serie IV, vol. IV, p. 667.

54. — 4 janvier 1860 (la date : 1859 est certainement erronée). P., p. 689 et suiv.

55. — 11 janvier 1860, P., p. 691.

56. — C.C. Serie IV, vol. V, p. 417 et suiv. ; 425-6.

57. — P., p. 693.

58. — 5 février 1860, P., p. 695.

59. — Cette lettre, en italien, se trouve dans : Giuseppe Massari, *Ricordi biografici e carteggi di V. Gioberti*. Torino, 1861-1863, vol. II, p. 636.

60. — P., p. 139.

61. — Bruxelles, 1840.

62. — Lettre a Roberto, 20 juin 1843, P., p. 138 (cf. *post-scriptum* d'une lettre du même au même, 15 juillet 1843, dans Colombo, *op. cit.*, p. 455). — Les jeunes clercs, externes, qui suivaient les cours de théologie à l'Université de Turin, se réunissaient en certaines églises, telle que celle de S. Filippo, désignées par les autorités ecclésiastiques, pour y compléter leur formation spirituelle et s'y exercer aux cérémonies liturgiques.

63. — 20 décembre 1843, P., p. 146. A cette époque Gioberti vivait à Bruxelles. — La traduction française dont il est question ici n'est sans doute pas celle du P. Onclair et autres jésuites de la province de Belgique qui fut éditée en 1857 à Tournai par Caserman (cf. lettre de l'auteur à l'éditeur de cette dernière, en tête du tome I^{er} : « Je dois aussi de grands remerciements au traducteur de mon livre ; je suis heureux de pouvoir vous déclarer qu'il a parfaitement saisi ma pensée, et qu'il l'a rendue avec autant d'élégance que de fidélité* ; aussi me fais-je un plaisir et un devoir d'approuver cette traduction à l'exclusion de toute autre »).

* Peut-être serait-il permis de se montrer plus exigeant ; il est vrai que la tâche du traducteur était particulièrement ardue.

64. — L'autre ouvrage dont il est question est *La Scienza dell' uomo interiore*, du P. Romano.

65. — Dès 1842 on avait pensé à une traduction allemande (cf. lettre du P. Roothaan au P. Taparelli, 29 août 1842, P., p. 130). — Elle parut en 1845, cf. Bibliographie.

66. — Quelques lignes plus haut Gioberti disait qu'il avait reçu les livres, alors qu'une indisposition, accompagnée de fièvre, le tenait au lit.

67. — Lettre, en italien, du 6 mai 1844. P., p. 152 et suiv.

68. — Lettre du 17 juillet 1844, P., p. 154.

69. — On n'avait pas attendu la suggestion de Gioberti pour chercher un éditeur français : « ...la traduzione francese ...mi scrive il P. Provinciale Boulanger, è stata rifiutata da Mr. Poussielgue. Il P. Perrone ha scritto ora a Mr. Migne per vedere se vorrà pubblicarla... » (lettre de Taparelli au P. Roothaan, 26 octobre 1843, P., p. 144) ; cf. la réponse (10 novembre. *Ibid.*) : « Per la traduzione francese forse, senza di noi, ci sarà chi se ne occuperà con successo migliore. Due bravissimi e religiosissimi giovani avvocati di Tolosa, che vidi qui, se ne sono innamorati ».

70. — Paris, L. Martinet, 1858.

71. — Lettre, en français, du 20 septembre 1858, P., p. 659.

72. « Io conobbi nella mia prima gioventù il Padre Taparelli, e mi è dolce ricordare l'impressione ricevuta dalla schietta amabilità della sue maniere, dalle sue virtù, e dal suo ingegno, che è uno dei più rari e stupendi d'Italia ». (Note de la p. 203).

73. — 9 juin 1845, P., p. 165.

74. — 15 juin 1845, P., p. 166. La lettre du P. Taparelli à Gioberti partit de Rome, où était le Général, pour Turin le 24 juin. En fait, au lieu de l'expédier à son fils, Roberto la fit passer par le ministère des Affaires étrangères. (Colombo, *op. cit.*, p. cxxviii. — Cf. Gioberti, *Epistolario*, V, p. 323).

75. — 15 juin 1845, P., p. 167 et suiv.

76. — Dans : *Il Gerofilo Siciliano, giornale di religione e sacra letteratura*. Palermo, Dalla Tip. Maddalena, 1845, fasc. I ; maggio 1845, p. 26-50. *Sopra un articolo della « Revue des Deux Mondes » intitolato : « La philosophie catholique en Italie »*. Inserito nel vol. VI, anno XIV. — Dans la *Revue des Deux Mondes*, Joseph Ferrari avait critiqué d'une façon très acerbe les philosophes italiens, tout spécialement Rosmini et Gioberti.

77. — Page 36.

78. — « L'ho scritta ...supponendo il fatto ancor rimediabile... Epperò prima di stamparla parrebbe doversi aspettarne l'esito ». (Lettre citée au P. Roothaan, P. p. 166).

79. — « Mi pare vada molto bene... Per la pubblicazione, si conviene aspettare » (Lettre du P. Roothaan à Taparelli, 24 juin 1845, P., p. 172.)

80. — « Se poi il partito vostro è preso ormai sì risolutamente che nè l'amicizia nè le ragioni nè il dovere nè l'onore nè altri riguardi più bassi nulla possano ad impedire la pubblicità del male ; spero almeno che non m'imputerete a colpa il protestar pubblicamente... Poichè potrebbe accadere che parte almeno di questa lettera dovesse comparir alla pubblica luce... ». (Lettre citée de Taparelli, P., p. 169 et 170). — Gioberti comprit parfaitement l'intention de Taparelli : « ...l'illustre Autore mi accennava che essa lettera era destinata a veder la luce... ». (*Il Gesuita Moderno*, tome II, chap. II, p. 118). En ce même endroit il appelle Taparelli « uno dei maggiori ornamenti e forse il più grande ingegno coetaneo della Compagnia ».

81. — Cf. *supra*, p. 80.

82. — Lettre de Roberto au P. Taparelli, 16 août 1845, P., p. 172 et suiv. — On ne voit pas nettement la pensée de Roberto en cette circonstance, si l'on rapproche de la lettre citée celles qu'il écrivit à son fils (Colombo, *op. cit.*, p. cxxvi et cxxviii) : « il est difficile d'écrire avec plus... d'évidence » (à propos de l'*Avvertenza* de Gioberti) ; « ...comme il [Prosper] m'a communiqué son écrit, je lui dis que cette réponse est fort incomplète ainsi qu'il devait arriver : et qu'il aurait mieux fait de lire avant et répondre après. Il aurait vu que de bonne foi il y a des articles auxquels il est impossible de répondre... Ils [« ces Révérends »] feraient bien de s'humilier, changer de conduite, et ne pas répondre autrement ». — Cf. lettre de Massimo D'Azeglio à sa femme, 16 août 1845 (Carcano, *op. cit.*, p. 180) : « Prospero (mi scrive Roberto gli [à Gioberti]) ha fatta una risposta, ma pare che non sia gran cosa... ».

83. — Lettre du P. Taparelli au P. Roothaan, 28 août 1845, P., p. 175.

84. — Lettre du P. Roothaan au P. Taparelli, 4 septembre 1845, P., p. 176.

85. — Lettre de Gioberti à Giuseppe Bertinatti, 5 août 1845. *Epistolario*, p. 323.

86. — Le même au même, 27 octobre 1845 ; *ibid.*, p. 370.

87. — Ecrivant à Silvio Pellico le 12 juillet 1845, en réponse à une lettre du 8, il dit que son frère pouvait le consulter. — Quant à la réfutation composée par le P. Pellico, qui parut en février 1846, Gioberti lui consacra trois volumes du *Gesuita Moderno*.

88. — Lettre de Gioberti à Giuseppe Baracco, 14 décembre 1845. *Epistolario*, p. 384.

89. — Tome IV, p. 564, note 2. — Le texte est naturellement en italien. — Sur tout ce qui précède on pourra lire la série d'articles (du P. Monti) publiés au cours de l'année 1916 dans les divers fascicules de la *Civiltà Cattolica* sous le titre général *Gioberti e i Gesuiti*.

90. — Sur ce qui précède, voir : Eugenio Di Carlo, *Tre lettere inedite del P. Luigi Taparelli D'Azeglio a V. Gioberti*, dans la : *Rivista di filosofia*. Anno XIII, N. 4, Ottobre-novembre-décembre 1921. Tiré à part. — Du même : *Una lettera inedita di V. Gioberti a P. L. Taparelli D'Azeglio « Il Solco »*. Casa editrice. Città di Castello. MCMXXIII (Extrait de la *Rivista di filosofia*. Anno XIV. Num. 2 aprile-giugno 1923).

91. — Cf. *supra*, p. 83.

92. — Pages 417-465.

93. — Cf. Eugenio Di Carlo. *Una polemica tra V. Gioberti e P. L. Taparelli intorno alla Nazionalità*. Tip. Nazionale. Palermo 1919.

94. — Cf. *supra*, p. 80.

95. — P., p. 234 et suiv.

96. — « Ma a te solo, a te più ancor amico che fratello, certo che non abuserai mai la mia confidenza, dovessi svelare il cuore (chè nella Nota parla sol la ragione), ti confesserei che, nel porre chi teco la sente sulla via, che parmi sola capace di legare a voi concordemente gli animi retti, io credea e godea rendere a loro, cui mi stringe l'affetto, un grandissimo servizio, e in essi alla patria... Se ad un litigante, riscaldata in un processo non ben incamminato, parla un amico affettuoso mostrandogli altra via più efficace e sicura all' intento, non solo non passerà per avversario, ma molte volte, si chiarirà per caldeggiatore più accorto. Or questo parmi aver fatto con Voi dicendo sì chiaro: generoso è l'intento vostro, me sbagliate la via ». Cf.: « ...lasciando liberi i miei avversari, anzi mettendoli sulla strada a difendersi con argomenti migliori » (Lettre à Roberto, avril 1847, P., p. 238).

97. — Cf. *supra*, p. 277, note 102.

98. — Nuzio Vaccalluzzo. *A proposito di alcuni « scherzi » di G. Giusti*, dans la *Nuova Antologia*, 16 décembre 1923, p. 317.

99. — Dans les *Memorie di Religione, di Morale e di Letteratura* de Modène, 1847, tome V, série III, p. 349-505. Tiré à part (auquel se rapporte la pagination des citations qui vont suivre). « Occasione a questo scritto mi ha dato il recente opuscolo del P. Taparelli D'Azeglio, intitolato *Della Nazionalità...* » (p. 1); « ciò che ha fatto il P. Taparelli D'Azeglio, come filosofo morale, emmi venuto pensiero di tentarlo io pure, interrogandone la scienza del Diritto Internazionale. Nel qual aspetto nessuno vorrà credere che io intenda o distruggere quello che egli ha stabilito o ripeterlo siccome un'eco » (p. 2); « Debbò molto altresì al Saggio Teoretico del P. Taparelli: e il lettore s'avvedrà facilmente, quanto io mi sia prevalso anche delle sue dottrine » (p. 4, note 3); « E qui do fine al mio lavoro: invitando chi questi medesimi problemi amasse vedere sciolti, piuttosto secondo la morale filosofica, che secondo il Gius delle Genti, a meditare l'opuscolo del P. Taparelli, che a questo mio ha dato occasione » (p. 57).

100. — *Post factum*, en 1854, Taparelli fait l'inventaire des ruines accumulées par les tentatives piémontaises et il se demande si les droits des victimes n'étaient pas plus forts que le prétendu droit à l'indépendance: « Così quel potente ma ingannato ingegno [Cesare Balbo, par son livre *Le Speranze d'Italia*] iniziava l'era di nostre sventure senza degnarsi di accertare prima con profonda e seria discussione se l'indipendenza fosse per noi un diritto e prevalessa a quello di tante vite che dovean perire nelle lotta, di tante famiglie che doveano disertarvisi, di tante coscienze che doveano trepidarvi, di tanti cenobii che dovean crollarvi, di tanti troni che doveano traballarvi, e della universale tranquillità che non potea a meno di pericolarvi ». (C. C. Ser. III, vol. V, *Il diritto vincitore della forza*, p. 137, note 1). Et dans les tristes résultats il voit l'exercice d'une justice immanente: « ...per aver cercato l'unità italiana fuor del diritto fallirono nella loro impresa i fabbricatori della nazionalità italiana ». (*Ibid.*, p. 129-130).

101. — Taparelli avait subi une évolution, comme il l'écrivit lui-même à son cousin Cesare Balbo (17 mars 1847, P., p. 223): « ...molti G [esuiti] furono o parvero retrogradi nel 1814... uno di questi fu il tuo cugino G [esuita] ...io, che mi trovo oggi sì tutt' altro... ».

102. — Lettre du 7 février 1847, P., p. 212 et suiv.

103. — « Talora mi venne il pensiero di proporle se sarebbe opportuno ch' io facessi un viaggio di poche settimane in Piemonte, per tentarvi una qualche conciliazione per mezzo di quelle attinenze che ho coi capi del partito contrario ». Toutefois il ajoute: « Lo cacciai come tentazione, 1° perchè sa di carne e sangue [à cause de son désir de revoir sa famille], 2° perchè io non son uomo da negoziar simili affari [peut-être], 3° per la ripugnanza naturale a muovermi (ma questo motivo è poco degno di Gesuita) ».

104. — Lettre du 4 mars 1847, P., p. 221-222.

105. — Cf. la lettre adressée par lui le 14 septembre 1847 au rédacteur du *Courrier français*, à propos d'une correspondance romaine anonyme parue le 27 août dans ce journal.

106. — Cf. *supra*, p. 81.

107. — P., p. 223 et suiv.

108. — P., p. 227-234. — Cf. *supra*, p. 308, note 47.
109. — Les suppositions de Passamonti (*op. cit.*, p. 41) s'écroulent par le fait même.
110. — Pie IX lui dit, à l'occasion des émeutes suscitées sans cesse par les meneurs, une parole qui confirme pleinement celle qu'il avait déjà dite à Rossi au début de son pontificat (Guizot, *Mémoires*, t. VIII, p. 347). Le P. Taparelli la rapporta plus tard dans la *Civiltà Cattolica* (Ser. IV, vol. II, *La nostra dottrina di libertà confermata da una confutazione*, p. 69) : « Sappiamo dove costoro ci vogliono condurre : cederemo finchè la coscienza ce lo permette ; e giunti all' estremo che già abbiām previsto, potranno farci in minutissimi pezzi, ma coll' aiuto di Dio non c' inoltreremo di un passo ».
111. — Lettre à Massimo, du 30 octobre 1852, P., p. 352.
112. — Torino, Roux, 1888-1890. In-8°, vol I, p. 319-320.
113. — Briano, *op. cit.*, p. 113-114. La lettre est en italien.
114. — Massimo s'attribue l'idée de cette revue, comme Minghetti se l'était attribuée à lui-même : il est difficile de savoir quel est celui des deux qui précéda l'autre. En réalité, comme nous le dirons plus tard, les Jésuites avaient déjà pensé à lancer un journal près d'un an avant cette conférence à Rome en présence de Massimo D'Azeglio : cf. *infra*, p. 105.
115. — Le texte a été publié par Marcus De Rubris, *Il Cavaliere della prima passione nazionale*. Bologna, 1930, p. 147.
116. — Massari, *op. cit.*, vol II, p. 716.
117. — « Come vedi io vagheggio tuttora quell' idea che nutriva in Roma due anni fa ; ancora penso alla possibilità di rannodare, nella brama del vero ben pubblico, i cattolici zelanti coi liberali moderati ». (P., p. 261).
118. — « Non mi ricordo quanto io fossi soddisfatto dell' esito di quell' abboccamento, ma quel che è certo è, que i fatti susseguenti mi hanno fatto conoscere la assoluta impossibilità di ravvicinamento, per le mancanza di unità di linguaggio e di unità di principi, donde avviene che il clero dice *bene* quel che i liberali dicono *male* ». Lettre à Massimo, P., p. 352.
119. — *Gli ultimi rivolgimenti italiani*. Firenze, 1851, I, parte seconda, p. 390.
120. — *Annali Siculi della Compagnia di Gesù*. Palermo, 1908, vol. V, p. 102.
121. — Toutefois le P. Taparelli écrit : « ... dopo aver fatto il possibile per impedire lo scoppio, prevedendo che tutto andrebbe a ricadere sulla Chiesa, pensammo di tenerci fuori della questione politica, pensando solo a resistere in favore della religione ». (Lettre au P. S. Sordi, P., p. 284.)
122. — En italien, P., p. 243-244.
123. — L'once était une monnaie d'or sicilienne qui valait un peu moins de 14 francs-or.
124. — Probablement au couvent de *Sant'Anna* ou à la *Casa Professa*.
125. — La *Museo Salnitriano*, fondé en 1730 par le P. Salnitro, était uni à la Bibliothèque du *Collegio Massimo*. Il fut transféré plus tard au *Museo Nazionale all' Olivella* et la Bibliothèque du collège devint la *Biblioteca Nazionale* en 1860. (Cf. *Evola. Ricordo del primo centenario della Biblioteca Nazionale di Palermo*. Palermo, 1882, p. 7 et 17).
126. — Le P. Taparelli avait la curieuse habitude de signer de ces initiales F. G. (*Fratello Gesuita*) les lettres qu'il écrivait à ses frères.
127. — Cf. ce passage de Constance D'Azeglio : « La Princesse* pensait que les Jésuites de Palerme étaient sortis *illesi* de la lutte. Ils sont bien vus dans le pays ». (Lettre du 14 février 1848, dans *Souvenirs historiques*, etc., p. 200) — et cet autre : « ... nous avons eu de bonnes nouvelles de Prospero (le jésuite) ». (28 février 1848. *Ibid.*, p. 204).
- * Palazzolo.
128. — N. 14, 27 mars 1848.
129. — *La Causa dei Gesuiti in Sicilia*, Palermo 1848.
130. — P., p. 245-246. En italien.
131. — *Bricconata*, allusion à ce passage de la lettre de C. Balbo du 20 février 1847 : « La vostra oppressione, nel secolo scorso, fu (salvo il rispetto al papa che cedette) una vera briconata di cortigiani e filosofanti ».
132. — Bien entendu, il s'agit, non de « coup de feu », mais du secours aux blessés.

Les jésuites s'employèrent aussi à sauver de la rage des assassins les agents de la police napolitaine. C'est ainsi que le P. Taparelli fit monter sur un vapeur français l'inspecteur Petroni, qui fut recherché pendant plusieurs mois pour être mis à mort. (D'après une note jointe à la copie de la lettre citée qui est conservée aux Archives de la *Civiltà Cattolica*).

133. — Celle du 20 février 1847, puisque celle du 20 avril 1847, comme nous l'avons dit, ne fut pas envoyée.

134. — « E se credi, lui avait écrit Balbo, utile mostrare in qualunque modo questa mia opinione compiuta, fa pure. Solamente, mi fido a te, affinché sia sempre mostrata compiuta. Il modo di tirar fuori squarci da un' esposizione, non è onesto : epperciò non temo che sia mai praticato, nè sofferto da te ».

135. — Palermo, Stamperia di F. Ruffino, 1848.

136. — « O Vincenzo Gioberti, le tue magnanime parole che sono il più valido patrocinio della verità oppugnata dal malaccorto Gesuita, porteranno nell' età più lontana il vitupero della perfidia genia » (p. 14).

137. — « E questo Padre Taparelli, questo preconizzatore della ragione del dominio austriaco, questo pubblicista nemico dell'autonomia è in Palermo ; ed ha protestato anch' esso coi compagni della sua vecchia ipocrisia di esser convinto della santità del principio autonomico ». (*Ibid*).

138. — « Il P. Taparelli non stampò un libro a Genova nel 1846 che porta per titolo : *Della Nazionalità*, in cui preconizza la ragione del dominio austriaco in Italia ? E questo Gesuita non si trova attualmente in Palermo terra italianissima ? » (p. 40).

139. — Page 46. — Dans leurs apologies de la Compagnie, le P. Turner (*Difesa della Compagnia di Gesù contro antiche e recenti calunnie*, 2^e éd., Naples, 1849, p. 481 et suiv., en note) et le P. Narbone (*Quistione della Compagnia di Gesù esposta al popolo*. Palermo, Tip. F. Lao, 1848, p. 47) n'oublièrent pas le cas du P. Taparelli.

140. — Le 12 décembre 1847, il avait écrit au P. Général : « In Napoli, tosto che arrivai [en revenant de Rome], mi furono addosso i padri Curci, Liberatore ed altri che avean letto il manoscritto della mia riposta a Gioberti, inculcandomi con qualche calore che non ne sospendessi la stampa, parendo loro che potesse far qualche bene. Rimisi l'affaire, col manoscritto, al R. P. Rettore Cercià, pregandolo che l'esaminasse e ne scrivesse alla P. V. il suo parere. Dal canto mio, sebbene non posso negare parermi atto a produrre qualche bene, pure son molto più persuaso ogni bene specialmente spirituale dover nascere dalla benedizione di Dio, epperò dall' obbedienza. Faccian dunque i superiori ciò che crederanno *ad maiorem Dei gloriam* ». (P., p. 240). J'ai cité les dernières lignes afin qu'on puisse s'édifier de l'esprit surnaturel de Taparelli.

141. — Cf. *supra*, p. 86.

142. — Palermo. Stamperia Corini, nell' entrata del teatro S. Ferdinando, 1848, 18 p.

143. — Edizione seconda con note aggiunte dall' Editore. Firenze. Presso Pietro Ducci. Tipografia Le Monnier, 1849, in-16, 90 p. Elle est précédée d'un *Avviso dell' Editore* (p. 3-8), signé L. R. (Luigi Ricasoli). Le P. Luigi Ricasoli était un jésuite de Florence, ami du P. Taparelli.

144. — Cf. La Farina, *Storia della rivoluzione siciliana e delle sue relazioni coi governi italiani e stranieri*, 1848-9. Milano, 1860, p. 273.

145. — « ...non solo fu presa alcuna iniziativa dal Governo, ma fu esso compiuto senza soprusi e senza persecuzioni e per solo spirito di imitazione di ciò che facevasi allora da per tutto nel continente italiano, però con modi molto diversi, perchè civili, blandi ed umani ». (Pietro Lanza di Scordia, *Dei mancati accomodamenti fra la Sicilia e Ferdinando II*. Mémoires inédits revus et publiés par G. Pipitone Federico dans le second volume des *Memorie della rivoluzione siciliana dell' anno 1848 pubblicate nel cinquantesimo anniversario del XII Gennaio di esso anno*. Palermo, 1898, p. 212-213.

146. — *Collezione ufficiale degli Atti del Comitato generale di Sicilia nell' anno 1848*. Palermo, 1848, p. 194-5.

147. — Le *Collegio Massimo*, où demeurait le P. Taparelli, avait, quelque temps auparavant, subi un véritable assaut de la part d'une bande de jeunes gens qui voulaient ou feignaient de vouloir s'engager pour la guerre et commençaient par quêter pour subvenir aux dépenses nécessaires. Ils réclamaient une dizaine de milliers d'écus ;

en cas de refus, ils menaçaient d'user de représailles. La garde nationale les dispersa.

148. — En français, *Souvenirs historiques*, etc., p. 291.

149. — *Ibid.*, p. 303.

150. — P., p. 247.

151. — Le courrier du P. Roothaan lui était adressé au nom de M. Ducros, de M. Flammant, de M. Le Françoise.

152. — Le P. Giuseppe Spedalieri, ancien provincial.

153. — Notre dissolution.

154. — Le P. Pietro Scarlata, provincial.

155. — Nos biens et nos œuvres.

156. — *Istruzioni pei Padri e Fratelli dispersi*, 1848, émanant du P. Roothaan.

157. — Le P. Pasquale Cambi, provincial de Rome, nommé vicaire général pour l'Italie durant la dispersion, avec facultés spéciales.

158. — Comme ci-dessus : « notre fortune ».

159. — Cortandone était l'un des domaines de la famille Taparelli.

160. — Il vécut du 3 janvier au 3 mars 1849 : en tout seize numéros !

161. — Expression employée par le P. Turner dans une lettre qu'il écrivait de Malte le 6 mai 1849 au P. Roothaan pour lui rapporter les circonstances de cette arrestation, telles qu'il les tenait lui-même de l'évêque d'Agrigente, dont il va être question.

162. — On trouvera une allusion, d'ailleurs inexacte, à cet événement dans le *Diario della rivoluzione siciliana dalla notte del 9 al 10 Gennaio 1848 sino al 2 Giugno 1849*, écrit par l'anglais William Dickinson, et publié dans le premier volume des *Memorie della rivoluzione siciliana dell' anno 1848 pubblicate nel cinquantesimo anniversario del XII Gennaio di esso anno*. Palermo, 1898, p. 239.

163. — P., p. 264 et suiv.

164. — Mgr Domenico Lo Jacono (1788-1860), évêque de Girgenti (Agrigente), avait eu le courage d'écrire une lettre pastorale contre les libéraux et de s'opposer à leurs attentats contre l'Église. Appelé à Palerme par le gouvernement sous prétexte d'avoir à se rendre au Parlement, car il était Pair, il reçut une lettre anonyme lui enjoignant de déboursier une grosse somme ou de choisir la mort par l'empoisonnement ou le fer. Il préféra la fuite. Après avoir séjourné quelques jours sur le navire français ancré au port de Palerme, il gagna l'île de Malte et de là partit pour Gaète. (D'après la lettre du P. Turner citée plus haut, note 161).

165. — Document par lequel un évêque permet à un de ses sujets de recevoir une ordination des mains d'un autre évêque.

166. — En 1849 la fête de Pâques tombait le 8 avril.

167. — Pietro Lanza, prince de Scordia, Butera e Trabia, ministre des Affaires Étrangères dans le cabinet formé le 8 février 1849 par Mariano Stabile, après la chute du Ministère Torreaarsa.

168. — Cette aubaine lui avait fait devancer le projet prévu seulement pour le mois de mai : « Bramerei sapere ove sarai in maggio, perchè circa quel tempo vorrei fare la sospirata visita a Torino, se mi sia permesso da Radetzky e simili ». (Lettre à Massimo, du 22 février 1849, P., p. 260-261).

169. — Le désastre de Novare est du 23 mars 1849.

170. — Le prince de Torremuzza, pair, et Francesco Paolo Perez, député, étaient membres de la commission envoyée à Turin par le gouvernement sicilien pour porter à Ferdinand, duc de Gênes (1822-1855, second fils de Charles-Albert et père de la future reine Marguerite), le diplôme de sa nomination comme roi de Sicile et la Constitution du royaume. (Cf. Fardella di Torreaarsa. *Ricordi su la rivoluzione siciliana degli anni 1848 e 1849*. Palermo, 1887, p. 329-330).

Avec le second de ces personnages Taparelli avait eu jadis deux polémiques. F. Perez avait, en 1840, fait paraître dans le *Giornale di Statistica* un article intitulé : *Idea del perfetto civile*. Taparelli l'examina et fit quelques objections dans une note du *Saggio* (vol. I, p. 210 et suiv.) Perez répondit par : *Avvertenza. Sulle nozioni di società ed umanità e sulla rispettiva loro posizione*. (Les deux écrits de Perez ont été réimprimés dans le recueil de ses œuvres, édité par la ville de Palerme : vol III, Palermo, 1898, p. 279 et suiv. et p. 303 et suiv.). — Une autre fois, dans la revue napolitaine *La scienza e la fede* (17 mai 1842, vol. III, p. 307-321 : *Del celibato cattolico : l'Autore delle*

« *Idee sulla popolazione* » ; tiré à part, reproduit dans le *Saggio*, vol. II, p. 125 et suiv. : *Influenza sociale sui matrimoni : e dialogo intorno al celibato ecclesiastico*), Taparelli avait pris à partie, sous forme de dialogue, Perez qui dans un opuscule anonyme (signé seulement de ses initiales F. P.) paru à Palerme en 1836 : *Idee sulla popolazione*, s'était élevé contre le célibat ecclésiastique.

171. — Cf. *supra*, p. 312, note 126.

172. — Eugenio Di Carlo. *Lettere inedite del P. L. Taparelli D'Azeglio a Luisa e Massimo D'Azeglio*. Aquila. Officine grafiche Vecchioni, 1927, p. 20-21 (Extrait de la *Ressegna Storica del Risorgimento*. Anno XIV, Fasc. II, 1927). Les originaux sont conservés à l'*Archivio Storico Cittadino* de Livourne.

173. — Lorenzo Cottù-Marziani, baron de Godrano, marquis de Roccaforte, né à Palerme en 1818, fut membre de la Chambre des Pairs. Après l'échec de la révolution de 1848, il émigra. Il mourut à Palerme le 18 mai 1893.

174. — « Le dirò per altro che sono stato pubblicamente incolpato e bandito come Austro-gesuita, imprigionato come Realista, destinato alla morte come perorante in favor di Ferdinando presso i contadini : che appena scoppiata la rivoluzione feci una esortazione alla Comunità sulla gratitudine che dobbiamo a Ferdinando II : che mentre s'andava in furia contro di lui, scrissi un articolo per lui que mi fu impedito di stampare... » (Lettre au P. Serafino Sordi, 27 décembre 1849, P., p. 285).

175. — D'après la lettre du P. Turner au P. Roothaan citée plus haut, p. 314, note 161. — On sait que Pie IX avait quitté Rome le 24 novembre 1848 et qu'il s'était réfugié à Gaète, d'où il émigra pour Portici le 4 septembre 1849 ; il ne rentra que le 12 avril 1850 à Rome : il était donc à Gaète quand Taparelli y aborda, mais aucun document, à ma connaissance, ne permet d'affirmer que Taparelli eut à ce moment une audience du pape.

176. — « ...Fui accompagnato da tre o quattrocento che emigravano, e tra gli altri dal famoso La Masa, che in Genova non potè sbarcare ». (Lettre de Taparelli à Luisa D'Azeglio, 20 août 1849. Di Carlo, *Lettere inedite del P. L. Taparelli D'Azeglio a Luisa*, etc., p. 13).

177. — « ...Io resto a Torino fino all'ottava dell'Ascensione, almeno ; e se avessi certa notizia di loro venuta, anche fin alla Pentecoste ». (Lettre du 15 mai 1849 au P. Ferdinando Minini, P., p. 268). Les deux dates indiquées étant respectivement le 47^e et le 50^e jour après Pâques, tombaient, en 1849, le 24 et le 27 mai. Taparelli ajoute : « Ma più oltre è impossibile, giacchè temo che N [nostro] P [adre] parta da Marsiglia » (il s'agit du P. Roothaan). — Cf. lettre au même, du 7 juin (P., p. 269) : « Ricevei la sua in Torino, quella dei 24 pp. » ; et ce passage de Constance D'Azeglio (6 mai 1849) : « Nous avons ici l'oncle jésuite. Quoique énormément vieilli, il est bien portant et court comme un chien maigre. Il compte rester un mois et retourner ensuite à Palerme où il trouvera probablement une sorte de tranquillité relative rétablie ». (*Souvenirs historiques*, etc., p. 353) ; le « mois » dont parle Constance D'Azeglio ne doit pas être pris à la lettre, car elle écrivait déjà la même chose le 22 avril : « Il passera un mois et retournera à Palerme ». (*Ibid.*, p. 348).

178. — *Souvenirs historiques*, etc., p. 384.

179. — « Se mi scrivono, possono mandar la lettera al Sig. Luigi Lagnasco, in casa di Roberto D'Azeglio : o farla recapitare al C. Saluzzo * per mezzo di Massimo, oggi (chi sa se lo sarà domani ?) ministro degli Esteri ». (Lettre déjà citée au P. F. Minini, datée de Turin, 15 mai 1849. P., p. 268).

* Frère de Constance D'Azeglio.

180. — Cf. *supra*, p. 96.

181. — « ...Marsiglia, ove starò, credo, due o tre giorni, se chi comanda non protrae ». (Lettre citée au P. Minini, P., p. 268).

182. — Une seconde lettre au P. Minini est datée de : « Marsilia, 7 Giugno' 49 ». (P., p. 270).

183. — « ...Li terrò informati delle mie tappe future in Genova e Livorno e Firenze ». (Lettre du 15 mai au P. Minini, P., p. 268).

184. — En français. Di Carlo. *Lettere inedite... a Luisa...* etc., p. 11 et 12.

185. — Priore Pier Leopoldo Ricasoli (1778-1850), noble Florentin, était le père du jésuite Luigi Ricasoli.

186. — « Parto sabato 9 per Livorno e Firenze ovè starò alcuni giorni, probabilmente fino al 20 ». (Lettre du 7 juin au P. Minini, P., p. 269).

187. — « In Firenze ho albergato dal carissimo Prior Ricasoli... ». (Lettre de Taparelli au P. Roothaan, 20 juin 1849, P., p. 270).

188. — « ...Non è più quel galante damerino in giacchetta e pantaloni a quadriglie ch' ella vide specchiarsi nelle onde dell' Arno ». (Di Carlo, *Lettere... a Luisa*, etc., p. 22).

189. — Lettre, en français, du 23 décembre 1849. (*Ibid.*, p. 17).

190. — « Partii da Firenze e due giorni dopo che ci separammo, recando meco memorie dolcissime della troppo breve giornata, che passai con voi e di quei due cari angeli dei Villamarina, che con tanta finezza mi accarezzarono in Firenze ». (Lettre à Luisa, 20 août 1849, *ibid.*, p. 12).

191. — « Ho visto la Rina a Montecatini... Chissà se l'anno venturo potrò tornar in coteste parti? Si potessi, e la borsa lo permettesse, vorrei starci un po' più a lungo... » (Lettre de Taparelli à Massimo, 26 juin 1849, P., p. 271).

192. — Lettre, en français, de Luisa au P. Taparelli, du 10 septembre 1849. (Di Carlo, *op. cit.*, p. 15.)

193. — « Son giunto da Firenze a Livorno per imbarcarmi verso Napoli ». (Lettre du 20 juin 1849 au P. Roothaan, P., p. 270). — Les renseignements qui suivent sont empruntés à une lettre adressée à Luisa le 20 août 1849. (Di Carlo, *op. cit.*, p. 12 et suiv.).

194. — Le 26 juin 1849 : « Eccomi in Napoli dopo cinque giorni di noiosissima contumacia... sto proprio bene, malgrado la lunga dimora a bordo del *Castore*... appena sceso, ho udito (vero o falso, non so) che già molti g [esuiti] di Sicilia son riuniti in Noto e in Palermo. Appena avrò un vapore partirò pel mio destino e vedrò il netto ». (P., p. 271-272).

195. — « Al fin di 7mbre speriamo aver il Collegio sgombro, per ora siam qui a Casa professa una sessantina : ai 10 8bre metteremo assolutamente la veste, che finora tenevamo solo per casa ». (Lettre du P. Taparelli au P. Ricasoli, du 15 septembre 1849, conservée à la *Biblioteca Estense* de Modène, et publiée par moi dans *La Rassegna Italiana* (Anno XX, serie III, Settembre 1937, vol. XLV, fasc. CCXXXII, p. 687) : Robert Jacquin, *Sei lettere inedite del P. Taparelli D'Azeglio*.

196. — 20 août 1849 : « ...Qui siam tranquilli, meno qualche assassinio che non ci sconcerta più che tanto dopo la lunga abitudine formatane in sedici mesi di rigenerazione : almeno abbiain la consolazione, che se si scuoprono, gli assassini sono fucilati, e non premiati. Ogni giorno sentiamo nuove scoperte di vessazioni, di ladronecci, di iniquità commesse in quella epoca di scellerata memoria : il perpetuo tradimento con cui questo povero popolo venne strascinato alla perdita irreparabile di tutti i suoi privilegi, che Ferdinando gli aveva interamente restituiti, e che vennero nascosti da un branco di ladroni, appunto come in Torino si occultarono le condiscendenze austriache, che cedeano a noi la linea del Mincio ; questo tradimento trarrà su quelle teste scellerate l'esecrazione perpetua di ogni sincero amator della Patria : gli amici della Religione ne scriveranno i nomi accanto a Giuliano Apostata, ed a Robespierre ». (Di Carlo, *op. cit.*, p. 14).

197. — Cité dans la C.C., 7 mai 1927 : *Le idee del P. Taparelli D'Azeglio sui governi rappresentativi*, p. 212.

198. — P., p. 273.

199. — « ...Mi sto occupando d'un piano generale di studi, che pare ben ricevuto dai professori miei colleghi. Vedremo se otterrà l'ultima approvazione dai Superiori (Lettre à Massimo, P., p. 276).

200. — Lettre du 2 novembre 1849 à Roberto, P., p. 279.

201. — Palermo, Tip, Lao, 1849.

202. — 23 décembre 1849, en français. Di Carlo, *op. cit.*, p. 17.

203. — Lettre à sa belle-sœur Costanza, 26 décembre 1849. P., p. 283.

204. — Cf. *supra*, p. 11-12.

205. — Lettre du 2 septembre 1849, P., p. 277-280.

206. — « Avevo sperato per le scuole dei bambini, ma le circostanze, che dovete

conoscere, e adesso anche le consuete occupazioni ripigliate, paralizzano il tutto. *Intelligenti pauca* ». (Lettre à Costanza, 26 décembre 1849, P., p. 283).

207. — Lettre, en français, datée de Naples, 9 février 1850, à Louise D'Azeglio. Di Carlo, *op. cit.*, p. 18.

208. — *Ibid.*, p. 19. — Ses prévisions se confirment de plus en plus. (Cf. lettre du 8 mars à Costanza : « probabilmente son destinato a Napoli ma la cosa non è ancora interamente definita ». (P., p. 288).

209. — « ...Nostro Padre potrebbe avere bella opportunità di traslocarmi, quando in Sicilia udrà* richiami pel mio ritorno in quella Provincia ». (Lettre du 26 mars 1850 au P. Roothaan, P., p. 291).

* Le P. Roothaan avait quitté Marseille le 8 janvier 1850, pour s'établir quelques mois à Naples. Vers la fin de mars, il alla visiter la province de Sicile ; le Jeudi-Saint (28 mars), il célébra la messe à Palerme, et le lendemain on exécuta en sa présence le chant de la Passion, dont la musique avait été composée par Taparelli. Il retourna à Naples, au milieu d'avril, en repartit bientôt pour Rome, où il arriva le 27. Quant à Pie IX, il avait quitté Naples le 4 avril et avait fait son entrée à Rome au soir du 12).

« ...Sebbene possa ancora tornare a Palermo, dove il buon P. Spedalieri mi rivorrebbe*, pure le apparenze sono che per ora resterò in Napoli ». (Lettre du 7 avril 1850 au P. S. Sordi, P., p. 291).

* Cf. aussi *supra*, p. 302, note 101.

210. — Taparelli s'était déjà fait la main à ce genre de travail, en collaborant, d'une façon plus ou moins occasionnelle, à divers périodiques, tels que, principalement, *La Scienza e la Fede* (de Naples), et, tout récemment, *Il Pensiero della Nazione* (de Palerme). Il avait proposé à Louis Veuillot de faire le service de ce dernier journal à l'*Univers* avec réciprocité. Veuillot avait accepté. Cf. *infra*, p. 150.

211. — « ...Me ne parto per rivedere Palermo, dare un ultimo addio alla Trinacria che abbandonai tre anni fa un po' troppo alla militare, credendo di tornarvi dopo quattro o cinque settimane. Diciassette anni di dimora fra persone che hai conosciuto più cordiali forse che non son certe genti più incivili* di loro, hanno dovuto naturalmente affezionarmi a quel paese : onde non ti recherà meraviglia ch'io abbia desiderato di impiegare in questa corsa qualche giorno di riposo e di sollievo... Tra gli altri conosciuti che rivedrò colà uno sarà la vecchia mia muletta... se potesse parlare mi avrebbe a raccontare le lunghe quaresime digiunate in questi tre anni ».

(Lettre à Massimo, Sorrente, 24 juillet 1852, P., p. 348).

NOTES DU CHAPITRE V

La Civiltà Cattolica. — Les dernières années. (Cf. *supra*, p. 105 et suiv.).

1. — Cf. *supra*, p. 312, note 114.

2. — « Le dirò in primo luogo que l'idea di un giornale, come veniva proposto, italiano, come per far argine a tanti cattivi giornali, venne già de noi esclusa, dopo matura deliberazione, per molti motivi. Ora la lettera di V. R. mi conferma vieppiù nella negativa, perchè vedo che si dovrebbe anche entrare in considerazioni politiche, a che io non potrei consentire in verun modo... In vece dunque di un giornale popolare, noi penseremmo ad una produzione di *Acta Eruditorum*, in latino, a quali potrebbero concorre tutte le Provincie con dissertazioni gravi, letterarie e scientifiche, escluso assolutamente tutto quello che riguarda la politica, tale quale si debate presentemente, cioè applicata a tale o tale paese, con procurare novità o mutazioni ». (Lettre du P. Roothaan à Taparelli, 4 mars 1847, P., p. 221-222).

3. — Sur l'*Ami de la Religion*, voir l'article d'E. Ledos dans le *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*. Paris, Letouzey, t. II, col. 1225-1230.

4. — Après l'entrée de l'armée française à Rome (3 juillet 1849) sous les ordres du général Oudinot, Pie IX dans son *Motu proprio* daté de Gaète, le 17 juillet, avait

annoncé son intention d'établir cette *consulta governativa* provisoire. Elle s'installe le 1^{er} août.

5. — A eux devaient se joindre peu après le P. Piccirillo, professeur de physique à Naples, et le savant P. Pianciani, débarqué d'Amérique le 12 août.

6. — « La *Civiltà Cattolica*, appunto per essere *cattolica* cioè *universale* dee potersi comporre con qualunque forma di politico reggimento, tanto solo che esso abbia legittimità nell' essere e giustizia nell' operare. Talmente che noi inerendo al nostro scopo ed accordandoci al nostro titolo, rispetteremo le probabili opinioni di ciascuno, e all' ora stessa studieremo di rendere un gran servizio a tutti procurando di ricostituire l'idea ed il sentimento dell' autorità sul concetto cattolico ».

7. — Lettre du P. Roothaan au P. Lerdo, 26 mars 1850. (*Arch. de la C. de J.*)

8. — « ...Il nostro Periodico non dovrebbe avere altra patria che Roma, il centro cioè onde mossero le prime ispirazioni incivilitrici che fecondarono l'Italia ed il mondo. E colà abbiamo fermo nell' animo di traslatarci, come prima vi avrà preso e vi si avrà assicurata la sua piena indipendenza il romano Pontefice ».

9. — Voir le texte dans P., p. 289-291.

10. — Cf. *infra*, p. 179.

11. — « ...Una *Civiltà Cattolica* non sarebbe cattolica, cioè universale, se non potesse comporsi con qualche forma di cosa pubblica... Quanto a queste forme accidentali siamo per tutte e non siamo per nessuna : *siamo per tutte*, nelle quali troviamo legittimità di potere, rispetto all' autorità, tutela del diritto, prevalenza della ragione, *non siamo, ne possiamo essere per veruna* in cui quelle condizioni non trovansi ». (Pages 17-18).

12. — Cf. C.C., 5 avril 1924, p. 19 et suiv. : *La Civiltà Cattolica nei suoi inizi e alle prime prove* ; — 3 mai 1924, p. 249 et suiv. ; 7 juin 1924, p. 397 et suiv. ; 21 juin 1924, p. 505 et suiv. : *La Civiltà Cattolica e l'assolutismo politico. Ricordi*.

13. — Sur les démêlés de la *Civiltà* avec les autorités napolitaines, voir Giacinto De Sivo, *Storia delle due Sicilie dal 1847 al 1861*. Trieste, 1868, vol. I, à partir de la page 371.

14. — De Cesare, *La fine di un Regno*, Città di Castello, Lapi, 1900, I, p. 81.

15. — Le P. Taparelli en décrit les péripéties dans le premier numéro paru à Rome : « ... tafferuglio in cui abbiain passato questo mese quanti siamo collaboratori della *Civiltà Cattolica*, fra imballatori e vetturini, fra burrasche di terra e di mare, di passaporti e di dogane, senza testa e senza libri, nell' incertezza se i nostri torchi e macchine e caratteri ne fossero iti a predicar civiltà ai pesci del Tirreno che dai tempi di S. Bernardino più non aveano udita una predica ». (C.C. I, vol. III, p. 44). Abstraction faite du caractère plaisant des dernières lignes, avec un peu d'imagination on pourrait presque voir en ce passage une réminiscence de saint Paul ! (*II Cor.*, XI, 23-33).

16. — « Non dunque capriccio, ingratitudine, pretensione di privilegi, voglia di sfuggir le leggi, ma imperiosa, indeclinabile necessità ci costringe, contro il nostro desiderio, di affrettare la nostra traslocazione in Roma ».

17. — « Anch' io penso che è un impiccio l'arrivo di Prospero ora, ma come si fa?... » (Lettre de Massimo à Roberto, 8 septembre 1850, dans Briano, *op. cit.*, p. 167 ; cf. lettre du 17 octobre 1850, *ibid.*, p. 170).

18. — Cf. Bibliographie.

19. — « ...la saviezza di quei Principi che come il Pio e Felice suo Genitore seppero affrancare i loro popoli dal predominio dello spirito eterodosso che minacciava sterminio alla Società ed alla Chiesa sotto pretesto di temperare il governo monarchico, ma in realtà col disegno di arrogare al loro partito la prepotenza del dispotismo aiutata dal furore dell' anarchia... spero che l'Altezza Vostra si degnarà accogliere l'omaggio di tutti i compilatori a cui codesta terra ospitale fu sì amorevole nutrice della nascente loro intrapresa ». (P., p. 455).

20. — « Abbiamo udito con profondo cordoglio quanto sia dispiaciuto a V. M. l'aver noi ricordato quelle differenze che si ebbero in due congiunture con qualcuno dei pubblici ufficiali del vostro Regno. Persuasi non esservi cosa più onorevole ad un Monarca, che riparare qualche torto dei suoi ufficiali ; persuasi anzi essere questo uno dei più bei pregi della Monarchia sulle costituzioni... Non prendiamo a scusare il fatto : ma, Sire, ci sarà ella chiusa la porta del perdono ? ... ». (P., p. 498). — En réalité, Tapa-

relli ne nourissait pas de sentiments bienveillants envers le gouvernement napolitain, « essendo quello uno dei governi più ammodernati che io mi conosca, e per conseguenza dei più contrarii a quella onesta libertà che forma il carattere delle società veramente e pienamente cristiane... Ella vede quindi che non sono *assolutista*, e che se lo fossi avrebbero trovato il modo di disingannarmi e disgustarmi ». (Lettre du 30 août 1854 à C. Cantù, P., p. 475-476).

21. — Cf. Bibliographie.

22. — « Il Comm. Scorza Direttore del Ministero di Pubblica Istruzione desidera che V. R. faccia una lettera ostensiva al Re, nella quale dichiarare e provi in breve il vero senso di quella proposizione che si trova nell' epitome della sua opera, circa gli elementi democratico, aristocratico, ieratico che si trovano in ogni legge... ». (Lettre du P. Carlandi au P. Taparelli, 18 août 1855, P., p. 565). — Taparelli envoya le 23 août à Son Excellence Scorza les éclaircissements demandés (P., p. 572 et suiv.). Sa lettre commence ainsi : « Se qualche cosa potesse recar meraviglia oggi per parte dei nemici delle Religione o del Trono sarebbe certamente che si pensi ad attribuirmi voglie democratiche o costituzionali, dopochè per tre anni ho combattuto le idee costituzionali moderne e da due anni combatto la sovranità del popolo... ».

23. — Toutefois, en 1851 les occupations ne lui permirent pas cette villégiature ; il passa l'été à Castel Gandolfo. (Cf. lettre du 12 juin 1851, à Luisa, Di Carlo, *Lettre inédite*, etc., p. 23), et, pour l'année 1853, sa correspondance ne fait aucune mention de ce séjour à Sorrente.

24. — Cf. lettre à C. Cantù, 12 juillet 1855 (P., p. 556-557), au Maestro Ermanno Picchi, 3 août 1855 (*Ibid.*, p. 561), au P. Paria et aux autres rédacteurs de la *Civiltà*, 9 août 1855 (*Ibid.*, p. 562-564), à C. Cantù, 21 août 1855 (*Ibid.*, p. 571). — Les rumeurs les plus curieuses circulèrent à propos de ces difficultés avec Naples. Taparelli s'en amusait dans une lettre à Massimo, du 6 novembre 1855 : « ...ho veduto nell' *Unione* di Bianchi-Giovini que io sono stato licenziato dalla Compia di Gesù e condannato a vestirmi da chierico secolare per essermi ribellato al Padre Generale e al Papa. Mancomale! Potrò fare un viaggio in Piemonte e riabbracciarti ». (Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 108). Voici le passage de l'*Unione* (Anno II, venerdì, 12 ottobre 1855, Num. 280) auquel il fait allusion : « ...Ora si dà per sicuro che il padre Beckx si sia risolto ad un vigoroso colpo di Stato, e che abbia espulsi dalla Compagnia i famigerati campioni Curci, già allontanato da Roma, Tapparelli, Bresciani ed altri civilizzatori della Cattolica, ...e che il papa istesso, appoggiando la decisione del generale dei gesuiti, abbia ordinato ai suddetti di prendere l'abito clericale secolare... ». (*Smacco gesuitico*, non signé). Le jeudi 15 novembre (Num. 314) parut une rectification partielle : « ...Nel nostro foglio del 12 passato ottobre parlammo di uno smacco toccato ai Gesuiti in conseguenza dei loro dissidi col re Bomba, e che avrebbe avuto per risultato l'espulsione... dei frati Curci, Talparelli (*sic*), ecc. Questa ultima notizia era inesatta come ce ne avvertì posteriormente un' altra lettera pervenutaci da Roma, ma essa correva in Roma, e bisogna che qualche cosa ci sia stato, giacchè anche l'*Armonia* che vi ha pur là il suo Audisio non ha mai detto nulla in contrario. Ma se questa notizia della espulsione talparellesca (*sic*) e curciesca era inesatta, rimane pur vero tutto il rimanente, tranne qualche particolarità di più o meno... » (*Confessioni dei Gesuiti*, sous la signature de A. Bianchi-Giovini).

25. — Dès le 5 avril (1856), il écrivait à Massimo : « Credo che anderò quest' anno di nuovo a Napoli pei bagni, giacchè pare che la mia scomunica stia per ottenere un' assoluzione ». (Di Carlo, *Un carteggio*, etc., p. 117). — Cette amnistie fut obtenue trois mois plus tard : « Napoli 10 Luglio 1856. Il R^o Incaricato di Affari in Roma mi ha fatto conoscere di aver vidimato il passaporto al Religioso Gesuita P. Luigi Taparelli per recarsi in Sorrente. E io mi affretto renderla consapevole per sua intelligenza, e l'uso stimerà conveniente. L'Incaricato del Portofoglio degli Affari Esteri : Carafa ». (*R. Archivio di Stato di Napoli*, Polizia, fasc. 927). Le billet est adressé au Directeur de la Police générale. — Deux lettres de Taparelli, du 30 juillet et du 8 août 1856, sont en effet datées de Sorrente (P., p. 617 et 619). Taparelli y retourna l'année suivante. (P., p. 641-642). Pour les vacances de 1858, je ne trouve qu'une lettre datée de Tivoli, 13 juin (P., p. 653) et ces mots dans une lettre de Bartolomeo Veratti du 24 août : « ...risposta... di quella scrittami da V. R. da Porto d'Anzio ». (P., p. 656).

En 1859, Taparelli est encore à Sorrente (P., p. 681 et 683). Ce fut la dernière fois. En effet, l'expédition des « Mille » imposa une variante aux vacances suivantes : Garibaldi entra le 21 août 1860 à Reggio et, après être remonté à travers la Calabre, il arrivait à Naples le 7 septembre. Le 30 août Taparelli écrit à Massimo : « Ti scrivo da Galloro (près d'Arice) giacchè il caldo di Napoli, non mi ha permesso d'andare a far li bagni a Sorrento ». (Di Carlo, *op. cit.*, p. 141-142). Taparelli passa les deux derniers étés de sa vie à Porto d'Anzio. (Cf. lettre à Roberto, 10 juillet 1861, P., p. 720, et au P. Giuseppe Oreglia, 29 juillet 1861, *ibid.*, p. 724 ; — à C. Cantù, 25 août 1862, *ibid.*, p. 752, et à Roberto, 27 août 1862, *ibid.*, p. 753-754). Quelques jours avant sa mort, il était à Galloro : cf. *infra*, p. 118.

26. — *Principii della scienza del ben vivere sociale e dell' Economia pubblica e degli Stati*, Napoli, T. Reale, 1855.

27. — 4 octobre 1856 (serie III, vol. IV, p. 67-76).

28. — « ...mi sento accusare le mille volte or come libertino or come reazionario, e (sia detto a dispetto della modestia) non mi credo nè l'uno nè l'altro, sentendo intimamente che non iscrivo se non per amor del vero, e che la stessa prudenza mi pesa benchè doverosa quando mi obbliga a non dir tutto ». (Lettre du 29 mai 1855 à C. Cantù, P., p. 548).

29. — « ...Collegio Romano, ove quest' anno ci siamo trasportati. ». (Taparelli à Massimo, 9 janvier 1852, P., p. 325).

30. — On sait que ce palais, où Taparelli termina sa vie en 1862, était situé sur l'emplacement d'un autre palais, que Bramante avait construit pour Raphaël, et où celui-ci mourut en 1520. Son nom indique la destination que lui avait donnée le cardinal Castaldi : c'était un hospice pour les hérétiques désireux de passer au catholicisme. Il était, ces dernières années, le siège de la Sacrée Congrégation pour l'Eglise Orientale. La démolition de la *spina* nécessita son transfert à quelques mètres de là.

31. — « Finora sono stato ad abitare coi miei Colleghi in Collegio Romano, ma probabilmente prima della fine dell' anno passerò in Borgo in una casa espressamente addetta alla Civiltà Cattolica, proprio sulla piazza di Scossacavalli ; accanto al Palazzo Giraud. Vi stettero finora gli Inglesi convertiti, ma congiuntisi questi adesso al Collegio Inglese per frequentare più comodamente le scuole del Collegio Romano, il Papa si è degnato concedere alle Civiltà Cattolica l'antica abitazione... ». (Taparelli à Massimo, dans Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 107-108). — Cf. lettre de Taparelli au P. Curci, 9 novembre 1855 (P., p. 586, 587), et à Cesare Cantù, 29 novembre 1855 (*Ibid.*, p. 590-591).

32. — « ...cominciando da questo giorno, sarà Superiore della Casa e della Compilazione il P. Taparelli... ». (Extrait du *Diario della Civiltà Cattolica*). — « Sono diventato fin dal mese di settembre Superiore della nostra comunità ». (Lettre à Massimo, 12 avril 1852. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 125).

33. — Lettres au P. Curci, citées dans la C. C., 1^{re} décembre 1928, p. 399, note 2.

34. — « In quanto alla presente mia funzione di andare scribacchiando da giornalista, Le confesso che ella non mi è punto ingrata. Se pensassi a lasciare un nome sulla terra, certamente potrei più facilmente sperarlo da altre opere di lunga lena, ma sospirando unicamente, almeno lo spero, di vedere glorificato Dio e salve le anime colla ristorata riverenza a tutte le verità cattoliche, trovo nell' opera che ho per le mani inestimabili conforti. Il pensare che ogni 15 giorni 40 o 50 mila lettori leggono quello che abbiamo scritto, il vedere come dal leggere s'ingenera a poco a poco un nuovo modo di pensare, l'udirne le confessioni da molti che a voce e in iscritto ce ne ringraziano, tutto questo è tal compenso alla fatica, che non mi lascia desiderare di meglio ». (Lettre à Cesare Cantù, 8 février 1856, P., p. 597).

35. — Nous nous bornons à signaler le rôle de Taparelli, puisque c'est ce personnage qui est l'objet direct de notre étude. Ce n'est pas à dire, évidemment, qu'il faille exclure le rôle capital de ses confrères, comme Liberatore, ou même de plusieurs étrangers à la Compagnie, comme le baron Vincenzo De Grazia que Taparelli lui-même appelle « il Ristoratore della filosofia ortodossa ». (Lettre du 12 août 1852. *Archivio De Grazia*). Si l'on voulait donner une vue d'ensemble de la restauration thomiste, ce qui dépasserait singulièrement le cadre de ce travail, il y aurait bien d'autres noms à citer en Italie et hors d'Italie. — Sur ce qui suit, cf. Masnovo, *op. cit.*, p. 86

et suiv. — Il est fort étonnant que le professeur Giovanni Gentile ait parlé du thomisme italien dans la seconde moitié du XIX^e siècle (dans la *Critica*, de Naples, novembre 1911), sans nommer Taparelli, pas plus d'ailleurs que Sanseverino et Liberatore.

36. — Cf. *supra*, p. 51 et suiv. et p. 58 et suiv.

37. — Il en avait formé le projet, mais il dut l'abandonner à cause de sa mauvaise vue : « La mia filosofia cristiana è abortita per la vista che vien meno ». (Lettre du 7 juin 1849, au P. Ferdinando Minini, P., p. 269). Parmi ses manuscrits inédits, on trouve quelques essais de métaphysique et de crétériologie.

38. — A l'automne de 1850, cf. *supra*, p. 109.

39. — « ...Quando tornammo da Napoli, in uno dei primi colloqui che ebbi con Lui, Egli mi accennò essere tempo di incominciare nella *Civiltà Cattolica* le trattazioni filosofiche. E siccome io gli replicai accennando ai dissidii che potevano nascere, e ricordando le traversie che avevo passate : « Non temete, mi disse, i tempi sono molto cambiati ». (Lettre au P. Beckx, février 1861, P., p. 716).

40. — Cf. *supra*, p. 111.

41. — Sanseverino lui-même se plaît à reconnaître les mérites de la *Civiltà* : « Interea temporis, studia philosophiæ scholasticæ in multis Europæ regionibus, præsertim in Italia instaurari et excoli cœperunt. Enimvero, scriptores « Civilitatis Catholicæ » ... Ex illis, quantum scimus*, in primis commemorandi sunt Mathæus Liberatore et Aloisius Taparelli, nuper, magno scientiarum damno, e vivis sublatus, quorum ille scientias metaphysicas, hic morales et œconomicas ad S. Thomæ principia revocare pro viribus studuerunt ». (*Philosophia christiana cum antiqua et nova comparata*. Neapoli, Typis Vincentii Manfredi, MDCCCLXII, Logiciæ pars 1^a, vol. I, p. 150-151).

* Les articles de la *Civiltà* étaient anonymes.

42. — C.C. Serie I, vol. II, p. 96. — Giuseppe Del Chiaro, dans l'*Indice generale della Civiltà Cattolica* (Roma, 1904), attribue cet article au P. Liberatore, ce qui a induit en erreur Masnovo (*op. cit.*, p. 93). En réalité, c'est Taparelli qui en est l'auteur, comme il le déclare lui-même dans une lettre du 9 août 1850 au P. Isaia Carminati (P., p. 309, *in fine*).

43. — C.C. Ser. I, vol. III, p. 43 et suiv.

44. — C.C. Ser. I, vol. IV, p. 77 et suiv.

45. — C.C. Ser. I, vol V, p. 678.

46. — La date 1845 n'indique que le début de la publication ; l'ouvrage parut par fascicules, répartis sur une dizaine d'années.

47. — C.C. Ser. I, vol. IV, p. 128-145.

48. — C.C. Ser. I, vol. VII. *Lo Stato e la Patria*, p. 42-43. — Cf. lettre de Taparelli à Fiaccadori, du 12 octobre 1853, reproduite en appendice dans Masnovo, *op. cit.*, p. 223-224.

49. — C.C. Ser. II, vol I, p. 369 et suiv.

50. — *Ibid.*, p. 481 et suiv. et 626 et suiv.

51. — Ces expressions sont expliquées ainsi : « Dimostrativa diciamo la filosofia degli scolastici, non già perchè non cercasse e non trovasse anch' ella molte verità, me perchè non assume per suo proprio scopo la ricerca di ogni certezza, ma sì l'evidenza dimostrativa. Per l'opposto inquisitiva diciamo la filosofia moderna, non già perchè non pretenda ella pure di dimostrare molte verità, ma perchè, partendo dal dubbio e sentendo per conseguenza che le sue dimostrazioni vacillano, è costretta a sempre nuove ricerche... ». (Page 380).

52. — C.C. Ser. II, vol. III, p. 574-575.

53. — En 1848, au cours de la polémique entre Bonnetty et Dom Gardereau. Texte dans P., p. 248 et suiv. — Bonnetty avait accusé la scolastique de rationalisme.

54. — C.C. Ser. II, vol. XI, p. 593 ; vol. XII, p. 39 et 520.

55. — Cf. *infra*, p. 181.

56. — *La Terza Serie della Civiltà Cattolica*. C.C. Ser. II, vol. XII, p. 609 et suiv.

57. — C.C., Ser. IV, vol. IV, p. 544 ; vol. V, p. 33, 167 ; vol. VI, p. 43, 286, 537 ; vol. VII, p. 301, 440, 555.

58. — Texte de la lettre dans P., p. 710-712.

59. — P., p. 712-718.

60. — C'est ainsi que le 4 mai 1859, craignant une persécution imminente, il demande

à Pie IX le privilège de l' « Autel portatif » et la faculté d'entendre les confessions *ubique*. Le pape signa le rescrit de sa main : « Die 4 maii 1859. Attentis peculiaribus circumstantiis et in casu de quo in precibus, annuimus pro gratia. Pius PP. IX. » — Voir aussi la lettre à Massimo du 26 février de la même année, *in fine*, P., p. 672-673 ; de même, lettres à Massimo du 30 août 1860 et du 28 mai 1862, dans E. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 144 et 148.

61. — L'original est en italien, P., p. 734-735.

62. — Lettre à Roberto, P., p. 754.

63. — L'original est en italien, P., p. 757-758. — Cette lettre a d'abord été publiée par A. Colombo, dans : *La morte di V. Gioberti e di P. Taparelli nelle carte D'Azeglio*. Extrait de : *Miscellanea di studi storici in onore di A. Manno* (105-122), p. 16-17. Dans P., un alinéa a été omis, sûrement par mégarde, ce qui risquerait de faire entendre que Taparelli est mort le 20 et non le 21 : « Ma la mattina della domenica 21 corrente, l'abbattimento giunse a tale che fu d'uopo consolarlo del sacramento dell'estrema unzione, chiesto da lui stesso con tutta serenità di spirito ».

64. — Hurter indique par erreur la date du 20 septembre, au lieu du 21, pour le décès de Taparelli. (*Nomenclator literarius Theologiae Catholicae*. Ed. 3^a. Eniponte, 1912, tome V, col. 1349). — Les *Cenni biografici* de l'arbre généalogique de la *Casa Cavassa*, à Saluces, portent : « 22 settembre ».

65. — C'est ce qui résulte de la réponse qu'il envoya dès le lendemain : « Ieri mi giunse la sua dei 21 corr. colla dolorosa notizia della fine del mio povero fratello, e mi fu un colpo tanto più doloroso quanto meno v'ero preparato ». (P., p. 759.) — La lettre continue ainsi : « Dall'ultima sua lettera mi pareva non troppo malcontento del suo stato di salute. Ma, poverino, esso non era mai stato robusto ; ed il morale in lui opprimeva la materia, e purtroppo questo squilibrio doveva abbreviargli la vita. Io mi sento profondamente triste del pensiero di non vederlo più quaggiù. Fin da ragazzi avevamo una scambievole simpatia, che nè le vicende, nè le differenze d'opinioné, nè il tempo, nè la distanza potettero mai indebolire. Era una festa per me quando m'era possibile correre a trovarlo. Fui talvolta in Sicilia, ove si facevano lunghe passeggiate, sempre disputando, e mai d'accordo salvo nel volerci bene. Poichè Iddio ha voluto richiamarlo, lo benedico per la forma non dolorosa e serena che diede al suo trapasso... Se egli ha ricordato ed amato noi fino all'ultimo, noi pure fino all'ultimo l'avremo in cuore, unito alla speranza che la nostra separazione abbia un giorno a finire... ».

66. — « Non mi aspettavo e credo neppur tu t'aspettavi alla nuova separazione che ci tocca incontrare in questo funesto '62*. Pareva che la salute del povero Prospero fosse piuttosto ristabilita dai bagni di mare e dall'aria di Galloro, e non c'era motivo per temere di lui così presto. Si vede, poverino, che non c'era più olio nella lampada e non andò più oltre perchè tutto era esaurito. Mi fa una gran tristezza l'idea di non averlo più a rivedere in terra... ». (A. Colombo, *La morte di Vincenze Gioberti e di Padre Taparelli nelle carte D'Azeglio*, Extrait de : *Miscellanea di Studi Storici in onore di Antonio Manno*, p. 17).

* Costanza, femme de Roberto, était morte dans le courant de l'année (le 22 avril).

67. — « Forse a quest'ora saprai l'amare perdita che abbiamo fatta. Sono molto triste ; perchè, quantunque gesuita lui, e tutto l'opposto io, nonostante ebbero sempre l'uno per l'altro gran simpatia fin da bambini : e da grandi sempre ci siamo voluti bene ; mentre pure ognuno combatteva pel proprio partito, e faceva al partito contrario il peggio che poteva. Ma alla nostra età, o l'uno o l'altro doveva partir per primo, e le separazioni sono inevitabili. Non v'è che a chinare il capo, e sperare che venga alla fine il giorno della riunione, in una vita ed in un mondo migliore. Ciò che mi conforta alquanto è che la sua fine è stata tranquilla, senza spasimi, e s'è spento proprio per esaurimento. Povero frate ! Certo che la sua vita non fu se non il continuo sacrificio di sè stesso a ciò che egli credeva la verità e il dovere. L'uomo non può far di più. Dio gli dia a quest'ora la pace che s'è tanto meritata ». (*Scritti postumi di Massimo D'Azeglio* a cura di Matteo Ricci. Firenze, Barbèra, 1871, p. 384).

68. — « Ho avuta ed ho in cuore una tristezza grande. M'è morto il mio povero Gesuita. Si pensava diverso, ma ci volevamo bene, ed avevamo una simpatia reciproca fin da ragazzi. È vero che si viveva separati... ma ora è certo, non lo vedrò mai più !

è amara la morte di chi si ama ». (*Lettere di Massimo D'Azeglio a Carlo di Persano*. Torino, 1878, p. 167).

69. — « ...Provo un vero rammarico per la morte del mio povero frate. Era quello dei miei fratelli col quale me l'intendevo di più. Non si direbbe, ma pure è così. Se s'era di diverso parere, s'era di carattere, e di naturale omogeneo. Fin da bambini s'era sempre fatto facendo fra noi, e da grandi, e da vecchi sempre ci siam trovati bene insieme, con una simpatia, una premura reciproca che nulla ha potuto alterare : era una festa per ambedue l'incontrarsi ; l'andai a cercare fino in Sicilia tre volte, poi a Roma, e si facevano ciarle, dispute, risate, sempre d'accordo come le campane rotte, è vero, ma sempre però d'accordo nel trovarsi bene insieme, ed ora a questi pensieri, a questo affetto, a queste memorie risponde quel triste *mai più* ! che non ammette nè speranza nè appello ! Amen. Alla mia età mi trovo *bronzé* su tutto, ma... eppure non vederlo mai più, lo mando giù difficilmente... ». (*Quelques documents inédits relatifs à Alessandro Manzoni et à Massimo D'Azeglio*, publiés par Henry Prior, Milano, MCMXV, p. 23).

70. — Dans : *L'Italie de 1847 à 1865. Correspondance politique de Massimo D'Azeglio*, accompagnée d'une introduction et de notes par Eugène Rendu. Paris. Librairie académique Didier et Cie ; s. d., p. 246-247.

71. — En réalité de 5 ans (24 novembre 1793, 24 octobre 1798).

72. — « Malgrado la lunga separazione, che dall'infanzia, si può dire, m'aveva diviso dal fratello gesuita, e malgrado l'assoluta opposizione delle nostre idee, ho provato una vera tristezza, di saperlo uscito di questa vita. V'era tra noi omogeneità di carattere e di cuore, che vinceva ogni antagonismo intellettuale. Ci eravamo simpatici ; e più si disputava senz'intenderci mai, più ci trovavamo felici d'essere insieme. Ma, egli ed io, eravamo proprio sinceri nel nostro sentire, e a nessuno de' due veniva in capo di far un affare, pensando in un dato modo. Certo, secondo la sua opinione, egli ha pagato di persona largamente. M'ha scritto padre Menini (*sic*) che, la notte antecedente alla sua morte, ha ancora dettato al suo segretario, per la *Civiltà Cattolica* * ...povero Prospero, ha mantenuto virilmente il suo proposito fino all'ultimo, e mi scrivono che ha cominciato ad avere disgusto di cibo, spossatezza, che s'è sentito spegnere, e, dopo tre giorni senz'angoscia e neppur febbre, è passato... » (Carcano, *op. cit.*, p. 516).

* Nommant parmi les écrits inédits de Taparelli *L'Utilismo in religione*, réponse au *Journal des Economistes* de juillet 1862, le P. Pirri (p. 55) ajoute : « Forse è l'ultimo scritto del P. Taparelli ».

73. — Cf. Marcus de Rubris. *Confidenze di Massimo D'Azeglio, dal carteggio con Teresa Targioni Tozzetti*, p. 263.

74. — Anno II, n° 216, p. 860 et 861. *Notizie interne*.

75. — 1862, n° 228. Torino. Venerdì 26 settembre.

76. — Tome IV. Paris. V, Palmé, 1862, p. 370.

77. — Ser. V, vol IV, p. 98 et suiv. *Del P. Luigi Taparelli D'Azeglio, della Compagnia di Gesù*.

78. — 30 octobre et 24 novembre 1862 : Ser. V, vol IV, p. 385 et suiv. et 545 et suiv. : *Sopra gli studii e gli scritti del P. L. Taparelli*, etc. (anonyme).

79. — C'était là un de ses ministères préférés : « l'allonthonamento da' ministeri spirituali e principalmente dal dettar gli esercizi è per me una sensibile privazione » (Lettre au P. Carminati, 9 août 1850, P., p. 309). — C'est à Taparelli qu'il faut attribuer un article de la *Civiltà* (année 1853, Ser. II, vol. I, p. 465 et suiv.) sur les Exercices spirituels et la civilisation moderne, qui fut édité à part, avec traduction française, par le P. Paile, en 1909. Cf. bibliographie, p. 378.

80. — Le moulage de plâtre pris sur le cadavre est conservé à la *Civiltà Cattolica*.

81. — Et si le monde savait quel cœur il eut... Il le loue fort, et le louerait plus encore. (*Paradiso*, Canto sesto, v. 140 et 142). — Il s'agit dans ce texte du *Romeo* qui fut ministre de Ramondo Beringhieri, comte de Provence.

NOTES DU CHAPITRE VI

Taparelli intime (cf. *supra*, p. 123 et suiv.).

1. — 15 novembre 1827; en italien, P., p. 92-93.
2. — Cf. *supra*, p. 40.
3. — Le cardinal Odescalchi pouvait bien écrire plus tard à Taparelli : « Temevo alquanto della sua salute che conobbi meschina piuttosto... ». (19 janvier 1837, P., p. 112).
4. — « Io sto benino, e seguito la mia carriera, di cui vo, tratto tratto, pensando avvicinarsi il termine, accelerato, più che dagli anni 48 ormai compiuti, dagli acciacchi antichi e moderni ». (Lettre à Massimo, 8 novembre 1841. P., p. 119); — « ...il pensiero che mi sta fisso in mente di non lunga vita non nasce da gravi incomodi, ma da quel logorarsi che va facendo la macchina, e che ai principii di ogni invernata mi si fa risentir più gagliardo. Molti mi dicono che sembro di sessant'anni : vuol dunque dire che a sessanta anni, se ci arrivassi, mi crederebbero ottogenario : vuol dunque dire che se ho ancora un dodici anni di vita sarà assai... Ecco il senso della lettera passata ; del rimanente io godo una sanità più che sufficiente per poter lavorare... ». (Le même au même, 30 décembre 1841. *Ibid.*).
5. — A Roberto, 20 mai 1842, P., p. 127.
6. — A Massimo, décembre 1842, P., p. 134.
7. — A Massimo, 30 mars 1843, P., p. 137.
8. — A Roberto, 9..... 1843. Colombo, *op. cit.*, p. 451.
9. — « ...le mie notizie, ottime al solito e più del solito ; giacchè un anno di sì buona salute non l' ho passato da 30 e più anni ». (A Roberto, 17 juillet 1834. *Ibid.*, p. 460).
10. — A Luisa, 25 juillet 1845. Di Carlo, *Lettere inedite*, etc., p. 10.
11. — Au P. Roothaan, 18 janvier 1846, P., p. 180.
12. — A Massimo, 27 août 1846. Di Carlo, *Un carteggio*, etc. p. 25. Cf. Lettre au P. Roothaan du 31 août 1846. P., p. 203.
13. — Au P. Curci, 18 juillet 1852, P., p. 345, et à Massimo, 24 juillet 1852, P., p. 348.
14. — A C. Cantù, 29 novembre 1855, P., p. 591.
15. — A Massimo, 10 octobre 1853, P., p. 378 et 380.
16. — Au P. Paria, etc., 15 août 1854, P., p. 473.
17. — A Massimo, 18 janvier 1855, P., p. 360. C'est par erreur que dans P., *loco citato*, et Di Carlo, *Un carteggio*, etc., p. 81, la lettre porte la date de 1853, puisque la démission de Roberto dont il est parlé est de décembre 1854.
18. — A Massimo, 12 avril 1857. Di Carlo, *Un carteggio*, etc., p. 125.
19. — Au même, 24 avril 1857. *Ibid.*, p. 128.
20. — *Diario de la Civiltà Cattolica* : « 4 febbraio. Il P. Curci, non essendo ancora il P. Taparelli ben rimesso d'una infermità che in questi giorni lo travagliò, presenta il primo fascicolo al Santo Padre in Vaticano ». — Lettre de C. Cantù à Taparelli, 9 mars : « Sentii con sommo dispiacere ch' Ella fù gravemente malata... ». P., p. 647.
21. — *Diario de la Civiltà Cattolica* : « 4 marzo 1859. Il P. Taparelli porta al S. P. il primo fascicolo di marzo. Sua Santità si rallegra con lui scherzando della venuta in Roma di Massimo D'Azeglio, venuto, dicesi, a recar l'Ordine della Nunziata al Principe di Galles che da qualche tempo si trova a Roma... »
- « In questi giorni il P. Taparelli visitò il suo fratello Massimo, il quale viene a resituirgli la (visita).
- « 29 marzo. Il P. Taparelli presenta al S. P. il primo fascicolo d'aprile. Il discorso cade... sopra Massimo D'Azeglio, che in politica non è più capace di conversione, e nell' udiienza avuta dal Papa si tenne sopra tutti i tasti toccatigli dal Papa, altamente chiuso e impenetrabile ».
22. — Carcano, *op. cit.*, p. 496.
23. — A Massimo, 30 août 1860. Di Carlo, *Un carteggio*, etc. p. 142.

24. — Au même, 25 mai 1861. *Ibid.*, p. 145 et 147.
25. — A Roberto, 10 juillet 1861, P., p. 724.
26. — Au même, 15 del 62. Colombo, *op. cit.*, p. 481.
27. — Lettre à Massimo (la dernière que nous connaissions), du 28 mai 1862. Di Carlo, *op. cit.*, p. 151.
28. — Lettre à C. Cantù, 27 décembre 1857, P., p. 645.
29. — Lettres à Roberto, 20 mai 1842, P., p. 127, et à Massimo, 18 novembre 1827 P., p. 93.
30. — Lettre à Roberto, 20 mai 1842. P., p. 126 et 127. Cf. *Souvenirs historiques*, etc., p. 47.
31. — Lettres à Roberto, 18 août 1841, P., p. 118 et 27 août 1862, P., p. 755. — D'après une tradition conservée parmi les jésuites de Sicile, une nuit, en traversant le couvent avec une lanterne accrochée à son bonnet, il surprit des voleurs, qui, en voyant ce Cyclope, s'enfuirent épouvantés !
32. — Page 122.
33. — Cf., par exemple, dans P., les lettres du 15 juillet 1852 (p. 341-344), 8-9 juillet 1854 (p. 460-463), 22 juillet 1854 (p. 470-471), 9 août 1855 (p. 562-564), 17 juillet 1857 (p. 641-642).
34. — Pas toujours : ainsi on peut trouver que les anagrammes qu'il suggère au P. Oreglia (P., p. 725) pour confondre Liverani (auteur de : *Il Papato, l'Impero e il Regno d'Italia*) dans la *Civiltà Cattolica* sont vraiment piétres : Sig. Liverani, *Nil veri agis* ; — *Abbate Liverani, Abba, a te nil veri*. — Parfois aussi il verse dans le mauvais goût ; par exemple, il écrit à Cesare Cantù : « ...je ne puis trouver au martyrologe, tant que vous n'y figurez pas, un saint César qui me fournisse l'occasion de répondre à vos souhaits par les miens. A vrai dire, j'ai connu un César * qui semblait marcher sur cette voie, et c'est une personne envers qui j'ai d'immenses dettes plus encore pour la vie morale que pour la vie physique ; mais puisqu'il ne fait pas de miracles, c'est à vous, cher chevalier, qu'il appartiendra de donner au martyrologe un saint César qui puisse mettre en fête les innombrables César qu'il y a en Italie et ailleurs ». (En italien, 12 juillet 1855, P., p. 555).
- * Il s'agit de son propre père.
35. — T. II, p. 36.
36. — Édition française : tome II, p. 313-314.
37. — J'ai transcrit cette anacoluthie telle qu'elle est dans la traduction citée.
38. — « ...quel candore che tu conosci al mio carattere e che molti niegano alla mia professione ». (Lettre à Cesare Balbo, 17 mars 1847, P., p. 223). — « Io non sono fisionomista ». (Lettre à Massimo, 26 juin 1849, P., p. 271).
39. — A Massimo, 10 octobre 1853, P., p. 379.
40. — « ...colla mia testa che dimentica i fatti da un giorno all'altro... ». (Lettre au P. Curci, 18 juillet 1852, P., p. 346). « La testa purtroppo dimentica tutto ; e mi succede più di una volta che i miei colleghi mi chieggono ragione di qualche articolo scritto da me un mese prima, ed io più non mi ricordo di averlo scritto ». (Lettre à C. Cantù, 24 décembre 1858, P., p. 662). — « ...caro cognato, vorrei confortarvi quando avete la cortesia di scrivermi, a compierla col mettere la vostra lettera alla posta... » (Lettre de sa belle-sœur Costanza, 2 septembre 1849. P., p. 277).
41. — Paul Claudel. Deuxième des *Cinq Grandes Odes : l'Esprit et l'Eau*.
42. — « Quel che posso assicurarti è che io non sono di quei teologi dogmatici che quando hanno dato la loro risposta, vogliono assolutamente che quella sia, e se altri non si è capacitato subito lo accusano di mala fede. La verità si chiarisce col conferirne all' amichevole, e svilupparla sotto aspetti diversi ; onde se non sei pienamente appagato, avrò carissime l'ulteriori tue obiezioni e mi ingegnerò di spiegarmi altrimenti ». (Lettre à Massimo, 23 août 1831, P., p. 101).
43. — Le P. Serafino Sordi, dans une lettre du 19 avril 1851, P., p. 320. Cette critique ne manque pas de bon sens. — Pourtant, à propos d'une recension du premier volume du *Saggio* parue dans un journal, le P. Roothaan écrivit à Taparelli : « ...ci si criticava certa acerbità in alcune confutazioni, per la quale forse queste, diceva il censore, non porterebbero quel copioso frutto ch' erano nate a produrre ». (29 août 1842, P., p. 130). Je n'oserais dire que Taparelli n'a jamais été âpre quand il avait

affaire à des auteurs chez qui l'on pouvait difficilement supposer la bonne foi.

44. — « Persuasi che niuno erra senza qualche barlume di verità, giacchè puro errore non si dà, abbiám fatto ogni sforzo per isceverare in ciascuna opinione il vero dal falso, e lasciare così a ciascuno la sua parte di lode anche quando ci fu mestieri confutarne gli errori ». S. I. p. 6.

45. — Lettre au P. Carminati, 9 août 1850, P., p. 308. — Cf. la remarque du prof. Di Carlo (*Un brano di lettera inedito di A. Rosmini al P. L. Taparelli D'Azeglio. Rivista Rosminiana*, 1924, fascicolo 1°; tiré à part. Varallo Sesia, Unione Tip. Valsesiana di G. L. Testa 1924, p. 7), à propos du compte rendu fait par Taparelli dans la *Civiltà Cattolica* (Ser. I, vol. VI, p. 129 et suiv.) du dialogue *Dell' invenzione* de Manzoni.

46. — Cf. *infra*, p. 246.

47. — « ...io non so, non dico fingere, ma quasi quasi * nè anche dissimulare o tacere, specialmente quando sono interrogato : chè mi parrebbe quasi un tradimento ». (Lettre à C. Cantù, 21 juin 1857, P., p. 640. — Cf. lettre au même, 25 août 1862. P., p. 752-753).

* La répétition de cet adverbre restrictif ne manque pas de saveur : c'est une preuve de plus de la probité de Taparelli !

48. — « ...sempre buono, amabile, candido, e da volergli un gran bene ». (Carcano, *Lettere di Massimo D'Azeglio a sua moglie Luisa Blondel*, p. 496).

49. — « ...il P. Luigi mi parlava di V. S. Ill^{ma} con sensi di tenerissimo affetto e con espressioni di tanto amore, che a gran pena io non potrei con mie parole dargliene adeguato concetto ». (Lettre du P. Fantoni à Roberto D'Azeglio. A. Colombo, *La morte di Vincenzo Gioberti e di Padre Taparelli nelle carte D'Azeglio*, extrait des *Miscellanea di Studi Storici in onore di Antonio Manno*. Torino, Bocca, 1912, vol. II, p. 120).

50. — Lettre à Roberto, 27 août 1862, P., p. 755.

51. — « ...si che io mi trovi in relazioni più frequenti coi morti che coi vivi. Ogni mattina nella messa ricordo papà e mamà, e Matilde e Rincò ecc. ». (Lettre à Massimo, 28 mai 1862. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 151).

52. — C'est sa propre expression : « ...di Musica e Disegno, nelle quali [arti] pure ho qualche abilità, e inclinazione non ordinaria ». (Lettre au P. Fortis, 11 janvier 1817. P., p. 84). — Voir : *Il P. Luigi Taparelli D'Azeglio artista*. C.C. 19 mai 1928, p. 304 et suiv.

53. — « ...ti sarei molto tenuto, se sapessi dirmi qual' è il miglior trattato che esista di anatomia pittorica. Già sono due o tre mesi che divento chirurgo pel desiderio di farmi pittore : ma è una fatica immensa e per me di pochissimo frutto, giacchè il più che posso ritrarne egli è il sapere quali sono i muscoli che agiscono in questa o quell' altra circostanza, ma non poi quale aspetto prendono, che sarebbe appunto per me il più necessario a sapersi volendo insegnare a questi ragazzi. Ho scritto per tale oggetto a Sabatelli, ma in quel tempo non era a Milano, onde nulla potrei ricavarne ». (29 octobre 1821, P., p. 90).

54. — 2 mars 1833, P., p. 107.

55. — « ...P. Taparelli, che possiamo dire essere anche egli pittore, giacchè abbiamo di lui in casa professa un quadro di 14 palmi, colla Madonna e il Santo Bambino in alto e tutti i Santi della Compagnia all' intorno, e un gruppo di eretici sconfitti al disotto, tutte figure d'altezza vera. Io non so del merito del quadro, ma certo non è un uomo estraneo al mestiere... ». (Lettre du P. Scarlata au P. Roothaan, du 15 décembre 1845, citée dans C.C. *loc. cit.*, p. 309).

56. — « Il gesuita era però più innanzi di tutti gli altri di casa. Conosceva il contrapunto ed era compositore. Scrisse pezzi di musica sacra ; e poteva dirsi eccellente suonatore di piano, per quei tempi ben inteso, chè ora v' è stato un progresso immenso in questa come in cento altre cose ». (*I Miei Ricordi*, éd. cit., p. 119).

57. — Cf. *supra*, p. 67.

58. — Cf. *supra*, p. 62.

59. — *Annali Siculi della Compagnia di Gesù*. Palermo, 1907, III, 125, 140, 228 ; IV, 7.

60. — « Dubito che non abbia avuta un'altra mia ove ti ricordavo l'Inno a S. Luigi, se ti riesce a strapparlo alla Musa di Manzoni, per liberarmi da lavorare su quel tristo che qui leggevi. In verità le ispirazioni musicali verranno stentate se non trovo di

meglio ». (Lettre à Massimo non datée, décembre 1842, P., p. 136). — Dans une autre lettre, du 24... 1843 (Colombo, *op. cit.*, p. 460), on lit : « ...dammi poi notizie *sincere* del come riuscirà l'Inno, perchè questi miei Padri me ne hanno fatto premura e brama il vero : già sai che a me nulla importa, giacchè *non me ne picco* di musica ». Je ne sais à quoi il fait allusion ; peut-être à un morceau qu'il avait donné à Massimo et que celui-ci voulait faire exécuter à Turin. — L'année suivante, Massimo demande à sa femme (1^{er} mars 1844) la « musica di Prospero » : « ...mandamela per la diligenza, e, se potessi avere l'Avemaria dei *Lombardi*, mandami anche questa. Dicendo la musica di Prospero, intendo solamente la cantata, non la canzoncina ». (Carcano, *op. cit.* p. 107).

61. — Dont nous reproduisons (pl. VII) le début, assez caractéristique, à titre d'échantillon.

62. — Le texte est emprunté aux *Strofe per una Prima Comunione* de Manzoni.

63. — Sur ce personnage, cf. *infra*, p. 137 et 138.

64. — « ...ha emulato nelle sue composizioni Hummel istesso ». (Lettre du 11 mars 1856, P., p. 604).

65. — C'est ce qui résulte d'une lettre de celui-ci du 19 janvier 1820, P., p. 89.

66. — Lettre du 21 mai 1852. Colombo, *op. cit.*, p. 473-474.

67. — C.C. Ser. I, vol. VIII, p. 82.

68. — C.C. Ser. III, vol. IV, p. 21 à 32 et 256 à 283 (4 et 31 octobre 1856), *Musica Religiosa*. De Sorrente il envoie son manuscrit à ses confrères de la *Civiltà* : « affinché ne facciamo l'uso che credono », en exprimant quelques suggestions sur la censure préalable. (Lettre au P. Piccirillo, 30 juillet 1856. P., p. 617 et 618).

69. — Taparelli remarque aussi fort justement (p. 28-30) que le caractère de la musique doit varier selon le degré de spiritualité de l'auditoire, afin que les moyens soient mieux proportionnés à la fin. Plus une âme est détachée des préoccupations extérieures et moins elle a besoin du secours des sens pour nourrir sa piété. Aussi des religieuses contemplatives comme les carmélites pourront-elles se contenter d'une pauvreté musicale qui serait évidemment insuffisante pour la masse du peuple plongée dans la vie matérielle.

70. — C.C. Ser. III, vol. VI, 18 avril 1857, p. 202-207 ; voir aussi p. 208, sur G. A. Biaggi, *Della Musica Religiosa e delle Questioni inerenti*.

71. — *Musica divina sive Thesaurus Concentuum selectissimorum omni Cultui Divino juxta ritum Sanctæ Ecclesiæ Catholicæ inservientium. Ad instaurandam polyphoniam vere ecclesiasticam publice affert Carolus Proske. Ratisbonæ.*

72. — C.C. Ser. IV, vol. XI, p. 331-338.

73. — C.C. Ser. II, vol. VII, p. 537. Taparelli discute en critique d'art parfaitement compétent. A la page 540, en note, il conteste qu'on ne puisse imiter le bruit de la grêle. Je donne sa recette pour ce qu'elle vaut : « Sembra a noi che introducendo nell' orchestra un robusto piano-forte, ben potrebbe col granito di un rapido arpeggio di sesta superflua o di settima diminuita, accoppiato al pizzicato di violini e viole esprimersi lo strepitar della grandine, specialmente se vi si faccia precedere il contrapposto di stromenti a fiato esprimimenti con suoni lunghi e legati il venire della lontana bufera, e il muggire dei venti e de' tuoni ».

74. — C.C. Ser. III, vol. III, p. 556.

75. — C.C. Ser. III, vol. IX, p. 188.

76. — *Ibid.*, p. 472.

77. — C.C. Ser. IV, vol. VIII, p. 217.

78. — C.C. Ser. IV, vol. IV, p. 544 ; vol. V, p. 33, 167 ; vol. VI, p. 43, 286, 537 ; vol. VII, p. 301, 404, 555.

79. — Rome. *Civiltà Cattolica*, 1860, IV-180 p., in-16°. Anonyme. Fut traduit en espagnol. Cf. Bibliographie p. 380.

80. — C.C. Ser. V, vol. III, p. 77, 5 juillet 1862.

81. — P., p. 740-741. En français.

82. — « Hai proprio ragione che il mio strumento è l'automa di Alberto Magno ; lo cominciai appunto nel 29 quando ne ebbi la prima idea in Collegio Romano, lo comipisco nel 59, giacchè fra pochi giorni spero di esporlo al pubblico : ecco dunque

opus triginta annorum a tutto rigore di abbaco ». (Lettre à Massimo, 26 février 1859, P., p. 671-672).

83. — Lettre (en italien) à Massimo, 5 avril 1856. Di Carlo, *Un Carteggio inedito*, etc., p. 116-117. — « In certi giorni quando mi pare di aver trovato la soluzione d'un qualche problema che vi aggiunge perfezione notabile, la speranza diventa una vera ossessione : e tale che non posso più attendere a ciò che leggo e scrivo, tale è l'impazienza che mi coglie di andare a sperimentare il nuovo congegno ». (Au même, 4 mai 1856. *Ibid.*, p. 123).

84. — C.C. Ser. II, vol. IX, p. 711 et suiv., 17 mars 1855. Citons encore ces quelques lignes : « La magia del chiaroscuro... lo rende opportunissimo a soggetti di delicata espressione ; ma la robustezza del forte ne toglie ogni sdolcinatèzza, sì che anche nei soggetti gagliardi e maestosi risponde al sonatore ».

85. — Lettre de Tessieri à Taparelli, 27 mars 1855, P., p. 520. Ce fut vers 1827 d'après cette lettre, en 1829 d'après la lettre de Taparelli à Massimo citée ci-dessus, note 82.

86. — Cf. *supra*, p. 71, 72, 74.

87. — « Ho sentito quello che ha messo insieme alla meglio, parte da sè, parte aiutato da un fabbricatore di piani, e che per mancanza di soldi è cosa imperfettissima, e mi pare che eseguendolo bene potrà esser una bella invenzione ». (Lettre de Massimo à Roberto, 6 février 1842. Briano, *op. cit.*, p. 36).

88. — « ...esso mi lasciò una cambiale sul suo banchiere per averne denari a pagar lo strumento di mia invenzione, ma in tal somma che io potrei pagarlo dieci volte » (Taparelli à Roberto, 23 octobre 1842, P., p. 131). Taparelli se trompe dans ce calcul, car il dut plus tard faire un appel de fonds : lettre du 12 avril 1857. Di Carlo, *Un Carteggio*, etc., p. 124-125. Cf. *ibid.*, lettres du 24 avril 1857, p. 128, et 6 janvier 1860, p. 139).

89. — P., p. 136.

90. — En boyau (P., p. 526).

91. — Lettre à Massimo, 24... 1843. Colombo, *op. cit.*, p. 460.

92. — Lettre à Massimo, 30 mars 1843, P., p. 137.

93. — Non 1853 (P., p. 358) ; cf. *supra*, p. 324, note 17.

94. — Il s'agit de Salvatore Meluzzi, et non de Pietro Raimondi comme l'indique P. (p. 359, note 1). En effet, dans sa lettre du 18 janvier 1855 (cf. *supra*, note 93 et p. 324 note 17), Taparelli dit : « Uno dei primi maestri di Roma, nominato un mese fa appunto Maestro di Cappella in Vaticano ». Or il résulte des *Verbalì Capitolari* (1846-1856, page 198) du Chapitre de la Basilique Saint-Pierre que le 10 décembre 1854, S. Meluzzi avait été nommé maître de chapelle.

95. — « Non sarà impossibile che debba poi importunarti per farmi fabbricare dei cordoncini elastici di cui nel caso ti spiegherei la maniera. Ma prima voglio tentare la sapienza di tutti i chimici romani, colla speranza che uno almeno sappia sciogliermi la gomma elastica colla quale vorrei saldare le due estremità dello spago, che diverrebbe in quel punto un po' arrendevole ; senza questa elasticità, temo che rimanga sempre una piccola imperfezione nella disuguaglianza delle tensioni, essendo impossibile quella perfezione di uguaglianza matematica della quale abbisogno, come sperimentai nei budelli che mi mandasti da Roma a Palermo. (Il problema è sciolto e i cordoncini pareggiati) ».

96. — Ser. II, vol. IX, p. 711 et suiv.

97. — Il avait fait son apprentissage chez Erard, à Paris. Taparelli, qui voyait les choses en grand, eut un moment l'idée d'établir une fabrique de pianos et de *violincembali* à l'Ospizio San Michele sous la direction d'Alessandrini.

98. — Ce n'était pas une revue musicale ; son titre complet est : *L'Armonia della Religione colla Civiltà*.

99. — P., p. 513-514.

100. — « Enrico Marchesi nell' anno 1851 fu annunziato per le cure di vari suoi amici sul Giornale di Roma n° 138, come autore di una macchina intitolata steno-musicografo. Fin d'allora trovavasi autore ancora di altra macchina sul pianoforte per voce continuata della quale già nella suddetta epoca francamente palesò a non pochi i principii costituenti, e quantunque ben persuaso dell' onestà de' medesimi,

pure crede farlo di pubblica ragione acciò qualunque altra macchina si manifestasse su tal proposito s'intenda seconda alla sua prima idea, tanto più che ne presentò i disegni con analoga dissertazione a chi è di ragione. Queste due macchine vengono eseguite sotto la direzione dell' architetto sig. Agostino Serra pensionato della corte Sarda ».

101. — P., p. 517 et suiv.

102. — *Atti dell' Accademia Pontificia de' Nuovi Lincei*, Sessione V^a, del 1^{er} Aprile 1855 ; presidenza del signor principe D. Pietro Odescalchi, p. 28, 29 : « La commissione composta dei signori professori Astolfi ed Orioli relatore, lesse il suo rapporto sopra due strumenti musicali, uno proposto dal R. P. Luigi Taparelli D'Azeglio, e rimesso all' accademia pel suo parere dal ministero del commercio, col foglio del 13 marzo 1855, N. 2965, l'altro proposto dal Sig. Enrico Marchesi e similmente rimesso col foglio del 21 marzo 1855. N. 3163. I commissari conclusero che l'istrumento del Sig. Marchesi non riuniva gli estremi voluti dalla legge per ottenere quanto esso chiedeva e che quello del P. Taparelli, meritando lode ed approvazione, offriva sufficienti motivi per annuire alla sua domanda, secondo quanto la legge concede a chi accompagna di valevoli prove quello che asserisce ».

103. — P., p. 532 et suiv.

104. — P., p. 532.

105. — P., p. 537.

106. — P., p. 536. — J'ai copié à l'*Archivio di Stato di Roma* (B. 470. Ministero del Commercio e lavori pubblici. Anno 1855. Provincia di Roma. Sezione 6. Titolo I. Fascicolo 4) le dossier relatif au *violiccembalo*. En voici le sommaire (les n^{os} indiquent l'ordre du classement, qui n'est pas l'ordre chronologique) :

1^o Lettre de Taparelli (17 juillet 1855) à Mgr Milesi, ministre du commerce, pour lui transmettre « la giunta al disegno del violiccembalo ».

2^o Appendice al disegno del violiccembalo Taparelli indicante le giunte accennate nella supplica (nous en donnons la reproduction, pl. ix).

3^o Lettre au ministre, publiée par P. (p. 517 et suiv.).

4^o Lettre du ministre du commerce et travaux publics (13 mars 1855) au prince Odescalchi, président de l'Académie de' Lincei.

5^o Lettre de G. Sgariglia, chef de section au ministère, favorable à Taparelli (16 avril 1855).

6^o Lettre du P. A. Secchi, le célèbre astronome, au ministre Milesi (13 mars 1855) : « ...il giovane che ha lavorato il pianoforte del P. Taparelli si chiama Alessandrini. Il suddetto padre dubita che non sia un certo Marchesi che abbia fatto l'istanza della privativa, giacchè egli avea avuto alcune conferenze sul proposito col P. Taparelli dopo le quali non ci è più veduto comparire... »

7^o Lettre de Sgariglia (3 juillet 1855).

8^o Longue requête d'Enrico Marchesi au ministre Milesi.

9^o Lettre de Taparelli :

ECCELLENZA REVERENDISSIMA,

Sarei venuto personalmente a porgerle i miei rispettosi ringraziamenti. Ma dopo si ripetute importunità la discrezione mi comanda d'usar solo la penna, per rubare meno di quel tempo ch' Ella adopera sì utilmente a pubblico bene. Se V. E. R. si degni anticipare presso la Santità di N. S. i sentimenti di cui sono vivamente compreso, Le sarò doppiamente obbligato.

Spero che avrò poscia l'onore di compiere io stesso un tal dovere a tempo opportuno : per ora La prego ad accogliere le devote proteste di profondo ossequio con cui ho l'onore di protestarmi baciandole rispettosamente la mano.

Di V. E. R.

Coll. Romano 3 Maggio 1855, Umlmō. Dmō. Obbm. Servo vero
Luigi TAPARELLI, S. J.

10^o Le rapport d'Orioli et Astolfi au président des *Nuovi Lincei*.

11^o Lettre du ministre (17 mars 1855) au prince président de cette Académie, transmettant la demande de Marchesi.

12^o Brève requête de Marchesi au ministre pour obtenir le droit de propriété.

13° Sur une feuille : « Il S. P. ha ordinato che si rilasci gratuitamente il brevetto del P. Taparelli ». (Au dos, une note de Sgariglia spécifie que le P. Taparelli n'a qu'à se présenter pour le retirer).

14° Lettre du ministre Milesi au ministre des finances l'informant qu'il a accordé à Taparelli la propriété pour 15 ans.

15° Texte du brevet.

16° Extrait du *Giornale di Roma* (Num. 95, giovedì 26 aprile 1855, p. 386).

17° Un dessin (que nous reproduisons, pl. VIII).

107. — Marie-Louise-Charlotte de Bourbon (1802-1857), veuve de Maximilien, duc de Saxe (remariée en 1833 à Gian-Francesco de Rossi).

108. — Le *Giornale di Roma* (nos des 12 et 13 mars 1855) a publié la liste des objets, avec noms d'auteurs, à expédier à l'Exposition de Paris d'après « la commissione deputata dal Governo Pontificio » : le *violiccembalo* ne s'y trouve pas. De même, aucune mention n'est faite dans le rapport détaillé (dû à Fétis, secrétaire du jury) inséré dans le tome II (XXVII^e classe, fabrication des instruments de musique ; III^e section, 1^{re} partie : orgue d'églises et de chapelles ; 2^e partie : harmoniums, mélodiums, instruments mixtes, à sons soutenus ; — IV^e section : instruments à archets ; — V^e section : pianos, pianos exceptionnels) du recueil intitulé : *Exposition universelle de 1855. Rapports du jury mixte international publiés sous la direction de S. A. S. le Prince Napoléon, président de la Commission Impériale*. Paris, Imprimerie Impériale, MDCCCLVI.

109. — Alessandrini, d'après le premier contrat, devait construire à ses frais un *violiccembalo* pour Taparelli dès qu'il aurait reçu quatre commandes. Celles-ci tardant à venir, un nouvel accord fut substitué au premier : il s'agissait de transformer en *violiccembalo* un vieux piano, acheté d'occasion. Cette convention fut, elle aussi, inopérante. En juin 1860, Alessandrini s'engagea à construire un *violiccembalo* avant le 10 novembre, à certaines conditions. Le travail fut terminé en octobre, mais Taparelli ne put jouir que pendant deux ans de son œuvre.

110. — P., p. 525 et suiv.

111. — Qu'il ne faut pas confondre avec le célèbre compositeur François-Joseph Haydn, lequel vécut un siècle plus tard.

112. — Son instrument, inventé en 1820, s'appelle précisément *violiccembalo*.

113. — « ...perchè il Taparelli, ove mai non lo conoscesse, abbia a giudicare se siavi in esso qualche cosa ch' egli possa impararvi a maggiore perfezione del meccanismo da lui immaginato ». — *La Civiltà* (Ser. II, vol. X, p. 222), dans une note de chronique piémontaise, attribuait à l'antijésuitisme, sans doute avec raison, les insinuations du *Piemonte*, et terminait par le conseil méprisant de Dante (*Inf.* III, 51) : *guarda e passa*, ce qui ne l'empêcha pas de revenir peu après sur le sujet.

114. — Un certain Tomadini prit la défense de Taparelli dans l'*Annotatore jriulano* et son article fut reproduit dans la *Gazzetta di Venezia* du 17 avril.

115. — Ser. II, vol. X, p. 493-496.

116. — En effet, on peut lire à l'*Office National de la Propriété Industrielle* (26 bis, rue de Pétrograd, Paris) le brevet n° 18.547, délivré le 2 mars 1854 pour une durée de quinze années, par le ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, « sans garantie... de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention... » à Delsarte (François, Alexandre, Nicolas, Chéri), professeur, 3, rue de la Croix Boissière, et Gonzalez de Soto (Julien, Antoine), ecclésiastique, 41, rue de Chaillot, « pour un archet continu appliqué aux instruments de musique à corde et à touches et aux plaques vibrantes ». La minute, qui comprend une dizaine de pages, donne ces précisions : « ...l'objet principal de cette invention est celui d'obtenir par un clavier comme celui du piano, les sons du violon, de l'alto, du violoncelle et de la basse faisant tourner mécaniquement un archet continu qui fait vibrer les cordes correspondant aux touches. Les deux points fondamentaux de l'invention sont : 1° d'avoir trouvé qu'une corde tendue dans un porte-corde suspendu, rend le son du violon lorsqu'elle vibre en appuyant (*sic*) le porte-corde sur le pont central du violon ou sur un pont supplémentaire qui soit en contact avec le pont du violon ; 2° d'avoir trouvé la manière de fabriquer un archet continu ou sans fin à la surface duquel la corde ne trouve d'autres aspérités que celles du crin ou de la colophane que l'on observe dans les archets inter-

mitants (*sic*) des violons, violoncelles, basses, etc ». Suit une description minutieuse, avec renvoi au dessin annexé.

117. — « ...osiamo riprometterci che sia per dare al trovato novello una vita più lunga che non ebbero gli antichi tentativi... ».

118. — Lettre à Taparelli, 21 avril 1855. P., p. 531.

119. — « Agli stromenti si recò perfezione, e divenne universale il pianoforte ; dove non vogliamo preterire il *violacembalo* (*sic*), inventato o piuttosto pensato da Haydn, poi nel 1821 dal nostro Gregorio Trentin, e perfezionato nel 1855 dal padre Tapparelli ». (Lib. XVII. Cap. CLXXXVIII, *Belle arti*, p. 580).

120. — « Le R. P. Louis Taparelli, d'Azeglio (*sic*), vient d'inventer un nouvel instrument de musique qu'il a appelé le *violicembalo*, dans lequel les cordes du pianoforte, grâce à un mécanisme qui comprime ou prolonge les sons, donnent des effets analogues à ceux du violon pour les cordes hautes, de la viole pour le medium, du violoncelle pour les basses ». (Jeudi, 19 avril 1855).

121. — 20 giugno 1855, p. 574 : « Avviso musicale : Paolo Alessandrini, fabbricatore di piano-forti, premiato già con medaglia d'oro dal fu ministro Jacobini, ottenne dal P. Taparelli, di C. di G., inventore del nuovo violicembalo, l'uso della privativa conceduta da S. E. Rma. Monsig. Ministro de' lavori pubblici, secondo il giornale di Roma 26 aprile 1855. Chi bramasse procacciarsi il novello stromento equivalente a piccolo orchestra potrà indirizzarsi franco di posta a Paolo Alessandrini, via Matriciani, n. 38. Roma ».

122. — Lettre de Taparelli au P. Curci, 7 juillet 1855. P., p. 554, et lettre de Francesco Dandini à Taparelli, 4 juillet 1855, *ibid.*, p. 552.

123. — Cf. le récit que Taparelli en fit au P. Curci, P., p. 552-553.

124. — Imprimée sur une feuille de papier de 20 × 14 ; elle est conservée aux Archives de la *Civiltà*.

125. — Lettre du 28 juillet 1855, P., p. 560-561.

126. — P., p. 561-562.

127. — « Il solo violicembalo fabbricato fin' ora in Roma è quel primo ch' io feci costruire dal bravo Alessandrini il quale è prontissimo a farne altri e uno ne sta preparando a tempi liberi, ma non ebbe ancora ordinazioni positive, nè si dà alcuna premura, bastandogli averne uno per la prossima quaresima quando tacendo il teatro potrà dar accademie ».

128. — P., p. 579.

129. — P., p. 582 : « ...A la première et à la seconde [question] : celui qui joue du piano peut jouer aussi du violicembalo, comme de l'orgue et de l'harmonium ; c'est-à-dire qu'au jeu détaché il doit savoir joindre le *legato* expressif, produit par la pression plus ou moins forte du doigt sur la touche, et non par la pédale, quoique celle-ci aide un peu l'action des étouffoirs.

Troisième : tout luthier peut l'arranger, moyennant une légère instruction du fabricant, etc.

Quatrième : il s'accorde comme le piano ; les archets qui s'usent se remettent et se font facilement ; l'artiste doit leur mettre de la poix.

Cinquième : on y joue en n'importe quel style, mais mieux dans le style expressif et lié ; avec le chant il fait un effet admirable, comme les instruments à archet.

Sixième : la forme est celle du piano à queue, mais on peut le faire vertical ; j'ai choisi la forme horizontale pour avoir une plus grande force de son.

Septième : le prix est fixé à 400 écus (environ 2.000 fr.) pour six octaves et demie, fini et recouvert d'acajou ou de palissandre ; avec d'autres ornements le prix augmente.

Huitième : pour en construire un, il faudrait au moins quarante jours, à supposer que l'ouvrier ne travaillât qu'à cela ; autrement il faudrait compter deux mois à partir de la commande. Pour l'expédition, je ne puis te dire combien de temps il faudrait, car, c'est une chose toute neuve pour mon constructeur, qui jusqu'ici n'a encore rien expédié en dehors de l'État...

Il faut de temps en temps le brosser, spécialement à l'endroit où la corde est touchée par l'archet, pour enlever la poussière de la colophane, et mettre de l'huile aux pivots des cylindres... ».

130. — « ...un valoroso maestro l cui nome raccolse applausi da Napoli a Parigi,

il pronipote di S. Alfonso, Cav. De Liguoro... ». En note : « Il ch. Maestro F. G. De Liguoro sta preparando un dramma colossale di genere affatto nuovo, nel quale porrà sulle scene tutti i principali tratti della Divina Commedia, serbandovi nel dialogismo le parole stesse dell' altissimo poeta, e rappresentando il rimanente colla magia delle scene ». C.C. Ser. III, Vol. II, p. 95.

131. — « ...nella musica mi ha dato speranza di far entrare il mio violicembalo essendoci obbligato a far entrare in quella musica tutti i nuovi strumenti presentati all' Esposizione di Parigi ». (Première lettre indiquée dans la note suivante). J'avoue ne pas comprendre, puisque le *violicembalo* n'a pas été envoyé à l'Exposition de Paris : cf. *supra*, p. 330, note 108. — Liguoro aurait même désiré faire venir Taparelli à Paris pour la circonstance : cf. lettre de Taparelli à Massimo, 5 avril 1856. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 117.

132. — « Se mai avessi occasione di rendergli qualche servizio in Londra o in Parigi te ne sarò obbligato : per Torino lo raccomanderò a Roberto, giacchè suppongo che a Febbraio non ti ci troverei ». (A Massimo, 6 novembre 1855. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 108). — « Permetti mi che ti faccia una commendatizia... la persona che ti raccomando ha due ragioni in suo favore, i suoi meriti e il mio interesse. Fratello del Principe De Liguoro ha abbandonata la diplomazia per passione alla musica... avendomi egli dato speranza di promuovere in Francia la fama del mio violicembalo, del cui effetto musico egli mi sembra vivamente compreso... Perchè questo congresso si fa in Parigi*, se il mio raccomandato non ti trova in Torino, verrà a trovarti colà... » (Au même, 7 février 1856. *Ibid.*, p. 109-110).

* Le Congrès qui eut lieu après la guerre de Crimée. Au début de février Massimo D'Azeglio avait été désigné pour y représenter le Piémont, mais il n'accepta pas cette mission.

133. — « Esso è rimasto estatico di tanta cortesia, e mi scrivea in termini che lo mostravano proprio fuor di sè ». (Taparelli à Massimo, 5 avril 1856). *Ibid.*, p. 116).

134. — 11 mars 1856. P., p. 603-604.

135. — 19 mars 1856. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 111 et suiv.

136. — *Ibid.*, p. 118-122.

137. — En italien. *Ibid.*, p. 123-124.

138. — Lettre déjà citée de Liguoro à Taparelli, 11 mars 1856. P., p. 604.

139. — Il semble probable que Taparelli n'y consentit pas, car on lit dans sa lettre du 12 avril 1857 à Massimo : « ...sto adesso continuandone uno pulito e presentabile anche al pubblico : a cui finora non ebbi coraggio di presentare il rozzo primogenito ». (Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 124-125).

140. — Sur tout cela : lettre de Taparelli à Massimo, 5 avril 1856. *Ibid.*, p. 117.

141. — Au même, 4 mai 1856. *Ibid.*, p. 123.

142. — *Ibid.*

143. — 19 novembre 1856. P., p. 624-627.

144. — *Ed. cit.*, p. 120.

145. — Lettre de Taparelli à C. Cantù, 28 mai 1857. P., p. 637. Dans cette même lettre Taparelli souhaite que le cur Scotti (à qui 2.500 fr. ne font pas peur) en commande un, pour satisfaire la curiosité des Milanais. — On dut finalement se décider pour le chemin de fer, puisque le 26 février 1859 Taparelli écrit à Massimo : « ...mandandolo in Russia è probabile che lo faran passare per Genova ; e se l'artefice dovesse accompagnarlo, io gli ho già suggerito che faccia una cassa di imballaggio, tale da potersi aprire, sicchè in Genova, Milano, Vienna e in qualche altro luogo possa dare un' accademia ». (P., p. 672.)

146. — Daté du 30 avril 1858 et cité en note par P., p. 734.

147. — « Quello fatto pel conte Vieloscki ha fruttato doppiamente al mio Alessandroni, giacchè dopo averlo pagato il Conte glielo ha rilasciato ». Lettre de Taparelli à Massimo, 30 août 1860. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 141.

148. — Cf. lettre de Taparelli à Massimo, 6 janvier 1860. *Ibid.*, p. 140-141.

149. — Tome IV, p. 370. Paris, Librairie V. Palmé, 1862.

150. — Ancien élève de Liszt, il s'était brouillé avec lui en 1841. En 1862, « quelques jours après son arrivée dans la Ville Eternelle, il rencontra son ancien maître et ami Liszt, qu'il n'avait pas revu depuis sa conversion*. Cette entrevue fut pleine de cor-

dialité et de consolation... « J'ai retrouvé Liszt ici, écrit-il à sa sœur ; je le vois souvent, il vient me voir ». (Lettre du 7 juin 1862). *Vie du R. P. Hermann*, en religion Augustin-Marie du Très Saint Sacrement, carme déchaussé, par l'abbé Charles Sylvain. G. Oudin, Paris et Poitiers, 4^e éd., 1909, p. 227.

* Du judaïsme.

151. — « ...assicurandone l'assoluta imparzialissima indipendenza e permettendo eziandio che si pubblicasse avvalorata della sua firma ». (C.C. Ser. V, vol. I, p. 484, 8 febb. 1862). — Il semble que Liszt n'avait pas rédigé lui-même cette approbation, d'après cette phrase de sa lettre à Tessieri (citée plus loin) : « Vous y trouverez quelque variante et modification que j'ai fait sur la minute que vous m'avez communiquée. Elles m'ont semblé entièrement à l'avantage de l'inventeur, auquel je souhaite de bon cœur toute la réussite qu'il mérite ».

152. — Le second instrument est un piano carré à l'usage des malades obligés de garder le lit.

153. — En français, daté du 3 janvier 1862. *Ibid.*

154. — Ancien jésuite, avec qui Taparelli avait commencé le *violicebalo* pendant son rectorat du Collège Romain (cf. *supra*, p. 133), et par l'intermédiaire de qui Liszt lui avait envoyé l'approbation reproduite ci-dessus.

155. — Ce nom avait déjà été employé, en particulier par Debain pour l'instrument qu'il inventa en 1845.

156. — En français, 3 janvier 1862. P., p. 729.

157. — P., p. 731-732.

158. — C.C. Ser. V, vol. I, p. 484.

159. — En italien. Colombo *op. cit.*, p. 480-481. On remarquera le rapprochement inattendu et sans doute involontaire entre « vele gonfie » et « vapore » ! (*Id.* dans la lettre citée *infra*, note 162).

160. — C'était un navire anglais, le *Chester*, qui partit de Civitavecchia chargé de 213 caisses.

161. — Cf. la note du ministre du Commerce et des Travaux publics parue dans le *Giornale di Roma*, du 12 novembre 1861.

162. — En italien, P., p. 734.

163. — Cf. *supra*, p. 77 et suiv.

164. — P., p. 107.

165. — *Archivio Taparelli*. Saluzzo. Contratti di famiglia, n° 94.

166. — Lettre du 22 août 1842 à Roberto. P., p. 128, 129.

167. — « Debbo poi avvertirla che a Palermo ho lasciato a mio fratello un credito aperto sino a cinquemila franchi, del quale non abuserà certamente. Vedendo da vicino le cose sue ho scoperto che si trovava talvolta esposto a bisogni, che per mancanza di mezzi non poteva soddisfare. Può credere che non sapevo tal cosa, pensando che il convento provvedesse a tutto. Se l'avessi saputo avrei provveduto prima ». (Lettre de Massimo au cavaliere Pasquale De Vecchi, à Milan, datée de Naples, 8 avril 1842, dans ses *Scritti postumi* a cura di Matteo Ricci, Firenze, Barbera, 1871, p. 498).

168. — Chap. III.

169. — Lettre de Massimo à Taparelli, 11 août 1849, P., p. 274.

170. — « ...sento in me medesimo un immenso divario nel giudizio che porto sui due altrettanto a me congiunti ». (Lettre de Taparelli au P. S. Sordi, P., p. 294. Toute cette lettre est à lire).

171. — *La secolarizzazione del governo Pontificio*. C.C. Ser. IV, vol. IV, p. 161-162, note. — Voir dans *Un carteggio inedito*, etc., d'E. Di Carlo, p. 134-138, deux brouillons de lettres pleines d'amertume de Taparelli à Roberto.

172. — P., p. 720 et suiv.

173. — Cf. *supra*, p. 119.

174. — « Chi scrive queste pagine è in grado di asserire che questa fu l'opinione del P. Luigi Taparelli, il quale, tutte le volte che gli capitava di parlare di suo fratello Massimo, non si peritava di dire : « Ah ! quegli sarà sempre un cervello balzano ! » (P. Luigi Previti, S. J., *Studi sulla letteratura rivoluzionaria in Italia*. Palermo, 1876, P., p. 363).

175. — « Che curiosa posizione è rispettivamente quella di noi due fratelli, si affe-

zionati pel cuore, si contrari d'idee, e lanciati amendue a giostrare in pubblico colla penna alla mano! Quando ci penso qualche volta ci rido; quantunque amerei meglio passarvene di un tal *divertimento*. Ma questo portano i tempi; ed è grazia grande di Dio che le divergenze si arrestino alla porta del cervello». (Lettre à « Madame Louise marquise D'Azeglio ». Di Carlo, *Lettere inedite*, etc., p. 22).

176. — « Succede a noi quel che ai valorosi uffiziali sul campo di battaglia: dopo aver tirato per un' intera giornata a sbudellarsi gli uni e gli altri perchè il dovere gli obbliga, se vien l'armistizio accendono insieme il sigaro e vuotano la bottiglia ». (Taparelli à Massimo, 6 janvier 1860. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 140).

177. — « Si sbracciava a persuadermi che mi vuoi molto bene, e quasi mi faceva ridere il vedere che ci si impegnasse con tanto calore, e dicea meco stesso: « *Si vede che non ci conosce* ». Ciò non ostante capisco benissimo che chi conosce soltanto l'antagonismo delle nostre opinioni e non sa l'armonia dei nostri affetti, dee giudicarci poco men che nemici. L'Audisio però, che conosce i f. Cavour, deve comprendere che codeste anomalie se sono rare, non sono impossibili. Ad ogni modo, il sentirlo parlare del ben che mi vuoi è sempre cosa piacevole, e gliene fui grato ». (Le même au même, 22 novembre 1850, P., p. 315).

178. — « Dicevo appunto poc' anzi alla Sig.ra Madre che sarei sì contento se potessi avere occasione di scriverti più spesso, ma scriverti cose e non parole; e con confidenza da fratello, e con qualche speranza, tu puoi intendere di che. Eppur mi sembra che debba alfin giungere un giorno ch' io lo possa senza infastidirti: quando sarà nol so; ben so che lo spero e lo prego da Dio... ». (Lettre à Massimo, Oleggio, 29 octobre 1821. P., p. 90).

179. — « Egli mi si è aperto, ed io a lui, con quella effusione di cuore che tu pur mi manifesti. Gli ho parlato come meglio ho saputo, ed anche scritto qualche pro-memoria sul modo di arrivare a persuadersi... ». (Taparelli à Roberto, 23 octobre 1842, P., p. 132). — « Sicchè sempre finalmente si torna a ciò che dicevamo qui in Palermo: un sol punto deve studiarsi od accertarsi: *se Dio parlò*. Chiarito questo è chiarito tutto ». (Taparelli à Massimo, décembre 1842. P., p. 135); cf. une autre lettre au même, non datée, mais qui semble faire suite à celle-là puisqu'elle traite de l'existence de la Révélation (*se Dio parlò*), dans E. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 154-159.

180. — En italien, 23 octobre 1842, P., p. 133.

181. — Au même, en italien, 16 août 1843. P., p. 142.

182. — Lettre à Massimo, 27 septembre — 31 décembre 1843. P., p. 148.

183. — Cf. *supra*, p. 72-73.

184. — « Je suis enchanté de vos bonnes dispositions ». (Lettre, en français, du 3 août 1842, « à ma chère sœur Louise ». Di Carlo, *Lettere inedite*, etc., p. 6).

185. — Cf. *supra*, p. 75.

186. — Cf. *supra*, p. 79.

187. — « Ho ricevuto l'ultima tua ove mi parlavi del tuo ministero abortito, * e trovo che hai fatto benissimo a rifiutare in tali condizioni di tempo e di partiti. Ma mi parve leggere in quelle poche linee molto scoraggiamento: e qui, caro Massimo, mi sembri inferiore a te stesso... Non crederai dunque adulazione se ti dico che tu difendi, a parer mio, la buona causa, almeno in sostanza, qualunque esser possano le varie tinte delle nostre opinioni. Posto ciò e posto il male andare delle faccende nel loro stato presente, parmi che dovesti far di tutto per arginare codesto torrente; e non abbandonar il campo, finchè uno spirito più moderato e più giusto non prevalga in tutta la Penisola... Come vedi io vagheggio tuttora quell' idea che nutrive in Roma due anni fa**; ancora penso alla possibilità di rannodare, nella brama del vero ben pubblico, i cattolici zelanti coi liberali moderati. Or perchè non torresti tu a compiere quest' impresa...? ». (Lettre du 22 février 1849, P., p. 261.)

* En décembre 1848, Massimo n'avait pas accepté de former le ministère.

** Cf. *supra*, p. 90 et suiv.

188. — Massimo avait écrit: « perdere l'unità religiosa sarebbe per l'Italia l'ultimo tracollo ». (*Ultimi Casi di Romagna*, 1846, p. 37, et *Proposta d'un programma per l'opinione nazionale italiana*, 1847, p. 41).

189. — « ...riposo pienamente nella rettitudine del tuo animo, confortato anche dall' amor che hai per me... ». (Lettre à Massimo, 2 septembre 1849. P., p. 276).

190. — « Il soprannaturale non ha certo in lui molta forza : ma in punto d' onestà naturale ha l'animo inchinevole non solo al retto ma anche all' eroico. Mi dirai che l'eroico è più facile a scriversi nei romanzi che a praticarsi nella vita reale... ». (Lettre à Roberto, 2 novembre 1849, P., p. 280).

191. — Lettre à Massimo, 2 septembre 1849. P., p. 275 et suiv.

192. — Lettre à Costanza Alfieri, 22 décembre 1849. P., p. 282.

193. — Sur cette loi Taparelli écrivit deux articles dans la *Civiltà* : *Un duello letterario a proposito della legge Siccardi*. (Ser. I, vol. II, p. 120), et : *Osservazioni analitiche sui discorsi pronunziati nel Senato nel 1850*. (Ser. I, vol. IV, p. 541).

194. — Lettre, en italien, à Costanza Alfieri D'Azeglio, 8 mars 1850, P., p. 287-288.

195. — Cf. lettre de Massimo D'Azeglio à Roberto, du 8 septembre 1850, dans Briano, *op. cit.*, p. 167. — Sur ce que Massimo pensait de l'attitude de Taparelli, voir sa lettre du 17 octobre 1850, *ibid.*, p. 170.

196. — En italien, P., p. 315.

197. — Lettre à Massimo, janvier 1851, P., p. 316.

198. — Au même, 8 avril 1851, P., p. 318.

199. — Lettre du 9 janvier. P., p. 325-236. — Cf. les amères considérations sur l'attitude du gouvernement sarde dans ses rapports avec le Saint-Siège, exprimées dans une lettre de Taparelli à A. Peyron, P., p. 327-328.

200. — « La crisi ministeriale del Piemonte e la caduta del conte Camillo di Cavour sono un fatto di grande importanza per l'Italia cattolica, d'importanza somma pel cattolico Piemonte. Il quale se ancora non può consolarsi colla certezza di un migliore avvenire, può almeno sperarlo se il Presidente D'Azeglio, illuminato dai palpiti, dal fremere, che hanno destato nell' universale dei suoi concittadini le improvvide novità del suo collega caduto, saprà ricordare l'antico *Programma*, che tanta gioia e tante speranze avea destate in chi ne aspettava l'adempimento. Animo temperato ed onesto, nutrito dagli anni più teneri nella cognizione e nell' amore del cattolicesimo, leale nel giurare, e fermo nella volontà di mantenere il giurato, il marchese d'Azeglio... Se il Presidente del Ministero piemontese... vorrà ponderare questi sensi di una penna a lui non ignota... ». (Ser. I, vol. IX. *I Mormoni ossia la Libertà religiosa in Piemonte*, p. 593 et 601-602).

201. — Lettre du 30 octobre 1852. P., p. 351 et suiv.

202. — Entre autres : « ...ti dirò schiettamente, che non tengo il male per così gravissimo, come a certuni può parere. L'*andarsene della religione* ben potrebbe essere piuttosto una cessazione dell' ipocrisia... La persecuzione... può... servire alla santificazione del clero... » ; toutefois, il confesse : « ...sono persuaso che se il clero vuole, può santificarsi senza tale sussidio ; e che il recare tale sussidio al clero non reca scusa veruna alle colpe di chi lo spoglia » ! — Deux ans plus tard, dans une lettre à C. Cantù (30 août 1854, P., p. 476), il dit la douleur que lui cause la presse impie qui corrompt radicalement sa « cara patria ».

203. — Cf. *supra*, p. 312, note 118.

204. — *L'allocuzione del Sommo Pontefice nel Concistoro dei 22 gennaio 1855*. C.C. Ser. II, vol. IX, p. 497. et suiv.

205. — *Un articolo di Massimo D'Azeglio, ibid.*, p. 566. Voici ses conclusions : « L'apologista ha letto nel racconto romano più colla fantasia che cogli occhi le parole acerbe ; le ha valutate col vocabolario del mondo quando aveano significazione ecclesiastica ; le ha dirette contro le persone, laddove direttamente esse ferivano fatti e principii ; le ha ribattute con recriminazioni che, fossero pur vere, non proverebbero all' uopo ; le ha impugnate collo Statuto, col quale potrebbero, e a doppio titolo, giustificarsi ; ha invocato la giustizia e la carità, ch' erano appunto le virtù che costringevano il Pontefice a difendere la Chiesa, a salvare i principii, a illuminare i fedeli... Solo ci duole che alla costoro [les ennemis de l'Église] insolenza si faccia ausiliario un nome illustre, un animo leale, una penna potente, destinati a miglior sorte ed atti a più nobili imprese ».

A propos de cet incident, Taparelli, écrivait le 5 avril 1855 à Massimo : « La scarameccia di cui mi parli ha dato qui molto che dire, ma non so che veruno abbia sospettata la tua lealtà, bensì (giacchè non so fingere) ti dirò schiettamente che ho sentito attribuirti il difetto contrario, d'esserti lasciato condurre con troppo buona fede

a certi passi che doveano necessariamente indurre il presente quasi inconciliabile dissidio ». (P., p. 527).

206. — P., p. 687-688.

207. — Ser. IV, vol. IV, p. 196.

208. — Lettre à Massimo, du 30 août 1860. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 142-143.

209. — Lettre au même, 25 mai 1861. *Ibid.*, p. 145.

210. — « Dal canto mio me ne congratulo teco e te ne ringrazio anche per me ». (*Ibid.*, p. 146).

211. — Par suite d'une indiscretion, cette lettre fut publiée. Azeglio désapprouva cette divulgation. La *Civiltà* (Ser. IV, vol. XI, p. 624-625 ; — l'article, non signé, est de Don Giacomo Margotti, correspondant piémontais de la revue), distinguant en lui deux hommes, l'homme naturel, honnête, loyal, sincère, et l'homme politique, « artificiel », considérait la lettre à Matteucci comme expression de l'homme naturel, et la protestation comme émanant de l'homme artificiel.

212. — « La pubblicazione del Matteucci che capisco benissimo aver tu disapprovata, ti confesso che fu per me un balsamo vedentoti uscire dalla vita pubblica con una franca detestazione di quelle crudeltà che imprimono una macchia sì lurida ad un esercito che fui avvezzo a tanto stimare ed amare. Poco prima avevi pubblicato altre buone ragioni contro quella stoltezza di voler Roma capitale dell' Italia : stoltezza che può dirsi in gran parte cagione dei guai e delle incertezze presenti. Sicchè la tua uscita dal mondo politico è stata una protesta generosa contro la stoltezza e contro la crudeltà della rivoluzione. Pensa quanto m'è stata cara e quanto me ne sono rallegrato ». (Lettre à Massimo, du 28 mai 1862. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 150).

213. — « ...seguire il tuo consiglio di mandar la politica a farsi benedire ». *Ibid.*, p. 149.

214. — Cf. lettre à C. Cantù, 30 août 1854 (P., p. 478) : « ... persuaso come io sono, la politica essere straniera alla mia vocazione ».

215. — Lettre, en italien, citée ci-dessus (notes 212 et 213).

216. — *Ed. cit.*, p. 59.

217. — Ce passage du *Saggio* sur l'unification de l'Italie est assez net : « Questa nozione ragionata di ciò che patria suol dirsi, farà comprendere quanto sieno grossi d'ingegno certi millantatori di amor patrio, che si fabbricano un idolo di sassi e di terra ; e perchè l'Italia è circondata dal mare e dall' Alpe, reputando sconcio di natura il vederla divisa in molte società, sarebbero dispostissimi a scannare in lunghe guerre migliaia dei loro concittadini, purchè al fine ottenessero di formarne un sol regno. E questo è amor di patria ? questa è felicità d'Italia ? ». (S. I., p. 468, n° 945).

218. — Lettre du 30 décembre, P., p. 629.

219. — Il éprouve le besoin de s'excuser ainsi : « ...jà mi preparo a farvi ridere ; come quel cotale sofista greco facea ridere Annibale parlandogli di guerra, perocchè lo stesso garbo sembrami aver un gesuita che parli ad un Ministro sulla società. Ma ciò non mi trattiene, perchè trattandosi di un libro scritto con idee cattoliche, il gesuita divien ministro, e il ministro cristiano non si adonta di darglisi discepolo ». (P., p. 130).

220. — Cf. *supra*, p. 17.

221. — Cf. *supra*, p. 81.

222. — *Memorandum storico-politico dal 7 febbraio 1835 al 9 ottobre 1847*. Torino. Speirani e Tortone, p. 233.

223. — Dans une édition ultérieure du *Saggio*, Taparelli rendit la politesse : « Siamo lieti di potere in questa edizione recare, in conferma di queste nostre dottrine la sentenza di quel valente uomo di stato, che è il conte Clemente Solaro della Margarita, primo ministro di Carlo Alberto nell' epoca più florida dei reali di Savoia. Il quale nelle sue quistioni politiche testè pubblicate, etc... — A qual proposito raccomandiamo anche ai nostri lettori le altre due opere del medesimo peritissimo pubblicista : il *Memorandum* e gli *Avvedimenti politici*, pieni tutti di sanissime teorie e di storiche applicazioni moderne ». (S. II, p. 216, a).

224. — « La rettitudine delle dottrine, confermata sì evidentemente dai fatti, ove niun altro potrebbe avere autorità uguale nel riferirli, rendono agli occhi miei quell'

opera uno dei più gravi documenti storici del nostro tempo, al quale, se altri potranno pareggiarsi per veracità storica, e anche preferirsi per l'ampia tela delle relazioni politiche, nessuno peraltro potrà giungere per la perfetta cattolicità dei principii: la quale purtroppo nei diplomatici vostri colleghi è fenomeno piuttosto unico che raro: almeno se parlisi di coloro che abbiano impugnato la penna ». (P., p. 374-375).

225. — Cela est confirmé par une lettre du P. Minini à Solaro, du 11 décembre 1853 (*Archivio Solaro*): « Il P. Taparelli a voce mi comunicò certo suo giudizio su questa seconda scrittura... Egli adusato a dissertare avrebbe trovata l'opera troppo leggiera, un accozzamento di teoremi enunciati, e non altro... mi diceva aperto, che il primo scritto lo trovava di merito maggiore ». (P., p. 375, note 1).

226. — « Soprattutto mi è piaciuto quell' accettare che fate la condizione presente del Piemonte perchè imposta da Autorità legittima. Se tutti la capiranno, invece di disputare sul migliore dei governi, penseranno a ben valersi di quello che Dio ci donò ». (7 janvier 1854, P., p. 402). — Cf. ce que Taparelli écrivit dans la C.C. du 21 janvier 1854, p. 203-209.

227. — Lettre du 26 janvier 1854. P., p. 412.

228. — Lettre du 9 mai 1854. P., p. 440.

229. — Cf. *supra*, p. 13 et 16.

230. — « ...Manzoni, persone tutte che vorrei conoscere di vista... ». (Lettre de Taparelli à Louise D'Azeglio, née de Maumary, 25 juillet 1845. Di Carlo, *Lettere inedite*, etc., p. 11).

231. — Lettre à Massimo, 19 novembre 1834. P., p. 111.

232. — Au même, 23 août 1831. *Ibid.*, p. 101.

233. — Au même, 21 décembre 1840. *Ibid.*, p. 113.

234. — Au même, septembre-décembre 1843. *Ibid.*, p. 148.

235. — Lettre à Louise, citée ci-dessus dans la note 230.

236. — P., p. 293-294.

237. — *Infra*, p. 258, appendice I.

238. — *Il Trattato della Politica di Aristotele: volgarizzamento dal greco con note e discorso preliminare*. Firenze. Le Monnier, 1853.

239. — Lettre du 22 novembre 1853. P., p. 388. — En effet, en une centaine de pages, Ricci y soutient des idées qu'il avait déjà exprimées dans sa *Lettera filosofico-politica* (Firenze, 1850) et que Taparelli avait réfutées tant dans un bref compte rendu (C.C. Ser. I, vol. III, p. 352) que dans un long article intitulé: *Sulla emancipazione dei popoli adulti* (*Ibid.*, p. 523-570) qui fut inséré dans l'*Esame critico* (I., p. 183-234).

240. — Anno XX. Serie III. Settembre 1937. Vol. XLV. Fasc. CCXXXII. *Sei lettere inedite del P. Taparelli D'Azeglio*, p. 689.

241. — Lettre de Ricci, du 16 janvier 1854. P., p. 410.

242. — Cf. lettre de Ricci du 5 février 1854. P., p. 417.

243. — Ser. II, vol. XI, p. 497-518.

244. — Cf. lettre de Taparelli à Massimo, 6 novembre 1855. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. 106-107.

245. — « Ho qui in Roma un caro nipote, il Marchese Ricci di Macerata, giovane che veramente mi ha innamorato colle molte sue doti, viene tratto tratto a passare meco qualche ora della sera... ». (Lettre de Taparelli à C. Cantù, 29 novembre 1855. P., p. 591). Cf. lettre du même au même, 8 février 1856, *ibid.*, p. 598.

246. — Milano, 1868; vol. I, p. 351.

247. — « ...farmi lieto di conoscerla personalmente, come da lungo tempo La conosco e riverisco negli scritti! ». (Taparelli à Cantù, 28 novembre 1853, P., p. 390).

248. — Taparelli n'ignorait pas la manie qui consiste à publier, après la mort d'un personnage, tous les papiers trouvés en sa possession: Predari avait eu l'indiscrétion d'imprimer une de ses lettres à Cesare Balbo (cf. *supra*, p. 82). Craignant une publication posthume de ce genre, dont on pourrait abuser, d'autant que, lorsqu'un jésuite est en cause, la malignité est particulièrement en éveil, Taparelli supplia plusieurs fois* Cantù de brûler les lettres qu'il recevait de lui: il n'en fit rien et les lettres de

* Cf. lettres du 29 mai 1855 (P., p. 547-8), 12 juillet 1855, P. S. (*ibid.*, p. 557), 21 août 1855 (*ibid.*, p. 569).

Taparelli à Cantù sont aujourd'hui conservées à la Bibliothèque Ambrosienne (*Fondo Cantù*; don de Giulio Martelli).

249. — « ...persino il Cantù gli sommetteva a giudizio le proprie opere con un' ossequiosità che non ci saremmo mai aspettata dall' altezzoso autore della *Storia universale* ». (Alessandro Luzio, *La Deputazione di Storia patria di Torino*, dans le *Corriere della Sera*, 1^{er} septembre 1933).

250. — Il s'agit du compte rendu, publié dans le n° du 4 octobre 1862 de la *Civiltà* qui contenait la notice nécrologique de Taparelli (mort le 21 septembre), d'une étude de Cantù intitulée : *Beccaria e il diritto penale, saggio* (*Atti dell'Istituto Lombardo*, 1862, vol. III, p. 164; puis éditée en volume, Firenze, Barbera, 1862).

251. — 25 août 1862, P., p. 753.

252. — Lettre du 4 janvier 1854. P., p. 400-401.

253. — Cf. les lettres publiées par P., p. 443, 449, 463, 521.

254. — 24 avril 1862.

255. — Roma. Camerale, 1870.

256. — Cf. P., p. 311, 335, 696, 699, 706.

257. — Lettre du 14 mars 1854. P., p. 431.

258. — P., p. 435.

259. — P., p. 549.

260. — *I miei tempi*. Torino 1860. Tip. Nazionale di G. B. Biancardi, vol. XV, p. 141 et suiv.

261. — Cf. *supra*, p. 81-82.

262. — Cf. *supra*, p. 83 et suiv.

263. — Cf. *supra*, p. 56-57.

264. — Un billet de Rosmini adressé à Taparelli pour lui recommander un jeune clerc est daté de : « Roma, S.S. Apostoli, 16 agosto 1829 ». (*Epistolario Completo*, vol. III p. 130, lett. 1014).

265. — « ...essendo io obbligato a mandarla all' ottimo Tapparelli, anche per la promessa che io gliene avea fatta prima ch' egli lasciasse Roma ». (Lettre de Rosmini au comte Mellerio, 10 août 1830. *Ibid.*, p. 403, lett. 1216).

266. — Une note ajoutée par la rédaction de la *Rivista Rosminiana* à l'article du Prof. Di Carlo : *Una lettera inedita del P. Luigi Taparelli D'Azeglio ad A. Rosmini* (Anno XIX, 1925; fascicolo I, p. 31) précise que le don fut fait « per mezzo del Sac. Paolo Barola romano (lettre du Barola al R. in data 4 giugno 1830) che accompagnava il dono con una sua lettera informativa ».

267. — « ...Io ho spedito la copia del *Nuovo Saggio* per Lei al P. Tapparelli, Provinciale dei Gesuiti a Napoli ». (Lettre de Rosmini « al Sig. Pasquale Galluppi a Tropea », Domodossola, 16 giugno 1830, *Epistolario Completo*, vol. III, p. 343, lett. 1173).

268. — Robert Jacquin, *Sei lettere inedite del P. Taparelli D'Azeglio*, dans *La Rassegna Italiana*, Anno XX, serie III, settembre 1937, vol. XLV. Fasc. CCXXXII, p. 685.

269. — « ...Mi fa meraviglia che il P. Tapparelli non abbia ricevuto una copia del *Nuovo Saggio* avendo raccomandato a Barola che gliene mandasse tosto una per mezzo de' Gesuiti di Roma... ». (Lettre à Mellerio citée ci-dessus dans la note 265). — Lettre envoyée le même jour à Barola : « Sento da Napoli che il P. Tapparelli non ha ricevuto ancora la sua copia del *Saggio* : vorrei che i Gesuiti gliela mandassero, per non sembrare io negligente o mancator di parola... ». (*Epistolario Completo*, vol. III, p. 404, lett. 1217).

270. — P., p. 113.

271. — « Egli [Rosmini] vide un giorno da me il suo primo volume, e si diffuse nel conto suo in quelle lodi, che s'ama sentire da persona stimata verso persona stimata ». (Lettre de Cantù à Taparelli, 17 décembre 1843. P., p. 145).

272. — « ...per Rosmini poi una copia... ». (Lettre de Taparelli à Massimo. P., p. 148).

273. — « ...che oggi solamente ricevo accompagnata da una carissima sua del 3 dicembre pross. p. *. In essa mi rammenta... l'onore avuto di trattare con Lei più volte nel Collegio Romano. Io debbo dunque rendere alla sua cortesia i più cordiali ringraziamenti del regalo e della memoria che, dopo tanto tempo e di sì lontano luogo,

* [Cette lettre n'a pas été retrouvée.]

conserva ancora di me... ». (Lettre de Rosmini à Taparelli, Stresa, marzo 1844. P., p. 150).

274. — *Der Katholische Tendenzroman in Italien*. Vortrag von K. Witte, professor in Halle, gehalten zu Berlin am 21 januar 1854. Berlin, 1854. W. Hertz, p. 15 et 30.

275. — Ces renseignements sont empruntés à un article, en catalan, du P. Miquel Batllori, S. J., dans les *Analecta Sacra Tarraconensia* (vol. XI, 1935, fasc. 3).

276. — Remarquons néanmoins, en passant, que Taparelli savait garder sa personnalité (ou son esprit de corps) ; c'est ainsi qu'il ne partagea pas les exagérations de Veuillot à propos de la querelle des classiques païens : « Ella non mi sospetterà certamente troppo entusiasta per quel sistema didascalico che ha eccitato a parer mio soverchiamente certi Francesi a surrogare i Padri in luogo dei Classici nelle scuole di lettere umane, sistema a cui certamente non mi alletano le tradizioni gesuitiche ». (Lettre de Taparelli à Cantù, 12-17 janvier 1854. P., p. 408).

277. — Cf. *supra*, p. 92 et suiv.

278. — Cf. *supra*, p. 93 et suiv.

279. — *Il Pensiero della Nazione*, cf. *supra*, p. 314, note 160.

280. — Lettre du 23 février 1849, P., p. 262.

281. — Lettre datée de Paris, mardi-saint. 1849. P., p. 263.

282. — 14 juillet 1855. P., p. 557-558.

283. — P., p. 663. — La résidence de Galloro, près d'Ariccia, est située dans un cadre magnifique et les jésuites de Rome allaient (et vont) souvent y villégiaturer.

284. — 15 avril 1859. P., p. 675.

285. — Veuillot avait déjà reçu l'assurance qu'il pouvait compter sur l'aide de la *Civiltà*, car le 20 mars il écrivait à sa sœur, à propos de la quête pour le futur journal : « La *Civiltà* donnera... ». (*Correspondance*, tome VI, p. 171).

286. — En réalité le journal ne reparut que le 16 avril 1867, après sept années d'interruption. Taparelli n'eut pas la joie de voir cette résurrection, puisqu'il mourut en 1862.

287. — En italien *obolo* est du masculin.

288. — En mars 1860. P., p. 704.

289. — *Ibid.*, p. 705.

290. — P., p. 731. La lettre fut confiée au correspondant romain du journal, Henri de Maguelonne (*don Enrico*), qui ajouta quelques mots de respect et signa. — Taparelli dut répondre le 6 février, d'après le journal de ses lettres.

291. — Veuillot écrivit le même jour une lettre analogue à M. de Maguelonne (*Correspondance*, tome VII, p. 168).

292. — Antoine Etex, sculpteur, naquit à Paris en 1808 et mourut au Parc-Fourchon, à Chaville, le 17 juillet 1888. Sa production artistique est très abondante. On considère généralement comme son chef d'œuvre : *Cain et sa race maudite de Dieu* (à Lyon). Pour la face postérieure de l'Arc de Triomphe de l'Etoile il représenta *la Résistance de la France à la coalition de 1814 et la Paix*.

293. — P., p. 732-733.

294. — Paris. E. Dentu, éditeur, s. d.

295. — L'auteur vient de raconter sa première communion, quand il était enfant.

296. — Evêque de Moulins (de 1850 à 1893), né en 1814, fils du maître des cérémonies de Louis XVI.

297. — Si cette précision est exacte, je ne comprends pas comment la lettre de Veuillot à Taparelli confiée à Etex, peut être datée de : Paris, 29 mars 1862.

298. — Xavier de Mérode (1820-1874), prélat belge, ancien officier, ministre des armes de Pie IX.

299. — Cf. *infra*, p. 178.

300. — *Epilogo della trattazione intorno agli Ordini rappresentativi*. C.C. Ser. I, vol. XI, p. 496.

301. — C.C. Serie II, vol I, p. 129 et suiv. et 257 et suiv. — Cf. *La critica del P. Taparelli agli ordini rappresentativi e l'apologia del Montalembert* [par le P. Pirri]. C.C., 4 giugno 1927, p. 404 et suiv.

302. — « ...se qualche inesattezza trascorsa nella foga dell' affrettato lavoro non desse aria al suo libro di opinioni precisamente contrarie a quelle della *Civiltà Cattolica* ».

303. — Pour nous limiter à un seul exemple, Montalembert ayant soutenu la nécessité d'un gouvernement tempéré sous prétexte que le gouvernement de l'Église est tempéré, Taparelli lui répond fort justement que le gouvernement de l'Église n'est pas tempéré au sens où il l'entend : « ... Sicuramente il Papa governa col consiglio dei Cardinali, mantiene l'autorità dei Vescovi, rispetta i dritti del Clero e dei fedeli ; ma tutto ciò Egli fa per impulso di coscienza : il suo potere è pienissimo, se fa da sè solo una legge debb' essere obbedita : e tutti i dritti inferiori vengono protetti dal Papa medesimo per dovere, non già dai sudditi con una resistenza organizzata. Questo governo dunque somiglia assai più ad una monarchia rettamente ordinata, che rispetta i poteri inferiori e i dritti dei sudditi per dovere di coscienza, e non già per una resistenza organizzata che riesca insuperabile, e che chiami i sudditi a partecipare nella legislazione ». — Cf. A. Ottaviani, *Institutiones Iuris Publici Ecclesiastici*, Typ. Pol. Vaticanis, MDCCCXXXV, vol. I. p. 447 : « ... ipsius episcopatus subordinatio efficit ut minime, iuxta terminorum proprietatem, monarchia Ecclesiæ temperata dicatur. Neque enim is instituendæ episcopalis dignitatis fuit scopus ut potestas centralis temperamentum aut diminutionem acciperet ».

304. — C'est ainsi que Taparelli écrivit le 6 avril 1853 au directeur de la *Gazzetta di Venezia*, qui avait reproduit la lettre de Montalembert, ce qui avait soulevé une tempête d'injures contre la *Civiltà* de la part de certains journaux tels que l'*Opinione* (C.C., 4 juin 1927, p. 409). — Cf. également cette annotation manuscrite sur la copie de l'article de Taparelli conservée aux Archives de la *Civiltà* : « Quest' articolo fu preso in mala parte dal sig. Montalembert e da molti amici suoi. Egli fece una risposta secca... Si può dire che datò da quest' articolo una maggior fama della *Civ. Catt.* in Francia e in Belgio ». — La lettre de Montalembert à Veuillot se trouve au tome V de ses *Œuvres*, Paris, Lecoffre, 1860, p. 181 et suiv.

305. — « ... la breve ma sugosa apologia tessuta in favor nostro dal ch. Du Lac... ci disobbliga pienamente dal rientrare in questa lizza... ». (Lettre de Taparelli citée dans la note précédente).

306. — P., p. 364 et suiv.

307. — On trouve dans l'*Univers* des 3, 10 et 12 avril, sous la plume de L. Rupert, trois articles intitulés : *Des institutions modératrices du pouvoir* (reproduits dans le livre : *Lettres sur l'aristocratie et la propriété*. Paris, L. Vivès, 1855), qui se réfèrent à la *Civiltà*. — Taparelli avait écrit une lettre à Rupert, mais celle-ci n'a pas été retrouvée (« ... une lettre que j'ai écrite à M. Rupert... ». Taparelli au P. Marie-Ange Chastel, P., p. 370).

308. — « Se queste pagine giungessero sotto il suo sguardo, oseremmo pregarlo a cercare la base delle nostre dottrine in quegli articoli scritti nella 1^a serie sopra gli ordini rappresentativi. Ivi egli ne troverebbe le prove filosofiche e storiche : qui non potremmo fare altro che presupporle... ».

309. — C.C., 4 juin 1927, p. 410, note.

310. — *Ibid.*, et P., p. 499, note 3.

311. — Conservée à la Bibliothèque Ambrosienne. — Cf. une lettre de Cantù à Taparelli (P., p. 509) : « ... M. Montalembert mi scriveva non conoscere l'opera sui governi rappresentativi : ma mi ha promesso leggerla ».

312. — Taparelli manifesta, le 3 mai suivant, à Cantù le déplaisir que lui causait cette publication, pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer (P., p. 538). Cantù, assez coutumier de ce genre de faits, s'excusa en prétendant que cette publication était involontaire de sa part et due seulement à l'indiscrétion d'un ami à qui il avait montré la lettre (8 mai 1855. P., p. 544).

313. — P., p. 499. en français.

314. — P., p. 505.

315. — J'ai la malice de relever cette confession dans la lettre de Montalembert à Cantù citée ci-dessus : « ... Je vous lis, ce qui m'arrive rarement pour tout ce qu'on m'envoie ».

316. — Cette lettre, en français, porte dans P., p. 505, l'indication : « Roma, ... febbraio 1855 ». Madame la Comtesse A. de Montalembert a eu l'obligeance de me préciser, après avoir consulté ses archives de la Roche-en-Brenil, qu'elle est datée du 12.

317. — En réalité, deux articles parurent sous le titre *Dell' elemento divino nella*

società (Ser. II, vol. IX, p. 129 et 385); le troisième, qui devait avoir pour objet l'alliance des nations chrétiennes, fut annoncé (p. 396) mais ne vit pas le jour.

318. — Cf. lettre de Taparelli à Cantù, du 27 février 1855 (P., p. 511) : « Al carissimo Montalembert ho mandato io stesso l'*Esame critico* e ne ho ricevuta gentilissima sua risposta, seguita poco appresso dal regalo del suo articolo sul monachismo... Ho colto il destro di fargli comprendere quale sia il concetto fondamentale dell' *Esame critico*, avverso ad ogni usurpazione eterodossa di reggia e di piazza ».

319. — Le P. Pirri écrit (p. 645, note 2) : « ... una lettera del Montalembert in cui dava agli scrittori della *Civ. Catt.* i titoli di *energumeni, violenti, grossieri e servili* a causa delle loro opinioni politiche ». Taparelli semble (cf. lettre à Cantù citée *infra*; P., p. 646) avoir cru lui aussi que ces épithètes dépourvues d'aménité s'appliquaient à lui-même et à ses confrères. Or le texte de Montalembert n'indique pas du tout qu'il s'agisse nécessairement de la *Civiltà*.

320. — C.C. Ser. III, vol. IX, p. 76 : *Un dubbio dell' Indipendente, giornale di Torino*.

321. — 27 décembre 1857, P., p. 645.

322. — P., p. 719-720.

323. — « Le mie occupazioni sono quasi unicamente concentrate nello studio, e tu che sai quanta è la mia passione pel tavolino ». (Lettre à Massimo, 22 novembre 1850, P., p. 314).

324. — Cf. lettre à Massimo, du 18 janvier 1855. P., p. 360.

325. — Comme en témoignent les analyses, résumés, ébauches, etc., conservés aux archives de la *Civiltà*.

326. — Cf. par exemple les lettres du savant cardinal Angelo Maï, P., p. 415-416.

NOTES DU CHAPITRE VII

Les publications de Taparelli (cf. *supra*, p. 157 et suiv.).

1. — Ce n'est pas par là que pêche Dejob, dans l'article cité *supra*, p. 304, note 9, ... sans doute parce qu'il n'a pas consacré à Taparelli assez de temps et de forces : il le rapetisse avec désinvolture ; c'est le seul auteur chez qui j'ai trouvé des appréciations péjoratives.

2. — Cf. *infra*, notes 7 et 9.

3. — C'est ce que disait déjà le P. Curci peu après la mort de Taparelli : « E noi andiamo ripensando che se altri, fornito di quelle disposizioni che dicevamo, applicasse l'animo ad un siffatto studio, e vi perseverasse con fermezza di proposito infino all' ultimo, forse in capo ad un anno, maraviglierebbe di se medesimo, trovandosi, per ciò che si attiene a quel tanto vasto e fecondo ordine d'idee, non in *parte*, ma in *tutto* altro uomo da quello che era ». (C.C. Ser. V, vol. IV, p. 404). Cet article, intitulé : *Sopra gli studii e gli scritti del P. Luigi Taparelli D'Azeglio, di C. di G.* (p. 385 et suiv. et p. 545 et suiv.), composé par un confrère de Taparelli qui vécut dans son intimité pendant de nombreuses années, est à lire. Le P. Curci note ces qualités de Taparelli qu'il avait pu admirer lui-même : « Egli avea sortito una tempera d'ingegno acutissima e singolarmente disposta alla specolazione, specialmente per via di analisi, ma all' ora stessa il suo ingegno era meravigliosamente versatile, e poderosamente aiutato da una immaginativa pronta, splendida, mobilissima ».

4. — C'est ce que lui disait Amedeo Peyron : « Che Proteo ! Talora, come nel *Corso elementare di Natural Diritto*, Ella procede con vibranti sillogismi perpetui, dei quali prova, distingue, o confuta la maggiore, ecc. ; e talora detta articoli da disgradarne un fiorito e spiritoso scrittore d'appendici di giornale ». (P., p. 698). Et Peyron ajoutait : « Quanto a me preferisco la prima maniera ». C'est une préférence discutable.

5. — Plus apparente que réelle, si l'on en croit la lettre de Taparelli citée *infra*, p. 169.

6. — Notons en passant cette inquiétude de puriste : Taparelli expose au professeur Parenti (lettre du 13 juin 1858, P., p. 653) sa répugnance à italianiser le mot

« agiotage » et demande qu'il lui suggère une traduction. Il aurait sans doute applaudi à la campagne entreprise par la *Confederazione nazionale dei sindacati fascisti professionisti e artisti* pour éliminer de la langue italienne les mots étrangers.

7. — Allocution du 18 décembre 1927, à l'occasion de l'assemblée fédérale des *Universitarii cattolici* : « Ma oltre le opere dell' Aquinate, altre ve ne sono che hanno non meno eccellenza e freschezza di dottrina, che possono essere studiate e consultate in ogni tempo. Una di queste opere è certamente il *Saggio teoretico di dritto naturale* del P. Taparelli D'Azeglio, d. C. d. G. Purtroppo non sono molti quelli che lo conoscono, mentre non pochi stranieri lo conoscono e lo dichiarano insuperabile e insuperato... Di quest' opera può dirsi quello che in altro campo, ma pur non tanto diverso, si può dire dei *Promessi Sposi* di A. Manzoni : sono dei libri che hanno tanto umano e scientifico valore, da potere in essi trovare sempre una parola, una pagina, un capitolo capaci di illuminare ogni questione ».

8. — Un certain avocat Avveduti-Bartoli avait accusé le *Saggio* d'être hétérodoxe : « E sa che un avvocato Avveduti-Bartoli sta stampando un' opera intorno al diritto*, ove, mi dicono... tacciasi di eterodossia il mio *Saggio teoretico* ? » (*Post-scriptum* d'une lettre de Taparelli à C. Cantù, du 30 août 1854, P., p. 478).

* *Che cosa è il diritto ? ossia Introduzione alla scienza della Filosofia del diritto.* Firenze, 1854. Taparelli n'eut pas de mal à réfuter cette imputation. (C.C. Ser. II, vol. VIII, p. 88 et suiv.)

9. — « ...opus quod nunquam satis laudari potest vel iuvenibus commendari qui studiorum Universitates frequentant. (Cf. sermonem Nostrum die 18 decembris 1927 habitum) ».

10. — « Dire qu'il n'y a rien de juste ni d'injuste que ce qu'ordonnent ou défendent les lois positives, c'est dire qu'avant qu'on eût tracé de cercle tous les rayons n'étaient pas égaux. Il faut avouer des rapports d'équité antérieurs à la loi positive qui les établit ». (Montesquieu : *Esprit des Lois*, l. I, c. 1).

11. — J. Vialatoux, *Philosophie économique. Etudes critiques sur le naturalisme.* Bibliothèque française de philosophie, 3^e série. MCMXXXIII. Desclée de Brouwer. Avant-propos, p. xviii.

12. — *Rom.*, II, 15.

13. — Les expressions *jus naturæ* et *jus gentium* (lequel ne se confond pas purement et simplement avec le droit international) n'ont pas une signification identique, bien qu'elles comprennent des éléments communs. En ces matières le vocabulaire est parfois flottant, mais cette question déborde évidemment notre sujet.

14. — Dans cette expression l'adjectif *positif* ne s'oppose pas à négatif, mais à naturel, et il signifie posé, ajouté par un acte volontaire ; Cf. Suarez, *de Legibus*, lib. I, c. III, n. 13 : « Sciendum est illam legem vocari positivam quæ non est innata cum natura... sed ultra illam ab aliquo principio externo habente potestatem posita est : inde enim positiva dicta est quasi addita naturali legi, non ex illa necessario manans ; unde ab aliquibus *jus positum* vocatur ».

15. — Cf. De la Barre, *La philosophie morale d'après saint Thomas d'Aquin*, p. 107 et suiv. ; Sertillanges, *La philosophie morale de saint Thomas*, 2^e éd., p. 154 et suiv. ; Renard, *Le Droit, l'Ordre et la Raison*, 1927, p. 62.

16. — « ...sciendum est quod a lege naturali dupliciter potest aliquid derivari : uno modo sicut conclusiones ex principiis, alio modo sicut determinationes quædam aliquorum communium. Primus quidem modus similis est ei quo in scientiis ex principiis conclusiones demonstrativæ producuntur ; secundo vero modo simile est quod in artibus formæ communes determinantur ad aliquid speciale ; sicut artifex formam communem domus necesse est quod determinet ad hanc vel illam domus figuram. Derivantur ergo quædam a principiis communibus legis naturæ per modum conclusionum, sicut hoc quod *non esse occidendum*, ut conclusio quædam derivari potest ab eo quod *nulli esse faciendum malum* ; quædam vero per modum determinationis, sicut lex naturæ habet quod ille qui peccat puniatur, sed quod tali pœna vel tali puniatur, hoc est quædam determinatio legis naturæ. Utraque igitur inveniuntur in lege humana posita. Sed ea quæ sunt primi modi continentur in lege humana, non tanquam sint solum lege posita, sed habent etiam aliquid vigoris ex lege naturali.

Sed ea quæ sunt secundi modi, ex sola lege humana vigorem habent ». S. Th., I^a II^{ae}, q. xciv, a. 2, c.

17. — *Le Droit, la Justice et la Volonté*. Paris, 1924.

18. — Joergensen. *Paraboles. Le fil d'en haut*.

19. — *De Republica*, lib. III, XXII. Tout ce magnifique passage est à lire.

20. — Suarez. *De legibus*, lib. II, c. vi, n° 11 : « Dei voluntas non est tota ratio bonitatis et malitiæ quæ est in observatione vel transgressione legis naturalis, sed supponit in ipsis actibus necessariam quamdam honestatem vel turpitudinem et illis adjungit specialem legis divinæ obligationem ». Cf. lib. II, c. v, et c. xv : « Ostendimus non posse Deum non prohibere mala illa quæ ratio naturalis ostendit esse mala ». Cf. S. Th., I^a II^{ae}, q. ci, art. 8 : « ...Deus negare seipsum non potest : negaret autem seipsum si ordinem suæ justitiæ auferret... ».

21. — « Lex vero æterna est ratio divina vel voluntas Dei, ordinem naturalem conservari jubens, perturbari vetans ». (S. Aug. *Contra Faustum*, lib. XXII, cap. xxvii).

22. — Deudant, dans son livre sur *le Droit individuel et l'État*, paru en 1891, revient au droit naturel, qui était alors abandonné, mais il oppose le droit individuel à l'État et voit dans toute intervention de l'État une restriction au droit individuel. * *Melior est conditio possidentis*. Or l'individu est premier. — En réalité, il y a là une fausse conception de la liberté. Cf. *infra*, p. 197 et suiv. Cependant il reste vrai que l'État est postérieur** à l'individu : « ...est enim homo, quam respublica senior : quocirca ius ille suum ad vitam corpusque tuendum habere natura ante debuit quam civitas ulla coisset ». (Léon XIII, encyclique *Rerum Novarum*).

* Cf. les Anabaptistes, pour qui toute loi civile est une atteinte à la liberté des enfants de Dieu. — Il y a aussi un rapprochement possible avec l'école italienne de criminologie (Lombroso, Ferri, Morselli), qui, d'un point de départ tout différent (elle nie le libre arbitre et, partant, la culpabilité morale), aboutit, en droit pénal, à une conception analogue, puisqu'elle prétend que la société, en punissant, n'exerce qu'une fonction vitale de conservation ; c'est un cas de la lutte pour l'existence.

** Mais l'homme étant, ainsi que ses inclinations nous le montrent, un ζῷον πολιτικόν peut-être pourrait-on dire qu'il y a virtuellement synchronisme, si ces deux mots ne jurent pas d'être accouplés.

23. — Le Fur. *Petit précis de Droit international public*, p. 157.

24. — *La Renaissance du Droit Naturel*, par J. Charmont, professeur à la Faculté de Droit de Montpellier. Paris, Masson, 1910.

25. — *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé. Contribution à l'étude critique de l'individualisme juridique*, par Emmanuel Gounot. Paris, Rousseau, 1912, p. 8 et suiv. — On ne saurait trop recommander cet ouvrage remarquablement intéressant ; il n'y a pas, si je ne m'abuse, de meilleure préface aux théories modernes de l'« institution » d'Hauriou, Renard, etc. Puisque nous parlons de l'« institution » citons, en passant, ces lignes de Taparelli : « Quando la natura vi dimostra una legge di costante relazione sociale, sempre può succedere che si manchi dall'una delle parti : pretendere che in tal caso la controparte abbia il diritto di rappresaglia, egli è uno scambiare la legge suprema del Creatore coordinante gli uomini, coi contratti speciali in cui questi legano liberamente sè stessi. Qui sì, poichè l'assenso libero fu condizionato al patto, l'infrazione di questo porta l'annullamento del consenso. Ma quando il consenso di due individui non è patto libero, ma è esecuzione doverosa della legge suprema del Creatore, da lui promulgata in vantaggio di tutta l'umana famiglia, allora l'infrazione di un suddito ribelle non autorizza la rebellion d'altro suddito ». S. II, p. 392. — Cf. *infra*, p. 193, 201, 210.

26. — C.C. Ser. II, vol. XII, p. 260 : « ...non si dà regno del diritto senza unità del diritto, nè unità del diritto senza l'unità di quelle dottrine ond'esso s'ingenera ».

27. — *Filosofia del diritto*. Napoli, 1861. — B. Croce (*Riduzione della Filosofia del Diritto alla Filosofia dell'Economia*, Bari, 1907, p. 24, et *Filosofia della Pratica*, Bari, 1915, p. 385) n'hésite pas à dire que sur ce point Taparelli est supérieur à Rosmini : « ...si riconosce senz'altro la superiorità del Taparelli sul Rosmini pel fatto che il primo fa tutt'uno dell'Etica col Diritto, mentre invece il secondo considera il Diritto come qualche cosa di natura non bene determinata, avendolo posto in mezzo fra l'Eudemonologia e l'Etica e affermando che non lo si può confondere nè con l'una nè

con l' altra ». Contre ce jugement de Croce, voir : Carlo Graj, *A. Rosmini e L. Taparelli D'Azeglio*. Estratto dalla *Rivista Rosminiana*. Anno XIV, fasc. II. Città di Castello, 1920, p. 8-9.

28. — *Cours élémentaire de droit naturel ou de philosophie du droit suivant les principes de Rosmini*. Paris, 1870. *Cours de philosophie du droit professé à la Faculté de Paris*, 2 vol. Paris, 1899. — Sur cette question des rapports du droit et de la morale, cf. Korkounov, *Théorie générale du droit*. Trad. Tchernoff. Paris, Girard et Brière, 1903, p. 61-72, et Demogue, *Notions fondamentales du droit privé*, 1911, p. 13 et suiv.

29. — Cité par G. Goyau, dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1919, p. 578 et suiv.

30. — Page 595.

31. — Page 597-598. — Voir le texte complet.

32. — Casterman, Tournai, 4^e éd., p. 17-20.

33. — Cette remarque vaut évidemment aussi pour toutes les autres citations que nous aurons l'occasion de faire par la suite d'après cette même traduction.

34. — Cf. S. II, p. 433 : « la morale che da principii naturali procede a dimostrare come debba adoperarsi dall' uomo la facoltà di volere, è stata da noi tutta quanta abbracciata sotto il nome generico di dritto naturale ».

35. — Cf. E. C., trad. fr. t. I, chap. I-IV, où Taparelli montre qu'en réalité le principe protestant, par le fait même des choses, tend à l'abolition du droit et, partant, de l'unité sociale et qu'il compromet ainsi l'unité italienne si chère à ses compatriotes.

36. — « ...le christianisme nous a trop pénétrés, trop investis de toutes parts, il a jeté trop de lumières sur toutes les questions spéculatives et pratiques de la vie, pour qu'il nous soit désormais possible de séparer entièrement les choses de l'éclat qu'il a versé sur elles, du jour sous lequel il nous les a présentées. Tournez le dos à cet astre tant que vous voudrez ; votre stature ne sera jamais un obstacle suffisant à la diffusion de ses rayons ; au-dessus de vous, à côté de vous, ils s'avancent, se prolongent, ils se croisent, se rejoignent, et, nonobstant le petit espace d'ombre et d'obscurité que vous avez pu conquérir sur eux, voici que, malgré vous, ils éclairent encore votre marche ». (Cardinal Pie, 2^e *Instruction synodale sur les principales erreurs du temps présent*, juillet 1857 et juillet 1858, III, 148-187).

37. — Le texte italien porte : « ...può scriversi una trattazione intorno alle sezioni coniche o alla trigonometria presupponendo tutti gli elementi anteriori. Parte della scienza morale è il diritto, come parte delle teorie geometriche la trigonometria e le sezioni coniche... ».

38. — Traduction de l'abbé Ozanam, 2^e éd. française. Casterman, Tournai 1877, p. x.

39. — LI. Ed. française, tome II, p. 338-339.

40. — (1548-1617). Son traité de *Legibus* est de 1612. Pour les théologiens plus anciens, voir : Dom Odon Lottin, *Le droit naturel chez saint Thomas et ses prédécesseurs*. *Ephemerides theologicæ Lovanienses*, 1925, p. 369, et 1925, p. 32, 345. Tirage à part augmenté. Bruges, 1926.

41. — (1583-1645).

42. — (1632-1694).

43. — Cf. ce passage d'un article de la *Civiltà* où Taparelli accuse encore les protestants d'avoir laïcisé le droit naturel : « Alcuni dabbene cattolici ripetono senza un sospetto al mondo che autori della scienza di Dritto naturale furono i protestanti Grozio, Eneccio*, Puffendorffo, ecc. nè così parlando hanno pieno torto, in quanto son codesti i primi autori da lor conosciuti, perchè mai non lessero i più antichi. Ma il vero è che dai protestanti fu inventato il dritto naturale, come furono istituiti gli Ordini rappresentativi : svelsero il dritto dalla radice della fede e del cattolicismo, riducendolo ad arido sarmento come tolsero agli Ordini rappresentativi l' elemento di coscienza, riducendoli ad un meccanismo senza motore. Chi conosce mediocrementemente gli antichi moralisti cattolici trova in essi trattazioni di naturel Diritto, al quale frequentemente coronano ». C.C. Ser. I, vol. VII, *Lo Stato e la Patria*, p. 44, note.

* Heineccius (1681-1741).

44. — A vrai dire, cette distinction n'a pas été suffisamment tirée au clair par Taparelli, ainsi que le remarque G. Graneris : « Se mi domandate come mai una ques-

tione così importante, come quella dei rapporti fra morale e diritto, abbia potuto rimanere quasi inosservata al Taparelli, o (quello che sembra ancor più grave) abbia potuto ricevere da lui due soluzioni alquanto diverse... » (*I caratteri del diritto naturale nel « Saggio » del P. Taparelli, dans la Rivista di filosofia neo-scolastica, Anno XXXIII, luglio 1941-xix, fascicolo IV, p. 371*).

45. — Cf. S. I, p. 156, n° 347.

46. — *Diritto e Morale secondo L. Taparelli D'Azeglio*. Emanuele Priulla, Editore, Palermo, MCMXXI.

47. — Voici les conclusions du prof. Di Carlo : « ...Non tutto quanto quindi il campo delle morale propriamente detta coincide pel Taparelli col diritto ; il campo della morale del Taparelli è più esteso che quello del diritto. Il diritto è e costituisce solo una parte, di cui la morale è il tutto... Partendo dal concetto che il diritto trova le superiori sue cause in quei principii medesimi che all' operare umano somministrano la base e la direzione, ha ritenuto il Taparelli procedimento strettamente e rigorosamente scientifico quello di trattare insieme le due discipline della morale e del diritto, di farne un unico corpo, pur riconoscendo che per iscopo didattico possa la trattazione del diritto separarsi da quella della morale... Siffatta rifusione dell' etica nel Diritto Naturale in Taparelli, nè porta come sua conseguenza l' affermata *confusione tra diritto e morale, nè d' altra parte per sè presa può essere citata come rivelatrice del concetto** circa la posizione del diritto rispetto alla morale e viceversa.

« Diritto e morale in Taparelli hanno, si può dire, un presupposto, un fondamento comune, ma sono due categorie etiche distinte ». (*Op. cit.*, p. 16, 17, 18).

* Allusion à la thèse soutenue par Graj, p. 8 et suiv. de l'opuscule cité *supra*, p. 344, note 27.

** L'auteur vient d'écrire, p. 16 : « Certo il Taparelli non ci dà una vera e propria teoria elaborata delle relazioni tra morale e diritto... ».

48. — « L'altra ragione che il diritto insegna diritti l'etica doveri, non prova, perchè una stessa è la scienza dei correlativi ; or doveri e diritti sono correlativi, come in fisica azione e reazione ». (P., p. 444).

49. — Il s'agit ici de la théologie au sens usuel du mot, c'est-à-dire de la théologie surnaturelle, car il y a une théologie naturelle qui fait partie de la philosophie.

50. — Car on ne peut dénier à l'État toute fonction morale : cf. la note suivante.

51. — Il ne faudrait pas voir ici des notions du droit et de la morale chargées de kantisme. La loi positive a en définitive pour objet la vertu (cf. S. Th. I^a II^{ae}, q. 95, a. 1). Elle est un moyen au service de la morale sociale qu'elle précise en certains points et qu'elle impose par coaction. Cet ordre auquel elle oblige du dehors au nom de la raison sociale, a pour but final l'ordre intérieur de la vertu, qui d'ailleurs elle-même n'existe pas en soi indépendamment des conséquences extérieures. J'ai cru bon de faire cette mise au point d'une question qui est délicate, comme toutes celles où l'on envisage surtout un aspect sans exclure pour autant les autres, qui lui sont indissolublement liés.

52. — « ...un' opera che sto stampando per contrappormi agli errori che corrono qui più che altrove in tali materie ». (Palermo, 26 novembre 1840, P., p. 113). Sur l'état de la philosophie du droit en Italie à cette époque, cf. Di Carlo, *Un carteggio inedito*, etc., p. zx. — Le P. Pirri cite (P., p. 114, en note) un feuillet autographe de Taparelli, trouvé par lui aux archives des jésuites de la Province de Sicile, qui fournit des renseignements sur la genèse du *Saggio*. On y voit que Taparelli voulait faire son cours en italien, et non en latin, pour ses auditeurs n'appartenant pas à la Compagnie. Les arguments qu'il donne expriment le bon sens même et l'on est étonné qu'il ait eu à les donner.

53. — Cf. A. Messineo, *Gian Domenico Romagnosi e il P. Luigi Taparelli D'Azeglio*. CC., 4 gennaio 1936, p. 20 et suiv. Dans le *Saggio* (II, p. 45, note a) Taparelli juge ainsi Romagnosi : « ...autore... pericoloso assai nelle dottrine filosofiche e religiose ; ma nelle applicazioni pratiche dotato di esperienza e di colpo d'occhio assai giusto ».

54. — Cf. l'article de Taparelli intitulé : *Confutazione del principio di morale di Geremia Bentham* dans *La Scienza e la Fede*, de Naples, juillet 1841, p. 5 et suiv.

55. — « Lo scrissi principalmente per togliere, se Dio mi aiuta, di mano ai giovani il Burlamacchi, il Romagnosi, il Bentham ed altrettali veleni, e sotto tal aspetto parmi

che Dio mi vada benedicendo oltre ogni speranza, giacchè mi è stato dato speranza perfino che il corso sia adottato nella Università. Oh se Dio me ne accordasse la grazia ! » (13 février 1842, P., p. 120).

56. — «... un abbozzo di dritto naturale, che ho dovuto stampare ancora informe per torre di mano ai miei scolari il Burlamacchi e tali altre nequizie, capaci di insegnare tutt' altro che il dritto ». (20 décembre 1843, P., p. 146).

57. — P., p. 738-739.

58. — Taparelli commet ici une erreur de dix ans : il avait seulement quarante ans en 1833, lors de son arrivée en Sicile.

59. — Les indications suivantes, fournies par le P. Curci dans l'article cité *supra*, p. 341, note 3, ne sont donc pas tout à fait exactes : « Di qui [l'auteur vient de parler du travail intellectuel fait la plume à la main] ebbero origine alcune Dissertazioni, che il Taparelli, di prima intenzione per privato suo uso, e poscia per aiutarne i pochi suoi discepoli [l'adjectif *pochi* est étonnant, car d'après le P. Romano, P., p. 114, en note, Taparelli avait un « numero prodigioso di uditori », à moins qu'il ne faille distinguer entre les disciples et les auditeurs], venne dettando... E poichè n' ebbe compiute alquante, entrò in pensiero che quelle Dissertazioni stesse, ampliate e ritocate, colla giunta di qualche altra, che rendesse intero il corpo di un lavoro medesimo, potessero costituire un Trattato di Giure naturale... Tale è l'origine del *Saggio*... ».

60. — La première disposition, dont il parle dans les lignes que j'ai omises, c'est l'esprit de l'Évangile.

61. — Citée *supra*, p. 165.

62. — Cf. ce jugement moins sommaire : « ...Spedalieri, autore certamente meritevole di molto riguardo e per la sua dottrina e per la rettitudine che mostra nelle sue intenzioni. Ma che avendo, per sventura voluto conciliare gl' insegnamenti del cattolismo coi principii di Giangiacomo nel patto sociale, fu costretto a dare in quei delirii a cui vengono condotti dai falsi principii i forti ragionatori ». (C.C., Ser. II, vol. XII. *L'Autorità spiegata dagli scolastici*, p. 520). — Le caractère ambigu de la doctrine de Spedalieri a donné lieu à une piquante équivoque au moment de l'érection de sa statue à Rome (à côté de *Sant' Andrea della Valle*) en 1903.

63. — Le *Cours d'Histoire moderne*, publié en 1828-1830 par Guizot, fut partagé ensuite en : *Histoire générale de la Civilisation en Europe*, et *Histoire de la Civilisation en France*.

64. — Cf. *infra*, comment il faut entendre cette expression.

65. — « ...presi a considerare i fatti ; assicurandoli, per quanto potei, sulle naturali idee comunissime, espresse con sincera chiarezza dal linguaggio del volgo. Analizzandone poi le idee, e i fatti che esse esprimono, mi adoprai a dedurne le conseguenze (S. I., *Introduzione*, p. 2 et 3, et, p. 16, la note *sul linguaggio filosofico* à laquelle renvoie l'auteur). — «...mi vidi astretto a cercare nel *fatto reale* altro miglior appoggio ; e si mi parve averlo trovato con nulla più che analizzare la idea che ognuno si forma, allorchè pronunzia il vocabolo *Società* e paragonar questa idea collo stato naturale in cui ogni uomo trovasi sulla terra ». (*Ibid.*, p. 135, n° 299). Cf. *Ibid.*, p. 150, n° 337 : « Nella nostra teoria ove non voliamo sulle ale della fantasia, ma camminiamo sulle vie del fatto... », et dans une note (a) : « l' uomo considerato sotto tale aspetto *dicesi* [c'est moi qui souligne] solitario, se sia lungi dalla società, perchè di lei non bisogno ; misantropo o selvaggio se di lei nemico », avec référence à Aristote, (*Polit.*, l. I, c. 2) ; — *Ibid.*, p. 145, n° 322 : « Il fatto ci mostra dunque esser la idea *società umana* una di quelle idee naturalissime, e però verissime che formano quasi un assioma presso ogni gente, e in ogni individuo : e forse appunto per essere così triviale, da molti filosofi non ottenne quell' attenzione che pur meriterebbero tutte le idee più generalmente ricevute, perchè ispirazione genuina di schietta natura ». Voici quelques exemples de la méthode de Taparelli, fondée, comme il le répète à satiété, sur le *fatto* : « ...il pensiero, il quale segretamente mi dice che io con essi formo una cotale unità, cui dal volgar linguaggio è imposto nome di *Società*. Or di questa creazione del mio pensiero domando io conto al mio pensiero medesimo, avido di comprendere appieno che cosa egli mi dice quando nomina *Società* ». (S. I., p. 136, n° 301). « Questa conseguenza che risulta dall' applicazione della idea di società allo svolgimento del primo principio morale concorda coll' insegnamento naturale della coscienza, la quale riguarda come sacri i

doveri di umanità verso qualsivoglia mortale e ci rappresenta l'uman genere sotto l'aspetto di una sola società; onde si nomina sì spesso col vocabolo di *Società umana*. Questa locuzione ordinarissima, la quale è contraddittoria o almeno metaforica in bocca a chi non considera ogni uomo come cospirante cogli altri ad un fine stesso, è nelle nostre dottrine, e nel senso intimo di ciascun uomo la espressione fedele delle prime relazioni sociali... » (*Ibid.*, p. 144-145, n° 320). « ...scendere dall' astratto, a cui ci condusse l'analisi del fatto che esprimesi col vocabolo *Società*, al concreto che nel medesimo fatto vedemmo comprendersi » (*Ibid.*, p. 194, n° 439). « ...riserbandoci a render ragione altra volta di questo comun sentire del genere umano, lo assumiamo frattanto come un fatto veridico e ne deduciamo esistere nella società un principio morale... e questo... è ciò che dicesi *autorità* » (*Ibid.*, p. 191, n° 433). « Incominciamo la osservazione dalla società libera, ove possiamo interrogar l'oracolo dell' intimo senso » (*Ibid.*, p. 216, n° 470). « ...conviene rifarsi dai fatti, ed esaminarli e analizzare le idee in essi rinchiusi » (*Ibid.*, p. 226, n° 489; cf. n° 490). « ...il linguaggio, espressione del sentir naturale... » (*Ibid.*, p. 227, n° 492; cf. n° 493). « ...le prove di fatto, osservate nel linguaggio... » (*Ibid.*, p. 229, n° 497). « ...appoggiate *sul fatto* innegabile dell' abominio in cui tutti hanno la felicità degli scellerati... » (*Ibid.*, p. 396, n° 804).

J'arrête cette énumération qui risquerait de devenir fastidieuse.

66. — Cf. *Du Vrai, du Beau et du Bien*, 3^e partie, Du bien, onzième leçon. Premières notions du sens commun. Extrait du sommaire : « ...Quelle est, relativement au bien, la croyance naturelle du genre humain?... Étude des sentiments et des idées de l'homme dans les langues, dans la vie, dans la conscience ». — Et p. 259 : « La première maxime de la méthode psychologique est celle-ci : La vraie philosophie n'invente pas, elle constate et décrit ce qui est. Or ici, ce qui est, c'est la croyance naturelle et permanente de l'être que nous étudions, à savoir l'homme. Quelle est donc, relativement au bien, la croyance naturelle et permanente du genre humain?... Pour nous, en effet, le genre humain ne va pas d'un côté et la philosophie de l'autre. La philosophie est l'interprète du genre humain. Ce que le genre humain croit et pense, souvent à son insu, la philosophie le recueille, l'explique, l'établit. Elle est l'expression fidèle et complète de la nature humaine, et la nature humaine est tout entière dans chacun de nous et dans tout autre homme. Chez nous, on l'atteint par la conscience; et chez les autres hommes, elle se manifeste par leurs discours et par leurs actions. Interrogeons donc et ceux-ci et celles-là; interrogeons surtout notre propre conscience; reconnaissons bien ce que pense le genre humain; nous verrons ensuite quel doit être l'office de la philosophie ». — Discours prononcé à l'ouverture du cours, le 4 décembre 1817, De la philosophie au xix^e siècle. Sommaire : « ...nous relevons de Descartes et de sa méthode, la méthode psychologique... » (*Ibid.*, p. 1). S'il s'agit de découvrir en nous par intuition des idées claires, je comprends que Cousin se réclame de Descartes, mais comment, pour constater « la croyance naturelle et permanente du genre humain », se mettre sous le patronage d'un homme qui ne voulait même pas savoir s'il y avait eu des hommes avant lui ?

67. — Cf. Garrigou-Lagrange, *De Deo Uno*. Descartes de Brouwer, p. 20. De venatione inductiva definitionum : « Sic paulatim fit transitus a ratione naturali seu a sensu communi omnium hominum ad rationem philosophicam ».

68. — *Un carteggio inedito*, etc., p. lxxv : « un tale insegnamento fa suo il Taparelli; il titolo della sua opera ci rinvia direttamente a Cousin ». — Le *Du Vrai, du Beau et du Bien* de Cousin, édité par les soins de l'auteur lui-même, est postérieur au *Saggio* de Taparelli, mais en 1836 Adolphe Garnier, grâce aux rédactions des élèves de l'École Normale, avait fait paraître le « Cours de philosophie professé à la Faculté des Lettres pendant l'année 1818 par M. V. Cousin sur le fondement des idées absolues du vrai, du beau et du bien », et dès 1826 Cousin publia des fragments de son enseignement de 1815 à 1818 et principalement de cette dernière année.

69. — « Confesseremo ingenuamente, che gli elementi di senso comune (sopra i quali infallibilmente deve appoggiarsi ogni sana filosofia, spiegandoli invece di calpestarli) ci sembrano rinvenirsi meglio assai che nella scozzese, nell' antica scuola cattolica, ripurgata che fosse da certi idiotismi di quei secoli ». (G.C., Ser. I., vol. VIII, p. 334).

70. — « Le sens commun nous est le seul point de départ légitime et la règle constante et inviolable de la science. Reid ne s'égare jamais; sa méthode est la vraie;

ses principes généraux sont incontestables ». (Cousin, *op. cit.*, 17^e leçon. Résumé de la doctrine, p. 435).

71. — *Infra*, p. 243.

72. — *Infra*, p. 244.

73. — « ...Chi crederebbe, che nell' Epilogo di quell' articolo [intitulé : *Di due filosofie*] la voce *sensus commune* sia stata da taluno interpretata col Lamennais per *consensus commune* ? Eppure tutto quell' articolo destinato a dimostrare che la certezza si può avere da molti fonti, e che la filosofia in ispecie non può stabilirsi se non sulla *intrinseca evidenza* dei principii, ben potea dirsi una perpetua confutazione di quel fanatico... La voce neppure è per se equivoca ; e fin da quando Orazio scrivea *communi sensu plane caret, inquit* (Sat., I, 3, 66), la voce *sensus communis* interpretavasi secondo il Forcellini *cognitio eorum quæ ab omnibus cognosci solent : quo qui caret stupidi vocatur*. Nè oggidì è cambiato il significato nel linguaggio volgare ; giacchè, secondo il Manzoni (cui consona il vocabolario di Napoli) *sensus commune* *dicesi alla facoltà per la quale i più degli uomini giudicano ragionabilmente delle cose* : e ne adduce in conferma i testi del Varchi e del Salvini. Vero è che il Dmowski (*Institutiones philosophicæ*, Romæ, 1843, p. 50 e seg.) restringe questa significazione ai giudizi morali. Ma oltre che questo restringimento di un particolare filosofo non cambia il significato volgare, l'A. medesimo ci avverte che dee distinguersi il *sensus commune* dal *consensus commune* e dalla *autorità universale* : *Distinguendus est sensus naturæ communis : 1° a simpliciter consensu communi... 2° ab auctoritate universalium quam nonnulli venditant*. Nel che molto più esplicito è il Liberatore : il quale mettendosi di proposito a confutare coloro che *sensus communis naturæ nomine vim nescio quam ab intelligentia et ratiocinatione diversam interpretantur*, e mostrando gli assurdi che ne seguirebbero conchiude che i diritti della certezza filosofica non potrebbero servarsi *nisi sensum naturæ communem pro ipsa intelligentia et ratione humana sumamus*, e quindi passa a confutare il Lamennais che l' intese pel *consensus universale** ... Lamennais adoprerà equivocamente que' vocaboli le *sens commun*, le *consentement commun* ; e tanto bastò perchè la voce da noi adoprata fosse presa nel senso di quello sciagurato apostata, benchè appunto per confutarlo implicitamente avessimo escluso dalle basi di dimostrazione filosofica *les traditions universelles*, correggendo in questo, come nell' uso del vocabolo fede, l'inesatto linguaggio del P. Ventura... » (C.C., Ser. II, vol. II, p. 143-4).

* *Institutiones Logicæ et Metaph.*, vol. I, Log. Pars altera, c. 4, art. 2, sexta editio.

74. — E. C., trad. fr., tome I, p. 223, n. 205.

75. — Par exemple, pour son emploi en psychologie, voir l'article posthume retrouvé par Liberatore : *Indole dell' antropologia cartesiana in opposizione dell' antropologia scolastica*. C.C., Ser. VI, vol. VII, p. 185 et vol. VIII, p. 142.

76. — S. I, p. 3. Cf. *ibid.*, p. 141-142, n° 312-314 ; p. 151, n° 340 ; p. 207, n° 462 ; p. 215, n° 466 ; p. 216, n° 469 ; p. 243, n° 525 ; p. 244, n° 528 ; p. 295, n° 592.

77. — Cf. E. C., trad. fr. tome I, p. 261-264 : « ...ces faits par lesquels la puissance, qui appartient à tous, devient actuelle et réelle dans la personne de quelques-uns... Ces droits en puissance, appartiennent à tous ; mais ce sont les faits qui les réduisent en acte et en désignent les possesseurs respectifs ». (Page 264).

78. — S. I, p. 259. L'éloge est suivi de réserves. — Dans le même ordre d'idées, cf. *ibid.*, p. 164, note XLVII.

79. — S. I, p. 298, n° 595, au début et à la fin : « ...noi trattiamo il dritto sociale teoricamente, cioè in un aspetto metafisico, da semplici filosofi non da pubblicisti... Il tutto sarà sempre in aspetto teorico, come il titolo dell' opera annunziò fin da principio ».

80. — P., p. 115.

81. — S., Introduction. — Les notes suivantes ne font pas partie de la citation.

82. — Mais A. Comte n'a pas tardé à vouloir la supprimer. Le *Cours de Philosophie positive* parut de 1839 à 1842.

83. — Dans une note Taparelli rappelle que le Savoyard Gerdil (1718-1802) est cependant antérieur à Cousin.

84. — Dans le texte italien : « Quindi quel repentino amore che parve destarsi... verso le ricordanze e le istituzioni del medio evo... », et l'alinéa suivant commence ainsi : « Nè questo dee recar meraviglia, essendo i rivolgimenti metafisici, per propria

loro indole, universali ». Il est bien vrai que la philosophie a une influence universelle, mais je doute fort que, historiquement, comme semble l'insinuer Taparelli, le retour au Moyen Age prôné par les romantiques, ait une origine philosophique. *Le Génie du Christianisme* (1802) est né de la crise douloureuse où Chateaubriand avait été plongé par la mort de sa mère.

85. — « Perocchè non trovandosi scienza che non istudii l'essere di qualche oggetto nelle sue relazioni coll' umano intelletto, variata comunque la dottrina dell' essere e quella dell' intelletto, cioè la Metafisica e la Psicologia ogni altra scienza dovrà necessariamente seguirne gl' impulsi e pigliar nuovo aspetto... ». Le traducteur a fait un contresens. Taparelli ne dit pas que la métaphysique étudie l'être dans ses rapports avec l'intelligence, mais bien qu'il n'y a aucune science qui n'étudie l'être de quelque objet dans ses relations avec l'intelligence et que, par conséquent, les changements subis par la Métaphysique et la Psychologie auront leur répercussion sur toutes les sciences.

86. — Cette phrase n'est pas dans le texte original : « Ecco, lettore cortese, l'origine di questa operetta ».

87. — Le texte italien contient une réserve : « almeno in gran parte. »

88. — L'orthographe courante est Burlamaqui.

89. — Taparelli renvoie ici à Cousin, *Introd.*, leçon 13.

90. — Cette expression n'est pas dans le texte italien. Elle est sans doute, chez le traducteur, une réminiscence de la Monarchie de juillet.

91. — « ...Mon frère Prosper le Jésuite m'a envoyé de Palerme un sien livre intitulé « *Saggio teoretico sul Diritto naturale dell' uomo* »*. C'est le thème de la Constituente (*sic*) mais traité un peu différemment. Il a beaucoup d'instruction et des aperçus profonds et éminemment religieux. Le style en est coulant et surtout très clair ; ce qui en de pareilles matières est un grand mérite ». (Lettre, en français, de Roberto à son fils Emmanuel, du 21 février 1841, Colombo *op. cit.*, p. lxxx).

* C'est sans doute par inattention que Roberto a ainsi déformé le titre du livre.

92. — « Te l'ho mandata non coll' intenzione che tu la legga, perchè non amo seccar i galantuomini, e sono persuaso che quelle astrattezze non possono a meno di seccarti : ma perchè abbi qualche cosa del mio, e perchè mi fa male darne ad altri senza che i miei fratelli l'abbiano prima di ogni altro ». (Lettre du 21 décembre 1840). — Il paraît que le premier volume trouva bon accueil « presso gl'intelligenti ». (Lettre de Massimo à Roberto, du 11 décembre 1841. Briano, *op. cit.*, p. 33).

93. — L'assertion du P. Curci dans son article anonyme : *Sopra gli studii e gli scritti*, etc. (C.C., Ser. V, vol. IV) : « ...pubblicato ...in cinque volumetti, nel 1839 », est doublement inexacte.

94. — « Eccole il secondo volume della mia operetta, che va crescendo più di quel che io credeva ». (Lettre du 14 août 1841 au P. Roothaan, P., p. 117).

95. — « ...il nostro patto fu che egli non me ne stamperebbe più di cinquecento in tutto... ». (Lettre de Taparelli à Massimo, 30 mars 1843. P., p. 136).

96. — Lettre à Massimo, P., p. 148. — Cf. Narbone, *Annali Siculi*, etc., anno 1843, n° 8.

97. — Lettre à Roberto, 21 février 1842. P., p. 122.

98. — Lettre à Massimo, 30 mars 1843. P., p. 136-137.

99. — « Essa non è che un primo abbozzo, uscito a pezzi a pezzi, e in edizione scarrissima, perchè non si pubblici molto se non dopo una correzione ; anzi era destinata solo alla litografia per udirne il parere dei savi amici. Ma Dio non volle, e l'urgenza delle scuole mi costrinse a pubblicarla prima pur di averla tutta abbozzata, come vedrete anche solo dalla irregolarità delle partizioni ». (20 juin 1843. P., p. 139. — Cf. *ibid.*, lettre à Roberto, même date).

100. — Cf. *infra*, note 106 et C.C. Ser. II, vol XI, p. 200.

101. — « Lo stampatore Fiacadori di Parma mi chiede licenza di ristampare il mio *Dritto...* ». (Lettre à Massimo, s. d. P., p. 134) ; cf. E. Di Carlo, *Lettere inedite ... a Luisa*, etc., p. 8 et 9, lettre à Massimo, 23 février 1843 ; et lettre à Roberto, 20 juin 1843, P., p. 138.

102. — Cf. E. Di Carlo, *Una lettera inedita del P. L. Taparelli D'Azeglio a Pietro Ducci*, feuille volante, sans indication de lieu ni de date, verso. La lettre est du 6 mars

1850. Elle est conservée à la *R. Biblioteca Nazionale Centrale* de Florence (Autografi Gonnelli, 41, 195). — Cf. Narbone, *op. cit.*, anno 1847, n° 12.

103. — Cf. lettre à Roberto, du 21 février 1842. P., p. 122 (Cf. P., p. 134, note 1); — au même, 28 janvier 1847. P., p. 206.

104. — Cf. *supra*, p. 68.

105. — Lettre à C. Cantù, 27 février 1855. P., p. 511.

106. — « ...debbo proprio persuadermi che i librai non fanno per me : il primo editore mi travagliò, quel di Livorno mi ristampò senza farmene motto, quel di Napoli ha fatto una sì brutta cosa che mi vergogno di mandarla... » (Lettre du 28 janvier 1847 à Roberto. P., p. 206). — « Quel povero mio *Saggio teoretico*, dopo la mediocrissima prima edizione, era stato talmente flagellato dai contrabbandieri Livornesi e dai tipografi napoletani... Non so capire come quelle scellerate edizioni si sieno vendute ». (Lettre à Cantù, 27 février 1855, P., p. 511).

107. — Lettre à Cantù, 21 novembre 1854. P., p. 490.

108. — Au même, 27 février 1855. P., p. 511.

109. — « Tutto questo lavoro Ella capirà quanto ha dovuto costare a chi non usa gli occhi suoi proprii ». (*Ibid.*).

110. — Lettres au P. Roothaan, P., p. 144 ; à Gioberti, *ibid.*, p. 147 et 155 ; à Massimo, *ibid.*, p. 149.

111. — Cf. *supra*, p. 309, note 63, et p. 163.

112. — Je ne sais si c'est à la demande du P. Roothaan qu'elle fut faite. En août 1842, celui-ci manifestait l'intention de chercher un traducteur. (Lettre à Taparelli, P., p. 130).

113. — Centre Européen de la Fondation Carnegie. Cours du R. P. Yves de la Brière, mardi 9 avril 1929, p. 19.

114. — Lettre au Roothaan, 13 février 1842. P., p. 121.

115. — Lettre du P. Roothaan, 29 août 1842. P., p. 130.

116. — P., p. 141.

117. — Voir la lettre (conservée à Modène, *Biblioteca Estense*, autografoteca Campori) que j'ai publiée dans la *Rassegna Italiana*, septembre 1937, p. 686.

118. — Lettre du 26 octobre 1843 au P. Roothaan. P., p. 142.

119. — P., p. 157.

120. — P., p. 31-32.

121. — Lettre, déjà citée ci-dessus (note 102), de Taparelli à Pietro Ducci, du 6 mars 1850, *recto* : « Non sento più da lungo tempo notizia alcuna delle mie stampe : dovrebbe a quest' ora esser compiuta quella del Corso elementare... ».

122. — Cf. *supra*, p. 111.

123. — *Institutiones juris publici ecclesiastici*. Rome, 3^e éd., vol. I, p. xii.

124. — « La lettera ci fu inviata (non *in terminis*) non so donde. Il P. Taparelli compose la lettera *prout iacet*, e la risposta, per pigliarne occasione agli articoli seguenti degli ordini rappresentativi ».

125. — Le P. Pirri compare l'état de l'Italie, au lendemain de cette faillite du libéralisme, à celui de l'Italie dans les premières années de la révolution fasciste : « Nel 1849 domata che fu la rivoluzione e ristaurati gli antichi governi, le condizioni morali in Italia si presentavano con certi caratteri che hanno dei punti di somiglianza con le condizioni presenti. Il fermento di quei moti scomposti e disorganizzati, che avevano impedito alla rivoluzione di trarre profitto del suo momentaneo trionfo, aveva gettato la sfiducia e il discredito sulla democrazia e sul liberalismo che l'avevano fomentata. Et i poteri ricostituiti, favoriti in ciò da una forte corrente di reazione, ne approfittarono per demolire quel che di cattivo, ed anche di buono, quelle novità avevano prodotto, abolire le costituzioni, stringere i ferri della autorità. I delusi erano senza numero ; molti anche dei più scalmanati, ora si picchiavano il petto : perciò il ritorno all' antico potè operarsi in un' atmosfera propizia, con una furia che, in certo modo, non la cedeva alla rivoluzione stessa ». (C.C., 28 avril 1927. *Le idee del P. Taparelli D'Azeglio sui governi rappresentativi*, p. 206).

126. — *La critica del P. Taparelli agli ordini rappresentativi e l'apologia del Montalembert*, p. 400-401.

127. — « Il nostro sentimento politico non è ben capito in Italia, credendoci assolu-

tisti parecchi ». (Procès-verbal du Conseil des rédacteurs de la *Civiltà* du 12 avril 1851). Ce deuxième motif n'a pu être déterminant puisqu'il est postérieur aux premiers articles de Taparelli.

128. — Pourtant un article de Taparelli dans la *Civiltà* n'est pas favorable à la Sainte-Alliance : *La Sacra Alleanza del 1815*. C.C., Ser. V, vol. V, p. 161 et suiv.

129. — Voir en appendice, p. 259.

130. — D'après Georges de Lagarde (*Recherches sur l'esprit politique de la Réforme*. Paris, Auguste Picard, 1926, p. 464), il ne faut pas chercher « dans la Réforme l'origine des idées démocratiques et de l'individualisme politique qui ont pris leur essor au XVIII^e siècle. A des points de vue essentiels, l'un et l'autre mouvements se contredisent. A la base de la philosophie sociale de Rousseau est l'idée de la bonté native de l'homme, à la base de la philosophie sociale de la Réforme est l'idée de la corruption foncière de la nature humaine ».

131. — Cf. *infra*, p. 206 et suiv.

132. — Cf. *supra*, p. 107-112. A ce propos Taparelli écrit à C. Cantù, le 30 août 1854 : « Ella vede quindi che non sono *assolutista*, e che se lo fossi avrebbero trovato il modo di disingannarmi e disgustarmi ». (P., p. 476).

133. — Cf. *supra*, p. 152-155.

134. — P., p. 366 et 367.

135. — A' suoi concittadini l'autore dell' *Esame critico degli ordini rappresentativi* : « ...la religione mi preme, ma la religione sola ; per lei ma per lei sola io scrivo. E se negli Ordini Rappresentativi, quali da un certo partito si comprendono, istituisco una censura, la istituisco unicamente per isprigionare lo Statuto dall' empietà eterogenea che costoro v' infondono, a fine di eliminare dalle leggi patrie codesto elemento di corruzione. Ma per questo appunto voi che cristiano siete e cattolico comprenderete essere io difensore, non impugnatore di quello Statuto, il cui primo articolo vuol salva e sacra la religione cattolica... ». (C.C., Ser. II, vol. VII, p. 169).

136. — C.C., Ser. II, vol. VIII, p. 170 et suiv.

137. — On en trouvera la liste complète dans P., p. 37 et suivantes.

138. — Compte rendu de : *Della monarchia rappresentativa in Italia*. Saggi politici di Cesare Balbo. Firenze. Le Monnier, 1857. C.C., Ser. III, vol. VIII, p. 479.

139. — « ...qualunque sia l'affetto mio verso la religione dei miei padri, debbo confessare di averne poco studiate le attinenze col mondo civile. Voi altri Francesi avete in tal materia un vanto que non possiam disputarvi. Voi quando siete cattolici non date un passo per le teorie del mondo materiale, que tosto non vi ingegniate di piantarvi quasi per biffa una croce ». (*La proprietà considerata nei suoi principii generali*, C.C. Ser. III, vol. V, p. 547).

140. — Cf. *supra*, p. 113 et suiv.

141. — *I miei Ricordi*. Torino, Roux, 1890, III, p. 17-18.

142. — C. C., Ser. II, vol. VII, p. 358 et suiv.

143. — *Le opere di C. Beccaria precedute da un discorso di P. Villari*. C.C., Ser. II, vol. VII, p. 394-406. Article cité, p. 376.

144. — *Una seria confutazione della Civiltà Cattolica*. C.C., Ser. II, vol. VIII, p. 170-182.

145. — B. Spaventa, *La politica dei Gesuiti nel secolo XVI e nel XIX*. Polemica con la *Civiltà Cattolica* (1854-1855), a cura di G. Gentile. Roma, Albrighi e Segati e C. 1911. (*Biblioteca Storica del Risorgimento Italiano*, Sez. IV, N. 11). — Cf. G. Gentile, B. Spaventa, Firenze, Vallecchi, 1927, p. 47 et suiv. ; et G. Saitta, *La Scolastica del secolo XVI e la politica dei Gesuiti*. Torino, Bocca, 1911. — Dans le sens opposé, voir : *La scolastica e la politica dei Gesuiti a proposito di una polemica*. C.C., 6 août 1927, p. 193 et suiv.

146. — *L'Autorità spiegata dagli scolastici* : Suarez (C.C., Ser. II, vol. XI, p. 593 et suiv.) ; Mariana (*ibid.*, vol. XII, p. 39 et suiv.) ; S. Thomas et Bellarmin (*ibid.*, p. 520 et suiv.).

147. — Sans indication de date (1926), ni de lieu (en vente, exclusivement pour les membres de la Compagnie de Jésus, chez « The Procurator, Mount Saint Michael, Hillyard, Wash., U. S. A. »).

148. — Appendice K, *infra*, p. 259.

149. — Ch. Dejob., *art. cit.*, p. 234 et suiv., se gausse d'une façon vraiment malheureuse.

150. — Lettre du 4 mars 1847. P., p. 222.

151. — « ...œuvre [de Taparelli] dont on ne saurait exagérer l'importance pour l'époque et qui fait de son auteur un précurseur de tout le mouvement social encouragé par Léon XIII ». (Conférence de Maurice Vaussard sur Giuseppe Toniolo, publiée dans « *Portraits de catholiques sociaux* », Paris, Ed. « Spes », p. 155).

152. — C.C., Ser. IV, vol. II, p. 396.

153. — Lettre citée *supra* (p. 168-169), P., p. 740 : « ...La mancanza appunto delle forze mi obbliga a lasciare ad altri l'incarico di continuare quegli articoli dei quali ho terminato l'abbozzo... ».

154. — « Di questi trattati dell' *Economia* egli stava apparecchiando una edizione, che la morte gli ha impedito di vedere, ma che verrà a luce tra non molto, simile in tutto a quella dell' *Esame critico degli Ordini rappresentativi* : e la curerà quegli tra i nostri compagni che egli aveva designato a succedergli, ed erasi associato già da buon tempo per la compilazione dei suoi articoli di tale argomento ». (C.C., Ser. V, vol. IV, p. 99 ; 26 septembre 1862).

155. — « ...questo si è cominciato a fare con affettuosa diligenza dai suoi compagni, i quali fanno altresì disegno di raccogliere ed ordinare in forse due volumi tutti gli scritti che, intorno alla *Economia pubblica*, dal Taparelli sono stati in questo Periodico fin qui pubblicati ». (C.C., Ser. V, vol. IV, p. 563 ; 24 novembre 1862).

156. — Traduit en français par le baron Silvestre de Sacy, conseiller maître à la Cour des Comptes : *Principes d'Economie politique*. — H. Oudin, Paris-Poitiers, 1894. La traduction est dédiée à la mémoire d'Henri Baudrillart. Le patronage est inattendu, mais s'explique par la personnalité du traducteur. — A propos d'Henri Baudrillart, notons en passant que Taparelli le prit vertement à partie*, à cause d'un article du *Journal des Débats* du 31 mars 1858, où il est question du prêt à intérêt. Il ne se doutait pas que le fils d'Henri Baudrillart qui allait naître le 6 janvier suivant serait un jour cardinal de la Sainte Église Romaine. Toutefois Taparelli eut la satisfaction de relever que le même Henri Baudrillart, dans le *Journal des Economistes* d'avril 1859, avait entrepris de parler de l'harmonie entre l'économie et la morale. (C.C., Ser. IV, vol. II, p. 575, note).

* *Un avvocato dell' usura*, C.C., Ser. III, vol. X, p. 528 et suiv. — Cf. C.C., Ser. IV, vol. III, p. 405, note.

157. — « ...scritti di altissimo valore che aspettano ancora una mano fraterna che li apparecchi per una ristampa... ». (Notice préliminaire à l'édition du *Saggio* de 1928, p. viii).

158. — *Essai sur les principes philosophiques de l'Economie politique*. Recueil d'articles publiés par le P. Taparelli D'Azeglio dans la *Civiltà Cattolica*, de 1856 à 1862. Traduction française inédite, avec introduction, bibliographie et notes. Paris, Lethielleux, 1943.

159. — « Questi tre lavori, abbracciati con un solo sguardo, nulla quasi lasciano a desiderare circa le condizioni generali della *Economia* e porgono tutti gli elementi costitutivi di una vera scienza ». (Notice préliminaire du *Saggio*, éd. 1928, p. viii, reproduisant presque mot à mot quelques lignes de l'article anonyme (du P. Curci) paru le 24 novembre 1862 dans la C.C., Ser. V, vol. IV, p. 545 et suiv. : *Sopra gli studii e gli scritti*, etc.).

160. — Préfet du Nord, conseiller d'État, député, etc., auteur de : *Economie politique chrétienne ou recherches sur la nature et les causes du paupérisme en France et en Europe et sur les moyens de le soulager et de le prévenir*, 3 vol. Paris, Paulin, 1834. — Sur Villeneuve-Bargemont, voir la thèse de droit d'Adolphe Théry. A. Taffin-Lefort. Paris-Lille, 1911, et la conférence de Geoffroy de Grandmaison publiée dans : *Portraits de catholiques sociaux*. Paris, Ed. « Spes ».

161. — Ce qualificatif est donné par rapport à la norme de la morale évangélique, car cette économie « hétérodoxe » est précisément celle de l'École dite « orthodoxe » ou classique.

NOTES DU CHAPITRE VIII

Esquisse des points saillants de la doctrine de Taparelli. (Cf. *supra*, p. 191 et suiv.).

1. — « Non ritengo che la pubblicazione dell' Epilogo, da solo, disgiunto dal tutto, per lo scopo che si propone, possa offrire sufficiente utilità a chi l' opera intera ancora non ha avuto in mano. L'Epilogo può servire solo a chi ha già letto e studiato l'opera..., non può sostituire l' opera, potendo solo invogliare il lettore a procurarsi questa a con questa una conoscenza veramente completa del pensiero del Taparelli ». (*Rivista internazionale di filosofia del diritto*, fascicolo III, maggio-giugno 1940, p. 190-192, compte rendu de l'opuscule du Prof. Pergolesi, intitulé : L. Taparelli D'Azeglio, *Sintesi di diritto naturale*. Bologna, Zanichelli).

2. — Je me servirai des traductions françaises citées, en prenant la liberté de les modifier légèrement çà et là, ou je m'en inspirerai seulement.

3. — Cf. *supra*, p. 177.

4. — Cf. ce qui a été dit plus haut, p. 163-166.

5. — Cet infinitif (*essere*) pris substantivement se traduirait plus exactement par l'*existence* ; si je ne me trompe, il s'agit ici d'un *mode* d'être (la condition, l'état social) plutôt que d'un être concret (cf., dans la langue des scolastiques, *esse* par opposition à *ens*). — Sur la théorie de l'*être social* d'après S. Thomas, cf. l'article du R. P. Montagne (qui cite une fois Taparelli) dans la *Revue Thomiste*, 1899, p. 569).

6. — Cf. *infra*, p. 206.

7. — Taparelli applique ici sa méthode : cf. *supra*, p. 169-170.

8. — Cf. *infra*, p. 265, l'appendice L : *Note sur le Bien commun*.

9. — « ...fate che cinquanta eruditi si affatichino a trovare l'interpretazione di un papiro : tutti lo conoscono, tutti hanno per fine l'interpretarlo ; ma se a questo fine non congiungano le lor volontà manifestandosi reciprocamente i loro intenti in modo che ne risulti un *intento comune*, niuno dirà che sia formata fra di loro una società. La *comunanza* non solo di obbietto, ma anche d'intento è quella propriamente che compie l'essere sociale, facendo sì che il fine non sia più de' singoli, ma della comunità ; talchè niuno possa arrogarselo se non comunicandolo cogli altri, bramando e procacciando per essi ciò che brama e procaccia per sè ». (S. I., p. 137, n° 304).

10. — Cf. *infra*, p. 194 et suiv.

11. — Cf. *supra*, p. 171.

12. — Cf. *infra*, p. 265, l'appendice L : *Note sur le Bien commun*.

13. — *Supra*, p. 343, note 25.

14. — S. I. Tr. fr., p. 145-146, n° 348-349.

15. — Selon la définition classique l'ordre est « *parium dispariumque rerum sua cuique loca tribuens dispositio* ». (Cf. S. Aug. *De Civitate Dei*, l. XIX, c. xiiii). Chaque essence ne doit donc pas être considérée isolément, car on ne peut la situer (...« *sua cuique loca*... ») que par rapport aux autres. Toutes ensemble elles font partie d'un plan, mais ce plan se révèle à nous par l'examen de chacune d'elles.

16. — S. I., n° 361 et 362.

17. — En définitive, il ne peut jamais y avoir, pour le sujet chez qui les droits engendrent des devoirs, qu'une apparence de difficulté : cette limitation d'un droit par l'autre, telle que nous nous le représentons, est due, ce me semble, aux concepts trop abstraits de notre intelligence discursive et par là-même imparfaite. En s'élevant à un point de vue supérieur, on doit croire à la synthèse des aspects divers qui sollicitent notre conscience.

18. — Sur tout ce qui suit, voir S. I., n° : 426, 429, 440.

19. — « ...simile est quaerere, quæ est causa alicujus rei, et quæ est causa quod illa res sit una ». S. Thomas, VIII, *Metaph.* lect. 5.

20. — Cela n'est pas admis par Varcilles-Sommières (cf. *infra*, p. 248) : « ...il est faux de dire que l'autorité est un élément essentiel de toute société ». (*Principes fonda-*

mentaux du droit, XXI, 2); « ...il n'est pas exact de dire que l'autorité est essentielle à l'existence des sociétés : elle n'est essentielle à la formation ou existence d'aucune ; elle est seulement indispensable ou très utile au fonctionnement de la plupart ». (*Ibid.*, XLVIII, 2). — Cf. *infra*, p. 224.

21. — Ceci est nié par Solieri (*op. cit. infra*, note 26) et par Ottaviani : cf. *infra*.

22. — « ...*principio essenziale*, perchè dà l'essere alla società. Or siccome le cose non possono esistere senza gl' intrinseci loro principii essenziali, chiaro apparisce che non può esistere società se non esista nell' atto stesso autorità da cui ella s' formi, anzi (mi si permetta il vocabolo) si *informi...* ». (S. I., n° 429).

23. — *Institutiones Iuris Publici Ecclesiastici*, Vol. I ; 2^e ed. Roma, 1935, p. 39-40i n° 18.

24. — « *Secundum hanc analogiam forma erit illud elementum quod superveniens materiæ societatis seu pluralitati hominum, ipsam determinat ut sit moraliter seu iuridice societas. Iam vero auctoritas nulla est nisi vim obligandi membra habeat, non autem habet vim obligandi membra nisi in quantum sunt membra seu socii, non autem sunt socii nisi supponatur hominum pluralitas iam esse formaliter determinata in societatem : unde auctoritas socialis supervenit societati iam formaliter constitutæ* ». *De Ethica naturali*, p. 419.

25. — *Phil. Mor.*, P. II, lib. II, c. I, n. 507 : « Respondendum videtur auctoritatem non esse formam societatis, sed proprietatem necessario ex eiusdem essentia consequentem ». Et voici l'argument : « *Essentia rei non potest concipi perfecta, antequam adsit forma eiusdem. Atqui saltem ratione prius, quam adsit auctoritas, iam potest societas secundum essentiam concipi perfecta* ». L'auteur prouve ensuite la mineure.

26. — *Inst. Iuris Eccl. Romæ*, 1921, n. 68, p. 60 et suiv.

27. — *Op. cit.*, XXI, 2.

28. — *Supra*, note 24.

29. — La matière et la forme sont dans le rapport de la puissance et de l'acte : « ...*materia est ens in potentia, forma autem est entelecheia, id est, actus quo scilicet materia fit actu, unde ipsum compositum est ens actu* ». S. Thomas, *De Anima*, Lib. II, lect. I.

30. — C.C. Ser. I, vol. III, p. 117. *Sul possesso dell' autorità*. — « Solo potrebbe considerarsi in qualcuno di questi elementi una priorità di importanza o di dignità o di causalità ; e sotto tale aspetto è chiaro che quell' ultimo costitutivo per cui le cose ricevono l' esser loro naturale meriterebbe la preferenza : onde dovremmo dire primo fra i costitutivi dell' uomo la ragionevolezza, perchè allor soltanto può dirsi uomo quando è ragionevole : prima fra i costitutivi della società l'autorità perchè allora soltanto la moltitudine può dirsi consociata quando è entrata sotto l'influenza del principio di unità. Ma questo primato come ben vedete non include precedenza di esistenza, ma al più presuppone nell' ordine storico certi fatti per cui la tale o tal altra persona siasi trovata investita del potere allorchè nacque una determinata società. Potranno preesistere le persone ; la persona che governerà colle sue capacità, la moltitudine degl' individui coi lor bisogni, passioni, desiderî, interessi. Ma tutto ciò non è la società : società è la moltitudine collegata dal diritto ; società reale è una moltitudine esistente ordinata da un vivo e real superiore ». *Ibidem*.

31. — S. I, n° 429.

32. — S. I, n° 431.

33. — Sur les différences entre ces deux espèces de formes, cf. *S. Theol.*, I^a, q. LXXVII, art. 6.

34. — « ...Se invece di *somma* avessero posto *moltiplica*, la espressione sarebbe forse stata più tollerabile... L'effetto della macchina risulta dalla *combinazione* dei suoi elementi... Essi *analizzarono* ; e siccome nella analisi la *composizione* vien *decomposta* e la *forza* svanisce, null' altro rinvennero nel terminare la chimica operazione se non elementi individuali ». (S. I, n° 432).

35. — Note LIV de Taparelli (S. I, p. 195-196) : *Dignità dell' uomo*.

36. — Cela rappelle l'apostrophe du boucher Legendre à Louis XVI au cours de la manifestation du 20 juin 1792 : « Monsieur, écoutez-nous ; vous êtes fait pour nous écouter... ».

37. — « Toute société, quelle qu'elle soit, et du seul fait qu'elle a un bien commun

à gérer, a besoin d'une autorité, et par suite, y a droit. L'autorité ne lui est point une force étrangère et oppressive qu'elle aurait à subir, mais une fonction intérieure et vitale dont elle ne peut se passer; ce n'est pas un pouvoir qui s'exerce du dehors et contre elle, mais du dedans et pour elle. Les membres d'une société ont, comme tels, le droit strict d'être gouvernés ». (J. Vialatoux. *La Maison humaine*. Bloud).

38. — Voir la note LV de Taparelli (S. I, p. 196 : *La sovranità è benefica*. — Cf. *infra*, p. 197-198 et 200.

39. — *Du Pape*, L. II, chap. I, *in fine*.

40. — S. I, p. 192, note (b).

41. — « Sur les bancs de l'école, les enfants ont vu leur professeur attendre que leurs suffrages vinssent apposer le sceau de l'opinion au timide enseignement qu'il avait abaissé au niveau de leurs idées ». (Taparelli, E. C. Tr. fr. tome III, p. 225). Rien ne développe mieux l'orgueil, l'un des pires ennemis de l'intelligence. L'éducateur devrait, au contraire, former ses disciples à l'humilité, car la docilité intellectuelle est une disposition qui favorise la connaissance de la vérité. Taparelli a écrit : « ...il discutere non conduce al vero se non gli uomini di gran senno e di rara modestia (i quali certamente non sono il maggior numero)... ». (Lettre du 12 juin 1854 au Prof. Tolomei, P., p. 453). Comment aurait-il apprécié les « cercles d'études », où le désir de briller étouffe parfois chez les jeunes gens celui de s'instruire ?

42. — *Esprit des Lois*. Livre VI, c. III.

43. — *Limiti della libertà economica*. C.C., Ser. IV, vol. XI.

44. — L'expression est empruntée à une lettre de Taparelli à C. Cantù, P., p. 407.

45. — Voir les pages excellentes (391 et suiv.) de Gounot, *op. cit.* — Cf. *supra*, p. 196 et *infra*, p. 200.

46. — *Republ.* L. I. c. VIII.

47. — *Politique*. L. I. a. Prop. 5.

48. — Ser. I, vol II, p. 506 et suiv., et 621 et suiv.

49. — Tome II, p. 12-16, 20, 32-37. — Les notes suivantes ne font pas partie de la citation.

50. — Aussi le ballon est-il dit *captif* tant qu'il est retenu au sol par un câble.

51. — Cf. le dialogue, rapporté par Lamartine, avec une mise en scène mélodramatique, entre lui et la foule, en 1848, à propos de la république, « gouvernement de la raison de tous..., de la justice..., de la vertu... ». (*Mémoires politiques*, II, p. 289).

52. — Ce mot, qui est la traduction littérale de *domesticità* dans le texte italien, doit être pris ici dans le sens que suggère son étymologie et non dans son sens usuel.

53. — Cf. la note précédente.

54. — On voit donc les répercussions de la « division du travail » sur la vie humaine.

55. — Pourvu, bien entendu, qu'il reste dans les limites d'une réserve opportune; les vexations et les tracasseries, codifiées ou non, sont toujours odieuses.

56. — Il n'y a qu'une ressemblance purement extérieure entre la doctrine de Taparelli et ce qu'ont écrit certains auteurs modernes, tels que Hesse et Gleyse : « A mesure que la société se complique, que les groupements se séparent, chacun se consacrant à une fonction définie, l'individu fait partie d'une multiplicité croissante de groupes : famille, commune, État, communauté religieuse, association professionnelle, scientifique, artistique, sportive, etc... Par là, il se libère ». (*Notions de Sociologie*, p. 10). En effet : « Chacun des groupes auxquels il adhère, disent ces auteurs (*ibid.*), ne peut prétendre qu'à une part d'influence sur lui; la puissance de chacun d'eux est restreinte par celle de tous les autres. Ainsi l'individualisme moral est fonction de la complexité de la société ». Ici l'individu triomphe parce que, grâce au principe *Divide ut imperes*, il passe entre les mailles du réseau qui l'enserme. Les éducateurs savent par expérience combien les enfants sont habiles à créer une opposition, pour l'exploiter à leurs fins, entre les diverses autorités, paternelle, maternelle, scolaire, etc. De même la division des pouvoirs politiques a pour but, par cette restriction réciproque, d'empêcher que l'autorité n'ait une emprise abusive sur les sujets. Au contraire, d'après Taparelli, la raison d'être de cette complexité de sociétés n'est pas de soustraire l'individu au risque d'une autorité trop envahissante, mais bien de l'aider à mettre en valeur toutes les richesses que recèle sa nature.

57. — S. I, p. 200, n° 443.

58. — S. I., p. 201, n° 446. — Cf. *Ibid.*, p. 220, n° 482 : « ...come la nostra dottrina differisca dalle dottrine del contratto sociale, ammettendo, per altro la influenza dell' uomo nella società. Il vizio essenziale di quel romanzo filosofico consiste nel tutto limitarsi al concreto. — Gli uomini, dice, non debbono obbedire se non perchè si sono volontariamente assoggettati. — Noi diciamo : gli uomini hanno spesso volte in loro potere di scegliere queste o quelle relazioni sociali ; ma spesso volte ancora il fatto non dipende dalla loro elezione. Sia poi questa loro elezione *necessaria o libera* la cagione del dover obbedire non è la lor volontà, essi debbono obbedire, se vivono in una qualche particolar società, perchè la natura di *società* consiste in ciò che uno ordini e gli altri eseguiscano. La lor volontà non ha qui altra funzione che di scegliere in certi casi il vivere anzi in questa che in quella particolar società ». S. I., p. 220, n° 482. — Cf. aussi *supra* p. 343, note 25.

59. — En passant, Taparelli étend sa condamnation aux déviations du patriotisme : « ...coloro eziandio che, scambiando per impeto di fantastico patriottismo il vero bene col falso, tentano, come essi dicono, *in favor della patria*, irragionevoli imprese di avanzamenti, di conquiste, ecc... tale la lusinga di quei ribelli italiani che postisi in capo la felicità d'Italia consistere nell' essere un regno solo, cominciavano... a straziarla con guerra e civile e straniera per trarla poi dal macello tutta un pezzo ; tale è generalmente quello delle barbare nazioni, tale quello di certi popoli anche inciviliti che sembrano porre ogni lor vanto non nel crescere la propria, ma nel deprimere la grandezza degli altri ; quasi non fossero questi parte ancor essi della universal società umana ». (S. I., p. 203, n° 451, cf. *ibid.*, p. 468, n° 945).

60. — « Hoc natura tulerit non solum ut summi virtute et animo præessent imbecillioribus, sed ut hi etiam parere summis velint ». (Cicéron, *De Rep.*, L. I, xxxiv)

61. — S. I., n° 470-481, p. 216-220. — C.C., Ser. II, vol. X, p. 5 et suiv. : *Il Superiore* ; *ibid.*, p. 508 et suiv. : *Dell' aristocrazia degl' ingegni* ; vol. XI, p. 497-518 : *L'aristocrazia degl' ingegni rispetto all' emancipazione dei popoli* ; vol. XII, p. 129 et suiv. : *L'aristocrazia delle capacità* ; *ibid.*, p. 195 : *Rivista della stampa italiana*.

62. — Trad. fr. cit., tome I, p. 254-257.

63. — Cette erreur est toujours vivace, puisque Pie XI l'a signalée dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, du 15 mai 1931 : « ...De même, en effet, que nier ou atténuer à l'excès l'aspect social et public du droit de propriété, c'est verser dans l'individualisme ou le côtoyer, de même à contester ou à voiler son aspect individuel, on tomberait infailliblement dans le collectivisme ou tout au moins on risquerait d'en partager l'erreur... le droit de propriété ne se confond pas avec son usage... C'est donc à tort que certains prétendent renfermer dans des limites identiques le droit de propriété et son légitime usage ; il est plus faux encore d'affirmer que le droit de propriété est périmé et disparaît par l'abus qu'on en fait ou parce qu'on laisse sans usage les choses possédées. Il font par suite œuvre salutaire et louable ceux qui... s'appliquent à mettre en lumière la nature des charges qui grèvent la propriété et à définir les limites que tracent, tant à ce droit même qu'à son exercice, les nécessités de la vie sociale. Mais, en revanche, ceux-là se trompent gravement qui s'appliquent à réduire tellement le caractère individuel du droit de propriété qu'ils en arrivent pratiquement à le lui enlever ». (Trad. fr. officielle).

64. — S. I., p. 279 et suiv.

65. — Cf. S. I., p. 223, note LXI, *Armonia delle dottrine filosofiche*.

66. — Cf. *infra*, p. 259 et suiv., appendice K : *Taparelli et Suarez* ; et *supra*, p. 180 et 181.

67. — Cf. E. C., tome I, *passim*.

68. — « In terram undecumque proiectus ». Pufendorf. *Iur. nat. et gent.*, l. 11, c. 2, § 2.

69. — Ainsi Taparelli ne veut pas se contenter d'un accord dont la vérité serait purement idéale : mais, dans sa théorie explicative du prêt à intérêt, n'est-il pas tombé lui-même dans un défaut analogue à celui qu'il signale ici ? (Cf. *infra*, p. 268, appendice M, *in fine*).

70. — Cf. *La sovranità del popolo*. C.C., Ser. II, vol. III, p. 19 et suiv. et p. 148 et suiv., et Ser. III, vol. V, p. 129 et suiv.).

71. — Dans une lettre du 28 mars 1855 à G. P. Tolomei (P., p. 524), Taparelli explique

fort clairement sa pensée sur ce point : « come può combinarsi che per natura la società abbia il diritto di comandare e intanto per natura sia incapace di comandare ? Se per natura è incapace è chiaro che la natura non vuol che comandi : se non vuol che comandi non ne dà il diritto. So che vi son dei diritti che non possono esercitarsi da chi li ha. Ma ciò quando accade ? Accade quando l'essere a cui appartiene il diritto dovendosi svolgere a poco a poco non è ancora maturo ad usarlo ; o ritenendo la capacità è impedito da causa accidentale... Allora intendo che alla natura appartenga un diritto ma l'imperfezione della persona ne sospenda l'uso*. Ma che la natura conceda il diritto a cui non dà *mai* la capacità di usarlo, questo è contraddittorio, come se si dicesse che ha dato alle bestie la facoltà di ragionare ma che non possono mai usarla. Facoltà che non può usarsi è facoltà non facoltà, diritto che non può usarsi è diritto non diritto ».

* [C'est le cas des enfants.]

72. — Cf. *Sul possesso dell' autorità*. C.C. Ser. I, vol III, p. 19 et suiv., 105 et suiv., et 221 et suiv.

73. — E. C. Trad. fr., tome I, p. 49, n. 707.

74. — *Limiti della libertà economica*. C.C., Ser. IV, vol. XI, p. 144 et suiv. Taparelli met ensuite au point cette question de la majorité : « Quello che impugniamo è che il valore delle legge dipenda *originariamente* dalla pluralità dei suffragii e che questa pluralità sia *assolutamente* richiesta perchè abbia valore di legge... La pluralità... dei suffragii è richiesta quando tale è per diritti anteriori la forma del governo, che la legge dipenda dal consenso di molti. In questi governi è naturale che i più prevalgano ai meno, non essendo ragionevole che i meno prevalgano ai più. Ma una tal prevalenza non è già privilegio del numero in quanto numero ; ma sì in quanto, presupponendo che tutti vogliano coscienziosamente la giustizia, può giudicarsi ragionevolmente probabile che i molti l'abbiano conosciuta meglio dei pochi, secondo il proverbio : *plus vident oculi quam oculus*... Perchè l'*indipendenza della ragione* privata rende impossibile nella società l'unità di giudizio intorno al giusto e all' onesto ; e mancando quest' unità di giudizio intorno al merito intrinseco della causa, altro principio non rimane per formare quest' unità, che il materiale ed estrinseco della pluralità del numero. Così si forma quello spirito di vile adulazione per le moltitudini e quella mania di popolarità che è sottentrata oggidì alla adulazione dei potenti e all' ambizione cortigianesca ».

75. — Georges Renard précise excellemment son espèce juridique : « L'opération électorale investit le député d'une charge qui dépasse de toutes parts les possibilités du mandat contractuel : le député représente les circonscriptions qui ne l'ont pas choisis, les citoyens qui ont accordé leur suffrage à son concurrent, les électeurs qui se sont abstenus, les femmes, les enfants ; il engage par ses votes les générations à venir ; son prétendu mandat est irrévocable et le droit public interdit le mandat impératif... il n'y a point de mandat du tout : la condition du député n'est point contractuelle mais institutionnelle, l'opération électorale est une fondation... » (*La théorie de l'Institution*, 1930, vol. I, p. 405). Et en note (p. 406) : « ...la Nation, qui est censée avoir, comme telle, une volonté distincte de celle de ses membres, est censée donner à chaque collègue électoral la mission d'émettre un suffrage non pour lui, mais pour elle... la minorité est censée, du fait même qu'elle se trouve minorité, reconnaître qu'elle s'est trompée, et donc se rallier à l'avis de la majorité ; les hommes sont censés représenter les femmes ; les électeurs sont censés donner à leurs élus un « mandat de confiance » et donc se dessaisir de la faculté de le retirer, quoi qu'il arrive... Voici donc l'explication que suggère la théorie de l'institution, projetée sur le fait de l'opération électorale, telle qu'elle se passe. La procédure électorale est tout simplement l'une des nombreuses utilisations juridiques de la passion du jeu (cf. Hauriou, *Principes de droit public*, 2^e éd., p. 155, 435, 496) : la procédure électorale est un combat dont le pouvoir est l'enjeu ; car chaque parti lutte, non pour avoir sa place, mais pour conquérir l'hégémonie ; voilà, dans la réalité des choses, ce qu'est l'opération électorale ; on vote pour « gagner » ; et même, en fait, on ne vote guère lorsqu'il n'y a « rien à perdre », savoir lorsqu'il n'y a qu'un candidat ; dans certains pays même le scrutin n'est ouvert qu'en cas de pluralité de candidatures. Or cette lutte est profitable au bien public, et son résultat confirmé par l'Ordre naturel, puisqu'il aboutit

à le parfaire conformément à ses propres exigences : en jouant pour la conquête du pouvoir, les partis politiques organisent le pouvoir ; l'Ordre naturel ratifie l'opération électorale, comme il ratifierait la dévolution dynastique ou tout autre procédé tendant au même but et y réussissant. L'Ordre naturel appelle le pouvoir ; l'opération électorale le procure. L'opération électorale est une fondation ; ce que traduit la formule classique : le scrutin n'est pas une *délégation* ; il est une *désignation* qui provoque une *investiture* d'En-haut, de l'Ordre ».

76. — Cf. *supra*, p. 178 et 179.

77. — Cf. aussi *supra*, p. 89.

78. — Introduction, p. xxxvii-xxxviii. (2^e éd. 1872, tome I). La première édition est de 1850, mais il ne semble pas que Taparelli l'ait connue, car il n'en a fait aucun compte rendu dans la C.C. — Du moins a-t-il pu méditer sur ce texte du *Pontificale Romanum* (*De ordinatione presbyteri*), que l'Église met sur les lèvres de l'évêque s'adressant au clergé et au peuple : « Quoniam, fratres charissimi, rectori navis et navigio deferendis eadem est vel securitatis ratio, vel communis timoris ; par eorum debet esse sententia, quorum causa communis existit. Neque enim fuit frustra a Patribus institutum, ut de electione illorum, qui ad regimen altaris adhibendi sunt, consulatur etiam populus... necesse est, ut facilius ei quis obedientiam exhibeat ordinato, cui assensum præbuerit ordinando ».

79. — Le P. Fallon fait une observation qui n'est pas sans analogie avec celle-ci, à propos de la propriété privée : « Les hommes, surtout lorsqu'ils sont arrivés à une civilisation avancée, n'apprécient pas seulement, dans un régime économique, son aptitude à procurer l'abondance des ressources matérielles ; ils lui demandent aussi de respecter, autant que possible, la liberté personnelle et de ne pas mettre en péril la paix publique. On oublie trop souvent en cette matière la multiplicité des fins auxquelles doit satisfaire un régime de biens. L'importance du but économique proprement dit fait perdre de vue d'autres intérêts qui sont pourtant de la dernière gravité. Il ne s'agit pas seulement d'assurer une production suffisante et une équitable répartition des richesses ; mais il importe non moins de garantir l'ordre et la paix dans la société ; de ne pas exposer à de trop délicates épreuves l'intégrité et l'impartialité des gouvernants ; de respecter, autant que possible, la liberté de chacun ». (*Principes d'Economie sociale*. Louvain, 1921, p. 182).

80. — Cf. Guizot, cité par Taparelli (S. I, p. 299, note b), qui intervertit les deux premiers : « ...les trois grandes origines de la souveraineté : 1^o l'association entre hommes égaux et libres, où se développe la souveraineté politique ; 2^o l'association naturelle primitive où règne la souveraineté unique patriarcale ; 3^o l'association forcée, résultat de la conquête, livrée à l'autorité despotique ». *Civilis. française*. L. XXXIII, p. 490. Taparelli remarque que cette dernière expression s'explique par le contexte, car il s'agit de conquête barbare.

81. — « ...la natura è il principio teoretico che ci fa conoscere l'obbligazione di stabile società : ma il fatto per cui questa regola fu atteggiata ad oprar realmente, il fatto è stato qui alle due parti pienamente libero ; e però diciamo che esse si sono legate, benché il valor del legame sia formato per man di natura ». (S. I, p. 300, n^o 601).

82. — *Les principes fondamentaux du droit*. Paris, 1889, XXI, n^o 7 et suiv. cf. XLVIII, n^o 5 et suiv.

83. — S. I, chap. ix, p. 238 et suiv, n^o 510 et suiv. Cf. aussi S. I, p. 226 et suiv. n^o 490 et suiv. — On trouvera de plus amples considérations sur le développement, de la société domestique dans la septième dissertation du *Saggio* (S. I, p. 301 à la fin).

L'autorité est l'objet d'une véritable propriété*, mais, malgré la vieille conception chère au droit romain, elle ne coïncide pas toujours et nécessairement avec la possession d'un territoire, ainsi que le reconnaît Taparelli : « ...la società che ella governa, specialmente se posa in territorio stabile diviene uno Stato ». (S. I, p. 295, n^o 591). « Dissi specialmente se posa in territorio stabile, per non entrare in una quistione grammaticale intorno al vocabolo Stato, attribuito da alcuni alla società civile in generale, da altri limitato alla medesima quando ella sia radicale** in fermo territorio ». (*Ib.*, p. 296, note LXXX) ; « ...ragione e fatto ci dicono potere esistere associazione senza territorio, la ragione, mostrandoci altri beni che possono divenir obbietto della unione

e sono i beni non di fondi stabili; il fatto, presentandoci società non poche, formate o dal bisogno di difesa, o dalla unità delle dottrine. Vero è che non potendo l'uomo nè viver d'aria nè viver per aria, semper tendono esse poi finalmente a stabilire più fermo su qualche territorio; ma vi giungono già formate... ». (S. I, p. 247, n° 534).

* « Questo dovere è insieme diritto di *escludere ogni altro* dalla funzione di ordinatore: il diritto di escludere è proprietà del dominio: dunque l'ordinatore è costituito nel possesso legittimo del diritto di ordinare la società; vale a dire, è possessore legittimo dell'autorità: e chi pretendesse spossessarlo di tal diritto viola la legge di proprietà al pari di qualunque altro ladro, essendo quel diritto cosa del suo possessore; e viola insieme il diritto della società alla propria quiete offendendo tutto il corpo sociale con delitto di ribellione ». (*Dell' aristocrazia degl' ingegni*. C.C. Ser. II, vol. X, p. 624).

** [Radicata?]

84. — C.C. Ser. II, vol. I, p. 320 et suiv.; compte rendu de: *Iuris naturæ et gentium Privati et Publici fundamenta*, auctore Gulielmo Audisio, sacrosanctæ Basilicæ Vati canæ canonico et iuris professore. Rome, 1852.

85. — S. I, n° 629. Trad. fr., p. 264.

86. — Je crois que le traducteur a eu tort de traduire par l'adjectif *délibérative* le participie passé italien *deliberata*.

87. — « Decreta Concilii plenarii et provincialis promulgata obligant in suo cuiusque territorio universo, nec Ordinarii locorum ab iisdem dispensare possunt, nisi in casibus particularibus et iusta de causa ». (*Codex Iuris Canonici*, can. 291, § 2). — Cf. ce que dans la langue politique moderne on nomme « la discipline du parti ».

88. — C'est, il me semble, ce que les canonistes, à propos des conciles œcuméniques, nomment la *pars sanior*. On pourrait dire des suffrages: *non numerantur, sed ponderantur*. L'aspect qualitatif introduit une notion de coefficient. — Peut-être convient-il de rappeler ici l'élection *per compromissum*: on commet à quelques électeurs le soin de procéder à l'élection au nom de tous, et les autres déclarent se rallier d'avance à leur décision (can. 172).

89. — S. I., n° 622. Trad. fr., p. 261.

90. — *Ibid.*, n° 632, p. 266-267.

91. — Cf. le Digeste: « si maleficii societas coita sit, constat nullam esse societatem. Generaliter enim traditur, rerum inhonestarum nullam esse societatem ». (L. 57. D. *pro socio*, XVII, 2). — Évidemment, un groupement n'est radicalement nul que si le but même qui lui a donné naissance et qu'il poursuit est mauvais; au contraire, il existe dès lors qu'il possède les éléments constitutifs d'une société (parmi lesquels une fin honnête), même si en fait il agit d'une façon qui offense les principes de la morale et du droit, tout comme un criminel ne cesse pas pour autant d'être un homme.

92. — Je regrette que Taparelli n'ait aucunement fait intervenir ce principe de morale: *nemini fraus sua patrocinetur*. — Le cardinal Mercier en son Mandement de Noël 1914 (*Patriotisme et Endurance*) admettait, pour les actes d'administration publique que justifie l'intérêt général, une ratification tacite par l'Autorité légitime.

93. — *Contrat social*, l. II, c. III.

94. — « ...non conosco autore che vi abbia fatto quello studio che la materia desiderava... se un qualche abbaglio non mi ha tradito, parmi poter asserire che l'oscurità e il vacillare di quelle dottrine... riguarda generalmente tutta la teoria del dritto di società *subordinate* che fanno parte di altra maggior società, ove cercano riunite un ben comune. Le leggi della lor *subordinazione* non sono state mai contemplate, che io sappia, con un occhio un po' metafisico... ». (S. I, n° 685, p. 343).

95. — Et non *hypotattique*, comme l'a écrit le traducteur dans l'édition française, qui se contente de donner une apparence française au mot *ipotattico*, sans remonter à l'étymologie. En grec *υποτακτικός* = subordonné; *τακτικός* = qui concerne l'arrangement, vient de *ταττω*, néo-att. *τάσσω* = mettre à une place fixe ou appropriée.

96. — *Ibid.*, p. 344, note (a).

97. — 71 et 72, S. II, p. 451, 452.

98. — Trad. fr., p. 165 et suiv.

99. — A propos des sociétés privées, Léon XIII a écrit dans l'encyclique *Rerum Novarum*: « Il ne s'ensuit pas cependant, à ne parler qu'en général et à ne considé-

rer que leur nature, qu'il soit au pouvoir de l'État de leur dénier l'existence. Ce droit à l'existence leur a été octroyé par la nature elle-même, et la société civile a été instituée pour protéger les droits naturels, non pour les anéantir. C'est pourquoi une société civile qui interdirait les sociétés privées s'attaquerait elle-même, puisque toutes les sociétés, publiques et privées, tirent leur origine d'un même principe, la naturelle sociabilité de l'homme. — Nunc vero quamquam societates privatæ existunt in civitate, ejusque sunt velut partes totidem, tamen universe ac per se non est in potestate reipublicæ ne existant prohibere. Privatas enim societates inire concessum est homini jure naturæ : est autem ad præsidium juris naturalis instituta civitas, non ad interitum : eaque si civium cœtus sociari vetuerit, plane secum pugnancia agat, propterea quod tam ipsa quam cœtus privati uno hoc e principio nascuntur : quod homines sunt natura congregabiles ».

100. — « ...Le mécanicien, pour assurer jusqu'à la fin le mouvement continuels de sa machine, l'empêche d'arriver jamais à un équilibre parfait ; ainsi le poète et le musicien pour captiver leur auditoire, s'efforcent-ils de disposer tellement la contexture du poème, la succession des accords, que l'esprit et l'oreille ne soient jamais rassasiés avant la fin. Faut-il donc s'étonner que la Providence, qui crée entre les hommes le lien d'association, n'ait pas accordé à la société particulière une perfection complète, quand elle la destinait réellement à vivre dans une société universelle ? ». (S., Tr. fr., t. I, n° 1032, p. 459).

101. — C. E., Tr. fr., p. 167 et suiv.

102. — Léon XIII a été jusqu'à écrire : « Si les individus, si les familles entrant dans la société y trouvaient, au lieu d'un soutien, un obstacle, au lieu d'une protection, une diminution de leurs droits, la société serait bientôt plus à fuir qu'à rechercher. — Quod si cives, si familiæ, convictus humani societatisque participes factæ, pro adjumento offensionem, pro tutela diminutionem juris sui in republica reperirent, fastidienda citius quam optanda societas esset ». (Encyclique *Rerum Novarum*).

103. — Cf. *supra*, p. 198 et suiv.

104. — Cf. ce texte de saint Grégoire le Grand (*Ep. ad Eulog.*, ep. Alex., lib. VIII, c. xxx, P.-L., LXXVII, 933), cité par le Concile du Vatican (*Constitutio dogmatica prima de Ecclesia Christi*, sessio IV, 18 julii 1870, cap. III, *De vi et ratione primatus Romani Pontificis*, 7) : « Meus honor est fratrum meorum solidus vigor. Tum ego vere honoratus sum, cum singulis quibusque honor debitus non negatur ».

105. — S. I, p. 366, n° 736. — Voir les textes cités plus bas, p. 362, note 148.

106. — Cf. l'article de Luis Silvela, professeur à l'Université de Madrid : *La teoria de la pena correccional como un bien para el culpable y las doctrinas del R. P. Jesuita Taparelli D'Azeleglio*, dans : *Revista de España*. Setimo año. Tomo XXXIX, 1874, Num. 155, p. 307 et suiv. — Cependant, voir *infra*, la note 107.

107. — En effet, Taparelli écrit au cardinal Morichini (en juillet 1862), à propos du « primo rapporto al governo » de B. Veratti (Modena, t. Eredi Solimani) sur le nouveau code pénal portugais : « ...fa in nota delle osservazioni molto savie intorno al fine principale del diritto penale, mostrando che la correzione del delinquente è fine secondario ». (P., p. 748).

108. — « ...se chi governa riesca inoltre a far penetrare in ogni intelligenza la rettitudine, utilità, necessità di ciò ch'ei comanda ; allora la energia della volontà si raddoppia, giacchè ella conosce evidentemente non solo il bene dell' obbedire, ma anche il bene che coll' obbedire ella conseguirà. In una fortuna di mare, in una battaglia campale si obbedisce al pilota, al capitano perchè si dee e perchè si conosce ogni speranza di salute pendere dalla unità dell' azione comune : ma quanto è più energica la obbedienza quando e si ha gran fiducia in chi ordina e si tocca con mano la saviezza degli ordinamenti ! ». (S. I., p. 459, n° 923). On voit que ce jésuite, prêt à obéir *perinde ac cadaver*, ne méconnaît pourtant pas la part que l'intelligence ne peut pas ne pas avoir dans le comportement de l'animal raisonnable qu'est l'homme. Ce passage rappelle l'article premier (*bases de la discipline*) du titre premier (*principes généraux*) de la première partie (*discipline générale*) de notre Règlement du service dans l'armée : « Les chefs n'oublieront pas que jamais des ordres ne sont mieux exécutés que lorsque ceux qui les reçoivent en ont compris le but et la portée ». Toutefois Taparelli signale un écueil : il ne faut pas paraître mendier le consentement des subordonnés comme

s'il était un élément nécessaire de leur obligation, et entamer des discussions qui diminueraient l'autorité et n'aboutiraient peut-être pas à faire naître la persuasion, car les motifs des lois les plus justes sont souvent inaccessibles au vulgaire.

109. — A ce propos Taparelli distingue deux *cosmopolitismes* : l'un, louable, n'est autre que l'habitude de regarder toutes les nations comme les familles de la société universelle ; l'autre est une véritable apostasie nationale : il consiste à oublier les traditions authentiques par une admiration exagérée de l'étranger et à imiter servilement des modes de vie exotiques.

110. — Cf. *infra*, p. 225.

111. — Cf. *infra*, p. 267, appendice M.

112. — Cf. *supra*, p. 216.

113. — Cf. aussi C.C., Ser. III, vol. III, p. 369 et suiv. : *Trasmissione dell' autorità*.

114. — Cf. *supra*, p. 214.

115. — S., Tr. fr., t. I, p. 444, nos 1004 et 1006.

116. — *Ibid.*, p. 449 et suiv. ; nos 1013 et suiv.

117. — *Ib.*, n° 1008. — Le terme : infallible conviendrait mieux ici.

118. — N° 1010.

119. — N° 1028.

120. — N° 1029.

121. — Cf. *infra*, un correctif.

122. — N° 1030. Souvent un tyran se rend odieux, non par ses ordres intrinsèquement mauvais, ce qui rendrait licite la résistance passive, mais parce qu'il gouverne pour son intérêt privé et non pour le bien de la communauté ; or, en ce cas, Taparelli n'autorise pas la désobéissance (cf. n° 1002) ; S. Thomas, au moins dans la *Somme*, est plus large que lui, semble-t-il : cf. S. Th. II^a II^{ae}, q. XLII, a. 2, ad. 3.

123. — N° 1041. — Cf. *supra*, p. 215-216.

124. — N° 1009.

125. — *Ibid.*

126. — N° 1010.

127. — *Ibid.*

128. — N° 1019.

129. — N° 1024.

130. — N° 1038. — Dans l'*Epilogo ragionato* (145. Prop. III), Taparelli fait le raisonnement suivant : « Il sovrano (monarchico o poliarchico) non perde per natural dritto l'autorità abusandone, benchè meriti coll' abuso di venirne spogliato. Prova della 1^a parte. Il possesso dell' autorità è causa dell' uso, e l'uso è effetto del possesso : or la causa naturalmente non dipende dall' effetto. Dunque, ecc. ». (S. II, p. 471). Ne pourrait-on pas lui rétorquer que l'usage de l'autorité est la cause *finale* de la possession ? Il ne s'ensuit pas que le mérite doive être la norme suprême en cette question (cf. *supra*, p. 201 et suiv. les remarques si avisées de Taparelli), mais seulement qu'en cas d'abus, l'autorité abstraite et le fait qui la détermine en l'individualisant, pourraient être dissociés, car le lien qui les unit n'est pas absolument indissoluble : Taparelli reconnaît (cf. ci-dessus : « ...benchè meriti coll' abuso di venirne spogliato ») que l'abus peut être un motif qui permet de dépouiller le souverain de son autorité (comme un père indigne peut être privé de l'exercice de ses droits paternels), mais il se montre très étroit en ce qui concerne les conditions où cette destitution est licitement réalisable (quand la souveraineté a été établie par le libre consentement des sujets et que ceux-ci se sont réservé à eux-mêmes la réparation des maux dans l'ordre politique : S. II, n° 1025 ; ou quand la souveraineté est sous le protectorat d'une autre souveraineté en vertu du droit hypotactique : *ib.*, n° 1026 ; — les choses se passent dans les formes légales et non par la force du seul droit naturel. Ces deux cas ne sont sans doute pas les plus fréquents).

131. — N° 1024.

132. — N° 1033.

133. — N° 1028.

134. — N° 1029.

135. — N° 1030 (1029 dans la trad. fr.).

136. — N° 1036.

137. — N° 1042.

138. — N° 1042.

139. — Cf. n° 1037.

140. — N° 1042.

141. — Cf. *supra*, p. 195.

142. — « Rectitudo autem iudicii potest contingere dupliciter : uno modo secundum perfectum usum rationis ; alio modo propter connaturalitatem quamdam ad ea le quibus jam est iudicandum ; sicut de his quæ ad castitatem pertinent, per rationis inquisitionem recte iudicat qui didicit scientiam moralem ; sed per quamdam connaturalitatem ad ipsam, recte iudicat de eis ille qui habet habitum castitatis ». (S. Th., II^a II^{ae}, q. xlv, a. 2, c.).

143. — Acte II, scène VII.

144. — Cf. Garrigou-Lagrange, *Le réalisme du principe de finalité* (Bibliothèque française de philosophie, deuxième série). Paris, Desclée de Brouwer et C^{ie}. MCMXXXII ; II^e partie : applications primordiales du principe de finalité. La finalité de notre intelligence et celle de notre volonté ; chapitre VI : Le réalisme moral : la finalité et la formation de la conscience, p. 285 et suiv.

145. — S. Th., I^a II^{ae}, p. 57, a. 5, ad. 3.

146. — In *Epist. Joannis ad Parthos*, tr. VII, n. 8. Migne, t. XXXV, col. 203.

147. — Cf. *supra*, p. 216.

148. — « ...la società sarà ben ordinata se diverrà capace di proteggere e di perfezionar l'opera sociale degl' individui. Ecco il vero, l'unico fine prossimo dell' ordine politico ; il quale è per conseguenza subordinato al fine immediato dell' operar civico, come questo è subordinato al fine universale dell' operar umano, la vera felicità... La morale felicità dell' uomo individuo è scopo dell' operar civico, e all' opera civico è subordinato il politico qual mezzo per bene adempirlo... il suo comando [de' autorità] allora soltanto è retto, quando è mezzo al bene dei sudditi, al quale come a fine deve commisurarsi ». (S. II, n° 1044, p. 37) ; « ...il suo fine immediato, di proteggere e perfezionare gl' individui nell' ordine civico ». (Ibid., n° 1045, p. 38) ; « ...Al fine dell' ordine politico, che è di stabilire e mantenere e perfezionare l'ordine civico... ». (Ibid., n° 1047, p. 38) ; « ...il fine dell' ordine politico è diverso dal fine dell' ordine civico : questo è il bene degl' individui associati, quello il bene della loro associazione ». (Ibid., n° 1051, p. 41) ; « ...il vero bene politico è di fare il bene dei cittadini. Primo dovere morale del potere deliberativo è dunque di proporsi per iscopo il bene degl' individui... ». (Ibid., n° 1066, p. 51), et à propos de la prospérité de l'État : « è dunque grande errore il misurare direttamente ed esclusivamente a ciò che suol dirsi la *floridezza dello Stato*, se questa debba comprarsi a costo della felicità degl' individui e della *giusta giustizia* ». (Ibid.) ; « ...l'ordine politico è destinato a perfezionare il bene *civico* e però è subordinato all' ordine civico ». (Ibid., n° 1112, p. 72) ; « L'ordine politico è subordinato al civico, questo alla felicità degl' individui ». (Epil. rag. 140. Coroll. 4^a, S. II, p. 470).

149. — Cf. ce qu'il a écrit sur le droit *hypotactique* (S. I, disert. III, capo VI). Voir ci-dessus, p. 216. — Taparelli a segnalé le danger qui menace les sociétés particulières : « ...per la natural tendenza dell' uomo ad universal società suole accadere, coll' andar del tempo, che i vincoli di *consorzi* si vadano allentando secondo che si stringono le relazioni colla maggior società ; e però può accadere che a poco a poco molti *consorzii* vadano da sè stessi sciogliendosi, qualora certe loro leggi più essenziali non li mantengano ». (S. II, n° 1059, p. 47).

150. — Mais l'ordre politique n'est pas le seul : cf. S. I, p. 385 (note XCV, *Libertà di coscienza ; contro il Burlamacchi*).

151. — « In quella guisa adunque che l'Autorità deve congiungere *civicamente* le menti al bene degl' individui, ella dee muoverle *politicamente* al bene dell' associazione : vale a dire dee far sì che sieno concordi nel giudicare e nel volere ciò che è *bene* per la loro unione. Quindi quell' *attenzione* lodata dal Cantù negli *antichi legislatori di formare i costumi* « per via di educazione e di fondare la forza degl' imperi non come oggi sopra danaro, e sopra combinazioni quasi meccaniche, ma sopra una generale maniera di pensare ». (T. II, p. 101). Nel che se peccarono i legislatori pagani per la smania di assorbire l'individuo nello Stato e quasi annichilarvelo, non avendo miglior maniera di modellare i pensieri ; molto più turpe è l'errore dei moderni, i quali o imitano quella

tirannia, mentre potrebbero con la religione ottenere l'unità, o non volendola ottenere ne con religione, nè con tirannia riducono la società a pura unione materiale ». (S. II, n° 1051, p. 41-42).

152. — Cf. *supra*, p. 221 et suiv.

153. — « ...il fine sociale immediato è di ordine temporale ed esterno ». (S. I, n° 724, p. 360. Lire tout le n°); « ...la società pubblica avendo per iscopo *immediato* l'ordine esterno... » (S. II, n° 1051, p. 41). Il a même écrit dans l'*Epilogo* (120. Prop. XVII). « La società naturale non ha dritto ad esigere la unità di intelletto ». (S. II, p. 464).

154. — « ...qual è quel *vero* che può piegare la volontà ? È il *dritto* : dunque un ordine politico fondato sopra il *dritto* congiungerà naturalmente e le intelligenze qualor giungano a ravvisarlo, e le volontà nell' amarlo. E questo *vero* è propriamente la *ragion di Stato*, o diciam meglio la *ragion dello Stato* ; cioè la ragion per cui in una determinata società lo Stato prende una tal forma determinata ed esige certi determinati provvedimenti a conservarla e perfezionarla. Questi provvedimenti poi, conseguenze che per valor di giustizia dalla prima costituzione *logicamente* derivano, sono di *ragion di Stato*.

« La *ragion di Stato* non è dunque, come certuni pensano, una eccezione alle regole di natural giustizia : anzi il deviar da queste regole è precisamente un distruggere ogni ragion di Stato, giacchè egli è un rendere impossibile lo Stato, che consiste nella congiunzione delle menti per vigor di dritto, sotto certe forme determinate dal dritto medesimo. Talchè, una società la quale, nell' atto di organizzarsi, abbandoni le vie del dritto, si distrugge da sè medesima nell' atto che pretende formarsi. Ed ecco la ragione filosofica del vacillamento che scorgesi in tutti gli Stati partoriti da disordine rivoluzionario : essi sono non un progresso per le vie del dritto, ma un sovvertimento dei dritti operato dalla violenza : mancano dunque di un *vero* che leghi tutte le intelligenze, cioè del *vero ordine* ; e quel *vero particolare* che può legarne alcune, qual sarebbe l'*interesse*, la *passione*, ecc., non è capace di legarle tutte ; anzi separa dalla comunità quelle poche che stringe con lacci particolari... ». (S. II, n° 1054, p. 43-44) ; « ...dee procurare unione di pensare e di volere. E però somma retitudine nel rispettar ogni dritto ; giacchè solo il *dritto* è capace di unire tutte le menti e le volontà, laddove l'*utile* ossia l'*interesse* le divide ». (*Epil. rag.* 151, S. II, p. 472). « Tanto più perfetto è il *governo*, quanto più perfettamente si transfonde negli ufficiali, e poi nei governati il pensiero e la volontà *onesta* del legislatore : nel che consiste l'unità e perfezione dello spirito *pubblico*. Questa unità non potendo esser perfetta se non per la *verità* e pel *dritto* ; verità e giustizia sono dunque i veri principi della *ragion di stato*, e i veri fondamenti di buon governo e di sociale felicità ». (*Ep. rag.* 165, S. II, p. 475).

155. — S., n° 1052.

156. — S., trad. fr. n° 1062, t. I, p. 481-482.

157. — *Ibid.*, p. 486, note (a).

158. — *Ibid.*, n° 1071, p. 487.

159. — *Ibid.*, n° 1092, p. 496-497.

160. — *Ibid.*, n° 1093, p. 497.

161. — *Ibid.*, n° 1102, p. 500.

162. — *Ibid.*, n° 1145, 3°, p. 522.

163. — *Ibid.*, n° 1146, 4°, p. 522-523.

164. — *Ibid.*, p. 526, note (a).

165. — *Ibid.*, n° 1209, p. 551.

166. — *Ibid.*, n° 1061, p. 481.

167. — *Ibid.*, n° 1100, p. 499.

168. — *Ibid.*, n° 1136, p. 517. — Cf. aussi n° 1244 *in fine*.

169. — *Ibid.*, 3°.

170. — *Ibid.*, n° 1101, 2°, p. 500.

171. — *Ibid.*, n° 1152, p. 525.

172. — « Se invece di questo raziocinio si universale egli avesse detto che *in molti casi l' uomo abusa delle autorità ; dunque in molti casi può riuscirne utile la divisione fra molti* ; egli avrebbe detto vero, ed avrebbe lasciato sussistere la possibilità di ogni forma politica ». (S. II, n° 1232, p. 135). — « Non nego io già che il contrasto di

queste non possa talvolta produrre una buona risoluzione; ma nego che debba questa sempre nascere dal contrasto; e che questo contrasto sia ristretto alla divisione dei poteri proposta da Montesquieu ». (*Ibid.*, n° 1235, p. 137). — « La dottrina dunque de Montesquieu nella sua generalità è falsa; e perchè sia vera vuolsi ridurre a certi casi particolari, nei quali potrà essere utile il dividere fra molte persone i poteri politici ». (*Ibid.*, n° 1236, p. 137).

173. — Cf. *ibid.*, n° 1239.

174. — Cf. *ibid.*, n° 1245.

175. — Cf. *supra*, p. 169.

176. — Dédicace de *La Communauté des Puissances*, par Yves de la Brière. Paris, Beauchesne, 1932. Cf. *ibid.*, p. 248-249 et surtout 366-369. Voir aussi, du même auteur, le cours professé au « Centre européen de la Dotation Carnegie » sur *La Conception du Droit international chez les théologiens catholiques*, 8^e leçon, 9 avril 1929.

177. — Ouvrage en collaboration. Paris, Pedone, 1939, p. 209-226.

178. — Sur la nationalité, cf. *supra*, p. 77-79.

179. — « ...entre les sociétés, le droit de la défense naturelle entraîne quelquefois la nécessité d'attaquer, lorsqu'un peuple voit qu'une plus longue paix en mettroit un autre en état de le détruire, et que l'attaque est donc dans ce moment le seul moyen d'empêcher cette destruction ». *Esprit des Lois*, l. X, c. 11. — Kant reconnaît ce même droit, dans « l'état de nature »*, en conformité avec le système de l'équilibre. (*Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, 1797. Trad. Jules Barni. Paris, Durand, 1853, § xvi, p. 221).

* C'est-à-dire pré-juridique, inorganique.

180. — « Come le società son fatte per gli uomini, così i governi sono fatti per le società ». Romagnosi. *Istuz. di civ. fil.*, t. II, l. VIII, p. 632. Cf. *supra*, p. 362, note 148.

181. — Horace, *Ep.*, I, 18, 84.

182. — Les possesseurs de cette autorité peuvent être plus ou moins légitimes. Cf. *supra*, p. 214 et S., vol. I, p. 333-334, n°s 665 et 666.

183. — Se rappeler la définition de la loi, donnée par saint Thomas d'Aquin : *rationis ordinatio ad bonum commune et ab eo qui curam communitatis habet promulgata* (*Sum. Theol.*, I^a II^{ae}, q. xc, a. 4. c.).

184. — Cf. *supra*, p. 216.

185. — C'est-à-dire si elles n'ont à craindre ni un grave dommage pour elles-mêmes, ni une recrudescence du mal dans la nation troublée.

186. — Cf. B. de Solages. *La genèse et l'orientation de la guerre juste*. — IV. *Taparelli et la théologie contemporaine*. Dans le *Bulletin de Littérature ecclésiastique*. Toulouse, octobre-décembre 1940, p. 153-175.

187. — On se tromperait en se représentant Taparelli comme un pacifiste à tout prix. Qu'on lise ses articles (dont l'occasion lui fut fournie par la publication du livre d'Ernest Semichon : *La Paix et la Trêve de Dieu*, Paris, 1857) intitulés : *La Tregua di Dio e la pace filantropica* (C.C. Ser. IV, vol. II, p. 528 et suiv., et vol. VII, p. 129 et suiv.), si virils qu'ils nous font penser au septième entretien des *Soirées de Saint Pétersbourg*, d'ailleurs rappelé par lui, et l'on verra qu'il n'est pas un « objecteur de conscience » : il n'est pas question pour lui de condamner par principe toutes les guerres ni de supprimer purement et simplement la force armée* ni, par conséquent, d'abolir l'idée de patrie. Il se montre sceptique sur les résultats des « Congrès de la Paix » inspirés par la seule philanthropie; il me semble même que, dans son manque de confiance, il exagère ses critiques et ses objections et que certaines d'entre elles pourraient se retourner contre ce qu'il a lui-même écrit dans son *Saggio*. Mais le christianisme peut faire ce que l'humanitarisme est incapable de réaliser. « Omnis plantatio quam non plantavit Pater meus cælestis, eradicabitur ». (S. Matth., xv, 13).

* Cf. aussi : *La milizia nei tempi moderni*. C.C., Ser. IV, vol. V, p. 529 et suiv., p. 679 et suiv.

188. — Voir dans les *Œuvres de Fénelon* (Paris, Vivès 1854. Tome VI, p. 190 et suiv.) la *Lettre à Louis XIV, Remontrances à ce prince sur divers points de son administration*.

189. — « ...ille qui habet sanum rationis iudicium, ex quo possit alterius delictum

corrigere, quantum ad hoc est superior habendus ». (S. Thomas, *Sum. Theol.*, II^a II^{ae}, q. xxxiii, a. 3, ad 2 et 3).

190. — Qu'on se rappelle les profondes pensées exprimées par Benoît XV le 28 juillet 1915 (*Apostolica exhortatio ad populos belligerantes eorumque rectores*) : « ...les Nations ne meurent pas ; humiliées et opprimées*, elles portent frémissantes le joug qui leur est imposé, préparant la revanche et se transmettant de génération en génération un triste héritage de haine et de vengeance ». (*Version authentique*, parue dans les *Acta Apostolicae Sedis*, vol. VII, die 31 julii 1915. Voir p. 370).

* [Le traducteur a voulu dire : *opprimées*].

Il est curieux de remarquer que l'expression de Benoît XV : « *Le Nazioni non muoiono* » (les Nations ne meurent pas) avait déjà été écrite par Gioberti : *Operette politiche*. Capolago. Tip. Elvetica, 1851, vol. II, p. 225. *Due programmi del Ministero Sostegno*.

191. — Cf. Angelo Brucculeri. *Un Precursore Italiano della Società delle Nazioni*. Roma. *Civiltà Cattolica*, 1926. (Recueil de trois articles parus dans la *Civiltà* la même année : numéros du 6 mars, p. 395-405 ; du 3 avril, p. 28-37 ; du 17 avril, p. 121-131). — Eugène-Louis Julien, évêque d'Arras. *Une théorie catholique de la Société des Nations*, dans le *Correspondant* du 25 juin 1919, p. 961 et suiv. (« Ne semble-t-il pas que les rédacteurs du projet de la Société des Nations aient suivi pas à pas le programme de Taparelli ? » p. 971). Article résumé dans la *Rivista internazionale di Scienze sociali e discipline ausiliari*, luglio-agosto 1919, p. 272 et suiv. — G. Goyau. *Un précurseur de la Société des Nations*, dans le *Figaro*, 3 septembre 1925. Résumé dans le *Messagero* du 13 septembre 1925 : *Un italiano precursore della Società delle Nazioni*.

192. — Saint Augustin, *De Civitate Dei*, l. XIX, c. v. — Cf. Taparelli : « ...ogni società più elementare tende esplicandosi e prendere sotto nuovo nome nuova specie e nuove forme, passando dall' individuo alla famiglia, dalla famiglia al municipio, dal municipio allo stato, dalla stato alla nazione, dalle nazione alla fedezazione o impero, dall' impero alla società universale ». (*Sulle emancipazione dei popoli adulti*. C. C., Ser. I, vol. III, p. 540, n° 37).

193. — « Nel che io m' avveggo che vado incontro alla taccia di troppa immaginazione ed astrattezza ; perocchè, oltre che pochi finora hanno trattato una tal materia, la società internazionale, di cui dovrò parlare, è tuttavia sì appena abbozzata, che difficilmente si trovano *fatti* su cui appoggiare il dritto ». (S., vol II., p. 191, n° 1356).

194. — Voir ci-dessus, p. 216.

195. — « ...D'autres philosophes, à la suite desquels nous nous plaçons, tiennent que l'homme est porté à s'associer par sa nature même, et qu'il tend toujours à élargir le cercle de ses relations sociales ; ils regardent donc l'association universelle des peuples comme le but suprême de la nature et de son Créateur. Cette société universelle est donc l'état vraiment naturel de l'homme. (Mais le péché d'origine l'ayant perverti, il est devenu moralement incapable de parvenir à former une société aussi parfaite, à cause de ses passions qui s'y opposent) ». Et en note : « C'est pour cela que le réparateur du divin édifice a rétabli l'association universelle, et il a voulu que cette universalité même devint le nom propre de cette société, *Eglise catholique* ». C. E., p. 318. Cf. *infra*, p. 366, note 200 in fine et p. 370, note 53.

Le P. Valensin remarque justement (*Traité de Droit naturel*, tome I, p. 159) que la condamnation du principe de *non-intervention* (*Syllabus*, proposition 62) suppose l'existence d'une société naturelle des nations. — Sur la non-intervention, voir l'article de Taparelli, dans la C. C., Ser. IV, vol. V, p. 641 et suiv.

196. — Cf. *supra*, p. 214.

197. — D'où la règle de l'unanimité établie par l'article 5 du Pacte de la S. D. N.

198. — Voir ci-dessus, p. 216.

199. — Cf. S., vol. I, p. 343-355, n°s 685-714 ; et *ibid.*, p. 238 et suiv., n°s 509 et suiv., enfin p. 314-316, n°s 629 et suiv. ; — et C. E., p. 165 et suiv. ; p. 321, 331 et suiv. : selon la vocabulaire de Taparelli, l'Ethnarchie est une *protarchie synthétique*, dont les *deutarchies* sont les nations. — Cf. *supra*, p. 215.

200. — Cf. S., vol. II, p. 121-122, n° 1223. — Déjà Montesquieu déplorait cette sorte de loi d'airain qui régit la course aux armements dans le système de la paix

armée : « Une maladie nouvelle s'est répandue en Europe, elle a saisi nos princes et leur fait entretenir un nombre désordonné de troupes... Sitôt qu'un État augmente ce qu'il appelle de troupes, les autres soudain augmentent les leurs, de façon qu'on ne gagne rien par là que la ruine commune. Chaque monarque tient sur pied toutes les armées qu'il pourrait avoir si ces peuples étaient en danger ; et on appelle paix cet effort de tous contre tous ». (*Esprit des Lois*, l. XII, ch. xvii). — Il va de soi que le désarmement souhaitable risque d'être désastreux, s'il n'est universel. *There's no stronger chain than its weakest link*, il n'y a pas de chaîne plus forte que son chaînon le plus faible, dit un proverbe anglais. A défaut d'une organisation tutélaire puissante, tant qu'une nation, restant en retard sur ce point particulier de la civilisation, voudra développer ses moyens de faire la guerre, les autres seront obligées de s'aligner sur elle ; hélas ! pour les nations comme pour les individus, le nivellement se fait trop souvent par le bas. Taparelli (*loco citato*) dit admirablement : « Che se la sola necessità giustifica l'uso dell' autorità nel comandare la professione militare, a chi non la vorrebbe, ognun vede esser debito di chi governa il fare di tutto per sopprimere codesta necessità ; giacchè se la necessità esiste perchè non si adottano i mezzi a sopprimerla la necessità non è necessaria. E di qui forse possiam noi dedurre la causa che rende talvolta restie oggidì a questa forzata milizia anche le persone di timorata coscienza : esse non si persuadono esser necessario che in tempi di pace tanta parte d'Europa stia in armi, e faccia i sacrificii che esige questo universale armamento ; e però si fanno lecito sottrarsi, come da vessazione ingiusta, dalla forza che le costringe a militare. Cangerebbero forse parere se riflettessero che il disarmare non può essere se non per armonica risoluzione di tutte le grandi potenze ; giacchè nello stato presente dell' arte militare una sola che si tenga in armi, costringe le altre tutte a sostenervisi. Quindi è che sebbene non han torto i popoli se da tutte le autorità concordi implorano la pace ; pure hanno torto se ad un solo dei governanti attribuiscono il peso di quelle armi che portano : ogni sovrano è nello stato presente astretto da necessità ad assicurare con forze esorbitanti la società ch' egli governa, finchè una diplomazia leale, un vero amore della umanità, una confederazione sincera non assicurino più soavemente l'equilibrio d'Europa. Nè questo avverrà finchè la sincerità dei sensi religiosi non torni all' unico ovile le afflitte generazioni ». Taparelli a insisté sur le fait que la solution totale et adéquate ne peut exister sans la religion, par exemple : « Egli [il Creatore]... la [società] destinò alla religione : qual meraviglia che l'apice della sua perfezione trovar non si possa se non sotto gli auspizii di questa ? ...se voleva che ella vivesse sotto l'influenza della religione, dovea far sì che senza la religione ella mai non giungesse all' equilibrio perfetto ». (S. II, p. 27, n° 1035).

Lire aussi le n° 1036 : « ...l'Altissimo ha fornito alla società, quando ella giunge alla unità religiosa, a quell' ultimo termine di perfezione a cui l' ha destinata qui in terra, un rimedio efficace, inalterabile, unico contro ogni abuso delle inferiori autorità... Tutto l'ordine sociale non può dunque dal filosofo contemplarsi nella sua perfezione, se non lo contempla sotto lo splendor della fede abbracciando in tutta la sua estensione il divino disegno ». — Cf. *supra*, p. 365, note 195 et *infra*, p. 370, note 53.

201. — Par exemple, cf. ce que le P. de la Brière dit de Taparelli à propos du *Mandat*. (*La Communauté des Puissances*, p. 248-249).

202. — « ...il prototipo della social perfezione, il centro della civiltà, la società di verità e di amore, di modesto comando e di libera obbedienza ; la città dell' ordine e della pace ». (*Epilogo ragionato*, 212, coroll. 1°, S. II, p. 486).

203. — *Institutiones juris publici ecclesiastici*. Rome, 3° éd., vol. I, p. xii.

204. — « ...la cristianità, ultimo e perfettissimo stato di umana società divinizzata. Ma questa ultima materia è sì essenzialmente connessa col dritto internazionale, che forma, può dirsi, un corso continuato... ». (S. II, n° 1408, p. 221).

205. — Cf. *supra*, p. 365, notes 195 et 200.

206. — S., tr. fr., t. II, p. 176-177.

NOTES DU CHAPITRE IX

Conclusion. Un bilan. Les influences subies. La survie (cf. *supra*, p. 243 et suiv.).

1. — Cf. *supra*, p. 169.

2. — Cf. Franck, Rapport verbal sur une publication de M. Vincenzo di Giovanni intitulée : *Salvatore Mancino e l'ecclleticismo in Sicilia*, dans : *Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1867, 4^e trimestre, 26^e année. Cinquième série. Tome douzième, LXXXII^e de la collection, p. 25 et suiv.

3. — Page 172 et suiv. — Cf. p. 170.

4. — Giuseppe Massari écrivait à Cousin le 5 juin 1844 : « Je crois de mon devoir de vous donner notice d'un fait très curieux qui pourra vous servir*. Un jésuite de Turin, qui est à Palerme, vient d'imprimer un ouvrage de philosophie morale, dans laquelle (*sic*) il fait beaucoup d'éloges de vous, Monsieur, et il soutient plusieurs de vos principes philosophiques. Le jésuite se nomme M. Tapparelli D'Azeglio ; il est le frère du marquis D'Azeglio de Turin que vous connaissez peut-être ». (Cette lettre est à la Bibliothèque Victor Cousin, en Sorbonne).

* Cousin était accusé de panthéisme.

Cousin connaissait déjà Tapparelli de réputation, car Mancino lui avait écrit le 27 décembre 1840 : « Qui si sono cominciati a pubblicare da due Gesuiti, un corso di filosofia* ed un corso di diritto naturale... quello del dritto naturale è il P. Tapparelli, ed ha pubblicato il primo volumetto. Sarà mia cura inviarle l'uno e l'altro subito che si pubblicherà l'altro fascicolo di Romano che completa il primo volume ». (*Bibliothèque Victor Cousin*).

* Il s'agit d'un livre du P. Romano.

5. — Cf. p. 169.

6. — « Ho letto una operetta di Gioberti sul Cousin e ne son ammiratissimo, e lieto lietissimo che un mio antico amico sia entrato in sì nobile arringo con tanto valore ». (Lettre du 20 juin 1843 à Roberto, P., p. 139). — « La lettura del vostro opuscolo contro Cousin mi ha ricordato un antico amico, e colla ammirazione sua, ha ridestato in me l'antica affezione, ma con quel soprappiù di tenerezza che vi aggiunge il nobile coraggio con cui difendete la sacra causa di Dio e della verità ». (Lettre du même jour à Gioberti, *ibid.*). — En 1844, dans *La Scienza e la Fede* (fasc. 46), il se réjouit de ce que Gioberti ait mis à nu l' inanité de Cousin qui « in altri tempi facea fortuna nella nostra penisola ».

7. — 1842 est indiqué par erreur dans P., p. 31.

8. — Cf. *supra*, p. 172.

9. — *Un carteggio inedito*, etc., p. xiv-xv. — Cf. dans la note I. (*Giustificazione della filosofia italiana*) du Saggio (I, p. 16), à propos de Gerdil : «...senza la mescolanza di quegli errori che hanno fatto tramontar così presto la gloria dei ristoratori francesi...

10. — « ...certi nomi dei Cousin, dei Saisset e di tali altri notorii increduli potrebbero farti gittare il libro per impeto di sentimento cattolico o per timor del pericolo che corri... ». (C.C., Ser. III, vol. I. *La calma nei giudizi*, p. 527).

11. — « Attraverso il Cousin si era svegliato in questi due gesuiti*, come in molti contemporanei, la stima per il Medio Evo in genere, per San Tommaso in specie ». *Il neo-tomismo in Italia*. Milano, « Vita e Pensiero », s. d., p. 42.

* Le P. Tapparelli et le P. Dmowski.

12. — Charles de Haller (1768-1854), Suisse, auteur de : *Restauration der Staatswissenschaft* (6 vol., 1816-1825), Restauration de la Science politique, traduite en italien dès 1826 ; converti au catholicisme en 1821. — Sur ce personnage, voir : *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*. Neuchâtel, 1926. T. III, p. 753-754.

13. — Appelée par Vareilles-Sommières « théorie féodale » ; dans le discours préliminaire de sa *Restauration*, Haller l'expose ainsi : « au lieu du contrat social, je reconnais une multitude de conventions particulières, volontaires et infiniment variées ; —

au lieu de la volonté générale, la loi divine naturelle ; — au lieu de l'aliénation de la liberté individuelle, sa conservation paisible autant qu'il est possible pour chacun ; — au lieu de la souveraineté ou de l'indépendance du peuple, la souveraineté de celui qui est indépendant par sa puissance et sa fortune ; — au lieu du pouvoir délégué, le pouvoir personnel, c'est-à-dire reçu de Dieu, et le droit personnel ; — au lieu de mandats imaginaires et de fonctions imposées, les devoirs de justice et d'amour qui obligent tous les hommes ; — au lieu du gouvernement de toutes choses, le gouvernement de ses propres affaires ; — enfin, au lieu de la formation des États de bas en haut, celle de haut en bas, et je fais paraître le père avant les enfants, le prince avant les sujets, et non les enfants avant le père, ni les sujets avant le prince ».

14. — Auteur d'un opuscule intitulé : *Esame sulle varie opinioni degli scrittori profani e sacri intorno alla questione : se e come venga da Dio la sovranità temporale. Nuova edizione coll'aggiunta dell'opinioni di taluni scrittori viventi, alle quali tutte si contrappone quella del Bar. de Haller*. Fano, G. Lana, 1843.

15. — « Io sostenni altre volte con molto zelo le dottrine di Haller, che mi pareano opportunissime a ridonare ordine e pace alla società : ma quando ebbi tentato per alcun tempo di sostenerle contro gli assalti di persone molto assennate, mi parve sperimentare che le armi non erano di così buona tempra come a prima vista mi eran parute ; e, a buon conto, incominciai a diffidarne non poco, trovando la dottrina halleriana proposta e combattuta, se ben mi ricordo, perfino da Aristotele nella sua *Politica*, e poi da S. Tommaso nella *Somma*. Quando quest' intelletti sublimissimi e sottilissimi nell' analisi non seppero adattarvisi, conviene, diss' io fra me, che la semplicità della dottrina non sia totalmente congiunta colla verità. E postomi a studiarvi sopra, credei ravvisarvi molte lacune almeno nell' ordine filosofico, giacchè molte delle idee sociali mi parvero venir meno sotto l'influenza di quella teoria. Fedele per coscienza alla verità qual mi si presenta, ritrattai dunque le mie antiche dottrine, e presi a seguire principalmente S. Tommaso, principe, a parer mio, non meno de' filosofi e dei pubblicisti che dei veri teologi ». (P., p. 241-242). — Peut-être est-ce une allusion à ce changement qu'il faut voir dans ces lignes d'une lettre du 22 août 1842 (P., p. 129), où il annonce à Roberto l'envoi de son 3^e tome : « ...scrivo dopo averci pensato assai, e dopo averne giudicato tutt' altrimenti « in sul mio primo giovanil errore »... ».

16. — Le P. S. Sordi, dans une lettre du 6 mars 1827 à Baraldi, dit que le P. Recteur du Collège Romain, Luigi Taparelli, est heureux d'être abonné aux *Memorie* et il en conclut que les écoles de la Compagnie ne sont pas si ennemies de Lamennais : l'argument donné est faible ! (Bernardino Ricci, *Domenico Ricci e il movimento lamennaisiano e neo-giuliano in Modena*. Modena, Soliani, 1914, p. 116-117).

17. — Cf. *supra*, p. 53.

18. — P., p. 248 et suiv.

19. — Pages 264 et suiv. et 384 et suiv.

20. — P., p. 369.

21. — « ...lorsque nous disons que l'individu ne saurait pas venir à la pleine connaissance du droit naturel par ses seules forces, nous n'entendons pas affirmer, comme quelques-uns le font aujourd'hui, que toutes nos connaissances morales nous soient totalement et uniquement données par la tradition sociale ou par la religion révélée. Autre chose est de dire que nos connaissances ne viennent que tardives, incomplètes et chancelantes sans le secours de la religion ou de la société, autre chose de dire que l'intelligence n'a aucune intuition des vérités et des principes... ».

22. — Cf. *supra*, p. 244.

23. — Lettre du 20 décembre 1843 à Gioberti : « ...la conversazione l'abbiam fatta, e senza che voi nulla ne sapeste, per mezzo della vostra *Introduzione alla filosofia* : e conversazione sì dolce, e dettatrice in me di tanta ammirazione... ». (P., p. 146).

Sur le « giobertisme » de Taparelli, cf. E. Di Carlo, *Una lettera inedita di V. Gioberti a P. L. Taparelli D'Azeglio*. *Rivista di filosofia*, avril-juin 1923, p. 156-162.

24. — Le P. Rinieri a donc tort d'écrire : « Fa meraviglia come i padri gesuiti, che pur dovevano conoscere la *Introduzione allo studio della filosofia* dell' abb. Gioberti, visto le gonfiezze, le stranezze, le goffaggini, onde quella filosofia è tessuta, e l'assenza di una seria disciplina scientifica, non se ne sieno occupati nè tanto nè poco. Forse

come la *boursoufflure* (sic) o la reboanza del *Primato* li lasciò indifferenti* a quelle strane esibizioni di italica megalomania, così la teoria novissima dell' *Idea*, presentata e svolta nelle longaggini fastidiose de' quattro grossi volumi di quella *Introduzione*, li avrà distolti dall' attendere alla filosofia del Gioberti.

* Ma sopravvenuta la pubblicazione in prima dei *Prolegomeni* e poscia del *Gesuita moderno*, ossia della serqua d' invettive dall' abb. Gioberti gratuitamente scagliate contro la Compagnia di Gesù, i gesuiti cominciarono a conoscere l'esistenza di quell' abbate e ad esaminare le cose da lui declamate al cospetto di tutta l'Italia attonita. E allora, insieme con l'uomo studiando l'autore, vennero in conoscenza della sua filosofia ». (*La filosofia di V. Gioberti*, Genova, 1931, p. 9-10).

* Cela n'est pas exact, car le P. Minini, dans une lettre du 21 juillet 1845 au P. Manera parle du « buon viso che tutti di questa Provincia hanno fatto a quel suo lavoro ». (Citè dans le C.C. du 2 septembre 1916. *Vincenzo Gioberti e i Gesuiti. Il Gioberti prima dei Prolegomeni*, p. 585).

Taparelli écrivait le 17 juillet 1844 à Gioberti (P., p. 155) : « ...le affido il 3° tomo del P. Romano*, da cui potrete rilevare quanto allignino qui le vostre dottrine (sebbene egli non può per ora a mezzo lavoro trasformare il disegno dell' opera) ; e così cesserà d' esservi oggetto di meraviglia l' affetto che egli vi porta meco... ».

* *La Scienza dell' uomo interiore e delle sue relazioni con la natura e con Dio*. — Le même P. Romano, dans *La Causa dei gesuiti in Sicilia*, Palermo, 1848, écrit : « ...molti professori de' nostri collegi in Sicilia furono dichiarati e matricolati giobertiani... I Gesuiti in Sicilia accettarono molto per tempo, promossero, insegnarono la metafisica di Gioberti ; la insegnarono mentre questi bandiva contro di loro una prima e una seconda crociata ». (Page 60).

25. — Cf. *supra*, p. 84 et suiv.

26. — Cf. P., p. 9 et 50.

27. — P., 301 et suiv. — A propos d'une lettre qu'il avait reçue jadis de Taparelli, le P. Carminati écrit : « Vi dice V. R. che salvo l'incenso a nomi infami, qualche impertinenza al poter coercitivo della Chiesa e un po' poco di liberalismo, non vede che verità nelle dottrine ontologiche dell' *Introduzione*, nè pensa di mutar nulla. Ora la cosa per confessione di V. R. e per altri argomenti va molto diversamente. Il Gioberti stesso dice che il suo G[esuita] M[oderno] è il commento dell' opere precedenti : gran mortificazione per chi le ha lodate al cielo... ».

28. — Masnovo, *op. cit.*, p. 93, en attribuant ce compte rendu à Liberatore, a été induit en erreur par l'*Indice* de la *Civiltà* de G. Del Chiaro (p. 245).

29. — C.C., Ser. I, vol. II, p. 96. — Cf. aussi *supra*, p. 113.

30. — Lettre du 9 août 1850. P., p. 308 et 309.

31. — Avril 1850. Voir P., p. 294.

32. — Cf. *supra*, p. 56-57 et 149.

33. — Lettre du 17 mai 1832. P., p. 104.

34. — « Gradirei sentire, a comodo suo, cosa Ella pensi del sistema dell' abb. Rosmini ». (Lettre du 26 décembre 1840. P., p. 115).

35. — *Vita di A. Rosmini scritta da un sacerdote dell' Istituto della Carità*. Torino, 1897, vol. II, p. 110. — Cf. ce que Graj écrit de Taparelli : « uno dei pochi che sinceramente ammirarono fin da principio l'opera filosofica del Rosmini e si astennero dal partecipare alla campagna antirosminiana... Nè solo si astenne, ma la disapprovò... ». (C. Graj, *A. Rosmini e L. Tapparelli D'Azeglio*, Estratto dalla *Rivista Rosminiana*, Anno XIV, fasc. II, 1920, p. 3).

36. — Lettre du 9 juillet 1950. P., p. 301 et suiv.

37. — C.C., Ser. I, vol. II, p. 31 et suiv.

38. — Lettre du 9 août 1850. P., p. 307 et suiv.

39. — Le titre complet est : *Delle cinque piaghe della santa Chiesa, trattato dedicato al Clero cattolico con appendice di due lettere sulla elezione de' vescovi a clero e popolo*. — Taparelli n'avait pas lu le livre posément (« percorsi in gran fretta le Cinque piaghe... Nella foga di divorarmele... »), si bien qu'il lui était difficile de conjecturer les motifs de leur mise à l'index. (Lettre de Taparelli au P. Ascanio Muraglia, du 26 novembre 1851, où il appelle Rosmini « un sacerdote riverito per ingegno e pietà in tutta Italia ». P., p. 324).

40. — « ...una confutazione a forza di cortesia, mi sembra sempre e più calzante e più adatta ai tempi. Può darsi che questo modo di vedere non piaccia a tutti, parendo meglio a certuni il dirle spiattellate, anche a costo di disgustare i leggitori schizzinosi. Io non cercherò qual sia miglior metodo, persuaso che amendue hanno i loro vantaggi ».

41. — Voir la réponse de Taparelli dans P., p. 306-307.

42. — Cf. *supra*, p. 113-114.

43. — « ...le molte censure pubblicate in Italia intorno ai due sistemi mi hanno lasciato un non so che di oscurità nella mente rispetto ad entrambi, e temo tuttavia forte chei veri, onde essi qua e là scintillano, ricoprano ed abbelliscano di loro luce errori notabili... ». (Page 44).

44. — « ...articoli poco felici... dispiaciuti anche al P. Sordi », écrit le P. Carminati à Taparelli en avril 1851, P., p. 322.

45. — Cf. *supra*, p. 114.

46. — Lettre du 28 février 1852 à Taparelli. P., p. 328.

47. — Lettre du 19 mars 1852 à Taparelli. P., p. 333.

48. — J. Bonnetcase va jusqu'à écrire : « ...von Ihering, le plus puissant jurisconsulte du siècle... expose, dans *Zweck und Recht*, le principe fondamental du droit de telle manière que j'ai reconnu la méthode de l'*Essai de Droit naturel* de Taparelli D'Azeglio... ». (*Problème du droit et science belge du droit civil*. Paris, 1931, p. 75).

49. — Cf. A. Berthe, *Garcia Moreno, président de l'Equateur, vengeur et martyr du droit chrétien* (1821-1875). Tome II, 6^e éd. Paris, Reteaux-Bray, 1890, p. 195.

50. — 2 vol., 1865, 2^e éd., 1876. Paris. A. Durand et Pedone-Lauriel.

51. — Paris, Guillaumin, 1889. — Cf. *supra*, p. 195, 210-212, 221, et *infra*, p. 268, appendice N.

52. — Cf. *supra*, p. 210-212.

53. — « Nel tanto meditare che ho dovuto fare in questi anni sulla filosofia della società, m'è sembrato ravvisarvi un nuovo fonte di argomenti apologetici poco conosciuto per lo passato, perchè poco si discuteva sulla società, e questo poco ancor malamente. Ma se saranno bene studiate queste materie diverranno nuova palpabilissima prova della religione, giacchè si vedrà viemmeglio essere impossibile, anche metafisicamente, società felice senza religione. E chi sa se il tanto scavare che si è fatto ai di nostri nelle fondamenta della società non è ordinato dalla Provvidenza appunto a condurre i popoli dallo stato di irritazione alla cognizione dei loro veri interessi!... ». Lettre du 23 octobre 1842 à Roberto, P., p. 132. — Cf. *supra*, p. 365, note 195 et p. 366, note 200 *in fine*, et lettre au même, du 22 août 1842 : « Oh se potessi spiegarti quanto mi consola il trovare nella nostra religione santissima il germe di tutte le più importanti verità sociali!... ». P., p. 129.

54. — « Quando voi altri matematici moltiplicate due quantità lineari, avete un risultato che non è più linea ma superficie. Quando congiungete quattro o sei macchine semplici in un congegno, avete un effetto *complessivo* il quale è tutt' altro che la somma degli effetti parziali... Or tale è il risultamento dell' associazione. La congiunzione di molti individui non mi dà una somma delle loro *forze morali* ossia dei loro diritti, ma una risultante, un prodotto : e così veggio nascere nella associazione dei diritti che non avrei potuto rinvenire in veruno dei particolari ». (*Gli ospiti di Casorate*. C.C., Ser. II, vol. II). — Cf. S. I, p. 190-191, n° 432. Cf. aussi : S. II, n° 1024, où Taparelli parle de la « conscience sociale » qui déclare la justice sociale d'une façon authentique, c'est-à-dire selon les formes propres à chaque société et qui est la règle prochaine de tout acte social : « Prétendre que la conscience d'un ou de plusieurs particuliers puisse être la règle de l'action sociale, c'est une erreur plus monstrueuse que de dire que la conscience d'un individu peut diriger l'opération d'un autre ; car, entre deux individus, il y a du moins égalité dans l'espèce, tandis que dans notre cas, l'action ne sort pas seulement des limites de la personne agissante, mais elle sort même de l'espèce, vu qu'il existe une différence spécifique entre l'action sociale et l'action individuelle. S'il est étrange d'assigner la conscience d'un homme comme règle de l'action d'un autre homme, il est beaucoup plus étrange d'en faire la règle de l'action de la société : avec une semblable philosophie nous pourrions finir par régler le mouvement des planètes d'après les lois de la végétation ». (Tr. fr., t. I, p. 454). Voir *infra*, p. 268, la critique de Vareilles-Sommières (appendice N).

55. — Ainsi Volt (pseudonyme du comte Vincenzo Fani-Ciotti) dans la *Critica fascista*, 1^o maggio 1924. Cf. Walter Prosperetti : « Questo atteggiamento anti-individualistico del Taparelli in religione, filosofia e politica, ci potrebbe, se noi fossimo di quelli che sopravvalutando la innegabile influenza del tempo passato ricercano continuamente precursori, a porlo nella schiera dei precursori che si vogliono dare al Fascismo ». (*Intorno al pensiero politico del P. Luigi Taparelli D'Azeglio*, dans la *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, Roma, luglio 1935, p. 508). L'auteur dit qu'il convient de ne pas insister, mais il reconnaît en Taparelli « preziosi insegnamenti per la sistemazione di una Dottrina generale del Fascismo ». (Page 509).

56. — « Ma sul riguardo occorre andar cauti e non aver troppa fretta a stabilire ricollegamenti, che non sempre sono esatti e legittimi, soprattutto per ciò che concerne le premesse iniziali ». (*Lettere inedite*, etc., p. LXXXI).

57. — S. II, p. 430, n^o 1685 : « O se alcun premio volete pur destinare qui in terra a chi non la cerca che in cielo, fate che quel vero, che mai deste di racchiudere in poche carte, germogli i beni di che naturalmente è pregno ; che rassodi l'ordine nei cuori, nelle famiglie, nelle nazioni, nel mondo ; che svegli in chi legge alti pensieri di quella società superna, a cui ne guida la società della terra ; che distenda i suoi frutti a quante nasceranno generazioni venture. Talchè quando morte, ormai non lontana, sotto gelido marmo soffocherà per sempre fra le mie ceneri le lodi che vorrei darvi eterne anche col labbro mortale, vadano almeno pel mondo i miei pensieri a dir vostre grandezze agli uomini perchè vi adorino ; a dire i benefizii perchè vi riconoscano ; a dire i dritti perchè vi servano ; a dir l'infinita bellezza e bontà vostra perchè unicamente vi amino ».

58. — Matth., XIII, 33.

NOTES DES APPENDICES

(Cf. *supra*, p. 251 et suiv.).

1. — Nous avons groupé les passages où est nommé P. Taparelli, en négligeant les autres.

2. — C'est moi qui souligne.

3. — « ...gli scolastici... scrivevano in secoli di obbedienza, quando l'autorità dei Principi era sommamente venerata, nè cadeva in mente a veruno volerne scrutinare le fonti originarie per trarne argomento da combatterla. Però gli scolastici trattarono alquanto leggermente un tal punto. Ma venuta la necessità di chiarire con ogni diligenza la questione, non crediamo bastare fermarsi alle loro conclusioni, senza ulteriore indagine ». (C.C., Ser. II, vol. I, p. 320, compte rendu par Taparelli de : *Juris Naturæ et Gentium Privati et Publici fundamenta*, de G. Audisio).

4. — *De Legibus*, lib. 3, c. II, §. 3.

5. — *Ibid.*, c. III, §. 1.

6. — *Def. fid.*, c. II, §. 4.

7. — *De Legibus*, lib. 3, c. VI, §. 6.

8. — Le P. Woods (*op. cit.*, p. 13, 14, 19) nie que cela soit affirmé par Suarez.

9. — « *Democratia esse posset absque institutione positiva, ex sola naturali institutione seu dimanatione cum sola negatione novæ seu positivæ institutionis quia ipsa ratio naturalis dictat potestatem politicam supremam naturaliter sequi ex humana communitate perfecta et ex vi eiusdem rationis ad totam communitatem pertinere nisi per novam institutionem in alium transferatur, quia ex vi rationis neque alia determinatio locum habet neque immutabilior postulatur* ». *Def. fid.*, lib. 3, c. II, §. 8.

Questa democrazia spontanea è per sè ripugnante, come ricorderemo fra poco, al naturale andamento di ogni società concreta nella quale sempre debbono trovarsi disuguaglianze fra gl' individui le quali o inducono o obbligano molti ad obbedire or uno or pochi. Ciononostante potrebbe intendersi in certe ipotesi la democrazia supposta

qui dal Suarez... Ma questi casi... oltrechè rari assai e strani, dipendono anch' essi da *fatti positivi* anzi rarissimi, ond' è falso che la democrazia *realmente nasca absque institutione positiva*. Dovea dirsi che la democrazia si concepisce astrattamente quando gl' individui vengono considerati senza doti individuanti.

10. — *De Legibus*, lib. 3, c. iv, § 6.

11. — *Def. fid.*, lib. 3, c. ii, § 9.

12. — C'est pourquoi, d'après le P. Woods (*op. cit.*, p. 20 et suiv., et 29, 30), le mot *consensus* a chez Suarez un sens extrêmement large : il désigne tous les faits humains volontaires qui peuvent constituer un « titre ».

13. — Persécuteur des chrétiens au Japon, dans les dernières années du xvi^e siècle.

14. — Taparelli est pleinement d'accord : « quando dunque si dice che il bene *dello individuo* dee subordinarsi al bene sociale, si parla di un individuo contrapposto agli altri. E sarebbe opportunissimo il soggiungere tosto : e il bene sociale dee numerarsi dal bene che ridonda nel tutto degl' individui : affine di evitare le platoniche *utopie* di certi politici che formano del loro *Stato* un idolo, un Moloch divorantesi i suoi adoratori ; e non badano a rendere sventurati i popoli purchè ottengano il bene dello *Stato* ». (S. I, p. 361, n° 726). Pour Taparelli, la grande plaie de la société moderne est le « centralismo » (qu'il distingue soigneusement de l'unité sociale), qui nourrit une armée de bureaucrates pour contenir une armée d'esclaves. « L'unità sociale congiunge le parti senza distruggerle, e le congiunge per loro bene comune, al quale si sacrifica una qualche parte della privata indipendenza. Il centralismo all' opposto, formatosi un idolo di quella unità ideale che appella *Stato*, a questo sacrifica, non solo la libertà amministrativa, ma l'esistenza medesima delle parti organiche, trasformando, alterando e moralmente distruggendo lo Stato medesimo, ridotto a stromento di privati vantaggi pel bene dei suoi padroni ». (*Limiti della libertà economica*, C.C., Ser. IV, vol. xi. — Voir mise au point nuancée dans S. II, n° 1148). Si Taparelli est partisan d'un gouvernement autoritaire* (c'est presque une tautologie, car un gouvernement, par définition, doit gouverner et faire en sorte que force reste à la loi), ce serait se méprendre grossièrement que de voir en lui un « totalitaire » avant la lettre : « ...l'uomo, dicono, è per la società... La prima proposizione può avere due sensi : può significare che l'uomo ha per suo fine l'associarsi ; può significare che l'uomo ha tal natura che nell' associarsi trova un mezzo più o meno necessario alla sua perfezione. In questo secondo senso, noi diciamo : l'uomo nasce alla fatica perchè la fatica è natural mezzo di sussistenza : nel primo senso diciamo che l'uomo è creato per Dio, perchè Dio solo è il suo fine. Se in questo senso l'uomo fosse creato per la società, tutto a questo dovrebbe sacrificarsi (e così appunto l'intendevano i pagani, e l'intendono parlandoci della loro Italia gl' *italianissimi*). Ma poichè l'associarsi è mezzo, non fine, tutt' i doveri verso la nazione sono subordinati ai doveri naturali e specialmente ai doveri di giustizia e da questi derivano ». (Compte rendu des *Principii della scienza del ben vivere sociale e della Economia pubblica e degli Stati*, de Lodovico Bianchini, dans la C.C., Ser. III, vol. IV, p. 74, note). — « Quando l'ordine pubblico è considerato come una serie proporzionata di mezzi al fine, ognuno comprende mille altri ordini esser possibili, indipendenti dall' autorità pubblica, se mille altri fini diversi possa l'uomo ragionevolmente proporsi : e in tutti cotesti ordini non avere l'autorità pubblica altra ingerenza che di assicurare in ciascuno di essi la libera e giusta influenza del proprio ordinatore ». (*Art. cit. : Limiti della Libertà economica*). — Voir tous les textes que j'ai cités, p. 362, note 148.

* Par exemple : « ...il troncar di netto la testa ad uno schiavo innocente dimostra ben temperata la scimitarra e destra la mano di quel turco, che abusa della destrezza e della scimitarra. L'abuso dunque e non la forma dee biasimarsi di tale organismo efficacissimo, se pure non si pretenda che sia pregio delle sociale autorità esser debole ; cioè *pregio del potere il non potere* ». (S. II, n° 1148, p. 89). — Cf. C. E., tr. fr., t. I p. 6, n° 331, à propos de la faible politique de concessions qui « consiste à accorder ce qui est inconciliable avec l'ordre, dans l'espoir d'obtenir en dehors même de cet ordre la tranquillité matérielle... Quand le pouvoir ne considère, pour accorder, que l'exigence du demandeur, il sera d'autant plus large que le demandeur sera plus bruyant ». Il est bien regrettable que beaucoup de gouvernements, au lieu de faire en

temps opportun les réformes sociales nécessaires, aient attendu d'y être contraints par des revendications impérieuses.

** « ...la justice vise à autre chose qu'à nous perfectionner nous-même, puisqu'elle nous oblige, pour y parvenir, à rendre aux autres ce qui leur est dû. Personne n'a démontré avec plus de profondeur et de précision que saint Thomas la façon dont l'ordre social s'insère ainsi, le plus naturellement du monde, dans l'ordre moral, et n'en développe qu'un aspect essentiel ». (M.-S. Gillet, *La Morale et les Morales*, p. 285). — Voir dans la *Somme* un beau texte sur la justice, *virtus generalis* : II^a II^{ae}, q. LVIII, a. 5, c.

15. — Quand on compare la société à un organisme vivant, il ne faut pas oublier qu'il y a entre les deux une différence essentielle : c'est que la société n'existe que pour le bien de ses membres, tandis que dans le vivant la raison d'être des membres est le bien de l'organisme entier.

16. — Cf. S. I, p. 143, n° 317. C'est en ce sens qu'on a dit : « Il n'y a que les héros qui ne soient point dupes ». Mais cet amour du propre bien ne se confond pas avec la recherche d'un intérêt habilement calculé : s'il produit la joie, c'est parce que la vertu est le vrai bien de l'homme ; cela ne prouve pas que le héros ait visé comme fin ce plaisir ; en ce cas il se sentirait intérieurement diminué à ses yeux (« minor di sè stesso »). Taparelli n'est pas un disciple de La Rochefoucauld. Cf. S. I, p. 143-144, n° 318.

17. — Il me semble qu'il y a là ce qu'en rhétorique on nomme un *hypallage* et qu'il eût été plus exact de dire : « Le nom de la beauté sociale ».

18. — A rapprocher de cette *Pensée* de Pascal : « Ne pouvant faire qu'il soit force d'obéir à la justice, on a fait qu'il soit juste d'obéir à la force ; ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble, et que la paix fût, qui est le souverain bien ».

19. — Les raisonnements de Taparelli pour la gratuité du prêt ne me paraissent pas tous concluants : « ...fra le tante ragioni che si dicono a dimostrare che il prestito del danaro è sempre per sè fruttifero, una è codesta : « chi impresta, rende un servizio, ed ogni servizio merita un premio ». La qual ragione ... potrebbe ritorcersi dal mutuario nel di della restituzione, giacchè la somma restituita è precisamente in sè il servizio medesimo che la somma prestata ». (C.C., Ser. III, vol. IX, p. 403, note. *Valore ed equivalenza nella Economia sociale*). — Mais la condition du prêteur et celle de l'emprunteur ne sont pas identiques : sauf le cas d'un devoir de justice ou de charité, le prêteur n'était pas obligé de rendre ce service ; au contraire, lorsque l'emprunteur rend le service qui consiste à restituer l'argent, il y est tenu en vertu de la justice commutative.

« *Economista* : Perdo il comodo che potrei avere domani di cambiar volontà, se così il cervello mi frulla, o di cogliere un' opportunità di lucro se la fortuna me la presenta.

« *Canonista* : Eh ! Eh ! Caro mio, se voi volete camminare negli affari con la bussola del capriccio che *frulla* o colle speranze della buona ventura, rinunziate una volta per sempre e alla prudenza e alla giustizia nei vostri contratti : che cotesti elementi ne cangeranno assolutamente la natura. Se andate da un mercante per comprare del panno, devrez patteggiare che vi restituisca domani il danaro se il capriccio vi porta a restituire il panno, o se allo stesso prezzo altro panno migliore vi offre la Provvidenza. Quando si firma liberamente un contratto si suppose che i contraenti sono uomini e non ragazzi, che patteggiano sul reale e non su i possibili ». (C.C., Ser. III, vol. VI, p. 180-1. *Guerra dei capitalisti contra la proprietà*). — Mais il est onéreux de renoncer au droit d'user librement d'une possibilité normale en soi.

20. — Cf. S. I, p. 480-481, nos 971-976 ; S. II, p. 467-468, nos 132-133. — C.C. Ser. III, vol. VI. *Guerra dei capitalisti contro la proprietà*, p. 271.

21. — « Certains auteurs, surtout des anciens, parlent d'un *dominium altum*, que l'État aurait sur les biens des particuliers... Il est... préférable de s'abstenir de cette locution « haut domaine », par crainte de malentendu et d'exagération des droits de l'État sur les biens des particuliers ». (J. Salsmans. *Droit et Morale, Déontologie juridique*. Bruges, Beyaert, 1925, p. 72, note 10).

22. — « ...Comme elles sont [les lois civiles] censées avoir été établies pour l'intérêt général de la société, il ne s'agit plus de décider une question sur les seuls principes du droit naturel de chaque particulier, puisqu'il est impossible que ce droit ne soit pas restreint en plusieurs cas par l'intérêt général de la société. Dès que le législateur civil a l'autorité de mettre des impôts sur les biens des particuliers, on ne voit pas pourquoi il n'a pas celle de taxer le prix des intérêts de l'argent prêté, comme celui de toute autre marchandise. Si donc aujourd'hui le législateur décidait que, pour le maintien du commerce national, tout argent prêté dans le commerce doit porter intérêt, qui oserait s'élever contre cette loi et la déclarer injuste ? Il ne sert donc à rien d'argumenter uniquement sur la justice commutative, ou sur le droit des particuliers considérés par abstraction hors de la société civile ».

23. — En fait, l'argent dépensé par l'État ne profite pas toujours à tous ceux qui ont payé l'impôt : par exemple, les théâtres subventionnés ne sont fréquentés que par une partie des contribuables.

BIBLIOGRAPHIE

N. B. — De propos délibéré, je renonce à toute bibliographie générale; vu le nombre et l'ampleur des sujets que j'ai dû effleurer.

I. — ŒUVRES DE TAPARELLI

Afin de ne pas atteindre des proportions demesurées en entrant dans le détail, je renvoie aux bibliographies déjà éditées, dont l'une au moins (Sommervogel) est très facilement accessible, et je ne donne ici que les renseignements essentiels.

A. — Ses livres, opuscules, etc. (Cf. *supra*, p. 175 et suiv., et *passim*). Pirri, *op. cit.*, p. 31-37, en fournit la liste par ordre chronologique. Voir aussi : Sommervogel, *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus* (Tome VII, col. 1862 et suiv.), qu'on trouve dans toutes les grandes bibliothèques. — La plupart d'entre eux sont épuisés; un exemplaire de presque tous est conservé aux archives de la *Civiltà Cattolica*, à Rome, et, pour un certain nombre, en général antérieurs à 1850, à la *Biblioteca Nazionale* de Palerme; on en trouvera aussi dans les autres grandes bibliothèques d'Italie. Il s'agit surtout d'articles extraits de *La Scienza e la Fede* (de Naples), ou de divers journaux siciliens, ou de *La Civiltà Cattolica*, dont certains sont reproduits, au moins partiellement, dans les Notes qui suivent les chapitres du *Saggio*. Je ne cite ici que les trois plus importants ouvrages et leurs diverses traductions, en ne mentionnant d'ailleurs que les principales éditions :

a) *Saggio teoretico di Dritto naturale appoggiato sul fatto*, 5 volumes. Palermo, 1844-1843; — Roma, 1855, 2 vol.; — Roma, *Civiltà Cattolica*, 1928, 2 vol., in-8°, XII-542 et 542 pages.

Traduction française : par le P. Onclair et plusieurs autres jésuites de la Province de Belgique, chez Casterman, à Tournai, en 1857, 4 vol. in-8°; 2^e éd. en 2 vol. in-4° en 1875; 3^e éd., 1883; 4^e et dernière édition (*épuisée*) s. d., 599 et 567 pages (18 × 28).

Traduction allemande : *Versuch eines auf Erfahrung begründeten Naturrechts von Aloys Taparelli, Priester der G. J. Aus dem Italienischen übersetzt von Dr. Fridolin Schötl, Professor am bischöflichen Lyzeum in Eichstädt und Dr. Carl Rinecker, bischöflichen Sekretär*. Regensburg, 1845. Verlag von G. Joseph Manz, in-8°, 2 vol., 509 et 450 p.

Traduction espagnole : *Ensayo teórico de derecho natural apoyado en los hechos*. Traducido... de la ultima edicion italiana... y corrigiendo... por D. J. M. Orti y Lara. Madrid, 1866-1868, in-8°, 4 vol.

b) *Corso elementare del natural diritto ad uso delle Scuole*. Napoli, édition lithographiée : 1843, imprimée : 1850; 6^e et dernière édition (*épuisée*), Napoli, 1860, in-8°, 303 pages.

Traduction française : Cours élémentaire de droit naturel, à l'usage des établissements d'instruction, par le P. Taparelli D'Azeglio, etc. Traduction... par l'abbé Ozanam. Tournai, Casterman, 1863, in-12, xvi-416 p., 2^e éd., 1877 (épuisée).

Traduction espagnole : Curso elemental de derecho natural, para uso de las escuelas, por el P. Luis Taparelli de la C. d. J. Traducido de la sexta edición enriquecida por el autor con nuevas notas. Paris, Bouret, 1875, in-18, 431 pages.

c) *Esame critico degli ordini rappresentativi nella società moderna*. Roma. *Civiltà Cattolica*, 1854, in-8°, 2 vol., XLIV-540 et 636 pages (épuisé).

Traduction française : Examen critique des gouvernements représentatifs dans la société moderne. Traduit de l'italien par le P. Pichot, S. J., Paris, Lethielleux, 4 tomes (le premier parut en 1896, sous le titre : *De l'origine du Pouvoir*, puis l'ensemble en 1905), viii-356, xi-392, 334, 359 pages (13 × 22).

Traduction espagnole : Exámen critico del gobierno representativo en la sociedad moderna, por el P. Luis Taparelli de l. C. d. J. Traducido dal italiano por El Pensamiento Español. Madrid, imprenta d. Pensamiento Español. 1867, in-8°, 2 vol.

d) Voir *infra*, p. 384, à : Jacquin, *Essai sur les principes philosophiques de l'Economie politique*.

B. — Sa contribution à la *Civiltà Cattolica*, de 1850 à 1862 (articles proprement dits, comptes rendus bibliographiques, notes polémiques, etc. — Cf. *supra*, p. 179 et suiv.). — Ces articles ne sont pas signés. Le P. Pirri (*op. cit.*, p. 37-48) en fait l'énumération complète ; les principaux sont indiqués par Sommervogel (*op. cit.*, col. 1865 et 1866). Dans la bibliographie de l'*Essai sur les principes philosophiques de l'Economie politique* (Paris, Lethielleux 1943, p. 11 et suiv.), j'ai transcrit ce qui a trait à l'économie politique.

A l'intention des lecteurs qui pourraient consulter la collection des douze premières années de la *Civiltà*, voici les titres et références des articles proprement dits :

SERIE I, 1850-1852

Teorie sociali sull' insegnamento. I, 25, 129, 256, 369.

Nuovo disinganno in una legge Tanucciana del Piemonte. I, 517.

Un liberale cattolico. I, 539.

La Separazione della Chiesa dallo Stato. I, 645.

Il suffragio universale. II, 31, 126.

Il Protestantismo e l'unità sociale. II, 264, 384.

Libertà ed ordine. II, 506, 621.

Sul Possesso dell' autorità. III, 19, 103, 221.

Risposta ad una lettera sul sistema costituzionale. III, 329.

Il Papato e gli ordini rappresentativi. III, 493.

Sulla emancipazione dei popoli adulti. III, 523.

Preliminari all' esame degli Ordini rappresentativi. IV, 17.

La stampa libera. IV, 241, 337.

Schiarimenti importanti sulla vera moderazione del giornalismo cattolico. IV, 285.

Naturalismo dei Governi ammodernati. IV, 449.

Felicità sociale secondo l'idea ammodernatrice. IV, 577.

Prima istituzione di un Governo ammodernato. V, 17, 145.

Ordini rappresentativi nel loro soggetto, la Nazione. V, 395, 497.

I sigari e i sicarii. V, 625.

- Il principio feudale ed il principio rappresentativo.* V, 649.
L'interesse dei Governi nel monopolio dell' insegnamento. VI, 20.
Gli Ordini rappresentativi nella loro funzione, la Legislatura. VI, 61. — *La Legislatura rispetto all' utilità.* Ibid. — *Convenevolezza ed onestà della legge armonizzate colla utilità.* VI, 174. — *Applicazione delle teorie a' fatti antichi e moderni.* VI, 307.
Dov' è l'idea? VI, 129.
Sugli articoli concordati tra il Governo toscano e la S. Sede. VI, 257.
Spiegazioni ad un anonimo sulla funzione legislativa relativamente alla utilità. VI, 328.
La Revisione dello Statuto francese rifiutata per ora. VI, 385.
La libertà d'insegnamento. Discorso del Sen. Boncompagni all' Accademia di Filosofia italiana. VI, 625.
Gli Ordini rappresentativi nel Potere esecutivo. — Ministero responsabile. VI, 497. — *Potenza dei Governanti,* 501. — *Docilità dei governati.* VI, 641.
Servilità ed audacia del Giornalismo cattolico. VII, 27.
Lo Stato e la Patria. VII, 36, 149.
Lo Stato separato dalla Chiesa. VII, 257.
La ricchezza secondo l'idea cattolica. VIII, 25.
L' « Exequatur » per le dottrine. VIII, 40.
Un elogio satira delle moderne costituzioni. VIII, 142.
Il colpo di Stato in Francia. VIII, 187.
Della economia sociale alla moderna. VIII, 249.
Lettera in risposta ad alcuni dubbii sugli Ordini rappresentativi. VIII, 310.
Aristocrazia di partito e pauperismo. VIII, 473.
I Complici del regicida. VIII, 585.
Budget costituzionale. VIII, 596.
Notizia importante pei sudditi degli Stati pontifici. VIII, 667.
La forza armata nelle costituzioni moderne. IX, 113. — *Dispendioso dispotismo creato dalla libertà.* IX, 117, 226. — *La milizia cittadina. Sulla forza armata nelle Costituzioni moderne.* IX, 364.
Le Province collo Statuto e sotto l'Assolutismo. IX, 337.
La milizia cittadina. Sulla forza armata nelle Costituzioni moderne. IX, 364.
Il Potere Giudiziario nelle moderne costituzioni. IX, 465.
I Mormoni o la libertà religiosa in Piemonte. IX, 593.
Il Giury. IX, 621.
Il denunciatore e la spia. IX, 652.
Pubblicità della discussione nei giudizi. X, 30.
I Corpi d'Arte e le Associazioni moderne d'operai. X, 224, 368.
Mitezza dei Tribunali nei Governi ammodernati. X, 353, 479.
L'unico foro nei Governi ammodernati. X, 593.
Epilogo della trattazione intorno agli Ordini rappresentativi. XI, 257, 341, 481.
Qualche glossa ad un documento. XI, 311.
Rapporto del Sig. Troplong al Senato francese il 6 novembre 1852. XI, 545.
Il non intervento e i coniugi Madiat. XI, 593.

SERIE II, 1853-1855

- Gli ospiti di Casorate o la nazionalità.* I, 21, 148, 275, 507, 648. II, 113.
La pena di morte ristabilita in Toscana. I, 63.
Di una apologia cattolica degli Ordini rappresentativi. I, 129, 257.
Di una apologia libertina degli Ordini rappresentativi. I, 605.

Di due filosofie. I, 369, 481, 626.

La Costituente in Piemonte. I, 547.

Gli esercizi spirituali e la civiltà moderna. I, 465. Traduction française, avec introduction, par le P. E. Paile, dans la *Collection de la Bibliothèque des Exercices de saint Ignace*, Etudes et Documents, N. 19, janvier 1909, Enghien (Belgique), in-8°, 52 p.

I nuovi attentati e le vecchie istituzioni cattoliche. I, 593.

Dell' armonia filosofica. II, 128, 253, 378.

Del diritto della Chiesa intorno al possesso dei beni temporali. II, 225. III, 58.

Nota ad un Numº. del Correspondant. II, 520.

La sovranità del popolo. III, 19, 148.

La Società. III, 225.

Il protettorato russo sui greci scismatici. III, 481.

Della Società in atto. III, 512.

O Dio re colla libertà o l' uomo re colla forza. III, 609.

L'Autorità sociale. IV, 19, 175, 291. VI, 240, 514.

Miss Cunningham in Toscana, ovvero del diritto di reprimere la propaganda eterodossa. IV, 257.

La questione d'Occidente. IV, 385.

Il verbo della rivoluzione. IV, 481.

Del Cattolicismo degli Scrittori. Osservazioni a proposito d'una lettera del ch. sig. Cesare Cantù. IV, 610.

Il Natale esautorato dal buon Capo d'anno. V, 51.

Il diritto vincitor della forza. V, 129.

Ripari contro le false istorie. V, 150.

Parola di un cattolico romano in risposta alla parola dell' ortodossia greco-russa. V, 167, 293, 402, 609. VI, 38. VII, 141.

La guerra d'Oriente. VI, 353, 481, 654. VII, 5, 225.

L'autorità sugli averi. VII, 46.

Ai suoi concittadini l'Autore dell' Esame critico degli Ordini rappresentativi. VII, 168.

Nuovi ringraziamenti ad un amico vecchio. VII, 358.

O verità o cortesia. VII, 465.

Del potere coattivo della Chiesa. VII, 593. VIII, 36, 272.

Una seria confutazione della Civiltà Cattolica. VIII, 170.

La tolleranza dell' incivilimento moderno. VIII, 301.

Il 1855. IX, 5.

L'assemblea cattolica e le assemblee eterodosse. Ultimi cenni intorno alla definizione dommatica dell' Immacolata Concezione. IX, 278.

Dell' elemento divino nella società. IX, 129, 385.

L'allocuzione del Sommo Pontefice nel Concistoro dei 22 gennaio 1855. IX, 497.

Il Superiore. X, 5, 241, 369.

Dell' aristocrazia degli ingegni. X, 508, 622. — *Rispetto all' emancipazione dei popoli.* XI, 497.

La Charte vérité. X, 593.

La roba della Nazione. XI, 41.

Gli ammodernatori dello Stato Pontificio. XI, 163, 642. XII, 5, 161.

Le proteste della S. Sede. XI, 325.

L'Autorità spiegata dagli Scolastici. XI, 593. XII, 39, 520.

Una nuova santa crociata. XI, 632.

L'aristocrazia delle capacità. XII, 129.

L'aristocrazia del diritto. XII, 257, 369.

Il Concordato. XII, 538.

La terza serie della Civiltà Cattolica. XII, 609.

SERIE III, 1856-1858

Teoria politica del Mamiani. I, 57, 257. II, 129, 280.

Gli economisti e la legge piemontese sopra l'usura. I, 358.

La calma nei guidizii. I, 513.

L'ascetismo e la Civiltà. I, 608.

La calma negli affetti. II, 5.

La « Patria », 24 novembre 1855. Schiarimenti intorno alla Legge De Foresta. II, 217.

Possibilità della libera stampa. II, 385.

La Provvidenza negli eventi politici. II, 532, 637. III, 5.

Le due Economie. II, 609. III, 257, 465, 611. IV, 397. Traduction française : Cf. *infra*, p. 384, à Jacquin, *Essai sur les principes philosophiques de l'Economie politique*.

Un nuovo Beato in Piemonte. III, 37.

Trasmissione dell' autorità. III, 369.

Musica religiosa. IV, 21, 266.

Le Cortes costituenti e la milizia cittadina in Ispagna. IV, 145.

La mosca cieca a sollazzo dei politici nel 1857. V, 5.

La proprietà e il comunismo. V, 269, 385.

I Protestanti nell' imbroglio del giusto mezzo. V, 301.

Un paladino italiano in maschera francese. V, 513.

La proprietà considerata nei suoi principi generali. V, 547.

La Statistica. V, 684.

Le cifre in conferma dei principii. VI, 22.

Guerra dei capitalisti contro la proprietà. VI, 170, 266.

La proprietà stabile. VI, 417.

Le quattro libertà di coscienza. VI, 513.

La proprietà secondaria e le manimorte. VI, 641.

Petizioni in Piemonte e sassaiuole nel Belgio. VII, 19.

La proprietà estesa e la minuta. VII, 180, 272.

Un campione della libertà di coscienza. VII, 543, 658.

La proprietà nel Cattolicismo. VII, 17.

Il naufragio del Governo parlamentare. VIII, 129.

Analisi critica dei primi concetti dell' Economia sociale. VIII, 546. IX, 17
Traduction française : cf. *infra*, p. 384, à Jacquin, *Essai sur les principes philosophiques de l'Economie politique*.

Le elezioni in Piemonte. VIII, 675.

Il Congresso internazionale di beneficenza a Francoforte. IX, 168.

La ricchezza nella economia sociale. IX, 270.

Valore ed equivalenza nella Economia sociale. IX, 401.

L'impresa italianissima giudicata da uno dei suoi capi (Felice Orsini) IX, 555, 641.

La Moneta. X, 129.

Del credito. X, 271.

Del credito pubblico. X, 385.

Un avvocato dell' usura. X, 528.

La nobiltà rediviva. X, 538. XI, 20, 271. XII, 257, 433, 558, 655.

L'arte religiosa in Italia giudicata dal Journal des Débats. XI, 49.

- L'Economia eterodossa alle prese col Pauperismo.* XI, 144.
Il congresso per la proprietà letteraria. XI, 531, 690. XII, 147.
Ciò che sa e ciò che non sa la Revue des Deux Mondes intorno ad Edgardo Mortara. XII, 529.

SERIE IV, 1859-1861

- Lezione di un francese (Renan) agl' Italianissimi.* I, 20.
Un Concilio ecumenico del Sacerdozio laicale. I, 31.
La Libertà al Tribunale della Chiesa. I, 129, 275, 673. IV, 19, 423.
Le metempsicosi di Giuseppe de Maistre. I, 385, 529.
La libertà di fatto nella terra classica. I, 513.
La nostra dottrina di libertà confermata da una confutazione. II, 57.
La Civiltà appiè della Croce. II, 129.
Sguardo retrospettivo agli articoli economici. II, 395.
La tregua di Dio e la pace filantropica. II, 529. VII, 129.
Analisi dei primi concetti di Economia. II, 641. III, 129.
Agenti di produzione. III, 401, 529.
La secolarizzazione del Governo Pontificio. IV, 145, 287.
Dilemma proposto in un pranzo patriottico. IV, 196.
Ragioni del Bello, secondo i principii di S. Tommaso. IV, 544, V, 33, 167. VI, 43, 286, 537. VII, 301, 440, 555. Réunis en volume, Rome, 1860, iv-180 p., in-16°, anonyme. Traduction espagnole : *Las causas de lo bello segun los principios de San Tommaso*, por Don Enrique Danero, Madrid, Perojo, 1879 (éditée d'abord dans la *Revista contemporanea*, Madrid, novembre-décembre 1878, janvier-février 1879).
Due imprese nazionali. IV, 657.
L'impotenza del Governo Pontificio. IV, 673.
I Popoli mercanzia. V, 23.
Esame di un opuscolo francese intitolato « Il Papa ed il Congresso ». V, 177.
E' morto il Papato ? V, 417.
Dei doveri del Popolo quando il Sovrano è calunniato. V, 452.
La milizia nei tempi moderni. V, 529, 679.
Il non intervento. V, 641. VIII, 277. IX, 531.
La fede dei Trattati. VI, 149.
Il sì e il no nel regno dell' opinione. VI, 653.
Non Musulmani, ma selvaggi. VII, 25.
La libertà in Economia. VIII, 33, 159, 414.
I corpi morali sotto l'influenza del teorema della libertà economica. VIII, 699. IX, 257, 543.
Il trionfo della Chiesa nei suoi disastri. VIII, 129.
La libertà tirannia. VIII, 553.
Le riforme austriache. Appendice alla trattazione del centralismo amministrativo. IX, 543.
La disunione negli Stati Uniti. IX, 312.
Lo scompiglio d'Italia effetto della stampa nazionale. X, 160.
Un raggio di luce fra le tenebre della Quistione Italiana. X, 293.
Limiti della libertà economica. X, 556, 694. XI, 144, 270.
L'indirizzo del Deak nella Dieta ungherese. X, 641.
Rovina e rimedio della pace europea. XI, 5.
Il rimedio dov' è ? XII, 5.
Sopra un recente libello di Francesco Liverani. Art. 3° Le dottrine. XII, 257, 409.

Vantaggi e pericoli di un inaspettato ausiliare. XII, 527, 662.
La piena libertà del commercio. XII, 540.

SERIE V, 1862-1864

Indirizzo di future trattazioni economiche. I, 146. Traduction française : cf. *infra*, p. 384, à Jacquin, *Essai sur les principes philosophiques de l'Economie politique*.
I Conciliatori e l'Inconciliabile. I, 680.
Il centralismo della beneficenza, episodio della guerra anticristiana. II, 15.
La beneficenza sociale secondo le dottrine degli Economisti. II, 166.
Il pedagogo supremo del mondo e della Chiesa. II, 436.
L'Episcopato cattolico in Roma. II, 513.
Funzioni costitutive della beneficenza sociale genericamente considerata. II, 641.
Le solenni manifestazioni romane. II, 694.
La grandezza di Roma nella canonizzazione e nel Concistoro. III, 5.
I reazionarii manifestati. III, 129.
Dovere di beneficenza nei privati. III, 148.
Chiesa libera in libero Stato. III, 257, 400.
Un protestante che si crede cattolico. III, 513.
L'ordine nella beneficenza privata. IV, 37.
Organizzazione nella beneficenza privata. IV, 425.
Influenza religiosa nella beneficenza sociale. IV, 672. V, 290.
La sacra alleanza del 1815. V, 161.
Influenza dei Governi nella beneficenza sociale. V, 529.
Intrusioni ed esclusioni nella beneficenza rinfacciate alla Chiesa. VI, 163.

SERIE VI (1866)

Indole dell' antropologia cartesiana in opposizione dell' antropologia scolastica, VII, 184, 428. VIII, 141, 420 (retouché par le P. Liberatore).
 C. — Ses écrits *inédits* (cf. *supra*, p. 189).
 Pirri (p. 49-56) donne l'inventaire des manuscrits conservés aux archives de la *Civiltà Cattolica*, dont la plupart sont apographe. J'ai eu l'occasion d'en nommer quelques-uns dans le corps de ce livre. Il convient d'y ajouter les deux cahiers de Fiesole, dont j'ai signalé l'existence. (Cf. *supra*, p. 294 note 139).

II. — SUR TAPARELLI

A. — **Sources manuscrites.** — Elles ont été citées, dans le texte ou en note, au fur et à mesure que l'occasion s'en présentait : *Archives Nationales* de France (avec la cote), *Opera Pia Taparelli* à Saluces, diverses archives de la Compagnie de Jésus, *Archivio di Stato* de Turin, de Rome, etc.

B. — **Ouvrages imprimés.** — Il n'est question ici que de ceux qui, en certains passages au moins, se rapportent directement à Taparelli ou à ce qui le touche de très près ; dans le cours de ce livre j'ai cité bien d'autres volumes que j'estime inutile de faire figurer ici. Pour la plupart des ouvrages mentionnés j'omets les comptes rendus auxquels ils ont donné lieu.

- ARCARI, P. M. : *Le elaborazioni della dottrina politica nazionale per l'unità e l'intervento* (1870-1914). Firenze, 1934-1939, p. 751 et suiv.
- AZEGLIO (D'), Emmanuel : *Souvenirs historiques de la marquise Constance D'Azeglio, née Alfieri* (1835-1861). Turin, Bocca, 1884.
- *Une famille piémontaise au moment de s'éteindre*. Turin, 1884. Tirage limité à 200 ex. hors commerce. Voir aussi à : Colombo.
- AZEGLIO (D'), Massimo : *I miei Ricordi*. Firenze, G. Barbera (Nos citations sont faites d'après l'édition de 1920).
- *Scritti postumi*, a cura di Matteo Ricci. Firenze, G. Barbera. Voir aussi à : Briano, Carcano, Carlo (Di).
- AZEGLIO (D'), Roberto : Voir à : Carlo (Di).
- BACKER (de), Augustin : *Bibliothèque des Ecrivains de la Compagnie de Jésus*. Louvain-Lyon, 1876, t. III, col. 1058-1059.
- BALBO, Cesare : Voir à : Carlo (Di).
- BALBO, Prospero : Voir à : Carlo (Di).
- (BALLERINI, Raffaele) : Article nécrologique dans le C.C., Ser. V, vol. IV, p. 98-101, et notice sur la vie et les écrits de Taparelli, en tête de l'édition du *Saggio* de Rome, 1900.
- BRIANO, Giorgio : *Lettere di Massimo D'Azeglio al fratello Roberto*. Milano, 1872.
- BRUCCULERI, Angelo : *Un precursore italiano della Società della Nazioni*. Roma, 1926. Extrait de la *Civiltà Cattolica*, 6 mars, 3 avril, 17 avril 1926.
- CARCANO, Giulio : *Lettere di Massimo D'Azeglio a sua moglie Luisa Blondel*, Milano, 1870.
- CARLO (Di), Eugenio : *Una polemica tra V. Gioberti e P. L. Taparelli intorno alla nazionalità*. Palermo. Tip. Nazionale, 1919.
- *Tre lettere inedite del P. Luigi Taparelli D'Azeglio a V. Gioberti*. Extrait de la *Rivista di filosofia*, Anno XIII, n. 4, octobre-novembre-décembre 1921.
- *Diritto e Morale secondo L. Taparelli D'Azeglio*. Palermo. Priulla, 1921.
- *Un fratello di Massimo D'Azeglio*, dans *Paraviana*, 1921, fasc. d'octobre, p. 506.
- *Una lettera inedita di V. Gioberti a P. L. Taparelli D'Azeglio*. Extrait de la *Rivista di filosofia*, 1923, fasc. II, p. 156-162.
- *Lettere inedite di Cesare Balbo e Luigi Taparelli D'Azeglio*. Paravia (1923).
- *Un brano di lettera inedita di A. Rosmini al P. L. Taparelli D'Azeglio*. Extrait de la *Rivista Rosminiana*, 1924, fasc. I.
- *Uno scambio di lettere tra P. Balbo e P. L. Taparelli D'Azeglio*. Paravia, 1925.
- *Una lettera inedita del P. L. Taparelli ad Antonio Rosmini*. Palermo, A. Di Carlo e C., 1926.
- *Un carteggio inedito del P. L. Taparelli D'Azeglio coi fratelli Massimo e Roberto*. Roma, « A. R. E. », 1926.
- *Lettere inedite del P. L. Taparelli D'Azeglio a Luisa e Massimo D'Azeglio*. Extrait de la *Rassegna Storica del Risorgimento*, Anno XIV, fasc. II, 1927.
- *Una lettera inedita del P. L. Taparelli D'Azeglio a Pietro Ducci*. Sans lieu ni date.
- *La figura del P. Taparelli attraverso il suo carteggio*. Extrait de *Vita e*

- Pensiero*, 1934, p. 702 et suiv. ; — cf., sous le même titre, dans *Il Resto del Carlino*, 22 décembre 1933.
- CASAGRANDE, Salvatore. : *De claris sodalibus Provinciæ Taurinensis Societatis Iesu Commentarii*. Augustæ Taurinorum, 1906.
- CATELLANI : *Les maîtres de l'école italienne du droit international au XIX^e siècle*. Recueil des cours de l'Académie du droit international de La Haye. Année 1933, Tome IV, p. 774 et suiv.
- CAVALLI, Ferdinando : *La Scienza politica in Italia*. Memorie del Reale Istituto Veneto di scienze, lettere ed arti. 1879, vol. XXI, p. 620. et suiv.
- CENTOFANTI, Silvestro : *Del diritto di nazionalità in universale e di quello della nazionalità italiana in particolare*. Pisa, Nistri, 1847.
- CESARINI SFORZA : *Il diritto dei privati* dans la *Rivista italiana per le scienze giuridiche*, 1929, p. 44.
- Code de Morale internationale*. (Union d'études sociales fondée à Malines en 1920 sous la présidence du cardinal Mercier). Paris, Spes, 1937, p. 31 en note et *passim*.
- COLOMBO, Adolfo : *La morte di V. Gioberti e di P. Taparelli nelle carte D'Azeglio*. Dans : *Miscellanea di studi storici in onore di A. Manno*. Torino, 1912.
- *Carteggi e documenti diplomatici inediti di Emanuele D'Azeglio*. Torino, 1920.
- CROCE, Benedetto : *Filosofia della pratica*, Bari, 1915, p. 385.
- *Riduzione della filosofia del diritto alla filosofia dell'economia*. Napoli, 1926, p. 27.
- (Curci, Carlo) : *Memorie della Civiltà Cattolica*. Roma, 1854.
- *Sopra gli studii e gli scritti del P. Luigi Taparelli D'Azeglio*, dans la C.C., Ser. V, vol IV, p. 385 et suiv., et 545 et suiv.
- CURCI, Carlo : *Memorie*. Firenze, Barbera, 1891.
- DEJOB, Charles : *Deux Piémontais qui valent mieux que leur réputation, le P. Taparelli D'Azeglio et le comte Solaro Margherita*. Dans : *Feuilles d'Histoire du XVII^e au XX^e siècle*., septembre-décembre 1914, p. 226 et suiv.
- DEL GUIDICE : *Il diritto e il dovere dello Stato nell'educazione*, dans : *L'educazione cristiana*. Milano, 1927, p. 173.
- DEZZA, Paolo : *Alle origini del Neotomismo*. Milano, Fratelli Bocca, 1940, I^{re} P., chap. II. Cf. du même auteur : *I neotomisti italiani del XIX secolo*. La filosofia teoretica. Milano, Bocca, 1942.
- FALCHI, Antonio : *Le moderne dottrine teocratiche*. Torino, Bocca, 1908, p. 445-463.
- FILOMUSI GUELFI : *La filosofia del diritto in Italia dalla fine del secolo XVIII alla fine del secolo XIX*, dans la *Rassegna nazionale*, vol. 179 (1911), p. 343.
- FIORENTINO : *Della vita e delle opere di V. De Grazia*. Napoli, 1877, p. 10.
- GALEOTI, M. [elchiorre] : *Considerazioni sulla protesta dei Gesuiti in Sicilia e risposta ad un articolo del P. Romano*. Palermo, Ruffino, 1848.
- GALLETTI, Pietro : *Memorie storiche intorno alla Provincia Romana della Compagnia di Gesù*. Prato, 1914.
- GAMBARO, A. : *Taparelli D'Azeglio, Luigi*, dans l'*Enciclopedia Italiana* de Treccani, vol. XXXIII (1937), p. 244-45.
- GENTILE, Giovanni : B. Spaventa, Firenze. Vallecchi, 1927. — Voir à : Spaventa.

- GIOBERTI, Vincenzo : *I Prolegomeni del Primato morale e civile degli Italiani*. Bruxelles, 1845.
- *Il Gesuita moderno*. Losanna. Bonamici, 1847. Appendice du tome VII. Voir à : Carlo (Di).
- GONELLA : *La filosofia del diritto secondo A. Rosmini*. Roma, 1935, p. 4-5 (v. aussi l'Index des noms, p. 520).
- GOYAU, Georges : *Un précurseur de la Société des Nations*. *Figaro*, 3 septembre 1925. Résumé dans le *Messagero* du 13 septembre 1925 : *Un italiano precursore della Società delle Nazioni*.
- GRAJ, G. : A. Rosmini e L. Taparelli D'Azeglio. Extrait de la *Rivista Rosminiana* ; Anno XIV, fasc. II, 1920.
- GRANERIS, Giuseppe : *I caratteri del diritto naturale nel « Saggio » del P. Taparelli*. Dans la *Rivista di Filosofia neoscolastica*, luglio 1941, fascicolo IV (p. 355-378).
- Heidelberger Jahrbücher der Literatur*, 1857, p. 637, recension de l'*Esame critico*.
- JACQUIN, Robert : *Essai sur les principes philosophiques de l'Economie politique*. (Recueil d'articles publiés par Taparelli dans la *Civiltà Cattolica* de 1856 à 1862. Traduction française inédite, avec introduction, bibliographie et notes). Paris, Lethielleux, 1943.
- *L'ordre international d'après Taparelli D'Azeglio*, dans : *Vitoria et Suarez*, contribution des théologiens au droit international moderne. (Association internationale Vitoria-Suarez, avec le concours de la Dotation Carnegie pour la paix internationale). — Paris. A. Pedone 1939.
- *Taparelli D'Azeglio, Louis*, dans le *Dictionnaire de Théologie catholique*. Paris. Letouzey.
- *Sul rimpatrio d'illustri Piemontesi fuorusciti sotto l'Impero napoleonico*, dans : *La Rassegna Italiana*, décembre 1936. p. 882 et suiv.
- *Sei lettere inedite del P. Taparelli D'Azeglio*, dans : *La Rassegna Italiana*. settembre 1937, p. 684 et suiv.
- *Roberto D'Azeglio, commissaire de police*, dans : *Revue des Etudes italiennes*, Paris, Droz, tome III, n° 4, octobre-décembre 1938, p. 284 et suiv.
- JULIEN : *Une théorie catholique de la Société des Nations*, dans : *Le Correspondant*, 25 juin 1919. — Résumé dans : *Rivista internazionale di scienze sociali e discipline ausiliari*, luglio-agosto 1919, p. 272 et suiv.
- LA BRIÈRE (de), Yves : *La Communauté des Puissances*. Paris, Beauchesne, 1932.
- *La Conception du Droit International chez les Théologiens catholiques*, 8^e leçon. Imprimé comme manuscrit. Propriété du Centre Européen de la Dotation Carnegie, 1929.
- LEANZA : *I Gesuiti in Sicilia nel secolo XIX*. Palermo, Lugaro, 1914.
- LECLERCQ : *Traité de droit naturel*. Namur, 5 vol., 1933-1937 (v. l'Index des noms).
- LEHEN (de), Edouard : Voir à : M. B.
- LIZIER, Augusto : *Le scuole di Novara ed il Liceo-Convitto*, Novara, 1908.
- MASNOVO, Amato : *Il neo-tomismo in Italia. Origini e prime vicende*. Milano, *Vita e Pensiero*, s. d. (1923).
- MASSARI, Giuseppe : *Ricordi biografici e carteggi di V. Gioberti*. Torino, 1861-1863, vol II.

- M. B. (Édouard de Lehen) : *Institutes du droit naturel, privé et public et du droit des gens*. Paris, 1865, 2^e éd., 1876.
- MEDA, F. : *L'editore di Romagnosi*, dans *Vita e pensiero*, 1924, p. 660 et suiv.
- Memor : *Il « violicembolo » del padre Taparelli D'Azeglio*, dans le *Messaggero* du 4 janvier 1935 et le *Secolo XIX* (de Gênes) du 15 janvier 1935.
- MESSINEO, A. : *Gian Domenico Romagnosi e il P. Luigi Taparelli D'Azeglio*, C.C., 4 gennaio 1936, p. 20 et suiv.
- MINGHETTI, Marco, : *Miei ricordi*. Torino, 1888-1890, vol. I.
- MONTI, Alessandro : *La Compagnia di Gesù nel territorio della Provincia Torinese*. Chieri, 1920.
- MONTI, Alessandro-Augusto : *I grandi atleti del trono e dell' altare*. Brescia. Gotti, 1929, p. 127-137.
- NARBONE, Alessio : *Annali siculi della Compagnia di Gesù*. Palermo.
- NEIGEBEUR : *Sicilien, dessen politische Entwickelung und jetzigen Zustände*. Leipzig, 1848, p. 362, 366.
- Osservatore Romano*, 22 settembre 1862, article nécrologique. 27 febbraio 1932, *L'opera del Taparelli*.
- P. A. C. (Prof. Augusto Conti) : *Nazione e civiltà. In risposta al P. Taparelli D'Azeglio*. Roma. Natali, 1847. Extrait de *Fanfulla*, marzo 1847.
- PADOVANI, Umberto : *V. Gioberti e il Cattolicesimo. Una pagina della Storia moderna della Chiesa*. Milano. *Vita e Pensiero* (1927).
- PAGANO, V. : *Nuovi elementi di diritto razionale o universale ad uso delle scuole*. Napoli, 1863 (en particulier l'*Avvertenza*, vol. I, p. LXXIII-LXXIV).
- PANELLA, Antonio : *D'Azeglio e il fratello Gesuita*, dans le *Marzocco*, 9 ottobre 1927.
- PASSAMONTI, Eugenio : *Un critico inedito del Padre Luigi Taparelli D'Azeglio*. Extrait du *Risorgimento Italiano*, 1925, fasc. gennaio-marzo, p. 143-210 ; aprile-giugno, p. 362-384.
- PATETTA, Federico : *Lettera di C. Balbo al P. Taparelli D'Azeglio sulla questione dei Gesuiti*. Dans les : *Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino*, 1923-1924, vol. LIX, disp. 13^a, p. 580 et suiv.
- PERGOLES, Ferruccio : *Luigi Taparelli D'Azeglio. Sintesi di diritto naturale, con Introduzione ed Appendice bio-bibliografica*. Bologna, Zanichelli, 1940. (Réédition de l'*Epilogo ragionato* du *Saggio* de Taparelli). Recension par E. Di Carlo dans la : *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, fasc. III, maggio-giugno 1940, p. 190-192 et réponse de Pergolesi, *ibid.*, fasc. VI, novembre-décembre 1940, p. 370-371 : *A proposito di una edizione di Taparelli*.
- PERTICONE : *Teoria del diritto e dello Stato*. Milano, 1937, p. 25 et suiv.
- PETRINI : *Motivi del risorgimento*. Rieti, 1929 (dernier chapitre).
- PIATTI, Tommaso : *Il Servo di Dio Pio Brunone Lanteri*. Torino, Marietti, 1926 ; 2^e éd. 1934.
- PICCOLI : *Storia della filosofia italiana*. Torino, p. 276 et suiv.
- PIRRI, Pietro : *Carteggi del P. Luigi Taparelli D'Azeglio*, *Biblioteca di Storia Italiana Recente* (1800-1870), volume XIV. Torino. Bocca, 1932 (R. Deputazione sovra gli studi di storia patria per le antiche provincie e la Lombardia).
- (Pirri, Pietro) : *La Civiltà Cattolica nei suoi inizi e alle prime prove*. C.C., 5 aprile 1924, p. 3 et suiv.
- *La Civiltà Cattolica e l'assolutismo politico. Ricordi*. C.C., 3 maggio 1924, p. 219 et suiv. ; 7 giugno 1924, p. 397 et suiv. ; 21 giugno 1924, p. 505 et suiv.

- *Il Padre Taparelli D'Azeglio e il rinnovamento della Scolastica al Collegio Romano*. C.C., 15 gennaio 1927, p. 107 et suiv., et 5 marzo 1927, p. 399 et suiv. — Sous le même titre, dans la monographie : *L'Università gregoriana del Collegio Romano, 1553-1824-1924*. Roma, Cuggiani, p. 59 et suiv.
- *Le idee del P. Taparelli D'Azeglio sui governi rappresentativi*. C.C., 7 maggio 1927, p. 206 et suiv.
- *La critica del P. Taparelli agli ordini rappresentativi e l'apologia del Montalembert*. C.C., 4 giugno 1927, p. 397 et suiv.
- *La scolastica e la politica dei Gesuiti a proposito di una polemica*. C.C., 6 agosto 1927, p. 193 et suiv.
- *Il P. Luigi Taparelli D'Azeglio artista*. C.C., 19 maggio 1928, p. 304 et suiv.
- *Intorno alle origini del rinnovamento tomista in Italia*. C.C., 3 novembre 1928, p. 215 et suiv., et 1° dicembre 1928, p. 396 et suiv.
- *La rinascita del tomismo a Napoli nel 1830*. C.C., 2 febbraio 1929, p. 229 et suiv.; 2 marzo 1929, p. 422 et suiv.; 6 aprile 1929, p. 31 et suiv.
- PREDARI, Francesco : *La politica dei Gesuiti giudicata da Cesare Balbo*. Dans le : *Bollettino di Scienze, Lettere, Arti...* Torino, 6 marzo 1854.
- *I primi vagiti della libertà italiana in Piemonte*. Milano, 1861.
- PROSPERETTI, Walter. : *Intorno al pensiero politico del P. Luigi Taparelli D'Azeglio*. Dans la *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, luglio 1935, p. 506 et suiv.
- REDANÒ : *Storia delle dottrine politiche*. Bologna, Cappelli.
- RICCI, Matteo : *Voir à Azeglio (D')*, Massimo.
- RICOTTI, Ercole : *Della vita e degli scritti del conte Cesare Balbo*. Firenze, 1856.
- RINIERI, Ilario : *La filosofia di V. Gioberti*. Genova, 1931, chap. XVII, XVIII, XIX.
- RIVALTA : *Diritto naturale e positivo*. Bologna, 1898, p. 430 et suiv.
- RÖDER : *Ueber die neueren Leistungen der Italianer auf dem Felde der Rechtsphilosophie ueberhaupt*, p. 242-247, dans : *Kritische Zeitschrift für Rechtswissenschaft und Gesetzgebung des Auslandes*. Heidelberg, 1853, XXV^e vol., 2^e fasc.
- ROSMINI, Antonio : *Epistolario completo*. Casale, 1888. Voir aussi à : Carlo (Di), Eugenio.
- RUBRIS (De), Marcus : *Il primo viaggio di Massimo D'Azeglio in Sicilia*. Dans le *Secolo XX*, luglio 1928, p. 399.
- *Con Massimo a Palermo nel '42*. Dans le *Giornale di Sicilia*, 7 settembre 1933.
- *Sicilia ! Sicilia ! L'ultimo ritorno di Azeglio*. Dans le *Giornale di Sicilia*, 12 ottobre 1933.
- *Il cavaliere della prima passione nazionale*. Bologna. Cappelli, 1930.
- SAITTA, Giuseppe : *La scolastica del secolo XVI e la politica dei Gesuiti*. Torino, Bocca, 1911.
- *Le origini del neo-tomismo nel secolo XIX*. Bari, Laterza, 1912.
- SALVATORELLI : *Il pensiero politico italiano dal 1700 al 1870*. Torino, 1935, p. XIII.
- SCHILIRÒ : *N. Spedalieri e la sua concezione del diritto*. Torino-Catania (1939), p. 55 et suiv.
- SILVELA, Luis : *La teoria de la pena correccional como un bien para el culpable y las doctrinas del R. P. Jesuita Taparelli D'Azeglio*. Dans la *Revista de España*, setimo año. Tomo XXXIX. Num. 155, 1874, p. 307.

- SOLAGES (de), Bruno : *La genèse et l'orientation de la théologie de la guerre juste. IV. Taparelli et la théologie contemporaine*. Dans le *Bulletin de littérature ecclésiastique*. Toulouse, octobre-décembre 1940, p. 153-175.
- SOMMERVOGEL, Carlos : *Bibliothèque des écrivains de la Compagnie de Jésus*. Bruxelles, Paris, 1896. Vol. VII, col. 1862-1866. Dans l'édition définitive : vol. IX, p. 872.
- SPAVENTA, Bertrando : *La politica dei Gesuiti nel secolo XVI e nel XIX. Polemica con la Civiltà Cattolica, 1854-1855. A cura di G. Gentile*, 1911. Dans la collection : *Biblioteca storica del Risorgimento Italiano*, sez. IV, n. 11.
- S. T. (Talamo, Salvatore) : *Per il centenario della nascita del P. Luigi Taparelli D'Azeglio*. Dans la *Rivista internazionale di scienze sociali e discipline ausiliari*. Anno I, vol. III, 1893, p. 505-524.
- STEFFELS : *La concezione moderna dello Stato*, trad. et notes de F. Selvaggi. Brescia, 1934 (note du traducteur, p. 119).
- VACCALLUZZO, Nunzio : *A proposito di alcuni « scherzi » di G. Giusti*. Dans la *Nuova Antologia*, 16 décembre 1923, p. 317 et suiv.
- M. D'Azeglio : *I miei ricordi e scritti politici e letterari*. Milano, 1921. p. XXIV-V, 482, et *passim*.
- VARANO, Francesco Saverio : *Vincenzo de Grazia*, Napoli. Città di Castello. F. Perrella, 1931 (Biblioteca di Filosofia dir. da A. Aliotta).
- VAREILLES-SOMMIÈRES (de) : *Principes fondamentaux du droit*. Paris, Guillaumin, 1889.
- VERATTI, Bartolomeo : *Del concetto di Nazione. Saggio di Diritto internazionale*. Dans les *Memorie di Religione, di Morale e di Letteratura* de Modène, 1847, tome V, sér. III, p. 349-505.
- VISMARA, Silvio : *Il Padre Luigi Taparelli d'Azeglio nei suoi Carteggi*. Extrait de *La Scuola Cattolica*, octobre 1934.
- VOLPE, Michele : *I Gesuiti nel Napoletano. Note ed appunti di storia contemporanea*. Napoli. D'Auria, 1914-1915, vol. II.
- VOLT : *Il « De Maistre » italiano*. Dans la *Critica fascista*, 1^o maggio 1924, Roma.
- WITTE, Karl : *Der Katholische Tendenzroman in Italien*. Vortrag... gehalten zu Berlin am 21 januar 1854. Berlin. W. Hertz, 1854.
- WOODS, Henricus : *Aloisii Taparellii potestatem civilem tractantis cum Doctore eximio concordia*. Université de Sainte-Claire (Californie) s. d. (1926).

TABLE DES ILLUSTRATIONS

- Pl. I. — Portrait de Taparelli (à l'âge de vingt et un ans, avant son entrée au noviciat) exécuté en 1814 par Landi. (Au château *Roccolo di Busca*).

Reproduction de documents provenant des *Archives Nationales* :

- Pl. II. — Décret du 7 mars 1809 (AF^{IV} 365, pl. 2672), nommant Taparelli à l'Ecole de Saint-Cyr.
- Pl. III. — Lettre de Napoléon à Maret, 7 mars 1809 (*ibid.*).
- Pl. IV. — Décret du 15 février 1810 (AF^{IV} 436, pl. 3272, n. 2), nommant Taparelli à l'Ecole de Saint-Germain.
- Pl. V. — Première page d'un rapport du ministre des Cultes à l'Empereur (20 octobre 1810), avec paraphe de Napoléon. (AF^{IV}, 491, pl. 3763).
- Pl. VI. — Portrait de Taparelli conservé à l'*Université Grégorienne* (anciennement *Collège Romain*).
- Pl. VII. — Début d'un *O Salutaris* composé par Taparelli (*Birchircara*, Ile de Malte).
- Pl. VIII. — Dessin du *Violicembalo* de Taparelli.
- Pl. IX. — Appendice à ce dessin.
- (*Archivio di Stato di Roma. — Ministero del Commercio e lavori pubblici. Anno 1855. Provincia di Roma. Sezione 6. Titolo 1. Fascicolo 4*)
-

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS CITÉS

N. B. — Dans cette liste onomastique ne figurent que les noms propres de *personnes* cités dans le texte ou les notes, à l'exclusion des noms d'éditeurs dans les références bibliographiques. — Les prénoms sont indifféremment en italien ou en français, comme d'ailleurs dans le texte lui-même. — Je n'ai pas cru devoir reproduire dans cet index les variantes de certains noms déformés par une orthographe fantaisiste. — J'ai évidemment omis tout ce qui désigne Taparelli lui-même.

A

ALBERT LE GRAND (saint) : 132, 327.
 ALDOBRANDINI : 140.
 ALESSANDRONI (Paolo) : 133, 135, 136, 137, 139, 140, 328, 330, 331, 332.
 ALEXANDRE VIII : 286.
 ALEXANDRE DE HALÈS : 196.
 ALFIERI (Pierre) : 131.
 ALFIERI (Vittorio) : 15, 292.
 ALFIERI DI SOSTEGNO (Cesare) : 365.
 ALFIERI DI SOSTEGNO (Costanza) : 11, 16, 70, 75, 96, 100, 101, 104, 275, 276, 277, 300, 301, 307, 308, 312, 315, 316, 317, 322, 325, 335, 382.
 ALPHONSE DE LIGUORI (saint) : 137, 285, 332.
 ALTIERI (cardinal) : 106.
 ALTIERI (prince) : 49.
 AMARI (Michele) : 75, 301.
 ANDRÉ (saint) : 38.
 ANDREIS (don) : 22, 31.
 ANDRÈS (le P.) : 289.
 ANDROSIO (Pasquale) : 106.
 ANJOU (Charles d') : 1, 272.
 ANNIBAL : 336.
 ANTOINE (Charles) : 247.
 ANTONELLI (cardinal) : 106, 109.
 APUZZO (D') : 109.

ARAGONA DI CUTROFIANO (D') : 110.
 ARCARI (P. M.) : 382.
 ARIOSTE (L') : 22.
 ARISTOTE : VI, 51, 53, 57, 59, 147, 148, 170, 242, 256, 258, 346, 368.
 ARMELLINI : 286.
 ARNAUD (Carlo Marco) : 272.
 ARNÒ (V.) : 131.
 ARRIETA (J. F.) : 38.
 ASCOLI (Luigi D') : 296.
 ASINARI DI SAN MARZANO : 290.
 ASTOLFI (Ottaviano) : 135, 329.
 AUDISIO : 142, 211, 319, 334, 359, 371.
 AUFFRAY (A.) : 285.
 AUGUSTIN (saint) : 168, 184, 225, 290, 293, 343, 353, 365.
 AVOGADRO DI VALDENGO (Gustavo) : 290.
 AVVEDUTI-BARTOLI : 342.
 AYMON TAPARELLI (le bienheureux) : 1, 3, 4, 272, 379.
 AZEGLIO (Alessandrina ou Rina D') : 13, 16, 75, 102, 119, 143, 147, 148, 190, 258, 301, 316.
 AZEGLIO (Emanuele D') : 2, 3, 11, 16, 35, 85, 100, 130, 138, 189, 272, 275, 276, 278, 279, 300, 301, 349, 382, 383.
 AZEGLIO (Luisa D') : Voir à Mau-mari.

AZEGLIO (Massimo D') : vi, 1, 2, 4, 5, 9, 10, 13, 14, 15, 16, 21, 27, 31, 32, 35, 37, 58, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 77, 79, 80, 86, 87, 88, 90, 91, 92, 101, 102, 105, 109, 119, 120, 123, 125, 126, 128, 129, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 149, 175, 176, 189, 190, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 284, 286, 289, 300, 301, 302, 304, 305, 306, 308, 310, 312, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 341, 349, 350, 382, 386, 387.

AZEGLIO (Taparelli D') : voir à Taparelli.

B

BACKER (de) : 382.

BALBO (Cesare) : 14, 16, 22, 77, 80, 81, 82, 83, 88, 90, 94, 149, 258, 271, 305, 308, 311, 312, 313, 325, 337, 351, 382, 385, 386.

BALBO (Henriette) : 16, 271.

BALBO (Prospero) I : 1, 15, 16, 271.

BALBO (Prospero) II : 16, 82, 83, 271, 308, 309, 382.

BALDOVINETTI : 17, 279.

BALLERINI (Raffaele) : 1, 120, 382.

BALMÈS : 149.

BANNEZ : 296.

BARACCO (Giuseppe) : 310.

BARALDI : 8, 244, 368.

BARBEDETTE (D.) : 292.

BARBERA : 276.

BARBEREY (M^{me} de) : 284, 288.

BARDI : 30.

BARERA (de) : 21.

BARINCOU (E.) : 274.

BARNI (Jules) : 364.

BAROLA (Paolo) : 149, 338.

BARUCCHI : 282.

BATLLORI (Miguel) : 339.

BATTESTI (D.) : 277.

BAUDRILLART (cardinal) : 352.

BAUDRILLART (H.) : 352.

BEAUHARNAIS (prince Eugène de) : 43.

BECCARIA : 180, 181, 216, 338, 351.

BECKX : 39, 54, 111, 113, 115, 116, 155, 292, 293, 319, 321.

BEFANI (A.) : 134.

BÉGOUEN (comte) : 286.

BELLARMIN : 118, 169, 180, 181, 259, 260, 264, 351.

BELLAVITE : 149.

BELTRANI (Vito) : 75, 302.

BENOÎT XIV : 39, 130.

BENOÎT XV : 365.

BENTHAM : 168, 169, 189, 345.

BERARDI : 134.

BERARDINELLI (le P.) : 120, 271.

BERGIER : 268.

BERINGHIERI (Ramondo) : 323.

BERNARDINI : 17.

BERNARDINO (san) : 318.

BERNIER (famille) : 3, 271.

BERNIER (Geoffroy) : 3.

BERNIER (Roland) : 3.

BERNIN (le) : 36.

BERRERA : 273.

BERRY (duchesse de) : 70, 300.

BERTHE (A.) : 370.

BERTINATTI (Giuseppe) : 310.

BERTRAND (L.) : 284, 288.

BESSE (Clément) : 292.

BESSONE : 30, 285.

BETTI : 178.

BEUDANT : 343.

BIAGGI (G. A.) : 327.

BIAGOLI : 58.

BIANCHI (Nicomede) : 301.

BIANCHI-GIOVINI : 319.

BIANCHINI (Lodovico) : 111, 372.

BIGOT DE PRÉAMENEU : 7, 25, 28, 29, 32.

BITINO (Giovanni) : 129.

BLACAS (duc de) : 296.

BLACKWELL (George) : 260.

BLONDEL (Enrichetta) : 16, 277, 278.

BLONDEL (Enrico) : 16, 277.

BLONDEL (Luisa) : voir à Maumari.

BOERO (Giuseppe) : 287.

BOIGNE (Benoît Le Borgne de) : 47, 48, 49.

BOISTEL : 163.

BONALD (de) : 244.

BONANNO : 62.
 BONAPARTE (Elisa) : 280.
 BONAPARTE (Pauline) : 281.
 BOVANENTURE (saint) : 196.
 BONCOMPAGNI : 12, 377.
 BONI : 289.
 BONNARD (Abel) : 267.
 BONNECASE : 370.
 BONNETTY : 115, 244, 321.
 BONVICINI : 40, 253.
 BORGARELLI : 32, 288.
 BORGARELLI (comte) : 42, 43, 44, 255.
 BORGHESE (Camille) : 23, 25, 281, 282.
 BORGHI : 62.
 BORGIANELLI (Enrico) : 58, 60, 61, 67, 68.
 BOSCO (saint Jean) : 285.
 BOSELLI : 275.
 BOSIO (Stefano) : 37, 38, 39.
 BOSMELET : 283.
 BOSSUET : 30, 198, 219, 242, 269.
 BOTTALLA : 134.
 BOTTINI (Giacomo) : 37.
 BOULANGER : 309.
 BOURBONS (les) : 61, 92, 94, 112, 146.
 BOURET : 177.
 BRAMANTE : 320.
 BRAVO : 32, 288.
 BRENIER : 2, 3, 271. — Voir aussi à Chapel.
 BRENTAZZOLI (A.) : 131.
 BRESCIANI (le P.) : 105, 106, 108, 109, 134, 275, 319.
 BRIANO (Giorgio) : 275, 276, 300, 312, 318, 349, 382.
 BRIGNOLE-SALE (Antonio) : 17.
 BROFFERIO (Angelo) : 149.
 BROGLIE (Albert de) : 114.
 BRUCCULERI (le P. Angelo) : 365, 382.
 BRUNETIÈRE : 249.
 BRUNO : 30.
 BRZOWSKI (le P.) : 37, 39.
 BURLAMAQUI : 168, 169, 173, 219, 345, 346, 349, 362.
 BURONZO : 31.
 BUSSI (cardinal) : 62, 63.
 BUSTICO (Guido) : 301.
 BUTERA (prince de) : 99.
 BUZZETTI : 55, 294.

C

CAFASSO (le bienheureux) : 31.
 CAGNA (le P.) : 44.
 CAISSOTTI DI CASAL GRASSO (comtesse Matilde) : 16, 280.
 CALVETTI (le P.) : 131.
 CALVI (G. P.) : 131.
 CAMBACÉRÈS : 10.
 CAMBI (Pasquale) : 105, 106, 314.
 CAMPIN : 32.
 CAMPODONICO (Mgr) : 134.
 CAMPORI : 289.
 CANOVA : 286, 287.
 CANOVAI : 17.
 CANTÙ (Cesare) : v, 12, 136, 145, 146, 148, 149, 154, 155, 190, 278, 300, 308, 319, 320, 324, 325, 326, 332, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 350, 351, 355, 362, 378.
 CARAFA : 319.
 CARCANO (Giulio) : 278, 301, 302, 305, 306, 310, 323, 324, 325, 327, 382.
 CARDONI : 134.
 CARDUCCI : (Giosuè) 279.
 CARLANDI : 319.
 CARLO (Eugenio Di) : vi, 166, 170, 190, 191, 244, 249, 275, 278, 281, 295, 301, 302, 308, 309, 310, 315, 316, 317, 319, 320, 322, 324, 326, 328, 332, 333, 334, 336, 337, 338, 345, 349, 368, 382, 385.
 CARMINATI (Isaia) : 105, 245, 246, 247, 293, 294, 321, 323, 326, 369, 370.
 CARUTTI (D.) : 274.
 CASAGRANDE (Salvatore) : 69, 286, 289, 290, 299, 383.
 CASTALDI (cardinal) : 320.
 CASTELLO (Giuseppe Agostino) : 59.
 CASTERMAN : 176, 177, 309.
 CATELLANI : 383.
 CATHREIN : 195.
 CATTANEO : 43.
 CAVAGNIS (cardinal) : 177, 241, 292.
 CAVALLERA : 247.
 CAVALLI (Ferdinando) : 383.
 CAVOUR : 14, 142, 144, 145, 146, 334, 335.

CENTOFANTI (Silvestro) : 88, 383.
 CERCIA (le P.) : 177, 313.
 CERUTTI (le P.) : 136.
 CESARE (De) : 110, 318.
 CESARI (Zenocrate) : 180.
 CESARINI SFORZA : 383.
 CEVA (de) : 21.
 CHAMBORD (comte de) : 300.
 CHAPEL ou CAPEL (Brenier) : 1, 2, 271, 272.
 CHARLES II (roi d'Angleterre) : 36, 287.
 CHARLES IX : 4.
 CHARLES X : 296.
 CHARLES-ALBERT : 11, 13, 81, 147, 179, 276, 278, 314, 336.
 CHARLES BORROMÉE (saint) : 4.
 CHARLES-EMMANUEL III : 43.
 CHARLES-EMMANUEL IV : 39, 280, 288.
 CHARLES-FÉLIX : 47.
 CHARLES-LOUIS II : 279, 280.
 CHARMONT (J.) : 162, 343.
 CHASTEL (M. A.) : 245, 340.
 CHATEAUBRIAND : 349.
 CHIARO (Giuseppe Del) : 120, 271, 321, 369.
 CHIAVERO : 32, 288.
 CHIESA (Agostino Della) : 2, 279.
 CHRISTINE (de Suède) : 287.
 CICCOLINI (Carolina) : 16, 277.
 CICONI : 45.
 CICÉRON : 160, 198, 254, 256, 356.
 CINUGHI (Luigi) : 251.
 CLARKE (général) : 23, 251.
 CLAUDEL (Paul) : 325.
 CLÉMENT XIV : 32, 38.
 COLLEGNO : voir à Provana.
 COLOMBO (Adolfo) : 189, 275, 276, 277, 309, 310, 322, 324, 325, 326, 327, 333, 349, 383.
 COMMENDON (cardinal) : 273.
 COMTE (Auguste) : 152, 348.
 CONARD (Pierre) : 281.
 CONDILLAC : 173, 294.
 CONFORTI (Raffaele) : 180.
 CONSALVI (cardinal) : 286.
 CONSTANTIN : 286.
 CONTI (Alessandro) : 50.
 CONTI (Augusto) : 87, 385.
 COPPOLA : 257.
 CORNOLDI (J.-M.) : 295.

CORONARO (Clotilde) : 16, 190, 277.
 CORSI (cardinal) : 279.
 COUSIN (Victor) : 169, 170, 189, 243, 244, 245, 347, 348, 349, 367.
 CRÉTINEAU-JOLY : 155.
 CRISTALDI (Belisario) : 36.
 CROCE (Benedetto) : 343, 344, 383.
 CUNNINGHAM (miss) : 378.
 CURCI (Carlo) : 12, 54, 55, 66, 68, 105, 106, 107, 109, 110, 113, 115, 120, 154, 178, 277, 294, 313, 319, 320, 324, 325, 331, 341, 346, 349, 352, 383.
 CURI : 56.
 CUTINELLI : 110.

D

DAGUERRE (abbé) : 286.
 DAITA (Gaetano) : 75, 301.
 DAMIRON : 169, 172.
 DANDINI (Francesco) : 331.
 DANERO (Enrique) : 380.
 DANIEL : 139.
 DANTE : 22, 122, 137, 140, 149, 330.
 DASSI : 49, 51.
 DAUBUSSON-LAFEUILLADE (Hector) : 18, 20, 279.
 DEAK : 380.
 DEBAIN : 333.
 DEJOB (Ch.) : 277, 304, 341, 352, 383.
 DELFRATE : 47.
 DELOS (le P.) : 247.
 DELSARTE : 330.
 DEMOGUE : 344.
 DENYS (saint) : 127.
 DESCARTES : 161, 164, 347.
 DESGEORGE (abbé) : 284.
 DESPROTTI : 44.
 DEZZA (Paolo) : 292, 383.
 DIDIER (abbé) : 3.
 DIESSBACH (Nicolas de) : 7, 8.
 DIKINSON (William) : 314.
 DMOWSKI : 55, 348, 367.
 DOMÍNGUEZ (D.) : 292.
 DORIA (cardinal) : 40.
 DRACH (David-Paul) : 296.
 DREUX-BRÉZÉ (Mgr de) : 152.

DU BARRAIL (général) : 281, 283.
 DUBOURG (Mgr) : 40, 70, 288.
 DUCCI (Carlo) : 137.
 DUCCI (Pietro) : 175, 177, 349, 350, 382.
 DUGUIT : 162.
 DUHR : 296.
 DU LAC : 153, 340.
 DUMAS (Florent) : 287.
 DUPIN : 202.
 DURAND (Ch.) : 275.
 DURANDO (Giovanni) : 13, 278.
 DÜRKHEIM : 249.

E

ÉMERY : 28.
 ÉRARD : 328.
 ÉTEX (Antoine) : 152, 339.
 EVOLA : 312.

F

FAA DI BRUNO : 131.
 FABBRI (Antonio) : 247.
 FABBRI (Marietta) : 247.
 FABI-MONTANI (F.) : 287.
 FABRE (Enrico) : 280.
 FALCHI (Antonio) : 383.
 FALETTI : 272.
 FALLON : 358.
 FANI-CIOTTI (Vincenzo) : voir à Volt.
 FANTOLINI : 32, 288.
 FANTONI (le P. Luigi) : 118, 326.
 FARDELLA DI TORREARSA : 314.
 FARGES (Albert) : 295.
 FARINI (L. C.) : 181.
 FAVA (Leonardo) : 103.
 FEBRONIA : 285.
 FEBRONIUS : 285.
 FELICI (Luigi) : 33, 37.
 FELTRE (duc de) : 25.
 FÉNELON : 364.
 FERDINAND II : 62, 65, 93, 100, 102, 107, 109, 110, 111, 112, 177, 313, 315, 316, 318.
 FERDINAND IV : 280.
 FERDINAND (duc de Gênes) : 314.
 FÉRET : 247.
 FERETTI : 247.
 FERMI (Alfonso) : 294.

FERRARI (le P. Giuseppe) : 58, 66, 67, 68, 298.
 FERRARI (Joseph) : 245, 246, 310.
 FERRARI (Lorenzo) : 294.
 FERRARINI (Antonio) : 55, 57.
 FERRERO (Giuseppe) : 138.
 FERRETTI (Gabriel) : 33, 287.
 FERRI : 343.
 FÉTIS : 330.
 FIACCADORI : 114, 175, 321, 349.
 FIANO (princes de) : 286.
 FICHTE : 163, 164.
 FILANGIERI : 216.
 FILITI (Gaetano) : 298.
 FILOMUSI GUELF : 383.
 FINETTI : 51.
 FIOCCHI : 17.
 FIORENTINO : 383.
 FIORITO : 32.
 FLAGET (Mgr) : 28, 70, 284, 288.
 FLÉCHIER : 273.
 FORCELLINI : 348.
 FORESTA (De) : 379.
 FORNASARI : 45.
 FORTI (Francesco) : 189, 245.
 FORTIS (le P. Luigi) : 41, 43, 44, 48, 49, 50, 51, 55, 60, 282, 284, 290, 293, 326.
 FORTUNATO : 109.
 FOUCHÉ : 20, 280.
 FFRANCK (Adolphe) : 367.
 FFRANCO (général) : 224.
 FRAŅÇOIS D'ASSISE (saint) : 97.
 FRAŅÇOIS DE BORGIA (saint) : 36, 102.
 FRAŅÇOIS DE GERONIMO (saint) : 129.
 FRAŅÇOIS I^{er} (roi des Deux-Siciles) : 61, 300.
 FRAŅÇOIS II (roi des Deux-Siciles) : 111, 112, 318.
 FRAŅÇOIS-JOSEPH : 110, 149.
 FRAŅÇOISE ROMAINE (sainte) : 286.
 FFRANSONI : 143.
 FRAŅZELIN : 116.
 FRÉDÉRIC-AUGUSTE de Saxe : 287.
 FUGA (Vincenzo) : 289.

G

GAGARIN : 280.
 GAILLARD (Léopold de) : 278.

GALATERI (A.) : 272.
 GALEOTI (Melchiorre) : 94, 95, 383.
 GALITZIN : 302.
 GALLAVRESI (Giuseppe) : 274.
 GALLES (prince de) : 324.
 GALLETTI (Pietro) : 287, 288, 289, 383.
 GALLIZIA : 272.
 GALLUPPI (Pasquale) : 61, 149, 258, 338.
 GALTON : 207.
 GALVANI : 159.
 GAMBARO (A.) : 383.
 GAMS : 288.
 GARBRECHT : 135.
 GARDEREAU (Dom) : 321.
 GARIBALDI : 125, 146, 168, 320.
 GARIBALDI (Mgr) : 150.
 GARNIER (Adolphe) : 347.
 GARRIGOU-LAGRANGE : 347, 362.
 GATTI (Dr.) : 124.
 GAYSRUCK (cardinal) : 80, 306.
 GENGA-SERMATTEI (cardinal della) : 106.
 GENOVESI : 116.
 GENTILE (Giovanni) : 180, 181, 292, 321, 351, 383, 387.
 GÉNY (Fr.) : 162, 247.
 GEOFFROY DE GRANDMAISON : 352.
 GERDIL : 39, 348, 367.
 GIANOLIO (Luigi) : 32, 33, 34, 287, 288.
 GIANOTTI : 45.
 GIGLI CERVI (Luigi) : 251.
 GILLET (M. S.) : 373.
 GINANNI (Annibale) : 37.
 GIOBERTI : 30, 77, 80, 83, 84, 85, 87, 88, 89, 90, 91, 93, 95, 113, 114, 127, 146, 149, 168, 175, 243, 244, 245, 246, 247, 303, 304, 306, 307, 308, 309, 310, 313, 322, 326, 350, 365, 367, 368, 369, 382, 383, 384, 385, 386.
 GIORGI : 17.
 GIORGI (De) : 149.
 GIORGINI (G. B.) : 278.
 GIOVANNI (Vincenzo di) : 367.
 GIROD (Louis) : 130.
 GIUDICE (Del) : 383.
 GIUSTI : 88, 277, 278, 311, 387.
 GLEYSE : 355.

GONELLA : 384.
 GONIN (Francesco) : 119.
 GONNELLI : 350.
 GONZALEZ (cardinal) : 52.
 GONZALEZ DE SOTO : 330.
 GOUDIN : 60, 292.
 GOUNOT (Emmanuel) : 162, 247, 266, 343, 355.
 GOVONE (Rosa) : 276.
 GOYAU (Georges) : 344, 365, 384.
 GRAJ (Carlo) : 344, 345, 369, 384.
 GRANATELLI : 75, 301, 302.
 GRANERIS (Giuseppe) : 344, 384.
 GRASSI : 48.
 GRASSI (Giovanni, A.) : 305.
 GRAZIA (Vincenzo De) : 68, 320, 383, 387.
 GRAZIANI : 273.
 GRÉGOIRE (saint) : 123, 130, 360.
 GRÉGOIRE XIII : 290.
 GRÉGOIRE XVI : 63.
 GREINER : 135.
 GRIMANI (Michele) : 251.
 GROS (de) : 21.
 GROSSI : 51.
 GROTIUS : 164, 165, 169, 211, 344.
 GUALA (Luigi) : 31, 32, 48, 285, 286, 290.
 GUALTERIO : 92.
 GUALTIERI (duc di) : 66.
 GUASTALLA (Rosolino) : 278.
 GUERRAZZI : 108.
 GUIZOT : 169, 242, 312, 346, 358.
 GULINO (Giuseppe) : 28, 273.
 GULLINO (Luigi) : 272.

II

HALLER (Ch. de) : 243, 244, 367, 368.
 HANOTAUX (Gabriel) : 303.
 HAURIOU : 343, 357.
 HAUSER : 303.
 HAYDN (François-Joseph) : 330.
 HAYDN (Jean) : 135, 331.
 HEINECCIUS : 173, 344.
 HENRI III : 4, 273.
 HERMANN (le P.) : 139, 333.
 HERMANT (Abel) : 303.
 HESSE : 355.
 HOBBS : 219.

HOHENLOHE (Mgr) : 136.
 HOHLFELD : 135.
 HONTHEIM : 285.
 HORACE : 68, 253, 254, 256, 348, 364.
 HUMMEL : 130, 327.
 HURTER : 322.

I

IANNONE : 278.
 IGNACE DE LOYOLA (saint) : 31, 34, 62, 68, 74, 93, 95, 113, 121, 128, 224, 257, 287, 289, 293, 304, 378.
 IHERING (von) : 370.
 INDY (d') : 283.
 INGHIRAMI : 17.

J

JACKSON : 288.
 JACOBINI : 331.
 JACQUES I^{er} : 259, 260.
 JACQUIN (Robert) : 279, 316, 338, 376, 379, 381, 384.
 JANET (Paul) : 209.
 JAQUET (Dominique) : 274.
 JAZEOLLA (G. B.) : 64, 65.
 JEAN XXII : 214.
 JEAN SANS TERRE : 259.
 JEMMA : 90.
 JÉRÔME (saint) : 159.
 JØRGENSEN : 343.
 JOSEPH CALASANZ (saint) : 279.
 JOSÉPHINE : 281.
 JOVINE (Carlo) : 168.
 JULES III : 286.
 JULIEN (Eugène) : 365, 384.
 JULIEN L'APOSTAT : 316.

K

KANT : 163, 189, 364.
 KLEUTGEN : 115, 116.
 KORKOUNOW : 344.
 KOSSUTH : 110.

L

LA BARRE (de) : 342.
 LA BRIÈRE (Yves de) : 176, 247, 303, 350, 364, 366, 384.

LA CISTERNA : 276.
 LA CLOCHE (Jacques de) : 36.
 LACORDAIRE : 197.
 LADERCHI : 247.
 LA FARINA : 96, 313.
 LA FONTAINE : 303.
 LAGARDE (Georges de) : 351.
 LAGRASSA : 133.
 LAINEZ : 180.
 LALLEMENT : 247.
 LAMARTINE : 287, 355.
 LA MASA : 96, 100, 315.
 LAMBILLOTTE : 130.
 LAMENNAIS : 170, 244, 348.
 LAMETH (Alexandre) : 22.
 LANA : 251.
 LANDI (G.) : 35, 287, 388.
 LANTERI (Pio Brunone) : 7, 24, 31, 32, 39, 274, 282, 285, 286, 385.
 LANZA DI SCORDIA (Pietro) : 313, 314.
 LANZAC DE LABORIE (de) : 282.
 LA ROCHEFOUCAULD : 373.
 LA RONCIÈRE (Clément de) : 26, 283.
 LATE (Bernier de) : 2.
 LA TOUR D'Auvergne : 3.
 LA VILETTE (Jacques de) : 3.
 LEANZA : 298, 384.
 LECLERCQ : 384.
 LECOFFRE (Jacques) : 154.
 LECOMTE (Pierre) : 96, 97, 98, 134.
 LEDOS (E.) : 317.
 LE FUR : 304, 343.
 LEGENDRE : 354.
 LEHEN (Edouard de) : 248, 384, 385.
 LEIBNIZ : 219.
 LE LIÈVRE (Charles) : 84.
 LÉON XII : 49, 50, 291.
 LÉON XIII : 30, 36, 51, 52, 57, 115, 130, 195, 291, 292, 295, 343, 352, 359, 360.
 LEOPARDI (Giacomo) : 60.
 LEOPARDI (Monaldo) : 60.
 LE PLAY : 242, 249.
 LERDO : 318.
 LESCA (Giuseppe) : 274.
 LETHIELLEUX : 178.
 LIBERATORE (le P. Matteo) : 58, 68, 105, 106, 109, 113, 114, 115,

- 116, 182, 247, 320, 321, 348, 369, 381.
LIBRI (Lorenzo) : 251.
LICHTENTHAL : 136.
LIGUORO (Federico De) : 130, 137, 138, 332.
LISIO (Guglielmo Moffa di) : 17, 276, 305.
LISZT : 131, 132, 139, 140, 332, 333.
LIVERANI (Fr.) : 325, 380.
LIZIER (Augusto) : 290, 384.
LOCKE : 172, 173, 294.
LOGGERO : 32, 285, 288.
LO JACONO (Domenico) : 97, 314.
L'OLIVUZZA : 302.
LOMBROSO : 343.
LONGONI : 43, 44, 255.
LOTTIN (Dom) : 344.
LOUIS IX (saint) : 2, 59.
LOUIS XIV : 364.
LOUIS XVI : 39, 339, 354.
LOUIS XVIII : 286.
LOUIS DE GONZAGUE (saint) : 36, 118, 129, 271, 326.
LOUIS-PHILIPPE : 152.
LUTHER : 159, 206.
LUZIO (Alessandro) : 338.
- M**
- MACCAGNONE** (Franco) : voir à Granatelli.
MACKSEY : 195.
MADELIN (Louis) : 283.
MADIAI : 377.
MAGUELONNE (Henri de) : 339.
MAI (Angelo) : 341.
MAISTRE (Joseph de) : 8, 39, 47, 60, 196, 204, 219, 243, 244, 274, 290, 380.
MALVOTTI : 33.
MAMIANI : 278, 379.
MANCINI (Giuseppe) : 6, 273.
MANCINI (Pasquale Stanislao) : 87.
MANCINO (Salvatore) : 243, 367.
MANERA : 369.
MANISCALCO : 135.
MANNO (A.) : 274, 322, 326, 383.
MANUZZI : 348.
MANZONI (Alessandro) : 8, 13, 16, 27, 114, 129, 147, 159, 247, 274, 277, 323, 326, 327, 337, 342, **MANZONI** (Giulia) : 13, 16, 27, 70, 102, 147, 301.
MANZONI (Vittoria) : 278.
MANZOTTI (Teofilo) : 288.
MARCHESI (Enrico) : 134, 135, 136, 328, 329.
MARCHETTI (Ippolito) : 54.
MARET : 23, 281, 388.
MARGOTTI (Giacomo) : 336.
MARGUERITE (reine d'Italie) : 314.
MARIANA : 180, 351.
MARIE-CAROLINE : 280.
MARIE-CLOTILDE-ADELAÏDE DE FRANCE : 39.
MARIE-LOUISE D'AUTRICHE : 27, 281.
MARIE-LOUISE (reine régente d'Etrurie) : 279, 280.
MARIE-MADELEINE (sainte) : 2, 272.
MARINO (frère) : 96.
MARSILJ (Giulio) : 251.
MARTELLI (Giulio) : 338.
MARTIN (Jacques-François) : 23.
MARTINELLI : 286.
MARTINI (Ferdinando) : 278.
MARZOLINI (Raffaele) : 273.
MASDEU (Balthasar) : 294.
MASNOVO (Amato) : 114, 244, 291, 292, 294, 320, 321, 369, 384.
MASSARI (Giuseppe) : 309, 312, 367, 384.
MASSON (Frédéric) : 281, 282.
MATTEI (Tito) : 130, 136.
MATTEO : 134.
MATTEUCCI : 145, 336.
MAUMARI (Luisa) : 13, 16, 72, 73, 75, 80, 101, 102, 103, 119, 143, 277, 278, 301, 302, 305, 306, 310, 315, 316, 317, 319, 324, 326, 334, 337, 349, 382.
MAXENCE : 286.
MAZZA : 110.
MAZZINI : 108, 110.
MÉCÈNE : 253.
MEDA (F.) : 385.
MEDICI : 136.
MELANDRIUS : 294.
MELEGARI : 279.
MELLERIO : 80, 306, 338.
MELUZZI (Salvatore) : 133, 328.
MEMOR : 385.

MENDIZABAL (Luis) : 247.
 MENOCCHIO (Stefano) : 37.
 MERCIER (cardinal) : 163, 359, 383.
 MÉRODE (Xavier de) : 112, 152, 339.
 MESSINEO : 345, 385.
 MEUR (Vincent de) : 286.
 MICHELET : 84.
 MIGNE : 309.
 MILESI (Mgr.) : 134, 135, 329, 330.
 MINGHETTI (Marco) : 77, 90, 91, 180, 312, 385.
 MININI (le P. Ferdinando) : 119, 315, 316, 321, 323, 337, 369.
 MOFFA (di) : voir à Lisio.
 MOGLIA (Agostino) : 294.
 MOLIÈRE : 224.
 MOLLO (Camillo) : 131.
 MOLZA (Ugo) : 287, 288.
 MONI (abbé) : 21, 22.
 MONTAGNE (le P.) : 353.
 MONTALEMBERT (comtesse A. de) : 340.
 MONTALEMBERT (Charles de) : 152, 153, 154, 155, 179, 339, 340, 341, 350, 386.
 MONTANELLI : 277.
 MONTAUTO (Alberto di) : 35.
 MONTEGIANS (Alberto di) : 2.
 MONTESQUIEU : 171, 197, 228, 229, 231, 342, 364, 365.
 MONTI (Alessandro) : 285, 289, 310, 385.
 MONTI (Alessandro-Augusto) : 385.
 MONTI (Gennaro-Maria) : 278.
 MONTLUC : 272.
 MORANDI (A.) : 290.
 MORCELLI (Antonio Stefano) : 38.
 MOREAU (M. C.) : 284, 288, 289.
 MORENO (Garcia) : 248, 370.
 MORICHINI (cardinal) : 148, 360.
 MORICI (Domenico) : 296.
 MORONI : 274.
 MOROZZO (cardinal Giuseppe) : 45, 289, 290.
 MOROZZO DI BIANZÈ (Cristina) : 1, 9, 16, 18, 19, 21, 34, 35, 273, 274, 275, 280, 282, 287, 305, 326, 334.
 MOROZZO DI BIANZÈ (Luiggia) : 1.
 MORSELLI : 343.

MORTARA (Edgardo) : 380.
 MOZART : 130.
 MURAGLIA (Ascanio) : 369.
 MURAT (Joachim) : 7, 39.
 MURATORI (Antonio) : 175.

N

NALLINO (G. Antonio) : 113, 247.
 NAPOLÉON I^{er} : 6, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 32, 40, 43, 44, 82, 251, 275, 280, 281, 282, 283, 388.
 NAPOLÉON (le prince) : 330.
 NARBONE (Alessio) : 92, 128, 298, 313, 349, 350, 385.
 NATALI : 306.
 NATALI (Alessandro) : 88.
 NEIGEBEUR : 76, 302, 385.
 NÉRON : 265.
 NIBBY : 287.
 NICOLAS I^{er} (czar de Russie) : 75, 76.

O

ODESCALCHI (Carlo) : 36, 37, 287, 324.
 ODESCALCHI (prince Pietro) : 135, 329.
 ODESCALCHI (Vittoria) : 36, 37.
 OLIVA (le P.) : 36.
 ONCLAIR (le P. Auguste) : 176, 247, 309, 375.
 OREGLIA (le P. Giuseppe) : 106, 320, 325.
 ORIOLI (Fr.) : 134, 135, 329.
 ORNATO (Luigi) : 22.
 ORSINI (Felice) : 82, 379.
 ORTI Y LARA : 176, 375.
 OTTAVIANI (Mgr) : 195, 247, 340, 354.
 OUDINOT (général) : 317.
 OWEN (Robert) : 276.
 OZANAM (abbé) : VIII, 177, 344, 376.
 OZANAM (Frédéric) : 177.

P

PACCA (cardinal) : 6, 29, 32, 33, 50, 273.
 PACCANARI (Niccolò) : 287.
 PACETTI (M.) : 134.
 PACTLER : 296.

- PADOVANI (Umberto) : 385.
 PAGANO (V.) : 385.
 PAILE (le P. E.) : 323, 378.
 PAKENHAM : 288.
 PALAZZOLO (princesse) : 312.
 PANELLA (Antonio) : 385.
 PANIZZONI (le P.) : 34, 36, 37, 38, 40, 49.
 PANTALEONI : 77, 90, 91.
 PARENTI : 341.
 PARIA (le P.) : 319, 324.
 PARIS (Gaston) : 303.
 PASCAL (Blaise) : VI, 162, 373.
 PASCAL (le P. de) : 293.
 PASSAMONTI (Eugenio) : 271, 308, 312, 385.
 PATERNÒ (princes de) : 302.
 PATETTA (Federico) : 307, 385.
 PATRIZI (Costantino) : 283.
 PATRIZI (Filippo) : 283.
 PATRIZI (Francesco Saverio) : 36, 40, 41, 66, 67, 283, 289, 298.
 PATRIZI (Giovanni) : 49, 273, 283, 291.
 PATRIZI (Maddalena) : 273.
 PAUL (saint) : 121, 160, 249, 287, 318.
 PAUL IV : 304.
 PAUL V : 259, 260.
 PAVANI : 49, 55.
 PECCHENEDA : 108, 109.
 PECCI (Giuseppe) : 295.
 PÉCOUL (G.) : 291.
 PEDEMONTE (le P.) : 65.
 PEDICINI (cardinal) : 50.
 PEDONE-LAURIEL : 177.
 PEILLAUBE (E.) : 291.
 PELLICO (le P. Francesco) : 85, 86, 106, 310.
 PELLICO (Silvio) : 85, 106, 108, 310.
 PELUSO (Angelo) : 62, 297.
 PELZER (A.) : 292.
 PEREZ (F. P.) : 100, 189, 314, 315.
 PERGOLES (Ferruccio) : 353, 385.
 PERICLÈS : 160.
 PERRIER : 292.
 PERRONE : 32, 51, 288, 309.
 PERSANO : 119, 323.
 PERSIGNY (duc de) : 3.
 PERTICONE : 385.
 PERUZZI (Emilia) : 258.
 PES DI VILLAMARINA : 301, 316.
 PES DI VILLAMARINA (Emanuele) : 16, 138.
 PES DI VILLAMARINA (Isabella) : 101.
 PES DI VILLAMARINA (Melania) : 11, 16, 70, 101.
 PES DI VILLAMARINA (Salvatore) I : 11, 16, 101.
 PES DI VILLAMARINA (Salvatore) II : 16, 35, 279.
 PETRA (Vincenzo) : 131.
 PETRINI : 385.
 PETRONI : 313.
 PETRUCCI (le P.) : 40, 53, 256, 289.
 PEYRON (Amedeo) : 148, 170, 258, 335, 341.
 PHIDIAS : 287.
 PHILIPPE LE HARDI : 59.
 PIACENZA (Pietro) : 273.
 PIANCIANI (le P.) : 51, 109, 318.
 PIATTI (le P. Tommaso) : 274, 385.
 PICCHI (Ermanno) : 137, 319.
 PICCIRILLO (le P.) : 110, 318, 327.
 PICCOLI : 385.
 PICHOT (le P.) : VIII, 178, 376.
 PIE V : 4.
 PIE VI : 39.
 PIE VII : 6, 7, 15, 32, 33, 36, 37, 38, 39, 44, 49, 279, 286, 288, 291.
 PIE IX : 4, 33, 90, 91, 106, 107, 109, 112, 135, 136, 137, 140, 144, 152, 167, 278, 287, 304, 312, 315, 317, 320, 322, 324, 329, 330, 378.
 PIE X : 130.
 PIE XI : 157, 159, 176, 291, 356.
 PIE (cardinal) : 344.
 PIERRE (saint) : 159.
 PIETRO (di) : 134.
 PIGNATELLI, duc de Terranuova (Giuseppe) : 129.
 PINON (René) : 303.
 PIOBESI : 283.
 PIPITONE (Federico G.) : 313.
 PIRETTI : 247.
 PIRRI (le P. Pietro) : VI, VII, VIII, 148, 152, 168, 175, 178, 190, 287, 292, 294, 296, 302, 323, 339, 341, 345, 350, 375, 376, 381, 385, et *passim* dans les références.
 PLACIDO DA GIAVENO : 272.
 PLATON : 59, 160, 226, 249, 260.

PLINE : 254.
 POLLASTRI : 21.
 POTIER DE COURCY : 271.
 POULLEAU : 135.
 POUSSIELGUE : 84, 309.
 POZZI : 118.
 PRAXITÈLE : 287.
 PREDARI (Francesco) : 79, 80, 82
 306, 308, 309, 337, 386.
 PRENDIS : 38.
 PREVITI (Luigi) : 333.
 PRIOR (Henry) : 323.
 PROPERCE : 253.
 PROSKE (Karl) : 327.
 PROSPERETTI (Walter) : 371, 386.
 PROUDHON : 144, 202.
 PROVANA DI COLLEGNO (Giacin-
 to) : 17, 276.
 PROVANA DI COLLEGNO (Luigi) :
 283, 284.
 PROVANA DEL SABBIONE : 22, 281.
 PUFENDORF : 164, 165, 169, 344,
 356.
 PULCI : 22.
 PUSINIERI (G.) : 295.

Q

QUEYRAS : 273.
 QUILLIET : 247.
 QUINET, : 84.
 QUINTILIUS : 253.

R

RADETSKY : 13, 314.
 RAIMONDI (Pietro) : 328.
 RAMBAUD : 247.
 RANALLI (Fr.) : 131.
 RAPETTI : 247.
 RAPHAEL : 320.
 RATTAZZI : 14.
 RAULICH : 278.
 RAVA : 44.
 RAVIGNAN (le P. de) : 154, 302.
 RÉCAMIER (M^{me}) : 286.
 REDANÒ : 386.
 REGIS : 282.
 REMAGGI (Angelo) : 45.
 RENAN : 303, 380.
 RENARD (Georges) : 160, 342, 343,
 357.

RENDU (Eugène) : 14, 119, 278,
 323.
 REVEL : 14.
 REVIGLIASCO (comte de) : 3.
 RIANCEY (Charles de) : 154, 179.
 RIARIO SFORZA (cardinal) : 109.
 RICASOLI (le P. Luigi) : 101, 137,
 287, 289, 313, 315, 316.
 RICASOLI (Priore) : 101, 289, 315,
 316.
 RICCA : 17.
 RICCI (Bernardino) : 368.
 RICCI (Domenico) : 368.
 RICCI (Matteo) : 16, 138, 147, 148,
 190, 258, 277, 322, 333, 337,
 382, 386.
 RICHARDOT : 293.
 RICOTTI (Ercole) : 308, 386.
 RIDELLA (Costantino) : 281.
 RILLIET (Frédéric) : 26, 283.
 RINCO (Pallio di) : 9, 16, 326.
 RINECKER (Carl) : 176, 375.
 RINIERI (Ilario) : 368, 386.
 RIPERT : 162.
 RIVALTA : 386.
 ROBESPIERRE : 316.
 ROBIANO-BORSBECK (F. de) : 283.
 ROCCA (Gaetano) : 99.
 ROCCAFORTE (di) : 100, 315.
 ROCHAIX (chanoine) : 48, 49.
 RÖDER : 386.
 ROGET DE CHOLEX : 48.
 ROLAND (M^{me}) : 64.
 RÖLLIG : 135.
 ROMAGNOSI (Gian Domenico) :
 168, 173, 216, 345, 364, 385.
 ROMANO (G.) : 69, 85, 86, 92,
 93, 94, 245, 309, 346, 367, 369,
 383.
 ROTHAAAN (le P.) : 28, 51, 60,
 66, 67, 69, 70, 73, 75, 81, 84,
 85, 89, 90, 96, 101, 103, 105, 106,
 107, 109, 111, 113, 115, 147,
 168, 172, 176, 177, 181, 246,
 259, 288, 293, 297, 298, 300,
 301, 302, 304, 309, 310, 313,
 314, 315, 316, 317, 318, 324, 325,
 326, 349, 350.
 ROSA (Giuseppe) : 58.
 ROSI : 271.
 ROSMINI : 8, 55, 56, 57, 114, 127,
 149, 163, 243, 246, 247, 295,

- 310, 326, 338, 339, 343, 344,
 369, 382, 384, 386.
 ROSSI (Francesco) : 279.
 ROSSI (Gian-Francesco de) : 330.
 ROSSI (M.) : voir à Rubris (de).
 ROSSI (Pellegrino) : 169, 312.
 ROUSSEAU (J.-J.) : 161, 181, 201,
 204, 206, 214, 219, 261, 265,
 346, 351.
 ROUSTAN (Désiré) : 288.
 ROYER-COLLARD : 169.
 RUBRIS (Marcus de) : 272, 273,
 277, 300, 301, 312, 323, 386.
 RUFFINI (A.) : 135.
 RUFFO (cardinal Luigi) : 61.
 RUPERT (L.) : 340.
- S**
- SABATELLI : 326.
 SACY (Silvestre de) : 352.
 SAINT-SIMON : 166, 202, 203.
 SAISET : 367.
 SAITTA (Giuseppe) : 292, 351, 386.
 SALEILLES : 172.
 SALNITRO : 312.
 SALOMON : 220.
 SALSMAIS (J.) : 373.
 SALUZZO (Cesare) : 315.
 SALVATORELLI : 386.
 SALVINI : 348.
 SAN SATURNINO (di) : 7.
 SANSEVERINO (Gaetano) : 52, 53,
 68, 321.
 SANSONE : 299.
 SANTANGELO : 297.
 SARTI : 116.
 SAUVÉ (Henry) : 247, 291.
 SAVARY (duc de Rovigo) : 10.
 SAVIGNY : 161.
 SAVIO (Fedele) : 272, 273.
 SAVOIE (Amédée VI de) : 272.
 SAVOIE (Amédée IX de) : 4.
 SAVOIE (Emmanuel-Philibert de) :
 47.
 SAVOIE (Victor-Amédée III de) : 39.
 SAXE (Maire-Louise-Charlotte de
 Bourbon, duchesse de) : 135, 137,
 330.
 SAXE (Maximilien de) : 330.
 SAY : 169.
 SCALETTA (prince della) : 66.
- SCARLATA (Pietro) : 94, 314, 326.
 SCHERILLO (M.) : 278.
 SCHIFF-GIORGINI : 278.
 SCHILIRÒ : 386.
 SCHÖTTL (Fridolin) : 176, 375.
 SCHOUVALOFF : 302.
 SCORZA : 319.
 SCOTTI : 332.
 SECCHI (A.) : 329.
 SELVAGGI (F.) : 387.
 SEMICHON (E.) : 364.
 SERASSI : 130.
 SERRA (Agostino) : 329.
 SERRISTORI (Luigi) : 251.
 SERTILLANGES : 342.
 SETON : 284.
 SFORZA (Giovanni) : 274.
 SGARIGLIA : 329, 330.
 SICCARDI : 143.
 SILVANI : 77, 90, 91.
 SILVELA (Luis) : 247, 360, 386.
 SILVETTI : 44.
 SIMONCINI (Gaetano) : 37.
 SIMONINO : 32, 288.
 SIVO (Giacinto de) : 318.
 SIXTE-QUINT : 287.
 SOAVE : 116.
 SOLAGES (Bruno de) : 247, 364, 387.
 SOLARO DELLA MARGARITA : 17,
 77, 81, 147, 274, 279, 304, 336,
 337, 383.
 SOLIERI : 195, 354.
 SOLI-MURATORI (Alessandro) : 28,
 273.
 SOMMERVOGEL : 289, 294, 375,
 376, 387.
 SOPHOCLE : 160.
 SORDI (Domenico) : 56, 59, 66,
 67, 68, 294, 296, 298.
 SORDI (Serafino) : 44, 54, 55, 59,
 100, 113, 114, 115, 141, 147,
 245, 246, 247, 294, 295, 296,
 312, 315, 317, 325, 333, 368,
 370.
 SORTAIS (le P.) : 247.
 SPAVENTA (Bertrando) : 180, 181,
 351, 383, 387.
 SPEDALIERI (N.) : 127, 169, 219,
 346.
 SPEDALIERI (le P.) : 68, 75, 96, 97,
 298, 302, 314, 317.
 STABILE (Mariano) : 314.

STADLER (de) : 3.
 STAHL (Frédéric) : 164.
 STANISLAS KOSTKA (saint) : 36, 287, 299.
 STEFANONI (Carlo) : 15.
 STEFFELS : 387.
 STEINHUBER : 291.
 STELLA : 136.
 STEWART (Dugald) : 169.
 STORCHENAU (Sigismond) : 116, 292.
 STUART (Jacques) : 36.
 SUAREZ : 165, 169, 180, 181, 230, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 342, 343, 351, 356, 371, 372, 384, 387.
 SWETCHINE (M^{me}) : 302.
 SYLVAIN (Ch.) : 333.

T

TADINI (Francesco) : 290.
 TAÏCOSAMA : 265.
 TAINE : 249.
 TALAMO (Salvatore) : 247, 387.
 TALBOT (Mgr) : 112.
 TANON : 266.
 TANUCCI : 108, 376.
 TAPARELLI (famille) : 2, 3, 272.
 TAPARELLI (Briaude) : 3.
 TAPARELLI (le P. Cesare) : 4.
 TAPARELLI (Geoffroy) : 3.
 TAPARELLI (Georges) : 3, 272.
 TAPARELLI (Guglielmo) : 2.
 TAPARELLI (Guyon) : 3.
 TAPARELLI (Humbert) : 3.
 TAPARELLI (Jean-Marie) : 1, 4, 272.
 TAPARELLI (Lucie) : 3.
 TAPARELLI (Oddone) : 2.
 TAPARELLI (Petrino) : 3.
 TAPARELLI (Roland) : 3.
 TAPARELLI D'AZEGLIO : voir aussi à Azeglio (D').
 TAPARELLI D'AZEGLIO (Cesare) : 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 24, 27, 28, 29, 32, 34, 35, 42, 56, 141, 244, 271, 273, 274, 275, 280, 289, 295, 305, 325, 326.
 TAPARELLI D'AZEGLIO (Enrico) : 9, 15, 16, 21, 22, 32, 273.
 TAPARELLI D'AZEGLIO (Giuseppe Luigi) : 10, 16.

TAPARELLI D'AZEGLIO (Melania) : 10, 16, 19, 275, 280.
 TAPARELLI D'AZEGLIO (Metilde) : 9, 16, 19, 21, 22, 32, 275, 280, 326.
 TAPARELLI D'AZEGLIO (Roberto) : 1, 2, 4, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 70, 71, 72, 75, 77, 79, 80, 83, 85, 86, 88, 91, 92, 97, 100, 101, 103, 110, 117, 118, 119, 126, 128, 135, 137, 138, 140, 141, 142, 147, 175, 189, 190, 245, 273, 275, 276, 277, 281, 292, 293, 300, 301, 302, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 315, 316, 318, 320, 322, 324, 325, 326, 328, 332, 333, 334, 335, 349, 350, 367, 368, 370, 382, 384.
 TAPARELLI DI GENOLA (Cristina) : 16.
 TAPARELLI DI LAGNASCO (Roberto) : 3, 16.
 TARGIONI-TOZZETTI (Teresa) : 120, 277, 323.
 TASSE (le) : 22.
 TCHERNOFF : 344.
 TEODORO : 135.
 TEREZIANI : 247.
 TESSANDORI : 66.
 TESSIERI (Pietro) : 133, 134, 139, 328, 333.
 THERMES (de) : 2.
 THÉRY (Adolphe) : 352.
 THOMAS d'AQUIN (saint) : vi, 51, 52, 54, 56, 59, 60, 61, 68, 113, 114, 115, 117, 131, 132, 159, 167, 169, 170, 182, 211, 224, 243, 244, 245, 247, 265, 266, 291, 293, 294, 295, 296, 321, 342, 343, 344, 345, 351, 353, 354, 361, 362, 364, 365, 367, 368, 373, 380.
 THOMASIIUS : 163.
 THUREAU-DANGIN : 304.
 TIBULLE : 253, 256.
 TIMOTEO : 135.
 TITEUX (Eugène) : 281, 282, 283.
 TOLOMEI (Gian Paolo) : 148, 167, 355, 356.
 TOMADINI : 330.

TOMEI : 55.
 TOMMASINI : 124.
 TONGIORGI : 116, 247.
 TONIOLO (Giuseppe) : 353.
 TONONI (A. G.) : 273.
 TORELLI (V.) : 279.
 TORLONIA (Alessandro) : 135, 137.
 TORRE (Giacinto della) : 28, 30, 284.
 TORRE (Sineo della) : 57.
 TORREMENZA (prince di) : 100, 314.
 TORTI : 260.
 TRECCANI : 383.
 TRENTIN (Giorgio) : 135, 136, 331.
 TROPLONG : 377.
 TURLETTI (Casimiro) : 272, 276.
 TURNEFORT (Baldassar) : 251.
 TURNER : 313, 314, 315.

U

UGO : 32, 288.
 UGOLINI : 244.

V

VACCALLUZZO (Nunzio) : 88, 277, 311, 387.
 VALENSIN (Albert) : 247, 365.
 VALENTIN (A.) : 274.
 VAN EVERBRËCK (Corneille) : 55, 56.
 VANNICELLI-CASONI (cardinal) : 106.
 VARANO (F. S.) : 387.
 VARCHI : 348.
 VAREILLES-SOMMIÈRES (de) : 195, 210, 212, 221, 248, 268, 353, 367, 370, 387.
 VARENGO (Pietro) : 278.
 VASCO : 105.
 VASSALLI : 282.
 VASSALLO (Carlo) : 275.
 VATTEL : 169.
 VAUDAGNOTTI (A.) : 276.
 VAUSSARD : 352.

VECCHI (Virgilio) : 251.
 VECCHI (Pasquale De) : 333.
 VELLA (Michele) : 128.
 VENEZIANI (Antonio) : 64.
 VENTURA (le P.) : 114, 348.
 VERATTI (Bartolomeo) : 88, 319, 360, 387.
 VEUILLOT (Louis) : 150, 151, 152, 153, 317, 339, 340.
 VIALATOX (J.) : 342, 355.
 VICTOR-EMMANUEL I : 6, 18, 19, 32, 39, 43, 44, 280.
 VICTOR-EMMANUEL II : 13, 14, 39.
 VILLARI (P.) : 180, 351.
 VILLEFORT (de) : 302.
 VILLENEUVE-BARGEMONT (de) : 183, 276, 352.
 VIOTTI (G. B.) : 43, 44, 47, 48, 255, 290.
 VIRGILE : 256.
 VISCONTI : 33.
 VISCONTI (Pietro) : 280.
 VISMARA (A.) : 277.
 VISMARA (Silvio) : 387.
 VITALE (Francesco) : 296.
 VITORIA : 169, 230, 384.
 VOLPE (Michele) : 65, 273, 296, 297, 387.
 VOLPICELLI : 135.
 VOLT : 371, 387.
 VULLIET : 58, 258.

W

WAFFELÆRT : 247.
 WIELHORSKI : 138, 139, 332.
 WILSON (W.) : 288.
 WITTE (Karl) : 149, 339, 387.
 WOLF : 164.
 WOODS (Henry) : 181, 260, 371, 372, 387.

Z

ZECCHINELLI : 294.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	I
Table des abréviations.....	VIII

PREMIÈRE PARTIE : LA VIE, L'ÉPOQUE, LE MILIEU

CHAPITRE I. — Famille, enfance, adolescence..... 1

Souche en Bretagne. — Branche dauphinoise. — Le bienheureux Aymon. — L'évêque de Saluces, Jean-Marie Taparelli. — Les parents de Prospero : Cesare Taparelli et Cristina Morozzo di Bianzè. — Ses frères Roberto et Massimo D'Azeglio. — Tableau généalogique.

Séjour en Toscane. — En pension à Sienne, puis élève à Florence. — Retour à Turin. — A l'Université. — Nomination à Saint-Cyr. — Sursis. — Éveil de la vocation au sacerdoce. — Nomination à l'École militaire de Saint-Germain. — Voyage à Paris. — Exemption définitive. — Retour à Turin.

CHAPITRE II. — Les débuts de la carrière ecclésiastique. — Le Collège de Novare. — Le Rectorat du Collège Romain. 30

Étudiant en théologie. — L'incident Bessone. — Retraite à *San' Ignazio*. — L'« Académie ». — Attrait pour la Compagnie de Jésus. — Séjour à Rome. — Catéchiste à *Santa Maria in Cappella*. — Quelques détails sur la reconstitution de la Compagnie, sur le noviciat de *San' Andrea del Quirinale* et ses hôtes les plus illustres. — Adieux au monde. — Séjour à Turin et à Gênes.

L'enfant. — Le Collège de Novare. — Ordination de Taparelli. — Son ministère d'éducateur. — Les troubles de 1821. — Fondation d'un collège à Chambéry.

Vicissitudes du Collège Romain. — Débuts difficiles. — Le jeune Pecci. — Premiers efforts pour la restauration de la philosophie scolastique.

CHAPITRE III. — Le provincial de Naples et le professeur à Palerme 58

Réforme de l'enseignement. — Le thomisme à l'honneur. — L'organisation scolaire. — Les collèges de Bénévent et de Lecce. — L'inspection du P. Ferrari. — Taparelli déchargé de ses fonctions.

Taparelli professeur. — L'épidémie de choléra de 1837. — Massimo D'Azeglio en Sicile. — Visite du czar : Taparelli indésirable.

CHAPITRE IV. — Au tournant de l'histoire..... 77

Le scandale de *La Nazionalità*. — Discussion avec Massimo et Roberto D'Azeglio, Cesare Balbo, Solaro della Margarita, Gioberti. — Entrevue de Taparelli avec Minghetti, Silvani et Pantaleoni à Rome. — Révolution en Sicile. — L'attitude des Jésuites. — Suppression de la Compagnie en Sicile. — Taparelli arrêté et relâché. — Voyage dans l'Italie du nord. — Retour à Palerme. — Départ pour Naples.

CHAPITRE V. — *La Civiltà Cattolica*. — Les dernières années. 105

Fondation de la *Civiltà Cattolica*. — Ses déboires à Naples. — Exode à Rome. — Nouvelles difficultés à Naples. — Déménagements dans Rome. — L'activité thomiste de Taparelli, rédacteur à la *Civiltà Cattolica*. — *Novissima verba*. — La mort de Taparelli. — Nécrologie.

DEUXIÈME PARTIE : L'HOMME

CHAPITRE VI. — Taparelli intime..... 123

Sa santé. — Sa physionomie morale. — Ses talents artistiques. — Ses rapports avec ses frères. — Son attitude politique. — Ses relations avec divers personnages.

TROISIÈME PARTIE : L'ŒUVRE ET LA DOCTRINE

CHAPITRE VII. — Les publications de Taparelli..... 157

Taparelli auteur. — Le droit naturel — Droit et morale. — Le *Saggio teoretico di Diritto naturale appoggiato sul fatto*, et son résumé le *Corso elementare del natural diritto ad uso delle scuole*. — *L'Esame critico degli Ordini rappresentativi nella società moderna*. — La contribution de Taparelli à la *Civiltà Cattolica*. — Ses articles d'économie politique. — Ecrits divers. — Correspondance.

CHAPITRE VIII. — Esquisse des points saillants de la doctrine de Taparelli 191

Théorie de l'être social. L'autorité; la liberté. Le contrat social. La représentation populaire. — Triple origine du pouvoir et de la société. Le droit hypotactique. — L'ordre civique; le droit pénal. — L'ordre politique. La résistance à l'autorité. Les divers pouvoirs; leur séparation. — L'ordre international : en temps de paix; en temps de guerre; vers une société des nations. — La société chrétienne; la société domestique; les divers stades de civilisation.

CHAPITRE IX. — Conclusion. — Un bilan. — Les influences subies. — La survie 243

Cousin, Haller, J. de Maistre, Gioberti, Rosmini. — Les traces laissées par Taparelli.

APPENDICES

A. — Extrait du programme de l' <i>Académie</i> de septembre 1806 au Collège Tolomei de Sienne	251
B. — Lettre de Napoléon au général Clarke, ministre de la guerre, 8 mars 1809.....	251
C. — <i>Ad Longarenum Tibure humaniores litteras docentem</i>	253
<i>Ad Telesinum in patria sua ægrotantem</i>	253
D. — Lettre du Censeur de l'Université de Turin, Viotti, au P. Taparelli.....	255
E. — Diplôme de nomination du P. Taparelli comme préfet des Écoles Royales de Novare.....	255
F. — Poésie latine de Taparelli adressée au P. Petrucci.....	256
G. — Schéma de l'opuscule manuscrit intitulé : <i>Osservazioni sugli studi del Collegio Romano</i>	256
H. — Extrait de : Coppola, <i>Contin. hist. mss. Coll. Neap</i>	257
I. — Lettre inédite de Taparelli à Matteo Ricci.....	258
J. — Extrait des : <i>Memorie della Civiltà Cattolica</i>	259
K. — Taparelli et Suarez.....	259
L. — Note sur le Bien commun.....	265
M. — Théorie explicative du « titre civil » dans le prêt à intérêt, d'après Taparelli.....	267
N. — Critique des idées de Taparelli sur le « droit de révolte », par le comte de Vareilles-Sommières.....	268
NOTES du chapitre I	271
— II	284
— III	296
— IV	303
— V	317
— VI	324
— VII	341
— VIII	353
— IX	367
des appendices	371
BIBLIOGRAPHIE : I. Œuvres de Taparelli.....	373
II. Sur Taparelli	381
TABLE DES ILLUSTRATIONS	388
TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS CITÉS	389
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	403

Vu le 15 Juillet 1942 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

J. VENDRYÈS,

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

GILBERT GIDEL.

